

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE PROCESSUS DU RAISONNEMENT GÉOPOLITIQUE ET LA  
CONSTRUCTION IDENTITAIRE CHEZ L'ÉLITE POLITIQUE RUSSE : LES  
NARRATIFS GÉOPOLITIQUES RUSSES CONCERNANT LA GÉORGIE ET  
L'UKRAINE (1999-2014)

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
IRAK'LI GELUK'ASHVILI

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier mon directeur de recherche, Monsieur Jacques Lévesque (UQAM), pour son soutien continu durant chacune des étapes de mon travail de recherche, pour ses conseils judicieux, ses encouragements et son expertise dont il a su me faire bénéficier. Il m'a toujours incité à développer ma propre approche, tout en m'éclairant par sa rigueur intellectuelle.

Je tiens également à remercier mon codirecteur de recherche, Monsieur Paul Robinson (Université d'Ottawa), pour le soutien également constant, ses précieux conseils, sa disponibilité et ses encouragements dont il a lui aussi su me faire bénéficier. Je le remercie de m'avoir soutenu et encouragé à poursuivre mes études supérieures.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	ix
NOTES SUR LA TRANSLITÉRATION.....	xi
RÉSUMÉ .....	xii
INTRODUCTION .....	1
I.1 Problématique et justification du projet de recherche .....	3
I.2 Questions, objectifs et hypothèses de recherche .....	5
I.2.1 Principale question de recherche .....	5
I.2.2 Objectif principal .....	6
I.2.3 Deux volets de questions .....	6
I.2.4 Hypothèses centrales .....	9
I.3 Brève revue de la littérature .....	10
I.4 Cadre théorique, la méthodologie et les données .....	21
I.4.1 Choix du cadre théorique et de la méthodologie .....	21
I.4.2 Modèle d'analyse .....	24
I.4.3 Données à analyser .....	29
I.4.4 Acteurs à étudier (les élites politiques russes) .....	31
I.4.5 Choix d'étude de cas et les événements à considérer .....	32
I.4.6 Période à étudier .....	34
CHAPITRE I	
MISE EN CONTEXTE POLITIQUE .....	35
1.1 Système politique russe .....	36
1.2 Développement du contexte politique et évolution du système politique russe ....	38
1.3 Partis politiques russes .....	43
1.3.1 Partis du pouvoir et leurs leaders .....	43
1.3.2 Partis d'opposition .....	47
1.3.2.1 Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) .....	47
1.3.2.2 Iabloko .....	50
1.3.2.3 Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) .....	52
1.3.2.4 Union des forces de droite (UFD) .....	55
1.3.2.5 Rodina et Russie juste .....	56
CHAPITRE II	
NARRATIFS GÉOPOLITIQUES DES ÉLITES POLITIQUES RUSSES À L'ÉGARD DE LA	
GÉORGIE (1999-2008) .....	60
2.1. Mise en perspective générale .....	60
2.2. Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (1999-2003)	
.....	63



2.2.1.	Mise en contexte politique .....	63
2.2.2.	Narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	69
2.2.3.	Narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (1999 - 2003) .....	75
2.2.4.	Narratif d'Iabloko à l'égard de la Géorgie (1999 - 2003) .....	82
2.2.5.	Narratif de l'UFD à l'égard de la Géorgie (1999 - 2003) .....	88
2.2.6.	Narratif du PtR à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	93
2.2.7.	Narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (1999 – 2003) .....	96
2.2.8.	Bilan de la période (1999-2003) .....	101
2.3.	Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	116
2.3.1.	Mise en contexte politique .....	116
2.3.2.	Narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	125
2.3.3.	Narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	129
2.3.4.	Narratif de Rodina à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	136
2.3.5.	Narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	140
2.3.6.	Bilan de la période (2004-2007) .....	145
2.4.	Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (2008) .....	162
2.4.1.	Mise en contexte politique .....	162
2.4.2.	Narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (2008) .....	167
2.4.3.	Narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (2008) .....	172
2.4.4.	Narratif de Russie juste à l'égard de la Géorgie (2008) .....	175
2.4.5.	Narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (2008) ....	180
2.4.6.	Bilan de la période (2008) .....	186
<b>CHAPITRE III</b>		
<b>NARRATIFS GÉOPOLITIQUES DES ÉLITES POLITIQUES RUSSES À L'ÉGARD DE L'UKRAINE (2004-2014) .....</b>		<b>201</b>
3.1	Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	201
3.1.1	Mise en contexte politique .....	201
3.1.2	Narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	208
3.1.3	Narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	213
3.1.4	Narratif de Rodina à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	217
3.1.5	Narratif géopolitique du Kremlin de son parti à l'égard de l'Ukraine (2004- 2005) .....	221
3.1.6	Bilan de la période (2004-2005) .....	225
3.2	Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	237
3.2.1	Mise en contexte politique .....	237
3.2.2	Narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	243
3.2.3	Narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	249
3.2.4	Narratif de Rodina et de Russie juste à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	253

3.2.5	Narratif géopolitique du Kremlin de son parti à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	258
3.2.6	Bilan de la période (2005-2010) .....	263
3.3	Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	277
3.3.1	Mise en contexte politique .....	277
3.3.2	Narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	283
3.3.3	Narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	288
3.3.4	Narratif de Russie juste à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	295
3.3.5	Narratif géopolitique du Kremlin de son parti à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	300
3.3.6	Bilan de la période (2013-2014) .....	306
<b>CONCLUSION</b> .....		320
	Retour sur les objectifs .....	320
	Bref retour sur les principaux résultats de l'examen empirique .....	321
	(a) Les deux plus anciens partis politiques : KPRF et LDPR .....	321
	(b) Libéraux et démocrates : UFD et Iabloko .....	326
	(c) Rodina, Russie juste et PtR .....	327
	(d) Le narratif officiel .....	329
	Quelques mots sur la particularité de notre étude .....	335
	Limites de la recherche et recommandations pour de futures études .....	339
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....		341
B1	Sources secondaires .....	341
B1.1	Références sur les aspects théoriques.....	341
B1.2	Références sur la Russie et l'espace postsoviétique .....	343
B1.3	Références sur l'actualité russe provenant de sources russes .....	349
B2	Sources primaires .....	355
B2.1	Sondages d'opinion publique .....	355
B2.2	Partis politiques .....	356

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Caricature publiée dans <i>Komsomolskaja Pravda</i> .....	114
2.2 Quelle est votre attitude en général envers la Géorgie maintenant (en %) ? .....	157

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Résultats des élections législatives de 1993 .....	40
1.2 Résultats des élections législatives de 1995 .....	41
1.3 Factions politiques à la Douma : 1999-2016 .....	42
1.4 Résultats de <i>Russie unie</i> dans les élections législatives (2003-2016) .....	47
1.5 Résultats du KPRF dans les élections législatives (1993-2016) .....	48
1.6 Résultats d' <i>Iabloko</i> dans les élections législatives (1993-2016) .....	51
1.7 Résultats du LDPR dans les élections législatives (1993-2016) .....	53
1.8 Résultats de <i>Russie juste</i> dans les élections législatives (2007-2016) .....	58
1.9 Partis politiques à l'étude (1999-2014) .....	59
2.1 Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	71
2.2 Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	81
2.3 Narratif géopolitique d' <i>Iabloko</i> à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	86
2.4 Narratif géopolitique de l'UFD à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	92
2.5 Narratif géopolitique du PtR à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	95
2.6 Narratif géopolitique officiel à l'égard de la Géorgie (1999-2003) .....	100
2.7 Principaux narratifs géopolitiques russes relevant de la politique étrangère russe (1999-2003) .....	103
2.8 Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	128
2.9 Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	133
2.10 Narratif géopolitique du Rodina à l'égard de la Géorgie (2004-2006) .....	138
2.11 Narratif géopolitique officiel à l'égard de la Géorgie (2004-2007) .....	144
2.12 Solutions envisagées par le LDPR et les actions mise en œuvre par le Kremlin (2004-2006) .....	147
2.13 Dans quelles frontières voulez-vous voir la Russie dans l'avenir? .....	158
2.14 Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (2008) .....	170

2.15	Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (2008) .....	174
2.16	Narratif géopolitique de <i>Russie juste</i> à l'égard de la Géorgie (2008) .....	179
2.17	Narratif géopolitique officiel à l'égard de la Géorgie (2008) .....	185
3.1	Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	212
3.2	Narratif géopolitique de LDPR à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	216
3.3	Narratif géopolitique de Rodina à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	219
3.4	Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2004-2005) .....	224
3.5	Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	248
3.6	Narratif géopolitique de LDPR à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	252
3.7	Narratifs géopolitiques de Rodina et de Russie juste à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	257
3.8	Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2005-2010) .....	262
3.9	Quels objectifs la Russie doit inclure dans sa politique envers l'Ukraine (avec un choix multiple possible) ? .....	265
3.10	Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	287
3.11	Narratif géopolitique de LDPR à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	294
3.12	Narratif géopolitique de Russie juste à l'égard de l'Ukraine (2013-2014) .....	299
3.13	Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2013 – 2014) .....	305

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABM Missiles antibalistiques (*Anti-Ballistic Missiles*)

BTC Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan

CÉI Communauté des États indépendants

CÉC de l'Ukraine Commission électorale centrale de l'Ukraine

CIA Agence centrale de renseignement (*Central Intelligence Agency*)

FCE Forces conventionnelles en Europe

FMI Fonds monétaire international

FOM Fond Opinion publique (*Fond Obščestvennoe Mnenie*)

FR Fédération de Russie

FSB Service fédéral de sécurité (*Federal'naja služba bezopasnosti*)

GRU Direction générale des renseignements (*Glavnoe razvedyvatel'noe upravlenie*)

GTEP Georgia Train and Equip Program

GUAM Organisation pour la démocratie et le développement

INDEM Informatique pour la démocratie (*Informatika dlja demokratii*)

IPAP Plan d'action individuel pour le Partenariat (*The Individual Partnership Action Plan*)

KGB Comité pour la sécurité d'État (*Komitet gosudarstvennoj bezopasnosti*)

KPRF Parti communiste de la Fédération de Russie (*Kommunističeskaja partija Rossijskoj Federacii*)

KPRSFSR Parti communiste de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (*Kommunističeskaja partija Rossijskoj Sovetskoj Federativnoj Socialističeskoj Respubliki*)

KPU Parti communiste d'Ukraine (*Kommunističeskaja partija Ukrainy*)

LDPR Parti libéral-démocrate de Russie (*Liberal'no-demokratičeskaja partija Rossii*)

MAP Membership Action Plan

MMC Mille mètres cubes

OCS Organisation de coopération de Shanghai

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Organisation des Nations-Unies

OMC Organisation mondiale du commerce

OTAN Organisation du traité de l'Atlantique Nord

OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

PCUS Parti communiste de l'Union soviétique

PIB Produit intérieur brut

PtR Patrie – tout la Russie (*Otečestvo - Vsja Rossija*)

RSFSR République socialiste fédérative soviétique de Russie

URSS Union des républiques socialistes soviétiques

START Traité de réduction des armes stratégiques (*Strategic Arms Reduction Treaty*)

TNP Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

UE Union européenne

UFD Union des forces de droite

VTsIOM Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (*Vserossijskij centr izučenija obščestvennogo mnenija*)

*Notes sur la translittération et la traduction*

Pour effectuer la translittération, j'ai utilisé le système *Iso 9* (1995) disponible sur le Web en utilisant le lien suivant :

⟨ [http://www.lexilogos.com/clavier/russe\\_conversion.htm](http://www.lexilogos.com/clavier/russe_conversion.htm) ⟩.

Le caractère « ш » est transcrit « š ». Les caractères « я » et « ю » sont transcrits « ja » et « ju ». Les caractères « ж », « й », « х », « ц », « ч » et « ш » sont transcrits respectivement « ž », « j », « h », « c », « č » et « š ». Les caractères « ъ » et « ъ » sont transcrits « et ».

Toutefois, certains noms de famille (comme « Poutine », « Jirinovski », « Ziouganov », etc.) dont l'orthographe est déjà bien établie dans la langue française demeureront orthographiés selon l'usage. D'autre part, si personnellement, nous avons surtout utilisé le système *Iso 9* pour effectuer la translittération des sources premières, dans le cas où un auteur aurait utilisé dans son texte un autre système de translittération, nous l'avons conservé tel quel.

Enfin, en ce qui concerne les citations, sauf indication contraire, elles ont été traduites du russe vers le français par l'auteur lui-même.



## RÉSUMÉ

Le présent travail s'intéresse au processus du raisonnement géopolitique et à la construction identitaire chez l'élite politique russe à travers la formation des narratifs géopolitiques à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine, et ce, pour la période s'étendant de 1999 à 2014.

Exprimée dans le langage théorique de l'approche poststructuraliste, cette étude s'inscrit dans le champ disciplinaire des *Relations internationales*. Plus spécifiquement, basée sur les postulats de géopolitiques critiques, cette thèse porte sur le domaine de la politique étrangère russe et sur le processus du raisonnement géopolitique et la construction identitaire des élites politiques russes à l'égard de deux anciennes républiques soviétiques (la Géorgie et l'Ukraine) dans le contexte de leur volonté de se dégager de la sphère d'influence russe et de joindre l'OTAN et l'Union européenne. L'analyse discursive à partir de discours, d'interviews, de différentes publications, etc. des autorités russes et des politiciens des principaux partis politiques russes constitue donc le terrain empirique de l'étude.

Cette étude contribue donc à la connaissance des principaux partis politiques contemporains russes et de leurs leaders, ainsi que des débats géopolitiques dans le contexte des relations de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine.

La problématique de recherche est formulée autour de deux volets de questions ayant trait à la fois à la logique interne du processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe concernant la Géorgie et l'Ukraine comme une pratique discursive (visant à fournir une compréhension plus approfondie du rôle des narratifs géopolitiques dans le façonnement des visions géopolitiques et de la culture géopolitique propres aux élites politiques russes, tout en tenant compte des principales idées et convictions largement répandues dans la société russe, c'est-à-dire la façon dont les élites politiques russes perçoivent la Russie, sa place et son rôle en général dans les affaires mondiales,

principalement en relation avec les États de l'ancien espace soviétique, et plus précisément à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine), ainsi qu'à la régulation des crises relationnelles par le Kremlin avec ces deux États postsoviétiques (visant à étudier la façon par laquelle le Kremlin a géré les situations conflictuelles avec ces deux États, et ce, afin de comprendre comment les géopolitiques ont été opérationnalisées par le Kremlin, comme résultat de la concurrence et de la convergence des différents narratifs géopolitiques).

Cette thèse fait valoir que la politique étrangère russe à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine est le fruit de la concurrence entre les différents narratifs géopolitiques des élites politiques russes, lesquels narratifs reflètent largement la culture géopolitique russe et les mentalités de la société russe en général, alors que le narratif géopolitique du Kremlin concernant les crises relationnelles de la Russie à l'égard de ces États postsoviétiques que sont la Géorgie et l'Ukraine évoluait à l'intérieur d'une culture géopolitique proprement russe, mais qui comportait certaines limites face aux risques politiques, compte tenu des contextes interne et externe.

On peut donc présumer que le discours dominant et les décisions prises à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine sont les fruits d'un processus continu et complexe largement influencé par la culture géopolitique présente dans différents segments de la société russe et reflétant certaines idées et convictions profondément ancrées dans la conscience collective de la société russe postsoviétique.

Il est donc présumé que la conception de l'identité de l'État russe se fait à travers la pratique discursive dans laquelle différents narratifs géopolitiques concurrents structurent les connaissances spécifiques au sujet de l'État russe et de son rôle sur la scène internationale, et contribuent par conséquent à la formulation de la politique étrangère. La politique étrangère russe est plutôt construite à travers la pratique discursive exercée par les élites politiques russes où, à travers leurs narratifs géopolitiques, ces élites imposent chacune à son tour le sens aux événements, justifient les actions et les solutions proposées.

**Mots clefs :** relations internationales, géopolitique critique, analyse du discours, Russie, Géorgie, Ukraine.

## INTRODUCTION

La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique ont surpris le monde entier, et pour de nombreux chercheurs, ces événements ont depuis lors été l'occasion de susciter maintes interrogations. Comment se porte la superpuissance déchue (la Fédération de Russie) ? Quel chemin prendra-t-elle ? Quelle place occupera-t-elle sur la scène internationale ? Comment sa politique étrangère évoluera-t-elle ?

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'évolution de la politique étrangère de la Russie a donc suscité et continue de susciter l'intérêt de plusieurs chercheurs. Elle a souvent été vue comme étant un phénomène fort complexe dans les relations internationales contemporaines. Les profondes transformations économiques et politiques qu'a connues la Russie durant les deux dernières décennies ont laissé une profonde empreinte sur sa politique internationale. En effet, la politique étrangère russe a basculé à travers différentes périodes, et ces basculements sont les fruits à la fois du changement de l'environnement extérieur, mais surtout de l'impact de différents choix et facteurs intérieurs. On peut constater quelques changements majeurs (reconfigurations) dans la politique étrangère russe depuis 1991. Ces changements au niveau des préférences politiques dépendaient largement des changements du contexte de l'action et de la marge de manœuvre de l'élite politique russe.

Les controverses font rage au sein des observateurs occidentaux en ce qui concerne la Russie et l'évolution de sa politique étrangère. Certains avancent qu'elle est plutôt instable, non prévisible et irrationnelle (Galeotti, 2010), voire antioccidentale (Hill, 2004 ; Bugajski, 2008), évoquant même le déclenchement d'une nouvelle guerre froide étant donné le fait que la Russie se comporte souvent de façon très réactive aux actions des États-Unis (Lucas, 2008 ; McKinnon, 2007 ; Legvold, 2014). D'autres soutiennent que la politique étrangère russe est conçue de manière assez rationnelle, basée sur des calculs réalistes tenant compte de l'équilibre des puissances (Lynch, 2001) et que la Russie jauge lucidement ses capacités et ses objectifs en regard de différents

facteurs internes et externes (Tsygankov, 2010). Enfin, d'autres encore soutiennent que la Russie perçoit de manière très négative les intérêts et les objectifs des Occidentaux (Achcar, 1999 ; Lepri, 2007 ; Arbatov, 2007).

La récente annexion de la Crimée par la Russie et les combats entre les forces armées de l'Ukraine et les « séparatistes prorusses » qui perdurent à l'est et au sud de l'Ukraine ont une fois de plus plongé cette région dans une grave crise. En effet, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'on a eu l'occasion d'assister à plusieurs tentatives de la Russie de maintenir son influence dans l'ancien espace soviétique. À titre d'exemple, on peut mentionner sa politique à l'endroit de la Géorgie (avec ses deux régions séparatistes : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), de la Moldavie (avec la Transnistrie), de l'Azerbaïdjan (avec le Haut-Karabakh) et de l'Ukraine (avec la Crimée et ses territoires de l'est et du sud). Comme certains observateurs l'ont soutenu « *Despite the differences in the case of Crimea, what has not changed in the Kremlin's tactics since the fall of the Soviet Union is Russia's paternalistic view of its post-Soviet neighbors* » (Mankoff, 2014 : 66).

Cette thèse vise à traiter un sujet nettement sous-étudié dans la littérature académique : le processus du raisonnement géopolitique et la construction identitaire des élites politiques russes concernant la Géorgie et l'Ukraine dans le contexte de leur volonté de s'extirper de la sphère d'influence russe et de joindre l'OTAN et l'Union européenne (UE). Nous abordons ce problème en analysant les narratifs géopolitiques des élites politiques russes concernant la Géorgie et l'Ukraine sur une période d'environ quinze ans (1999-2014). Cette période correspond au règne d'un même leader politique : Vladimir Poutine. Pour un certain nombre de raisons que nous développerons sous peu, la Russie de Poutine représente donc un cadre intéressant pour une étude de ce genre de recherche.

Dans un premier temps, nous commencerons par la présentation de la problématique et de la contribution de notre thèse à l'avancement des connaissances, suivie par la présentation des questions, des objectifs et des hypothèses de notre recherche. Puis, nous procéderons à la présentation de la revue de littérature où nous présenterons brièvement les principaux travaux relatifs à notre sujet de recherche et à notre cadre théorique (présentant les concepts clés et les principaux postulats). Cela sera suivi par l'introduction de notre cadre théorique, de notre méthodologie (la manière par laquelle nous allons procéder à notre recherche) et de nos données à analyser.

Dans un second temps, nous étudierons la scène politique russe afin de fournir un aperçu du contexte politique dans lequel les partis politiques russes menaient leur lutte politique durant la période couverte par notre étude (1999-2014) et durant laquelle ces derniers défendaient leurs visions quant à la position de la Russie face à la Géorgie et à l'Ukraine, mais aussi dans un contexte plus large impliquant la place et le rôle de la Russie dans les affaires internationales.

Enfin, nous étudierons le processus du raisonnement géopolitique à travers l'analyse des narratifs géopolitiques de l'élite politique russe à l'égard de la Géorgie (chapitre II) et de l'Ukraine (chapitre III) sur une période couvrant environ quinze ans (1999-2014).

### 1.1 La problématique et la justification du projet de recherche

Bien que de nombreux travaux aient été consacrés à l'analyse du discours des élites politiques russes en général, une lacune évidente persiste dans la littérature existante sur le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes (et notamment à partir de la perspective géopolitique critique) en général, et en particulier concernant ses positions à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine. De plus, la majorité des études se limitent seulement à une période assez courte (couvrant un an ou moins, et n'englobant qu'un seul événement ou qu'un seul conflit en particulier) et analysent les narratifs géopolitiques qui ne sont « valides » que pour une courte période et selon un contexte particulier. Ainsi, les analyses menées dans ces études offrent plutôt un aperçu du raisonnement géopolitique sur un événement particulier et ne donnent pas la possibilité d'étudier le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes sur une longue période.

**D'autre part, la plupart des études s'intéressent essentiellement à l'analyse du discours dominant et, ainsi, elles ne donnent pas la possibilité de voir comment le discours dominant est influencé par la concurrence de narratifs géopolitiques différents. Enfin, il n'y a que peu d'études qui se sont intéressées à la façon par laquelle les actions à prendre et les solutions proposées sont justifiées par les élites politiques russes, ce qui permettrait de connaître les valeurs historiques, intellectuelles, etc. qui se trouvent derrière ces réclamations, de connaître les contextes et les motifs.**

Notre recherche a donc pour but de contribuer à combler cette lacune qui existe dans la littérature académique relative au processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'endroit de la Géorgie et de l'Ukraine. Notre recherche le fera en examinant comment les élites politiques russes donnent sens aux situations et événements pour gérer les situations conflictuelles entre la Russie et ces deux anciennes républiques soviétiques. L'étude du processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes révèle des éléments clés du discours géopolitique russe et contribuera ainsi à mieux comprendre les partis politiques et leurs leaders en tant qu'acteurs géopolitiques, mais surtout de voir comment ces acteurs contribuent ou développent les discours géopolitiques tenus en Russie, comment ils voient le monde extérieur, la place de la Russie au sein de ce monde et comment ils participent à une « lutte » pour présenter le monde de la manière qu'ils considèrent comme étant la plus appropriée.

Il convient également de souligner que notre thèse sera la première étude empirique du processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine dans leur volonté de sortir de la sphère d'influence russe et de joindre les institutions occidentales, et ce, sur la période couvrant les quinze dernières années.<sup>1</sup> Cette thèse contribuera donc à la littérature relative à l'analyse discursive de l'élite politique russe en général, et en particulier de ses visions des rapports avec lesdites deux anciennes républiques soviétiques. Cette thèse portera aussi une attention particulière à la façon par laquelle les élites politiques russes justifient les décisions et solutions proposées lors des débats publics.

En outre, étant donné que la crise de Crimée est encore toute récente et fait partie de l'actualité, cette thèse sera parmi les premières études à offrir une analyse discursive détaillée du raisonnement géopolitique de l'élite politique russe, incluant la crise de Crimée et les soulèvements prorusses en Ukraine. Notre recherche contribuera aussi à l'approfondissement des connaissances relatives à l'évolution des visions géopolitiques de l'élite politique russe en général, mais aussi concernant les connaissances relatives aux partis politiques russes, notamment en lien avec l'évolution de leurs positions envers la Géorgie et l'Ukraine.

---

<sup>1</sup> Il faut préciser qu'il existe plusieurs études générales sur le raisonnement géopolitique des élites politiques russes, mais (du moins, à notre connaissance) il n'existe aucune étude empirique relative au processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe concernant la Géorgie et l'Ukraine.

Enfin, cette recherche vise à contribuer à l'approfondissement des connaissances dans une perspective plus large en contribuant à la littérature poststructuraliste des relations internationales (particulièrement l'analyse discursive, et plus précisément la perspective de la géopolitique critique) et en présentant une analyse empirique du processus de raisonnement géopolitique et de la construction identitaire au sein des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie et l'Ukraine. Notre recherche vise à fournir une compréhension plus approfondie du rôle des narratifs géopolitiques russes dans le façonnement des visions géopolitiques et de la culture géopolitique propre aux élites politiques russes. De cette manière, notre recherche pourrait paver la voie à d'autres recherches relatives à ce sujet.

Dans cette perspective, il apparaît que la rédaction d'une thèse sur le processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe, sur le plan de la géopolitique critique, est bien justifiée.

## I.2 Questions, objectifs et hypothèses de recherche

### I.2.1 Principale question de recherche

Nous menons notre recherche pour répondre à la question suivante :

- **Quel est le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine en général, et notamment concernant la volonté de ces pays de se dégager de la sphère d'influence russe et de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne ?**
- Comment les élites politiques russes, à travers leurs narratifs géopolitiques, imposent-elles leur sens (compréhension, explication et présentation de la situation, proposition et justification de solutions) pour déterminer la position de leur propre pays dans un contexte de situations conflictuelles avec ces deux autres pays ? Quels sont les valeurs et le sens donnés aux objets, aux personnages et aux événements historiques en référence aux différents contextes alors en cours ? En d'autres mots, quels sont les métaphores et les analogies employées par l'élite politique russe pour rendre plus acceptables à son public les relations conflictuelles de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine, mais aussi pour légitimer et donner plus de poids à son argumentation ?

### I.2.2 Objectif principal

Cette thèse vise donc à étudier le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine comme une pratique discursive, en observant comment les relations de la Russie avec ces deux entités sont représentées dans leurs narratifs géopolitiques, en incluant ou en excluant certains faits dans leurs narratifs géopolitiques, créant de ce fait une réalité autre qui répond mieux à leurs intérêts. Dans un second temps, la thèse vise également à étudier la façon par laquelle le Kremlin, à travers ce processus de raisonnement géopolitique, a géré les relations conflictuelles avec ces deux États postsoviétiques.

### I.2.3 Deux volets de questions découlant de la question principale

Étant donné que notre principale question de recherche est complexe, laquelle comprend à la fois la logique du processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes ainsi que la façon par laquelle le Kremlin a géré ses relations conflictuelles avec la Géorgie et l'Ukraine, nous l'aborderons en deux volets.

#### *Premier volet de questions (relatives au processus de raisonnement géopolitique)*

Le premier volet de questions est central pour notre recherche pour comprendre le processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe :

- Quels sont les principaux narratifs géopolitiques que nous pouvons disséquer des discours géopolitiques des élites politiques russes concernant la Géorgie et l'Ukraine sur une période d'environ 15 ans (1999-2014) ? Quels sont les éléments clés employés dans ces narratifs, et dans quels contextes sont-ils employés (quels sont les termes, les métaphores, les références, les analogies employés pour présenter la situation et la rendre plus acceptable pour la société russe) ? **Comment les élites politiques russes comprennent, évaluent et projettent-elles les relations conflictuelles de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine ?** Quels sont le rôle et la place de la Russie dans ces



crises ? Quelles sont les parties impliquées dans ces crises ? Qui sont les ennemis, qui sont les amis ? Comment gérer ces situations conflictuelles ?

- Sur une période de 15 ans (1999-2014), pouvons-nous observer, chez les élites politiques russes, les motifs permanents, la continuité ou la discontinuité de leurs positions sur les mêmes questions et les mêmes défis politiques relevant des relations de la Russie avec ces deux États postsoviétiques que sont la Géorgie et l'Ukraine ? Comment les différents partis politiques russes voient-ils la Géorgie et l'Ukraine, et par conséquent la volonté de celles-ci de se dégager de la sphère d'influence russe et de rejoindre les organisations occidentales ?

De ce fait, dans un premier temps, nous identifierons les principaux narratifs géopolitiques des partis politiques russes siégeant à la Douma relativement aux relations de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine. Une attention particulière sera accordée à la façon dont les représentants des élites politiques russes perçoivent (1) la Russie, sa place et son rôle en général dans les affaires mondiales (2) et en conséquence en relation avec la Géorgie et l'Ukraine.

Ce premier volet de questions nous permettra aussi de voir comment les élites politiques russes comprennent les événements et leurs causes immédiates pour expliquer leurs conséquences pour la Russie ainsi que pour articuler la vision et l'intérêt de l'État russe. Ici, notre objectif est d'explorer les actions et les solutions proposées par les élites politiques russes afin de gérer ces crises, mais surtout d'explorer les justifications (historiques, intellectuelles, politiques, économiques, etc.) qui se cachent derrière ces actions et solutions proposées. Une attention particulière sera donc portée à la valeur et au sens donnés aux objets, aux personnages et aux événements historiques.

*Second volet de questions  
(relatives à la régulation des crises  
et aux effets sur la politique étrangère)*

- Comment le Kremlin gère-t-il les relations conflictuelles avec la Géorgie et l'Ukraine (quel est le processus de régulation de ces crises) ? Quelles sont les solutions proposées par le Kremlin ? Quelles sont les justifications associées à ces solutions ? Le cas échéant, quels sont les compromis conclus avec les autres partis politiques russes ?

- Comment, dans quelles circonstances, dans quel contexte ont été formulées et adoptées les décisions finales ? Plus précisément :

- (1) Peut-on parler d'une certaine pression de la part de la société russe en général, une demande quelconque, un besoin sociétal dans la conscience collective pour que le Kremlin agisse de telle ou telle manière ? Autrement dit, est-ce que les partis politiques et leurs électeurs, les représentants de différents segments de la société (experts, journalistes, commentateurs d'actualités, intelligentsia, etc. qui ont une certaine influence sur la présentation de la situation, et de ce fait sur la conception d'une « réalité parallèle » propre à chaque courant politique), mais aussi le public général ont exercé une certaine pression sur le Kremlin et ont ainsi influencé la prise de décision ?
- (2) À l'inverse, le Kremlin a-t-il dû convaincre le public de la nécessité de prendre certaines actions plus spécifiques ? Plus précisément, est-ce que les partis d'opposition russes et lesdits représentants de différents segments de la société russe ont facilité (ou au contraire ont empêché) la prise de décision sur les questions d'importance nationale dans le contexte des crises relationnelles de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine ?

Notre objectif ici est d'étudier le processus de régulation des crises par le Kremlin. Cela nous permettra de comprendre comment les décisions ont été opérationnalisées par le Kremlin comme étant le fruit de la concurrence de différents narratifs géopolitiques.

Ó Tuathail (2002) avance que le discours géopolitique est aussi un discours de résolution de problèmes avec des aspirations de réglementation. Ici, nous énoncerons l'une de nos principales hypothèses voulant que les discours des élites politiques russes (les leaders des principaux partis d'opposition) et la position de ces partis (malgré leur rôle limité pouvant influencer la prise de décision) aient au moins une certaine influence sur les décideurs du Kremlin et par conséquent sur la formulation des solutions. Nous proposons également que les partis d'opposition russes bénéficient d'un certain soutien populaire (souvent assez fort, par exemple comme le KPRF depuis sa fondation) que le gouvernement, dépendamment du contexte, prend en compte. Ainsi, en nous basant sur différentes études menées ultérieures (Kuusisto, 1998 ; Mäkinen, 2008 ; O'Loughlin et coll., 2004b), nous supposons que malgré le rôle limité des partis d'opposition dans la vie politique

russe, le discours dominant reflète les idées et les mentalités largement répandues dans la société russe, lesquelles idées et mentalités peuvent à leur tour avoir un impact sur la prise de décision. En somme, nous proposons que le narratif géopolitique du Kremlin (concernant les crises relationnelles de la Russie à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine) évoluât à l'intérieur d'une culture géopolitique proprement russe, laquelle manifestait certaines limites et comportait des risques politiques pour le gouvernement.

#### I.2.4 Hypothèses centrales

Nous entendons pouvoir démontrer que la politique étrangère russe à l'égard de la Géorgie et l'Ukraine est le fruit de la concurrence entre les différents narratifs géopolitiques de l'élite politique russe. Cette politique étrangère reflète largement la culture géopolitique russe et les différentes mentalités caractéristiques de la société russe en général. Dans son étude sur la rhétorique des gouvernements américain, britannique et français concernant les conflits du golfe Persique (1990-1991) et de Bosnie (1992-1995), Kuusisto, avait avancé que « [...] *the leaders of the three Western major powers were directed both by the discursive traditions of their communities and by their own strategic aims* » (Kuusisto, 1998 : 607). Ce propos semble aussi s'appliquer pour l'élite politique russe, même si plusieurs auteurs mettent l'accent sur le caractère autoritaire du régime politique de Vladimir Poutine pour gérer les affaires internes et externes de la Russie. Ainsi, à l'instar de maints auteurs qui ont mis l'accent sur l'importance des traditions et de la culture géopolitique propres à chaque État – nous en discuterons sous peu –, nous supposons que les narratifs géopolitiques du Kremlin concernant les relations conflictuelles de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine évoluaient à l'intérieur d'une culture géopolitique proprement russe, laquelle culture comportait certaines limites devant les risques politiques compte tenu des contextes interne et externe. Nous supposerons donc que le discours dominant et les décisions prises à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine sont les fruits d'un processus continu et complexe largement affecté par la culture géopolitique présente dans différents segments de la société russe. Au fond, les narratifs de différents partis politiques, y compris celui du Kremlin et de son parti

reflétaient largement certaines idées et convictions profondément ancrées dans la conscience collective de la société russe postsoviétique.<sup>2</sup>

Enfin, nous pensons pouvoir démontrer que les principaux partis politiques russes nourrissent des visions géopolitiques différentes, d'où leur diversité (et par conséquent, leurs divergences sur certains points). L'étude de ces narratifs géopolitiques nous révélera donc un élément propre aux élites politiques russes, leurs visions géopolitiques et la façon dont ils abordent les problèmes, proposent et justifient les actions et les solutions.

Ainsi, largement inspiré de postulats de géopolitiques critiques, notamment des travaux d'Ó Tuathail (1996, 2002), d'Agnew (1998), de Dalby (1991), d'O'Loughlin et coll. (2004a, 2004b, 2006), etc., nous assumons que la conception de l'identité de l'État russe se fait à travers la pratique discursive, dans laquelle différents narratifs géopolitiques concurrents structurent les connaissances spécifiques au sujet de l'État russe et de son rôle sur la scène internationale, et contribuent, par conséquent, à la formulation de la politique étrangère. La politique étrangère russe est plutôt construite à travers la pratique discursive exercée par les élites politiques russes où, à travers leurs narratifs géopolitiques, ces élites politiques, chacune à leur tour, imposent le sens aux événements, justifient les actions et les solutions proposées.

### 1.3 Brève revue de littérature

Cette partie de la thèse sera consacrée à la revue de la littérature académique pertinente pour notre recherche pour laquelle nous avons opté pour une perspective géopolitique critique. Celle-ci relevant de l'analyse discursive. Nous commencerons donc par présenter les études plus générales relatives à notre sujet de recherche à propos duquel nous dirons quelques mots sur la tradition géopolitique critique, ses principaux postulats et ses concepts clés, ainsi que sur les études existantes relatives à la perspective que nous avons adoptée. Puis, nous présenterons des études plus ciblées relevant à la fois de notre cadre théorique, mais aussi du sujet de notre thèse. Notre

---

<sup>2</sup> Parmi plusieurs auteurs, l'importance de la « culture géopolitique » dans l'étude des géopolitiques critiques avait été également soulignée dans l'étude de Kolossov et Ó Tuathail (2007) que nous aborderons prochainement.

objectif ici est de présenter les principales études apparaissant les plus pertinentes et les plus apparentées à notre recherche.

Dans sa remarquable étude qui offre d'importants postulats de base, Riikka Kuusisto (1998) s'intéresse à la façon par laquelle les dirigeants de trois États occidentaux (les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France), à travers « l'action verbale » (soit, définissant les situations avec les catégorisations et proposant les plans d'action à travers leur discours politique), ont géré la guerre contre l'Irak (1990-1991) et la guerre civile en Bosnie-Herzégovine (1992-1995). Se basant sur l'analyse de plusieurs travaux relatifs aux processus cognitifs de « nommer les choses » (*name-giving*) et de « faire le récit » (*story-telling*) en général, mais aussi concernant le discours sur la politique étrangère, l'auteur avance que « l'action verbale » relie les incidents variés dans un contexte cohérent avec une conclusion familière.

Pour Kuusisto, les sujets, les objets et les événements existent indépendamment des acteurs. Les faits doivent donc être expliqués, nommés, interprétés avec leur sens et mis en contexte pour qu'ils prennent une forme et que par conséquent, ils soient compris. Ainsi, pour l'auteure: « (...) *Our world is forever being created in and through discourses* » (Kuusisto, 1998: 604). Dans la même veine, d'après l'auteure, « *War rhetoric is an essential part of "real war"; it takes hold of the theater, lays out the campaign, reports on the advances, and assesses the outcome.* » (Kuusisto, 1998 : 603-604). De ce fait, à partir de l'action verbale, en coordonnant et en classifiant leurs actions, les acteurs (les décideurs politiques) influencent non seulement sur leurs publics, mais ils s'influencent eux-mêmes. Selon Kuusisto, pour qu'un acteur puisse faire accepter ses actions à son public, il doit être capable de les légitimer à travers les principes socialement légitimes de sa société (Kuusisto, 1998 : 606). La différence entre « nous » (les bons) et « l'autre » (le mauvais) doit donc être claire. L'ennemi doit être représenté comme quelqu'un dont « *destruction and abolishment from "our" world is necessary if we want to keep our lives orderly and safe* » (Kuusisto, 1998: 606). Ainsi, pour Kuusisto, les dirigeants politiques ne sont donc pas des acteurs complètement libres. Ils sont liés par des normes sociales à leurs électeurs respectifs (Kuusisto, 1998: 607). Dans une telle perspective, les métaphores employées par les acteurs dans leurs narratifs sont plus que des décorations poétiques : elles sont restrictives et sélectives, mettant en évidence les aspects de l'événement qui correspondent à sa structure et minimisent les caractéristiques qui sont plus difficiles à intégrer dans une explication particulière (Kuusisto, 1998:

612). En fin de compte, Kuusisto avance que les dirigeants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont présenté la coalition anti-irakienne (1990-1991) comme une « guerre juste avec un objectif d'établir un nouvel ordre mondial », tandis que la crise de Bosnie a été présentée comme un « massacre cruel et inutile pour lequel les puissances extérieures ne peuvent pas faire grand-chose » (Kuusisto, 1998 : 603). L'auteure conclut que les dirigeants de ces trois États occidentaux ont été menés, dans leurs actions, à la fois par les traditions discursives de leurs communautés et par leurs propres objectifs stratégiques. Ils étaient donc obligés d'opérer à partir des normes (propres à leurs sociétés) culturellement approuvées de la rhétorique d'une « guerre », et ils avaient aussi besoin de légitimer certaines actions ou inactions à eux-mêmes et à leurs publics respectifs.

Une autre étude majeure relative à notre recherche (notamment sur le plan de l'approche théorique et méthodologique, et laquelle sera présentée plus en détail prochainement, dans la partie relative à notre cadre théorique) est celle de Gearóid Ó Tuathail (2002) où l'auteur développe un modèle discursif d'argumentation (appelé « grammaire de géopolitiques » – un modèle d'analyse approprié et valide, lequel nous servira de modèle de base pour notre étude) pour étudier le raisonnement géopolitique de l'administration présidentielle américaine concernant la guerre de Bosnie de 1992. Ó Tuathail s'intéresse aux motivations par lesquelles les élites politiques façonnent leurs discours géopolitiques (les traditions géopolitiques et les représentations des citoyens concernant les politiques internationales). L'auteur avance que les géopolitiques créent certains stéréotypes de l'espace mondial pour justifier l'expérience de la politique étrangère, tandis que le raisonnement géopolitique est toujours une forme de catégorisation scalaire (Ó Tuathail, 2002 : 610).

Pour sa part, l'étude d'Andrei Tsygankov (2003) est très intéressante sur le plan méthodologique – l'auteur adoptant la perspective géopolitique critique – et en raison de la clarté avec laquelle l'auteur distingue et expose différentes facettes de l'eurasisme qui apparut dans la Russie postsoviétique au début des années 1990. Tsygankov s'intéresse à la façon par laquelle l'imagination spatiale a façonné les frontières politiques et culturelles de l'Eurasie dans la pensée géopolitique de la Russie postsoviétique. Selon lui, l'apparition de différents types de conflits (ethniques, économiques, etc.) dans l'ancien espace soviétique a stimulé un regain de la pensée géopolitique dans la Russie postsoviétique. Plusieurs écoles géopolitiques ont émergé afin de

définir le terme « Eurasie » et de déterminer ce que devraient être les objectifs de la Russie ainsi que sa stratégie pour la région eurasiennne (Tsygankov, 2003 : 102). Afin de procéder à son analyse, l'auteur a sélectionné six ouvrages écrits par les penseurs et politiciens russes relatifs au rôle et à la place de la Russie dans la région eurasiennne. Ces ouvrages sont regroupés en cinq écoles géopolitiques distinctes (les occidentalistes, les géoéconomistes, les stabiliseurs, les civilisationnistes et les expansionnistes), chacune ayant ses propres postulats intellectuels, visions du monde et bases de soutien dans la société russe.<sup>3</sup> Ainsi, l'école occidentaliste voit la Russie comme un pays essentiellement européen lequel doit être associé à l'Occident et à ses institutions. La seule condition pour répondre adéquatement aux différents défis régionaux est donc de travailler avec les pays occidentaux (Tsygankov, 2003 : 113-114). De leur côté, les penseurs de l'école géoéconomiste voient le territoire de l'ancienne URSS comme un lieu où divers flux géoéconomiques se rencontrent, et la Russie doit tirer avantage de sa situation géographique au milieu de ces pays Eurasiens (Tsyganov, 2003 : 115-116). Les « stabilisateurs », de leur côté, mettent l'accent sur la stabilisation de la région par la sécurité collective. La Russie pourrait donc préserver sa présence dans la région si elle adopte une nouvelle notion de l'espace géopolitique. La vision de l'Eurasie est alors celle d'une région ouverte : une entité politique indépendante, économiquement et culturellement, où la stabilisation s'effectue sur la base de mesures économiques et militaires, tout en maintenant l'intégration de l'ancien espace soviétique (Tsygankov, 2003 : 118-119).

En ce qui concerne les penseurs de l'école civilisationniste, ils sont associés à des politiciens et des sympathisants procommunistes qui perçoivent la Russie comme culturellement antioccidentale et indépendante dans un monde généralement hostile. Ils préconisent la restauration de « l'Union » sur le territoire postsoviétique et voient les empires comme « des civilisations indépendantes qui sont relativement autosuffisantes, mais aussi comme des territoires géopolitiquement stables qui ne sont pas en expansion constante ». Le principal objectif sécuritaire pour la Russie en Eurasie

---

<sup>3</sup> Les six ouvrages analysés : Trenin, D. (2001), *The End of Eurasia : Russia on the Border Between Geopolitics and Globalization* (école occidentaliste); Kolossov, V. et Mironenko, N.S. (2001), *Geopolitika i političeskaja geografija* (La géopolitique et la géographie politique) (école géoéconomiste); Gadziyev, K.S. (2000), *Vvedenie v geopolitiku* (Introduction à la géopolitique) (école stabilisatrice); Ziouganov, G. (1999), *Geografija pobedy : Osnovy rossijskoj geopolitiki* (La géographie de victoire : les essentiels de la géopolitique russe) et Nartov, N. (1999), *Geopolitika* (La géopolitique) (école civilisationniste) ; Douguine, A. (2000), *Osnovy geopolitiki* (Les essentiels de géopolitique) (école expansionniste). Comme l'auteur l'a mentionné, les auteurs de ces ouvrages viennent des sphères académiques et politiques.

est donc la survie et le maintien de la civilisation russe. D'où l'importance de la restauration du statut de superpuissance de l'époque soviétique et l'attribution d'une plus grande importance aux capacités nucléaires et économiques du pays (Tsygankov, 2003 : 110). Enfin, concernant l'école de pensée « expansionniste », elle est largement influencée par les idées les plus radicales de la politique étrangère, des idées notamment inspirées de l'extrême droite européenne classique et contemporaine. La Russie est perçue comme un État culturellement antioccidental et un empire en expansion territoriale constante. De ce fait, l'accumulation constante de puissance par l'expansion territoriale est le seul comportement approprié dans un monde caractérisé par la lutte des unités géopolitiques (Tsygankov, 2003 : 109).

Tsygankov conclut que la Russie n'a pas l'intention de se retirer de l'espace eurasiatique. Au contraire, elle est très intéressée par la sécurisation de sa présence culturelle, politique et économique dans cette région. En même temps, Tsygankov souligne aussi que la désintégration de l'URSS a développé un sentiment de traumatisme culturel chez les Russes, ce qui par conséquent a produit un degré élevé de contestation dans le discours géopolitique de la Russie contemporaine. La géographie postsoviétique (au sens de l'espace post-soviétique) se reconstitue des stratégies discursives russes adoptées par les élites intellectuelles et politiques plutôt à partir des intérêts géopolitiques. Pour nous, l'intérêt et l'utilité du texte de Tsygankov résident principalement dans le fait qu'il présente de manière claire et fiable l'émergence et l'influence des différentes écoles de pensée géopolitiques dans la Russie postsoviétique. Nous verrons par la suite que plusieurs partis politiques contemporains russes ont recours aux concepts et aux arguments développés par ces écoles de pensée géopolitiques. De même, certains leaders politiques (par exemple G. Ziouganov et V. Jirinovski) sont les principaux promoteurs de ces écoles de pensée.

Dans sa recherche, Sirke Mäkinen (2008) s'intéresse au contenu et à la structure des arguments exprimés par les leaders des partis au pouvoir (*Unité*) et de l'opposition russe (*Iabloko* et le *KPRF*) concernant les questions relevant des deux conflits qui se sont déroulés en Tchétchénie (de 1994 à 1996, et de 1999 à 2000) et de l'élargissement de l'OTAN durant la période de 1994 à 2003. Mäkinen commence son analyse dans une perspective géopolitique critique, puis elle examine la structure et le contenu des arguments à partir du modèle d'analyse des arguments conçu par



Stephen Toulmin<sup>4</sup>. L'auteure affirme que malgré le rôle limité des partis politiques russes dans la conception des politiques publiques, les arguments des partis politiques russes reflètent les idées et les mentalités généralement répandues dans la société russe (notamment au sein des élites politiques russes) et que ces arguments ont un impact sur la société russe et les discours des élites politiques (Mäkinen, 2008 : 49). En fin de compte, l'auteure constate la différence significative dans l'argumentation des partis politiques russes concernant la Tchétchénie, mais pas autant concernant l'élargissement de l'OTAN. L'auteure constate également une grande différence entre les justifications pour les revendications et les solutions proposées par l'opposition démocratique (Iabloko) et celles de l'opposition communiste. L'auteure avance aussi que, même si leurs arguments changent d'un contexte à l'autre, on peut constamment y découvrir les éléments de différentes visions géopolitiques pouvant être construites sur la base d'arguments publics.

La recherche de Mäkinen est l'une des rares études effectuées dans le cadre de la géopolitique critique, qui étudie le raisonnement géopolitique et l'argumentation de l'élite politique russe sur une période relativement longue (couvrant environ neuf ans). Nous remarquerons que les autres études semblables (relatives au raisonnement géopolitique de l'élite politique russe) se limitent en général à une période assez courte (n'excédant pas un an). De ce fait, l'étude de Mäkinen nous permet premièrement d'observer non seulement le raisonnement géopolitique de l'élite politique russe sur une problématique donnée, mais aussi d'observer l'évolution, au fil du temps, de ce raisonnement sur la même problématique. Deuxièmement, ladite étude présente plusieurs postulats théoriques intéressants pour notre recherche (auxquels nous aurons ultérieurement recours). Finalement, l'étude de Mäkinen tire plusieurs conclusions intéressantes concernant la vie politique russe, les partis politiques contemporains russes et leurs leaders. Toutefois, cette étude comporte certaines limites. Premièrement, l'auteure ne cherche vraiment pas à établir l'impact des discours des politiciens sur la politique étrangère russe, c'est-à-dire les conséquences de « l'action rhétorique ». L'auteure se limite principalement, dans un premier temps, à l'identification et à l'analyse de narratifs géopolitiques, puis à l'analyse de l'argumentation des politiciens russes. L'auteure prête également moins d'attention à l'importance de l'emploi des analogies et des

---

<sup>4</sup> S. Toulmin (philosophe britannique) a conçu le modèle de raisonnement à partir de trois parties composant l'argument : les données, la réclamation et le mandat. Selon lui, ces trois composantes de l'argument sont nécessaires pour soutenir un bon argument.

métaphores par les politiciens russes, ne s'attardant qu'à certaines analogies et métaphores exprimées par les politiciens en référence au passé.

O'Loughlin et coll. ont entamé plusieurs recherches pour étudier la culture géopolitique russe dans le contexte des attentats du 11 septembre 2001. Leur objectif était d'étudier les relations d'une part entre les narratifs géopolitiques des élites politiques et l'opinion publique russe, et d'autre part entre le narratif géopolitique de l'Administration présidentielle russe et l'opinion publique. Leurs études ont formé une base importante pour l'étude de géopolitiques dans le contexte russe.

Dans leur première étude, O'Loughlin et coll. (2004a) examinent le « script » géopolitique (soit la manière d'agir et de parler lorsqu'il faut négocier lors d'événements majeurs) développé et articulé par le président Poutine et d'autres hauts responsables étatiques dans les six premiers mois ayant suivi les attentats du 11 septembre 2001, ainsi que leurs implications pour la politique étrangère russe. Selon les auteurs, les événements du 11 septembre 2001 ont permis au président Poutine de développer un script géopolitique innovateur opposant les identités « civilisée » (l'Occident y compris la Russie) et « barbare » (les terroristes internationaux). En représentant les événements du 11 septembre comme une « Tchétchénie globale », Poutine a donc tenté de situer la Russie à titre de « puissance civilisée » aux côtés des États occidentaux.

Les auteurs distinguent trois caractéristiques particulières dans le script de Poutine. Premièrement, Poutine a clairement défini l'ennemi (le terrorisme international) en le présentant comme « l'ennemi commun » (de la Russie et des États-Unis), lequel, dans la pratique, devient facilement une « abstraction décontextualisée et agéographique » (O'Loughlin et coll. 2004a : 15). Deuxièmement, en évoquant l'expression « le monde civilisé », Poutine a tenté de situer la Russie dans la communauté des États occidentaux. Troisièmement, en privilégiant les intérêts géoéconomiques modernes, Poutine a marginalisé le discours géopolitique traditionnel russe relatif à la sphère d'influence traditionnelle russe. Son script était donc souple, abstrait et ambigu, et il pouvait l'utiliser à son avantage (O'Loughlin et coll. 2004a : 15). En somme, Poutine a défendu la position pro-occidentale en faisant valoir que la Russie devait être partenaire des États-Unis dans la guerre internationale contre le terrorisme (O'Loughlin et coll. 2004a : 25). Les auteurs expliquent cette position de Poutine par l'immense asymétrie qui apparaissait alors dans les rapports de puissance entre les États-Unis et la Russie, par la nécessité de l'aide occidentale

dans la promotion et l'extension de la croissance de l'économie russe, ainsi que par la coïncidence des intérêts nationaux de la Russie avec ceux des États-Unis (notamment la lutte au terrorisme) (O'Loughlin et coll. 2004a : 26-27).

Dans leur seconde étude, O'Loughlin et coll. (2004b) examinent les narratifs géopolitiques qui se sont développés au sein de l'élite politique russe durant les six premiers mois ayant suivi les attentats du 11 septembre 2001, ainsi que les attitudes des différents groupes sociodémographiques au sein de la société russe. Le narratif géopolitique est un autre concept fondamental de l'analyse discursive dans le cadre d'une géopolitique critique, soit la manière par laquelle les événements géopolitiques, les lieux, les protagonistes, les processus et les intérêts sont organisés dans un récit relativement cohérent pour expliquer et donner sens aux intérêts étatiques et aux événements majeurs sur la scène internationale. Nous allons présenter ce concept plus en détail plus loin.

Les auteurs avancent qu'après les attentats du 11 septembre 2001, trois narratifs géopolitiques concurrents ont vu le jour au sein de l'élite politique russe :

- Le narratif du Kremlin (« l'ennemi commun ») représente les événements du 11 septembre comme une version globale des attentats de Moscou de 1999.
- Le narratif centriste libéral (« le narratif sceptique »), lequel voyait les événements du 11 septembre comme une occasion géoéconomique pour la Russie de s'approcher de l'Occident, mais était sceptique à l'égard du soutien russe aux États-Unis dans la lutte contre le terrorisme mondial.
- Le narratif national patriotique et communiste, lequel évoquait le danger de « l'impérialisme américain ».

Le narratif du Kremlin plaçait la Russie aux côtés de l'Occident dans la guerre contre les talibans. Ce narratif présentait les attentats du 11 septembre comme étant comparables aux attentats de Moscou de 1999, et donc la guerre américaine contre le terrorisme en Afghanistan comparable à la « guerre contre le terrorisme en Tchétchénie ». L'orientation proaméricaine a donc été essentiellement justifiée par le fait que la Russie partage la même « identité civilisationnelle » que les États-Unis et l'Occident. En somme, le narratif du Kremlin a tenté de présenter un nouveau Monde où la Russie n'était plus marginalisée par les puissances occidentales, et où elle devenait actrice et alliée principale de l'Occident (O'Loughlin et coll. 2004 b : 313-314).

Au début, la décision de Poutine de joindre les Américains dans la guerre contre le terrorisme mondial, en général, a été saluée par la coalition centriste-libérale. Toutefois, le scepticisme qui s'ensuivit engendra un narratif concurrent. O'Loughlin et coll. identifient deux principaux critiques se trouvant à la base du narratif « sceptique ». Dans un premier temps, même si la Russie devait saisir l'opportunité géoéconomique pour améliorer ses relations avec l'Occident par son soutien à la guerre au terrorisme, la Russie aurait dû, selon ce narratif, obtenir une plus grande contribution pour sa coopération avec l'Occident. La deuxième critique évoquait le danger géopolitique de la coopération de la Russie avec l'Occident, notamment le risque que cette coopération pourrait soutenir la propagation de l'hégémonie mondiale américaine. Selon ce narratif, la Russie a besoin de conserver son statut de « grande puissance » et de promouvoir un ordre mondial multipolaire au détriment de l'unilatéralisme américain (O'Loughlin et coll. 2004 b : 290). Ainsi, la décision de Poutine de joindre les Américains dans la guerre contre le terrorisme mondial s'éloignait du concept de politique étrangère russe adopté en 2000, qui plaidait pour la multipolarité contre l'hégémonie unilatérale américaine (O'Loughlin et coll. 2004 b : 291). En somme, selon les auteurs, même si le narratif « sceptique » semblait être contradictoire (critiquant Poutine de ne pas avoir su tirer profit de sa coalition avec les Américains, tout en critiquant la coalition elle-même pour diluer la multipolarité), ce narratif s'avérait un moyen efficace pour l'opposition de critiquer le Kremlin et son narratif « l'ennemi commun » (O'Loughlin et coll., 2004 b : 293).

D'un autre côté, en annonçant le soutien aux Américains dans la guerre contre le terrorisme mondial, Poutine a remis en question le soutien qu'il pouvait espérer obtenir de la gauche (du parti communiste) et des libéraux démocrates (du LDPR, le parti d'extrême droite dirigé par V. Jirinovski). Les communistes et les libéraux démocrates ont été clairement contre le soutien militaire russe à la guerre américaine contre le terrorisme mondial. Au centre de leur narratif se trouvait l'argument de l'expansion de l'impérialisme américain (O'Loughlin et coll. 2004 b : 293). Les représentants de ces partis politiques expliquaient les attentats du 11 septembre en termes matérialistes marxistes et de discours géopolitiques classiques, comme la conséquence de l'exploitation économique des pays en développement par les États-Unis et l'Occident. Selon ces mêmes représentants de partis politiques, « (...) *the intolerable gap in income and well-being between rich and poor countries, the dominance of America in world affairs, and the lack of*

*respect for the national cultures, traditions, and identities of non-Western peoples led to a buildup of resentments that found expression on 9-11»* (O'Loughlin et coll. 2004 b : 294-295). Ainsi, O'Loughlin et coll. ont remarqué que pour les communistes, le terrorisme s'expliquait avant tout en termes de structures globales de l'inégalité et de l'impérialisme (O'Loughlin et coll. 2004 b : 295). Pour les communistes et nationaux patriotes, la mondialisation, menée par les Américains, allait « provoquer la désintégration de la Fédération de Russie et sa disparition totale en tant qu'État souverain » (O'Loughlin et coll. 2004 b : 297). Comme résultat, le KPRF a durci son opposition contre Poutine. Au printemps 2002, Ziouganov, le leader du KPRF, a exigé de tous les membres de son parti de quitter les postes officiels à la Douma. O'Loughlin et coll. avancent également que l'analyse géopolitique après les événements du 11 septembre montre la remise de l'accent sur l'eurasisme, l'une des plus anciennes traditions géopolitiques russes (O'Loughlin et coll. 2004 b : 297).

En fin de compte, comme les auteurs l'ont constaté, même si ces narratifs semblaient être incohérents et contradictoires, ils demeuraient néanmoins politiquement puissants. Six mois plus tard après son lancement, le narratif du Kremlin était moins évident qu'au début : il était déjà clair que la Russie n'allait pas être récompensée autant qu'elle espérait pour son soutien à la guerre américaine contre le terrorisme mondial. Plus tard, Poutine a modifié son narratif en critiquant les États-Unis ouvertement (notamment pour sa guerre en Irak) et en défendant le multilatéralisme dans les relations internationales. Selon ces mêmes auteurs, Poutine avançait un narratif géopolitique comportant pour lui certains risques et limites politiques. Poutine s'est donc retrouvé vulnérable à la critique des partis d'opposition en étant vu comme favorable à l'expansion de l'hégémonisme américain.

Se référant à Grigori Iavlinski (le leader et l'un des cofondateurs du parti *Iabloko*), les auteurs avancent que l'opinion publique attache davantage d'importance à celui qui parle qu'à ce qu'il dit. Ainsi, lorsque Poutine parlait de partenariat stratégique avec les États-Unis et d'intégration avec l'Europe, le public le soutenait. Pourtant, ses déclarations antiaméricaines et ses appels à « *compter seulement sur nous-mêmes* » gagnaient beaucoup plus de soutien. De ce fait, les auteurs en conclurent que le développement des narratifs géopolitiques est un processus permanent qui ne peut être l'objet que d'une simple étude des visions de l'élite politique ou du contexte économique (O'Loughlin et coll. 2004 b : 314-315).

**À part de donner de bonnes bases théoriques et des exemples clairs de l'application et de l'articulation du modèle d'analyse des narratifs géopolitiques, ces études nous montrent la façon dont la politique étrangère russe a été négociée et promue au sein des élites politiques russes à travers la concurrence des narratifs géopolitiques. De plus, ces mêmes études nous montrent également l'influence de différentes traditions géopolitiques au sein des élites politiques russes. Cependant, ces mêmes études comportent certaines limites :**

- Premièrement, la première étude (O'Loughlin et coll. 2004a) mène à une certaine confusion étant donné l'articulation des termes. En effet, l'analyse du script du Kremlin porte à une certaine confusion lorsqu'on le compare à l'analyse du narratif du Kremlin.
- Deuxièmement, les deux études se concentrent sur une période s'étalant seulement sur six mois. Elles ne nous permettent donc pas d'observer la continuité ou la discontinuité du raisonnement géopolitique de l'élite politique russe.
- Troisièmement, les auteurs ne s'intéressent pas autant à la justification et aux arguments proposés par l'élite politique russe en ce qui concerne les actions et les solutions proposées.

Ces deux études sont très similaires à l'étude de Kolossov et Ó Tuathail (2007). Optant pour la perspective « géopolitique critique », Kolossov et Ó Tuathail étudient la façon par laquelle la culture géopolitique russe comprend le Caucase du Nord et la façon par laquelle les élites politiques russes, à travers leurs narratifs géopolitiques, tentent d'expliquer l'instabilité politique et la violence dans cette région, ainsi que de justifier des stratégies et des solutions proposées à l'égard du Caucase du Nord pour une courte période couvrant seulement un an (d'octobre 2005 à septembre 2006).

Kolossov et Ó Tuathail suggèrent que l'étude de la géopolitique nécessite l'étude des cultures géopolitiques et des réseaux de pouvoir avec lesquels ces cultures géopolitiques opèrent et fonctionnent.<sup>5</sup> Par conséquent, pour expliquer l'instabilité politique dans le Caucase du Nord, les auteurs commencent par comprendre la structure du pouvoir de l'État russe et la façon dont cette région est représentée dans les narratifs des élites politiques russes. Mais aussi, et surtout, le sens

---

<sup>5</sup> Nous aborderons plus loin plus en détail le concept de culture géopolitique.

donné aux événements, aux personnalités et aux processus politiques relatifs à cette région (les luttes à l'intérieur et à travers différentes cultures géopolitiques où chaque parti politique voit de manière différente les relations conflictuelles de l'État contre « l'autre », contre d'autres acteurs internationaux et contre les autorités locales) (Kolossoff et Ó Tuathail, 2007 : 202-203).

De ce fait, l'importance primaire de cette étude pour nous réside dans son approche théorique et méthodologique qui nous donne d'importants outils d'analyse et de réflexions (nous allons discuter plus loin de ces aspects).

#### 1.4 Cadre théorique, la méthodologie et les données

Suivant la tradition constructiviste sociale dans les études des relations internationales, notre thèse va reposer sur les méthodes de recherche qualitative, soit l'analyse discursive. Dans cette section nous allons présenter notre cadre théorique (ses principaux concepts et postulats, ainsi que le modèle d'étude conçu par Ó Tuathail) et puis nous allons discuter la façon par laquelle nous allons nous servir de notre cadre théorique et des outils de recherche pour notre recherche. Nous allons donc poursuivre par présenter les choix : du cadre théorique et de la méthodologie (pourquoi choisir la géopolitique critique comme une cadre d'analyse), du sujet, de la période à étudier (quelle période à étudier et pourquoi), des acteurs à étudier (quels partis politiques et pourquoi), des cas à étudier (pourquoi la Géorgie et l'Ukraine) et des données à analyser.

##### 1.4.1 Choix du cadre théorique et de la méthodologie

Pour notre recherche nous avons opté pour la géopolitique critique comme cadre d'analyse. Dans les années 1990, alors que la guerre froide avait pris fin, la perspective de la géopolitique critique commença à émerger. Ó Tuathail et Agnew (1992) ont été les premiers à présenter la géopolitique en tant que discours, comme une forme de pouvoir/savoir au lieu d'une approche empirique. Pour eux, l'étude de la géopolitique est l'étude de la spatialisation de la politique internationale par les principales puissances et les États hégémoniques (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 192). Au lieu de

décrire l'espace mondial, les géopolitiques créent certains stéréotypes de l'espace mondial pour justifier la menée de politiques en matière d'affaires étrangères. Influencé par Foucault et Derrida, Gearóid Ó Tuathail examine les motivations sous-jacentes sur la base desquelles les élites politiques et les États façonnent leurs discours géopolitiques. Ainsi, découlant du poststructuralisme, la géopolitique critique tente de parvenir à mieux comprendre la manière dont l'élite politique d'un État donné réfléchit sur la relation entre son État et le monde. Dans la perspective géopolitique critique, la géographie n'est pas innocente comme telle, et la géopolitique devient une pratique interprétative de la politique étrangère par les élites politiques où celles-ci construisent le sens des affaires internationales et des intérêts étatiques découlant de la culture géopolitique propre à leur État (O'Loughlin et coll., 2004a : 5-6). Le discours politique prend donc la forme d'une structure de pouvoir, d'une stratégie rhétorique dans les mains des dirigeants politiques, où ces derniers affirment donc ce qu'ils considèrent comme étant le mieux approprié pour parvenir à leurs fins. De ce fait, à travers le discours, la géopolitique critique s'intéresse avant tout à la manière dont les leaders politiques utilisent la « territorialité » dans le but de légitimer leurs opinions sur les événements internationaux et ce, dans le cadre de la culture géopolitique propre à leur État (O'Loughlin et coll. 2004a : 5). Le discours fonctionne grâce à l'utilisation de métaphores, d'analogies et de récits avec lesquels les leaders politiques peaufinent leurs narratifs (Ó Tuathail, 2008 : 690).

Le concept central dans l'étude du raisonnement géopolitique pratique, c'est le « narratif géopolitique » (*Storyline*) défini comme étant « le moyen par lequel les événements, les lieux, les protagonistes, les procédures et les intérêts géopolitiques sont organisés dans un scénario relativement cohérent » concernant les défis de politiques publiques (O'Loughlin et coll., 2004b : 284-285). À l'opposé d'un autre concept du raisonnement géopolitique pratique, du « script », lequel peut être compris comme une argumentation plus générale employée par un dirigeant politique devant un auditoire (soit, « un moyen régularisé d'agir et de parler lors de la négociation » dans certaines situations ou devant certains défis sociaux), les narratifs géopolitiques sont constitués par l'ensemble des arguments relativement cohérents de la politique étrangère concernant différents événements particuliers survenus sur la scène internationale (par exemple



les attentats du 11 septembre 2001, l'annexion de la Crimée par la Russie, le conflit bosniaque, etc.).<sup>6</sup>

Les narratifs géopolitiques découlent de la culture géopolitique de l'État, laquelle est caractérisée par un ensemble de traditions géopolitiques concurrentes. Comme O'Loughlin et coll. l'ont noté, les élites politiques conçoivent le sens des affaires internationales et les intérêts de leurs États dans le cadre de la culture politique propre à leur État respectif. Cette dernière est définie comme la culture interprétative et les traditions avec lesquelles l'État donne sens à son identité et aux relations avec les autres États (O'Loughlin et coll., 2004a : 5-6). Ainsi, la culture géopolitique est formée par les institutions étatiques, les expériences historiques, la géographie, les réseaux de pouvoir au sein de la société et la façon par laquelle ces conditions sont débattues à l'endroit de l'identité nationale, les traditions géopolitiques et les processus institutionnels par lesquels la politique étrangère est conçue (Kolossov et Ó Tuathail, 2007 : 203). La culture géopolitique peut être divisée en géopolitique populaire (les imaginations populaires géopolitiques, les images que les citoyens ordinaires se forment de leur État et des autres États) et en géopolitique pratique (les traditions géopolitiques de l'élite politique constituées par les différentes écoles de pensée géopolitique relativement formalisées composant la « haute culture » de la culture géopolitique d'un État, où chaque tradition présente l'identité de l'État, l'intérêt national et les priorités de la politique étrangère) (Kolossov et Ó Tuathail, 2007 : 203).

Notre principal objectif, comme il a été évoqué dans les pages précédentes, est d'examiner le processus de raisonnement géopolitique, soit la façon par laquelle les élites politiques russes, à travers leurs narratifs géopolitiques, donnent sens aux crises entourant la Géorgie et l'Ukraine. Plus précisément, la façon par laquelle les politiciens russes (les principaux partis politiques) construisent leurs narratifs géopolitiques pour expliquer ces crises et la façon dont ils développent les stratégies et les solutions pour les gérer. Notre étude s'inscrit donc dans le domaine de l'étude de raisonnement géopolitique pratique. De ce fait, au centre de notre étude se trouve l'analyse du discours comme une pratique à travers laquelle se font les politiques publiques (et notamment pour notre cas la politique étrangère). Ceci nous amène déjà à limiter notre champ de recherche nous

---

<sup>6</sup> Il faut noter que pour notre analyse nous allons employer le concept de narratif, qui, à notre avis, répond mieux aux objectifs de notre recherche (soit, l'étude du processus de raisonnement géopolitique de l'élite politique russe à travers leurs narratifs géopolitiques).

concentrant sur les perspectives étudiant le discours. Parmi plusieurs perspectives, notre choix a été retenu par la géopolitique critique. Premièrement, le choix pour notre cadre théorique a été incité par les objectifs que nous visons à atteindre dans notre recherche. La perspective géopolitique critique est mieux placée pour répondre à nos besoins. Elle nous permet de conceptualiser le discours géopolitique comme une pratique discursive, d'étudier les narratifs géopolitiques de l'élite politique russe, d'établir les relations entre la Russie et « l'autre », privilégiant certaines compréhensions de l'espace, du lieu et de la souveraineté. En somme, cette perspective nous permet de nous concentrer sur la manière par laquelle les narratifs imposent le sens aux événements (les crises, les cas particuliers, etc.) à travers le triage de différents faits. Elle nous permet également d'étudier les appels à l'action et les actions elles-mêmes, lesquelles sont intégrées dans les narratifs géopolitiques. Finalement, elle nous permettra d'observer la continuité ou la discontinuité des positions de l'élite politique russe à travers le temps.

#### I.4.2 Modèle d'analyse

S'appuyant sur l'étude de Kenneth Burke<sup>7</sup>, Ó Tuathail (2002) a développé un modèle d'analyse (appelé grammaire de géopolitiques) comprenant cinq catégories interconnectées pour étudier le raisonnement géopolitique dans le but de comprendre la façon dont l'Administration Bush a fait face au conflit en Bosnie en 1992. La première catégorie, le « quoi » de la géopolitique, s'intéresse à la description de la situation. Elle réfère à la façon dont les acteurs expliquent les événements (par exemple, la guerre contre le terrorisme mondial) et construit des scénarios et des analogies pour les rendre significatifs pour leur public (Ó Tuathail, 2002 : 612). Ainsi, la description de la situation est le moyen par lequel certains événements deviennent significatifs, analogues ou différents d'autres événements.<sup>8</sup> La seconde catégorie, le « qui » de la grammaire de géopolitiques,

<sup>7</sup> Burke, K. (1945), *A Grammar of Motives*, New York: Prentice-Hall.

<sup>8</sup> Dans son étude concernant la crise bosniaque, Ó Tuathail (2002) soutient que deux descriptions radicalement différentes de la situation de la guerre en Bosnie se faisaient concurrence. La première description présentait cette guerre comme une agression internationale commise par un État contre un autre État, alors que la seconde l'abordait comme une guerre civile entre les différents peuples de l'ex-Yougoslavie. En somme, selon l'auteur, ceux qui ont considéré la crise bosniaque comme étant un acte d'agression la comparaient à l'invasion du Koweït (une agression commise par un État contre un autre), tandis que ceux qui ont considéré ladite crise comme une guerre civile la comparaient simplement à d'autres guerres civiles (Ó Tuathail, 2002 : 612).

s'intéresse à la catégorisation du protagoniste (la typification de « l'autre »), c'est-à-dire la façon dont « l'autre » est décrit et présenté. La catégorie suivante, le « où » de la grammaire de géopolitiques, vise à spécifier le lieu de l'événement (du conflit, de la crise). Selon l'auteur, le raisonnement géopolitique est toujours une forme de catégorisation scalaire; et cette catégorie s'intéresse donc à la façon dont les acteurs désignent quelque chose comme étant « géopolitique » et le situe à l'échelle mondiale (Ó Tuathail, 2002 : 610). La catégorie « pourquoi » de la géopolitique a trait à l'attribution de causalité et de responsabilité des événements par les acteurs à l'endroit des protagonistes. C'est aussi l'action de blâmer l'autre (Ó Tuathail, 2002 : 614-615). Finalement, le « que faire » (ou « et alors ») de la grammaire de géopolitiques s'intéresse à la façon dont les acteurs expriment l'intérêt de leur État et à la façon par laquelle les calculs stratégiques sont effectués pour trouver les solutions (Ó Tuathail, 2002 : 616).

Gearóid Ó Tuathail (2002) avance également que le discours géopolitique est aussi un discours visant la résolution de problèmes, comprenant des intentions de réglementation. Ainsi, la « grammaire de géopolitiques » va au-delà de la construction des visions du monde et s'intéresse également à la régulation des « problèmes » par la promotion d'un certain ordre normatif (Ó Tuathail, 2002 : 621-622). S'appuyant sur l'étude de M. Hajer,<sup>9</sup> Ó Tuathail divise en quatre catégories le processus de régulation : la définition du problème, la stratégie géopolitique, le compromis géopolitique et la clôture du problème (Ó Tuathail, 2002 : 622). La « définition du problème » se réfère à la façon dont les problèmes sont définis par l'Administration présidentielle, les faits inclus et exclus de la description et la caractérisation du défi politique (Ó Tuathail, 2002 : 622). C'est un processus d'assemblage des narratifs, incluant les catégories de la grammaire de géopolitiques (« quoi », « qui », « où », « comment » et « que faire »). La seconde catégorie (« le développement conscient d'une stratégie géopolitique et de la ligne directrice de la politique ») est la façon par laquelle l'Administration propose une stratégie pour gérer une situation. La troisième catégorie est « le compromis géopolitique », c'est-à-dire que pour parvenir à ses fins durant l'élaboration des politiques, l'Administration tentera de tenir compte des intérêts, des préoccupations et des besoins politiques des différentes parties intéressées (par exemple les partis politiques d'opposition) dans la crise. Finalement, la « clôture du problème » réfère au

---

<sup>9</sup> Hajer, M.A. (1995), *The Politics of Environmental Discourse*, Oxford : Clarendon Press.

développement et à la proposition des solutions perçues au problème préalablement défini (Ó Tuathail, 2002 : 621-623).

Nous allons articuler notre cadre théorique, utilisant le modèle « grammaire de géopolitiques », en trois principales étapes. D'abord nous allons nous intéresser à la description de la situation et de la spécification de l'emplacement par l'élite politique russe des événements entourant la Géorgie et l'Ukraine. Mais aussi à l'attribution de causalité et à la catégorisation des protagonistes. Notre attention portera sur la façon par laquelle l'élite politique russe perçoit la Russie, sa place et son rôle en général dans les affaires mondiales et en relation avec la Géorgie et l'Ukraine.

Nous allons répondre aux questions suivantes :

*(la description de la situation et de la spécification de l'emplacement)*

Qu'est-ce qui se passe (en Géorgie, en Ukraine)? Ici, nous sommes intéressés par la façon par laquelle les représentants de l'élite politique russe, chacun à leur tour, comprennent et projettent la situation à travers leurs narratifs géopolitiques.

Où est la Géorgie (l'Ukraine) et qu'est-ce qu'elle représente pour la Russie? Nous allons nous intéresser à la façon dont les représentants de l'élite politique russe représentent dans leurs narratifs respectifs « l'autre », spécifient son emplacement, ainsi que la provenance des menaces. Est-ce qu'ils les placent au niveau local, régional ou international?

*(l'attribution de causalité et la typification de protagoniste)*

Quelle est sa fonction (de la Géorgie, de l'Ukraine) géopolitique pour la Russie?

Qui sont les parties impliquées (autres que la Géorgie et l'Ukraine)?

Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il maintenant? Qui est en cause? Qui blâmer? (les attributions de causalité et les stratégies de responsabilité)?

Ensuite, nous allons nous intéresser à la façon par laquelle les représentants de l'élite politique russe énoncent les intérêts nationaux (en lien avec ces crises) et proposent les solutions et les actions à prendre. Nous allons porter une attention particulière aux justifications (historiques, intellectuelles, politiques, économiques, etc.) qui se trouvent derrière les actions et solutions

proposées. L'accent sera donc mis sur la façon par laquelle les revendications sont justifiées. Durant cette phase d'étude, nous allons également prêter une attention particulière aux métaphores géopolitiques et aux analogies historiques utilisées par l'élite politique russe.

Quels sont les intérêts de la Russie dans ces crises à court terme? À long terme?

Quelles sont les actions proposées à court terme? À long terme?

Quelles sont les justifications historiques, intellectuelles, politiques, économiques, etc. qui se cachent derrière ces narratifs pour chaque parti politique?

Quels sont les personnages historiques et les événements historiques auxquels l'élite politique russe réfère? Dans quel contexte? Y a-t-il une différence d'un parti politique à l'autre (ou d'un leader politique à l'autre) dans les analogies et métaphores employées? Comment l'expliquer?

Notre objectif ici est d'explorer les actions ou les solutions proposées par l'élite politique russe pour gérer ces crises, mais surtout d'explorer les justifications qui se trouvent derrière les actions proposées.

Enfin, nous allons nous intéresser à l'existence des motifs permanents, la continuité ou la discontinuité sur les mêmes questions et les mêmes défis (à travers le temps, d'un contexte à l'autre, d'une crise à l'autre) relevant des relations de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine (maintenir l'influence sur l'ancien espace soviétique; ne pas permettre le déploiement de l'infrastructure de l'OTAN sur les territoires des anciennes républiques soviétiques; etc.) sur une période d'environ quinze ans (1999-2014).

Pouvons-nous observer la continuité ou la discontinuité dans ces narratifs géopolitiques? Comment peut-on les expliquer?

L'analyse des narratifs géopolitiques des partis politiques nous permettra donc d'examiner comment les élites politiques russes expliquent les événements et leurs causes immédiates pour expliquer l'implication pour la Russie et pour articuler la vision et l'intérêt de l'État russe. Toutefois, elle ne nous permet pas de voir comment l'administration présidentielle russe a formulé les solutions, a développé les directives à suivre et a fait le compromis (si c'est le cas) avec les autres parties intéressées (les partis d'opposition et le public général). Pour cela, nous allons avoir

recours à l'analyse de régulation du problème par le Kremlin suivant le modèle présenté auparavant (proposé par Gearóid Ó Tuathail). Ici, l'idée principale est d'étudier le narratif officiel comme le « produit final » de l'aboutissement de négociation et de concurrence des narratifs géopolitiques différents. Comme il a été mentionné précédemment, les arguments des leaders des principaux partis d'opposition et la position de leurs partis ont au moins une certaine influence sur les décideurs politiques et en conséquence sur la formulation de réponses pour gérer les crises. Ceci vaut également en ce qui concerne le soutien populaire de ces partis, dont le gouvernement, dépendamment du contexte, prend en considération. Dans un second temps, nous allons nous intéresser aux effets immédiats et aux conséquences concrètes du processus de raisonnement géopolitique sur la conception des politiques publiques russes et notamment sur la politique étrangère (les directives, les amendements ou ajustements apportés lors de la formulation de la politique étrangère pour la période à l'étude).

Pour ce faire, nous répondrons aux questions suivantes :

- Comment les problèmes sont-ils définis par le Kremlin ? Qu'est-ce qui est inclus et qu'est-ce qui est exclu dans la description et la caractérisation du problème ? Cela nous permettra de comprendre comment les géopolitiques ont été opérationnalisées par le Kremlin.
- Quels sont les compromis consentis par le Kremlin aux différents partis, quels sont les éléments intégrés dans le narratif officiel, mais provenant d'autres narratifs géopolitiques concurrents ?
- Quelles sont les stratégies géopolitiques et la ligne directrice politique développées par l'administration présidentielle russe ? C'est-à-dire la réaction et les solutions adoptées par le Kremlin ?
- Quels sont les effets immédiats et les conséquences concrètes du processus de raisonnement géopolitique sur la conception de la politique étrangère russe ? Quel changement ? Quelle réorientation ? Comment s'expriment-ils ?

Finalement, après avoir étudié la période en question et tous les partis politiques y compris l'opérationnalisation des géopolitiques par le Kremlin, il nous restera à comparer les résultats obtenus dans le but de trouver, s'il y a des différences, les similarités (comment pouvons-nous les expliquer?), la continuité ou la discontinuité dans les visions géopolitiques et les justifications des

partis politiques depuis 1999 jusqu'à la crise de Crimée et les soulèvements prorusses en Ukraine. En somme, faire les observations et de tirer les conclusions finales.

#### I.4.3 Données à analyser

La collecte et la sélection des données (dans notre cas : les discours, les déclarations et les articles produits par les politiciens) dépendent largement de l'objet et de la conception de recherche, mais aussi des dimensions de l'intertextualité, du temps et des événements. Hansen (2006) souligne que l'analyse du discours poststructuraliste donne la priorité épistémologique et méthodologique à l'étude des textes primaires (les déclarations présidentielles, les discours, les interviews, etc.) (Hansen, 2006:73 -74). Selon Hansen, les textes devraient être sélectionnés selon les trois critères suivants : ils doivent être caractérisés par l'articulation claire des identités et des politiques (c'est-à-dire qu'ils doivent refléter clairement la position de l'acteur); ils doivent être largement consultés par le public; et ils doivent avoir le pouvoir formel de définir une position politique. Certains types de texte peuvent réunir tous les trois critères, tandis que les autres peuvent contenir seulement un ou deux de ces trois critères (Hansen, 2006:75 -76).

Ainsi, nous allons nous baser sur l'analyse des discours et des déclarations publiques destinés pour les publics interne et externe produits par les représentants des élites politiques russes. Aux fins de cette étude, seulement les discours qui expriment les vues les plus typiques ou récurrentes ont été retenus. Notre stratégie était donc de collecter tous les discours (écrits ou verbaux) destinés pour les publics internes et externes, ainsi que les conversations et les opinions exprimées durant les entrevues et les conférences de presse concernant la Géorgie et l'Ukraine pour une période de 1999 à 2014. Le fait que nos données sont des sources primaires, ça veut dire également que ces données existent indépendamment de notre analyse et qu'elles ne sont pas conçues spécialement pour notre étude.

Outre la position officielle (le président de la Russie, son premier ministre et son ministre des affaires étrangères), les politiciens (et en conséquence leurs discours) seront choisis selon les trois critères suivants : leur position officielle dans le parti (le leader du parti, le vice-président,

l'idéologue du parti, etc.); leur position à la Douma (le leader de faction à la Douma, le membre de comité à la Douma, etc.); leur popularité et leur couverture médiatique.

Nos données ont été collectées à partir de plusieurs sources :

#### *Écrites*

- Les documents officiels;
- Les articles écrits par les politiciens eux-mêmes et publiés dans les principaux journaux nationaux et régionaux;
- Les interviews des politiciens publiés dans les journaux;
- Les textes publiés par les partis politiques (les programmes des partis, différentes déclarations et communiqués);

#### *Verbales*

- Les interviews et les conférences de presse;
- Les discours et les déclarations faites à la Douma;
- Les radios et télé interviews.

Ces matériaux en partie sont disponibles sur les web-pages officiels des partis politiques, mais aussi sur le web-page de la Douma d'État, ainsi que sur les web-pages du président de la Fédération de Russie, du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense de Russie. On trouve également les articles écrits par les politiciens dans les archives des journaux nationaux et régionaux (ex. *Nezavisimaja gazeta*, *Rossijskaja gazeta*, *Pravda*, *Sovetskaja Rossija*, *Zavtra*, *Novaja Gazeta*, etc.). Cependant, il faut noter qu'une majeure partie des sources premières pour notre recherche a été récoltée à partir de diverses bases de données, surtout de *PartArchiv98* de l'INDEM<sup>10</sup> (une très riche base de données couvrant quasiment tous les discours importants, déclarations, conférences de presses et plusieurs articles de journaux produits par les politiciens russes depuis le milieu des années 1990 jusqu'à nos jours), ainsi que de *Lexis-Nexis* et de *East view*.

---

<sup>10</sup> *PartArhive*, un des projet d'INDEM (Informatique pour la démocratie, « *Informatika dlja demokratii* », une des premières ONG russes, promettant les valeurs de la démocratie par l'aide au développement de la société civile et donnant des conseils aux fonctionnaires russes et aux organismes gouvernementaux), est une base de donnée contenant les informations sur les partis politiques, les mouvements, les associations électorales, des groupes parlementaires, des ONG, des organismes publics et les politiciens russes (sous la forme de bulletins, de documents statutaires de partis politiques, de résolutions et de décrets de leurs dirigeants, les résolutions des congrès et des conférences, des interviews, des articles, des discours, etc.).



#### 1.4.4 Acteurs à étudier

Sous le terme « élites politiques », nous entendons les principaux décideurs politiques des affaires étrangères (le président, son premier ministre, son ministre des affaires étrangères, ainsi que les principaux représentants du « parti du pouvoir »<sup>11</sup>) et les représentants des principaux partis d'opposition. Le choix des partis d'opposition a été déterminé à partir de leur représentation à la Douma (le nombre considérable des sièges à la Douma), à partir de leur couverture médiatique (les membres de ces partis sont souvent au centre des médias et expriment leurs positions s'adressant directement à la population) et à partir de leur popularité auprès de population (la popularité des partis politiques et de leurs leaders).

Notre recherche se concentre sur quatre dernières convocations de la Douma (1999-2003, 2003-2007, 2007-2011, 2011-2016) et sur l'étude de neuf partis politiques : deux partis du pouvoir (*Unité* et *Russie-Unie*) et sept partis d'opposition (le *KPRF*, le *LDPR*, *Russie juste*, *Patrie-Tout la Russie*, *Rodina*, *Iabloko* et l'*Union des forces de droite*). Toutefois, il y a une remarque à faire. Notre période d'étude (1999-2014) comprend trois partis politiques permanents, c'est-à-dire les partis présents durant toute la période à étudier : le parti du pouvoir (d'abord *Unité*, puis converti en *Russie-Unie*), le *KPRF* (Parti communiste russe) et le *LDPR* (*Parti libéral-démocrate russe*). Les trois autres partis, *Iabloko* (social libéral), l'*Union des forces de droite* (libéral conservateur) et la *Patrie-Toute la Russie* (centriste) avaient une représentation significative à la Douma seulement entre 1999 et 2003. En 2001, *Patrie-Toute la Russie* et *Unité* ont fusionné, créant ainsi un nouveau parti politique, *Russie-Unie*, lequel depuis les élections de 2003 représente le parti du pouvoir à la Douma. En 2007, on voit l'apparition d'un autre parti politique, *Russie juste*, fondé à partir de fusion des partis politiques de *Rodina*, du *Parti russe de la Vie* et du *Parti russe des retraités*. Il faut également noter que lors des élections législatives de 1999 et avant cette date, le parti représentant le pouvoir était minoritaire à la Douma. C'est après les élections de 2003 que le parti au pouvoir est majoritaire. Cette période correspond à l'arrivée au pouvoir de V. Poutine (excluant les élections de 1999). Il faut également noter qu'à partir de cette période on constate l'affaiblissement et puis la disparition de la Douma des factions politiques *Iabloko* et *Union des*

---

<sup>11</sup> Le terme « parti du pouvoir » est assez unique et propre à la vie politique russe. Nous allons expliquer la raison du choix d'employer le terme « le parti du pouvoir » au lieu du terme « le parti au pouvoir » dans la section relative à la vie politique russe.

*forces de droite* (les véritables partis démocratiques et pro-occidentaux). L'inclusion dans notre étude d'*Iabloko* et de l'*Union des forces de droite* s'explique principalement par le fait que ce sont les deux partis politiques qui en général préconisaient l'intégration de la Russie aux institutions occidentales, de combattre la corruption, la bureaucratie et le système oligarchique, de défendre la justice sociale et les libertés démocratiques. Leurs visions géopolitiques étaient en général beaucoup plus différentes de celles des autres partis d'opposition. Deuxièmement, ces partis politiques représentaient l'opposition la plus active et les forces politiques considérables sur la scène politique russe et en conséquence ils avaient certains pouvoirs d'influencer la prise de décision, contrairement aux autres partis d'opposition lesquels ont été plutôt l'opposition passive.

#### 1.4.5 Choix d'étude de cas et les événements à considérer

Nous pouvons expliquer le choix de nos études de cas par plusieurs raisons. Premièrement, la Géorgie et l'Ukraine sont deux anciennes républiques soviétiques et donc sont liées à la Russie avec plusieurs liens : historiques, culturels, ethniques, religieux (les trois États sont majoritairement peuplés par la population orthodoxe), les frontières communes avec la Russie, etc. Deuxièmement, en général, les deux États sont considérés par l'élite politique russe comme faisant partie de la région traditionnellement considérée comme la sphère d'influence russe. Troisièmement, ces deux États sont les seuls États de l'ancien espace soviétique (à part des États baltes avant eux) qui ont clairement manifesté leur volonté de sortir de la sphère d'influence russe et de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne et lesquels ont investi leurs efforts pour y parvenir. Ici, il faut préciser que la question de l'intégration à l'OTAN était beaucoup plus aiguë, tandis que la question relative à l'intégration européenne a fait surface relativement plus tard. L'irritation de la Russie se manifeste notamment à l'endroit de tentatives de ces deux anciennes républiques soviétiques de rejoindre l'OTAN, laquelle est perçue particulièrement de manière négative, à la fois comme l'organisation, le symbole de puissance militaire occidentale et un adversaire stratégique de longue date. De plus, l'expansion de l'OTAN, à laquelle la Russie s'opposait toujours, signifiait également pour cette dernière que l'Alliance voyait la Russie comme un ennemi potentiel. Quatrièmement, les institutions occidentales que ces deux États ont le désir de rejoindre (l'OTAN et

l'Union européenne) sont assez mal vues par la Russie. Finalement, la Russie a vécu plusieurs crises relationnelles avec ces deux États depuis l'effondrement de l'URSS.

Ainsi, le choix des cas est directement lié à l'ambition de la Géorgie et de l'Ukraine de sortir de la sphère d'influence russe et de joindre les institutions occidentales, mais aussi à une méfiance russe envers ces mêmes institutions. Les deux États voient l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne comme le seul et solide moyen, dans un premier temps pour sortir de la sphère d'influence russe, et dans un second temps, pour se protéger contre elle. En effet, depuis leurs premières manifestations de joindre les institutions occidentales, la Géorgie et l'Ukraine, chacune à son tour, se sont trouvées au centre des débats publics en Russie. Les dirigeants de la Russie et les leaders de plusieurs partis politiques, en général, voyaient leur désir de joindre ces institutions de façon très négative et même cruciale pour l'avenir de Russie. Ceci est devenu nettement accentué dans le cas de la Géorgie après l'arrivée au pouvoir de M. Saakachvili (déterminé à joindre l'OTAN et l'UE) et dans le cas de l'Ukraine après la Révolution orange, vue par plusieurs Russes comme la tentative occidentale de sortir l'Ukraine de la sphère d'influence russe. Dans les deux cas, la Russie est intervenue militairement (directement ou indirectement) sous prétexte de défendre la population russe (ou les citoyens russes) ou les minorités ethniques contre la violence. Par exemple, comme Mankoff l'a noté, la Russie n'est jamais intervenue pour la même cause en Asie centrale où les minorités ethniques russes ont souvent souffert plus qu'ailleurs dans les autres anciennes républiques soviétiques (Mankoff, 2014 : 64). Ces deux cas relèvent donc ce qui peut être appelé la géopolitique externe pour la Russie.

Chaque cas se caractérise par plusieurs séries de crises interconnectées. Pour le cas de la Géorgie, nous nous concentrons sur les trois crises majeures survenues dans les relations russo-géorgiennes depuis 1999. La première date de 1999-2003 et comprend les événements liés à la crise de Pankissi. La deuxième série de crises comprend la période de 2004-2007 et comprend plusieurs événements interreliés, dont le plus important est connu sous le nom de « scandale d'espionnage ». La troisième crise date de 2008 et couvre la guerre de cinq jours entre la Russie et la Géorgie et la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Pour le cas de l'Ukraine, nous nous concentrons sur la Révolution orange de 2004, sur les événements entourant les conflits gaziers russo-ukrainiens (2005-2010) et sur les manifestations de 2014 et la crise de Crimée (2014).

#### I.4.6 Période à étudier

La période à étudier pour notre analyse commence dans la seconde moitié de l'année 1999 (avec la nomination de V. Poutine au poste de premier ministre et les élections à la Douma de 1999) et va jusqu'aux récents événements liés à la crise de Crimée. Cette période couvre environ 15 ans du règne du même leader politique assez controversé en Occident<sup>12</sup>. Poutine a été nommé au poste de premier ministre en août 1999, le 31 décembre 1999 il a été introduit par Eltsine comme le président par intérim de la Fédération de Russie (FR) et en mai 2000 il a été élu président. Après avoir effectué les deux mandats, de 2000 à 2008, il redevient le premier ministre en 2008 (de 2008 à 2012) et une fois de plus il a été élu président en 2012. En effet, c'est un personnage très intéressant sur plusieurs points de vue. Au fond, c'est après l'arrivée de Poutine au pouvoir et une volonté plus nette de Washington d'accueillir la Géorgie et l'Ukraine à l'OTAN que se manifeste très fortement la volonté de ces deux États postsoviétiques de sortir de la sphère de l'influence russe et de joindre l'Alliance atlantique et l'Union européenne.

---

<sup>12</sup> La présidence de D. Medvedev (2008-2012) dans notre étude est considérée comme faisant partie du leadership du même dirigeant politique, de V. Poutine.

## CHAPITRE I

### MISE EN CONTEXTE POLITIQUE

Le principal objectif de ce chapitre est de fournir un aperçu et d'offrir une meilleure compréhension du contexte politique dans lequel les acteurs identifiés menaient leur lutte politique durant la période à l'étude (de 1999 à 2014), soit une période impliquant les quatre convocations de la Douma d'État (1999, 2003, 2007, 2011), présentant et défendant leurs points de vue et leurs visions concernant la position de la Russie face à la Géorgie et à l'Ukraine. Cet aperçu se fera dans un contexte plus large impliquant la place et le rôle de la Russie dans les affaires internationales.

De ce fait, ce chapitre nous servira pour l'étude des principales caractéristiques de la vie politique russe, pour celle des particularités des règles du jeu qui déterminent les rapports entre le pouvoir et l'opposition, ainsi que pour l'étude des principales spécificités propres à chaque parti politique et, dans une certaine mesure, à leurs leaders. Cela nous permettra aussi d'observer les principaux changements ou les continuités de la vie politique russe, mais aussi d'identifier les facteurs qui ont déterminé la marge de manœuvre de l'action des acteurs à l'étude, ces facteurs qui ont permis ou limité certaines de leurs actions.

Ici, notre intention est donc de donner une brève présentation de la vie politique russe. Cette information nous sera utile pour l'analyse subséquente du processus du raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine. Cela explique également le fait que ce chapitre est relativement court comparativement aux chapitres qui s'ensuivront. Le présent chapitre sera développé de la manière suivante :

- Dans un premier temps, nous présenterons brièvement le système politique russe, les rapports formels entre le Président, l'exécutif et le Parlement.
- Dans un second temps, nous nous intéresserons à l'aspect historique de la vie politique russe, et ce, dans le but d'observer le développement du contexte politique et l'évolution

du système politique russes, ainsi que les principales étapes de développement des partis politiques.

- Enfin, nous concluons ce chapitre par une brève présentation des partis politiques à l'étude, en tentant surtout de présenter leurs idéologies, leurs tendances politiques, leurs origines, leurs leaders, etc.

### 1.1. Le système politique russe

La Constitution de décembre 1993 définit la Fédération de Russie comme un État démocratique, fédéral, un État de droit, présentant une forme républicaine de gouvernement. Le Président de la Russie est le chef d'État. Avec son système multipartite, le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement. Le pouvoir d'État est divisé entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. La diversité des idéologies et des religions est sanctionnée, et une idéologie d'État obligatoire est interdite.

Le Président est le chef de l'État et le commandant des forces armées. Le Président définit les orientations fondamentales des politiques intérieure et extérieure, il peut déclarer un état d'urgence, convoquer les référendums, ainsi que suspendre les décisions des autres organes de l'État si celles-ci sont en contradiction avec la Constitution ou les lois fédérales.

La Constitution de 1993 donne donc d'importants pouvoirs au Président. Le Président dispose d'un pouvoir large d'émettre les décrets et les directives qui ont force de loi. Depuis décembre 2008, le Président est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six ans renouvelable une seule fois (ce changement devient effectif seulement à partir de l'élection présidentielle de 2012). Selon la Loi sur les élections présidentielles, le candidat gagnant est celui qui obtient plus que 50 % des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat ne réussirait à obtenir plus de la moitié des votes, les deux candidats arrivés en tête du peloton après le premier tour de scrutin doivent participer à un second tour.

Willerton (2010) note que même si le système semi-présidentiel de la Russie est formellement ancré dans la Constitution de 1993, cette logique découle en partie de l'expérience soviétique.

Dans celle-ci, l'exécutif a été divisé entre les organes d'élaboration de politiques (le parti) et les organes de mise en œuvre de politiques (le gouvernement) (Willerton, 2010 : 27).

Le Président nomme la plupart des membres du gouvernement, les fonctionnaires et les bureaucrates importants, ainsi que les gouverneurs des régions (depuis 2005). Le Président nomme le premier ministre et peut dissoudre le Parlement. Formellement, le Parlement peut approuver ou ne pas approuver la candidature du premier ministre et même destituer le Président. Mais en réalité, le Parlement n'a quasiment aucun pouvoir de destitution du Président parce que celle-ci implique une longue suite de procédures de nombreux organismes fédéraux, ainsi que l'appui d'un tiers du total des membres des deux chambres du Parlement (le Conseil de fédération et la Douma d'État). De plus, en considérant d'une part la fragmentation de la structure du Parlement et la faiblesse du système de parti, et d'autre part la domination du parti du pouvoir à la Douma (*Russie unie* depuis 2003), cela rend la destitution du Président encore plus compliquée. Ainsi, comme plusieurs observateurs l'avaient noté, la Douma d'État n'a quasiment aucune possibilité de compromettre l'autorité du Président (Willerton, 2010 : 28-30). Comme Remington (2010) l'a noté, la relation entre l'exécutif et *Russie unie* illustre la dynamique d'un régime de parti dominant où ce dernier est utilisé par les dirigeants pour contrôler le processus politique. Les membres du parti dominant donnent leur voix en contrepartie de pouvoir bénéficier de différents avantages. Le parti fonctionne donc comme une « machine géante de mécénat national », les autorités utilisent tous leurs pouvoirs de contrôle (les médias, la police, les tribunaux, les commissions électorales, etc.) dans l'objectif de maintenir le statut dominant du parti du pouvoir (Remington, 2010:58 -59).

Le premier ministre s'occupe principalement du budget fédéral, de la politique budgétaire et monétaire, ainsi que de la conduite de l'économie nationale et des questions sociales. Le gouvernement met en œuvre les politiques étrangères et de défense du pays, il administre et protège aussi la propriété d'État et la propriété privée, et enfin, il maintient l'ordre public et assure la primauté du droit et les droits civils.

Le Parlement russe est bicaméral. Depuis 2014, la chambre haute (le Conseil de la Fédération) est composée de 170 sénateurs représentant 85 sujets (les régions) où les gouverneurs sont nommés par le Président. La chambre basse (la Douma d'État) est composée de 450 députés, qui, depuis 2008, sont élus au suffrage universel direct pour 5 ans. En 2007, le système mixte (majoritaire-

proportionnel), avec un seuil de 5 % pour les élections législatives, a été remplacé par un système entièrement proportionnel avec un seuil de 7 % aux niveaux national et régional. Cependant, la loi de février 2012 a ramené le seuil de passage pour les partis à 5 %. De plus, le processus d'inscription des candidats aux élections est devenu si complexe que dans les faits, bien peu des partis voulant présenter leurs candidats peuvent le faire. Tous ces changements ont rendu particulièrement difficile, voire impossible l'élection de petits partis et de députés indépendants à la Douma.

## 1.2 Le développement du contexte politique et l'évolution du système politique russe

Richard Sakwa (2008) identifie quatre principales périodes de développement des partis politiques russes. La première période s'étend de 1985 à 1991, et se caractérise par l'émergence de mouvements et d'organisations informelles. Cette période s'achève avec la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991, laquelle dissolution ayant été précédée par la tentative de coup d'État en août 1991, l'interdiction du PCUS et la signature de l'Accord de Belovezha.

À la suite de la *glasnost* et de la *pérestroïka*, les partis politiques commencent donc à pousser comme des champignons. En même temps, cette période est aussi caractérisée par une diversification de la pensée géopolitique dans la Russie postsoviétique. Comme Tsygankov (2003) l'a noté, plusieurs écoles de pensée géopolitiques ont émergé afin de définir le terme « Eurasie » et de déterminer ce que devraient être les objectifs de la Russie postsoviétique, ainsi que sa stratégie pour la région eurasiennne. Tsygankov soutient que la désintégration de l'URSS a développé un sentiment de traumatisme culturel chez les Russes, ce qui a en conséquence produit un degré élevé de contestation dans le discours géopolitique de la Russie contemporaine (Tsygankov, 2003 : 102-103).

La deuxième période, la « fausse démocratie » (*Phoney democracy*), toujours suivant la classification de Sakwa, s'étend d'août 1991 à octobre 1993, et se caractérise principalement par la crise constitutionnelle ayant opposé le Président et le Parlement, et qui a été résolue par la force à l'avantage du Président Eltsine (Sakwa, 2008 : 128). Cette période est également caractérisée par le fait que le pluralisme politique s'est propagé par les élites intellectuelles du haut vers le bas,



où les institutions politiques appelaient directement au peuple et agissaient indépendamment des plates-formes des partis politiques, tandis que les élections ont polarisé davantage la politique sans pouvoir mettre un terme à la lutte entre différents acteurs politiques dans la redéfinition des nouvelles règles du jeu (Mäkinen, 2008 : 56).

La troisième période s'étend d'octobre 1993 à décembre 1999, et se caractérise par la dissolution de l'ancienne législature et par une « double adaptation contradictoire ». Comme Sakwa l'a noté, durant cette période, les dirigeants politiques et les intérêts organisés se sont adaptés aux politiques de masse constitutionnelle et démocratique. Toutefois, l'adaptation de formes démocratiques et constitutionnelles aux besoins du régime politique a fait en sorte de réduire l'effet réel que les intérêts politiques organisés auraient pu exercer sur la conduite du gouvernement et l'élaboration de ses politiques (Sakwa, 2008a : 129).

Cette période a également été marquée par l'adoption d'une nouvelle Constitution et par l'organisation de premières véritables élections multipartites. C'est ainsi qu'en décembre 1993 avait été élue la première Douma d'État, composée par treize partis. Cependant, il faut noter que seulement trois partis politiques ont obtenu plus que 10 % des voix : le LDPR (22,92 %), le Choix démocratique de la Russie (un parti libéral et pro-présidentiel) (15,51 %) et le KPRF (12,40 %).

Durant cette période, les partis politiques se sont donc adaptés aux conventions de la politique électorale. Toutefois, les tentatives pour développer un système multipartite n'ont été que partiellement accomplies (Sakwa, 2008 : 136). La fragmentation et la fluidité des partis politiques, leur petite taille et le manque de discipline des députés empêchaient l'établissement d'une majorité stable à la Douma. Les principaux centres du pouvoir des partis politiques ont été basés sur des personnalités, dont plusieurs leaders politiques ne faisant pas partie des systèmes du parti et parlementaire, alors qu'au sein des partis politiques des liens entre les leaders et les membres des partis étaient faibles (Sakwa, 2008 : 137).

En même temps, l'adoption de la loi électorale en 1995 avait largement influencé l'évolution du système de partis durant cette période. Mäkinen avance que durant cette période, les partis politiques déployaient principalement leurs efforts pour franchir le seuil de 5 % dans les listes de partis afin de former une faction à la Douma (Mäkinen, 2008 : 57).

**Tableau 1.1** Résultats des élections législatives de 1993 <sup>13</sup>

Formations politiques	Orientation politique	Voix	%	Sièges		Total des sièges
				Proport.	Major.	
Parti libéral démocratique de Russie (LDPR)	Extrême droite	12.318.562	22.92	59	11	70
Choix de la Russie	Centre droit	8.339.345	15.51	40	56	96
Parti communiste de la Fédération russe (KPRF)	Gauche communiste	6.666.402	12.40	32	33	65
Femmes de Russie	Centre gauche	4.369.918	8.13	21	4	25
Parti agrarien de Russie	Gauche communiste	4.292.518	7.99	21	26	47
Iabloko	Centre	4.233.219	7.86	20	13	33
Parti de l'unité russe et de la concorde	Centre droit	3.620.035	6.73	18	9	27
Parti démocratique de Russie	Gauche modérée	2.969.533	5.52	14	7	21
Mouvement russe pour des réformes démocratiques (RDDR)	/	2.191.505	4.08	0	8	8
Union civique	Centre	1.038.193	1.93	0	18	18
Avenir de Russie- nouveaux noms	Centre	672.283	1.25	0	1	1
KEDR	Centre, parti vert	406.789	0.76	0	0	0
Dignité et charité	/	375.431	0.70	0	1	1
Indépendants	/	n.a	n.a	0	30	30

Une autre particularité caractérisant cette période réside dans le passage d'un modèle de système de partis à un autre modèle, une période qui a duré seulement quelques mois (après la crise financière d'août 1998 jusqu'au début de 1999) durant lesquels le chef du gouvernement (Evgueni Primakov) tirait son appui d'une majorité parlementaire plutôt que du Président (Remington, 2010 : 61). En effet, la prise de contrôle de différents médias locaux a permis aux élites régionales de créer leur propre parti du pouvoir : *Patrie-Toute la Russie (PtR)*. En même temps, la crise financière de 1998, la faiblesse du parti du pouvoir (*Nash Dom – Rossia*) et la détérioration de la santé du Président Eltsine ont permis à l'opposition de pousser son candidat Evgueni Primakov au poste de premier ministre. Cependant, grâce au soutien des « oligarques » russes (Boris Berézovski et Vladimir Goussinski) et à une campagne médiatique menée contre Primakov, l'administration présidentielle a pu remplacer ce dernier par Sergueï Stepachine, également candidat potentiel à la présidence. Après la victoire d'*Unité* (le nouveau parti du pouvoir) dans les élections législatives de 1999, le clan politique présidentiel (souvent appelé « la famille ») a rétabli

<sup>13</sup> Rezul'taty vyborov v Dumu I sozyva, *Politika*. En ligne : < <http://www.politika.su/fs/gdIrezv.html> >; Parliamentary Chamber: Gossoudarstvennaya Duma, Elections held in 1993. *Inter-Parliamentary Union*. En ligne : < [http://www.ipu.org/parline-e/reports/arc/2263\\_93.htm](http://www.ipu.org/parline-e/reports/arc/2263_93.htm) >.

son contrôle sur l'exécutif. Comme résultat, le système de partis s'est affaibli considérablement, marginalisant les véritables partis politiques (KPRF et *Iabloko*) (Mäkinen, 2008 : 51).

**Tableau 1.2** Résultats des élections législatives de 1995 <sup>14</sup>

Formations politiques	Orientation politique	Voix	%	Sièges	%	Distorsion
Parti communiste de la Fédération russe (KPRF)	Gauche communiste	15432963	22,3	157	34,9	12,6
Notre maison - Russie	Centre droit	7 009 291	10,1	55	12,2	2,1
Parti libéral démocratique de Russie (LDPR)	Extrême droite	7 737 431	11,2	51	11,3	0,1
Iabloko	Centre	4 767 384	6,9	45	10,0	3,1
Parti agrarien de Russie	Gauche communiste	2 613 127	3,8	20	4,4	0,6
Choix russe démocratique - Démocrates unis	/	2 674 084	3,9	9	2,0	-1,9
Pouvoir au peuple	/	1 112 873	1,6	9	2,0	0,4
Congrès des communautés russes	/	2 980 137	4,3	5	1,1	-3,2
Femmes de Russie	Centre gauche	3 188 813	4,6	3	0,7	-3,9
Communistes et Russie ouvrière pour l'Union soviétique	Gauche communiste	3 137 406	4,5	1	0,2	-4,3
Parti d'autonomie des travailleurs	/	2 756 954	4,0	1	0,2	-3,8
Toutes les autres candidatures	/	15 774 075	22,8	94	21	[-1,9]

La quatrième période (la période de « formalisation ») commence avec l'arrivée de V. Poutine au pouvoir et se caractérise principalement par l'officialisation du rôle des partis politiques et l'élargissement du processus politique. Comme Sakwa l'a souligné, cette « nature hybride » du régime tirait sa légitimité de la démocratie pluraliste, tandis qu'en même temps elle abusait du processus électoral (Sakwa, 2008 : 129).

Pour sa part, Remington souligne que depuis début 2000, la Douma joue principalement le rôle d'instrument d'approbation des initiatives législatives proposées par le Président et ne représente plus, comme dans le passé, une arène d'affrontements entre le Président et l'opposition. Toutefois, Remington souligne que la Douma demeure quand même une arène pour la résolution des conflits discursifs (Remington, 2010 : 50).

<sup>14</sup> Élections du 17 novembre 1995, *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : < <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=RUS&dateElection=RUS19951217&codeIns titution=1> >; Rezul'taty vyborov v Dumu II sozyva, *Politika*. En ligne : < <http://www.politika.su/fs/gd2rezv.html> >.

**Tableau 1.3** Factions politiques à la Douma (1999-2016)<sup>15</sup>

	3 <sup>e</sup> Douma (1999-2003)		4 <sup>e</sup> Douma (2003-2007)		5 <sup>e</sup> Douma (2007-2011)		6 <sup>e</sup> Douma (2011-2016)	
	% votes	Nb. de sièges	% votes	Nb. de sièges	% votes	Nb. de sièges	% votes	Nb. de sièges
Unité (1999-2003)/Russie Unie (2003-2016)	23.32	64	38.2	223	65	315	50.1%	238
PtR	13.33	37	-	-	-	-	-	-
KPRF	24.8	113	12.8	52	11.7	57	19.5	92
LDPR	5.98	17	11.6	36	8.1	40	11.9	56
UFD	8.52	24	3.97	-	-	-	-	-
Iabloko	6.1	20	4.4	4	1.6	0	3.5	0
Rodina (2003-2007)/Russie juste(2007-2016)	-	-	9.2	29	7.8	38	13.4	64

Durant cette période, une série de mesures législatives ont été prises. La nouvelle Loi sur les partis politiques de 2001 exigeait des partis politiques d'enregistrer à l'avance leurs comités d'organisation, lesquels à leur tour devaient présenter le programme et les règlements des partis au ministère de la Justice pour s'assurer que des éléments anticonstitutionnels ne soient pas présents dans les programmes des partis politiques. Désormais, les partis politiques ne pouvaient plus exister seulement aux niveaux régional ou local. De plus, les partis devaient compter au moins 10 000 membres, avec au moins 100 d'entre eux dans 45 sujets de la fédération, et 50 membres dans les autres.

En janvier 2006, le nombre minimum des membres du parti a été augmenté de 10 000 à 50 000, avec un minimum de 500 membres dans au moins la moitié des divisions régionales du parti. Toutefois, ce nombre descend à 45 000 en janvier 2010, puis à 40 000 en 2012. Depuis janvier 2009, l'aide aux partis politiques qui ont reçu plus de 3 % des votes aux élections législatives monte de 5 à 20 roubles par vote annuellement. De plus, les partis politiques reçoivent 20 roubles par vote si leurs candidats emportent plus de 3 % des voix aux élections présidentielles. Comme Kynev l'avait noté, tous ces changements ont avantagé les grands partis (comme *Russie unie* qui

<sup>15</sup> Le tableau représente une compilation des données provenant des tableaux inclusivement de 1.4 à 1.8 présentés dans le chapitre I de ce travail (les données dans ces tableaux proviennent du site Web *Perspective Monde* de l'Université de Sherbrooke), à l'exception les données concernant les partis politiques UFD, Rodina, PtR et Unité. Les données pour ces partis politiques proviennent du site Web de *Politika*. En ligne (pages consultées le 4 avril 2017) :

⟨<http://www.politika.su/fs/gd3rezv.html>⟩ et ⟨<http://www.politika.su/fs/gd4rezv.html>⟩,  
 ⟨<http://www.politika.su/vybory/vybory.html>⟩.

représentait la majorité à la Douma et qui, en conséquence, recevait une bonne partie de l'aide financière), tandis que plusieurs autres partis politiques ont été forcés à se dissoudre ou à se transformer en organisations civiques (Kynev, 2011a). Avec pour résultat qu'aux législatives de 2011, seulement sept partis politiques avaient participé comparativement aux 44 partis politiques et 20 organisations civiques qui avaient participé à l'élection législative de 2003 (Kynev, 2011a). Tenu à Moscou en décembre 2011, le grand rassemblement « Pour les élections justes » força le Président Medvedev à promettre d'adopter un projet de loi sur le retour de l'élection des dirigeants régionaux.

### 1.3 Les partis politiques russes

Richard Sakwa (2008) classe les partis politiques russes selon trois grands types : les partis de programme (les partis qui, comme le KPRF et *Iabloko*, ont une plate-forme claire et adoptée par un processus intérieur démocratique par leur direction), les partis de projet (les partis qui, comme *Rodina*, sont généralement créés juste avant la tenue d'élections afin d'influencer les élections en faveur de certaines élites politiques) et les partis du régime ou les partis du pouvoir (les partis politiques qui, comme *Notre maison la Russie* [*Nash Dom Rossia*], *Unité* [*Edinstvo*] et *Russie unie* [*Edinaya Rossia*], sont parrainés par le pouvoir et créés pour manipuler et façonner l'espace politique) (Sakwa, 2008 : 146).<sup>16</sup>

#### 1.3.1 Les partis du pouvoir et leurs leaders

Se référant aux études antérieures, Mäkinen avance deux principales raisons pour expliquer la création des partis du pouvoir en Russie. Premièrement, étant donné le fait que l'élite dirigeante russe n'avait aucune base de parti après avoir rompu avec le Parti communiste en 1990 et 1991,

---

<sup>16</sup> Il est à noter qu'on peut trouver dans la littérature académique plusieurs tentatives de classer les partis politiques russes. Les partis politiques russes ont été tantôt classifiés selon leurs convictions idéologiques, tantôt selon leurs fonctions dans le système politique russe, etc. (voir par exemple Mäkinen, 2008). Cependant, notre objectif est ici plus modeste et se limite à donner un aperçu des types de partis dans le but de les classer selon leurs « degrés » de relation à l'égard du pouvoir. Pour cette raison, nous nous limiterons à la classification présentée par Sakwa (2008), une classification que nous croyons tout à fait appropriée et répondant à notre objectif.

l'auteure soutient que le « parti du pouvoir » peut être vu comme une stratégie de l'élite politique russe visant à s'adapter aux nouvelles circonstances institutionnelles. En second lieu, on évoque l'existence de la menace permanente selon laquelle il se peut que le Parlement soit dissous en raison de la volatilité du système politique. Toutefois, avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, la situation changea grandement. Le groupe dirigeant avait établi sa domination à la Douma à travers *Russie unie*, en incorporant dans ce parti une partie de l'opposition russe. Les partis du pouvoir défendaient alors les acquis des intérêts bureaucratiques ou institutionnels au lieu de défendre les intérêts de l'ensemble des citoyens (Mäkinen, 2008 : 70-71).

La création du bloc *Unité (Edinstvo)* a été mise en œuvre par le Kremlin en remplacement de l'ancien parti au pouvoir trois mois avant les élections législatives de décembre 1999, et ce, dans l'objectif de s'opposer à l'avancée du bloc centre-gauche *Patrie-Toute la Russie (Otechestvo Vsia Rossiia)* dirigé par Iouri Loujkov (maire de Moscou entre 1992 et 2010) et Evgueni Primakov (ancien ministre des Affaires étrangères russe et ancien premier Ministre). Sergueï Choïgou (le ministre des Situations d'urgence) a été nommé chef du parti. La popularité accrue du nouveau premier Ministre Vladimir Poutine, notamment après le lancement de la Seconde Guerre tchétchène (1999), a largement influencé la victoire d'*Unité* lors des élections législatives. Les fondateurs de ce parti ne s'attendaient même pas à un tel succès, notamment en raison de l'impopularité grandissante du Président Eltsine. Le parti *Unité* imitait largement le parti *PtR* en ce qui concerne sa compétence et le pragmatisme. De même, le programme électoral d'*Unité* avait été remarquablement similaire à celui de *PtR* (Hale, 2010 : 92). *Unité* obtient donc 23,3 % des voix lors de l'élection législative de 1999, devançant largement *PtR* (13,3 %) et cédant juste légèrement au KPRF (24,3 %).

Le parti *PtR* lui-même était un bloc politique (1998-2002) formé par le mouvement *Patrie (Otechestvo)* présidé par le maire de Moscou (Iouri Loujkov) et le mouvement *Toute la Russie (Vsia Rossiia)* présidé par les présidents régionaux des républiques du Tatarstan (Mintimer Chaïmiev), du Bachkortostan (Murtaza Rakhimov) et de l'Ingouchie (Rouslan Aouchev), et le gouverneur de Saint-Pétersbourg (Vladimir Yakovlev).

En août 1999, lors du congrès de fondation de *Patrie-Toute la Russie*, Evgueni Primakov et Iouri Loujkov ont été élus présidents. Lors des élections présidentielles de 2000, le parti a soutenu la

candidature de Vladimir Poutine. En décembre 2001, lors du congrès conjoint d'*Unité* et de *PtR*, les deux partis fusionnent en un seul parti, créant un nouveau parti du pouvoir : *Russie unie*. En effet, après la victoire aux élections législatives de 1999, les fondateurs d'*Unité* ont commencé à transformer le parti pour un terme plus permanent. Plusieurs députés indépendants et les députés de *PtR* se sont donc joints à *Unité*, y compris Loujkov lui-même. C'est ainsi qu'en avril 2001, les dirigeants de *PtR* et d'*Unité* publient une déclaration commune concernant le commencement du processus d'unification de leurs partis, et en décembre 2001, le nouveau parti *Russie unie* était déjà fondé.

En fin de compte, comme Sakwa (2008) l'avait avancé, le parti *Unité* n'était ni un parti politique moderne ni un mouvement de masse. Il représentait plutôt une association politique avec le but de défendre les intérêts des élites au pouvoir (Sakwa, 2008 : 148).

Il convient également de souligner que contrairement à une vision largement répandue, *Unité* n'a pas été conçu pour être un vrai parti du pouvoir. Au départ, son principal objectif avait été de remporter l'élection législative de 2003. En effet, les premières tentatives de fonder un vrai parti du pouvoir (*Choix de Russie* [*Vybor Rossii*] et *Notre maison la Russie* [*Naš dom-Rossija*]) n'avaient pas donné les résultats escomptés. À titre d'exemple, le parti *Notre maison la Russie* (formé par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine) remporta seulement 10 % des voix lors de l'élection législative de 1995 (V. Tchernomyrdine lui-même a été limogé de son poste en 1998).

Ainsi, depuis sa création, le parti *Russie unie* est un parti du pouvoir. L'association du parti avec la personnalité de Poutine (également ancien chef du parti) a été la clé de son succès. Dmitri Medvedev, l'actuel premier Ministre de la Russie (également l'ex-Président) est le leader de *Russie unie* depuis mai 2012, et il est aussi leader de la faction *Russie unie* à la Douma depuis septembre 2011. Tout comme la faction *Unité*, *Russie unie* s'est toujours révélée comme entièrement favorable à l'ordre du jour du Président. En somme, comme son prédécesseur, le parti n'a pas une idéologie cohérente et englobe les politiciens et les fonctionnaires avec différents points de vue politiques qui soutiennent l'Administration présidentielle. Contrairement à *Unité* (qui visait uniquement à gagner à l'élection législative de 1999), l'objectif de départ de *Russie unie* était plutôt de conserver une majorité stable à la Douma, et son slogan pour les élections législatives de

2003 « Ensemble avec le président ! » soulignait ses liens étroits avec l'Administration présidentielle (Kynev, 2011b).

*Russie unie* fait principalement appel aux électeurs sans idéologie fixe, et durant les années 2000, les principales valeurs promues par *Russie unie* tournent autour de la « démocratie souveraine » et du « conservatisme russe » (Kynev, 2011b). Le programme électoral de *Russie unie* promettait de renforcer le système judiciaire, tandis que sa priorité à long terme « d'une politique étrangère indépendante et raisonnable » impliquait la création d'une Union économique eurasienne – nous en parlerons ultérieurement plus en détail – qui devait succéder à la Communauté économique eurasiatique<sup>17</sup> (2000-2015).

Ici, il convient de souligner que le deuxième mandat de Poutine a été largement marqué par le concept de « démocratie souveraine » (*Suverennaja demokratija*) employé par Vladislav Sourkov en 2006 (l'un des principaux idéologues du Kremlin et proche conseiller de Poutine). En gros, le concept souligne que le système politique russe se base sur des fondements démocratiques tout en tenant compte des traditions et de la culture propres à la Russie. De ce fait, la logique sous-jacente suggérait de développer un partenariat avec la Russie, compte tenu de sa place et de son rôle renforcé et grandissant sur l'échiquier mondial (contrairement à sa faiblesse durant les années 1990), au lieu de chercher une confrontation contre elle. Cependant, il faut noter que dès son apparition, l'expression « démocratie souveraine » a été critiquée par plusieurs en Russie, y compris par Medvedev et Primakov.

En fin de compte, comme nous pouvons le constater, ce sont principalement les mêmes leaders politiques et les mêmes politiciens qui représentaient d'abord le noyau d'*Unité*, puis celui de *Russie unie*, y compris les principaux politiciens de l'un des partis de l'opposition (*PtR*) qui se sont finalement joints à *Russie unie*.

D'après Sakwa, *Russie unie* combine les ressources administratives de l'État avec une idéologie libérale de patriotisme, et occupe le créneau de centre droit dans le spectre politique. L'adhésion au parti *Russie unie* est essentielle à la fois pour mener une carrière politique, mais aussi pour

---

<sup>17</sup> Une organisation intergouvernementale de coopération d'ex-républiques soviétiques active dans plusieurs domaines (comme l'économie, le commerce, la finance, l'industrie, l'agriculture, etc.).



bénéficier d'avantages bureaucratiques. De ce fait, *Russie unie* devenait aussi un parti de patronage, et son principal rôle était de pousser les initiatives présidentielles au Parlement (Sakwa, 2008 : 148-9).

**Tableau 1.4 Résultats de *Russie unie* dans les élections législatives (2003-2016)<sup>18</sup>**

Année	% votes	nb sièges	nb total de sièges	% sièges
2003	38.2	223	450	49.6
2007	65	315	450	70
2011	50.1	238	450	52.9
2016	55.2	343	450	76.2

### 1.3.2 Les partis d'opposition

#### 1.3.2.1 Le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)

Après trois ans d'interdiction des activités communistes en Russie, le KPRF a été fondé en février 1993 comme le Parti communiste restauré de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. En effet, on se souvient que le 23 août 1991, après l'échec du putsch contre le Président de l'URSS (Mikhaïl Gorbatchev), le Président de la RSFSR (Boris Eltsine), au moyen de son *Ukaz* (décret), suspend le fonctionnement du KPRSFSR (Parti communiste de la République socialiste fédérative soviétique de Russie) et, en novembre de la même année, Eltsine le fait carrément interdire. Le KPRSFSR avait été créé en 1990 comme une association de membres du Parti communiste de la Fédération de Russie en vue d'établir un véritable État, la souveraineté politique et économique de la RSFSR dans l'URSS sur la base d'un nouveau traité de l'Union. Son leader (G. Ziouganov) est souvent associé à l'École de pensée civilisationniste, devenue aussi nationaliste que communiste, sinon davantage.

<sup>18</sup> *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=RUS&codeParti=ru> (page consultée le 4 avril 2017).

**Tableau 1.5 Résultats du KPRF dans les élections législatives (1993-2016)<sup>19</sup>**

Année	% votes	nb sièges	nb total de sièges	% sièges
1993	12.4	65	438	14.8
1995	22.7	157	450	34.9
1999	24.8	113	450	25.1
2003	12.8	52	450	11.6
2007	11.7	57	450	12.7
2011	19.5	92	450	20.4
2016	13.6	42	450	9.3

Depuis sa fondation, le KPRF demeure le principal parti d'opposition à la Douma. Jusqu'aux élections législatives de décembre 2003, le KPRF détenait plus de sièges à la Douma que tous les autres partis, y compris le parti du pouvoir (*Unité*). Depuis les élections législatives de décembre 2003, le KPRF est le premier parti d'opposition à la Douma et la seconde force politique au niveau national. Son leader Guennadi Ziouganov a obtenu 17,72 % des votes lors de l'élection présidentielle russe de 2008, arrivant ainsi en seconde place après Medvedev (70,3 %). En 1996, lors de l'élection présidentielle, Ziouganov a obtenu dans le second tour quelque 40,5 % des voix contre 54 % pour Eltsine. Dans le premier tour de la même élection, Ziouganov avait obtenu 32 % des votes, arrivant ainsi en seconde place, légèrement derrière Eltsine (35,3 %). En 2000, Ziouganov participe aussi à l'élection présidentielle, et arrive en seconde place avec 29,2 % des votes, cédant le pouvoir à Poutine qui en obtient 53 %. Cependant, comme l'avait noté Sakwa, malgré ces résultats prometteurs, le parti n'a pas été en mesure de réaliser son potentiel (Sakwa, 2008 : 146). Il faut également noter qu'en 2006, le KPRF (autrefois le plus grand parti politique russe) a connu une chute importante du nombre de ses membres : passant d'environ 500 000 à 184 000 en 2006.<sup>20</sup> Et selon des données officielles, le parti comptait 161 569 membres en janvier 2015.<sup>21</sup> L'appui social du KPRF est fort dans les grandes villes et les grands centres industriels, dans les petites villes, dans les villes autour de Moscou, ainsi que dans l'Extrême-Orient russe (*Dalni Vostok*), en Sibérie et en Oural. La plupart des partisans du KPRF sont nostalgiques de l'ère soviétique (Bessudnov, 2011 ; Hale, 2010 : 87).

<sup>19</sup> *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=RUS&codeParti=pcfr> (page consultée le 4 avril 2017).

<sup>20</sup> Forum.msk.ru. Plenum CK KPRF postavil zadaču v 3 raza uveličit' čislennost' partii. Le 17 juin 2006. En ligne : <http://forum-msk.org/material/news/11471.html>.

<sup>21</sup> Le site web officiel du KPRF. Ju.V. Afonin vystupil na seminare-sovešanii partijnogo aktiva v Kostrome. Le 15 mars 2015. En ligne : <https://kprf.ru/party-live/cknews/140351.html>.

Dans la nouvelle version du programme du parti (version adoptée en 2008), il est annoncé que le KPRF est la seule organisation politique défendant constamment les droits des salariés et les intérêts nationaux. Selon ce programme, le principal objectif du parti est la construction en Russie du socialisme renouvelé : « le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Dans ce même programme, il est annoncé que le parti est guidé par le marxisme-léninisme, et qu'il veut le développer de façon créative, se basant sur l'expérience et les réalisations de la science et de la culture nationale et mondiale. La confrontation entre le nouvel ordre mondial et le peuple russe (avec son histoire millénaire, sa foi profonde, son rejet du « paradis libéral démocratique », etc.) y occupe une place importante. Le KPRF estime qu'il est nécessaire de réformer le pays en trois phases :

- Premièrement, on vise à donner le pouvoir aux travailleurs sous la forme d'une coalition dirigée par le Parti communiste, et ce, dans le but d'éliminer les « désastreuses conséquences » des réformes de la dernière décennie, mais en soulignant au passage que les petits producteurs seront épargnés et protégés contre le pillage par le grand capital des fonctionnaires et des groupes mafieux.
- En second lieu, on vise à augmenter le rôle des conseils et des syndicats, tout en conservant le petit capital privé.
- Enfin, on vise la construction du socialisme (Programme du KPRF).<sup>22</sup>

Au niveau des priorités de la politique étrangère, le KPRF milite pour la limitation de l'influence de l'OTAN dans l'ancien espace soviétique, pour le renforcement du rôle de l'ONU et pour la création d'une certaine « union » des anciennes républiques soviétiques (tout au moins la création d'une union des États slaves : la Russie, l'Ukraine et le Belarus).

Au niveau domestique, le KPRF soutient aussi l'engagement du Kremlin dans la modernisation de l'armée, tandis qu'il est contre « la domination destructrice du marché sauvage ». Le KPRF favorise un rôle plus important de l'État dans les sphères politique et sociale, ainsi que la nationalisation des ressources naturelles. Le KPRF est également favorable à une véritable démocratisation du système politique russe, y compris le renforcement du rôle du Parlement, le

---

<sup>22</sup>

Le site web officiel du KPRF. Programma partii. En ligne : <<https://kprf.ru/party/program>>.

rétablissement des élections régionales, et la confiscation de biens acquis par la corruption (Kynev, 2011b).<sup>23</sup>

Toutefois, comme plusieurs observateurs l'avaient noté, même si le KPRF se considère comme étant l'héritier direct du PCUS, et donc un parti communiste, il est davantage un parti étatiste socialiste qu'un parti communiste (Nikolenko, 2013 : 140) étant donné qu'il représente et défend avant tout les idées socialistes, nationales et patriotes (Sakwa, 2008 : 146 ; Hale, 2010 : 85-87). De ce fait, l'idéologie du KPRF est en grande partie un mélange peu compatible de principes nationalistes, néo-impériaux et communistes. En même temps, comme Sakwa l'avait noté, même si le KPRF était la principale force d'opposition, il manquait de cohérence, tandis que ses positions politiques étaient souvent opportunistes et contradictoires (Sakwa, 2008 : 146). Pour sa part, Gel'man affirme qu'au début, le parti a commencé comme une opposition déloyale (1991-1992), pour devenir une opposition semi-loyale (1993) avant de devenir une opposition loyale dans les années 2000 (Gel'man, 2004 : 4).

### 1.3.2.2 Le parti *Iabloko*

Dans la foulée de l'élection parlementaire de 1993, le parti *Iabloko* a été fondé par Grigori Iavlinski, Iouri Boldyrev<sup>24</sup> et Vladimir Loukine : d'abord à titre d'organisme public,<sup>25</sup> puis transformé en 2001 en parti politique. *Iabloko* se compose de plusieurs factions politiques, qui sont essentiellement des mouvements des droits de la personne.

Hale note que Grigori Iavlinski avait gagné son image de réformateur au sein du gouvernement Eltsine juste avant l'effondrement de l'URSS. Toutefois, peu de temps après, Eltsine avait abandonné le plan de réforme proposé par Iavlinski, optant plutôt pour celui d'Igor Gaïdar.<sup>26</sup> À

<sup>23</sup> Après l'élection législative de décembre 1999, à la suite de tensions internes dans le KPRF, un nouveau mouvement politique de la gauche modérée, *Rossiia* (mouvement dirigé par Guennadi Seleznev, le président de la Douma d'État), a été officiellement créé en 2000. Même si le mouvement *Rossiia* demeurait allié avec le KPRF, la relation entre eux était tendue (Sakwa, 2008 : 146-147). Seleznev lui-même a été exclu du parti par Ziouganov en raison de son refus de se soumettre à la discipline de parti, c'est-à-dire de quitter le poste de président de la Douma.

<sup>24</sup> En 1995, Iouri Boldyrev quitta le parti en raison de conflits internes dans celui-ci.

<sup>25</sup> À cette époque, la loi électorale russe permettait aux organismes publics de participer aux élections.

<sup>26</sup> Un homme d'État russe et l'un des principaux idéologues des réformes économiques du début des années 1990, notamment responsable des politiques de libéralisation économique, et représentant l'aile des occidentalistes radicaux russes et les promoteurs de thérapies de choc. Plus tard, Gaïdar deviendra membre de l'UFD.

la suite de ce changement, Iavlinski avait réuni les politiciens pro-marché, pro-Occident et pro-démocratie, et avait formé une aile anti-Eltsine (Hale, 2010 : 88). Ainsi, dès sa fondation et tout au long des années 1990, *Iabloko* s'opposait aux politiques du Président Eltsine. Après l'arrivée au pouvoir de Poutine, le parti continue de s'opposer au régime de Poutine.

**Tableau 1.6** Résultats d'*Iabloko* dans les élections législatives (1993-2016)<sup>27</sup>

Année	% votes	nb sièges	nb total de sièges	% sièges
1993	7.9	33	438	7.5
1995	7	45	450	10
1999	6.1	20	450	4.4
2003	4.4	4	450	0.9
2007	1.6	0	450	0
2011	3.5	0	450	0
2016	2	0	450	0

En général, *Iabloko* militait pour une plus grande justice sociale et pour les libertés démocratiques, ainsi que pour la lutte contre la corruption, la bureaucratie et le système oligarchique russe. Au niveau de la politique étrangère, le parti militait pour une intégration européenne, pour de meilleures relations avec les États-Unis et pour le renforcement des institutions démocratiques, mais contre l'élargissement de l'OTAN. Cependant, comme l'a noté Sakwa (2008), *Iabloko* manquait d'une claire orientation idéologique, et tout en demeurant un parti libéral, il s'opposait à certaines politiques néolibérales. Et alors qu'*Iabloko* était aussi un parti social-démocrate, il avait cependant peu de liens avec la classe ouvrière (Sakwa, 2008 : 147).

Le soutien social d'*Iabloko* venait principalement des électeurs très instruits, et c'est grâce à ce soutien (qui de 1993 à 1999 oscillait entre 5 à 8 % à chaque élection législative) qu'*Iabloko* a pu se présenter à la Douma (Hale, 2010 : 88). Cependant, malgré de nombreuses tentatives pour établir une alliance avec l'UFD après l'élection législative de 1999, les deux partis se sont présentés séparément aux élections législatives de 2003 et 2007, avec pour résultat qu'aucun de ces deux partis n'a pu franchir le minimum requis pour entrer au Parlement. Depuis 2003, *Iabloko* demeure donc hors de la Douma.

<sup>27</sup> *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=RUS&codeParti=yab> (page consultée le 4 avril 2017).

En fait, le déclin d'*Iabloko* commence entre 2000 et 2001 avec l'abandon du parti par plusieurs dirigeants et militants régionaux, alors que le remplacement de la direction de la NTV par l'État au printemps 2001 isole le parti des médias nationaux. D'après Gel'man, *Iabloko* avait tenté de se présenter comme une opposition loyale envers le pouvoir. Le parti « critiquait moins les aspects individuels de la conduite du gouvernement et soutenait généralement les initiatives du Kremlin. Il avait également sensiblement adouci ses positions à l'égard du Président et du régime dans son ensemble ». Toutefois, Gel'man note qu'*Iabloko* n'a pu réussir à se présenter comme une « semi-opposition », principalement parce que ce créneau était déjà occupé par l'UFD, tandis qu'en même temps le Kremlin avait moins besoin d'*Iabloko*. En effet, le parti *Iabloko* ne pouvait plus influencer la prise de décision, et il ne pouvait non plus attirer l'attention du grand public (Gel'man, 2004 : 6-7).

En fin de compte, le déclin du parti s'avéra inévitable. Comme Hale l'avait noté, le déclin d'*Iabloko* fut essentiellement lié à ses relations complexes à la fois avec les oligarques russes<sup>28</sup>, le Kremlin<sup>29</sup> et l'UFD<sup>30</sup>. En effet, ce dernier avait répondu à la critique d'*Iabloko* en le présentant comme le principal obstacle à l'intégration de la démocratie en Russie. Enfin, l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski (juste avant l'élection législative de 2003) exposa la relation d'*Iabloko* avec cette figure controversée. En même temps, cette arrestation fut aussi l'occasion d'éliminer la principale source de financement du parti (Hale, 2010 : 88).

### 1.3.2.3 Le Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR)

Le Parti libéral-démocrate de Russie (*Liberal'no-demokratičeskaja partija Rossii* – LDPR) a été fondé en 1990 comme le « Parti de l'Union soviétique libérale démocrate » qui, selon certaines sources, est avant tout le produit du KGB. Comme Hale l'a noté, le parti avait à l'origine été conçu pour imiter et discréditer l'idée de démocratie et de libres élections, et en conséquence de nuire aux « démocrates russes » qui à cette époque constituaient la principale opposition du PCUS. C'est

<sup>28</sup> Le parti s'opposait aux oligarques, mais il a dû financer sa campagne électorale avec leur aide, notamment de la compagnie pétrolière Ioukos de Mikhaïl Khodorkovski.

<sup>29</sup> Le parti s'opposait au Kremlin, mais il a dû adoucir sa critique afin d'éviter d'être banni.

<sup>30</sup> *Iabloko* critiquait l'UFD pour ses réformes de l'époque d'Eltsine.

dans un tel contexte que le principal rôle du leader de LDPR, Vladimir Jirinovski, avait donc été conçu pour se présenter comme un faux libéral, dans le but de ridiculiser et de se moquer des « démocrates » (Hale, 2010 : 89).

**Tableau 1.7** Résultats du LDPR dans les élections législatives (1993-2016)<sup>31</sup>

Année	% votes	nb sièges	nb total de sièges	% sièges
1993	22.9	70	438	16
1995	11.4	51	450	11.3
1999 <sup>32</sup>	5.98	17	450	/
2003	11.6	36	450	8
2007	8.1	40	450	8.9
2011	11.9	56	450	12.4
2016	13.4	39	450	8.7

Officiellement, le LDPR est le plus ancien parti de la Russie postsoviétique. Depuis 1991, le parti est donc dirigé par Jirinovski, un homme politique à la fois charismatique, mais aussi controversé, largement connu pour sa rhétorique agressive, ses scandales et ses agressions physiques envers ses opposants politiques. Malgré son nom, le LDPR est souvent décrit comme un parti qui n'est ni libéral ni démocratique, mais avant tout comme un parti d'extrême droite, souvent associé à l'ultranationalisme russe, carrément fascisant.

L'image du LDPR est largement associée à l'image de la personnalité de son leader, dont les principales occupations semblent se focaliser plutôt sur le divertissement, visant à attirer l'attention du public, tandis que l'idéologie du parti est basée sur les idées de son leader qui préconise principalement la « reconquête impériale » et la vision autoritaire de la « Grande Russie ». Depuis la fondation du LDPR, son leader a également gagné l'image d'un anticomuniste féroce et d'un politicien antidémocrate. En général, le LDPR est critique à la fois envers l'ordre mondial existant, mais aussi envers le système politique russe, et il voit d'un très mauvais œil le partenariat de la Russie avec l'Occident (un partenariat promu par les autorités russes). Comme Sakwa l'avait soutenu, le LDPR était au début des années 1990 un parti largement nationaliste et impérialiste, qui cherche à recréer l'URSS. Toutefois, à la fin des années 1990, le LDPR commence à soutenir

<sup>31</sup> *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=RUS&codeParti=pldr> (page consultée le 4 avril 2017).

<sup>32</sup> Les données pour 1999 proviennent de la page web de *Politika* : Rezul'taty vyborov v Dumu III sozyva, *Politika*. En ligne : <http://www.politika.su/fs/gd3rezv.html> (page consultée le 4 avril 2017).

le gouvernement à la Douma (Sakwa, 2008 : 147). En effet, malgré son opposition radicale à la Douma, le LDPR avait souvent appuyé le gouvernement dans l'adoption de différents projets de loi, tout en obtenant en même temps une aide financière de la part du Kremlin (Hale, 2010 : 89).

En général, il est admis que le LDPR de Jirinovski trouve son soutien social surtout chez l'électorat nationaliste, les bas salariés de petites villes et les personnes simplement désireuses d'exprimer leur mécontentement envers l'État (Hale, 2010 : 89; Shekhovtsov et Umland, 2011 : 14). Cependant, plusieurs sondages effectués durant les années 2000 montrent que pour le LDPR, ne votent pas seulement (et pas autant) les électeurs ayant un bas revenu et vivant dans les petites et moyennes villes. Par exemple, dans son rapport intitulé *La Russie à la croisée des chemins* (*Rossija na pereput'e*)<sup>33</sup>, Leonty Byzov (2004) de VTsIOM<sup>34</sup> note que l'électorat actuel du LDPR, contrairement à la situation du milieu des années 1990, se présente comme ayant un revenu élevé (ou un revenu suffisant). Le rapport souligne aussi que les électeurs du LDPR sont très semblables à ceux des électeurs de l'UFD (surtout les jeunes et qui en grande partie ont un « bon » revenu comparativement aux électeurs de tous les autres partis politiques). Tenue en 2009 et intitulée *20 ans de LDPR*<sup>35</sup>, une autre étude de VTsIOM note que 29 % de l'électorat du LDPR sont constitués de résidents métropolitains, que 28 % sont âgés de 25 à 34 ans, et que 28 % ont un bon revenu (ou sont financièrement solides).

Menée en 2011, une recherche menée par le fonds russe Opinion publique (FOM) souligne pour sa part une forte augmentation de la proportion des électeurs du LDPR parmi les personnes ayant les revenus les plus élevés (plus de 35 000 roubles par mois). La même recherche révèle que les partisans des quatre plus grands partis politiques russes (*Russie unie*, *KPRF*, *LDPR* et *Russie juste*) présentent un manque de différences en termes de revenu, d'éducation, de lieu de résidence et de travail. Cette affirmation ne se rapporte pas à l'âge et au sexe des électeurs. Il s'avère que pour *Russie unie*, la proportion des jeunes votants est beaucoup plus grande que celle des personnes âgées (Bessudnov, 2011).

<sup>33</sup> Byzov, L. (mars 2004). *Rossija na pereput'e*. En ligne : <[www.igpi.ru/info/people/byzov/LB-24.doc](http://www.igpi.ru/info/people/byzov/LB-24.doc)>. Consulté le 14 novembre 2014.

<sup>34</sup> Créé en 1987, VTsIOM est le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique.

<sup>35</sup> VTsIOM (décembre 2009). 20 let LDPR. En ligne : <[http://vybory.wciom.ru/fileadmin/vybory/duma/duma\\_5.pdf](http://vybory.wciom.ru/fileadmin/vybory/duma/duma_5.pdf)>.



En outre, la même étude menée par le FOM révèle que les personnes âgées sont beaucoup plus susceptibles de voter pour le KPRF. Ainsi, la recherche note un important écart social de nature générationnelle associé principalement au vote nostalgique pour le KPRF par des personnes âgées. La recherche suggère aussi que les électeurs ne votent pas autant pour les programmes des partis que pour leurs leaders. Quant au sexe, la recherche révèle que les femmes soutiennent le plus souvent *Russie unie* et *Russie juste*, tandis que les hommes sont plus susceptibles de voter pour le LDPR (Bessudnov, 2011).

#### 1.3.2.4 L'Union des forces de droite (1999-2003)

La fondation de l'UFD (*Soiuz pravikh Sil*) en 1999 est le fruit de la fusion de plusieurs petits partis libéraux. Le parti est associé à des réformes de libre marché, à la privatisation et à l'héritage des « jeunes réformateurs » des années 1990 comme Anatoli Tchoubaïs, Boris Nemtsov, Iegor Gaïdar, Sergueï Kirienko et Irina Khakamada. Le parti a été officiellement dissous en 2008, mais en 2011, il a été restauré comme un mouvement social. Entre 2000 et 2003, l'UFD a été dirigée par l'ancien vice-premier ministre Boris Nemtsov, lequel s'opposait fermement aux « politiques autoritaires » du Président Vladimir Poutine. Toutefois, lors de l'élection présidentielle de 2000, plusieurs membres de l'UFD ont soutenu la candidature de Poutine. En général, le parti est considéré comme l'un des rares partis politiques russes qui soutiennent le capitalisme de style occidental.

Pour mieux saisir la nature de l'UFD comme étant une force politique d'opposition, il convient de retracer ses origines dans les années 1990. Dirigé par Iegor Gaïdar<sup>36</sup>, le parti politique *Choix de Russie* (*Vibor Rossii*) devient en 1993 le premier parti du pouvoir, soutenu par les ressources administratives de la présidence russe. Initialement, le parti a été conçu pour remporter une large majorité au Parlement. Cependant, le parti obtient seulement 15,5 % de voix<sup>37</sup>, principalement en raison de l'insatisfaction concernant la mauvaise situation économique qui régnait dans le pays et de la répression violente du Parlement par Eltsine.

<sup>36</sup> Économiste et premier Ministre de la Russie entre juin et décembre 1992. Cependant, il convient de noter qu'il était le premier Ministre *de facto*, tandis que le titre formel avait été conservé par Eltsine.

<sup>37</sup> Quelque 23 % pour le LDPR, quelque 12,5 % pour le KPRF, quelque 8,1 % pour *Femmes de Russie*, et quelque 8 % chacun pour *Iabloko* et le Parti agraire de Russie.

Lors de l'élection législative de 1995, le nouveau parti pro-Eltsine *Notre maison la Russie* (fondé en 1995 par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine sous l'initiative de Boris Eltsine), ne donne pas non plus le résultat escompté, obtenant seulement 10,1 % des voix, tandis qu'en même temps, le KPRF en obtint 22 % et le LDPR 11,2 %. En 1998, Eltsine limoge Viktor Tchernomyrdine, et en 1999, il crée un nouveau parti du pouvoir : *Unité*.

Et c'est ainsi qu'en 1999, l'UFD est apparue comme une nouvelle force politique libérale : obtenant 29 sièges à la Douma à suite de l'élection législative de 1999, et soutenant ouvertement Poutine qui, à cette époque, était très populaire (Hale, 2010 : 87).

#### 1.3.2.5 Les partis *Rodina* et *Russie juste*

D'après la classification de Sakwa, *Rodina* est un parti de projet typique : il a été fondé seulement quelques mois avant l'élection législative de 2003, grâce une alliance entre le Kremlin et les alliés mécontents du KPRF (différents mouvements nationalistes russes qui se sont alliés au KPRF à cette époque) qui espéraient tirer profit du soutien du Kremlin pour leur propre bénéfice politique, et ce, avec l'intention d'attirer les électeurs du KPRF (Hale, 2010 : 96).

*Rodina* a réuni l'économiste et ancien député communiste Sergueï Glazev ainsi que Dmitri Rogozine, un féroce nationaliste russe, fondateur du Congrès des communautés russes et ardent défenseur des droits des « Russes à l'étranger », surtout des Russes demeurant dans les anciennes républiques soviétiques. Le programme de *Rodina* était basé sur « la justice sociale et la croissance économique ». Les médias d'État présentaient le KPRF comme étant en train de perdre les vraies valeurs socialistes, tandis que *Rodina* avait été présenté comme étant porteur d'un héritage plus fidèle aux idéaux communistes (Hale, 2010 : 96).

Grâce au soutien des médias d'État, *Rodina* avait obtenu quelque 9 % des voix (37 sièges à la Douma), un score bien inéattendu, tandis que le KPRF avait perdu largement son appui social, obtenant quelque 13 % des voix (52 sièges), un score bien inférieur comparativement à l'élection précédente (de 1999) lorsque le parti avait obtenu quelque 24 % des voix (113 sièges à la Douma).

Toutefois, une fois à la Douma, Rogozine (mais aussi d'autres leaders de *Rodina*, comme Glazev, le cofondateur de *Rodina* et l'ancien allié des communistes) s'est montré moins loyal envers le Kremlin (Hale, 2010 : 96), avec pour résultat diverses scissions provoquées par le Kremlin qui ont conduit le parti jusqu'à sa « réorganisation » en 2006 et à la fondation d'un nouveau parti : *Russie juste* (Sakwa, 2008 : 147).

Créé en octobre 2006 à partir de la fusion de trois partis politiques (*Rodina*, le Parti russe de la vie et le Parti des retraités), le parti *Russie juste* est considéré par plusieurs comme le plus important parti « virtuel » (ou « l'opposition loyale » pour le pouvoir) de l'ère Poutine (Hale, 2010 : 96). Sergueï Mironov (l'ancien dirigeant du Parti russe de la vie et l'ancien président du Conseil de la Fédération de Russie) a été élu président du parti unifié, tandis que l'ancien président de *Rodina* (Alexandre Babakov) devint le secrétaire du conseil du présidium central, et Igor Zotov (le chef du Parti des retraités) a été nommé au poste de secrétaire du conseil politique.

En 2007, trois autres petits partis politiques ont joint le parti *Russie juste* (le Parti populaire, le Parti de développement de l'entrepreneuriat et le Parti des démocrates constitutionnels). Le parti *Russie juste* se situe au centre gauche sur l'échiquier politique et est considéré comme étant plus social-démocrate de droite que les autres partis politiques. Le parti promet de construire « le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » en Russie en amalgamant les idées socialistes et les valeurs démocratiques universelles.

Comme plusieurs sources l'indiquent, l'idée de départ concernant la création de *Russie juste* provenait de l'administration présidentielle et suggérait de se doter d'un système à deux partis. En même temps, cette décision visait à liquider le parti *Rodina* sorti plus tôt du contrôle du Kremlin (Kynev, 2011b). C'est ainsi qu'au début, *Russie juste* déclare son soutien à Vladimir Poutine, avançant toutefois un programme socialiste (Sakwa, 2008 : 149). Au début de 2010, *Russie juste* signe un accord avec *Russie unie* pour la formation d'une coalition. Cependant, au lieu de cela, *Russie juste* annonça son opposition au parti du pouvoir, tout en demeurant une opposition « loyale » pour le pouvoir.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le principal objectif de ce chapitre est de fournir un aperçu du contexte politique dans lequel les acteurs sous examen menaient une lutte politique

durant la période étudiée. Nous visions également à explorer les principales caractéristiques de la vie politique russe propres à chaque parti politique et, selon les cas, celles de leurs leaders.

**Tableau 1.8** Résultats de Russie juste dans les élections législatives (2007-2016) <sup>38</sup>

Année	% votes	nb sièges	nb total de sièges	% sièges
2007	7.8	38	450	8.4
2011	13.4	64	450	14.2
2016	6.3	23	450	5.1

*Quelles sont les principales observations qu'on peut retenir et lesquelles seront utiles pour notre analyse ?*

Premièrement, ce que nous pouvons dégager de notre étude, c'est le constat que l'influence des partis politiques dans la prise de décision des questions russes d'importance nationale est très limitée. Comme noté précédemment, l'hyper-fragmentation et la grande volatilité du marché électoral russe, ainsi que la faiblesse grave de toutes les institutions des années 1990 ont été remplacées par le monopole de l'élite dirigeante (durant les années 2000) exercé à la Douma par la domination du parti du pouvoir (Gel'man, 2007 : 12), avec pour résultat, comme Gel'man l'avait noté : « *all of the other parties and candidates combined do not have enough potential to form real alternatives to the pro-governmental parliamentary majority and to the incumbent president* » (Gel'man, 2007 : 12). Et comme nous l'avons aussi souligné, la majorité à la Douma avait été maintenue grâce aux changements institutionnels effectués principalement durant la première moitié des années 2000.

Deuxièmement, malgré une telle limitation de l'opposition pour influencer la formulation des politiques et la prise de décision, dans certains contextes, le Kremlin a dû prendre en considération (au moins formellement) certaines revendications des partis politiques, surtout en raison de l'existence d'un risque politique que vraisemblablement le Kremlin préféra éviter. Cela fut fort remarquable au début des années 2000 lorsque la verticale de pouvoir n'était pas encore suffisamment consolidée par Poutine, mais aussi lorsque les contextes internes ou externes n'étaient pas favorables au Kremlin. Nous discuterons prochainement de ces moments.

<sup>38</sup> *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. En ligne : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=RUS&codeParti=rj> (page consultée le 4 avril 2017).

Se référant à Remington, nous pouvons soutenir que les années 1990 et 2000 présentent deux modèles différents. En effet, la faiblesse politique et physique d'Eltsine avaient permis au Parlement russe de jouer un rôle plus important que sous les présidences de Poutine qui avait réussi à centraliser et à discipliner la prise de décision politique au sein de l'exécutif. Poutine a également pu restructurer les procédures internes des deux chambres du Parlement de manière à lui assurer des majorités cohérentes et fiables, alors que sous les présidences d'Eltsine, malgré le fait que ce dernier possédait des pouvoirs considérables, le Parlement a quand même réussi à influencer la formulation des politiques publiques dans un certain nombre de domaines importants, et ce, grâce au fait que Poutine a pu trouver ses propres moyens institutionnels pour surmonter la fragmentation et pouvoir profiter des divergences dans les positions de l'Administration présidentielle et celle du gouvernement. En effet, comme Remington l'avait souligné, le Parlement russe des années 1990 reflétait largement une forte polarisation dans le pays et la faiblesse grave de toutes les principales institutions politiques. Aucun des partis politiques ne détenait la majorité à la Douma, tandis que la faiblesse du Parlement et du Président les a forcés à négocier les uns avec les autres (Remington, 2010 : 60-61).

En fin de compte, fort probablement, l'aspect le plus important qu'il convient de retenir de ce chapitre, ce sont les particularités des « partis du pouvoir », lesquelles caractéristiques sont devenues des caractéristiques permanentes du système politique de la Russie contemporaine et qui ont influencé amplement le développement de la vie politique russe (Hale, 2010 : 97-98).

**Tableau 1.9** Partis politiques à l'étude (1999-2014)<sup>39</sup>

Année d'élection	Parti du pouvoir	Partis d'opposition				
		KPRF	PtR	LDPR	UFD	Iabloko
1999	Unité (64 sièges)	(113 sièges)	(37 sièges)	(17 sièges)	(24 sièges)	(20 sièges)
2003	Russie unie (223 sièges)	KPRF (52 sièges)	Rodina (29 sièges)	LDPR (36 sièges)	—	—
2007	Russie unie (315 sièges)	KPRF (57 sièges)	Russie juste (38 sièges)	LDPR (40 sièges)	—	—
2011	Russie unie (238 sièges)	KPRF (92 sièges)	Russie juste (64 sièges)	LDPR (56 sièges)	—	—

<sup>39</sup> Le tableau représente une compilation des données provenant des tableaux de 1.3 à 1.8 présentés dans le chapitre I de ce travail.

## CHAPITRE II

### NARRATIFS GÉOPOLITIQUES DES ÉLITES POLITIQUES RUSSES À L'ÉGARD DE LA GÉORGIE (1999-2008)

#### 2.1 Mise en perspective générale

L'objectif de deux prochains chapitres de cette thèse consiste à étudier le processus du raisonnement géopolitique à travers les narratifs géopolitiques des partis politiques russes à l'égard de la Géorgie (chapitre 2) et de l'Ukraine (chapitre 3) sur une période couvrant quinze années : de 1999 à 2014.

On constatera que la controverse concernant les événements en Géorgie et en Ukraine avait été au centre des débats publics impliquant non seulement les élites politiques du pays, mais aussi toute la société russe dans la mesure où celle-ci avait été reflétée par les partis politiques. On constatera également qu'en réalité, les acteurs politiques ont été impliqués dans une lutte politique beaucoup plus complexe qu'on pourrait croire à première vue. On pourra remarquer que d'un cas à l'autre, un même problème a été souvent interprété de différentes manières par les acteurs politiques. Par exemple, pour certains, dépendamment du contexte, les crises relationnelles entre la Russie et ces deux États postsoviétiques étaient plutôt vues comme des cas isolés, tandis que d'autres les voyaient avant tout dans un contexte plus large faisant partie d'un problème plus global.

Souvent, les métaphores et les arguments des acteurs à l'étude légitimaient des actions radicalement différentes, tandis que dans d'autres circonstances, l'on peut observer une forte similarité, voire une certaine « unité » dans les actions proposées. De même, l'on observera que le Kremlin, malgré une l'idée largement répandue (notamment chez les observateurs occidentaux) selon laquelle il domine la prise de décision, a dans certains cas été poussé (étant donné l'influence de facteurs internes et externes particuliers) à prendre en considération les revendications d'autres acteurs politiques lors de la prise de décision.

Le présent chapitre et le chapitre III seront organisés de la manière suivante :

- Le présent chapitre sera consacré à l'étude du raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard des crises relationnelles russo-géorgiennes et à l'égard de la Géorgie en général, pour une période qui s'étend de 1999 à 2008. Celle-ci sera d'ailleurs divisée en trois sous-périodes, lesquelles ont été l'occasion de différentes crises relationnelles – nous en présenterons plus loin le sens – entre la Russie et la Géorgie, soit :
  - 1999-2003 : période ayant vu la crise des gorges de Pankissi.
  - 2004-2007 : période ayant vu éclore plusieurs petites crises et un scandale d'espionnage.
  - 2008 : année durant laquelle se sont déroulées la guerre de cinq jours et la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.
- Le chapitre III sera consacré à l'étude du raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard des crises relationnelles russo-ukrainiennes et à l'égard de l'Ukraine en général, pour une période allant de 2004 à 2014. Comme dans le cas de la Géorgie, cette période sera aussi divisée en trois sous-périodes, soit :
  - 1999-2004 : période de la Révolution orange.
  - 2005-2009 : période des conflits gaziers.
  - 2014 : l'Euromaïdan et la crise de la Crimée.

Chacun des deux chapitres couvre donc trois périodes : un premier groupe consacré aux relations russo-géorgiennes, le groupe suivant étant consacré aux relations russo-ukrainiennes. Chacune de ces six sous-périodes sera étudiée en trois étapes.

#### *Première étape*

Nous débuterons par une brève mise en contexte, où nous présenterons l'évolution de la situation et les principaux événements et moments clés qui ont marqué le développement de cette situation et, en conséquence, l'ajustement progressif du narratif officiel russe. L'objectif sera ici de retracer l'évolution des constructions discursives au fil du temps, de voir comment le discours officiel a

réagi aux événements importants, et voir quels étaient les effets et conséquences de cette réaction à la fois sur la politique étrangère et sur les politiques russes en général. Cela nous permettra d'établir un calendrier des principaux événements et d'observer la dynamique des activités au fil du temps, une étude particulièrement utile lorsqu'elle couvre une longue période, ce qui est notre cas.

### *Deuxième étape*

Nous identifierons et présenterons les principaux narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (le présent chapitre II) et de l'Ukraine (le chapitre III) durant les années 1999 à 2014. À ce moment-ci, notre objectif sera d'exposer comment les partis politiques russes présentaient une situation donnée, spécifiaient le lieu d'une crise et le lieu des menaces, caractérisaient les protagonistes, expliquaient les raisons et les causes d'un événement particulier, tout en projetant les intérêts nationaux, et conséquemment, proposaient différentes solutions.

Nous nous préoccupons principalement de trouver des réponses aux questions suivantes :

- Quels sont les principaux narratifs géopolitiques que l'on peut disséquer des discours géopolitiques des élites politiques russes concernant la Géorgie et l'Ukraine sur une période donnée ?
- Quelles sont les composantes clés (comme les termes, les métaphores, les analogies historiques, les références employées) constituant ces narratifs ?
- Dans quels contextes ces narratifs sont-ils employés ?
- Comment l'élite politique russe comprend, évalue et projette-t-elle les crises relationnelles de la Russie avec ces deux États postsoviétiques : la Géorgie et l'Ukraine ?
- Quels sont le rôle et la place de la Russie dans tout cela ?
- Quelles sont les parties impliquées et comment sont-elles caractérisées ?
- Qui sont les ennemis, les amis ?
- Comment gérer ces crises ?
- Quelles sont les solutions proposées et comment sont-elles été légitimées à la fois devant le public interne et devant le public externe ?



### *Troisième étape*

Nous nous intéresserons à la façon avec laquelle le Kremlin a géré ces crises. Ici, notre objectif est de comprendre dans quels contextes (internes et externes) le problème a été géré par le Kremlin et dans quels contextes les décisions ont été prises par le Kremlin. Nous avons l'intention de mettre ici en relief ce qui a le plus influencé le développement du narratif officiel, et en conséquence de comprendre pourquoi le Kremlin a ainsi géré ces crises (en étudiant les contextes internes et externes dans lesquels les décisions ont été prises, et qui ont pu avoir une influence sur le développement du discours par les officiels). Pour ce faire, nous nous intéresserons à l'influence exercée par les partis d'opposition sur la prise de décision, ainsi qu'à différents facteurs tantôt internes (l'intelligentsia russe, l'opinion publique, etc.), tantôt externes.

## 2.2 Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

### 2.2.1 Mise en contexte politique : la crise des gorges de Pankissi (1999-2003)

La crise des gorges de Pankissi dérive du deuxième conflit tchéchène. Les narratifs de l'élite politique russe, à propos des gorges de Pankissi, commencent donc à se former petit à petit depuis le déclenchement de la Seconde Guerre tchéchène alors que des Tchétchènes se mettent à fuir devant l'armée russe pour se réfugier chez les Khistes (descendants des Tchétchènes), lesquels vivent sur le territoire géorgien près de la frontière de la Tchétchénie, dans les gorges de Pankissi.

Dans les relations russo-géorgiennes, la fin des années 1990 et le début de l'an 2000 ont été caractérisés par plusieurs tensions interétatiques, par des rapprochements et des accusations réciproques, ainsi que par des menaces et des intimidations. D'un côté, la Géorgie essayait de renforcer sa souveraineté, exigeant de Moscou de retirer les bases militaires russes de son territoire, et de l'autre côté, la Russie tentait de renforcer son influence dans la région au détriment de la souveraineté géorgienne. Au fond, nous pouvons observer deux moments clés influençant à la fois le développement des narratifs de l'élite politique russe au sujet des gorges de Pankissi et marquant également des sommets de crises relationnelles entre les deux États, soit : les attentats du 11

septembre 2001, puis l'annonce du lancement d'un programme d'assistance militaire par les Américains (*Georgia Train and Equip Program-GTEP*) en février 2002.

En septembre 1999, pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS, les autorités géorgiennes exigent de la Russie de démanteler ses bases militaires du territoire géorgien. Lors du sommet de l'OSCE tenu en novembre 1999 à Istanbul, la Russie a également été appelée à démanteler ses bases militaires du territoire géorgien avant le mois de juillet 2001. Cependant, les autorités russes, après avoir accepté l'Accord d'Istanbul, se traînèrent les pieds, exigeant un temps excessivement long pour le démantèlement des bases russes en Géorgie.<sup>40</sup> En même temps, les autorités russes ont demandé aux autorités géorgiennes d'offrir un espace aérien et de permettre aux troupes russes de contrôler la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie afin de lutter contre les combattants tchétchènes qui s'infiltraient en Russie à partir des gorges de Pankissi. De leur part, les autorités géorgiennes avaient fortement nié la présence de combattants tchétchènes en soutenant que sur leur territoire se trouvent uniquement des réfugiés de guerre.

En réalité, dans les gorges de Pankissi, avec plusieurs centaines de réfugiés se trouvaient aussi des combattants tchétchènes, et même quelques terroristes internationaux. Le refus du côté géorgien s'expliquait principalement par la crainte profonde que le conflit tchétchène puisse s'étendre dans les gorges de Pankissi et déstabiliser la région déjà partiellement sortie du contrôle du pouvoir central. D'un autre côté, permettre à l'armée russe de s'en prendre aux combattants tchétchènes dans les gorges de Pankissi risquait aussi de faire augmenter la présence militaire russe en Géorgie au lieu de la diminuer. Quoi qu'il en soit, les exigences et blâmes réciproques se sont poursuivis jusqu'au 11 septembre 2001.

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont marqué radicalement le tournant géopolitique. Dans les jours qui suivirent, les autorités russes commencent à multiplier les reproches contre Tbilissi (la capitale géorgienne), l'accusant d'héberger des combattants tchétchènes dans les gorges de Pankissi et de Kodori (en Abkhazie). À son tour, Tbilissi continua de nier l'existence de combattants tchétchènes sur son territoire et, une fois de plus, rejeta la requête des Russes de pouvoir mener des opérations militaires conjointes dans les gorges de

---

<sup>40</sup> Il convient de noter qu'en 2007, le démantèlement des bases militaires russes avait été réalisé seulement en cinq mois, contrairement à la période (s'étendant sur plusieurs années) exigée auparavant par les autorités russes.

Pankissi, avec pour résultat final qu'aucun accord ne fut conclu. Le gouvernement géorgien fut d'abord accusé de tolérance à l'égard du terrorisme<sup>41</sup>, et il a été plus tard présenté comme complice des terroristes internationaux, portant ainsi atteinte à son image et à sa réputation sur la scène internationale, notamment l'image d'une Géorgie devenue une enclave terroriste. Au fond, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et la réaction américaine à ces attentats ont donné aux autorités russes (du moins à leurs yeux) une certaine légitimité pour menacer et faire ouvertement pression contre la Géorgie.

Au mois d'octobre 2001, le Kremlin commence à affirmer que la Géorgie n'est pas capable d'éradiquer le terrorisme à elle seule, et qu'il faut donc l'assister. Toutefois, le Kremlin est à la fois clair et ferme sur le fait que la Russie est la mieux placée pour réaliser une telle éradication. Cette formulation est en quelque sorte la « réaction logique » liée à cette déclaration des autorités géorgiennes qui se disent prêtes à permettre aux Américains d'utiliser leur territoire pour la lutte antiterroriste.

Il convient ici de se rappeler une bavure commise par certaines des autorités géorgiennes, provoquant des combats dans les gorges de Kodori (faisant partie de l'Abkhazie, la région sécessionniste géorgienne)<sup>42</sup> lors de l'absence de Chevardnadze en visite officielle à Washington : deux ministres ont pris à leur gré l'initiative d'envoyer des combattants tchéchènes et des soldats géorgiens du ministère de l'Intérieur dans les gorges de Kodori contre les Abkhazes.<sup>43</sup>

Le 11 octobre 2001, la Douma d'État a voté une motion accusant le gouvernement géorgien d'être de « connivence avec les terroristes tchéchènes et de refuser de prendre des mesures sévères contre les bandits qui font leurs préparatifs sur le territoire géorgien » (O'Loughlin et coll., 2004a : 11). Il faut également noter que malgré la position officielle russe concernant le respect de l'intégrité et de la souveraineté de la Géorgie, Moscou avait réactivé en parallèle ses relations et son soutien

---

<sup>41</sup> Civil.ge (8 octobre 2001); Russia Accuses Georgia In Tolerance Towards Terrorists. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=333&search=>>.

<sup>42</sup> Les gorges de Kodori font partie de l'Abkhazie, la région sécessionniste géorgienne. Jusqu'au conflit russo-géorgien d'août 2008, les gorges de Kodori ont été contrôlées par le gouvernement géorgien, désignées comme Haute Abkhazie.

<sup>43</sup> Civil.ge (9 octobre 2001), *What's Happening in Abkhazia*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=346&search=>>.

avec les régions séparatistes géorgiennes.<sup>44</sup> Entre-temps, de son côté, la Géorgie continua d'insister pour que la Russie démantèle ses bases militaires de l'Abkhazie : le 12 octobre 2001, le Parlement géorgien a voté en faveur du retrait de l'Abkhazie des forces de maintien de paix de la CÉI, et la Géorgie menaçait également de quitter la CÉI.

Ces événements ont été suivis par la violation de l'espace aérien et par des bombardements des gorges de Pankissi (bombardements toujours niés par les autorités russes) ainsi que par des coupures d'électricité et de gaz naturel, le tout chapeauté par des menaces d'intervention militaire. Il en résulta que la Géorgie commença à se montrer plus favorable au prolongement du mandat des forces russes de maintien de la paix, mandat que la Russie, à son tour, se montra prête à modifier.<sup>45</sup>

Le mois de février 2002 arrive avec une nouvelle vague d'accusations contre la Géorgie. Pour dramatiser davantage la situation, les autorités russes passent à un autre niveau, plus élevé, présentant des menaces et un danger du côté géorgien, accusant la Géorgie non seulement d'héberger des terroristes internationaux, mais aussi l'homme le plus recherché par les États-Unis : Oussama ben Laden.<sup>46</sup>

Il en résulte qu'après toutes ces déclarations, ces accusations continuelles contre la Géorgie, ces violations aériennes par les Russes, le 27 février 2002 vit la mise en place d'un programme d'assistance militaire annoncée par les Américains (GTEP). Ce programme prévoyait d'aider la Géorgie (avec un budget de 64 millions de dollars pour les seules années 2002 et 2003) et

---

<sup>44</sup> Par exemple, en février 2001, a eu lieu la « rencontre des quatre » (comme Illarionov l'a appelée) entre, d'un côté, un représentant des services secrets de la Russie, et de l'autre, les trois leaders de l'Ossétie du Sud les plus radicaux (Edouard Kokoïty, Alan Chochiyev et Gerasim Khugaev). L'objectif était de choisir un candidat dans le but de priver de la victoire le président de l'Ossétie du Sud sortant (Lioudvig Tchibirov) à l'élection présidentielle prévue pour la fin de l'automne de la même année. Avec pour résultat qu'en décembre 2001, Kokoïty (avec l'appui russe) est élu au poste de président de l'Ossétie du Sud, et qu'en mars 2002, le Parlement de l'Ossétie du Sud (sous l'influence de Kokoïty) adopte la résolution demandant à la Russie de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'intégrer à la Fédération de la Russie (Illarionov, 2009 : 51-52).

<sup>45</sup> Civil.ge (20 décembre 2001), *Russian Defense Minister Blames Georgia Again*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=908&search=> >.

<sup>46</sup> Civil.ge (16 février 2002), *Russian Foreign Minister Talks about Bin-Laden's Possible Presence in Pankisi*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1242&search=> >; Civil.ge (18 février 2002), *Shevardnadze Jokes on Russian Foreign Minister's Statement on Bin-Laden*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1252&search=> >. Civil.ge (19 février 2002), *Russia Continues Supposing Bin-Laden's Possible Presence in Pankisi*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1257&search=> >.

comportait la présence de 150 à 200 instructeurs américains (Areshidze, 2002). La réaction de Poutine fut assez modérée : pour lui, la présence militaire américaine « n'est pas une tragédie » ; toutefois, la plupart des responsables russes étaient moins détendus comparativement à ce que laissait paraître Poutine.

Le 28 février, au lendemain de l'annonce des Américains, Dmitri Rogozine (le président du comité de la Douma d'État pour les Affaires étrangères) déclare que le 5 mars la Douma va débattre la situation concernant la Géorgie. Parmi plusieurs questions, la possibilité de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie avait été mise à l'ordre du jour.<sup>47</sup> Et encore une fois, le côté géorgien interprète l'attitude russe comme une agression ouverte contre la Géorgie en réaction à l'assistance américaine.

Durant le mois de mars 2002, la Douma adopte deux résolutions sur la Géorgie. Dans une première résolution, la Douma exprime d'abord son inquiétude concernant la situation alarmante en Abkhazie et en Ossétie du Sud, anticipant le déclenchement de conflits sur ces territoires sécessionnistes. Adoptée à l'unanimité, la seconde résolution propose au Président de la Russie de soulever la question de s'impliquer dans l'opération antiterroriste dans les gorges de Pankissi.<sup>48</sup> De son côté, à la mi-mars 2002, Chevardnadze déclara officiellement que la Géorgie avait l'intention de se joindre à l'OTAN et à l'UE.

Durant l'été 2002, la Russie entame des préparatifs pour la distribution massive de passeports russes pour les résidents des régions séparatistes géorgiennes. Le mois d'août 2002 a d'abord été marqué par le bombardement des gorges de Pankissi par l'aviation russe (le 6 août), puis par de sérieuses menaces d'intervention militaire dans la vallée de Pankissi, déclarant que la Géorgie était une « enclave de terrorisme ».<sup>49</sup> En réponse, les autorités géorgiennes entamèrent une vaste opération visant à expulser les combattants tchétchènes réfugiés dans les gorges de Pankissi.

---

<sup>47</sup> Civil.ge (28 février 2002), *Russian Duma Committee to Discuss Possibility of Recognizing Sovereignty of Abkhazia*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1372&search=> >.

<sup>48</sup> Civil.ge (23 mars 2002), *Russian Parliament Adopts One More Resolution on Georgia*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1624&search=> >.

<sup>49</sup> Civil.ge (24 août 2002), *Kremlin Says Georgia an "Enclave of Terrorism"*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=2549&search=> >.

Le 11 septembre 2002, à Sotchi, lors de la commémoration des attentats du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine (se référant à l'article 51 de la Charte des Nations Unies) évoque le droit à l'autodéfense dans le cas où la Géorgie ne mettrait pas fin aux activités des bandits et aux attaques sur différentes régions de la Russie (Poutine, 2002c), le tout étant accompagné d'une puissante campagne anti-géorgienne par les médias russes.

En somme, le discours de Poutine du 11 septembre 2002 a été vu par Tbilissi comme un ultimatum contre la Géorgie. Le 13 septembre 2002, Chevardnadze envoie une lettre ouverte à Poutine dans laquelle il déclare qu'il est prêt pour une rencontre afin de discuter de tous les problèmes qui empêchent d'établir des relations plus cordiales entre les deux États. Entre autres, Chevardnadze a accusé « certains cercles russes » de vouloir créer « un stéréotype de la Géorgie en tant qu'ennemie » et à entraîner Tbilissi dans un conflit avec la Russie dans le but de « semer une perpétuelle hostilité entre les peuples géorgien et tchéchène » (Chevardnadze, 2002).

Le 6 octobre 2002, suite à une rencontre de deux chefs d'État à Chisinau en Moldavie, Poutine s'est montré plutôt satisfait (Poutine, 2002e). De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères déclare que la Russie n'a pas l'intention d'user de sanctions contre la Géorgie (Ivanov, 2002c). Le 9 décembre 2002, Poutine déclare une fois de plus qu'il voudrait remercier Chevardnadze pour ses actions décisives dans la lutte contre le terrorisme (Poutine, 2002f). Tout laissait à croire que les tensions entre les deux États s'étaient atténuées ; toutefois, très tôt, une nouvelle série de tensions (liées à la Loi russe sur la citoyenneté) commence à entraver les relations russo-géorgiennes. Cette fois-ci, c'est la Géorgie qui montre son mécontentement. Tbilissi recommence à exiger le démantèlement des bases militaires russes de son territoire et demande de le faire sur une période de trois ans. Comme auparavant, les autorités russes demandent du temps : jusqu'en 2014, c'est-à-dire environ 11 ans. En même temps, en juillet 2003, Moscou met fin à l'embargo international (imposé depuis 1993) contre l'Abkhazie. En somme, les tensions ont continué à fluctuer entre les deux États jusqu'à la fin de 2003, des tensions accompagnées de temps à autre par des sabotages des réseaux énergétiques approvisionnant la Géorgie et des violations de son espace aérien.

En novembre 2003, la *Révolution des roses* met fin temporairement aux tensions entre les deux États. Les Russes observent avec intérêt l'évolution de la situation en Géorgie, en espérant que son nouveau dirigeant soit plus favorable à leurs exigences.

### 2.2.2 Le narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Pour les communistes, tous les problèmes entravant les relations interétatiques prennent leurs sources dans le « globalisme »<sup>50</sup> mené par les Américains. Peu importe qu'il s'agisse des relations conflictuelles russo-géorgiennes, de la coalition antiterroriste en Afghanistan, de l'invasion de l'Irak, des conflits dans les Balkans ou des événements du 11 septembre 2001 : tout est relié au « globalisme » à l'américaine. En conséquence, la description de la situation, les raisons de la crise, les intérêts nationaux, les calculs stratégiques et les solutions proposées par les communistes découlent d'une telle vision des choses. De ce fait, la Géorgie comme telle n'est pas vraiment un problème pour les communistes : passant à l'arrière-plan, la Géorgie fait partie d'un problème plus global que les « forces les plus ténébreuses du monde »<sup>51</sup> sont en train de causer (Ziouganov, 2001h).

Utilisant des prémisses similaires à celles des autres narratifs géopolitiques, le narratif du KPRF avance également que Chevardnadze a perdu le contrôle de base en Géorgie et conduit le pays dans « l'inconnu » (Ziouganov, 2001d). L'aide demandée aux Américains n'est rien d'autre qu'une garde supplémentaire pour la sécurité personnelle de Chevardnadze (Ziouganov, 2002c). De plus, très similaire au narratif du LDPR, le narratif du KPRF avance également que Chevardnadze envisage de régler le problème abkhaze à l'aide de l'armée américaine (Ilyukhin, 1999).

Les communistes, plus que les autres partis politiques russes, sont là pour restaurer « l'Union » dans ses anciennes frontières. Ils militaient de longue date pour l'union de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus, incluant aussi le Kazakhstan. Pour les communistes, la menace au niveau régional s'exprime avant tout par la présence des militaires américains près des frontières russes. De ce fait, l'aide américaine à la Géorgie pour combattre le terrorisme avait été vue avant tout comme un prétexte pour renforcer la présence américaine dans la région près des frontières russes

---

<sup>50</sup> G. Ziouganov, dans son article intitulé *Chelovechestvo pered viborom (Humanité devant un choix)* publié le 18 décembre 2001 dans le journal *Zavtra*, emploie constamment le terme « globalisme » et « globalizatsia » en référence à la mondialisation « imposée à toute l'humanité par les Américains » ou à « la formation du nouvel ordre mondial » également présenté comme « le stade suprême de l'impérialisme » (Ziouganov, 2001h). Le même terme a été employé par Ziouganov dans un autre article publié dans le même journal le 14 janvier 2003 (Ziouganov, 2003a).

<sup>51</sup> Une autre métaphore (aussi abstraite que délocalisée) employée par Ziouganov en référence au « globalisme à l'américaine » (Ziouganov, 2001h).

(Ziouganov, 2002a). D'après le leader du KPRF, « ainsi s'achève l'encerclement stratégique de la Russie » (Ziouganov, 2002d).

Au niveau global, les communistes évoquent le danger provenant du « fascisme technétronique », voire du « fascisme libéral »<sup>52</sup> imposé par les États-Unis à toute l'humanité (Glazev, 1999; 2003). Ainsi, toutes sortes de métaphores « créées » sont employées pour décrire la menace : non seulement pour la Russie, mais aussi pour tout le monde. Le « fascisme technétronique », le « fascisme libéral », les « créateurs du nouvel ordre mondial », les « prédateurs impérialistes », l'« oligarchie financière mondiale », le « globalisme à l'américaine », etc. réfèrent sans aucun doute à une menace globale, mais avec toutefois une référence claire adressée aux États-Unis et à l'impérialisme américain (Ziouganov, 2001h ; Glazev, 1999).

Pour les communistes, les principaux « malfaiteurs » sont les Occidentaux, notamment les Américains, qui sont représentés comme les fauteurs de l'injustice à travers le monde entier. Par exemple, anticipant la guerre des États-Unis contre l'Irak, G. Ziouganov déclare :

[...] les États-Unis ont complètement laissé tomber leur masque de « combattants contre le terrorisme international ». Leur véritable objectif est la guerre, l'occupation de l'Irak et en conséquence la saisie de la région pétrolière la plus riche du golfe Persique. Nous parlons des pas dangereux pour l'établissement de la domination du monde du côté du capital spéculatif cosmopolite, fondé sur la puissance militaire des États-Unis. Les États-Unis ont déjà occupé les Balkans. Ils ont envahi l'Asie centrale et le Caucase. Leurs troupes vont bientôt apparaître dans les États baltes. Maintenant, ils veulent asservir le Moyen-Orient, détruisant définitivement la structure du monde d'après-guerre, suite à l'accord de paix (Ziouganov, 2002f).

De même, pour Sergueï Glazev :

Un nouvel ordre politico-économique se forme avec les diktats de l'oligarchie financière internationale ayant leur centre aux États-Unis. [...] Aujourd'hui, la position stratégique des États-Unis consiste dans la rupture de fondations irrévocables de tous les autres pays, dans la soumission à leur volonté politique et aux leviers économiques du centre unitaire financier et fiscal. [...] l'élite de l'Occident dans le troisième millénaire aspire à établir une dictature dans le monde entier, sous laquelle toutes les manifestations de l'opposition politique et de l'identité nationale seraient impitoyablement punies [...] (Glazev, 1999).

Selon les communistes, même si le monde d'aujourd'hui est interconnecté, et même si la mondialisation est un processus naturel, les Américains voient la mondialisation comme une « Pax Americana » où le G7 commandera et l'OTAN dirigera tout. Les États qui ne seront pas aimés

<sup>52</sup>

Les termes avaient été employés par Sergueï Glazev (Glazev, 1999 ; Glazev, 2003).



par les Américains seront donc soumis à des raids ou seront déclarés « États voyous » (Ziuganov, 2001b ; 2001f).

**Tableau 2.1** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du KPRF</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Poutine est un fidèle successeur d'Eltchine; le Kremlin ne défend pas les intérêts nationaux de la Russie; le Kremlin n'a pas de position ferme à l'égard de la situation en Géorgie.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le fait principal : expression du globalisme à l'américaine; les Américains veulent déstabiliser le Caucase. Le fait secondaire : Chevardnadze a perdu le contrôle en Géorgie. Les gorges de Pankissi font partie de la Géorgie, mais sont hors du contrôle de pouvoir central. Double menace interreliée. <b>La menace au niveau régional</b> : présence des militaires américains près des frontières russes; Chevardnadze envisage de régler le problème abkhaze à l'aide de l'armée américaine. <b>La menace au niveau globale</b> : ce qui se passe en Géorgie est une expression du globalisme à l'américaine. <b>Autre</b> : la Géorgie est plutôt un pion, un joueur de second plan dans le « grand jeu » américain.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	Acteurs de premier plan : les Américains sont les fauteurs de l'injustice à travers le monde; les prédateurs impérialistes; les créateurs du nouvel ordre mondial. Acteur du second plan : Chevardnadze. L'expansion américaine à travers le monde; la globalisation à l'américaine; le principal objectif des « prédateurs impérialistes » est la domination économique sur le reste de l'humanité et l'exploitation du travail et des ressources naturelles pour leurs propres intérêts.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Restaurer « l'Union » dans ses anciennes frontières; créer l'union de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus, incluant aussi le Kazakhstan; ne pas permettre le déploiement des troupes de l'OTAN dans le Caucase (et près des frontières de la Russie); clairement revendiquer les intérêts de la Russie dans le Caucase (et sur tout l'ancien espace soviétique).
Justifications		Les États-Unis veulent établir leur hégémonie sur le monde entier; tout ce qui se passe en Géorgie est l'expression de l'expansion de l'hégémonie américaine dans le monde entier; la sécurité de la Russie est menacée; sans la Russie les Américains ne vont pas aider la Géorgie à résoudre ses problèmes, y compris le problème de la lutte contre le terrorisme.
Image de soi (Russie)		La Russie est un pays eurasiatique; la Russie a son propre destin, sa propre histoire, son propre caractère, ses propres intérêts nationaux qui ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts de l'Occident; la Russie doit être un partenaire égal et respecté par l'Occident; la Russie est le garant de la paix au Moyen-Orient, au Caucase et dans les Balkans; la nation russe est une nation libératrice; la mission de la Russie est de se sauver et sauver le monde du globalisme à l'américaine.

Pour rendre la profondeur et l'ampleur de leur narratif plus claires et accessibles à tout le monde (et notamment à l'électorat communiste), fidèles à leur style de communication propagandiste de l'ère communiste, les représentants de ce narratif géopolitique emploient plusieurs métaphores et

analogies tout aussi créatives qu'extravagantes (liées au fascisme, à l'exploitation d'une classe par une autre, aux capitalistes et leurs objectifs cachés, etc.). En bref, donc, des thèmes et des métaphores de l'ère communiste adaptés à la nouvelle réalité.

L'une des métaphores est celle du « milliard d'or ».<sup>53</sup> Cette métaphore devint la pierre angulaire de la « *mirovozrenie* » (vision du monde) des communistes postsoviétiques au début du nouveau millénaire (une sorte de Constitution dont découlent toutes les explications et les remèdes relatifs aux politiques internes et internationales). Le « milliard d'or » fait référence au milliard de personnes (environ) vivant dans les pays occidentaux, c'est-à-dire au milliard d'Occidentaux accusés de consommer les trois quarts de ce que produit la population mondiale et de laisser le reste du monde dans la pauvreté et la misère. Ainsi, pour les communistes, les sources de l'extrémisme et du terrorisme international se situent dans l'injustice, l'humiliation et la pauvreté qui règnent sur la planète (Ziouganov, 2001c8). Le « milliard d'or » veut donc vivre et prospérer, tandis que le reste devrait le servir. C'est ainsi que « se construit le Nouveau Monde – dur, cruel, avec le fouet du maître » (Ziouganov, 2002j ; 2001h ; 2000b).

De ce fait, les événements du 11 septembre 2001 ne sont rien que l'expression de cette injustice. Par exemple, Ilyukhin explique les événements du 11 septembre par la « politique de terrorisme d'État » menée par les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN, ainsi que par le diktat et l'établissement de leur domination du monde, là même où celui-ci a accumulé beaucoup d'injustices alimentées par les États-Unis (Ilyukhin, 2001a). En somme, toutes les explications conduisent vers une conclusion : le désir du bloc atlantique nord (avec les États-Unis en tête) d'établir leur hégémonie sur le monde entier. Dans ce prisme, Ben Laden et les terroristes internationaux avaient été créés par les Américains pour combattre l'armée soviétique en Afghanistan, lesquels à cette époque avaient été présentés comme étant les combattants pour la liberté (Ziouganov, 2001c).

---

<sup>53</sup> En 1999, le terme a été popularisé par le politologue et journaliste Sergueï Kara-Murza. Selon lui, les pays développés, en maintenant leurs populations à des niveaux élevés de consommation, auront tendance à recourir aux mesures politiques, militaires et économiques dans le but de maintenir le reste du monde dans un état industriel peu développé, comme un appendice de matières premières, de déchets dangereux en zone de déversement et une source de main-d'œuvre pas chère (Kara-Murza S. [1999], *Le concept de « milliard d'or » et le nouvel ordre mondial*).

Les communistes affirment que les Américains conçoivent leurs politiques de manière à asservir à la base les ressources entières de la planète, y compris les finances et l'information, et à dicter leurs conditions à l'ensemble du monde (Ziouganov, 2002d). De ce fait, dans le narratif du KPRF du début de troisième millénaire, la Géorgie est plutôt un pion, un joueur de second plan, voire une victime (surtout le peuple géorgien) dans le « grand jeu » américain. Tout ce qui se passe en Géorgie est tout simplement « l'un des anneaux de cette offensive totale » des Américains exprimée par leur expansion dans le monde entier. Conséquemment, pour les communistes, la sécurité de l'ensemble de la Russie est aussi à risque, en soutenant que le rôle de la Russie dans ledit « grand jeu » américain se limite au rôle du « chariot des matières premières et du *Spetsnaz* (*Régiment russe d'opérations spéciales*) » dans la guerre contre le monde islamique et la civilisation chinoise (Ilyukhin, 2001b ; Ziouganov, 2002i ; 2001g ; 2002a ; 2002c).

De ce fait, avec une telle ligne de pensée, les communistes se donnent une certaine légitimité à la fois logique, mais aussi morale de prétendre au besoin imminent d'une mission spéciale pour la Russie : pour se sauver non seulement elle-même, mais aussi le monde du « globalisme à l'américaine » (Ziouganov, 2001h). Cela explique aussi le point de vue des communistes concernant l'expansion de l'OTAN, que ceux-ci associent à l'émergence de la plus grave menace militaire pour la Russie depuis l'attaque de l'Allemagne nazie en 1941 (Melnikov, 2002 ; Ziouganov, 2002h ; 2002g ; 2000a).

À l'opposé du narratif du LDPR (qui insiste sur les actions plus immédiates et plus concrètes), on trouve dans le narratif du KPRF davantage d'explications et de blâmes que de mesures concrètes à prendre. Toutefois, il y a certains faits contre lesquels les communistes apportent une mise en garde. Premièrement, on affirme que le gouvernement russe devrait depuis longtemps revendiquer de façon claire que la Russie a des intérêts propres non seulement dans le Caucase, mais aussi dans tout l'ancien espace soviétique. En conséquence de quoi, il ne faut pas permettre le déploiement de troupes de l'OTAN dans le Caucase. En même temps, les communistes ne sont vraiment pas en faveur d'actions de force contre la Géorgie et se limitant principalement aux appels faits au Kremlin pour défendre les intérêts nationaux de la Russie (Ziouganov, 2002a). À cet égard, les propos suivants de Seleznev méritent d'être cités :

Je ne suis pas d'accord ici avec la déclaration du général Ivachov selon qui les anciens officiers soviétiques s'affronteront. Que veut dire cela ? Donc la guerre ? Personne ne va pas affronter

personne. Mais si les officiers géorgiens et les officiers russes vont quand même affronter les uns aux autres, alors les *boeviki* ne pourront se retirer nulle part. [...] La Douma d'État est très préoccupée par le problème de l'intégrité territoriale de la Géorgie. Nous voulons que la Géorgie soit un fort, puissant et amical État envers la Russie (Seleznev, 2002).

Pour ce qui est de l'image de la Russie et du monde, pour les communistes, la Russie est avant tout présentée comme un pays eurasiatique, mais aussi comme l'un des pays potentiellement les plus riches dans le monde. En même temps, selon les communistes, la Russie a son propre destin, sa propre histoire, son propre caractère, ainsi que ses propres intérêts nationaux, lesquels ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts de l'Occident. Malgré cela, les communistes n'envisagent pas de confronter l'Occident et voient plutôt leur pays comme un partenaire égal et respecté par l'Occident (Ziouganov, 2001g).

Pour les communistes, sans la Russie, il n'y aura pas de paix ni au Moyen-Orient, ni au Caucase, ni dans les Balkans. La mission historique de la Russie a toujours été d'apaiser les conflits et de stabiliser ces régions (Ziouganov, 2002b). De ce fait, pour les communistes, il n'est pas possible de résoudre quelque problème important que ce soit sans la participation de la Russie (Ziouganov, 2001b). Suivant la même ligne de pensée similaire au narratif du LDPR, la nation russe est vue comme la nation libératrice qui, à trois reprises, a couvert l'Europe d'invasions et de troubles (Ziouganov, 2002j).

Quant au Kremlin, les communistes sont très sceptiques à l'endroit de ce dernier, en lui reprochant notamment de ne pas défendre les intérêts nationaux de la Russie et de ne pas afficher une position ferme par rapport à l'ancien espace soviétique, y compris par rapport à la situation en Géorgie. C'est ainsi que s'était exprimé Melnikov : soutenant que la politique étrangère russe a depuis longtemps cessé d'être indépendante et respectée, et qu'on écoute le point de vue de la Russie uniquement par politesse diplomatique et aussi longtemps que son point de vue ne va pas contre les intérêts des États-Unis et de ses partenaires (Melnikov, 2002). Ziouganov est allé même plus loin à la fin de l'année 1999, accusant le Kremlin d'être contrôlé par le Président Clinton (Ziouganov, 1999). Pour les communistes, le chemin creusé par Gorbatchev et Eltsine ne conduit nulle part. Et en ce qui concerne Poutine, il est avant tout vu comme un « fidèle successeur » de Gorbatchev et d'Eltsine, mais aussi comme un « jouet » dans les mains des États-Unis (Ziouganov, 2002e ; 2002i ; 2002d ; 2002g).

### 2.2.3 Le narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Avant d'entamer l'analyse du narratif géopolitique du LDPR, il faut identifier quelques particularités propres à ce parti politique, et notamment à son leader.

Première particularité, il faut noter que le rôle souvent joué par Vladimir Jirinovski dans le paysage politique russe est davantage digne du rôle d'un clown que du leader de l'un des plus grands et plus anciens partis politiques russes. On l'a accusé à maintes reprises d'être un faux opposant du Kremlin, et son parti a souvent été décrit comme étant le résultat de la création d'un parti « d'opposition de poche », déjà au moment de l'effondrement de l'URSS. Toutefois, il faut remarquer que parfois, Jirinovski joue un rôle important, même prédominant dans le processus de formulation des réponses stratégiques pour un problème donné<sup>54</sup>. Nous pouvons constater que souvent, lors des décisions prises par le Kremlin, avant même que ce dernier l'annonce publiquement, c'est le leader du LDPR qui propose une solution ou une action à prendre. Il joue en quelque sorte un rôle de fou du roi, celui qui peut tout dire au Chef d'État sous forme de blagues et de prédictions, et de ce fait passer des messages importants à la classe politique dominante. Évidemment, il est difficile de déterminer l'impact réel de ses messages, à part celui de s'apercevoir par la suite que dans les solutions optées par le Kremlin, on y retrouve une bonne partie des actions proposées par le leader du LDPR. D'ailleurs à plusieurs reprises, Vladimir Volfovitch a justement été accusé pour une telle pratique. « Admirateur » des actions très sévères (*jestkie*)<sup>55</sup>, de moyens pour passer ses messages, Jirinovski avait souvent recours à des pitreries et exagérations souvent très abstraites, extravagantes, scandaleuses, voire immorales. Il aime argumenter (allant même jusqu'à déclencher la bagarre, en direct devant les caméras, contre ses adversaires politiques) et répondre aux questions avec des phrases simples, assez courtes, qu'il faut saisir pour comprendre.

Une autre particularité réside dans le fait qu'il n'y a vraiment pas de contribution collective (au moins à un certain niveau) de la part des autres membres du LDPR dans la construction des narratifs, comme c'est le cas dans les autres narratifs. Les narratifs du LDPR sont largement

<sup>54</sup> Voir plus de détails sur la partie relative au LDPR et son leader dans le chapitre relatif à la vie politique russe.

<sup>55</sup> Par exemple, on se souvient que pour régler le « problème tchéchène » (durant la Seconde Guerre de Tchétchénie), Jirinovski proposait la destruction totale (aucune négociation) avec « l'arme la plus terrible » (Jirinovski, 1999c), y compris l'arme nucléaire (Jirinovski, 1999b).

dominés par les idées de son leader. De ce fait, quant au narratif du LDPR, il est tout à fait approprié de l'appeler « le narratif de Jirinovski ».

Au moment même où commence le second conflit tchéchène, le LDPR et son leader (notamment) commencent à mettre sur table le fait que les « *boeviki* » (combattants) s'infiltrèrent en Tchétchénie à partir de la Turquie à travers le territoire géorgien (Jirinovski, 1999b). Jirinovski présentait la Géorgie comme faisant partie d'une région où il y a toujours des conflits et des coups d'État (Jirinovski, 2001e). Selon Jirinovski, là où on y trouve du pétrole, on y retrouve toujours l'instabilité et la guerre.<sup>56</sup> Le danger immédiat pour la Russie réside dans le fait que le « sang et la violence » attendent la Géorgie, ce qui par la suite sera transmis à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan. En conséquence, la Russie aura un « énorme Afghanistan » près de ses frontières. En faisant l'analogie avec l'Afghanistan, Jirinovski souligne la source constante de l'instabilité et des menaces. Selon lui, tout cela est inclus dans les plans de certaines forces occidentales antirusse (Jirinovski, 2001e).

Dans le narratif du LDPR, Édouard Chevardnadze est présenté comme un grand perdant (notamment de la guerre froide), quelqu'un qui perd toutes les élections, contrôlant seulement la capitale, vauté dans l'agonie et prêt à réclamer l'aide de toutes sortes de bandits et, de ce fait, à faire « sombrer sa patrie dans le sang » afin de demeurer au pouvoir ne serait-ce que quelques jours (Jirinovski, 2001d). La demande géorgienne de démanteler les bases militaires russes a été présentée par Jirinovski comme le signe du début d'une catastrophe humaine. Selon Jirinovski, la Russie sera obligée d'évacuer ses bases militaires de la Géorgie (une évacuation que le gouvernement géorgien exigeait depuis 1999), mais qu'en raison de la difficulté de retirer toutes les armes, celles-ci tomberont entre les mains des guérillas locales. De ce fait, la Russie elle-même armera les « talibans géorgiens » et elle héritera d'une zone de conflit à ses frontières (Jirinovski, 2001e). Pour éviter une telle catastrophe, Jirinovski propose tout simplement d'imiter les actions américaines contre la lutte antiterroriste, déclarant que :

[...] nous pouvons exiger l'élimination de certains gangs d'extrémistes dans le nord de la Géorgie. Notre situation est la même. L'Afghanistan est notre Tchétchénie, et le Pakistan c'est la Géorgie (Jirinovski, 2002a).

---

<sup>56</sup>

Dans le cas de la Géorgie, il n'y a pas de pétrole, mais la Géorgie fait partie d'une région où il y en a.

En septembre 2002, lorsque la crise relationnelle entre les deux États atteint son nouveau sommet, Jirinovski s'exprime de nouveau pour expliquer aux Russes et au monde entier que la situation devient très alarmante, et donc qu'une catastrophe se prépare, dénonçant l'existence de la menace constante à la sécurité de la Russie. Décrivant la situation entourant les gorges de Pankissi en usant d'un vocabulaire des plus alarmant, Jirinovski la qualifie comme étant « d'avant-guerre ou même de guerre ». Pour Jirinovski, sous la présidence de Chevardnadze, la Géorgie, en tant qu'État, n'existe plus, devenant un foyer de tension pour la Russie et pour le monde entier. Riche dans ses analogies et ses expressions qualificatives, Jirinovski n'hésite pas à établir l'analogie entre la Géorgie de Chevardnadze et l'Allemagne nazie (Jirinovski, 2002f).

Ce que Chevardnadze fait dépasse toutes les limites. C'est lui qui est le principal responsable de ce qui s'est passé. [...] C'est la seule région dans le monde qui utilise ouvertement les combattants, les extrémistes, les fanatiques religieux pour attaquer la Russie (Jirinovski, 2002f).

Il faut dire là-dessus que Leonid Sloutski (un autre poids lourd du LDPR et un fréquent commentateur) est plus prudent que son chef et qu'il hésite à accuser le gouvernement géorgien de bénéficier du soutien du terrorisme international.

Je ne dirais pas, de façon aussi catégorique, que la Géorgie soutient le terrorisme international. La situation dans les gorges de Pankissi, et non seulement là-bas, est trop négligée et délaissée. Et si nos collègues géorgiens (...) avaient admis le fait que dans les gorges de Pankissi se trouvent les éléments indésirables, il aurait été beaucoup plus facile de prendre des mesures concrètes communes avec des résultats concrets pour éliminer ces éléments indésirables ou pour leur expulsion du territoire de la Géorgie (Sloutski, 2002a).

Aussi banal que cela puisse paraître, le narratif du LDPR présentait Chevardnadze comme étant la seule et principale source de malheur de tous les problèmes entravant les relations russo-géorgiennes. Diabolisant à l'extrême la personnalité de Chevardnadze, le LDPR tenait ce dernier et son entourage immédiat (et non pas le peuple géorgien) responsables de tout ce qui se passe entre la Géorgie et la Russie (Jirinovski, 2002f). En présentant également Chevardnadze comme un criminel d'État, Jirinovski prédisait en grande pompe que dans un proche avenir, Chevardnadze serait l'objet d'un coup d'État dans lequel il sera détruit (Jirinovski, 2002f ; 2002e). Jirinovski va même plus loin en déclarant que Chevardnadze sera le principal responsable de la mort de la population géorgienne, en raison du fait qu'il met son pays dans un climat de destruction appréhendée (Jirinovski, 2002f).

Pour ce qui est de ses qualités personnelles, Chevardnadze est représenté comme un homme de niveau assez bas, non intellectuel, provenant d'un petit village géorgien, un enseignant typique de village, qui ne comprend rien de ce qu'il fait, et qui pense que pour ses reconnaissances (ou les actes illégaux comme Jirinovski lui-même les appelle), quand il a été le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, les États-Unis vont le couvrir (Jirinovski, 2002f ; 2002e)<sup>57</sup>. Selon le leader du LDPR, c'est justement grâce à cette reconnaissance américaine que la Géorgie n'est pas sur la liste noire, la liste des États terroristes, sinon, elle aurait depuis longtemps été piétinée par les soldats de l'OTAN (Jirinovski, 2002g ; 2002f ; 2002e).

Jirinovski avance également que certains députés géorgiens (par exemple, V. Rcheulshvili, J. Patiashvili et I. Giorgadze), qui s'opposent à la politique de Chevardnadze, expriment l'opinion du peuple géorgien (Jirinovski, 2002f), soulignant de ce fait que c'est Chevardnadze, et non pas le peuple géorgien, qui poursuit une telle politique et une telle ligne de pensée, aggravant les relations entre la Géorgie et la Russie (Jirinovski, 2002f). Jirinovski va même plus loin en accusant la Géorgie et Chevardnadze dans la propagation « de débauche et de corruption » sur le territoire soviétique à l'époque de Gorbatchev, celui-ci étant une autre personne largement et ouvertement détestée par Jirinovski, et souvent insérée ou mentionnée de différentes manières dans le narratif sur la Géorgie) (Jirinovski, 2002f).

L'expression connue de Jirinovski, « pendant 200 ans, vous [la Géorgie] avez profité de nous [la Russie] », est un autre trait principal de typification ou de caractérisation de la Géorgie et des élites politiques géorgiennes (Jirinovski, 2002f). Pour Jirinovski, c'est un ancien problème qui date de 200 ans, mais c'est également une tragédie pour la Géorgie. Ce narratif refait surface presque chaque fois que le leader du LDPR commence à caractériser la Géorgie et ses élites politiques.

À part Chevardnadze, Jirinovski blâme également la géographie. Comme nous l'avons déjà dit précédemment, selon Jirinovski, là où il y a du pétrole (en référence à la région de la mer Caspienne et au Moyen-Orient), il y aura toujours conflit et instabilité (Jirinovski, 2000a). Cette explication nous conduit à un autre protagoniste : les États-Unis dont, toujours selon Jirinovski, l'instabilité

---

<sup>57</sup> Jirinovski l'accuse de plusieurs actes « illégaux » commis en tant que ministre des Affaires étrangères soviétiques, entre autres d'avoir transféré aux États-Unis un énorme espace aquatique du détroit de Béring, d'avoir sorti les troupes soviétiques de l'Allemagne, d'avoir conclu une entente illégale sur le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan, etc. (Jirinovski, 2002f; 2002e).



de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et du Caucase sert leurs intérêts. Pour Jirinovski, en raison des intérêts financiers des Américains, ceux-ci iront là où ils peuvent gagner de l'argent. Étant donné qu'on peut tirer d'énormes profits grâce au pétrole, Jirinovski affirme que les pays recelant d'importantes ressources en pétrole doivent savoir qu'ils peuvent devenir l'objet d'attaques (Jirinovski, 2002g).

Au centre du narratif du LDPR se trouve une vision du monde qui évalue et explique tout ce qui se déroule dans le monde comme un grand complot contre la Russie et les Russes. Conséquemment, la lutte contre le terrorisme international n'est rien d'autre qu'une lutte contre la Russie, une lutte où il n'y aura pas d'attaques directes contre la Russie, mais qui vise à affaiblir la Russie en déclenchant des conflits près de ses frontières (Jirinovski, 2001c).

Contrairement aux communistes (qui voient un complot contre l'humanité et le rôle de la Russie afin de la sauver), Jirinovski met plutôt l'emphasis sur l'aspect géopolitique et projette les choses davantage comme une compétition entre les grandes puissances dans le partage des zones d'influence et la distribution des ressources naturelles (Jirinovski, 2000b ; 2001c ; 2002i). De ce fait, suivant la même ligne de pensée du leader du LDPR, il devient donc inutile d'établir de bonnes relations avec l'OTAN, les États-Unis et l'Europe occidentale dont l'objectif fondamental est de démembrer la Russie (Jirinovski, 2001a). Pour faire face à une telle tendance, Jirinovski propose de prendre des contre-mesures, c'est-à-dire d'imiter les États-Unis et l'OTAN.

Si les troupes de l'OTAN arrivent dans la République tchèque, en Hongrie et en Pologne, nous entrons nos troupes en Transnistrie, en Abkhazie et au Belarus. C'est-à-dire, des mesures de rétorsion. Et peut-être même préventives (Jirinovski, 1999b).

Là où il y a une menace pour nos intérêts nationaux, nous allons faire la même chose que Bush fera. S'il ne va pas bombarder l'Afghanistan, nous n'allons pas entrer nos troupes en Transcaucasie. [...] S'il va bombarder l'Irak, nous allons envoyer nos troupes dans une autre région, en Asie centrale, voilà, ce sont nos intérêts (Jirinovski, 2002j).

Quant aux solutions proposées, à l'opposé du narratif du KPRF, le narratif du LDPR est à la fois plus explicite, mais aussi plus abondant. Par exemple à l'automne 1999, encore au début de la crise, Jirinovski proposait de prendre l'expérience de la scène internationale (en faisant référence à l'occupation du Liban par l'Israël) et d'envoyer l'armée russe sur le territoire géorgien dans le cas où les combattants tchéchènes iraient s'y réfugier (Jirinovski, 1999a). À l'automne 2001, Jirinovski suggérait de prendre des mesures immédiates et de dire à Chevardnadze qu'en ce

moment (parce que plus tard, il sera déjà trop tard), la Russie peut l'aider en obligeant Chevardnadze à accepter la présence militaire russe sur le territoire géorgien (Jirinovski, 2001e).

Durant l'été 2002, pour « motiver » le gouvernement géorgien à « collaborer » avec Moscou, Jirinovski proposait de vendre à la Géorgie l'électricité et le pétrole russes aux prix mondiaux, ainsi que de resserrer davantage le régime de visas et de renvoyer tous les citoyens géorgiens sans visas en Géorgie (Jirinovski, 2002c ; 2002d). Durant l'automne 2002, Jirinovski avance que la seule possibilité de sauver la Géorgie, c'est que Chevardnadze démissionne immédiatement (Jirinovski, 2002f). Et il a également proposé de mener des frappes militaires préventives contre la Géorgie (Jirinovski, 2002g). Finalement, à quelques reprises, Jirinovski projetait un scénario selon lequel la Géorgie serait divisée en sept ou huit régions. Parmi celles-ci, Chevardnadze aurait gouverné seulement Tbilissi, Koutaïssi et Poti, soit environ un cinquième de la Géorgie (Jirinovski, 2002g).

De son côté, Aleksey Mitrofanov, un autre « poids lourd » du LDPR, avançait en printemps 2002 qu'il n'était pas convenable de poser la question de facto de la division de la Géorgie, reconnaissant l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Selon Mitrofanov, la Géorgie entière peut faire partie de la Russie ou d'une « union renouvelée ». Mitrofanov se montrait aussi très sceptique quant à la présence d'instructeurs militaires américains en Géorgie, qualifiant cela de préparation à la « seconde crise des Caraïbes » (en sous-entendant la seconde crise des missiles de Cuba). Selon Mitrofanov, « les Américains seront là pour établir des liens avec les séparatistes tchéchènes et pour les aider » (Mitrofanov, 2002).

Finalement, le narratif du LDPR avait mis de l'avant le droit d'autodéfense conformément à l'article 51 de la Charte de l'ONU, lequel, selon Sloutski, permet d'entamer une opération militaire de poursuite, en cas des attaques contre la Russie (Sloutski, 2002b).

Il est intéressant de constater que l'image de la Russie perçue par le LDPR est celle d'un empire, mais dans le « bon sens » comme l'explique le leader du LDPR. Pour Jirinovski, en effet, la Russie ne peut pas exister en tant que « république démocratique douce, comme la Finlande », et elle ne peut pas non plus rejoindre l'OTAN, parce qu'une telle adhésion serait désastreuse pour la Russie. L'image de la Russie souhaitée par le leader du LDPR est donc celle d'un État fort, puissant,

victorieux et surtout, comme Jirinovski le souligne, d'un « État centralisé, sans aucune fédération, sans aucune république » (Jirinovski, 1999c ; 2002j).

**Tableau 2.2** Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du LDPR</b>
<b>Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise</b>		<b>Plutôt satisfait, mais préfère les mesures et les actions plus sévères.</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les gorges de Pankissi? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Une catastrophe qui se prépare; la situation est avant-guerre, même de guerre; la menace constante provenant de la Géorgie; du territoire géorgien se mène une guerre contre la Russie; « l'Afghanistan est notre Tchétchénie, et le Pakistan c'est la Géorgie ». Les <b>menaces</b> ne viennent pas seulement des gorges de Pankissi, mais avant tout de la Géorgie en général. La menace est au niveau régional avec la dimension mondiale. <b>Analogies/métaphores</b> : Allemagne Nazie; la Russie va avoir un «énorme Afghanistan» près de ses frontières; « Talibans géorgiens ». <b>Autre</b> : le foyer de banditisme et la zone criminelle, devient le pays de transit pour les terroristes internationaux; la Géorgie fait aussi partie d'une région où il y a toujours l'instabilité et la guerre.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Chevardnadze</b> (et son entourage immédiat) : un criminel d'État; la principale source du malheur de tous les problèmes entravant les relations russo-géorgiennes; le gouvernement géorgien veut détacher la Géorgie définitivement de la Russie; Chevardnadze est prêt de faire tout pour rester au pouvoir; l'incapacité de l'État géorgien de gérer ses affaires intérieures. Les <b>Américains</b> : veulent affaiblir la Russie; ils ont besoin de la Géorgie pour bombarder l'Irak et de transformer la Géorgie en leur base militaire. <b>Géographie</b> : où il y a le pétrole, il y a l'instabilité.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Obliger Chevardnadze d'être d'accord sur la présence militaire en Géorgie; augmenter les prix du gaz et du pétrole; serrer davantage le régime de visas; renvoyer tous les Géorgiens habitant la Russie illégalement chez eux; Chevardnadze doit démissionner; frappes préventives; division de Géorgie en plusieurs régions; Modèle à suivre : imiter les Américains (Afghanistan, Irak)
<b>Justifications</b>		La Russie a tout le droit d'intervenir militairement en Géorgie (comme les Américains ont fait en Afghanistan, en Irak)
<b>Image de Russie</b>		Empire; un État fort et centralisé; élargir les frontières de la Russie.

Quant à la critique du Kremlin, en lien avec la crise de la Géorgie et en général, Jirinovski s'est montré plutôt satisfait. Dans son style habituel, il n'hésite pas à dire qu'il est satisfait du Président, soulignant toutefois qu'il préfère quand même les actions plus sévères.

En fin de compte, le narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie de cette période est largement dominé par les perceptions et explications de son leader. C'est un mélange de toutes sortes de scénarios très catastrophiques, souvent même difficilement imaginables. Son principal promoteur, Jirinovski qui souvent ne se soucie même pas du bien-fondé de ses arguments, les lance dans le public à travers les médias russes. Tout y est décrit dans des couleurs à la fois dramatiques, mais

aussi alarmantes, exigeant des actions autant excessives qu'immédiates. Ce narratif ne propose rien de concret, sauf des actions tendant à aggraver davantage la situation. Ce narratif est des plus riche et puissant en métaphores et en analogies (contrairement aux autres narratifs géopolitiques russes), et par conséquent, pour une partie de la population russe, c'est un bon produit de rhétorique. Comme l'opinion publique le montre, la voix de Jirinovski était écoutée lors des moments critiques, et sur plusieurs questions d'importance nationale, il recueillait un soutien considérable parmi la population russe.<sup>58</sup>

#### 2.2.4 Le narratif d'*Iabloko* à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Concernant la description de la situation, le narratif d'*Iabloko* se base sur deux principales prémisses.

Premièrement, le narratif d'*Iabloko* avance que le gouvernement géorgien n'arrive tout simplement pas à contrôler la situation sur certaines parties de son territoire, ce qui permet aux groupements criminels de se déplacer sur celui-ci et de s'infiltrer en Russie (Arbatov, dans Černov, 2001).

Deuxièmement, il a été souligné qu'avant tout, le problème des gorges de Pankissi n'est qu'un des problèmes parmi d'autres problèmes internes auxquels la Russie doit faire face. D'ailleurs, ce problème des gorges de Pankissi n'est pas le problème le plus important. Le narratif d'*Iabloko* suggère que les armes, les terroristes internationaux et les bandits entrent en Tchétchénie de nombreuses autres façons, et non pas seulement à travers les gorges de Pankissi. De plus, il a été également souligné qu'il y a plus de « *boeviki* » en Tchétchénie elle-même et dans les autres régions russes qu'à Pankissi. De ce fait, pour les représentants de ce narratif, dès le début l'intervention militaire (promue par certains politiciens russes) dans les gorges de Pankissi ne pourrait pas être une solution au problème tchéchène. Selon les représentants de ce narratif, cela est plutôt un problème interne de la Russie (la conséquence du conflit tchéchène) dont il est inutile de chercher la solution pour le « problème tchéchène » dans les gorges de Pankissi (Iavlinski, 2002b ; 2002c ; 2002d).

<sup>58</sup>

À ce sujet, voir les résultats des sondages présentés dans le chapitre relatif à la mise en contexte politique.

Pour Iavlinski, le leader d'*Iabloko*, le fait que la Géorgie héberge et donne l'asile politique aux personnes qui s'opposent à l'ordre constitutionnel de la Russie doit être un sujet de débats politiques entre les organes de l'application de la loi des deux États, ainsi qu'entre les deux présidents. Iavlinski déclare également que la Géorgie ne doit pas non plus utiliser ces bandits pour régler ses problèmes internes (Iavlinski, 2002b ; 2002d), et il le montre en affirmant que la Géorgie, qui compte trop sur la communauté internationale, est en train de commettre les mêmes erreurs que la Russie (Iavlinski, 2002d).

Dans le narratif d'*Iabloko* la menace est plutôt perçue comme étant régionale, caractérisant non seulement la Géorgie, mais aussi toute la région. Sur le plan géographique, la Géorgie est présentée comme étant un voisin petit et pauvre de la Russie, aux prises avec de nombreux problèmes (notamment en lien avec ses régions sécessionnistes) et un État défaillant essentiellement en raison de ses propres fautes. La Géorgie n'a pas l'expérience d'un État souverain et indépendant, et l'on y assiste donc à de fortes tendances nationalistes auxquelles le gouvernement géorgien est incapable de faire face. En même temps, la Géorgie est présentée comme faisant partie des intérêts spéciaux de la Russie (Loukine, 2003b). Et sur le plan émotionnel, la Géorgie est présentée comme un pays ami faisant partie du passé commun et de la civilisation russe (« comme notre maison »), une nation proche avec laquelle la « Russie a déjà vécu beaucoup de choses » (Shchekochikhin, 2002 ; Loukine, 2003b ; Iavlinski, 2002b).

Le narratif d'*Iabloko* évoque l'existence de plusieurs protagonistes impliqués dans la crise : l'ancien gouvernement russe (pour les actes commis dans le passé), le gouvernement actuel géorgien (pour ces actions actuelles), la Douma, les personnes responsables de régler le conflit tchéchène, les combattants tchéchènes.

Pour ce qui est du gouvernement géorgien, les représentants de ce narratif soulignent que ses comportements et réactions ne sont pas raisonnables, et accusent l'élite politique géorgienne de l'ignorance du fait que la Russie a des intérêts très particuliers au Caucase dont il faut tenir compte. Un tel comportement inadéquat du gouvernement géorgien s'explique notamment par son manque d'expérience à titre d'État indépendant et souverain, mais aussi par la mauvaise expérience que la Géorgie a vécue dans le passé en relation avec la Russie, notamment en lien avec la crainte des ambitions impériales russes. Conséquemment, les réponses et les décisions de l'élite politique

géorgienne sont vues comme étant basées sur les émotions et loin d'être pragmatiques (Loukine, 2003a). Au demeurant, au lieu de se doter d'une vraie stratégie, Chevardnadze donne la préférence aux astuces tactiques et utilise les combattants tchéchènes comme un facteur de force dans la politique intérieure au lieu de les extraditer vers la Russie (Loukine, dans Loukine et Dougine, 2003 ; Iavlinski, 2002f). Comme Loukine l'a expliqué, la Russie n'a tout simplement pas le stimulus pour aider la Géorgie à se sortir de la situation dans laquelle elle se trouve. De plus, Loukine ajoute que parfois, la Russie a tendance à aider ses adversaires, ce qui aggrave davantage la situation (Loukine, 2003a). Enfin, Loukine évoque également la crainte de l'élite politique géorgienne, croyant qu'en cas de rétablissement du contrôle en Tchétchénie, la Russie élèvera la pression contre la Géorgie (Loukine, 2000).

Dans la même ligne de pensée, Alexeï Arbatov avance que l'histoire russo-géorgienne a connu plusieurs problèmes relationnels, notamment des problèmes liés aux régions séparatistes de la Géorgie, où au lieu d'aider la Géorgie à régler ses problèmes, la Russie a toujours tenté de la déstabiliser. De ce fait, suppose Arbatov, l'image de la Russie est perçue de manière assez négative par le public géorgien en général, ainsi que par l'élite politique géorgienne (Arbatov, 2002c).

Troisièmement, le narratif d'*Iabloko* rappelle également que la situation en Géorgie est très critique sur les plans économique, social et politique (les prestations de pension s'élèvent à quelque sept dollars par mois, l'appauvrissement est général, etc.). Le pays est au bord du désordre total, mais aussi d'un chaos dû principalement aux mauvaises politiques entreprises par l'élite politique géorgienne. Cette situation difficile est jumelée au mécontentement général du public envers le gouvernement géorgien (Loukine, 2001). Enfin, en lien avec le point précédent, les représentants de ce narratif mettent également en cause la dimension du problème et les capacités de la Géorgie d'y faire face (Shchekochikhin, 2002).

Le deuxième protagoniste à blâmer, c'est l'ancien gouvernement russe de Boris Eltsine. On lui reproche de ne pas avoir mené une politique claire pour le Caucase. Loukine explique que lorsque Chevardnadze est arrivé au pouvoir, il a au moins tenté d'établir des relations constructives avec la Russie, il a amorcé l'intégration de la Géorgie dans la CÉI et il a également conclu plusieurs accords importants avec la Russie. Malgré cela, comme Loukine l'explique, à cette époque, le

gouvernement russe était très faible, et l'on sait que chaque clan avait sa propre politique. En conséquence, la Géorgie s'est trouvée devant plusieurs problèmes causés par la Russie elle-même. De ce fait, assumant que les États-Unis pouvaient l'aider mieux (en récompense de ses mérites), Chevardnadze a commencé à poursuivre une politique basée sur les émotions et les avantages momentanés dans l'objectif d'obtenir des gains pour les élections internes (Loukine, 2001 ; 2003b; Loukine, dans Loukine et Dougine, 2003).

En outre, Loukine souligne aussi le fait que Chevardnadze a en quelque sorte été démonisé par plusieurs politiciens russes qui considèrent qu'avant l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze, tout était bien en Géorgie, et qu'en conséquence, tout ira bien aussi avec son départ. Comme Loukine l'explique, cette « irritation » envers Chevardnadze est due principalement au fait qu'une partie de l'élite politique russe voit en Chevardnadze l'un des principaux responsables du démantèlement de l'Union soviétique (Loukine, 2003a ; 2003b).

Entre autres, le narratif d'*Iabloko* blâme également la Douma pour avoir provoqué à plusieurs reprises la crise avec la Géorgie en poussant le Président Poutine à opter pour des « actions de forces irréfléchies » (Ivanenko, 2002). Selon une autre explication, le problème lié aux gorges de Pankissi est également lié à la mauvaise gestion des conflits tchéchènes par les autorités russes (Shchekochikhin, 2002). C'est suivant cette ligne de pensée que Grigori Iavlinski soutient que certains cercles en Russie ont intérêt à déclencher le conflit contre la Géorgie, et ce, dans l'objectif de cacher leur impuissance à régler le problème tchéchène (Iavlinski, 2002d ; 2002c ; 2002b).

Enfin, le narratif d'*Iabloko* blâme aussi les combattants tchéchènes, qui ont intérêt à provoquer le conflit armé entre la Russie et la Géorgie afin de créer des conditions favorables pour leurs activités anticonstitutionnelles (Arbatov, 2002c).

Quant aux intérêts nationaux, selon les représentants du narratif d'*Iabloko*, la Russie doit exercer son influence au Caucase, et par conséquent aussi en Géorgie (y compris dans tout l'ancien espace soviétique) (Arbatov, 2002b). Cependant, ces relations ne doivent pas être du type de subordination, mais surtout de présenter la Géorgie comme amicale et dans une certaine mesure unie (Loukine, dans Loukine et Dougine, 2003 ; Loukine, 2003b).

Contrairement au narratif de l'UFD (qui est contre une intervention militaire en Géorgie sans la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU), le narratif d'*Iabloko* exclut toute intervention militaire en Géorgie (avec ou sans résolution de l'ONU), et considère le conflit avec la Géorgie comme désastreux pour la Russie sur les plans international, militaire et humain (Iavlinski, 2002b ; 2002e ; 2002f).

**Tableau 2.3** Narratif géopolitique d'*Iabloko* à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Grammaire de géopolitiques		Narratif d' <i>Iabloko</i>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		La politique étrangère russe, en général, est plutôt positive et encourageante.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le problème de Pankissi est la conséquence du conflit tchétchène, et il est inutile de chercher la solution pour le « problème tchétchène » dans les gorges de Pankissi; c'est un problème parmi d'autres qui n'est pas le plus important. La Géorgie n'arrive pas contrôler la situation sur certaines parties de son territoire. <b>Menace</b> caractérisant non seulement la Géorgie, mais toute la région. <b>Autre</b> : un petit pauvre pays voisin avec de nombreux problèmes, un État défaillant à cause de ses propres fautes; la Géorgie fait partie de la civilisation russe.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Gouvernement géorgien</b> (Chevardnadze et son entourage immédiat) qui mène une politique inadéquate envers la Russie; la Géorgie compte trop sur la communauté internationale; les décisions/réponses de l'élite politique géorgienne sont basées sur les émotions (dus à la mauvaise expérience dans le passé); la situation en Géorgie est très critique sur les plans économiques et politiques; le pays est sur le bord d'un chaos. <b>Ancien gouvernement russe</b> (des années 1990) qui n'avait pas les intérêts et la politique clairement déterminée pour cette région. <b>Douma</b> : provoque les crises contre la Géorgie et pousse le président Poutine de prendre les actions de forces. <b>Combattants tchétchènes</b> : ont l'intérêt de provoquer le conflit entre la Russie et la Géorgie dans le but de créer les conditions favorables pour leurs actions anticonstitutionnelles.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	<b>Intérêts nationaux</b> : la Russie doit avoir l'influence dans le Caucase et avoir de bonnes et amicales relations avec la Géorgie. <b>Solutions</b> : pas de conflit avec la Géorgie, sous aucune condition, le problème doit être réglé au niveau des organes juridiques; la Russie doit démontrer à la Géorgie qu'elle n'a pas de mauvaises intentions contre elle; aider à la Géorgie à régler la question abkhaze de manière pacifique.
Justifications		Le conflit armé avec la Géorgie serait désastreux pour la Russie sur les plans international, militaire et humain.
Image de soi (Russie)		La Russie est une puissance régionale, le plus grand territoire au monde, elle ne peut pas être neutre; la Russie est un pays européen; elle gagne lorsqu'elle adopte les valeurs européennes.

En ce qui concerne la proposition de solutions, les représentants du narratif d'*Iabloko* soulignent que le problème doit être réglé entre les instances judiciaires des deux États, et non pas au niveau



interétatique. La Russie doit démontrer à la Géorgie qu'elle n'a pas de mauvaises intentions contre celle-ci (Loukine, 2000). Enfin, la Russie doit aider la Géorgie à régler la question abkhaze de façon pacifique (Arbatov, 2002c).

Quant aux blocus économiques, aux coupures d'électricité et de gaz naturel promues par certains politiciens, pour les représentants du narratif d'*Iabloko*, ils sont contre-productifs et vont pousser davantage la Géorgie à aller vers l'Occident, comme dans le cas des pays baltes.

L'image de la Russie que les représentants d'*Iabloko* tentent de projeter est différente des autres narratifs. Dans un premier temps, la Russie est vue comme une puissance régionale, avec le plus grand territoire au monde. De ce fait, la Russie ne peut pas être neutre, et elle est concernée par tout ce qui se passe dans le monde (Iavlinski, 2002e). Le narratif d'*Iabloko* prétend que la Russie est aussi un pays européen et qu'elle gagne lorsqu'elle adopte les valeurs européennes (Iavlinski, 2003a). Les bonnes relations avec les États-Unis et l'Occident sont vues comme un facteur d'établissement d'une vraie démocratie, et comme un élément de mise en œuvre du potentiel interne du pays (Iavlinski, 2002a). Pour Loukine, la position la plus réussie pour la Russie serait de réduire la contradiction entre l'Europe et les États-Unis, créant ainsi une unité de communauté euro-atlantique, et ce, dans le but de faire face aux vrais problèmes sur la scène internationale (Loukine, 2003a). De ce fait, en ce qui concerne la vision géopolitique d'*Iabloko*, à un niveau plus général, le modèle à suivre pour la Russie est celui de la démocratie européenne et de la primauté du droit. En conséquence, les ennemis sont ceux qui s'opposent au développement démocratique en Russie, et vice-versa, les amis étant donc ceux qui, au sens large, sont en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne (la principale menace pour la Russie serait donc les dirigeants russes incompetents).

La mission pour la Russie serait de persister dans les valeurs européennes (la démocratie européenne et l'intégration européenne), mais aussi de sauvegarder le principe de la souveraineté et de s'opposer à « l'intervention humanitaire » (en référence aux interventions militaires de l'OTAN et à celles des Américains en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak), ainsi que de résoudre le problème par des moyens politiques tout en respectant le droit international. Il faut dire là-dessus qu'*Iabloko* était très critique envers l'OTAN, la considérant comme appartenant à l'époque de la guerre froide et inadéquate pour le monde contemporain. En conséquence,

l'élargissement de l'OTAN est vu comme inutile et même indésirable, provoquant l'établissement de nouvelles lignes de démarcation en Europe où la Russie se trouve impliquée dans le cadre de cette nouvelle division de l'Europe. En outre, les membres de l'OTAN sont accusés de ne pas tenir compte des intérêts russes, et on leur reproche également l'usage de doubles standards.

En ce qui concerne la politique étrangère russe, elle est vue plutôt de manière positive. Comme Iavlinski l'a souligné à plusieurs reprises, depuis les attentats du 11 septembre 2001, Poutine mène en général une politique étrangère raisonnable, et ce, même si plusieurs aspects sont encore à travailler. Cette politique, qui vise l'intégration européenne et le partenariat stratégique de la Russie avec les États-Unis, correspond tout à fait aux intérêts nationaux russes (Iavlinski, 2003b). Quant à la politique du Kremlin à l'égard de la Géorgie, même Iavlinski avance que Vladimir Poutine, lors de sa rencontre avec Edouard Chevardnadze, a très bien résolu le problème qui entravait les relations russo-géorgiennes en le déplaçant du plan public à celui de la coopération entre les instances juridiques (Iavlinski, 2002g).

### 2.2.5 Le narratif de l'UFD à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Pour les libéraux (et d'ailleurs comme pour les autres partis politiques aussi), l'arrivée de Poutine au pouvoir a été vue comme un signe de changement positif. Mécontents d'Eltsine et de ses politiques, les libéraux espéraient voir de vrais changements visant l'intégration européenne. L'un des premiers actes de Poutine (l'aide proposée aux Américains dans la lutte antiterroriste) a avant tout été vu par les libéraux comme un signe de tels changements. Même si, par la suite, Poutine a été critiqué pour ne pas avoir exigé plus de récompenses pour la Russie, sa politique étrangère a en général été évaluée positivement, et elle a été soutenue par les libéraux.

Le narratif de l'UFD présente principalement la situation dans les gorges de Pankissi comme une conséquence de la guerre tchéchène, et par conséquent, le problème est surtout perçu au niveau national. C'est ainsi que pour Boris Nemtsov, le fait que les terroristes tchéchènes se trouvent dans les gorges de Pankissi résulte du fait que la Russie mène la guerre en Tchétchénie (Nemtsov, dans Seleznev, 2002).

Deuxièmement, le narratif géopolitique de l'UFD avance que Chevardnadze ne peut pas résoudre le problème des bandits, simplement parce que Chevardnadze ne contrôle qu'une partie de son propre pays (Tbilissi et certaines zones autour de la capitale), tandis que l'Abkhazie, l'Adjarie, l'Ossétie du Sud, et maintenant les gorges de Kodori et de Pankissi, sont hors de son contrôle (Nemtsov, 2002d). Chevardnadze n'est pas capable donc de faire face tout seul aux problèmes et demande l'aide des Américains, ce que la Russie, en aucun cas, ne devrait appuyer. Le narratif de l'UFD est clair là-dessus, soutenant que la présence de militaires américains en Géorgie peut conduire à un désengagement du pays semblable au scénario yougoslave (Khakamada, 2002a).

Dans le narratif de l'UFD, on trouve deux principaux protagonistes. Dans un premier temps, comme le narratif d'*Iabloko*, celui de l'UFD blâme aussi l'ancien gouvernement russe en l'accusant d'user de doubles standards contre la Géorgie. Irina Khakamada soutient que depuis l'effondrement de l'URSS et jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a pratiqué la politique du double standard envers la Géorgie, provoquant constamment des mouvements séparatistes en Géorgie, et de ce fait affaiblissant définitivement cette dernière (Khakamada, 2002b). Selon la Géorgie, la Russie n'avait ni une politique étrangère claire, ni les ressources nécessaires pour réintégrer les anciennes républiques soviétiques, faute de quoi, la Géorgie a développé un certain complexe de méfiance à l'égard de la Russie (Khakamada, 2002b). Toutefois, comme Khakamada l'affirme, avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, la politique étrangère russe est devenue plus claire, transparente et compréhensible. Et c'est aussi avec l'arrivée de Poutine que la Russie manifeste le désir véritable d'intégrer le monde européen, de changer sa politique intérieure afin de devenir compétitive et d'entrer ainsi dans le « club des pays riches civilisés ». Enfin, Khakamada souligne encore que la Russie d'aujourd'hui n'a pas d'ambition de rétablir les frontières soviétiques (Khakamada, 2002b).

En même temps, comme dans le narratif d'*Iabloko*, celui de l'UFD avance également qu'il y a une certaine tentative du côté des autorités russes de continuer la guerre tchéchène dans le Caucase du Sud, et ce, en raison du fait que la guerre en Tchétchénie est entrée dans une impasse (Kovalev et Yushenkov, 2002). On évoque aussi qu'à la Douma, plusieurs factions politiques mènent une ligne très dure contre la Géorgie, soutenant la position pro-abkhaze (Khakamada, 2002e).

Deuxièmement, comme le narratif d'*Iabloko*, les représentants de ce narratif blâment aussi Chevardnadze, parce que selon eux, c'est lui qui pratique maintenant la politique de doubles standards en essayant de conclure des accords avec les Américains (Khakamada, 2002b). Pour ce qui est de la Géorgie, elle est présentée non seulement comme un État faible et pauvre, mais aussi comme un partenaire tactique et stratégique lié à la Russie par de grands liens culturels et historiques (Khakamada, 2002b).

Dès le début, les représentants de l'UFD se sont opposés contre toute intervention militaire sans une résolution de l'ONU (Nemtsov, 2002c).

Une frappe militaire contre la Géorgie sera le plus grave crime contre l'histoire russe et contre l'État russe. [...] Ceci sera un coup au cœur de la Russie elle-même, les conséquences terribles que vont tomber sur plusieurs générations à venir. L'agression contre la Géorgie déclenchera certainement une nouvelle guerre dans tout le Caucase, dont les flammes de cette guerre vont se propager non seulement sur le territoire de la Géorgie et d'autres États du Caucase du Sud, mais aussi vont se propager vers le Caucase du Nord russe (Kovalev, dans Kovalev et Yushenkov, 2002).

Pour les représentants du narratif de l'UFD, il est clair que la Russie ne doit pas se mêler des affaires internes d'un autre État souverain. Ils estiment que le problème lié aux gorges de Pankissi doit être réglé au niveau des négociations entre les présidents géorgien et russe (Khakamada, 2002a). De même, Irina Khakamada avance que « Poutine et Chevardnadze doivent se rencontrer personnellement, et ensuite tenir de nouvelles consultations avec le représentant des États-Unis ». Selon Khakamada, sans la Russie, la Géorgie ne sera pas capable de résoudre ses problèmes, et en particulier celui des gorges de Pankissi (Khakamada, 2002d). Concernant l'appel constant des autorités géorgiennes demandant l'aide des États-Unis pour résoudre le problème de Pankissi (même si cela semble rentable politiquement), Nemtsov affirme de son côté que cet appel ne pourrait pas résoudre le problème (Nemtsov, 2002b).

En ce qui concerne l'image de la Russie et celle du monde en général, les représentants du narratif de l'UFD décrivent la Russie comme faisant partie de l'Europe. En conséquence, la Russie doit faire partie de l'Union européenne et de l'OTAN (Nemtsov, 2002a). Toutefois, parmi les leaders de l'UFD, certains voient le rôle de la Russie comme celui d'un leader unique et naturel dans

l'espace de la CÉI. C'est ainsi qu'Anatoli Tchoubaïs<sup>59</sup> avance que l'idéologie de la Russie doit être le « libéralisme impérial », qu'en conséquence, la Russie sera l'« empire libéral ».

Le libéralisme impérial, comme Tchoubaïs le souligne, c'est de respecter le principe de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de ses voisins, ainsi que de ne pas violer les normes universellement reconnues du droit international à l'égard ses voisins. Les sphères d'influence de l'empire libéral envers ses voisins doivent donc se focaliser sur la promotion du développement de la culture russe et des cultures d'autres peuples de la Russie, et de protéger les Russes et les russophones qui vivent dans les pays voisins. L'État russe doit aussi contribuer à l'expansion des entreprises nationales vers les pays voisins à la fois dans le commerce et dans l'acquisition et le développement d'actifs (Tchoubaïs, 2003). Pour Tchoubaïs, tout cela est le résultat d'un processus historique récent à la fin duquel la Russie pourrait et devrait apprendre de l'histoire du XXe siècle ce qui est « propre, naturel et biologique » pour elle-même, aux points de vue historique, géopolitique et moral. Cela permettra également au peuple russe de surmonter la crise spirituelle et de « s'unir et de se mobiliser » de façon naturelle.

Contrairement aux autres leaders de l'UFD, Tchoubaïs suggère que la Russie ne doit joindre ni l'UE ni l'OTAN, parce que selon ses dires, il n'y aura pas assez de place pour la Russie sur les plan économique, politique et géographique (Tchoubaïs, 2003). Tchoubaïs voit l'anneau stratégique des grandes démocraties de l'hémisphère nord (les États-Unis, l'Europe unie, le Japon et le futur empire libéral russe) dont le rôle unique de ce dernier consisterait à fermer cet anneau en se dotant d'un système d'accords économiques, militaires et politiques qui puissent protéger les intérêts russes. Tout cela afin que la Russie soit sur un pied d'égalité avec ses partenaires afin de travailler ensemble avec eux à la défense de la liberté et de l'ordre dans le monde (Tchoubaïs, 2003).

Quant à la critique du Kremlin, les représentants de l'UFD (comme ceux d'*Iabloko*) se montrent plutôt satisfaits de la politique étrangère de Poutine. Par exemple, de façon ferme et à plusieurs occasions, Irina Khakamada souligne que « la politique étrangère de la Russie a finalement trouvé son visage », reliant ensemble pour la première fois les intérêts stratégiques et tactiques de la

---

<sup>59</sup> Tchoubaïs est en quelque sorte perçu comme étant l'un des principaux responsables de la « destruction économique » de la Russie dans les années 1990. Il est également l'un des hommes politiques russes les moins populaires en Russie.

Russie (Khakamada, 2002c), alors que d'après Tchoubaïs, Poutine recherche la place de la Russie dans le monde de manière tout à fait adéquate, et que la Russie n'a pas d'autre alternative que celle d'interagir avec le monde occidental pour être plus compétitive (Tchoubaïs, 2002).

**Tableau 2.4** Narratif géopolitique de l'UFD à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif de l'UFD</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		<b>La politique étrangère russe a finalement trouvé son visage. La question géorgienne : Poutine avec ses déclarations avait consolidé l'opinion publique géorgienne contre la Russie.</b>
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le Problème des gorges de Pankissi est le résultat de la guerre de Tchétchénie; Chevardnadze ne peut pas résoudre ce problème, parce qu'il ne contrôle pas son propre pays, il demande donc l'aide aux Américains. <b>Menaces</b> proviennent des gorges de Pankissi, une enclave géorgienne, qui est sorti du contrôle de Tbilissi et est devenue le refuge de terroristes tchétchènes. <b>Autre</b> : la Géorgie pour la Russie est un partenaire stratégique et tactique; la Géorgie et la Russie sont liées par une grande culture, et par les relations très amicales dans le passé.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Ancien gouvernement russe</b> : la Russie n'avait pas une politique claire pour cette région, en conséquence la Géorgie a développé un certain complexe de méfiance envers la Russie. <b>Certaines autorités russes</b> : la tentative de continuer la guerre en Transcaucasie. <b>Douma</b> : plusieurs factions politiques mènent une ligne très dure contre la Géorgie, en soutenant la position pro-abkhaze. <b>Gouvernement actuel géorgien</b> : Chevardnadze mène une politique à doubles standards.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	La stabilité dans le Caucase du Nord; l'intégrité territoriale de la Géorgie; protéger les intérêts nationaux et économiques de la Russie dans le Caucase. Ne pas intervenir militairement en Géorgie sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU; ne pas se mêler dans les affaires internes de l'État souverain; ne pas utiliser le facteur abkhaze pour désintégrer la Géorgie; le problème doit être réglé au niveau des présidents russe et géorgien; renforcer les frontières avec la Géorgie.
Justifications		L'intervention militaire en Géorgie sera un lourd crime avec des conséquences dangereuses; l'agression contre la Géorgie va provoquer une nouvelle guerre au Caucase, impliquant les régions du Sud et du Nord du Caucase; sans la Russie, la Géorgie ne sera pas capable de résoudre ses problèmes et en particulier celui des gorges de Pankissi.
Image de soi (Russie)		La Russie fait partie de l'Europe et en conséquence la Russie doit faire partie de l'UE et de l'OTAN.

Pour ce qui est de la question géorgienne, le Kremlin a été critiqué surtout en raison de ses « déclarations inappropriées » à l'égard du gouvernement géorgien. Selon Nemtsov, la popularité de Chevardnadze a été tellement basse que ses jours ont déjà été comptés. Mais Poutine, avec ses

déclarations lors de son discours tenu à Sotchi le 11 septembre 2002, avait consolidé de nouveau l'opinion publique géorgienne contre la Russie (Nemtsov, dans Seleznev, 2002).

#### 2.2.6 Le narratif du parti *PtR* à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Au centre du narratif du parti *Patrie-Toute la Russie (PtR)*, se trouve l'argument selon lequel la controverse entre la Russie et la Géorgie existe en raison du fait que la Géorgie n'arrive pas à contrôler la situation sur son territoire, et que par surcroît, la Géorgie collabore avec les terroristes (Volodin, 2001a). Loujkov soulève à la fois l'existence d'une situation critique, catastrophique même, mais il souligne aussi le fait que le peuple géorgien veut être avec la Russie (Loujkov, 2001). Tandis que pour Andrey A. Kokoshin, la Géorgie se trouve tout près d'une désintégration. Dès le début, pour les représentants de *PtR*, leur position était claire autant pour ce qui se déroule en Géorgie que pour les mesures à prendre par la Russie. Au fond, il n'y a pas eu de vraies discussions au sein du parti concernant la crise des gorges de Pankissi. Les membres de *PtR* ont principalement annoncé et soutenu, de façon similaire, la position déjà prise par le gouvernement russe.

Ainsi, de manière assez simple, sans chercher une alternative proposant d'autres arguments, il a été déterminé que la menace venait du côté géorgien. Si l'on résume la description de la situation présentée par le parti *PtR*, nous obtenons trois principaux éléments. Premièrement les combattants tchéchènes qui, poussés par l'armée russe vers la Géorgie, s'y étaient établis, puis retournent en Tchétchénie. Deuxièmement, le Président géorgien n'est pas capable de faire face à ces combattants. Enfin, la désintégration de la Géorgie menace la stabilité de toute la région (Kokoshin, dans Khakamada, 2002b; Volodin, 2001a).

Assez similaire au narratif du LDPR, les représentants de *PtR* soutiennent aussi, pour leur part, qu'étant donné que la menace vient du territoire géorgien et que Tbilissi ne prend pas (ou n'est pas habilité à dégager) les mesures nécessaires, la Russie peut prendre l'exemple des États-Unis et envoyer son armée afin d'éliminer cette menace. De cette manière, la Géorgie se retrouve devant

un choix : ou bien s'attaquer aux combattants tchéchènes sur son territoire, ou bien tout le monde (le « monde civilisé ») sera contre elle (Volodin, 2001b).

Selon ce narratif, le principal protagoniste et principal acteur à blâmer, c'est le gouvernement géorgien. Assez similaires au narratif du LDPR, dans celui du *PiR*, les représentants de ce parti voient également le gouvernement géorgien et son leader comme étant la source essentielle du problème entravant les relations interétatiques. La raison d'un tel comportement du gouvernement géorgien est expliquée principalement par la mauvaise situation économique de la Géorgie (Loujkov, 2001). Il est intéressant d'observer que les représentants du parti *PiR* présentent l'image d'un gouvernement géorgien plutôt distant du peuple géorgien, soulignant que ce dernier veut vivre avec la Russie, tandis que Chevardnadze ne pense qu'à sa position (Loujkov, 2001; Volodin, 2001b). Une telle attitude du gouvernement géorgien explique également l'absence de motivation de la Russie d'aider la Géorgie à résoudre le problème avec ses régions séparatistes (Kokoshin, dans Khakamada, 2002b).

Au début, le narratif de *PiR* soutenait que la Géorgie devait prendre des mesures concrètes pour combattre le terrorisme et rétablir l'ordre sur son territoire. Dans le cas contraire, « la communauté internationale ne tolérera pas » la connivence avec les terroristes (Volodin, 2001a). Puis, avec l'évolution de la situation et des changements dans la position du gouvernement russe, le narratif de *PiR* propose d'intervenir militairement dans les gorges de Pankissi, dans le cas où Tbilissi ne prendrait pas les mesures nécessaires.

Derrière ces actions proposées, on trouve une double justification. Premièrement, la Russie a des intérêts vitaux dans cette région ; il faut donc les protéger. Deuxièmement, la Russie dispose de nombreuses preuves confirmant la présence des combattants tchéchènes dans les gorges de Pankissi, lesquels combattants représentant une menace réelle pour la sécurité de la Russie. De là, la Russie a tout le droit moral et légal d'éliminer cette menace provenant du territoire géorgien (Kosachev, 2002).

Un tel propos suggérait deux idées principales. Dans un premier temps, la Géorgie a clairement été classée parmi les États voyous qui perturbent les relations internationales et menacent la sécurité des autres États. Dans un deuxième temps, en lien avec la première constatation, étant donné qu'il est impossible d'établir un dialogue ou de négocier avec de tels États, ce qui reste à la



Russie comme choix, c'est de défendre sa sécurité, et ce, cela même si ça provoque un désaccord du côté géorgien. En somme, la primauté des valeurs européennes et leur importance, défendue par les partis libéraux et démocratiques (UFD et *Iabloko*), cédaient largement la place à une logique de guerre préventive.

Enfin, en ce qui concerne la critique du Kremlin en relation avec la crise géorgienne, pour Volodin, l'ultimatum de Poutine était « justifié et raisonnable ». La Russie a longtemps essayé de négocier pacifiquement avec son interlocuteur géorgien, mais tous les efforts ont été vains (Volodin, 2002).

**Tableau 2.5** Narratif géopolitique du *PtR* à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du PtR</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		L'ultimatum de Poutine est justifié et raisonnable; la Russie maintient la seule position convenable.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	La situation est critique, même catastrophique; on assiste en Géorgie de très fortes tendances désintégrationnistes; la Géorgie collabore avec les terroristes. <b>Autre</b> : État voyou; le gouvernement géorgien est distant du peuple géorgien; le peuple géorgien veut être avec la Russie. <b>Menaces</b> vient de la Géorgie; la menace pour la sécurité de la Russie; la Géorgie est au bord de la désintégration ce qui peut affecter toute la région.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	Principal protagoniste : le gouvernement géorgien. Raison : Mauvaise situation économique.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	La normalisation et le renforcement des relations avec la Géorgie; la Russie doit travailler sur une ligne claire en maintenant une position de reconnaissance de l'intégrité territoriale de la Géorgie. Intervenir militairement dans les gorges de Pankissi, dans le cas où Tbilissi ne prend pas les mesures nécessaires.
Justifications		La Russie a des intérêts vitaux dans cette région donc il faut les protéger; il y a de nombreuses preuves confirmant la présence des combattants tchéchènes dans les gorges de Pankissi; la Russie a tout le droit moral et légal d'éliminer cette menace provenant du territoire géorgien.
Image de soi (Russie)		Défendre le multilatéralisme dans les relations internationales.

### 2.2.7 Le narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

Dès son début, le narratif géopolitique du Kremlin présentait la Géorgie comme étant un État indépendant et souverain dont il fallait respecter l'intégrité territoriale, en tenant compte des principes du droit international que la Russie respecte si farouchement. Les problèmes au niveau bilatéral doivent donc être réglés exclusivement sur la base de négociations, respectant ainsi les principes et les normes de la démocratie (Ivanov, 1999).

Les déclarations initiales du Kremlin au sujet de la Géorgie en général, et plus spécifiquement au sujet des gorges de Pankissi, ont au cours du temps évolué assez rapidement et radicalement. Selon la description initiale, la Russie et la Géorgie sont en train de vivre des relations difficiles uniquement en raison de désaccords liés à la lutte antiterroriste. Tout d'abord, le Kremlin présentait la situation comme donnée depuis que les autorités géorgiennes avaient perdu le contrôle sur certaines parties du territoire géorgien. À maintes reprises, les autorités russes avaient souligné que des attaques de bandits contre la Russie provenaient du territoire géorgien. De cette manière, l'accent a été mis sur le fait que c'était devenu le problème interne de la Géorgie (Poutine, 2001a).

Pour souligner le côté barbare des « terroristes tchéchènes », Poutine rappellera même aux Géorgiens que lors du conflit d'Abkhazie (1992-1993), « les terroristes provenant de Tchétchénie » avaient joué « au soccer avec des têtes coupées » de Géorgiens (Poutine, 2001a). Poutine souligne que lors de ce conflit, eu égard aux atrocités commises par les Tchétchènes contre les Géorgiens, ce sont les mêmes terroristes que la Géorgie est en train d'héberger, et que ce que les Géorgiens ont subi, c'est au tour de la Russie de le subir.

Avec l'évolution de la situation, le narratif du Kremlin représentait la Géorgie comme le pays de transit des terroristes, comme « enclave terroriste » où se cachent non seulement les bandits et les combattants tchéchènes, mais aussi les terroristes internationaux de haut rang tel que Ben Laden lui-même.<sup>60</sup> Quant au gouvernement géorgien, selon les autorités russes, non seulement celui-ci ne contrôle pas la situation et ne veut pas collaborer avec la Russie, mais il collabore avec les terroristes pour ses ambitions internes.

---

<sup>60</sup> Civil.ge (16 février 2002), *Russian Foreign Minister Talks about Bin-Laden's Possible Presence in Pankisi*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1242&search=> >; Civil.ge (19 février 2002), *Russia Continues Supposing Bin-Laden's Possible Presence in Pankisi*. En ligne : < <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1257&search=> >.

Ainsi, les menaces provenant des gorges de Pankissi ont été représentées à la fois aux niveaux local et régional, avec une dimension internationale. Au niveau local, les gorges de Pankissi ont été vues comme faisant partie d'un État souverain, lequel a perdu le contrôle sur cette partie de son territoire, devenant un refuge parfait pour une panoplie de criminels. En effet, au niveau régional, les gorges de Pankissi représentaient un danger, échappant au contrôle du pouvoir central, et abritant des bandits ayant pour unique objectif d'attaquer la Russie. Finalement, au niveau international, ces gorges ont été vues comme étant une enclave terroriste parmi d'autres (par exemple l'Afghanistan) abritant des terroristes internationaux, et de ce fait, menaçant le « monde civilisé ».

Du début jusqu'à la fin du narratif, le Kremlin présentait la situation comme étant le seul et unique problème existant entre la Russie et la Géorgie, et affirmait à plusieurs reprises que les deux États n'avaient pas d'autres problèmes que celui lié à la lutte antiterroriste (Ivanov, 1999, 2002c; Poutine, 2001a).

Par cette attitude, le Kremlin avait négligé l'impact négatif d'autres facteurs entravant largement les relations entre les deux États, par exemple la présence des bases militaires russes sur le territoire géorgien, le soutien russe aux territoires séparatistes géorgiens (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), le virage pro-occidental géorgien, etc.

Le narratif géopolitique du Kremlin évoque l'existence de deux principaux protagonistes : d'un côté les combattants tchéchènes et les terroristes internationaux, et de l'autre le gouvernement géorgien. Le Kremlin ne se limitait pas uniquement à qualifier les combattants tchéchènes de simples bandits ; le Kremlin soulignait aussi leur caractère et leur lien avec le terrorisme international, lequel à son tour avait été présenté comme un « virus » (un « mal ») qui doit être éradiqué, avec des efforts communs, de concert avec le « monde civilisé ». Les métaphores du genre « attaques de bandits », « groupes terroristes », « mercenaires provenant d'autres États », etc. avaient été employées sur une base régulière pour donner une image précise à la menace et aux problèmes entravant les relations russo-géorgiennes. En somme, on présentait les combattants tchéchènes comme des bandits et des terroristes qui « sèment la terreur et la mort sur le territoire russe ». En même temps, la présentation du problème de cette manière visait également à négliger l'importance d'autres facteurs qui entravaient les relations russo-géorgiennes (comme les

questions liées aux régions séparatistes géorgiennes et le démantèlement des bases militaires russes).

Les attentats du 11 septembre 2001 ont changé radicalement le contexte géopolitique. Dans ces événements, le Kremlin vit l'opportunité de s'approcher de l'Occident en évoquant comme raison le combat contre le terrorisme international, mais aussi celle de justifier la seconde guerre de Tchétchénie pour laquelle le Kremlin avait été souvent critiqué par les États occidentaux quant à la façon dont il menait cette guerre. Les autorités russes commencent donc à comparer les attentats du 11 septembre aux explosions de certains bâtiments perpétrées à Moscou en 1999, et la guerre en Afghanistan comme étant similaire à la guerre en Tchétchénie au lieu de la présenter comme une guerre de sécession. Comme Lilia Shevtsova l'a noté, même si officiellement les terroristes tchétchènes ont été blâmés pour les attentats de Moscou, il n'y avait aucune preuve de leur trace.<sup>61</sup> Les événements du 11 septembre 2001 ont également permis au Président Poutine d'opposer le « monde civilisé » (l'Occident, y compris la Russie) aux « barbares » (les terroristes internationaux), et de ce fait, de définir l'adversaire (le terrorisme international) comme étant un « ennemi commun » du monde civilisé, lequel devient une « abstraction décontextualisée et agéographique » (O'Loughlin et coll. 2004a : 15). Une telle représentation du problème a également permis au Kremlin de privilégier les intérêts géoéconomiques modernes au détriment du discours géopolitique traditionnel russe relatif à la sphère d'influence traditionnelle russe, pour ainsi promouvoir la position pro-occidentale exprimée dans le désir de soutenir les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme international (O'Loughlin et coll. 2004a : 15-25). Pour leur part, O'Loughlin et coll. (2004a) expliquent ce « virage pro-occidental » avant tout par l'existence de l'immense asymétrie dans les rapports de puissance entre les États-Unis et la Russie, par l'importance et la nécessité de l'aide occidentale dans la promotion et l'extension de la croissance de l'économie russe, ainsi que par la coïncidence des intérêts de la Russie avec ceux des États-Unis (la lutte au terrorisme) (O'Loughlin et coll. 2004a : 26-27).

Pour clarifier les raisons de ce qui se passe et en conséquence attribuer les blâmes, les autorités russes avancent plusieurs explications. L'une des premières, appuyée avant les attentats du 11 septembre, soutient que Tbilissi a perdu le contrôle sur certaines parties du territoire géorgien et

---

<sup>61</sup> Shevtsova cité dans Civil.ge (17 septembre 2001), *Moscow Apartment Bombers Hide In Georgia - Russian Interior Ministry Says*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=209&search=>>.

que Chevardnadze craint probablement que l'instabilité dans les gorges de Pankissi puisse se propager aussi sur les autres régions géorgiennes (Poutine, 2001a).

Le narratif du Kremlin n'exclut pas non plus l'influence du passé négatif sur les relations russo-géorgiennes. Selon Poutine, dans ce qui se déroule, il n'y a pas seulement la faute de la Géorgie. Il existe certaines craintes liées aux ambitions impérialistes de la Russie. Toutefois, Poutine souligne que la menace réelle, c'est la présence de bandits sur le territoire géorgien, tandis que les craintes liées aux ambitions impérialistes de la Russie sont plutôt des menaces imaginées (Poutine, 2002b). De là, le Kremlin met l'accent sur le fait que tout cela demeure dans le passé et que la « nouvelle Russie démocratique » est différente de la Russie du passé.

La nouvelle Russie démocratique n'a pas d'ambitions ni impériales, ni de grande puissance, présupposant à imposer sa volonté aux autres et ayant tendance de devenir l'hégémonie mondiale. Tout ceci reste dans le passé avec l'effondrement de l'URSS et la fin de la « guerre froide » (Ivanov, 2001).

Il y a des craintes en Géorgie contre les ambitions russes de nature impériale. Il y a des craintes liées à la Russie. Je pense que la crainte réelle contre des bandits devrait finalement l'emporter sur les inquiétudes erronées à l'égard de la Russie. La Russie d'aujourd'hui est prête pour un partenariat à pleine échelle et efficace avec la Géorgie sur toutes les questions, y compris la lutte contre le terrorisme. Mais sans la Géorgie, nous ne pouvons pas faire cela (Poutine, 2002b).

Au cours du développement de la situation, on assiste à l'apparition d'une autre explication selon laquelle tout va mal en Géorgie (économie, corruption, etc.). On voit donc que la menace extérieure pourrait jouer à l'avantage des autorités géorgiennes pour régler leurs problèmes internes et consolider leur position (Poutine, 2002d ; Ivanov, 2002a).

Il est remarquable de noter que l'annonce américaine de lancement du programme d'assistance militaire à la Géorgie (*GTEP*) a été accueillie sans excès par Poutine. Toutefois, la plupart des responsables russes étaient moins détendus.

La partie la plus claire du narratif du Kremlin mentionne, concernant les intérêts nationaux à court terme, l'éradication de la menace provenant du territoire géorgien. Comme premier élément de réalisation de cette tâche, les autorités du Kremlin veulent exiger du gouvernement géorgien d'entamer une opération commune (Russie-Géorgie) dans les gorges de Pankissi et de renforcer les frontières russo-géorgiennes. Toutefois, plus tard, principalement en raison du fait que la Géorgie s'était toujours montrée catégoriquement opposée à toute intervention militaire russe sur

son territoire et que celle-ci exigeait en réponse le retrait de deux bases militaires russes de son territoire, le Kremlin commence à évoquer le droit d'autodéfense conformément à la résolution n° 1373 de l'ONU adoptée le 28 septembre 2001, c'est-à-dire d'intervenir militairement (avec ou sans la Géorgie) dans les gorges de Pankissi pour combattre les terroristes (Ivanov, 2002b). Au fond, cette option a été promue par le Kremlin comme une solution éventuelle au problème russo-géorgien. Cette approche a été présentée comme similaire, au moins aux yeux des autorités russes, à celle de l'intervention des Américains en Afghanistan. Toutefois, le gouvernement Chevardnadze était loin d'être le gouvernement taliban, même si les autorités du Kremlin l'avaient accusé de collaboration avec les terroristes, et même, si dans le cas afghan, la coalition internationale avait été créée sous l'égide de l'ONU. Cela dit, il faut noter ici que le Kremlin ne s'est jamais exprimé pour le renversement du gouvernement géorgien.

**Tableau 2.6** Narratif géopolitique du Kremlin à l'égard de la Géorgie (1999-2003)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du Kremlin</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe dans les gorges de Pankissi? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	La menace des terroristes internationaux; la menace pour la sécurité nationale de la Russie. <b>Menace</b> : régionale avec la dimension internationale. <b>Autre</b> : le pays de transit des terroristes; les gorges de Pankissi est l'enclave terroriste.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Gouvernement géorgien</b> . Plusieurs explications : les autorités géorgiennes ont perdu le contrôle sur leur territoire; la peur de déstabilisation complète; les perceptions négatives de la Russie liées au passé; tout va mal en Géorgie, les autorités géorgiennes ont tendance d'utiliser le facteur extérieur pour consolider leur position; <b>Les bandits</b> , les combattants tchéchènes, les terroristes internationaux.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Éradiquer la menace terroriste; établir de bonnes et amicales relations avec la Géorgie. Exiger de la Géorgie de combattre les terroristes sur son territoire et de les extradier en Russie. Intervenir militairement (sans ou avec la Géorgie) dans les gorges de Pankissi pour combattre les terroristes.
<b>Justifications</b>		La Russie a le droit à l'autodéfense; comme les Américains en Afghanistan, en vertu du principe d'autodéfense (ONU) la Russie a le droit d'effectuer les actions militaires dans les gorges de Pankissi sans l'accord de la Géorgie.
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie est une démocratie, elle fait partie du monde civilisé.

Il est à noter que cette « solution » envisagée pour sortir de la crise (avoir recours au droit à l'autodéfense dans le cadre de la résolution de l'ONU) avait été avant tout une menace qui a quand

même plutôt bien fonctionné. Chevardnadze a compris qu'il fallait réagir, et il faut d'ailleurs noter que la totalité de l'élite politique russe a soutenu cet acte. Par exemple, même si les partis libéral et démocrate, l'UFD et *Iabloko*, étaient contre l'intervention militaire russe dans les gorges de Pankissi, ils se sont montrés plutôt satisfaits d'un tel geste posé par le Kremlin.

Quant aux intérêts nationaux à plus long terme, le Kremlin visait à établir de relations bonnes et amicales avec la Géorgie. Toutefois, le Kremlin demeurait muet sur la façon par laquelle il envisageait de le faire. Au fond, contrairement aux partis d'opposition (par exemple le LDPR), le Kremlin ne proposait rien de concret pour régler le problème. Ses « solutions » s'exprimaient plutôt par certains actes commis (directement ou indirectement) contre la Géorgie : bombardements, menaces, pressions économiques, coupures de livraison de gaz naturel et d'électricité, etc. C'est ainsi qu'au nom de la réduction du trafic des terroristes, le Kremlin instaure un régime de visas contre la Géorgie. Toutefois, ce régime de visas pour des « raisons humanitaires » n'affectait pas les régions séparatistes géorgiennes (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud). À cela, on peut ajouter la distribution massive de passeports russes aux résidents de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Tout cela se faisait sur un fond de déclarations solennelles par les autorités russes concernant l'importance, pour la Russie, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Géorgie.

#### 2.2.8 Bilan de la période (1999-2003)

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, le problème était perçu par le Kremlin comme étant une menace directe à la sécurité nationale de la Russie, celle-ci prétendant alors comme ayant le droit de se défendre. Au début, la situation était présentée comme étant une perte de contrôle par les autorités géorgiennes sur une partie de leur territoire, et donc un problème interne de la Géorgie. Comme déjà dit, deux événements survenus durant cette période ont particulièrement influencé le développement du narratif du Kremlin : les attentats du 11 septembre 2001 et l'annonce du programme d'assistance militaire américain (GTEP) en février 2002. Et comme on le sait, le premier événement fut alors considéré par le Kremlin comme étant une occasion de s'approcher de l'Occident (d'établir des relations plus étroites), alors que le deuxième événement

avait plutôt suscité une réaction à un événement « indésirable ». Et c'est à la suite de cette annonce du lancement du GTEP que dans les débats publics russes, la possibilité de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (comme une solution au « problème géorgien ») a fait surface. Toutefois, rappelons-le, à ce stade, cela demeurerait plutôt un thème isolé, privilégié surtout par certains politiciens (notamment du LDPR) et qui ne recevait pas l'appui du Kremlin.

Peut-on parler d'un compromis consenti par le Kremlin dans la gestion de la crise ? Et si oui, comment ce dernier avait-il accommodé les autres partis politiques ainsi que différents segments de la société russe intéressés par la position de Moscou durant la crise ? Peut-on parler de pression sur le Kremlin de la part des partis politiques et de la société russe, ou vice-versa ? Comment, dans quelles circonstances et dans quel contexte la solution ou les solutions finales ont-elles été formulées et adoptées ?

Les prochaines lignes s'intéresseront donc à la façon dont le Kremlin a géré la crise relationnelle avec la Géorgie (le processus de régulation de la crise). Nous nous référons ici à l'une de nos hypothèses de base selon laquelle les positions des principaux partis d'opposition ainsi que leur soutien populaire peuvent exercer une influence (au moins à un certain niveau) sur le Kremlin et, par conséquent, sur la formulation des solutions. Le discours dominant reflète les idées et les mentalités largement répandues dans la société russe, et ce discours peut avoir un impact sur la prise de décision dans les questions de politique étrangère.

On se souvient qu'avant que Vladimir Poutine présente son « ultimatum » à la Géorgie le 11 septembre 2002, l'on observait déjà à propos de la façon de gérer la crise géorgienne, un débat public impliquant les élites politiques, les différents commentateurs russes (politologues, analystes, journalistes, etc.) et le public général. Pour mieux saisir la complexité du contexte et de la façon dont le Kremlin a déterminé ses intérêts nationaux, a fait ses calculs stratégiques et a par la suite proposé une solution, il convient dans un premier temps de prendre en compte l'image du monde, la place et le rôle de la Russie, et ce, non seulement du point de vue du Kremlin, mais aussi du point de vue de différents segments de la société russe (l'opposition politique, l'intelligentsia et le public général), c'est-à-dire la façon dont ont été débattus dans les débats publics l'image du



monde, la place et le rôle de la Russie dans le monde. Et le discours de Poutine du 11 septembre 2002 à Sotchi reflétait largement les principaux éléments qui nourrissaient alors les débats publics.

Dans un tel contexte, bien entendu, le narratif du Kremlin sur la Géorgie n'était ni le seul narratif géopolitique, ni le plus important narratif que les autorités russes employaient durant cette période. On retrouvait alors d'autres narratifs géopolitiques, lesquels évoluaient parallèlement au narratif à l'égard de la Géorgie<sup>62</sup>, et contribuaient ensemble à nourrir les discours et débats sur le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, des discours et débats relevant de l'identité nationale de la Russie.

**Tableau 2.7** Principaux narratifs géopolitiques russes relevant de la politique étrangère russe (1999-2003)

Narratifs géopolitiques	Réaction/Opinion de :		
	Opposition	Principaux commentateurs (différents commentateurs)	Opinion publique
OTAN en Yougoslavie (mars 1999 – juin 1999)	Très négatif (Iabloko, KPRF, LDPR)	Négatif, largement associé à la faiblesse et la perte d'influence de la Russie.	Négatif.
Attentat du 11 septembre 2001	Divisée	Varié.	Solidarité exprimée envers le peuple américain.
OTAN en Afghanistan (décembre 2001 – décembre 2014)	Très négatif (KPRF, LDPR, PtR)	Négatif, associé à la faiblesse et la perte d'influence de la Russie.	Sceptique.
Seconde guerre d'Irak (mars 2003 – décembre 2011)	Très négatif (KPRF, LDPR, Rodina)	Négatif, associé à la faiblesse et la perte d'influence de la Russie.	Plutôt négatif.
Catastrophe du sous-marin Koursk (août 2000)	Négatif. Abordé dans le contexte de « guerre contre la Russie » (LDPR)	Négatif.	Négatif.
Élargissement de l'OTAN (1999, 2004)	Très négatif (Iabloko, KPRF, LDPR)	Négatif; inacceptable.	Plutôt négatif.
Place et le rôle de la Russie dans le système international	Un État fort (KPRF, LDPR, Rodina); un Empire (LDPR); une démocratie (Iabloko, UFD)	Varié (souvent dépendait de la couleur politique)	Varié.

Il faut également noter que le changement à la direction du pays – l'on passait alors du régime de Boris Eltsine au régime de Vladimir Poutine – joua aussi un rôle des plus important. Au fond, comme certains observateurs l'ont noté, avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, plusieurs politiciens et partis politiques espéraient voir survenir des changements en leur faveur, notamment après le

<sup>62</sup> Les narratifs relatifs à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie (1999), l'intervention militaire des alliés en Afghanistan (2001-2014), l'intervention militaire américaine en Irak (2003-2011), la catastrophe du sous-marin K-141 Koursk (2000), les élargissements de l'OTAN (1999, 2004), etc.

règne de neuf ans d'Eltsine, avec ses réformes et ses politiques. Les libéraux y ont vu là l'occasion de voir se déployer de véritables efforts pour une intégration européenne, les communistes y ont vu là l'occasion d'un renforcement du rôle de l'État et de l'armée, et ainsi de suite.

Il est aussi important de se rappeler que dès son arrivée au pouvoir, Poutine a tenté de présenter une image de la Russie comme étant celle d'un État démocratique qui respecte le droit et les accords internationaux, mais aussi comme étant celle d'un État qui veut changer et se rapprocher des pays occidentaux. Et c'est donc à travers ce prisme que les attentats du 11 septembre 2001 ont été perçus par le Kremlin, comme étant une occasion de se rapprocher de l'Occident, notamment des États-Unis. Toute la formulation du discours tenu à l'époque par Vladimir Poutine visait à présenter la Russie comme faisant partie du « monde civilisé » (la métaphore souvent employée par le Kremlin), partageant les mêmes valeurs que tous les membres de ce « club » que constitue le « monde civilisé ».

**De ce fait, au début, le narratif du Kremlin, au moins formellement, était plus proche du discours libéral-démocrate (l'intégration européenne, la primauté du droit, les valeurs occidentales, etc.) que des discours géopolitiques des autres partis politiques. C'est ainsi que durant un interview accordé en octobre 2000 au quotidien français *Figaro*, Poutine affirma :**

La Russie a changé les principes de sa politique étrangère. Elle ne tente plus d'imposer sa volonté aux États qui sont à l'autre bout du monde. Nous restons prêts à nous engager dans le processus international sur une base démocratique. [...] Nous intervenons seulement dans deux cas : si cela nous concerne directement, ou si toutes les parties impliquées dans un conflit se tournent vers la Russie pour de l'aide, pour prendre une décision (Poutine, 2000a).

Dès le début de son premier mandat, Poutine plaidait pour un « monde multipolaire »<sup>63</sup>, au détriment d'un monde unipolaire dominé par un seul État (Poutine, 2000b).

Il convient cependant de noter que lorsque Poutine eut déclaré son désir de soutenir les Américains dans la lutte antiterroriste, les libéraux et les démocrates russes (l'UFD et *Iabloko*) lui ont justement reproché d'ignorer le principe de la multipolarité (un concept promu par la politique étrangère russe de 2000) et de favoriser ainsi un monde unipolaire sous la domination des États-Unis. Les « occidentalistes russes » reprochaient aussi à Poutine de ne pas retirer de « gains suffisants » de

---

<sup>63</sup> Toutefois, en 2002, la notion de multipolarité a en quelque sorte été mise de côté, mais elle revint en 2004, et encore plus fort en 2007.

ce rapprochement avec l'Occident et d'ignorer le risque réel de propagation de l'hégémonie américaine. Quant aux communistes<sup>64</sup> et au LDPR, ils ont assimilé cette initiative du Kremlin à un soutien à l'expansion de l'impérialisme américain. Au fond, l'idée même, promue par le Kremlin, de se battre contre le terrorisme international ensemble avec le « monde civilisé » n'a pas reçu un grand soutien, ni de la classe politique russe, ni du public en général (voir O'Loughlin et coll., 2004a, 2004b).

Quant à un éventuel élargissement de l'OTAN, assez similaire de la vision d'*Iabloko*, Poutine a plusieurs fois déclaré qu'il ne voyait pas l'OTAN comme étant une organisation hostile à la Russie, mais qu'il ne voyait pas non plus la raison de l'expansion de l'alliance, soulignant « [qu'il] il n'y a pas de menace pour les pays européens, au moins venant de l'Est de la Fédération de Russie » (Poutine, 2001b). Poutine s'est aussi montré assez modéré quant au retrait unilatéral américain du Traité ABM, déclarant :

Nous n'avons pas l'intention, si cela arrive [le retrait des États-Unis du Traité ABM], de gonfler une certaine hystérie antiaméricaine, et nous ne croyons pas que ceci pourrait conduire à la création de nouvelles menaces pour la sécurité de la Russie [...] Nos partenaires américains, comme je l'ai déjà souligné, avaient le droit de se retirer unilatéralement. Nous reconnaissons ce droit. Ils ont agi en conformité avec le traité [...] (Poutine, 2001c).

Cependant, pour le KPRF et le LDPR, l'élargissement de l'OTAN et le retrait unilatéral américain du Traité ABM ont été vus tout à fait différemment. Les « occidentalistes russes », de leur part aussi, ne voyaient pas non plus d'un bon œil l'élargissement de l'OTAN, considérant cet élargissement comme étant inadéquat et dangereux.

Le nouvel élargissement de l'OTAN efface effectivement tous les résultats de la Seconde Guerre mondiale. Vingt-sept millions de vies, que l'Union soviétique avait payées pour l'équilibre des pouvoirs en Europe et dans le monde entier, sont sacrifiées par Gorbatchev, par Eltsine, et maintenant par Poutine. Si Gorbatchev avait trahi le PCUS, pour tout simplement plaire aux puissants du monde, Eltsine avait permis de piller la Russie afin de séger au Kremlin, tandis que Poutine est en train de livrer [aux États-Unis] le dernier héritage géopolitique de la Russie millénaire (Ziuganov, 2002i).

**En fin de compte, Poutine et son « virage pro-occidental » ont été sévèrement critiqués dès le début par l'opposition dans tous les grands débats publics, que ce soit au sujet de la question géorgienne (laquelle reflétait largement d'autres débats publics en matière de relations internationales), au sujet du soutien russe proposé aux Américains dans le combat**

---

<sup>64</sup>

Voir par exemple Ziuganov, 2001e et 2001h.

**antiterroriste, au sujet de la guerre antiterroriste menée en Afghanistan, au sujet de l'intervention militaire américaine en Irak, au sujet de l'accident du sous-marin Koursk ou encore au sujet de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie alors que Poutine n'était même pas encore au pouvoir.**

A. Andreev (animateur d'*Écho Moskvi*) – Il y a près de 3 heures, les États-Unis ont lancé une opération militaire contre l'Irak. Ma première question : que doit faire la Russie dans une telle situation ?

V. Jirinovski – La Russie n'est pas capable de faire rien, parce qu'elle a un gouvernement fou et un Parlement fou. Et elle [la Russie] va s'asseoir sur les déchets sur le bord d'un marécage et elle va croasser comme une grenouille. Tandis que l'Amérique avec ses alliés va faire de l'argent et va écraser le modèle entier du monde qui avait été bien établi. [...] Nous sommes des bergers à qui l'on a enlevé son troupeau en 1991, et nous nous asseyons près de notre feu éteint par de l'eau. La faiblesse, l'insignifiance, l'incapacité montrent l'arrivée d'une génération de fonctionnaires qui ne comprennent absolument rien.

A. Andreev – Mais néanmoins, qu'aurions-nous dû faire ?

V. Jirinovski – Nous devrions intervenir dans la guerre. S'il n'est pas possible de prévenir la guerre, il faut dans ce cas intervenir. Maintenant, nous pourrions entrer dans le territoire au nord de l'Irak et en prendre le contrôle. Les Irakiens auraient aimé cela. Ils détestent l'Amérique et seraient heureux de voir l'armée russe stationner là-bas. [...] C'est un faible leadership postcommuniste [le leadership russe]. Ils ne savent rien, ils ont peur de tout, mais continuent de diriger le pays. Et c'est là tout le malheur (Jirinovski, 2003a).

De même, il convient de se rappeler que la réaction des autorités russes a été assez modérée concernant le programme d'assistance militaire GTEP. Poutine lui-même, le 1er mars 2002, lors du Sommet de la CÉI à Almaty (Kazakhstan), a déclaré qu'il ne voit pas de tragédie dans cette présence militaire des Américains en Géorgie, en avançant que si cela est possible pour les États de l'Asie centrale, pourquoi la Géorgie ne peut-elle pas le faire aussi ? Néanmoins, Poutine a souligné que le problème résidait avant tout dans le fait que la Russie n'avait pas été informée d'une telle décision.<sup>65</sup>

Cependant, en contraste avec cette attitude plutôt détendue du Kremlin, l'éventuelle présence de militaires américains a été largement débattue et sévèrement critiquée par tous les partis politiques, y compris par plusieurs observateurs et commentateurs russes. On se souvient que, le 28 février 2002 (le lendemain de l'annonce américaine du lancement de GTEP), Dmitri Rogozine – à cette

<sup>65</sup> Newsru (1 mars 2002), *Vladimir Putin sčitает, čto nikakoj tragedii v prisutstvii amerikancev v Gruzii net*. En ligne : <[http://www.newsru.com/world/01Mar2002/putin\\_sng.html](http://www.newsru.com/world/01Mar2002/putin_sng.html)>.

époque, celui-ci était président du Comité du Conseil de la Douma sur les Affaires étrangères – déclare que le 5 mars, la Douma va débattre de la situation concernant la Géorgie et que la possibilité de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie a entre autres été mise dans l'ordre de jour.<sup>66</sup>

C'est ainsi que les 6 et 22 mars 2002, le Parlement russe a adopté deux résolutions relatives à la Géorgie où il exprimait son inquiétude concernant la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud, en la présentant comme étant alarmante et anticipant le déclenchement de conflits sur les territoires sécessionnistes géorgiens. Par exemple, le député du KPRF Anatoly Chekhov avait soutenu que la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud s'aggravait, tout en anticipant un conflit armé entre mai et juin 2002. Boris Pastukhov (président de la Commission des affaires de la CÉI, *PtR*) formula des déclarations similaires, et pour sa part, Dmitri Rogozine a proposé d'exercer une pression économique contre la Géorgie dans le but « d'exprimer le point de vue russe ».<sup>67</sup>

La première résolution « Sur la situation en Géorgie dans le cadre de la présence militaire américaine sur son territoire » a été adoptée par 364 contre 3 députés.<sup>68</sup> La seconde résolution, adoptée à l'unanimité, proposait au Président russe « de soulever la question de l'intervention de la Russie dans l'opération antiterroriste dans les gorges de Pankissi ».<sup>69</sup>

Au fond, l'adoption de ces deux résolutions reflétait fidèlement le climat et la dynamique dans lesquels les débats concernant la question géorgienne se déroulaient au sein de la Douma. En même temps, **l'adoption de ces résolutions mettait aussi en évidence un fort contraste entre la position du Kremlin et la position de la majorité de la classe politique russe.**

<sup>66</sup> Civil.ge (28 février 2002), Russian Duma Committee to Discuss Possibility of Recognizing Sovereignty of Abkhazia. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1372&search=>>>.

<sup>67</sup> Civil.ge (21 mars 2001), *Russian MP Calls for Economic Pressure on Georgia*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1608&search=>>> ;

Newsru (21 mars 2002), *MID Rossii sčitaet, čto Gruzija gotovitsja k silovomu rešeniju abhazskoj problemy; vremja publikacii*. En ligne : <[>](http://www.newsru.com/arch/russia/21mar2002/mid.html).

<sup>68</sup> Le KPRF, *Unité*, le LDPR et *PtR* ont soutenu à l'unanimité. Les députés d'*labloko* et de l'UFD n'ont pas participé au vote (sauf les quatre députés de l'UFD, dont trois ont voté contre). Parmi les députés indépendants, neuf ont voté pour, et onze n'ont pas participé au vote. La page web officiel d'*labloko* (2000), *Mnenie Putina ne učteno v itogovom zjavlenii Gosdumy o situacii v Gruzii*, NTV.Ru, 6 mars. En ligne <[>](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_03/020308_ntvru_grus.html) (Consulté le 22 juin 2015).

<sup>69</sup> Civil.ge (23 mars 2002), *Russian Parliament Adopts One More Resolution on Georgia*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=1624&search=>>>.

Ce contraste n'était pas seulement visible au niveau des rapports entre le Kremlin et le reste de la classe politique ; il était aussi visible, sinon davantage, entre le Kremlin et la bonne partie de la société russe. Par exemple, en nous tournant vers l'opinion de différents observateurs, analystes, experts, l'intelligentsia, etc. (c'est-à-dire les segments les plus actifs de la société), et en commençant par le quotidien russe *Nezavisimaja gazeta*,<sup>70</sup> nous constatons que ce dernier a été très sévère dans sa critique. Dans un article publié le 28 février 2002, le lendemain de l'annonce concernant au lancement de GTEP, on lit :

Les événements de la dernière semaine ont montré que la Russie continue à perdre sa position dans les pays postsoviétiques. L'anneau de l'influence occidentale se rétrécit autour des frontières russes. Le déploiement des forces armées américaines en Géorgie s'effectue en plein essor.

[...] En même temps, en Moldavie, il y a des événements apparemment non liés à ceux de la Géorgie, mais présentant des liens d'une même chaîne. Les manifestations massives à Chisinau ont forcé le gouvernement [moldave] à abandonner ses décisions précédentes prorusses, et la chose principale est de montrer son incapacité à résister à la pression de l'opposition. L'expérience de la dernière décennie a montré que toutes les manifestations de l'opposition dans l'ancien espace soviétique sont toujours liées à l'Occident, elles sont organisées et financées de l'autre côté de l'océan. Et si dans le cas de la Géorgie, on assiste à une ingérence flagrante, en Moldavie, nous sommes confrontés aux résultats d'une intrigue géopolitique décrite, par exemple, par Brzezinski.

[...] Aujourd'hui, nous pouvons résolument constater que la Russie a perdu son influence non seulement en Asie centrale et dans le Caucase, mais aussi en Moldavie. Si cette tendance se poursuit, la perte de l'Ukraine et du Belarus est seulement une question du temps (Streltsov, 2002b).

Dans le même article, on lit les opinions de Viktor Alksnis (député à la Douma)<sup>71</sup> et d'Andreï Fedorov (directeur du Fonds des études politiques). Ce dernier accuse les autorités russes d'inaction, soutenant que la Russie a abandonné l'idée d'une politique collective sur l'espace postsoviétique, et que l'arrivée des Américains en Géorgie avait avant tout été déterminée par la situation géorgienne dans son ensemble (par la réorientation psychologique de la société géorgienne), mais aussi par le fait que les Géorgiens ont compris qu'avec la Russie, ils ne pouvaient pas résoudre leurs problèmes, alors qu'avec les États-Unis, ils pouvaient obtenir une

<sup>70</sup> *Nezavisimaja gazeta*, un quotidien russe influent (tirage 40 000) créé par le Conseil municipal de Moscou en 1990, devient l'un des premiers médias indépendants dans l'URSS. En 1995, le journal a été temporairement fermé durant quatre mois, puis il devient une partie des médias détenus par l'oligarque Boris Berezovsky (1995-2005). Le journal avait été utilisé par Berezovsky comme un instrument d'influence sur l'élite politique (avec les autres médias à sa disposition comme les chaînes de télévision ORT et TV-6, le magazine *Ogoniok* et le journal *Novye Izvestia*). Depuis 2005, le journal est sous le contrôle de Konstantin Remchukov. Le journal a souvent été critiqué pour sa participation dans les grandes campagnes médiatiques, ainsi que pour sa publication de contenus commandés.

<sup>71</sup> Depuis 1992, Alksnis présentait les mouvements de gauche et les nationalistes russes. En avril 2000, il intègre le groupe des députés des *Régions de la Russie – Union des députés indépendants*. En 2004, il joint la faction politique *Rodina*. En 2006, Alksnis quitte *Rodina* en raison de désaccord interne et devient député indépendant.

véritable assistance (Fedorov, dans Streltsov, 2002b). Quant à Viktor Alksnis, celui-ci soutenait que les intérêts de la Russie dans les républiques postsoviétiques étaient explicitement ignorés, privilégiant les contacts avec l'Occident, en raison d'une illusion largement répandue au sein des autorités russes voulant qu'il ne fallût pas faire trop attention aux pays membres de la CÉI parce que de toute façon, ils n'iraient nulle part. D'après Alksnis, le leadership politique russe considérait le cheminement historique de la Russie comme erroné (soit la construction de l'empire russe) et de ce fait, en prenant une position isolationniste et en se concentrant sur les problèmes internes, il transformait la Russie en quelque amalgame mi-Belgique mi-Grande-Bretagne. Tout cela, afin d'intégrer la Russie dans la communauté européenne et en laissant tomber les anciennes républiques soviétiques et la population russophone (Alksnis, dans Streltsov, 2002b).

Il faut également noter qu'une semaine avant l'annonce américaine concernant le lancement de GTEP, *Nezavisimaja gazeta* avait déjà signalé l'apparition de troupes américaines en Géorgie et prédit qu'elles étaient pour y demeurer pour toujours. Dans l'article, on soulignait qu'afin de dominer entièrement l'ancien espace soviétique, les Américains avaient besoin d'une présence militaire dans le Caucase, pour ensuite propager leur influence en Arménie et en Azerbaïdjan (Streltsov, 2002a).

Il convient de noter que même si la reprise du contrôle de la télévision en 2001 a permis au Kremlin de passer en grande pompe sa rhétorique, les opinions de différents courants politiques (notamment ceux des communistes, des nationaux-patriotes et des libéraux démocrates) demeuraient largement disponibles pour le public (surtout à travers la presse).

À son tour, l'hebdomadaire national-patriote *Zavtra* présentait « le bégaiement de Poutine à propos de l'apparition des Américains en Géorgie » comme étant le résultat d'une « négociation humiliante » ayant pour seul objectif de laisser tomber une fois de plus les intérêts nationaux russes au lieu de clairement déclarer que la Russie ne requérait pas « l'aide » des États-Unis dans la résolution de ses problèmes frontaliers et que toutes les tentatives des Américains d'intervenir en Géorgie seraient considérées comme étant de l'ingérence dans les affaires intérieures de la Russie (Shurygin, 2002). La situation était aussi présentée comme étant la mise en marche de la destruction accélérée de l'État russe par les États-Unis, comme étant « le dernier et décisif virage pour le destin de la Russie, où la survie de la civilisation russe dépendait des décisions du

Kremlin ». Quant à Poutine, il était décrit comme étant un homme effrayé et chétif à propos duquel le temps était venu de poser la question de son *impeachment* (Nagornyj, 2002). Rédacteur en chef de *Zavtra*, Alexandre Prohanov, en décrivant Poutine comme étant un « poussin au cou de qui le gant d'acier de Bush » se serre davantage, pose une question rhétorique : « Comment dans ces cas aurait fait le tsar russe, ou Staline, ou le brillant diplomate Gortchakov<sup>72</sup> ? » (Prohanov, 2002).

Pour les communistes, la valeur symbolique de la présence de troupes américaines près des frontières de la Russie équivalait presque (ou même équivalait réellement) au début de la fin de la Russie à titre d'État souverain. En conséquence, il était temps de tirer l'alarme pour avertir l'existence d'un réel danger.

Le défaut de ne pas prendre des mesures efficaces pour empêcher l'infiltration des structures militaires des États-Unis près des frontières de la Russie montre que notre branche exécutive ne défend pas les intérêts nationaux du pays [...]. L'expansion américaine dans le monde entier est en plein cours, et ce qui se passe en Géorgie est un des anneaux de cette offensive totale [...] Le KPRF, les forces patriotiques demandent au président Poutine et au gouvernement russe de prendre immédiatement des mesures pour faire face aux menaces militaires et autres menaces tout à fait réelles qui s'intensifient et qui s'approchent de notre pays [...] Il est nécessaire de s'opposer résolument à l'expansion américaine dans le Caucase (Ziouganov, 2002a).

Enfin, en ce qui concerne la position des libéraux et démocrates, Boris Nemtsov (UFD) déclara que « les voisins de la Géorgie ne sont pas les Américains, mais c'est la Russie qui est son voisin, où des centaines de milliers de citoyens géorgiens travaillent ». De ce fait, Nemtsov (comme Poutine lui-même et d'autres politiciens) rappela que l'économie géorgienne dépendait largement des envois de fonds de ces immigrants géorgiens. Nemtsov avança aussi que Chevardnadze poursuivait « une politique absolument folle en orientant le pays uniquement vers les États-Unis » (Nemtsov, dans Areshidze, 2002). De son côté, Irina Khakamada (UFD), critiquant Chevardnadze, soutenait que ce dernier « ne peut pas faire face à son travail politique et par conséquent demande l'aide aux Américains » (Khakamada, 2002a), tandis qu'Alexeï Arbatov (*Iabloko*) suggérait que l'apparition des troupes américaines en Géorgie pouvait compliquer les relations russo-américaines (Arbatov, 2002a).

Étant donné sa position, Poutine avait été isolé par toute la classe politique russe, y compris par les « occidentalistes russes ». Il semblait que sur le fond de plusieurs échecs de l'époque Eltsine,

---

<sup>72</sup> Le prince Alexandre Gortchakov (1798-1883), le diplomate, le chancelier d'État et le ministre des Affaires étrangères russe de l'Empire russe.



continuer à perdre de l'influence (associé à la perte de « l'empire ») dans l'espace de la CÉI était inacceptable pour plusieurs en Russie. En conséquence, la préservation de cette influence était assimilable à la défense des intérêts nationaux russes, tandis que l'inaction était au contraire assimilable à leur non-respect et à leur négligence.

Enfin, il convient aussi d'exprimer un mot sur l'opinion publique en général. En effet, qu'en pense le citoyen ordinaire (le citoyen russe moyen, statistiquement parlant) ? Appréciait-il ou acceptait-il les actions entreprises par son gouvernement pour gérer la crise ? La gestion de la crise a-t-elle joué en faveur du Kremlin ? A-t-elle eu un impact (positif ou négatif) sur la réputation du Kremlin ?

Les sondages du FOM de mars 2002 montrent que 61 % des répondants pensaient que la Russie était directement concernée par l'invitation d'experts militaires américains en Géorgie, tandis que 55 % des répondants considéraient que la présence militaire américaine en Géorgie constituait une menace pour la Russie (FOM, 2002a). Les sondages du mois d'août 2002 montrent que 67 % des répondants considéraient que les autorités géorgiennes ne voulaient pas combattre les combattants tchéchènes sur leur territoire (FOM, 2002b). Cependant, il est curieux de constater qu'une bonne partie des répondants considéraient que la Russie ne devait pas intervenir militairement en Géorgie (37 %) ou seulement en accord avec le côté géorgien (25 %) contre 20 % des répondants qui considéraient que la Russie devait intervenir indépendamment de la position géorgienne (19 % eurent de la difficulté à répondre) (FOM, 2002c).

Un mois plus tard, à la suite d'une puissante campagne anti-géorgienne, un autre sondage effectué par le FOM a montré un changement considérable dans l'opinion publique russe. La déclaration de Poutine concernant les mesures militaires prises contre les combattants tchéchènes a été vue (par la majorité des répondants) de manière extrêmement positive (66 % ont approuvé ces mesures, contre 20 % qui les désapprouvent). Toutefois, seulement un peu plus que la moitié (52 %) des répondants ont appuyé la déclaration sur la possibilité d'effectuer des frappes contre les combattants, « quelle que soit la position du gouvernement géorgien ». De plus, seulement 37 % des répondants se sont prononcés pour la mise en œuvre d'une telle pratique contre 47 % qui se sont prononcés en défaveur (18 % affirment que la Russie ne devait pas mener des opérations

militaires en Géorgie, et 29 % affirment que la Russie ne devait mener des opérations militaires sur le territoire de la Géorgie qu'avec le consentement du gouvernement géorgien) (FOM, 2002d).

Le 1er mars, lors de sa visite officielle à Almaty (Kazakhstan), Poutine prend le temps d'expliquer la « raison de la réaction plutôt rude du public et des médias » russes en lien à l'assistance militaire américaine à la Géorgie principalement par le sentiment d'incertitude. D'après Poutine, il est probable que la Russie sera menacée par d'autres actes terroristes parce qu'on ne sait pas comment les terroristes se comporteront après l'apparition des militaires américains en Géorgie. Poutine a également exprimé son espoir que le gouvernement géorgien n'utiliserait pas la force pour régler le problème abkhaze (Poutine, 2002a).

En fin de compte, il semble qu'au début de son premier mandat, Poutine ignorait la réalité : il avait négligé à la fois les positions de l'opposition, les appels de la majeure partie de la société active, l'opinion publique en général ainsi que sa propre position personnelle en tant que nouveau chef d'État. Il semble que Poutine ne tenait pas pleinement compte du fait qu'en Russie, plusieurs le considéraient avant tout comme un « sauveur » pour « lever la Russie de ses genoux ». Introduite pour la première fois par Eltsine lors de son investiture en 1990, la métaphore « la Russie se lève de ses genoux » (« *Rossija podnimaetsja s kolen* ») avait été employée par les courants politiques « rouge-brun » (communistes-orthodoxes et nationalistes) au début des années 1990. Plus tard (en septembre 1999) en lien avec les attentats terroristes de Moscou et de Volgograd, la même métaphore avait été employée par Poutine, à cette époque le nouveau Premier ministre russe (Prjanikov, 2013).

Depuis ce temps, d'abord modestement, puis en pleine marche (notamment après le discours de Munich en 2007), la même métaphore sert non seulement à expliquer les critiques de l'Occident à l'égard de la Russie, mais aussi à justifier les actions et positions de la Russie sur plusieurs questions relevant des affaires mondiales, et ce, non seulement des autorités, hommes politiques (comme Ziouganov et Jirinovski) ou observateurs russes, mais aussi d'une majeure partie de la société russe. La métaphore se révélait donc être d'un usage à la fois très souple et très flou, capable d'expliquer tout.

Comme l'ont noté Rjabov et Rjabova (2008)<sup>73</sup>, les périodes de la pérestroïka et de l'après-pérestroïka s'accompagnaient d'une certaine « démasculinisation » de la Russie, une démasculinisation perçue fort négativement par la société russe. C'est ainsi qu'après avoir étudié les images présentées de la Russie de la période post-pérestroïka (sous forme des caricatures et d'appels publiés dans les principaux journaux russes), les auteurs avaient avancé que :

La faiblesse de la Russie et le refus de l'Occident de prendre en considération ses intérêts manifestent l'image de la Russie comme étant une amante éconduite, prête à se venger.<sup>74</sup> L'isolement actuel du pays en Europe, son évincement discursif de la communauté des « pays civilisés », est présenté sous la forme d'une femme à genou, seule dans un coin, provoquant une joie indicible de ses anciens alliés d'Europe de l'Est (présentés, soulignons-le, comme étant des hommes) (Rjabov et Rjabova, 2008 : 252-253).<sup>75</sup>

Parmi plusieurs facteurs de la « démasculinisation » de la Russie, les auteurs en notent deux principaux : l'échec de la première guerre tchétchène et le trafic du sexe (relevant de l'identité collective), la Russie de cette période ayant souvent été présentée comme étant une « femme publique » (« *publičnaja ženšina* ») au lieu d'une mère (*Matuška Rossija*), son image habituelle. Les auteurs constatent également un certain besoin : un appel par plusieurs mouvements sociopolitiques en faveur de la « remasculinisation » de la Russie. Enfin, les auteurs soulignent que la présidence de Poutine se distingue par le fait que dans le discours officiel, l'homme russe est présenté comme un guerrier qui défend sa patrie et ses femmes (Rjabov et Rjabova, 2008 : 253-254).

Les auteurs soutiennent donc qu'à l'arrivée de Poutine au pouvoir, on assistait en Russie à une remasculinisation de l'identité collective russe, une remasculinisation quelque peu réclamée par la société. En effet, les faiblesses économique et politique, ainsi que plusieurs échecs autant sur la scène internationale qu'au niveau domestique des années 1990, ont largement discrédité Eltsine et les « occidentalistes russes ».

Le public en général voyait d'une manière tout à fait différente la position du pays sur l'échiquier international. À cela s'ajoutait le fait qu'en général, le public s'est montré davantage déçu et inquiet de l'Occident. Enfin, à cela s'ajoute aussi le sentiment d'humiliation et de trahison de la

<sup>73</sup> L'article examine l'impact du discours sur le « sexe » et sur le changement de l'identité nationale russe depuis 2000 comme étant le reflet d'un processus de remasculinisation.

<sup>74</sup> En se référant à une caricature publiée dans *Moskovskie Novosti* (1997), n° 49, p. 11.

<sup>75</sup> En se référant à une caricature publiée le 18 septembre 1996 dans *Komsomolskaja Pravda*.

part de l'Occident, un sentiment largement répandu dans la société russe de la fin des années 1990. En réalité, il semblait que ni l'élite politique ni le public général n'étaient suffisamment « chauds » pour un « virage occidental » (notamment après les échecs de réformes économiques et l'impopularité gagnée par les cercles libéraux des années 1990) et voyait la situation en Géorgie comme faisant partie d'un grand jeu géopolitique mené par l'Occident contre la Russie. On assistait également à la manifestation d'une certaine nostalgie envers l'URSS qui, pour plusieurs, demeurait un symbole de grandeur, de gloire et de respect (eu égard aux notions de prestige et d'honneur qui auréolaient l'ex-URSS et à la position insigne que celle-ci occupait sur l'échiquier international).



**Figure 2.1** Caricature publiée dans *Komsomolskaja Pravda* <sup>76</sup>

C'est ainsi que déjà à cette époque, Poutine avait commencé modestement, mais résolument, à tourner la page sur l'intégration à l'Europe pour adopter une posture davantage encline à restaurer le statut de grande puissance de la Russie sur la scène internationale. Comme O'Loughlin et coll.

<sup>76</sup> Web-page personnel de M. Zlatkovskii. En ligne : <http://www.zlatkovsky.ru/picture/big/?img=11&.section=politica>.

l'ont noté, en cherchant à se rapprocher des États-Unis, Poutine a dû de se détourner de la géopolitique traditionnelle, d'une certaine conception de l'équilibre des puissances, des sphères d'influence, de l'ingérence étrangère, etc. (la conception traditionnelle soviétique et postsoviétique) afin de présenter un nouveau monde où la Russie ne serait plus marginalisée, mais qui serait une alliée principale de l'Occident (O'Loughlin et coll., 2004b : 313-315).

Toutefois, Poutine se heurta à une contestation marquée au sein de la société russe. De plus, il était déjà clair que la Russie n'allait pas recevoir de soutien important en récompense pour son soutien aux États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Poutine a donc dû tenir compte de la culture géopolitique, ce qui comportait certaines limites et certains risques politiques pour lui. Ainsi, d'après O'Loughlin et coll., même si le contexte économique était important dans la contextualisation de la politique étrangère russe, Poutine était vulnérable à la critique des partis politiques d'opposition. En raison de sa position à l'égard des États-Unis, Poutine était perçu comme approuvant l'hégémonisme américain. De ce fait, même si en général le public russe se montrait plutôt favorable à une alliance étroite avec les États-Unis contre le terrorisme international, on assistait à la manifestation d'un scepticisme notoire dans le public en général à l'endroit de cette guerre contre le terrorisme international. De plus, l'unilatéralisme des actions des États-Unis sur la scène internationale a rendu fort problématique le « virage occidental » de Poutine après le 11 septembre 2001. C'est ainsi que Poutine a dû ajuster son narratif géopolitique en 2002 pour prendre une position plus oppositionnelle contre les États-Unis, qui désiraient étendre en Irak leur « guerre contre le terrorisme international ». En même temps, Poutine a dû relancer le concept de « multipolarité » qu'il avait mis de côté peu de temps auparavant (O'Loughlin et coll., 2004b : 313-315).

Ainsi, le discours de Poutine du 11 septembre 2002 (seulement un an après les attentats terroristes du 11 septembre 2001) fut l'occasion d'un discours différent dans lequel Poutine usa de différents éléments provenant de sa position initiale et de différents narratifs des partis d'opposition. Ce discours devant prendre en compte le climat qui régnait alors dans la société russe, Poutine fut donc contraint de s'ajuster aux narratifs qui dominaient alors dans la société russe et d'adopter une vision plus commune, étant donné qu'il ne pouvait plus imposer la sienne eu égard aux risques politiques assez élevés qu'il aurait dû prendre, notamment pour un nouveau leader politique qui n'avait pas encore effectué la consolidation de la verticale du pouvoir.

Le problème avait été défini en tenant compte de la menace terroriste des gorges de Pankissi qui devait être éradiquée. L'intervention militaire devint donc l'unique et principale solution promue par le Kremlin, et le narratif suggérait aussi le fait que toutes autres options « pacifiques » avaient été épuisées par défaut du côté géorgien. En somme, Poutine opta pour une solution plus populaire (quoiqu'aussi probablement moins pragmatique), contribuant ainsi à faire revivre, en quelque sorte, une certaine nostalgie à l'égard de l'ancienne Union soviétique, largement associée à la notion de superpuissance glorieuse, d'un État fort défendant fermement ses intérêts nationaux partout dans monde.

## 2.3 Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

### 2.3.1 Mise en contexte politique

Comme dans le cas précédent, les relations russo-géorgiennes entre 2004 et 2007 sont aussi pleines de provocations, d'accusations et de blâmes mutuels. C'est une période extrêmement tendue dans les relations interétatiques aboutissant, en 2008, en quelque sorte à sa fin logique : un conflit armé.

Comme dans le cas précédent, dans ce cas-ci, nous pouvons aussi identifier deux moments clés : la suspension de la délivrance de visas pour les Géorgiens et l'embargo sur les produits géorgiens (en mars 2006), ainsi que le scandale d'espionnage (en septembre 2006), marquant durant cette période des crêtes de tensions, exprimées cette fois-ci par des actions autant concrètes qu'extrêmes. Ces deux moments (surtout le dernier) présentaient aussi des points culminants de tensions dans les relations russo-géorgiennes déjà en péril depuis une brève pause résultant du départ de Chevardnadze. Comme résultat, de la Géorgie avait été créée une véritable ennemie de la Russie, de sorte que tout ce qui était relié à la Géorgie et aux Géorgiens portait un caractère négatif.

Retraçons les principaux moments qui ont marqué cette période.

Commençons par se rappeler que vers la fin des années 1990, la Géorgie (encore sous la gouverne de l'ex-président Chevardnadze) devient l'un des rares États de l'ancien espace soviétique (à part des États baltes) ouvertement proaméricain, et en même temps de plus en plus méfiant à l'égard de la Russie. L'arrivée de Mikheil Saakachvili a renforcé davantage cette tendance. Toutefois, il faut noter ici qu'au début de son arrivée au pouvoir, Saakachvili avait tenté d'améliorer les relations avec la Russie, choisissant Moscou pour sa première visite officielle et se montrant également patient avec la fermeture des bases militaires russes en Géorgie. Lors de sa visite officielle à Moscou en février 2004, Saakachvili a plutôt suscité une bonne impression chez les dirigeants du Kremlin, notamment lorsqu'il avait déclaré qu'il ne permettrait pas l'installation des bases américaines en Géorgie après le démantèlement des bases militaires russes (Lévesque et Jolicoeur, 2004 : 88). À cet égard, il convient de se rappeler qu'au début, Poutine se montrait pour sa part plus attentif à l'égard de son homologue géorgien. C'est ainsi qu'en mars 2004, la crise d'Adjarie (une république géorgienne autonome qui ignorait l'autorité de Tbilissi) avait été résolue de façon pacifique, « grâce » à la réserve du Kremlin. Il faut également souligner que lors de cette crise, le Kremlin avait clairement fait comprendre à Aslan Abachidze (président du Conseil suprême de la république autonome d'Adjarie, et qui comptait sur une aide des forces russes de la base militaire de Batoumi [la capitale d'Adjarie]) qu'il ne pouvait pas profiter d'une telle aide. C'était également un envoyé du Kremlin, Igor Ivanov (l'ancien ministre russe des Affaires étrangères et actuel secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie) qui, lors de sa visite à Batoumi le 5 mai 2004, avait convaincu Abachidze de démissionner. Le lendemain, Abachidze monte à bord de l'avion avec Ivanov pour ainsi se réfugier à Moscou. Il faut noter que par la suite, plusieurs politiciens et observateurs russes vont reprocher au Kremlin son « inaction » dans le cas de l'Adjarie.

Toutefois, après ce « plutôt bon départ », les relations entre Tbilissi et Moscou se détériorent assez rapidement et de façon dramatique. Le succès en Adjarie (toléré par Moscou, comme nous l'avons mentionné) encourage le nouveau président géorgien à tenter, durant le mois de mai, de restaurer le contrôle sur l'Ossétie du Sud. Toutefois, cette tentative de Tbilissi provoque des affrontements sanglants durant le mois d'août. Cette fois-ci, contrairement au cas du peuple adjar, le Kremlin se

montre beaucoup moins « tolérant ». Durant les mois de mai et juin, la Russie livre de l'équipement militaire lourd supplémentaire (incluant plusieurs chars d'assaut) à l'Ossétie du Sud, et renforce ainsi sa présence militaire dans cette région (Illarionov, 2009 : 50). Accusant de partialité les forces russes de maintien de la paix, Saakachvili demande la révision de leur mandat de paix (Razoux, 2009 : 293).

En même temps, Saakachvili annonce son intention d'attaquer tout navire qui tentera, sans permission géorgienne, d'entrer dans les ports d'Abkhazie. Saakachvili a particulièrement mis en garde les touristes russes qui se rendent en Abkhazie par les voies maritimes, mais cet avertissement de Saakachvili a eu un effet contraire pour le leader du LDPR qui, avec quelques députés et quelques dizaines de touristes russes, décide de se rendre en Abkhazie avec un petit bateau, prétendument pour « s'y reposer ». En réalité, ce sont les menaces de Saakachvili qui a poussé le groupe à prendre une telle décision, comme Jirinovski lui-même l'a avoué (Jirinovski, 2004f). Néanmoins, le groupe se verra accompagné par des navires militaires et même par un hélicoptère militaire (tantôt russes, tantôt abkhazes, selon différentes versions),<sup>77</sup> avec pour résultat que ce voyage très médiatisé du LDPR créa une situation de confrontation et aggrava davantage les relations interétatiques déjà en péril.

Le 29 octobre 2004, la Géorgie établit un Plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) avec l'OTAN, et demande une adhésion rapide. En décembre de la même année, Saakachvili soutient la *Révolution orange* en Ukraine, puis en mars 2005, il soutient la *Révolution des tulipes* au Kirghizistan.

Le 10 mai 2005, G.W. Bush visite Tbilissi où le président géorgien l'accueille en grande pompe. Toujours en mai, il se produit un événement tout à fait étonnant à première vue. Les ministres russe et géorgien des Affaires étrangères signent une déclaration commune sur le retrait des dernières troupes russes stationnées en Géorgie (Batumi et Akhalkalaki). La nouvelle date prévue pour la sortie desdites troupes russes est fixée pour le 1er janvier 2008. En effet, cet événement

---

<sup>77</sup> Selon le côté géorgien, le navire de Jirinovski avait été accompagné par des gardes russes pour éviter de compliquer la situation. Tandis que Jirinovski lui-même a déclaré que son bateau avait été accompagné par des gardes côtiers abkhazes. En ligne :

« <http://www.civil.ge/rus/article.php?id=5830&search=> » ;

« <http://www.newsru.com/arch/world/11Aug2004/jirinovsky.html> ».



étonnant (notamment sur le fond d'un revirement de Moscou envers Washington qui avait commencé à s'opérer petit à petit après la *Révolution orange*) pourrait s'expliquer de différentes manières. Premièrement, comme Razoux l'avait noté :

En acceptant de retirer ses troupes, le Kremlin fait d'une pierre deux coups : il améliore son image sur la scène internationale et il entend pousser le président Saakachvili à la faute en lui laissant croire qu'il a désormais les mains libres pour agir face aux irrédentismes abkhaze et ossète (Razoux, 2009 : 295).<sup>78</sup>

De l'autre côté, à l'instar d'Illarionov, on peut également supposer que :

*Virtually no one understood at the time that the deadline for the withdrawal of the Russian military bases from Batumi and Akhalkalaki was also the date the Russian leadership set for legalizing existing bases and establishing new ones in Abkhazia and South Ossetia (Illarionov, 2009 : 59).*

Quoi qu'il en soit, comme Novikov et Zigar l'ont noté, pour parvenir à un accord, Moscou a dû faire d'importantes concessions. Selon les auteurs, en 2005, Moscou a changé assez rapidement sa position en lien au démantèlement de ses bases militaires en Géorgie. En avril, B. Mironov (Président du Conseil de la fédération), lors des négociations avec Nino Bourdjanadze (Présidente du Parlement géorgien), avait admis que Moscou pourrait retirer ses bases militaires d'Akhalkalaki et de Batumi, respectivement en janvier 2008 et en janvier 2009. À son tour, le côté géorgien insista sur le retrait des mêmes bases, respectivement pour décembre 2007 et mars 2008. En effet, comme Novikov et Zigar l'ont rappelé, en 2000, la Russie demandait quinze ans pour le démantèlement de ses bases militaires après la signature de l'accord. Puis, deux ans plus tard, on avait insisté sur un délai de onze à douze ans. Encore deux ans plus tard, la Russie a demandé de sept à huit ans pour le démantèlement de ses bases militaires, tandis que de son côté, la Géorgie insistait pour que ses bases militaires soient démantelées dans trois ans (Novikov et Zigar, 2005).

L'année 2006 s'avère extrêmement tendue quant aux relations russo-géorgiennes, une année marquée d'une part par maints accidents et sabotages, et d'autre part par l'intensification des déclarations antirusses, le tout étant couronné, comme par le passé, par des accusations et des provocations de part et d'autre.

---

<sup>78</sup> En effet, la déclaration du ministre géorgien de l'Intérieur Vano Merabichvili prouve bien cette hypothèse. Voir p. 122.

Le mois de janvier 2006 commence par l'explosion, en Ossétie du Nord, du gazoduc Mozdok-Tbilissi, causant ainsi l'interruption de l'approvisionnement en gaz naturel de la Géorgie et de l'Arménie.<sup>79</sup> Un peu plus tard le même mois, une autre explosion a eu lieu, causant cette fois-ci l'interruption de l'électricité dans la partie orientale de la Géorgie.

La même année, en parallèle avec l'éventuelle reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, la rhétorique de Moscou à l'endroit des régions sécessionnistes dans l'ancien espace soviétique devient de plus en plus accentuée. Le 31 janvier, Poutine, durant sa rencontre avec des journalistes, déclare que « si quelqu'un pense que le Kosovo peut devenir indépendant, pourquoi devrions-nous refuser cette opportunité aux Abkhazes et aux Ossètes du Sud ? » (Poutine, 2006b). Poutine enjoint son ministre des Affaires étrangères à trouver une formule juridique universelle pour l'indépendance du Kosovo, et qui serait également applicable dans d'autres cas similaires.

En mars 2006, les autorités géorgiennes arrêtent et expulsent un officier de GRU impliqué dans des activités d'espionnage (Illarionov, 2009 : 60). Le même mois, la Russie suspend la délivrance de visas aux Géorgiens, et décrète un embargo sur les vins géorgiens, sous prétexte que ces exportations ne sont pas conformes aux exigences sanitaires, alors que le marché russe d'alors représentait environ 80 % des vins exportés par la Géorgie. Cet embargo concerne également les vins de la Moldavie, un autre État avec qui la Russie entretenait aussi des relations tendues à cette époque. Vers la fin de mois d'avril, cette restriction s'appliquera également aux eaux minérales géorgiennes, un autre produit géorgien exporté en grande quantité sur le marché russe. Cet embargo sur les principaux produits d'exportation géorgiens et moldaves a été imposé à un moment où la détérioration des relations de la Russie avec ces deux États a atteint un nouveau sommet. Dans le cas de la Géorgie, cela s'est tramé sur fond de détérioration croissante des relations russo-géorgiennes, une détérioration largement liée à l'exigence géorgienne concernant le démantèlement des bases russes en Géorgie et à son intention de plus en plus manifeste d'intégrer l'OTAN.<sup>80</sup> En même temps, la Russie s'oppose à la reconduction (demandée par la Géorgie) de la mission de surveillance de la frontière russo-géorgienne par l'OSCE.

<sup>79</sup> BBC (22 janvier 2006), *Russia blamed for 'gas sabotage'*. En ligne: <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4637034.stm>>.

<sup>80</sup> Il convient de noter que le 31 mars 2006 (après la signature d'une déclaration commune sur le retrait des dernières troupes russes stationnées en Géorgie le 30 mai 2005), Moscou et Tbilissi ont conclu un accord sur le démantèlement des bases militaires russes (de Batoumi et d'Akhalkalaki) qui prévoyait l'achèvement du démantèlement de la base d'Akhalkalaki avant le 1er octobre 2007 et celle de Batumi avant la fin de 2008. Toutefois,

En mai 2006, le ministère russe des Affaires étrangères entame des consultations auprès des autorités de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et de la Transnistrie sur le statut de leurs territoires dont les dirigeants ont signé à Soukhoumi (à la mi-juin) un traité d'amitié, de coopération et de soutien mutuel. Poutine, à son tour, déclare que le sort de ces nations devrait être défini par la volonté de leurs peuples, sur la base de leur droit à l'autodétermination. Deux semaines plus tard, Poutine déclare que la Russie a l'intention de maintenir ses troupes de maintien de la paix dans ces régions, « indépendamment des provocations ». Le 7 juillet, le Conseil de la FR adopte une loi autorisant le Président de la Russie à déployer des forces militaires en dehors du territoire russe dans le but de prévenir les activités terroristes internationales (Illarionov, 2009). Rappelons au passage qu'à l'époque, une large majorité de résidents de l'Ossétie de Sud possédaient déjà des passeports russes.

De son côté, parallèlement à ces événements, le Parlement géorgien adopte une résolution sur l'intégration de la Géorgie dans l'Alliance atlantique. En juillet 2006, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) entre en service, exportant le pétrole caspien en Turquie à travers la Géorgie, mais en contournant la Russie. À cela s'ajoute aussi l'ouverture du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE). Les deux projets ont été vus par le Kremlin comme étant une tentative directe de saper le pouvoir de négociation de la Russie sur le marché international de l'énergie (O Toal, 2008 : 681-682).

Vers la fin du même mois, une crise éclate dans les gorges de Kodori (la seule région de l'Abkhazie contrôlée par le gouvernement géorgien jusqu'au conflit d'août 2008) lorsqu'un chef de la milice locale (Emzar Kvitsiani) déclare sa non-obéissance au gouvernement géorgien. Tbilissi envoie la police pour désarmer les rebelles. Les autorités géorgiennes accusent le côté russe d'être impliqué dans cet événement et déclarent, que pour s'échapper, Kvitsiani avait été aidé par des Russes. Vers

---

le commencement du démantèlement de la base militaire d'Akhalkalaki (la région géorgienne majoritairement peuplée par la population ethniquement arménienne) prévu pour le 26 avril 2006 avait été interrompu par le côté russe. Comme le côté russe l'avait précisé, cette interruption est due à la protestation de la population locale qui risquait de perdre ses revenus liés au fonctionnement de la base militaire russe, alors que pour sa part, le côté géorgien accusait les autorités russes d'avoir organisé la protestation. (Civil.ge, 26 avril 2006, *Interior Minister Comments on Akhalkalaki Base*; <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=12415&search=>); (Civil.ge, 28 avril 2006, *Georgian MFA Comments on Akhalkalaki Base*; <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=12430&search=>); (Civil.ge, 26 avril 2006, *Russia Says Akhalkalaki Base Pullout Hindered, as Locals Protest*; <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=12413&search=>).

la fin de l'opération, un gouvernement abkhaze en exil est mis en place par le gouvernement géorgien dans les gorges de Kodori.

La Russie conduit de grandes manœuvres ; le « Bouclier Sud 2006 » en plein cœur du Caucase.

Le mois de septembre 2006 voit les relations devenir très tendues entre la Géorgie et la Russie. Le 14 septembre 2006, la Géorgie et d'autres États de GUAM (avec le soutien des États-Unis et plusieurs autres États, et ce, malgré l'opposition de la Russie) ont inclus dans l'ordre du jour de la 61<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU la question des « conflits gelés » dans l'ex-URSS, tandis qu'à la mi-septembre, l'OTAN annonce le début d'un « dialogue intensifié » avec la Géorgie.

Le 22 septembre 2006, à l'Assemblée générale de l'ONU, Mikheil Saakachvili accuse la Russie de jouer un « rôle destructeur » dans la région, et d'empêcher le rétablissement de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

Le 27 septembre 2006, Saakachvili renomme Kodori en Haute-Abkhazie, et affirme que la Géorgie actuelle est différente de la Géorgie de l'époque de Chevardnadze, et qu'elle est prête à répondre à tous ceux qui portent atteinte à son intégrité territoriale. C'était le jour même (juste avant les élections locales géorgiennes) que sous prétexte d'espionnage et d'organisation d'actes terroristes en Géorgie, le ministère de l'Intérieur géorgien procède à l'arrestation de quatre officiers russes. Il faut noter ici que ce n'était pas la première fois que la Géorgie avait procédé à l'arrestation d'« espions » russes ; toutefois, c'était la première fois qu'une telle arrestation avait été réalisée devant les caméras, à la vue de tout le monde, conférant ainsi une certaine dimension de gloire, mais aussi de confiance face à la puissance russe. À cet égard, le 29 septembre, Vano Merabichvili (le ministre géorgien de l'Intérieur) a déclaré en direct à la télévision :

*I want to tell you, that because of the huge international support, including among the international organizations and western media, Georgia has never been as protected as it is now in our recent history. At the same time Russia has never been so unprotected and weak as it is now, because Russia is very confused and is undertaking inappropriate and spontaneous steps. [...] but today the entire world saw that Russia is just an ordinary helpless state and the myth about its powerful intelligence and its omnipotence has been destroyed and this myth now only belongs to history. Of course for Russians it is especially painful that this blow was made by Georgia.<sup>81</sup>*

---

<sup>81</sup> Civil.ge (29 septembre 2016), *Interior Minister: Myth of Russia's Omnipotence Destroyed*. En ligne :

Cette déclaration explique clairement l'atmosphère qui régnait alors à Tbilissi, et les calculs qui ont été faits par les autorités géorgiennes. Cela explique également la réaction russe qui fut à la fois immédiate, mais aussi démesurée. D'un seul coup, les relations diplomatiques avec la Géorgie ont été interrompues, l'ambassadeur et le personnel de l'ambassade ont été rappelés, les troupes russes stationnées en Géorgie ont été mises en état d'alerte, et toutes les liaisons terrestres, maritimes, aériennes et postales avec la Géorgie ont été suspendues. De plus, associée à une puissante propagande anti-géorgienne diffusée dans les médias russes, une campagne xénophobe visant l'expulsion de la Russie des Géorgiens a été déclenchée. Citons d'autres faits : on encourageait les chauffeurs de taxi à demander à leurs passagers de s'identifier et de leur refuser le service s'il s'avérait qu'ils étaient Géorgiens ; dans les écoles de Moscou, on demandait d'identifier les élèves d'origine géorgienne ; les spectacles culturels géorgiens dont la tenue avait déjà été prévue ont été annulés, etc. Un mois plus tard, les livraisons de gaz naturel ont d'abord été coupées, puis son prix a doublé (passant de 110 \$/mmc<sup>82</sup> à 230 \$/mmc).

Le 4 octobre, la Douma adopte une déclaration à l'égard de la Géorgie qualifiant les actions des autorités géorgiennes de « terrorisme d'État » et soutenant les sanctions économiques infligées à la Géorgie.<sup>83</sup> Le même jour, le Service fédéral des migrations créa un département spécial « géorgien » dans le but de s'occuper uniquement des immigrants géorgiens (Sergeev et coll., 2006). Plus tard, en décembre de la même année, la Douma adopte deux déclarations appelant à la reconnaissance de l'Abkhazie et à l'indépendance de l'Ossétie du Sud.<sup>84</sup>

Au mois de février 2007, Poutine livre son fameux discours de Munich, lors d'une conférence sur la sécurité. Le discours de Poutine a été perçu par plusieurs observateurs occidentaux comme étant le début d'une nouvelle guerre froide, tandis que pour l'élite politique russe, mais aussi pour la

---

« <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13699&search=> ».

<sup>82</sup> « mmc » : abréviation de « mille mètres cubes ».

<sup>83</sup> News.ru (4 octobre 2006), *Gosduma podderžala èkonomičeskie sankcii protiv Gruzii, ne isključiv bolee "žestkih mer"*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/04oct2006/sanctions.html>>. Civil.ge (4 octobre 2006), *Russian Leaders, Parliament, Speak Tough on Georgia*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13766&search=>>>.

<sup>84</sup> Civil.ge (6 décembre 2006), *Russia's Duma Passes Statements on Abkhazia, S.Ossetia*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=14253&search=>>>. Civil.ge (6 décembre 2006), *Tbilisi Fears Moscow is Preparing for S.Ossetia, Abkhazia Recognition*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=14254&search=>>>.

société russe en général, ce discours a plutôt été perçu comme étant la renaissance de la Russie, la marque d'un État fort et capable de défendre ses intérêts sur la scène internationale.

Durant les deux jours qui suivent, Saakachvili affirme qu'en 2009, la Géorgie adhèrera à l'OTAN. Le 16 février, Kokoïty à son tour répond que « la Géorgie peut adhérer l'OTAN [...], mais sans l'Ossétie du Sud et sans l'Abkhazie » (Illarionov, 2009 : 64).

Toute l'année 2007 sera marquée par plusieurs accidents et violations de l'espace aérien géorgien. Par exemple, en mars, un accident d'hélicoptères entrava une fois de plus les relations déjà tendues entre les deux États.<sup>85</sup> Au début du mois d'août, une fois de plus la Géorgie accuse la Russie d'avoir tiré un missile sur le village de Tsitelubani (le district de Gori près de la zone du conflit osséto-géorgien).<sup>86</sup> Entre-temps, en juillet 2007, Saakachvili avait proposé aux Américains d'accueillir sur le territoire géorgien une partie du bouclier antimissile destiné à l'Europe centrale (Razoux, 2009 : 308).

En septembre et novembre 2007, des manifestations antigouvernementales éclatent en Géorgie.<sup>87</sup> Au début, elles étaient plutôt pacifiques, mais le 7 novembre, des protestations ont été brutalement dissoutes par la police. Le gouvernement géorgien accusa les services secrets russes d'être impliqués dans une tentative de coup d'État et instaura l'état d'urgence jusqu'au 16 novembre. De leur côté, les autorités russes ont rejeté ces accusations, les qualifiant de « provocations irresponsables » visant à détourner l'attention des problèmes internes pour blâmer les forces externes. De même, Moscou avait sévèrement critiqué le gouvernement Saakachvili pour la brutalité policière, pour l'arrestation de dirigeants de l'opposition et de militants des droits de la personne, ainsi que pour l'interdiction des médias indépendants.

Vers la fin de 2007, la Russie se retire unilatéralement du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), traité qui limite le déploiement d'armements lourds aux pays signataires de ce traité dans les zones d'application du Traité.

---

<sup>85</sup> Selon le côté géorgien, le 11 mars 2007, trois hélicoptères russes ont tiré sur le village de Chkhalta (dans les gorges de Kodori), endommageant une école et le siège du gouvernement de l'Abkhazie en exil.

<sup>86</sup> Durant le mois d'août, il eut lieu un autre accident. Selon les autorités géorgiennes, le système antiaérien de la Géorgie a tiré sur un avion militaire qui avait violé l'espace aérien géorgien.

<sup>87</sup> Les manifestations ont été organisées par les partis d'opposition et elles critiquaient principalement la politique menée par Saakachvili et de son gouvernement, en exigeant sa démission.

Au fond, durant cette période, la principale source de discorde entre les deux capitales peut être expliquée de la façon suivante. Tbilissi reprochait principalement au Kremlin de soutenir les régions sécessionnistes géorgiennes au lieu d'aider la Géorgie à rétablir son intégrité territoriale. On sait qu'à plusieurs reprises, la Russie avait déclaré publiquement qu'elle était pour l'intégrité territoriale de la Géorgie ; toutefois, les autorités géorgiennes voyaient clairement que la Russie poursuivait une approche différente avec la Moldavie et l'Azerbaïdjan, les deux autres anciennes républiques soviétiques qui, après l'effondrement de l'URSS, avaient aussi hérité de « conflits gelés ». C'était aussi pour cette raison qu'à plusieurs reprises, Saakachvili avait tenté de remplacer les forces russes de maintien de la paix par les forces internationales.

Quant au Kremlin, on reprochait principalement à Saakachvili sa rhétorique antirusse, et surtout sa volonté d'intégrer son pays à l'OTAN. On reprochait aussi à Saakachvili de pousser le Kremlin, via la communauté internationale, à démanteler les bases militaires russes sur le territoire géorgien. Tout cela sans aucune garantie donnée en contrepartie que la Géorgie ne permettrait pas à l'OTAN et aux États-Unis de déployer leurs installations militaires sur son territoire. Par surcroît, on reprochait aussi à Saakachvili de tenter de restaurer l'intégrité territoriale géorgienne par la force, ainsi que de miner l'influence de la Russie sur l'espace de la CÉI en soutenant tout mouvement antirusse sur cet espace (Lévesque, 2006: 87-88). Enfin, l'on se souvient que la *Révolution des roses* et l'arrivée de Saakachvili au pouvoir ont été vues par plusieurs en Russie, y compris par le Kremlin lui-même, comme étant une mise en scène américaine. À cela, l'on peut également rajouter une hostilité et un dégoût personnels entre Poutine et Saakachvili, à l'opposé des bonnes impressions mutuelles qu'initialement les deux dirigeants entretenaient l'un à l'égard de l'autre.

### 2.3.2 Le narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

Le scandale de l'espionnage, ainsi que les événements ayant précédé ce scandale, ont été avant tout qualifiés par les communistes comme étant des actes perpétrés contre la Russie : « sale, abominable provocation », « provocation antirusse », « actes de banditisme et de barbarie dans les relations internationales » (Ziouganov, 2006c). Le leader du KPRF a accusé les autorités

géorgiennes d'agir sous la dictée des services de renseignements américains pour perpétrer de tels actes (Ziouganov, 2006c).

Le narratif du KPRF établit une claire distinction entre d'un côté le peuple géorgien (le présentant comme un peuple ami partageant la même foi, la même histoire, la même culture [Ziouganov, 2006d], mais qui est devenu l'otage du régime actuel géorgien), et de l'autre côté Saakachvili et son régime (Ziouganov, 2006e).

Cependant, il faut noter que, malgré une telle description de la Géorgie et du peuple géorgien, la mention de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud dans le narratif du KPRF occupe une place tout à fait spéciale. Ces deux régions sont présentées comme « ayant le droit » de vivre avec la Russie, c'est-à-dire comme les sujets, dans un premier temps, d'une éventuelle reconnaissance de leur indépendance et, dans un second temps, de leur éventuelle intégration dans la Fédération de Russie. Pour les communistes, cet « ayant droit » se fonde sur des facteurs à la fois démocratiques (le droit des deux régions de déterminer leur sort, leur droit de décider avec qui vivre), mais aussi historiques (pour avoir été séparée dans le passé dans le cas de l'Ossétie du Sud, et pour avoir intégré l'Empire russe avant la Géorgie dans le cas de l'Abkhazie). Le narratif communiste présentait la situation concernant ces deux régions séparatistes comme si ces régions « rêvaient » de « vivre ensemble » avec la Russie. Pour consolider leur argumentation, les communistes (comme le font les représentants du LDPR) évoquent l'effondrement de l'Union soviétique comme illustrant le droit à l'autodétermination de tout peuple (Ziouganov, 2004a ; 2007d).

Quant à Saakachvili, il fut maintes fois qualifié d'homme malade (dans le sens mental) atteint de pathologies graves (Ziouganov, 2007d). Mises à part ces « qualités » personnelles, Saakachvili est aussi présenté comme étant une marionnette et un instrument entre les mains des Américains (Melnikov, 2006). Par exemple, l'arrivée au pouvoir de Saakachvili a été qualifiée par Ziouganov comme étant une « opération réussie » par les États-Unis dans le changement de régime en Géorgie (Ziouganov, 2003b). Pour les communistes, Saakachvili serait incapable de faire quelque chose de bon pour son pays et serait principalement préoccupé à multiplier les provocations contre la Russie (Ziouganov, 2004a). Une telle présentation de la personne de Saakachvili (comme étant un provocateur et une marionnette des États-Unis) a été projetée par les communistes dès son arrivée au pouvoir, bien avant le Kremlin (Ziouganov, 2004a).



En ce qui concerne la caractérisation du second principal protagoniste, c'est-à-dire l'Occident (avec les États-Unis en tête), on ne trouve aucun changement majeur dans le narratif du KPRF. Comme dans le bon vieux temps, l'Occident est accusé de tenter d'affaiblir et de subjuguier la Russie, et de l'asservir comme une « semi-colonie » pourvue de matières premières.

Pour les communistes, tout cela s'exprime dans un premier temps par le fait que le régime Saakachvili, sous le diktat des Américains, vise à aggraver la situation dans la région afin de provoquer une nouvelle guerre dans le Caucase, laquelle guerre permettrait aux Américains de réaliser leur « rêve le plus cher » : s'établir solidement dans cette région, au détriment de la Russie qui perdrait ainsi de son influence (Ziouganov, 2006c).

Dans son interview dans *Sovetskaja Rossija*, Ziouganov explique que l'Occident a une politique bien définie et cohérente à l'égard des pays de la CÉI. Cette politique vise à encercler la Russie par un cordon d'États afin de faire contrepoids géopolitique à la Russie. Tout a commencé par les pays baltes, et la prochaine étape (selon le leader du KPRF) consiste à inclure l'Ukraine et la Géorgie dans ce cordon d'États antirusse. Selon le leader du KPRF, le même modèle fonctionne partout, un modèle qui prévoit l'expulsion ou l'assimilation forcée de la population russe de ces pays, la réorientation des politiques de ces pays (dans le sens antirusse) et leur inclusion dans l'OTAN et l'UE. Tout cela, comme l'affirme Ziouganov, afin de rendre irréversibles les résultats du démembrement de l'URSS et d'impliquer la Russie dans de nombreux conflits autour de ses frontières, afin que la Russie ne revienne jamais dans la grande politique, mais aussi dans le but de la démembrer éventuellement et de saisir ses ressources naturelles (Ziouganov, 2007b).

Quant aux intérêts à long terme de la Russie, toujours selon les communistes, le Caucase, mais aussi tout l'ancien espace soviétique font partie des intérêts nationaux vitaux de la Russie. Dans leur conception géopolitique, l'espace postsoviétique n'est nulle autre chose que l'État russe historique qui existait sur ce territoire depuis des siècles. De ce fait, la Russie doit être présente partout sur cet espace, et elle doit y jouer un rôle déterminant. Pour les communistes, la création d'une autre « Union soviétique » demeure une réalité. Quant à la forme d'une telle Union, elle sera déterminée durant le processus d'intégration des anciennes républiques dans cette nouvelle Union (Ziouganov, 2006b). En fin de compte, les communistes poursuivent la même vieille rhétorique sans apporter de changements significatifs.

**Tableau 2.8** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du KPRF</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Le Kremlin ne défend pas les intérêts nationaux russes; Poutine est un héritier d'Eltsine et sa politique étrangère est la suite de celle de ce dernier; la Russie n'a toujours aucune politique pour le Caucase.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Géorgie? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Sale, abominable provocation contre la Russie; provocation antirusse; le banditisme et la barbarie dans les relations internationales. <b>Autre</b> : peuple géorgien - un peuple ami qui est devenu l'otage du régime actuel géorgien. <b>Abkhazie et Ossétie du Sud</b> : ont le droit de déterminer leur sort, de vivre avec la Russie.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Saakachvili</b> (et son régime) : un homme mentalement malade, avec des pathologies importantes; une marionnette, un instrument entre les mains des Américains; Saakachvili provoque une nouvelle guerre dans le Caucase. <b>Occident avec les États-Unis en tête</b> : cherchent à affaiblir et à subjuguier la Russie et de s'en servir comme une « semi-colonie » de matières premières; l'Occident cherche à encercler la Russie par un cordon d'États antirusse afin de faire un contrepoids géopolitique à la Russie; l'Occident provoque une nouvelle guerre dans le Caucase (à l'aide de la Géorgie).
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Ne pas permettre la présence militaire américaine et de l'OTAN dans cette région. La Russie doit être présente partout sur l'ancien espace soviétique; elle doit jouer un rôle déterminant dans cette région. Le Kremlin doit revendiquer clairement que l'ancien espace soviétique fait partie des intérêts nationaux de la Russie; maintenir sa présence militaire (les forces de maintien de paix); aider l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Établir une nouvelle « Union ».
Justifications		L'effondrement de l'Union soviétique comme un exemple d'autodétermination pour chaque peuple (à l'égard de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud); la Russie s'est trouvée entourée par un cordon d'États qui font un contrepoids géopolitique à la Russie et qui font un front uni contre elle; rétablir une « union » est une question de survie historique; l'ancien espace soviétique est un territoire historique de la Russie.
Image de soi (Russie)		La Russie est un pays eurasien; la Russie est une civilisation unique, qui a sa forme et sa façon de vivre; guider tous les peuples vivant en Eurasie de s'opposer à l'hégémonie américaine et au nouvel ordre mondial; la Russie est le garant de la paix dans la région.

Quant aux actions plus concrètes, les communistes avaient à quelques reprises mentionné que la Russie dispose de plusieurs leviers économiques et énergétiques (un avantage considérable pour faire face à l'aide américaine) afin d'influencer Tbilissi (Ziouganov, 2004a). Les communistes ont également insisté pour que le Kremlin revendique clairement que cette région (tout comme l'ancien espace soviétique) fait partie des intérêts nationaux de la Russie, et qu'elle y maintient sa

présence militaire (sous la forme de forces de maintien de paix). Les communistes avaient également exigé du Kremlin d'aider l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud à se développer.

En fin de compte, les communistes (et notamment leur leader) accusent le Kremlin d'inaction et de manque de défense des intérêts nationaux. De ce fait, comme durant les années précédentes, les communistes continuent de percevoir Poutine comme un héritier d'Eltsine, et sa politique étrangère comme étant la perpétuation des politiques de ce dernier. Déplorant une telle situation, les communistes continuent donc d'avancer que la Russie ne mène toujours aucune politique, ni pour le Caucase ni pour la CÉI (Ziouganov, 2007b).

C'est ainsi qu'en répondant à une question d'un journaliste qui avait demandé à Ziouganov de commenter la « politique impériale de Poutine à l'endroit de la Tchétchénie, de l'Ukraine et de la Géorgie », le leader du KPRF lui répond avec regret que qualifier d'impériale la politique de Poutine est très flatteur à son endroit, car selon Ziouganov, Poutine prolonge la politique d'Eltsine qui isole davantage certaines parties de l'ancienne l'Union soviétique au lieu de les réintégrer, mais aussi sa politique provoque la fragmentation de la Russie elle-même (Ziouganov, 2006b).

### 2.3.3 Le narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

Le narratif du LDPR, comme celui du KPRF, est dominé par le terme « provocation » pour caractériser les comportements du gouvernement géorgien envers la Russie. C'est ainsi que Léonid Sloutski avait qualifié l'arrestation des officiers russes comme étant une provocation désagréable et non professionnelle où la « Géorgie, de manière très insolente, sans fondement et de manière totalement inappropriée, nous montre simplement ses dents, montrant une attitude négative envers la Russie et tout ce qui est russe » (Sloutski, 2006). Le second terme plus fréquemment employé pour décrire la situation est celui de « guerre ». Le leader du LDPR, un passionné des actions et des situations extrêmes, qualifie le même événement de « guerre de provocation » contre la Russie menée par Saakachvili (Jirinovski, 2006l).

Dans le narratif du LDPR, la Géorgie est présentée de manière fort complexe. Dans son style habituel, Jirinovski continuait de promouvoir ses prédictions concernant un éventuel effondrement de la Géorgie en tant qu'État, en établissant l'analogie avec l'URSS et la Yougoslavie. Selon Jirinovski, comme l'Union soviétique a perdu ses républiques, la Géorgie perdra aussi l'Abkhazie, l'Adjarie et l'Ossétie du Sud. Pour Jirinovski, c'est le prix à payer pour l'indépendance de la Géorgie pour qui la préservation de son intégrité territoriale passe par l'intégration même de la Géorgie à la FR (Jirinovski, 2004b).

C'est ainsi qu'en août 2004, sur fond d'aggravation de la situation en Ossétie du Sud et juste après son voyage provocateur en Abkhazie, Jirinovski s'adresse à la Géorgie en déclarant que « la Russie, comme une bonne mère et un bon père sévère, protège tous ses enfants, y compris ceux qui, en claquant la porte, ont quitté la maison paternelle ». Jirinovski suggère donc de regagner « la maison paternelle » afin de vivre paisiblement ensemble (Jirinovski, 2004j).

Le narratif « depuis 200 ans vous [la Géorgie] êtes profiteuse pour nous [la Russie] » ne perd pas non plus de son utilité et de sa vigueur. Le leader du LDPR continue donc de rappeler de temps en temps, à la fois aux Géorgiens, mais aussi aux Russes, sa réalité historique afin de rafraîchir leur mémoire (Jirinovski, 2004j). Ce narratif comprend également un autre aspect montrant la bonne foi de la Russie voulant que le « grand frère » n'ait jamais occupé la Géorgie, qu'il arrivait toujours à son secours (contre la Turquie et la Perse). En outre, on présentait aussi la Géorgie comme étant une source de malheur pour la Russie.

Souvent, ce narratif « depuis 200 ans vous [la Géorgie] êtes profiteuse pour nous [la Russie] » avait été accompagné par un autre narratif selon lequel « la Géorgie est une source de corruption et de criminalité », accusant ainsi cette dernière de propager la corruption et le crime sur le territoire de l'URSS durant l'ère soviétique (Jirinovski, 2004j).

Quant aux Géorgiens, contrairement au narratif du KPRF qui les présente comme le « peuple laborieux »<sup>88</sup>, le leader du LDPR les présente plutôt comme étant des malfaiteurs qui s'occupent

---

<sup>88</sup> Il faut noter ici qu'en général, les communistes représentent de la même manière les habitants de l'ancien espace soviétique, espérant au plus haut point d'ainsi gagner ou préserver une certaine sympathie dans certains segments de la population de ces pays.

principalement d'affaires illégales et criminelles, au lieu de travailler légalement (Jirinovski, 2006j).

Enfin, la Géorgie est aussi présentée comme une base militaire américaine, et en conséquence comme une menace imminente pour la sécurité de la Russie (Mitrofanov et Tretiakov, 2006).

Au bout du compte, contrairement au narratif du KPRF (qui présentait la Géorgie comme un pays ami et les Géorgiens comme un peuple fraternel), celui du LDPR maintient sa position et continue de présenter la Géorgie de manière fort négative en la traitant de profiteuse, de porteuse de malheurs, de source de corruption et de crimes, ainsi qu'une base militaire américaine.

Il convient de se rappeler que vers la fin de l'année 2003, la question de la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud parvient au sommet de l'actualité. Plusieurs politiciens russes font des déclarations appelant à reconnaître leur indépendance. Le LDPR était le champion imbattable dans ce domaine. Jirinovski ne ratait pas l'occasion de mettre sur table cette question avec des appels directs à l'action (Jirinovski, 2003b). C'est ainsi qu'en novembre 2003, Aleksey Mitrofanov avait présenté à la Douma le projet de décret « concernant l'adoption de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud dans la Fédération de Russie » (Mitrofanov, 2003). Toutefois, ce projet n'a pas été inclus dans l'ordre du jour de la Douma.

Le principal argument et la justification concernant la reconnaissance de l'indépendance de ces régions séparatistes faisaient référence à l'effondrement de l'Union soviétique et à la Yougoslavie. La logique sous-jacente suggérait que si l'URSS avait été dissoute en quinze républiques indépendantes, pourquoi la Géorgie aussi ne pouvait-elle pas être divisée en quelques régions (Jirinovski, 2004g) ? À cela s'ajoute un autre raisonnement de caractère ethnique selon lequel les Abkhazes, comme peuple, sont différents des Géorgiens. En conséquence, ils ont les droits légitimes et moraux de ne pas vivre avec les Géorgiens. À cet aspect ethnique, s'ajoutait aussi l'aspect de la répression, faisant référence au passé lorsqu'à deux reprises, les gouvernements géorgiens (dans les années 1920, puis 1990) ont entamé des actions militaires contre le peuple ossète. Enfin, un autre argument soulevait la question de la sécurité de la Russie. Selon cet argument, la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie permettrait à la Russie de ne pas perdre cette partie frontalière du Caucase, parce que si l'Abkhazie allait demeurer avec la Géorgie, cette dernière pourrait l'utiliser comme un territoire pour provoquer le conflit dans la région

(Jirinovski, 2004i). De ce fait, suivant la même ligne de pensée des représentants du LDPR, moins la Géorgie aura de territoire, moins résulteront de problèmes de sécurité pour la Russie. Quant à l'Ossétie du Sud, on trouve dans le narratif un raisonnement fort similaire : les Ossètes avant tout sont considérés comme un peuple divisé, et en conséquence, comme une injustice historique à corriger (Jirinovski, 2006f).

Un autre aspect intéressant du narratif du LDPR à prendre en considération réside dans le fait que contrairement aux autres partis politiques, le LDPR suggérait de souligner formellement l'importance de soutenir l'intégrité territoriale de la Géorgie, tandis qu'en pratique, il insistait de faire le contraire (Jirinovski, 2007d).

En ce qui concerne la perception des menaces, le narratif du LDPR en avance trois principales. La première menace réside dans le fait que la Géorgie, à l'ordre des Américains, vise à déclencher une guerre contre l'Abkhazie qui impliquera plusieurs autres peuples du Caucase. La Russie aura donc à dénouer une grande guerre près de ses frontières tandis que les États-Unis se doteront de certains leviers d'influence contre la Russie (Mitrofanov et Tretiakov, 2006).

Deuxièmement, comme déjà dit, la Géorgie est vue comme une sorte de base militaire américaine. En conséquence, le territoire géorgien pourrait être utilisé par les États-Unis dans le but de contrôler la région (Jirinovski, 2007c).

Troisièmement, on évoque aussi l'existence de la menace de la démocratie. Comme le leader du LDPR l'affirme, la « démocratie est mortelle » pour la Russie. Pour le leader, il est impossible de défaire la Russie par la force – Napoléon et Hitler ont déjà essayé, et cela a mal tourné pour eux –, et les Occidentaux ont alors changé de tactique. Maintenant, ils vont contre la Russie par la démocratie. La démocratie à l'occidentale est donc vue en quelque sorte comme une arme puissante qu'il faut, comme la peste, éviter à tout prix. C'est aussi pour cette raison qu'il faut se tenir loin de tous les partis politiques prodémocratiques et libéraux. Et c'est ainsi qu'à leur tour, ces partis sont avant tout vus comme des traîtres, souvent présentés comme la « cinquième colonne »<sup>89</sup>.

---

<sup>89</sup> L'expression « cinquième colonne » fait référence aux agents du général Franco en République espagnole pendant la guerre civile espagnole de 1936-1939. En Russie, cette expression est souvent utilisée (notamment par

**Tableau 2.9** Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du LDPR</b>
<b>Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise</b>		Plutôt positif, mais préfère les actions plus sévères.
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Géorgie? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Une guerre de provocation contre la Russie menée par Saakachvili. <b>Autre</b> : la profiteuse, la porteuse de malheur, la source de corruption et de crime, la base militaire américaine. <b>Géorgiens</b> : criminels. <b>Abkhazie et Ossétie du Sud</b> : ont le droit de déterminer leur sort. <b>Analogies/métaphores</b> : la Géorgie sera divisée comme l'URSS et la Yougoslavie; « depuis 200 ans vous êtes profiteur pour nous ». <b>Menaces</b> : déclenchement du conflit par la Géorgie en Abkhazie; la Géorgie est une base militaire américaine; la menace de la démocratie.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Saakachvili</b> (et son régime) : un dictateur le plus terrible, un maniaque, un jeune extrémiste (similaire à Hitler et à Pinochet); un allié des Américains; un instrument entre les mains de l'OTAN, de la CIA et des États-Unis. <b>L'Occident/les États-Unis</b> : mène une guerre contre la Russie (et les Russes) dans le but de l'affaiblir.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Sanctions économiques contre la Géorgie; arrêter la délivrance de visas; présenter un ultimatum; embargo total; reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud; bombarder; occuper la Géorgie.
<b>Justifications</b>		Prendre l'exemple de la pratique des relations internationales, de faire de la même manière que les Américains font en Afghanistan, en Irak, etc.
<b>Image de soi (Russie)</b>		Image désirée: un État fort et centralisé.

Regardez-vous à la Géorgie – on nous prépare le même scénario. Nino Bourdjanadze, c'est notre Khakamada ; Saakachvili, c'est notre Nemtsov ; Jvania, c'est notre Iavlinski – il avait été fondé en exprès [par les Occidentaux] à Belgrade un centre pour préparer le futur gouvernement de notre pays. [...] Il n'existe plus de Yougoslavie. Il n'y a plus de Géorgie. Ensuite, c'est au tour de la Moldavie, de l'Ukraine, du Belarus, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan. Et partout, les nouveaux gouvernements pseudo-démocratiques, qui vont remplacer les gouvernements actuels, seront à leur tour remplacés par les forces de l'OTAN – voici le problème (Jirinovski, 2003c).

Pour caractériser le principal protagoniste, Saakachvili, les représentants du narratif du LDPR ont recours à des expressions du genre « dictateur le plus terrible », « maniaque », « jeune extrémiste », le comparant à Hitler et à Pinochet, etc. (Jirinovski, 2007c ; 2007a). Saakachvili est aussi présenté comme un allié des Américains dans la région ainsi qu'un instrument entre les mains de l'OTAN et des États-Unis (Jirinovski, 2007c; 2006m; 2006l). Par exemple, Aleksey Mitrofanov affirmait que les services de renseignements géorgiens sont sous le contrôle direct des services de

---

Jirinovski) en référence aux partis libéraux et leurs leaders (Nemtsov, Khakamada, Iavlinski, etc.) pour souligner leur rôle d'ennemis internes et de destructeurs à l'intérieur de l'État russe.

renseignements américains qui dirigent tous les processus politiques en Géorgie (Mitrofanov, dans Mitrofanov et Tretiakov, 2006).

D'après le narratif du LDPR, le second protagoniste (l'Occident, avec les États-Unis en tête) mène une guerre contre la Russie dans le but de l'affaiblir. Pour Jirinovski, ce sont définitivement les États-Unis qui troublent les relations russo-géorgiennes. Selon lui, les Occidentaux ne veulent pas avoir un concurrent dans la région, et craignent que la Russie puisse rétablir sa place sur l'échiquier international. De ce fait, Jirinovski affirme que les Occidentaux ont intérêt à provoquer des conflits près des frontières de la Russie pour que cette dernière soit occupée par ces conflits au lieu de s'occuper de son économie et de son développement (Jirinovski, 2006l). Ainsi, assez similairement au narratif du KPRF, la Géorgie et son président ne sont rien que des instruments dans le « grand scénario américain ».

Contrairement aux communistes, le narratif du LDPR est « riche d'imagination » et propose toutes sortes de solutions, en commençant par des sanctions économiques, et allant jusqu'à l'intervention militaire, voire la liquidation du pays. Par exemple, au début de juin 2004, mécontent du comportement de Tbilissi, Mitrofanov propose d'introduire immédiatement des sanctions économiques contre la Géorgie afin de prévenir la prise par la force de l'Ossétie du Sud par la Géorgie (Mitrofanov, 2004). En septembre de la même année, et ce, bien avant que le Kremlin impose l'embargo aux produits géorgiens, c'était le LDPR qui avait lancé une campagne pour boycotter différents produits géorgiens sur le marché russe (Jirinovski, 2004k). En mars 2005, en lien avec l'intention du Parlement géorgien de revoir le statut et les conditions de séjour de deux bases militaires russes sur son territoire, Vladimir Jirinovski et Alexeï Ostrovski (LDPR) proposent à la Douma d'infliger des sanctions économiques contre la Géorgie (Jirinovski, 2005c). Vers la fin du mois de novembre de la même année, la déclaration du Parlement géorgien concernant la possibilité de sortir la Géorgie de la CÉI avait été interprétée par Mitrofanov comme étant le désir de Tbilissi de régler le problème par la force (aidée des Américains) avec ses régions séparatistes. Comme solution, Mitrofanov a appelé à bombarder Tbilissi. Selon lui, il n'y a que des frappes préventives qui pourraient prévenir un tel développement de la situation. Au fond, il proposait de bombarder Tbilissi de la même façon que les « Américains avaient bombardé Belgrade en 1999 », ainsi que de remplacer le régime Saakachvili par celui d'Igor Giorgadze (Mitrofanov, 2005).



En ce qui concerne le « scandale d'espionnage », Jirinovski, comme leader du LDPR, avait immédiatement envisagé tout un éventail d'actions contre la Géorgie qui se résument ainsi : mettre fin à la délivrance de visas, présenter un ultimatum à la Géorgie et exiger la libération des officiers russes dans les douze heures ainsi qu'une compensation de plusieurs millions d'euros et des excuses de la part du gouvernement géorgien. Dans l'éventualité où Tbilissi n'obtempérait pas à l'ultimatum, Jirinovski proposait de déployer les troupes russes en Géorgie et de renverser le gouvernement, d'envoyer Saakachvili en Russie pour qu'il soit jugé par le tribunal militaire, de suspendre toutes relations commerciales, d'imposer des sanctions économiques à la Géorgie, de fermer toutes les voies de communication avec la Géorgie (voies maritimes, terrestres, aériennes et postales), d'imposer un blocus maritime et de bombarder certaines régions géorgiennes soupçonnées d'héberger des terroristes (Jirinovski, 2006g).

Le 2 octobre 2006, quelques jours seulement après le scandale de l'espionnage, Jirinovski propose d'envahir la Géorgie avant que cette dernière puisse adhérer à l'OTAN (Jirinovski, 2006h). Deux jours plus tard, Jirinovski propose de suspendre toutes relations avec ce « territoire » étant donné que les 200 ans de telles relations n'apportèrent que des dommages à la Russie (Jirinovski, 2006j). Un an plus tard, en octobre 2007, Jirinovski propose des actions similaires en lien avec la mort de deux soldats russes en Géorgie (Jirinovski, 2007a). Enfin, en novembre 2007, en lien avec les manifestations à Tbilissi, Jirinovski déclare que « si le peuple géorgien demande l'aide à la Russie, les troupes abkhazes et ossètes entreront à Tbilissi afin d'instaurer un vrai régime populaire » (Jirinovski, 2007b).

En ce qui concerne les principales justifications pour les solutions proposées, les représentants du LDPR les retrouvent dans la pratique des relations internationales. Par exemple, Jirinovski suggérait d'imiter Israël qui, en réaction à la capture d'un soldat israélien, avait bombardé en entier la ville de Gaza. Idem pour deux autres soldats israéliens capturés par l'ennemi : Israël avait bombardé l'ensemble du sud du Liban (Jirinovski, 2006g).

Nous devons prendre l'exemple des États-Unis – battre la Géorgie, comme les États-Unis ont fait avec l'Irak, se débarrasser du Saddam Hussein local, envoyer tous les partisans de Saakachvili dans les prisons secrètes du FSB, et puis organiser en Géorgie les élections libres et démocratiques (Jirinovski, 2006h).

#### 2.3.4 Le narratif de *Rodina* à l'égard de la Géorgie (2003-2007)

Le narratif de *Rodina* soulignait que les positions de la Russie et de la Géorgie concernant presque toutes les questions majeures sont fondamentalement différentes. En même temps, l'on reprochait essentiellement au gouvernement géorgien de mener une ligne de pensée antirusse, une ligne qui s'exprimait notamment par des provocations contre la Russie dans le but de forcer Moscou à évacuer ses forces de maintien de la paix du territoire géorgien.

On sait que l'une des principales critiques adressées au Kremlin en lien avec la gestion des affaires avec les anciennes républiques soviétiques, c'est de « n'avoir pas encore appris » comment influencer « correctement » les processus politiques dans l'espace de la CÉI, notamment à travers le *business* russe, mais aussi de ne pas travailler avec l'opposition politique de ces pays. D'après *Rodina*, la Russie doit imiter l'Occident et sa façon d'influencer les processus politiques dans l'espace de la CÉI (Rogozine, dans Rogozine et Ivanenko, 2004). Il convient ici de mentionner que cette approche de *Rodina* rejoint en quelque sorte le « libéralisme impérial » promu par Tchoubaïs (discuté précédemment).

En second lieu, on reproche aux autorités russes d'avoir commis beaucoup d'erreurs en lien avec la gestion du dossier géorgien. Comme exemple, Rogozine évoque le cas de l'Abkhazie : étant donné que les deux représentants des élites politiques abkhazes Sergueï Bagapch et Raul Khadjimba sont prorusses, il est alors tout à fait incompréhensible, selon Rogozine, que le Kremlin ait tenté de s'ingérer dans les affaires internes de l'Abkhazie en soutenant Khadjimba, notamment en y envoyant Jirinovski pour participer à la manifestation à Soukhoumi et en appuyant Khadjimba où celui-ci y a livré un discours incompréhensible. Parce que selon Rogozine, en provoquant un conflit entre les deux élites abkhazes, le Kremlin avait lui-même créé le problème dans la région qui était favorable à la Russie. Rogozine soutient que la Russie doit être indifférente aux choix des élites abkhazes. Toutefois, toujours d'après Rogozine, ce qui doit compter pour la Russie, c'est que l'Abkhazie continue d'aller vers la Russie. Il faut donc trouver les moyens juridiques pour intégrer cette ancienne région géorgienne dans la Fédération de Russie (Rogozine, dans Rogozine et Iavlinski, 2004).

Au printemps 2005, Rogozine explique le phénomène de la *Révolution de velours* avant tout par des échecs des autorités russes et, dans une moindre mesure, par l'influence étrangère. Au fond, on reproche au Kremlin de n'avoir pas mené une politique claire pour l'espace de la CÉI, ainsi que de ne pas savoir comment influencer correctement les événements dans ce même espace (Rogozine, 2005a).

Quant à la Géorgie, dans le narratif de *Rodina*, elle est présentée comme un pays très proche de la Russie. Selon ce narratif, les deux pays sont unis à la fois par leurs positions géographiques, mais aussi par le partage des mêmes croyances religieuses et le vécu des mêmes expériences depuis plusieurs générations. En ce qui concerne la position du président de la Géorgie, elle est présentée comme étant en « contradiction fondamentale avec les traditions de l'élite géorgienne qui, durant de nombreux siècles, construisait de bonnes relations avec le peuple frère russe » (Babakov, 2006a). Le régime Saakachvili, quant à lui, est présenté comme un régime marionnette des Occidentaux, mais aussi comme un régime « irresponsable » prêt à déclencher de nouvelles hostilités en Abkhazie et Ossétie du Sud (Babakov, 2006c). Durant toute cette période, les représentants de *Rodina* ont fermement soutenu que le problème des régions sécessionnistes géorgiennes doit être réglé au niveau politique, et qu'il ne doit en aucun cas être l'objet d'une solution militaire.

Cela dit, quant à la question de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, elle a été abordée dans un contexte strictement juridique. C'est ainsi que durant l'été 2004, durant les hostilités entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, Dmitri Rogozine affirmait que ni du point de vue du droit international ni de celui du droit interne russe, la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud n'était favorable à Saakachvili. Rogozine insistait sur le fait que l'Abkhazie n'avait pas intégré la Russie via la Géorgie. C'est seulement vers 1920 (sous l'influence de Staline) que l'Abkhazie a été intégrée à la Géorgie soviétique. Quant à l'Ossétie du Sud, toujours selon Rogozine, la situation était encore plus paradoxale, étant donné le fait que le peuple ossète avait été divisé en deux : une partie appartenant à la Russie (où le peuple ossète dispose d'une région autonome sujette de la FR), tandis que l'autre partie se situe en Géorgie (Rogozine, 2004a).

**Tableau 2.10 : Narratif géopolitique de Rodina à l'égard de la Géorgie (2004-2007)**

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif de Rodina</b>
<b>Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise</b>		Le Kremlin ne sait pas comment influencer correctement les processus politiques dans la CÉI.
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Géorgie? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	L'expression d'une attitude d'hostilité; une provocation; le gouvernement géorgien mène une ligne politique antirusse, exprimée particulièrement par des « provocations contre la Russie dans le but de forcer Moscou à sortir les forces de maintien de la paix » de la Géorgie. <b>Menace</b> : éventuel déclenchement des hostilités en Abkhazie et en Ossétie du Sud. <b>Autre</b> : un pays très proche de la Russie; les deux pays sont unis par leurs positions géographiques, mais aussi ces deux pays partagent la même croyance religieuse et la même expérience historique.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Kremlin</b> : les autorités russes ne savent pas comment influencer l'espace de la CÉI; la Russie doit imiter l'Occident et la façon par laquelle il influence les processus politiques dans l'espace de la CÉI. <b>Le président géorgien</b> : est en « contradiction fondamentale avec les traditions de l'élite géorgienne, qui durant de nombreux siècles construisaient de bonnes relations avec « le peuple frère russe »; le régime Saakachvili est un régime marionnette et un régime « irresponsable » qui est prêt à déclencher de nouvelles hostilités en Abkhazie et en Ossétie du Sud.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Le problème des régions sécessionnistes géorgiennes doit être réglé au niveau politique, il ne doit pas être l'objet d'une solution militaire; établir de bonnes relations avec l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud; soutenir l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud; trouver les moyens juridiques pour intégrer l'Abkhazie dans la Fédération de Russie. Introduire un blocus économique et commercial contre la Géorgie.
<b>Justifications</b>		Les autorités géorgiennes ont été directement responsables de l'éclatement des conflits dans ces deux républiques au début des années 1990; le statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est injuste, car la Russie assume les droits et les devoirs de l'URSS; la Russie doit protéger les citoyens qui n'ont pas accepté la nouvelle nationalité; la Russie doit reconnaître ces territoires comme « faisant partie de la Russie si leurs résidents ne souhaitent pas s'exprimer autrement ».
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie est un pays immense, fort, puissant, et potentiellement un pays riche.

En ce qui concerne la décision du Parlement géorgien concernant le retrait des forces russes de maintien de la paix du territoire géorgien, l'on suit la même ligne de pensée. Babakov réfute cette décision du Parlement géorgien et affirme qu'elle n'a pas force de loi et ne peut donc pas servir de prétexte pour le retrait des forces russes de maintien de la paix. Babakov a qualifié la décision comme étant « scandaleuse » et de « nouvelle provocation » employée par les autorités géorgiennes à l'égard de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et de la Russie. Babakov a souligné que les autorités géorgiennes avaient été directement responsables de l'éclatement des conflits dans ces deux républiques au début des années 1990. Pour lui, les nouvelles tentatives de Tbilissi pour régler le problème avec ces deux régions ne pourraient qu'inciter une nouvelle guerre en Abkhazie

et en Ossétie du Sud, là où 90 % de la population possèdent la citoyenneté russe (Babakov, 2006c). En outre, Rogozine soutenait que l'actuel statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (ainsi que celui de la Transnistrie) est injuste parce que selon lui, la Russie, en tant que successeuse de l'Union soviétique, assume non seulement les droits, mais aussi les devoirs de l'ancienne Union soviétique. En raison de cette situation particulière, la Russie a le devoir de protéger les citoyens qui n'ont pas accepté la nouvelle nationalité et qui n'étaient pas inclus dans la propriété des nouveaux États. En conséquence, pour Rogozine, la Russie doit reconnaître ces territoires comme « faisant partie de la Russie si leurs résidents ne souhaitent pas s'exprimer autrement » (Rogozine, 2005b).

Au fond, dans le narratif de *Rodina*, l'on y retrouve maintes critiques à l'égard du Kremlin pour son incompétence et son incapacité d'agir de manière habile dans la zone de la CÉI. Alors que les représentants de *Rodina* eux-mêmes ne proposent pas de solutions concrètes et se limitent essentiellement à des déclarations assez vagues en ce qui concerne le rôle de la Russie dans les pays de la zone de la CÉI (Rogozine, 2005a). Ce phénomène est assez particulier de tous les discours de *Rodina* de cette période ; en général, comme nous l'avons déjà mentionné, les autorités russes sont particulièrement blâmées en raison de leur incompétence et de leur incapacité d'influencer « correctement » les processus politiques dans l'ancien espace soviétique. Rogozine comparait la situation courante en Russie à la situation de l'URSS des années de 1986 à 1989 lorsque selon lui, l'entourage de Mikhaïl Gorbatchev avait rapidement réglé ses comptes avec ses adversaires dans la haute direction du parti. Rogozine souligne que l'entourage de Gorbatchev avait tenté de diriger le pays seulement en tenant compte de ses propres intérêts. De ce fait, faute d'avoir pu établir de réels liens entre le pouvoir et la société, l'intervention de l'extérieur s'est avérée extrêmement efficace et avait conduit à la désintégration rapide du pays. Ainsi, Rogozine soutenait que c'est le même scénario qui se réalise dans la Russie actuelle, soulignant que la marge de manœuvre des autorités russes pour s'opposer à l'ingérence extérieure est beaucoup plus mince comparativement à celle de l'URSS de l'époque de Gorbatchev. D'après Rogozine, l'élite politique russe actuelle, mais dans une plus grande mesure que l'entourage de Gorbatchev, aspire à faire partie de l'« élite mondiale » et, en conséquence, elle est sensible à la pression politique. De ce fait, Rogozine soutenait que la Russie d'aujourd'hui est devant la menace d'une ingérence

étrangère, et que *Rodina* est la seule force politique capable de s'opposer à cette ingérence et de défendre l'indépendance et la souveraineté économique du pays (Rogozine, 2006c).

En ce qui concerne l'arrestation des officiers russes en septembre 2006, elle a été qualifiée comme étant l'expression de l'attitude hostile des autorités géorgiennes envers la Russie et ses citoyens. Dès les premières heures, en réponse aux « actions systématiques antirusses des autorités géorgiennes », Alexandre Babakov suggérait « d'assurer par tous les moyens disponibles la libération des officiers russes et d'attirer l'attention de la communauté internationale en lien avec les actions inadéquates du régime de Saakachvili » (Babakov, 2006d). Babakov avait également proposé d'appliquer un blocus économique et commercial contre la Géorgie, tout en maintenant les relations d'amitié traditionnelles et économiques avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Selon Babakov, « la Russie devrait clairement indiquer qu'elle va soutenir la volonté des peuples abkhaze et ossète du Sud dans la formation de leur propre État indépendant ainsi que d'établir des relations amicales avec eux et de prévoir leur éventuelle inclusion dans la Fédération de Russie » (Babakov, 2006d). On se souvient que durant cette période, et surtout en 2006, le thème des régions sécessionnistes géorgiennes a été employé au maximum dans le discours russe. Il était évident que plusieurs en Russie voyaient dans la reconnaissance de l'indépendance de ces régions une réponse raisonnable contre les actions du gouvernement géorgien. C'est dans la même ligne d'idée que les leaders de *Rodina* insistaient d'accorder un « soutien total » aux régions sécessionnistes géorgiennes (Babakov, 2006d).

### 2.3.5 Le narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

Au centre du narratif du Kremlin, et ce, tout au long de la période s'étalant de 2004 à 2007, mais aussi comme dans les cas des autres partis politiques, se trouvent les termes « provocation » et « chantage », pour décrire et qualifier les positions des autorités géorgiennes sur plusieurs questions majeures relevant des relations russo-géorgiennes. Quant au scandale d'espionnage, il n'était qu'une expression à son plus haut niveau caractérisant toute cette période. Ainsi, utilisant des narratifs largement similaires aux précédents, les représentants du Kremlin affirment que les autorités géorgiennes tentent de provoquer la Russie en utilisant le langage du chantage. Lors du

scandale d'espionnage, Poutine établira même une analogie entre la politique de Saakachvili et celle de Lavrenti Beria dans le but de souligner le caractère brutal du comportement des autorités géorgiennes (Poutine, 2006e).

Comme dans le passé, le Kremlin continuait d'ignorer l'existence de tout autre problème troublant ses relations avec Tbilissi, insistant sur le fait que le seul problème entravant les relations entre les deux États est lié au fait que malgré les efforts du Kremlin, la Géorgie avait tendance à régler par la force le problème de ses régions sécessionnistes. C'est ainsi que la question d'une éventuelle reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes devient également présente au sein du discours géopolitique officiel, projetant cette question comme une nécessité de prévenir une éventuelle catastrophe humaine. Toutefois, il convient ici de mentionner que ce sont avant tout seulement certains membres du parti du pouvoir (et non pas les hauts responsables du Kremlin) qui proposaient de reconnaître l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes. Les représentants du narratif officiel commencent donc à présenter la situation entourant les relations de la Géorgie avec ses régions comme alarmante, une situation dans laquelle le Kremlin fait tout pour éviter un éventuel carnage. Et c'est dans le cadre d'une telle perspective qu'en novembre 2007, le maire de Moscou (Iouri Loujkov) propose de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie (Loujkov, 2007).

Les représentants du narratif officiel prennent le temps pour expliquer que le problème de l'Abkhazie est à la fois ancien et complexe. Soulignant l'importance du facteur historique du problème, le Kremlin avance que dans le passé, les Ossètes ont à deux reprises été victimes de nettoyage ethnique, d'un génocide organisé par les Géorgiens (dans les années 1920 et 1990). Le narratif du Kremlin souligne également une autre injustice vécue par le peuple ossète : sa division en deux parties (nord et sud) à l'époque de l'Union soviétique, avec pour conséquence qu'une partie des Ossètes habitent en Russie et l'autre en Géorgie. Cette injustice est avant tout présentée comme étant le résultat de l'effondrement de l'Union soviétique, une question par laquelle la Russie est directement concernée. Paradoxalement, le Kremlin se montre toujours prêt à aider la Géorgie pour rétablir son intégrité territoriale, mais il souligne que cela ne doit être fait qu'à la condition de tenir compte de la volonté du peuple ossète (Poutine, 2006f).

Présentant de cette façon le problème lié aux régions sécessionnistes géorgiennes, le Kremlin vise dans un premier temps à victimiser les peuples ossète et abkhaze, mais il vise aussi à souligner l'importance de la Russie comme étant garante de la paix dans la région (Poutine, 2006f). Poutine lui-même avait à plusieurs reprises souligné que l'aggravation des relations russo-géorgiennes est directement liée à la tendance du gouvernement géorgien d'essayer de régler par la force le différend entre Tbilissi et les autorités de l'Ossétie du Sud. Poutine a également insisté sur le fait que les actions russes à l'égard de la Géorgie et de ses régions sécessionnistes sont uniquement basées sur le désir de prévenir une éventuelle effusion de sang (Poutine, 2006g).

La Géorgie et les Géorgiens sont présentés par le narratif officiel comme étant très proches de la Russie (la même foi, un passé commun, etc.), raison pour laquelle la Russie éprouve alors un « immense respect pour le peuple géorgien » (Poutine, 2006g ; 2006f). En même temps, similairement aux narratifs du KPRF et du LDPR, Poutine rappelle que lorsque la Géorgie avait adhéré volontairement à l'Empire russe (en 1801)<sup>90</sup>, ni l'Ossétie du Sud ni l'Abkhazie ne faisaient partie du territoire géorgien (Poutine, 2006g).

Également à plusieurs reprises, Poutine avait aussi souligné que les dirigeants géorgiens font tout pour détériorer les relations entre la Géorgie et la Russie, accusant le gouvernement géorgien de poursuivre durant ces dernières années une politique ouvertement antirusse tout en ayant recours à des accusations futiles et à des provocations contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, accusant par surcroît la Russie de mener différentes activités d'espionnage.

On a également reproché à Tbilissi la militarisation massive de la Géorgie, une militarisation qui menaçait de ce fait directement la stabilité dans la région caucasienne. En s'exprimant sur cette situation, Poutine insista sur le fait qu'au lieu de tenir des pourparlers de paix, le gouvernement géorgien se préparait à une solution militaire pour régler les problèmes liés à ses régions séparatistes (Poutine, 2006h). À cet égard, il faut se rappeler que la « militarisation de la Géorgie » (l'une des principales menaces évoquées par le Kremlin) se faisait notamment sur fond de

---

<sup>90</sup> Suite à la fragmentation et à l'affaiblissement de la Géorgie par des guerres avec deux empires voisins (l'Empire ottoman et l'Iran), le roi de Kartli et Kaheti (les deux régions orientales géorgiennes), Iraklii II, demande à l'Empire russe le protectorat. En 1783, Kartli et Kaheti deviennent formellement un protectorat russe, mais dans la pratique, le protectorat a pris un caractère plutôt informel. Toutefois, très rapidement, en 1801, et contre son gré, la Géorgie sera annexée par la Russie sous la forme d'un *Gouvernement*. C'est ainsi que jusqu'à 1918, la Géorgie faisait partie de l'Empire russe, jusqu'à l'éclatement de l'empire lui-même.



livraisons importantes d'équipements militaires (surtout de l'équipement lourd) par la Russie en Ossétie du Sud. À titre d'exemple, il faut mentionner que seulement entre février 2003 et juin 2004, la Russie avait, entre autres choses, livré en Ossétie du Sud plusieurs dizaines de chars d'assaut et de pièces d'artillerie (Illarionov, 2009 : 50).

En ce qui concerne la raison de la crise, les représentants du narratif officiel suggèrent de la rechercher dans le passé au lieu de la rechercher uniquement dans les relations actuelles russo-géorgiennes. On avait donc affirmé haut et fort que les conflits ont surgi après l'effondrement de l'Union soviétique lorsque la Géorgie avait soudainement annoncé qu'elle mettait fin au statut d'autonomie de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Avec cette décision « stupide », explique Poutine, les conflits ethniques ont commencé (Poutine, 2004a).

Il faut également noter une autre particularité caractérisant le narratif officiel de cette période, laquelle d'ailleurs commencera à changer assez drastiquement vers la fin de 2006. En fait, le Kremlin a souligné à plusieurs reprises que Moscou ne pouvait pas demeurer indifférent à l'égard d'une éventuelle intégration des anciennes républiques soviétiques à l'OTAN, mais que même si cela devait arriver un jour, précise Poutine, les relations de la Russie avec ces États (en référence à l'Ukraine et à la Géorgie) étaient pour demeurer inchangées et ne s'aggravaient pas (Poutine, 2005b). Ainsi, Poutine voulait préciser que les actions russes en relation avec la Géorgie au cours des dernières années n'étaient pas liées à la volonté de cette dernière de rejoindre l'OTAN. Poutine a justifié sa position par l'argument selon lequel tout État souverain détermine lui-même sa politique de sécurité (Poutine, 2006g). Cette position assez étonnante du Kremlin s'explique avant tout par le fait que le discours de ce dernier n'avait pas encore franchi la ligne où le Kremlin exprime ouvertement sa frustration à l'égard de Washington et de sa politique étrangère. Il est convenable de supposer qu'on assiste plutôt au processus de « passage » dans cette direction.

[...] En ce qui concerne l'intégration d'autres territoires dans la Fédération de Russie, je devrais vous dire que nous ne cherchons pas à étendre notre territoire. Même après la désintégration de l'Union soviétique, la Russie reste le plus grand pays dans le monde. Nous avons assez de notre territoire, mais nous ne pouvons pas permettre le carnage dans cette région (en référence à l'Abkhazie). Ainsi, toutes les actions que nous entreprenons à l'égard de la Géorgie durant ce dernier temps ne sont pas du tout en lien avec les plans [de la Géorgie] d'intégrer l'OTAN ou avec quelque chose d'autre. Tout État souverain décide lui-même comment garantir sa sécurité. Nos actions sont causées seulement par une chose – notre désir de prévenir le carnage.

Dans le droit international, il y a quelques contradictions. D'une part, on évoque la nécessité de respecter le principe d'intégrité territoriale, et la Russie adhère à ce principe en relation avec la Géorgie, et bien sûr aussi en relation avec tous les autres pays. Il y a aussi un autre concept dans le droit international, celui du droit de l'autodétermination des nations [...]. Donc, malgré ces contradictions, nous devrions chercher la sortie de la situation. Mais bien sûr, nous allons observer de près les précédents internationaux, y compris celui du Kosovo (Poutine, 2006g).

**Tableau 2.11** Narratif géopolitique officiel à l'égard de la Géorgie (2004-2007)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du Kremlin</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Géorgie? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le chantage, la provocation contre la Russie; la politique antirusse menée par le gouvernement géorgien. <b>Analogie</b> : la politique de Saakachvili est similaire à celle de Lavrenti Beria. <b>Autre</b> : un État bandit; le peuple géorgien – peuple proche de la Russie. <b>Menace</b> : la militarisation de la Géorgie; la déstabilisation du Caucase; le gouvernement géorgien envisage de régler le problème de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la force.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	Le <b>gouvernement géorgien</b> : les autorités géorgiennes tentent de provoquer la Russie, en utilisant le langage du chantage; les dirigeants géorgiens font recours à des accusations futiles contre Moscou; le gouvernement géorgien fait les provocations contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La mauvaise politique interne de l'ancien gouvernement géorgien; le comportement inadéquat de l'actuel gouvernement géorgien.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Préserver la paix dans le Caucase; prévenir une éventuelle catastrophe humaine dans les régions sécessionnistes géorgiennes; le Kremlin ne peut pas rester indifférent à l'égard d'une éventuelle intégration des anciennes républiques soviétiques dans l'OTAN. La suspension de la délivrance de visas aux Géorgiens; l'embargo contre les importations des principaux produits géorgiens; l'interruption des relations diplomatiques; la mobilisation des troupes russes stationnées en Géorgie; la suspension de toutes les liaisons, terrestre, maritime, aérienne et postale; l'expulsion massive des Géorgiens de la Russie; la suspension de livraisons du gaz naturel, puis augmentation du prix.
<b>Justifications</b>		<b>Justification à l'égard des actions russes entreprises contre la Géorgie</b> : la Russie n'avait pas d'autre choix. <b>Justification concernant la position russe à l'égard de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud</b> : lorsque la Géorgie a adhéré volontairement à l'Empire russe, ni l'Ossétie du Sud ni l'Abkhazie ne faisaient partie du territoire géorgien. Ils ont donc le droit à l'autodétermination; la Russie a des devoirs moraux devant ces peuples; apporter une aide humanitaire à ces peuples.
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie est le garant de la paix et de la stabilité dans la région; la Russie respecte la souveraineté des autres États, mais tient compte de la volonté du peuple des régions séparatistes géorgiennes; la Russie maintient le principe de la non-ingérence dans les affaires internes des autres États.

Une autre source de discorde reprochée par le gouvernement géorgien à Moscou, c'est-à-dire la délivrance de passeports russes aux habitants des régions séparatistes géorgiennes, est expliquée par le Kremlin en invoquant des questions avant tout d'aide humanitaire. C'est ainsi que le

ministre des Affaires étrangères russes (Sergueï Lavrov) expliqua que lorsque dans les années 1990 la Géorgie avait déclenché des conflits armés avec ses régions séparatistes, la Russie avait réussi (après beaucoup d'efforts) à « geler » ces conflits armés. Lavrov a précisé que de facto, les citoyens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud ne reçurent aucune aide sociale géorgienne, raison pour laquelle ces citoyens ont demandé à la Russie une aide sociale ainsi que la citoyenneté russe afin d'avoir accès aux avantages sociaux qui y sont liés. Et comme l'explique le ministre Lavrov, la Russie, agissant en pleine conformité avec sa législation (laquelle supposait la possibilité pour tout citoyen de l'ex-Union soviétique d'obtenir la citoyenneté russe), avait favorablement répondu à la demande desdits citoyens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (Lavrov, 2007).

Finalement, en ce qui concerne les mesures prises par le Kremlin (notamment en ce qui concerne la réaction au « scandale d'espionnage »), elles ont été immédiates et sans avertissement préalable : les relations diplomatiques avec la Géorgie ont été interrompues, les troupes russes stationnées en Géorgie ont été mobilisées, toutes les liaisons (terrestres, maritimes, aériennes et postales) avec la Géorgie ont été suspendues, et une campagne xénophobe d'expulsion des Géorgiens de la Russie a été déclenchée. Comme principale justification pour expliquer leurs réactions, les autorités russes ont évoqué qu'ils n'eurent d'autre choix que d'agir ainsi. À cet égard, on se souvient aussi qu'en mars et avril 2006, la Russie avait déjà suspendu la délivrance de visas aux Géorgiens et qu'elle avait aussi décrété un embargo sur les principales importations de produits géorgiens.

#### 2.3.6 Bilan de la période (2004-2007)

Comme on a pu le constater, les relations russo-géorgiennes et leur évolution durant cette période étaient en relation directe avec d'autres chaînes d'événements qui se sont produites sur la scène internationale, notamment avec celles qui ont affecté la région eurasiennne. En effet, ce sont là des facteurs clés permettant de comprendre l'évolution de la situation, les perspectives et les opportunités, ainsi que les choix qui ont été exprimés autant dans le narratif officiel que par les actions très concrètes. Ici, il faut donc souligner quelques points qui ont prédéterminé la position

du Kremlin à l'égard de la Géorgie, une position qui a été présentée et expliquée par le narratif officiel.

Au premier abord, il convient de signaler une particularité qui caractérisait cette période. Observant l'évolution des événements et les déclarations des politiciens russes à l'égard de la Géorgie, l'on constate que pour gérer la crise avec la Géorgie, une partie importante des solutions envisagées durant cette période par les partis d'opposition (et notamment celles du LDPR et de *Rodina*) ont été mises en œuvre par le Kremlin bien avant que ce dernier annonce son intention de le faire.

À cet égard, on peut relater qu'entre le début 2004 et le scandale d'espionnage (fin septembre 2006), le LDPR a proposé toute une série de solutions, en commençant par l'imposition de sanctions économiques à la Géorgie jusqu'à son occupation militaire. Il est intéressant de constater que toutes ces solutions proposées, sauf l'occupation militaire, ont été mises en œuvre par le Kremlin en deux temps : d'abord en mars-avril 2006, puis en septembre-octobre de la même année. De même, le 28 septembre 2006, Alexandre Babakov (de *Rodina*) proposa aussi d'imposer un embargo total (économique et commercial) contre la Géorgie tout en s'assurant de préserver l'amitié traditionnelle et les relations économiques avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Babakov a aussi souligné que la Russie devait signifier clairement qu'elle soutiendra la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes ainsi que leur possible inclusion dans la FR (Babakov, 2006d).

Le 29 septembre, Jirinovski a pour sa part proposé une combinaison de sanctions économiques, le blocus maritime, l'évacuation de la Géorgie des familles des militaires et des diplomates russes, le bombardement de certaines parties de la Géorgie ainsi que le renversement du régime politique (Jirinovski, 2006g).<sup>91</sup> Le 2 octobre, Jirinovski déclara aussi que la Russie devrait occuper la Géorgie sans attendre son intégration à l'OTAN. D'après Jirinovski, le seul moyen efficace pour résoudre le « problème géorgien » tenait à une frappe militaire contre Tbilissi (Jirinovski, 2006h). Et Jirinovski proposa aussi d'imiter les États-Unis et l'OTAN afin, selon le « scénario irakien », d'organiser des « élections libres et démocratiques » en Géorgie pour élire un nouveau président

---

<sup>91</sup> Newsru (29 septembre 2006), *Sudy v Tbilisi sankcionirovali arest vseh 4 rossijskikh oficerov, obvinjaemyh v špionaže*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/29sep2006/suds.html>>.

(Jirinovski, 2006i). Le 9 octobre, commentant la déclaration de la faction *Russie unie* concernant l'adoption d'une loi interdisant les transferts d'argent en Géorgie, Jirinovski, ne cachant pas son mécontentement envers les autres factions politiques, les a accusées de voler les idées du LDPR. D'après Jirinovski, une telle mesure avait depuis longtemps été proposée par le LDPR, mais personne n'y avait fait attention (Jirinovski, 2006k).

**Tableau 2.12** Solutions envisagées par le LDPR et les actions mise en œuvre par le Kremlin (2004-2006)

LDPR (2004-2006)	Kremlin (mars -octobre 2006)
Actions proposées contre la Géorgie	Mesures mises en œuvre contre la Géorgie
<p><b>Juin 2004</b> : sanctions économiques contre la Géorgie; arrêter la délivrance de visas; faire un ultimatum, en cas de non-respect – envoyer l'armée et renverser le régime; le scénario du Kosovo.</p> <p><b>Sept. 2004</b> : embargo contre les importations géorgiennes.</p> <p><b>Oct. 2004</b> : influencer les élections en Abkhazie.</p> <p><b>Mars 2005</b> : établir les sanctions économiques.</p> <p><b>Nov. 2005</b> : bombarder Tbilissi.</p> <p><b>29 sept 2006</b> : évacuer le personnel diplomatique russe; arrêter toutes relations commerciales et économiques; interdire le transfert d'argent en Géorgie; suspension de liaisons de transport; instaurer le blocus maritime; bombarder; renverser le régime.</p> <p><b>2 oct. 2006</b> : occuper la Géorgie; passer le « scénario irakien ».</p>	<p><b>Mars/avril 2006</b> : embargo aux produits géorgiens.</p> <p><b>28 sept. 2006</b> : interruption des relations diplomatiques; suspension de délivrance de visas.</p> <p><b>29 sept. 2006</b> : mobilisation des troupes russes stationnées en Géorgie.</p> <p><b>2-4 oct. 2006</b> : suspension de toutes les liaisons, terrestre, maritime, aérienne et postale avec la Géorgie; déclenchement d'une campagne xénophobe; expulsion des Géorgiens de la Russie; l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud arrêtent les pourparlers avec la Géorgie.</p>

À ce titre, il faudra mentionner que *Kommersant* (un journal russe ayant une forte notoriété en Russie), en s'appuyant sur une source fiable, mais requérant la confidentialité, révéla que lors de la session du Conseil de sécurité de la FR tenue le 1er octobre 2006 sous la présidence du Président Poutine, l'on discuta entre autres du plan d'une opération spéciale visant à libérer les officiers russes détenus en Géorgie. Toutefois, comme le journal le souligna, cette opération a dû être annulée après que Tbilissi eut annoncé son intention de libérer les détenus. S'appuyant sur ses sources confidentielles, *Kommersant* continua à révéler que les sanctions contre la Géorgie n'étaient pas une réponse à l'arrestation des officiers russes, mais qu'elles étaient une réponse à l'ensemble de la politique étrangère géorgienne (Novikov et coll., 2006).

On se souvient que depuis la fin de 2003, les événements successifs qui ont radicalement marqué les relations entre d'un côté la Russie et de l'autre côté les États-Unis et l'UE, relations qui ont également eu un énorme impact sur l'attitude de l'élite politique russe à l'égard des États-Unis et

de l'Occident en général, sont sans doute les « Révolutions de couleur », des révolutions qui se sont déroulées en Géorgie (en novembre 2003), en Ukraine (de novembre 2004 à janvier 2005) et en Kirghizie (en mars 2005), lesquelles révolutions ayant dans chaque cas abouti au changement du régime politique en place.

À cet égard, il faut souligner qu'une crainte importante régnait en Russie. Cette crainte exprimée autant par plusieurs représentants de l'élite politique que par les observateurs russes faisait croire non sans raison qu'une « révolution » du même genre pourrait survenir à tout moment n'importe où dans l'ancien espace soviétique, y compris en Russie elle-même. C'est d'ailleurs une bonne partie de la presse moscovite qui déplora avant tout une telle éventualité, à l'exception de la presse libérale qui y voyait plutôt là le signe du début de changements positifs.

Au fond, les « Révolutions de couleur » et les événements qui les ont entourées ont mené à un niveau plus intense la concurrence déjà existante entre la Russie et les États-Unis pour l'influence dans l'ancien espace soviétique. À leur tour, ces événements ont davantage renforcé la suspicion et la méfiance déjà existantes chez les élites politiques russes à l'endroit des États-Unis.

Mais ce genre de « concurrence géopolitique » ne se limitait pas seulement à la Géorgie et à l'Ukraine. On peut la voir en Moldavie où, en 2004, la Russie s'opposa fermement au démantèlement de ses bases militaires. Il en est de même en Asie centrale où le Kremlin tenta de saper l'influence américaine. Et l'on se souvient qu'à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Kremlin lui-même (déterminé à établir un étroit partenariat russo-américain en espérant en tirer certains gains économiques) accepta, et même facilita la présence de militaires étatsuniens en Asie centrale (Lévesque et Jolicoeur, 2004 : 96-99). Toutefois, en 2004, profondément déçu par la suite de choses, le Kremlin tenta de corriger cette « erreur géopolitique » que différents courants politiques russes ont largement reprochée au Kremlin. Le conflit gazier de 2006 entre la Russie et l'Ukraine (une situation que nous aborderons plus en détail dans le chapitre relatif au cas ukrainien) renforça davantage la méfiance chez l'élite dirigeante russe à l'endroit des États-Unis. Ainsi, au Kremlin, les dirigeants étaient convaincus que les gouvernements géorgien et ukrainien étaient deux régimes soutenus par les États-Unis et qu'ils tentaient essentiellement de saper l'influence de la Russie non seulement dans leurs propres pays respectifs, mais aussi partout dans l'ancien espace soviétique.

La création de la *Communauté du choix démocratique* (une organisation dont la vocation était de servir de contre-modèle à la Russie) et la relance du GUAM<sup>92</sup> ont été perçues comme étant des maillons importants de la chaîne offensive américaine. En effet, en décembre 2005, à l'initiative du Président de l'Ukraine et du Président de la Géorgie (dont les régimes sortaient d'une « révolution de couleur »), on créa la *Communauté du choix démocratique* (CCD), une organisation intergouvernementale dont la vocation formelle, justement comme contre-modèle à la Russie, était de promouvoir la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit dans la région.

Établie par neuf États (l'Ukraine, la Géorgie, la Macédoine, la Moldavie, la Roumanie, la Slovénie et les trois États baltes), la CCD se donnait plus particulièrement comme mission de promouvoir les valeurs démocratiques à travers les expériences géorgienne et ukrainienne, et d'initier les changements de gouvernement de façon pacifique via le soutien de l'opposition par les manifestations de la rue.

C'était aussi lors du *Sommet des régions des États baltes et de la mer Noire* (*Summit of Baltic and Black Sea regions*) tenu à Vilnius en mai 2006 (auquel plusieurs leaders politiques d'États postsoviétiques et occidentaux ont été invités, y compris le vice-président américain Dick Cheney) qu'on a lancé l'idée de créer une organisation alternative à la CÉI.<sup>93</sup> Et c'est dans un tel contexte et sur fond de développement de tels événements que les relations russo-américaines descendirent en 2006 jusqu'à leur plus bas niveau (une dégringolade qui durait depuis 1991). Ce bas-fond des relations russo-américaines perdura jusqu'en 2009, alors que s'ensuivit une certaine amélioration (au moins à court terme), notamment en raison de la « réinitialisation » des relations russo-américaines amorcée par l'Administration Obama.

---

<sup>92</sup> Créée en 1999, l'*Organisation de coopération pour la démocratie et le développement* est désignée par l'acronyme « GUAM » qui fait respectivement référence à la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie (des pays de l'ancien espace soviétique, lesquels se sont regroupés parce que se sentant « menacés » par la Russie).

<sup>93</sup> Korrespondent (4 mai 2006), *Jušenko učastvuet v sammite liderov stran Baltijskogo i Černomorskogo regionov*. En ligne: <<http://korrespondent.net/ukraine/politics/152870-yushchenko-uchastvuet-v-sammite-liderov-stran-baltijskogo-i-černomorskogo-regionov>>; Civil.ge (4 mai 2006), *Cheney Meets Saakashvili in Vilnius*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=12489&search=>>>.

La dégradation initiale des relations russo-américaines avait curieusement coïncidé avec une importante croissance de l'économie russe (à partir de l'année 2000), une croissance principalement causée à l'époque par la hausse des prix sur le marché mondial des ressources énergétiques et les capacités d'extraire et d'exporter de la Russie en matière de ressources énergétiques. Et combinée avec la consolidation verticale du pouvoir de Poutine (discuté dans la partie relative à la vie politique russe), c'est cette résurgence économique qui a sans doute permis au Kremlin de hausser le ton vers la fin de 2006, et ce, en ne ménageant aucun effort pour dénoncer les actions des États-Unis. Or donc, c'est justement durant cette période qu'on observa les plus grands changements dans le narratif officiel à l'endroit des États-Unis. Au Kremlin, l'on affirmait ouvertement que les États-Unis tentaient de miner l'influence de la Russie partout sur le continent eurasiatique, y compris en ce qui concerne les enjeux liés aux ressources énergétiques (Lévesque, 2006 : 58-59).

La hausse de ton à l'endroit des États-Unis était aussi assimilable à un genre de réponse aux critiques américaines amplifiées durant la même période à l'endroit de Poutine et de son régime, ainsi qu'à l'endroit de la politique étrangère russe (Lévesque, 2006 : 61). Après tout, aux yeux des dirigeants au Kremlin, le premier et le plus important indicateur des tentatives des États-Unis de saper l'influence de la Russie dans l'espace postsoviétique est sans doute l'élargissement de l'OTAN vers l'est de l'Europe, mais surtout la volonté des anciennes républiques soviétiques d'intégrer l'OTAN, et dans ce cas, ce sont seulement l'Ukraine et la Géorgie qui ont clairement exprimé leur volonté de joindre l'OTAN. Pire encore pour le Kremlin, c'était le fait de voir que la volonté de l'Ukraine et de la Géorgie de s'associer à l'OTAN était tenue à son plus haut niveau par le Président américain G.W. Bush lui-même qui s'ingéniait d'ailleurs à voir cette association se réaliser avant la fin de son mandat (Lévesque et Piskunova, 2007 : 73). En fait, l'on assistait alors à une bataille acharnée menée d'un côté par les États-Unis (une bataille soutenue par plusieurs États de la « nouvelle Europe », mais avec des divisions importantes au sein de la « vieille Europe ») et de l'autre côté par la Russie qui s'opposait farouchement du projet d'association de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN.

À cet égard, il convient de se rappeler qu'en mars 2004, l'intégration de trois États baltes dans l'OTAN a été vue par le Kremlin (mais aussi, et surtout par plusieurs cercles politiques russes) comme étant une défaite importante sur le plan géopolitique, et par surcroît dans son propre terrain



de jeu, dans son « arrière-cour » (Lévesque et Jolicoeur, 2004 : 98). On se souvient également que plusieurs en Russie, autant dans les cercles politiques que parmi les observateurs russes, ont à plusieurs reprises (et ce, depuis l'effondrement de l'URSS) soutenu que les États-Unis et l'OTAN ne rataient pas la moindre occasion d'occuper les « places libérées » après le retrait volontaire des troupes russes partout dans l'Europe de l'Est et dans l'ancien espace soviétique. Il semblait que dorénavant (surtout en observant le narratif officiel), les dirigeants au Kremlin étaient convaincus que l'élargissement de l'OTAN ou tout déploiement d'infrastructures militaires américaines vers l'est de l'Europe, et surtout dans l'ancien espace soviétique, était un processus essentiellement conçu pour saper l'influence russe dans cet espace soviétique que la Russie considère traditionnellement comme étant sien.

Il convient ici de se rappeler que dans un passé pas trop lointain, Poutine lui-même (en tant que président par intérim de la FR), lors d'un entretien tenu en mars 2000 avec un journaliste de la BBC, déclara qu'il n'excluait pas la possibilité que la Russie elle-même devienne membre de l'OTAN « si l'on prenait en compte les intérêts de la Russie [et] si elle était un partenaire égal », ajouta-t-il (Poutine cité dans Sysoev, 2000). En Russie, la réaction à l'égard de cette déclaration de Poutine fut telle que son ministre des Affaires étrangères (Igor Ivanov) a dû expliquer au public russe que Poutine avait donné une « réponse hypothétique [la possibilité que la Russie se joigne à l'OTAN] à une question hypothétique » (Ivanov, 2000). Comme Alexeï Arbatov (*Iabloko*) l'a suggéré, cette déclaration pouvait avant tout s'expliquer par l'approche de l'élection présidentielle (Arbatov, 2000). Toutefois, comme l'hebdomadaire *Kommersant* l'a noté, il n'y avait rien d'étonnant dans cette déclaration, notamment eu égard au moment et à l'époque où elle a été formulée, parce que trois semaines plus tôt, lorsque fut reçu à Moscou le secrétaire général de l'OTAN George Robertson, il fut décidé de rétablir dans son intégralité les contacts entre la Russie et l'OTAN et de considérer les uns les autres comme étant des partenaires stratégiques. Lors de cette rencontre, Poutine a également déclaré que la Russie était prête à coopérer avec l'OTAN (Sisoev, 2000). Et à cela, l'on peut ajouter l'initiative et les démarches entreprises par Poutine après les attentats du 11 septembre 2001 pour soutenir les États-Unis dans la lutte antiterroriste (un sujet dont nous avons discuté précédemment). Après tout, ce que nous voulons souligner ici, c'est l'ampleur des changements qui se sont opérés dans l'approche et le rôle à jouer par la Russie qu'entrevoyait Poutine au début de son premier mandat comparativement à la fin de 2005.

Autre point majeur de discordance de cette période entre d'un côté la Russie et de l'autre les États-Unis et l'UE, c'était la possibilité éventuelle de reconnaître l'indépendance du Kosovo. À ce chapitre, il faut souligner que durant l'année 2006, depuis le début de l'année, et ce, à quelques reprises, les autorités russes, et surtout Poutine lui-même, ont publiquement dénoncé le bien-fondé d'une telle éventualité en soulignant que si le Kosovo pouvait devenir indépendant, il était clair que d'autres régions séparatistes de l'ancien espace soviétique pouvaient réclamer elles aussi leur indépendance, et ce, en établissant une allusion claire à la Géorgie et à ses deux régions séparatistes (un thème que nous aborderons plus en détail dans la partie suivante).

Pour la Russie, l'importance accordée à quelque reconnaissance que ce soit de l'indépendance du Kosovo résidait avant tout dans le fait que les États-Unis et leurs principaux alliés, en détournant les règles du droit international et en reconnaissant unilatéralement l'indépendance du Kosovo, contribuaient une fois de plus à marginaliser la Russie sur la scène internationale.

Enfin, en mars 2007, à cette chaîne de discordes s'est rajoutée une autre discordance, cette fois-ci en lien avec l'intention des États-Unis de construire un système de défense antimissile (ABM) en Pologne avec un radar en République tchèque. Sans entrer dans les détails techniques concernant la viabilité de ce projet et étant donné les objectifs visés, ce qu'il faut retenir ici, c'est le fait que ce sont les États de ladite « nouvelle Europe », les membres de l'ancien Pacte de Varsovie et les anciens « alliés » de la Russie qui ont accepté d'accueillir ce système de défense antimissile sur leur territoire, des États bien connus (surtout la Pologne) pour leurs positions antiruses bien tranchées. Pour le Kremlin, le déploiement du système antimissile américain n'était rien d'autre qu'une tentative parmi d'autres des États-Unis de consolider leur influence en Europe, cette fois-ci via le renforcement de leur influence et de leur importance stratégique à l'égard des autres membres de l'OTAN pour ainsi pouvoir y agir plus aisément à leur avantage et, par conséquent, pousser davantage l'OTAN à l'encontre des intérêts russes dans le vaste espace eurasiatique (Lévesque et Piskunova, 2007: 71-73).

Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur l'évolution du contexte interne afin de saisir les humeurs et attitudes qui dominaient la société russe durant cette période de temps ainsi que d'observer comment la crise relationnelle avec la Géorgie était perçue à l'intérieur de la Russie elle-même.

Le 4 octobre, Poutine rencontre les dirigeants des factions politiques siégeant à la Douma (Boris Gryzlov de *Russie unie*, Vladimir Jirinovski du LDPR, Alexander Babakov de *Rodina*, Sergueï Babourine de l'*Union populaire russe*,<sup>94</sup> sauf Guennadi Ziouganov, le chef du KPRF). Poutine les remercie pour leur soutien visant à « protéger les droits, la dignité et la vie » des citoyens russes à l'étranger, et Poutine souligne aussi qu'à son avis, « cette consolidation de toutes les forces sociales dans le pays [...] est soutenue par la majorité des citoyens russes et contribuera à assurer les droits de nos citoyens vivant à l'étranger, voisin et lointain ».<sup>95</sup>

Le jour même, la Douma adopte une résolution « concernant la position antirusse et antidémocratique des autorités géorgiennes » (adoptée à l'unanimité avec 418 voix), laquelle prévoit la possibilité d'imposer des sanctions financières et économiques contre la Géorgie.<sup>96</sup>

Deux jours plus tard (le 6 octobre, donc), la Douma ratifie le traité avec la Géorgie concernant le calendrier et les modalités du retrait des bases russes de la Géorgie, ainsi qu'un accord (toujours avec la Géorgie) sur le transit militaire, donnant ainsi accès à la Russie à sa base militaire en Arménie via la Géorgie. Ces deux accords ont été signés par la Géorgie et la Russie le 31 mars 2006, mais n'ont été ratifiés qu'en octobre 2006 par la Russie. Cette décision étonnante de Moscou, l'hebdomadaire *Kommersant*, en se référant à une source confidentielle du Kremlin, l'explique par le fait que Poutine a vraisemblablement ordonné de relancer le retrait interrompu des bases militaires russes de Batoumi et d'Akhalkalaki afin d'éviter que les forces russes deviennent les otages de la situation au cas où Tbilissi déciderait d'interrompre son approvisionnement en eau et en électricité (Novikov, et coll., 2006).

<sup>94</sup> L'Union populaire russe (*Rossijskij obščenarodnyj sojuz* [ROS]) est le parti politique nationaliste russe. Entre 2001 et 2007, les dirigeants et les membres du ROS ont mené leurs activités politiques au sein du parti *Narodnaja Volja* (*Volonté du Peuple*). À l'automne 2003, le parti *Narodnaja Volja* intègre la coalition électorale *Rodina*, devenant ainsi l'un des trois partis composant la coalition. Le 7 décembre 2003, *Rodina* est élu à la Douma avec 9,02 % des votes et obtient 37 sièges à la Douma, dont 9 sièges sont occupés par les membres du parti *Narodnaja Volja*.

<sup>95</sup> Newsru (4 octobre 2006), *Putin dal sovet Saakašvili: "Ne sovetoval by razgovarivat's Rossiej jazykom šantaža"*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/04oct2006/putin.html>>.

Civilge (4 octobre 2006), *Russian Leaders, Parliament, Speak Tough on Georgia*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13766&search=>>>.

<sup>96</sup> Newsru; (4 octobre 2006), *Gosduma podderžala èkonomičeskie sankcii protiv Gruzii, ne isključiv bolee "žestkih mer"*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/04oct2006/sanctions.html>>.

Depuis plusieurs mois en 2006, l'on assistait à l'intensification par la télévision russe de présenter l'image de la Géorgie comme étant celle d'un instrument américain visant à affaiblir la Russie, donnant de ce fait une dimension négative aux relations entre la Géorgie et les États-Unis. C'est dans un tel contexte que l'arrestation des officiers russes a été diffusée dans les médias russes, présentée comme étant une pure provocation des autorités géorgiennes qui agissaient sur l'ordre des États-Unis. L'essentiel de la presse moscovite reflétait différents points de vue diffusés par la télévision russe, laquelle reflétait à son tour le point de vue du Kremlin. C'est le cas du quotidien moscovite *Moskovskie Komsomolets* qui écrivit le 3 octobre :

*It is now possible to take a breath and calm down, as four Russian officers have been unexpectedly released... But this does not mean a victory in a war, or even in a battle. The most interesting is still ahead... For the United States, Saakachvili and even Georgia itself with its unrecognized republics is a pawn in a great geopolitical game. The goal of this game is to gain control over as much energy resources as possible. The goal of Washington, at this stage of struggle, is to separate Georgia from Russia and to turn [Georgia] into its major stronghold in the South Caucasus.*<sup>97</sup>

Le même jour, on lisait dans la *Komsomolskaja Pravda* :

*After Sunday's Security Council, President Putin described the policy of Mikheil Saakachvili's regime as "state terrorism with hostage-taking" – an assessment that promised nothing good for Tbilisi. Putin has never said these kinds of harsh words towards any leader of any country before... Saakachvili himself sensed this tough stance of the Kremlin. Putin's statement seems to impress Saakachvili. So the boy who was throwing stones in the bear's den saw that the bear was disturbed and ready to stand up. But there is nowhere to run. NATO is far away ; EU is neutrality ; the UN Secretary General – what a surprise – has condemned the arrest of the Russian officers.*<sup>98</sup>

De son côté, dans un article intitulé *L'Occident à la porte, les États-Unis et la Russie se battent pour la Géorgie*, l'hebdomadaire *Kommersant* écrivit que Poutine avait ouvertement accusé l'Occident de soutenir les autorités géorgiennes, en évoquant le fait que la Géorgie avait agi « sous la tutelle de ses sponsors étrangers ». *Kommersant* soulignait que de cette façon, Poutine avait clairement indiqué que l'adversaire de Moscou dans le conflit russo-géorgien actuel n'était pas Tbilissi, mais plutôt Washington (Soloviev, 2006).

<sup>97</sup> Cité dans Civil.ge (3 octobre 2006), *Media Takes on Russo-Georgian Tensions*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13750&search=>>>.

<sup>98</sup> Cité dans Civil.ge (3 octobre 2006), *Media Takes on Russo-Georgian Tensions*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13750&search=>>>.

Pour sa part, le 4 octobre 2006, Alexandre Dougine (un intellectuel russe de courant politique nationaliste des plus influents et un commentateur fréquent dans les médias russes) s'est exprimé dans *Izvestia*.

*Saakashvili and his American patrons know very well what they do. They push Russia towards inevitable conflict. Now it is time to ask ourselves, what have we done to avoid this kind of scenario? Yes, we do support opposition like Igor Giorgadze, but is he really so strong and is it enough? Russia's friends in Georgia are not only Giorgadze's supporters. More Georgian nationalists understand that their future is only with Russia and that under the wings of NATO Georgia will lose both its identity and territorial integrity. The conservative wing of Georgian society is gradually turning its back on Saakashvili; but while they are not being openly pro-Russian, they are moving towards anti-Americanism. Leader of the influential leftist Labor Party Shalva Natelashvili is more and more often voicing criticism towards the U.S. and the slogan "Together With Europe, but Not with America and Soros" is becoming more popular in Georgia. This is a trend that is worth supporting. If we look at things rationally, we have to admit that Russia has failed to use all its potential in respect to Georgia and yielding to an adventure and provocation of Saakashvili will be very harmful for Russia.<sup>99</sup>*

En effet, à cet égard, il convient de mentionner qu'en Géorgie, toutes les forces politiques n'étaient pas d'accord avec le cours politique entrepris par Saakachvili, et critiquaient même farouchement son régime, notamment pour son « approche américaine inconditionnelle ».

Quant à *Nezavisimaja Gazeta*, elle a blâmé les autorités russes en raison de l'arrestation des officiers russes en Géorgie en leur reprochant de mener avec la Géorgie une politique de concessions. On affirmait que « cette politique de concessions » a abouti à un tel résultat que le gouvernement géorgien s'est permis d'utiliser la rhétorique de l'ultimatum contre la Russie à l'égard de bases russes en Géorgie. Ce même journal expliquait le tout comme étant le résultat d'une politique « incompréhensible, contradictoire et d'autruche » de la Russie dans le Caucase. En même temps, l'on affirmait que la retraite des troupes russes de la Géorgie constituerait une erreur géopolitique russe des plus grande (Moukhin, 2006).

En fin de compte, la majeure partie de la presse russe présentait la situation comme étant une tentative des États-Unis (en utilisant la Géorgie) de saper l'influence de la Russie dans la région, près de ses frontières. La réaction de ces différents commentateurs (journalistes, politologues, experts, etc.) portait en elle à la fois des éléments de critique envers le Kremlin (blâmé

<sup>99</sup> Dougine cité dans Civil.ge (4 octobre 2006), *Russian Press on Tensions with Georgia*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=13762&search=>>>.

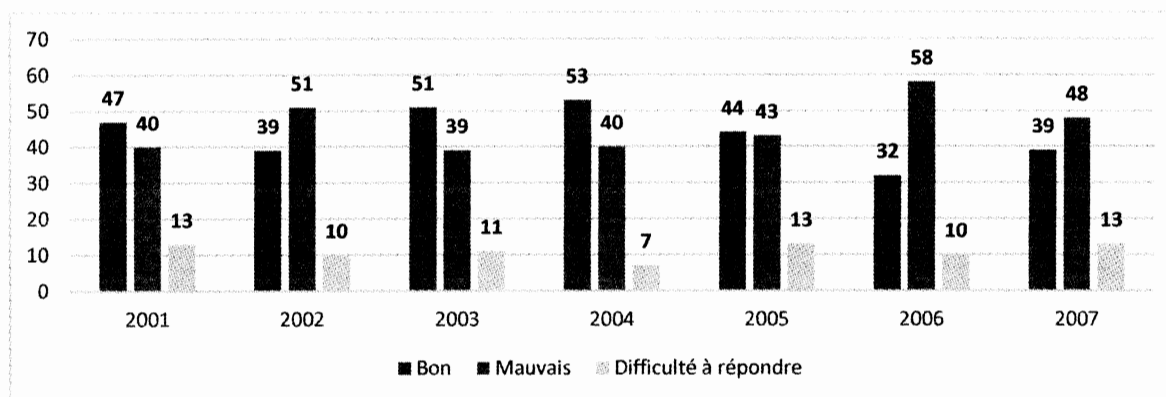
principalement pour « sa politique de concession »), mais aussi des éléments d'action, exigeant des autorités russes de prendre une posture plus ferme. Au fond, tous étaient unanimes à l'idée selon laquelle permettre le démantèlement des bases militaires russes serait une action inadmissible, considérée comme étant la plus grande erreur géopolitique commise par la Russie, notamment en raison de la politique de concessions menée par le Kremlin durant les dernières années.

Seul un petit segment d'observateurs russes (notamment associés au courant politique libéral) ont avancé un point de vue différent, blâmant les autorités russes non pas tellement pour leur « politique de concessions », mais plutôt pour leur aggravation délibérée des relations avec Tbilissi. Et c'est ainsi que durant la radiodiffusion d'une émission sur les ondes d'*Écho Moskv*, Mark Urnov, le dirigeant de la Fondation des programmes analytiques (« *Ekspertiza* ») a soutenu que le Kremlin lui-même est à critiquer, parce que depuis longtemps, c'était le Kremlin qui provoquait les troubles dans les relations avec la Géorgie. D'après Urnov, étant donné les élections qui s'approchaient, un groupe de l'élite politique russe était pour miser sur les sentiments anti-occidentaux de l'électorat russe lors de la campagne électorale.<sup>100</sup>

Pour ce qui est l'opinion publique, l'observation de son évolution concernant la Géorgie (depuis la *Révolution des roses* jusqu'à 2007) permet de retracer la dynamique de l'attitude de la population de la Russie à l'égard de la crise russo-géorgienne, de la Géorgie et des Géorgiens en général durant cette période. Comme le tableau ci-dessous le montre, l'opinion publique russe à l'égard de la Géorgie a commencé à changer après la *Révolution des roses*. Les sondages révèlent aussi que la Géorgie a reculé de la 26<sup>e</sup> place (occupée en 2006) à la 35<sup>e</sup> place (occupée en 2007) dans la liste des 43 pays considérés comme étant les plus proches amis et alliés de la Russie (Panfilov, 2010).

---

<sup>100</sup> Markov cité dans Newsru (29 septembre 2006), *Sudy v Tbilisi sankcionirovali arest vseh 4 rossijskih oficerov, obvinjaemyh v špionaže*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/29sep2006/suds.html>>.



**Figure 2.2** Quelle est votre attitude générale envers la Géorgie maintenant (en %) ? <sup>101</sup>

Il est aussi intéressant de remarquer que sur une période de dix ans (1998-2007), l'opinion publique a considérablement changé en ce qui concerne sa perception des frontières de la Russie. Comme nous pouvons l'observer dans le tableau ci-dessous, il n'y a que l'option intitulée « Dans les frontières actuelles » qui a augmenté sur une période de dix ans, tandis que toutes les autres options ont diminué (sans prendre en compte les catégories « Autre » et « Difficile de répondre »).

On constate également que l'opinion publique russe était assez sensible à l'égard l'évolution de la situation en lien avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. L'aggravation de la situation autour de ces régions séparatistes (par exemple durant l'été 2004) s'est reflétée par un changement dans l'opinion publique. De ce fait, 73 % des répondants ont affirmé être préoccupés par la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Panfilov, 2010).

Effectués lors du déclenchement d'une nouvelle escalade des hostilités en Ossétie du Sud, les sondages de juin 2004 ont montré qu'un peu plus que la moitié des répondants étaient d'avis que la Russie ne devait pas intervenir dans le conflit, contre 23 % qui croyaient qu'il fallait satisfaire la demande de l'Ossétie du Sud d'adhérer à la Fédération de Russie (Levada Centre, 2004a). Les sondages de juillet 2004 révèlent que 47 % des répondants étaient d'avis qu'advenant l'usage de la force par les autorités géorgiennes contre l'Ossétie du Sud ou l'Abkhazie, la Russie devait intervenir pour protéger les intérêts de leurs citoyens, contre 38 % qui considéraient que la Russie ne devait pas interférer dans le conflit (Levada Centre, 2004b).

<sup>101</sup>

Panfilov (2010).

**Tableau 2.13** Dans quelles frontières voulez-vous voir la Russie dans l'avenir? <sup>102</sup>

	1998	2006	2007
dans ses frontières actuelles	19	29	35
dans les frontières actuelles plus le Belarus	3	6	3
dans les frontières actuelles plus l'Ukraine	2	1	1
dans les frontières actuelles plus le Belarus et l'Ukraine	11	6	7
dans les frontières actuelles plus le Belarus, l'Ukraine et le Kazakhstan	12	10	9
à l'intérieur des frontières de l'ancienne Union soviétique, à l'exception des États baltes	19	17	13
à l'intérieur des frontières de l'ancienne Union soviétique, y compris les États baltes	28	20	22
autre	0	2	1
avaient difficulté à répondre	6	9	9

En lien avec l'arrestation des officiers russes, les sondages montrent que les répondants optaient volontiers pour soutenir une variété de mesures contre la Géorgie : la pression (42 %), le blocus économique (64 %), le blocus du transport (56 %), la révocation de l'ambassadeur et la suspension de la délivrance de visas (58 %), la fermeture de diverses entreprises appartenant aux Géorgiens (74 %). Toutefois, seulement 18 % (contre 71 %) se sont exprimés en faveur d'actions militaires contre la Géorgie (Levada Centre, 2006b). Selon 53 % des répondants, les autorités géorgiennes auraient intérêt à provoquer des tensions entre les deux États, contre 41 % qui croyaient que c'étaient les États-Unis qui auraient intérêt à augmenter les tensions. Seulement 7 % considéraient que c'étaient les autorités russes qui étaient intéressées à voir les conflits augmenter entre les deux États. Enfin, 52 % des répondants considéraient que le gouvernement russe avait donné une réponse adéquate aux provocations des autorités géorgiennes, contre 16 % qui considéraient que c'était une réaction de « vanité lésée » des autorités russes, alors que 16 % considéraient que cela était un prétexte derrière lequel se cachaient certains intérêts politiques et économiques du gouvernement russe.

Dans l'ensemble, les résultats des sondages montraient que la majorité des répondants acceptaient la version officielle de la crise, où le scandale d'espionnage s'inscrivait dans la vision projetée par le Kremlin, autant à l'égard de la Géorgie en général, qu'à l'égard du scandale « d'espionnage »

<sup>102</sup>

Panfilov (2010).



plus particulièrement. Les sondages ont également montré que la majorité des répondants se disaient être plutôt satisfaits par les actions entreprises par leur gouvernement pour gérer la crise.

Tout compte fait, en observant les réactions à l'intérieur du pays, l'on constate que le développement des événements sur la scène internationale, notamment dans l'ancien espace soviétique, reflétait largement les humeurs et attitudes du public russe en général. C'est à travers un tel prisme qu'il convient d'examiner ces événements afin de saisir à la fois l'aggravation dramatique des relations russo-géorgiennes et, par conséquent, le développement du narratif officiel. En adoptant une telle vision des choses, il semble être légitime d'assumer que Moscou voyait la Géorgie comme étant le maillon le plus faible de la chaîne d'« offensives américaines » pour contrer l'influence russe dans l'ancien espace soviétique (Lévesque et Piskunova, 2007 : 73). Il semble également que la Géorgie était considérée comme étant l'endroit idéal pour casser cette chaîne, et ce, de façon exemplaire pour tout le monde, et surtout pour les anciennes républiques soviétiques.

En fin de compte, c'était une période extrêmement tendue et fourmillante d'événements des plus épineux pour les autorités russes, d'un côté en relation avec les États-Unis et l'UE, mais de l'autre côté en relation avec ses anciens alliés d'Europe de l'Est et de l'ancien espace soviétique. Le tout était perçu de manière fort négative par les élites politiques russes et la société russe en général. Désormais, le fameux discours de Poutine prononcé à Munich en février 2007 (lequel discours a d'ailleurs été accueilli des plus favorablement par la plupart des observateurs russes) est un bon exemple de l'expression de la frustration russe à l'égard des États-Unis. Lors dudit discours, Poutine a notamment reproché aux États-Unis de vouloir imposer leur conception du droit au reste du monde. Et c'est durant ce même discours que Poutine a clairement exposé sa pensée au sujet de l'installation d'infrastructures militaires de l'OTAN près des frontières de la Russie, soulignant là-dessus que cette initiative américaine n'était pas liée à la lutte contre le terrorisme, et qu'en conséquence, la Russie allait donner une réponse asymétrique à la création de l'ABM (Poutine, 2007a). Et tout cela n'était qu'un début. Durant la même année et à plusieurs occasions, Poutine a réexprimé ses critiques singulièrement sévères à l'endroit des États-Unis, par exemple le 9 mai de la même année lors de l'anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie, ou encore à la veille du G8 (Lévesque et Piskunova, 2007: 66).

C'est à travers ces enjeux et défis géopolitiques majeurs que l'on peut voir la façon par laquelle le Kremlin percevait les intentions des États-Unis, mais aussi la façon par laquelle le Kremlin comptait s'y opposer (Lévesque et Piskunova, 2007 : 68). Et c'est dans cette perspective qu'il faudrait aussi percevoir les actions et les réactions du Kremlin à l'égard de la Géorgie, laquelle était d'ailleurs le pays de l'ex-URSS le plus directement et le plus sévèrement touché par ces actions et par leurs conséquences.

Cela explique aussi la principale caractéristique de la réponse du Kremlin aux « provocations » et à l'attitude antirusse des autorités géorgiennes, celles-ci s'étant permises d'employer une rhétorique, un « langage de chantage » contre la Russie. Cette réponse géostratégique du Kremlin proposait de conserver le maximum de continuité avec son ancien narratif sur la Géorgie, ajoutant toutefois quelques éléments nouveaux, et ce, non pas seulement pour prévenir l'affaiblissement de sa position dans cette région et pour donner un clair exemple aux autres États postsoviétiques, mais aussi pour rendre une « réponse méritée » aux « provocateurs » géorgiens. Cela explique aussi la réaction du Kremlin : une réaction qui, à première vue, apparaissait tout aussi extrême qu'étrange, une réponse à l'arrestation des officiers russes par les autorités géorgiennes, voire une réaction contre la tentative de franchir une ligne qu'il ne fallait pas franchir. Mais cela constituait aussi un avertissement destiné autant aux autorités géorgiennes (qui, comme la séquence des choses allait le démontrer en 2008, n'auront pas su en tirer une leçon adéquate) qu'un message clair envoyé à Washington pour signifier que Moscou était prête à défendre ses intérêts. En même temps, l'on assistait à la mise en place de mesures temporaires, de préparatifs pour des actions plus fermes et plus décisives. Enfin, comme dans le cas précédent, Poutine a opté pour une solution plutôt populaire (pour en quelque sorte faire revivre quelque sentiment de gloire, de superpuissance et de victoires, mais aussi pour souligner le fait que la Russie était une grande puissance capable de défendre ses intérêts nationaux).

En fin de compte, ce qui importe le plus, c'est de constater un changement significatif en ce qui concerne la vision du Kremlin durant cette période : un genre de passage (de transition), une rupture avec la vision initiale (donnant accès à la collaboration avec l'Occident) vers un discours donnant plutôt accès à une critique ouverte à l'endroit de l'Occident (surtout à l'endroit des États-Unis) et en même temps à une approche plus « répandue/populaire » intégrant dans le narratif officiel plusieurs éléments d'autres narratifs géopolitiques. Le discours de Poutine prononcé à

Munich exprime une expression claire de changement dans cette direction. Mais il faut noter que ce changement avait commencé beaucoup plus tôt à s'opérer. De ce fait, nous pouvons observer une certaine convergence entre la vision des partis politiques d'opposition et celle du Kremlin en ce qui concerne la Russie et sa place dans les affaires mondiales. Toutefois, fait intéressant à remarquer, cet ajustement du narratif était plutôt unidirectionnel. Au fond, les plus anciens et les plus importants partis politiques siégeant à la Douma (le KPRF et le LDPR) ont conservé leurs positions (avec peu d'ajustements) en ce qui concerne la place et le rôle de la Russie, et par conséquent avec la Géorgie et l'Ukraine, tandis que le Kremlin commença à prendre ses distances avec ses anciennes positions (très proches de la position libérale-démocrate, au moins formellement) et à intégrer dans son discours (en matière de politique étrangère) certains éléments promus par ces anciennes factions politiques.

Associée à un mélange de grandeur, de puissance, de gloire et de volonté d'être respecté sur la scène internationale, une certaine nostalgie apparaissait fortement dans les discours géopolitiques de ces factions politiques. Pour certains politiciens (par exemple Jirinovski), l'on considérait que pour la Russie, accepter toutes sortes de compromis (surtout avec un plus petit État) trahissait tout simplement un signe d'impuissance annonciateur du début de la fin de la Russie à titre d'État fort. Ces politiciens voyaient l'ancien espace soviétique comme constituant une partie naturelle de la Russie (comme le KPRF), une partie où la Russie avait tous les droits (légal, moral, historique) de conserver sa présence et son influence. À cet égard, il faut mentionner que le désir de Poutine de voir sa popularité maintenue à un niveau élevé (ce qui était le cas depuis quelques années) ne semblait pas non plus des plus innocent : en fait, ce désir de Poutine était régi par la nécessité étant donné qu'une élection présidentielle approchait, et ce, même si le prochain candidat à la présidence n'avait pas encore été désigné.

## 2.4 Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie (2008)

### 2.4.1 Mise en contexte politique

Au début de l'année 2008, avant le déclenchement du conflit du mois d'août, on assista à quelques thèmes majeurs dans les débats publics russes concernant les positions radicalement opposées ou bien du côté de la Russie ou bien du côté des États-Unis et de l'UE sur certaines questions majeures dominant la scène internationale, y compris la question de l'espace de la CÉI. Parmi ces questions, deux thèmes sont directement liés à la Géorgie (d'une part l'éventuelle intégration de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN ; d'autre part la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, cette reconnaissance étant en quelque sorte vue comme étant une réponse géostratégique à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo), les deux autres thèmes concernant respectivement le système ABM (bouclier antimissile) et la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo.

Au début de l'année 2008, après la kyrielle de provocations et de critiques mutuelles des années précédentes, la Russie rétablit ses relations diplomatiques avec la Géorgie et accepte (à la fin mars) le rétablissement des liaisons aériennes avec la Géorgie. Soutenue par la majorité des États occidentaux (avec les États-Unis en tête), la déclaration d'indépendance du Kosovo (en février 2008) a été interprétée par Moscou comme étant une violation du droit international et un exemple clair de pratique de « double standard » par les États occidentaux à l'endroit de la Russie. Les dirigeants de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et de la Transnistrie (la région sécessionniste de la Moldavie) ayant vu à leur tour que le précédent du Kosovo jouait à leur avantage intensifièrent leurs relations avec différents groupes parlementaires russes favorables à leur indépendance. Poutine lui-même a qualifié le précédent du Kosovo comme étant un précédent « très nuisible et dangereux », comparant le comportement des États occidentaux à ceux de l'URSS (Poutine, 2008a).

Début mars, les parlements ossète du Sud et abkhaze demandent à la Russie, à la CÉI et à l'ONU de reconnaître leur indépendance. En même temps, le gouvernement russe lève unilatéralement les sanctions contre l'Abkhazie (imposées par la CÉI et en vigueur depuis 1996), tandis que le 13 mars 2008, la Douma a tenu des audiences à huis clos sur la reconnaissance de ces régions

séparatistes. Comme Illarionov l'a noté, lors de ces audiences, la Douma a examiné un rapport préparé par le ministère des Affaires étrangères et les services de renseignements russes sur une stratégie pour la réalisation de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Illarionov, 2009 : 67).

*Nezavisimaja Gazeta* a rapporté que Konstantin Zatouline (du parti *Russie unie*, le chef adjoint du comité de la Douma pour les Affaires de la CÉI) a pour sa part déclaré que la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ne devait pas être reportée étant donné que « la fenêtre d'opportunité ouverte par la reconnaissance du Kosovo ne durera pas éternellement ». Selon Zatouline, la « haute direction russe » se montre plus résolue que la Douma et le ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Zatouline cité dans Perevozkina, 2008).

Je pense que concernant la décision relative à la reconnaissance formelle (de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud), il faut retarder jusqu'à décembre – il ne faut pas que Medvedev commence son mandat avec des actions qui vont compliquer considérablement ses relations avec l'Occident. La reconnaissance de l'Abkhazie porte en elle un élément de risque. Mais en même temps, il faut risquer aujourd'hui, car demain la même décision va nous coûter plus cher. Le thème du Kosovo ne sera pas toujours d'actualité. Aujourd'hui, nos démarches à l'endroit des républiques non reconnues seront comme une réponse à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis. Si nous ne résolvons pas le problème maintenant, ce problème va revenir au commencement des Jeux olympiques. [...] Jusqu'à décembre, il faut franchir toutes les étapes préliminaires, y compris l'ouverture de liaisons aériennes et maritimes. Il est nécessaire également d'augmenter le contingent de forces de maintien de la paix au niveau qui avait été précédemment convenu (Zatouline cité dans Perevozkina, 2008).

Basé sur une interview réalisée avec un diplomate russe anonyme, le même article de *Nezavisimaja Gazeta* rapporte que le Président russe a reçu une recommandation de la part du ministère des Affaires étrangères russe de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud dans deux circonstances : si la Géorgie entreprenait sérieusement de se joindre à l'OTAN, si la guerre devait se déclarer (Perevozkina, 2008).

Le 3 avril 2008, malgré le soutien formel exprimé par le président Bush lors du sommet de l'OTAN tenu à Bucarest, l'Ukraine et la Géorgie n'ont pas obtenu le MAP (*Membership Action Plan*). Comme on le verra plus tard plus en détail, le veto de l'Allemagne et de la France (ainsi que d'autres membres de l'OTAN) contre l'octroi du MAP à ces deux États de l'espace postsoviétique s'explique principalement par leur retenue afin de ne pas provoquer la Russie. Cependant, les

deux États ont reçu les garanties formelles de pouvoir, « avec le temps », se joindre à l'Alliance atlantique. En même temps, il a été décidé de lancer des consultations politiques intensives de haut niveau avec l'Ukraine et la Géorgie afin de résoudre les problèmes qui empêchaient l'obtention du MAP.<sup>103</sup> Cependant, convaincu dès le début de sa « victoire » (notamment après avoir reçu les assurances de l'Allemagne de ne pas accorder le MAP à l'Ukraine et à la Géorgie), le Kremlin interprète le développement de la situation comme une simple « remise » dans le temps de l'octroi du MAP à ces deux États.<sup>104</sup> C'est là que Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, déclare publiquement que la Russie fera « tout en son possible pour empêcher l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN » (Lavrov cité dans Perevozkina, 2008).

En avril, le Kremlin établit des relations formelles entre la Russie et les deux régions séparatistes géorgiennes selon le même modèle qu'il entretenait avec ses territoires fédéraux. En même temps, 300 militaires supplémentaires ainsi que de l'équipement lourd sont arrivés dans la base militaire russe en Abkhazie (dans la ville d'Otchamtchira) (Illarionov, 2009 : 68). En effet, le 3 avril (le même jour que se tenait le sommet de Bucarest), Poutine envoie une lettre aux dirigeants des régions sécessionnistes géorgiennes où il partage leur crainte concernant d'éventuelles conséquences négatives que pourrait causer l'intégration de la Géorgie à l'OTAN. Poutine s'est aussi prononcé en faveur du renforcement de la coopération avec ces deux régions sécessionnistes. Et en ce même 3 avril, Sergueï Bagapch (le dirigeant de l'Abkhazie) visite Moscou.<sup>105</sup> Au fond, il est tout à fait légitime de voir *ex post facto* ce geste de Poutine comme reflétant sa profonde déception à l'égard des résultats du sommet de Bucarest. En même temps, on peut également supposer que ces résultats du même sommet ont conduit Saakachvili à surestimer ses relations amicales avec Washington. Quoi qu'il en soit, considérant que les intérêts de la Russie dans l'ancien espace soviétique sont ignorés, le Kremlin commence à amorcer des changements dans ses relations avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. L'hostilité personnelle de Poutine à l'égard de Saakachvili ne faisait qu'aggraver davantage la situation.

<sup>103</sup> Newsru (3 avril 2008), *Sammit NATO primet Ukrainu i Gruziju bez PDČ. Členstvo - vopros vremeni. No Jušenko trebuje konkretnyh srokov*. En ligne: <<http://www.newsru.com/arch/world/03apr2008/natooi.html>>.

<sup>104</sup> Newsru (3 avril 2008), *Sammit NATO primet Ukrainu i Gruziju bez PDČ. Členstvo - vopros vremeni. No Jušenko trebuje konkretnyh srokov*. En ligne: <<http://www.newsru.com/arch/world/03apr2008/natooi.html>>.

<sup>105</sup> Civilge (3 avril 2008), *Putin Sends Supportive Message to Abkhaz, S.Ossetian Leaders*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17515&search=>>>; Civilge (4 avril 2008), *Abkhaz Leader Visits Moscow*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17518&search=>>>.

Contrairement au début de son premier mandat lorsque Poutine avait proposé aux Américains une alliance contre le terrorisme international, le Kremlin voyait désormais les États-Unis comme étant déterminés à renforcer l'« unipolarité » dans les affaires mondiales au lieu de promouvoir la sécurité européenne commune, mais aussi à établir des relations étroites avec certaines anciennes républiques soviétiques et de les inclure dans l'OTAN (dans un geste assimilable par le Kremlin à un effort concerté pour encercler la Russie avec des bases militaires américaines).

En somme, dès le début de 2008 (comme durant l'année précédente), les provocations (violations de l'espace aérien, exercices militaires dans la région<sup>106</sup>, etc.) se sont poursuivies des deux côtés. Mais le 1er août, la tension monta brutalement d'un cran : un véhicule de la police géorgienne a été détruit par une mine plantée vraisemblablement par les forces sud-ossètes, blessant six policiers géorgiens. Les forces militaires géorgiennes ont répondu par des tirs de tireurs d'élite, tuant six policiers ossètes alors que la plupart de ceux-ci n'étaient même pas en service.<sup>107</sup> Les 2 et 3 août, une partie des habitants de Tskhinvali ont été évacués à Vladikavkaz, alors qu'en même temps, un cessez-le-feu a échoué.

Le 6 août, juste avant la réunion des responsables russes, ossètes du Sud et géorgiens (réunion dont on avait prévu qu'elle se tiendrait le 8 août), les combats ont repris. Le 7 août, le gouvernement géorgien annonce que plusieurs dizaines de véhicules de combat russes ont commencé à traverser le tunnel de Roki. Les Russes ont justifié ces mouvements comme étant un exercice d'appui routinier pour leurs forces de maintien de paix. Le même jour, à 19h10 Saakachvili annonce à la télévision un cessez-le-feu unilatéral.<sup>108</sup> Puis, tard dans la soirée, le côté géorgien déclare à la

<sup>106</sup> En juillet, durant deux semaines se sont tenus les exercices militaires appelés « Réponse immédiate 2008 » rassemblant les militaires américains (1 000 personnes) et géorgiens (600 personnes), ainsi qu'un petit nombre des militaires ukrainiens, arméniens et azerbaïdjanais à la base militaire de Vaziani. Du 15 juillet au 4 août, l'exercice militaire appelé « Kavkaz 2008 » (organisé par la Russie) a réuni plus de 8 000 militaires russes.

<sup>107</sup> Civilge (2 août 2008), *Six Die in S.Ossetia Shootout*. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18871&search=>>;  
Civilge (1 août 2008), *MIA: Five Policemen Injured in S.Ossetia Blast*. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18868&search=>>.

<sup>108</sup> Civilge (6 août 2008), *'Intensive Shootout' Reported in S.Ossetia*. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18909&search=>>;  
Civilge (7 août 2008), *Saakashvili Appeals for Peace in Televised Address*. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18931&search=>>;  
Newsru (7 août 2008), *Saakašvili efektno vystupil po TV i prikazal gruzinam bol'se ne streljat' po Južnoj Osetii*. En ligne : <http://www.newsru.com/world/07aug2008/saak.html>;  
Civilge (7 août 2008), *Georgia to Cease Fire*. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18929&search=>>.

télévision avoir décidé de « restaurer l'ordre constitutionnel » dans la région séparatiste en réponse au bombardement du côté de l'Ossétie du Sud. Et un peu plus tard, vers 23h35, les forces géorgiennes commencent leur opération militaire (appelée, en traduisant, « champ clair »). La réponse russe a été presque immédiate : Poutine déclara que « les actions agressives de la Géorgie » ne demeureraient pas impunies (Toal, 2008 : 686).<sup>109</sup>

La télévision russe diffusa l'information en parlant d'un génocide causant la mort d'environ 2000 personnes. Saakachvili fut constamment comparé à Hitler, et les actions du gouvernement géorgien aux actions du gouvernement nazi, alors que de leur côté, les journalistes russes présents sur le terrain rapportaient plusieurs actes considérés comme étant des crimes de guerre, présentant régulièrement l'opération militaire géorgienne comme étant un génocide. Pour leur part, les autorités russes comparaient régulièrement ce conflit d'août 2008 à l'intervention militaire de l'OTAN en 1999 contre la Yougoslavie, tout en soutenant que contrairement à l'OTAN, la Russie évita de bombarder la capitale, les infrastructures civiles et les cibles éminemment économiques du territoire géorgien (Lévesque, 2009 : 92).

La contre-attaque russe commence avec des bombardements russes contre des installations militaires géorgiennes. Il a fallu quatre jours aux forces russes pour établir le plein contrôle sur l'Ossétie du Sud, ce qui fut suivi par l'invasion du territoire géorgien commencée le 10 août, laquelle invasion poussa l'armée géorgienne à reculer vers Gori (sa base d'opération). Ce même jour, appuyées par des avions de chasse russes, environ 1 000 troupes abkhazes occupent la partie du territoire sous le contrôle géorgien dans les gorges de Kodori. Le jour suivant, les forces russes occupent la partie occidentale de la ville de Senaki, une ville occidentale géorgienne de la région de Mingrélie-et-Haute-Svanétie (y compris la base militaire géorgienne construite selon les normes de l'OTAN).

Entre-temps, l'accord de cessez-le-feu en six points (initié le 12 août par l'effort du Président français Nicolas Sarkozy) a finalement été signé par Saakachvili le 15 août, et par le premier Ministre russe Dmitri Medvedev le 16 août. En gros, l'accord préconise que les forces à la fois géorgiennes et russes doivent se retirer à leurs positions respectives avant le début des hostilités.

---

<sup>109</sup> Civilge (8 août 2008), 'Georgia Decided to Restore Constitutional Order in S.Ossetia' – MoD Official. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18941&search=>>>.



Dix jours plus tard, le 25 août, les deux Chambres du Parlement russe votent deux résolutions appelant le Président russe à reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Le lendemain, Medvedev signe la résolution et, de ce fait, reconnaît officiellement l'indépendance de ces deux régions séparatistes.

#### 2.4.2 Le narratif du KPRF à l'égard de la Géorgie (2008)

Selon les communistes, tolérer la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo équivalait à trahir la Serbie, une alliée historique, c'est-à-dire un geste inadmissible pour la Russie, qui ne correspondrait pas à l'image de la Russie, comme à celle d'un grand et puissant État. Toutefois, selon les communistes, devant un fait accompli, la Russie, comme réponse, devrait reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et de la Transnistrie (Ziouganov, 2008b). C'est ainsi qu'après la reconnaissance du Kosovo, plus que jamais, les communistes commencent à insister sur la nécessité de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (Ziouganov, 2008e).

En ce qui concerne la volonté de la Géorgie d'intégrer l'Alliance atlantique, sachant que les communistes militaient de longue date contre tout rapprochement de l'OTAN près des frontières russes, on voyait un tel rapprochement comme le début de la fin de la Russie elle-même. De ce fait, toute tentative d'intégration de la Géorgie devrait être interrompue. C'est dans un tel contexte que le 1er avril 2008, deux jours avant le sommet de l'OTAN à Bucarest, Ziouganov déclare que la Russie doit utiliser tous les leviers disponibles pour empêcher l'Ukraine et la Géorgie de se doter du MAP (Ziouganov, 2008c). Comme dans le passé, les communistes continuaient de soutenir que tous les territoires appartenant anciennement à l'empire russe et à l'URSS devraient être déclarés comme étant des zones d'intérêts nationaux de la Russie.

Nous pensons qu'il est tout à fait inadmissible de voir l'accroissement du potentiel militaire de l'OTAN près de nos frontières et nous la considérons comme une menace directe pour notre sécurité. Nous ferons tout pour que les soldats de l'OTAN n'apparaissent jamais dans le Caucase [...] (Ziouganov, 2008e).

Le conflit d'août 2008 a lui-même été présenté comme une invasion des troupes géorgiennes dans l'Ossétie du Sud, mais aussi comme étant une catastrophe pour l'humanité et un véritable génocide

(Ziouganov, 2008h). Qualifiant cela d'agression militaire, les communistes soulignent que les autorités géorgiennes violent grossièrement toutes les normes du droit international et celles de la CÉI (Ziouganov, 2008i). Pour eux, c'était une agression contre un peuple où 90 % ont la citoyenneté russe, donc une guerre contre les citoyens de la Russie (Ziouganov, 2008f). Une telle qualification de la situation (comme étant une « catastrophe pour l'humanité ») avait été appuyée par la diffusion à la télévision russe d'images de la guerre et d'informations concernant la mort de 1 600 à 2 000 civils par les troupes géorgiennes (Ziouganov, Gratch et Komoedov, 2008).<sup>110</sup> En même temps, pour les communistes, cette crise a aussi été le moyen utilisé par les Occidentaux pour tester la « résistance » de la Russie (Ziouganov, 2008m).

Contrairement aux cas précédents, la toute première réaction des communistes fut d'insister sur les intérêts nationaux, mais surtout de proposer des solutions concrètes. Cela s'expliquait évidemment par la situation et le sentiment d'urgence, mais aussi par le côté émotionnel. C'était l'un des rares cas où les communistes avaient ouvertement proposé des actions bien claires, largement découlant d'une rhétorique de guerre.

Trois actions bien concrètes ont été proposées pour régler la crise. Dans un premier temps, le jour même du commencement du conflit, les communistes proposent l'intervention immédiate de l'armée russe dans le conflit (Ziouganov, 2008f). Trois jours plus tard (le 11 août 2008), les communistes exigent du gouvernement russe de reconnaître immédiatement l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, et de conclure avec ces deux régions un traité dans le but de les prendre sous la protection de la Russie. Les communistes prétendaient que la reconnaissance de l'indépendance de ces régions est la seule garantie durable pour leur sécurité. Le KPRF insista aussi sur la destruction complète de l'infrastructure militaire de « l'agresseur », opération présentée comme une garantie supplémentaire de sécurité dans la région (Ziouganov, 2008g; 2008h).

Comme dans le narratif du Kremlin (que nous verrons plus loin), l'une des principales composantes du narratif du KPRF tient au fait que la Russie était obligée d'intervenir dans le conflit déclenché par la Géorgie afin d'arrêter la « catastrophe humaine » (Ziouganov, 2008k). Il

<sup>110</sup> Comme il a été dévoilé plus tard, la totalité des pertes en vies humaines des trois côtés (Géorgie, Russie, Ossétie du Sud), incluant les militaires et les civils, était d'environ 800, dont plus de la moitié étaient des Géorgiens. En ligne : < <http://uk.reuters.com/article/2009/02/21/us-russia-georgia-deaths-idUKTRE51K1B820090221> >.

faut noter qu'en avril 2009 (moins d'un an après la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes), Ziouganov avait appelé à la tenue d'un référendum sur l'adhésion à la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Ziouganov, 2009c).

Pour les communistes, Saakachvili est le principal protagoniste et le principal acteur à blâmer. Celui-ci, comme dans le passé (mais avec plus de vigueur), est présenté comme un fasciste, un dictateur sanglant, un « bandit international », une personne mentalement déficiente, quelqu'un d'émotionnellement non équilibré et dangereux, qui a fait du peuple géorgien son otage (Ziouganov, 2008i; 2008k). Les expressions « personne mentalement déficiente » ou « gravement malade » (mentalement parlant) avaient été collées à Saakachvili longtemps avant le conflit d'août 2008 (Ziouganov, 2008b). Ainsi, bien avant ce conflit, et même dès son arrivée au pouvoir, les communistes n'hésitaient pas à discréditer Saakachvili par toutes sortes d'expressions, de métaphores ou de comparaisons insultantes, soulignant de ce fait son incompatibilité avec le poste de leader politique et, en conséquence, son incapacité à gérer convenablement les affaires de l'État. En somme, comme nous l'avons observé dans le cas de Chevardnadze, on assistait alors à une sorte de diabolisation à l'extrême de Saakachvili, lequel était vu comme étant la principale source de tous les malheurs et problèmes entravant les relations russo-géorgiennes.

Comme dans le passé, les communistes avaient établi une distinction claire entre d'un côté Saakachvili (un « dictateur », etc.) et de l'autre côté le peuple géorgien (un peuple « talentueux », « industrieux », « brave », « courageux », etc., mais qui est devenu un « otage de cette aventure et de cette politique » de Saakachvili), et qu'il faut donc aider ce peuple pour qu'il se libère du régime d'un « dictateur sanglant » (Ziouganov, 2008m; 2008j; 2008k).

Outre le prétendu « fait » que Saakachvili est « mentalement gravement malade », et qu'il faut donc s'attendre à toutes sortes de choses de sa part, la principale explication de ses actes est présentée comme étant son ambition d'intégrer la Géorgie à l'OTAN, mais aussi le désir des États-Unis de déployer ses bases militaires dans l'ancien espace soviétique. C'est ainsi que pour les communistes, le conflit en Ossétie du Sud jouait avant tout à l'avantage de l'expansion des États-Unis dans la région eurasiennne (Ziouganov, Gratch et Komoedov, 2008).

Le second principal acteur (les États-Unis, ainsi que certains de leurs partenaires de l'OTAN et dans une moindre mesure l'UE) est blâmé principalement pour deux raisons. Dans un premier

temps, comme déjà dit, les États-Unis sont critiqués pour leur désir d'établir des bases militaires dans l'ancien espace soviétique, et de ce fait, de tenter d'affaiblir la Russie. Dans un second temps, l'on reproche aux États-Unis de soutenir le « régime criminel de Saakachvili » (matériellement et moralement) et, de ce fait, de pousser ce dernier à commettre des crimes contre le peuple ossète (Ziouganov, 2008h). Et c'est ainsi que les « ambitions américaines et celles de leurs partenaires de l'OTAN » ont été donc présentées par les communistes comme étant la principale source de menaces pour la sécurité de la Russie (Ziouganov, Gratch et Komoedov, 2008).

**Tableau 2.14** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de la Géorgie (2008)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du KPRF</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Plutôt satisfait. Toutefois, le Kremlin est critiqué de n'avoir pas reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud avant le déclenchement du conflit.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ossétie du Sud? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	L'agression contre les citoyens de la Russie; un véritable génocide; la façon dont les Occidentaux vérifient l'endurance de la Russie; La <b>principale menace</b> : les ambitions américaines et de leurs partenaires de l'OTAN dans la région. <b>Peuple géorgien</b> : l'otage de l'aventure et de Saakachvili.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Saakachvili</b> : un fasciste, un dictateur sanglant, une personne mentalement déficiente; un bandit international. Saakachvili veut intégrer la Géorgie dans l'Alliance atlantique. <b>Occident</b> veut établir ses bases militaires dans l'ancien espace soviétique; affaiblir la Russie. <b>Gouvernement russe</b> a commis une erreur stratégique, il fallait reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie avant le déclenchement du conflit.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Revendiquer clairement que les intérêts nationaux de la Russie englobent tout l'ancien espace soviétique; s'opposer à l'intégration des anciennes républiques soviétiques dans l'OTAN. Intervenir immédiatement dans le conflit; reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud; détruire entièrement l'agresseur. Conclure des traités (économique, d'amitié, militaire, etc.) avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud; intégrer ces régions dans la Fédération de Russie.
Justifications		Arrêter le génocide; la Russie défend ses intérêts nationaux; tous les territoires appartenant anciennement à l'empire russe et à l'URSS font la zone des intérêts nationaux de la Russie; l'intégration de la Géorgie dans l'OTAN sera le début de la fin de la Russie elle-même.
Image de soi (Russie)		Image désirée de Russie : un État fort et respecté sur la scène internationale.

Enfin, les communistes condamnaient aussi le Kremlin pour avoir commis une « erreur stratégique ». Se référant au cas du Kosovo, les communistes reprochaient au Kremlin de ne pas

avoir reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud durant le mois de mars 2008, parce que selon les communistes, il était déjà clair que Tbilissi envisageait déjà de résoudre les conflits par la force (Ziouganov, 2008h).

Depuis longtemps, l'on reprochait également au Kremlin de ne pas défendre les intérêts de la Russie dans l'espace de la CÉI. À plusieurs reprises, les communistes avaient exigé du Kremlin de « déclarer à tout le monde » que les principaux intérêts de la Russie se situent avant tout dans l'espace de la CÉI. Comme Ziouganov l'avait souligné : « On nous a traqués comme un ours dans sa tanière. Ceci est lié au fait que le pouvoir [le gouvernement russe] avait remis tout l'héritage géopolitique de la grande puissance » (Ziouganov, 2008a).

Enfin, la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud a été qualifiée comme un pas positif, même si cette reconnaissance avait été tardivement accordée. En même temps, les communistes avaient souligné l'importance de ne pas s'arrêter là et de continuer à défendre les intérêts nationaux. C'est dans ce sens que la prochaine action envisagée par les communistes, une autre étape à franchir dans la même direction, visait à conclure avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud différents traités relatifs à l'aide économique, à l'amitié, etc., y compris les traités relatifs à la présence militaire russe (Ziouganov, 2008o).

En fin de compte, cette reconnaissance de l'indépendance de ces deux régions, comme on l'observera aussi plus loin dans le cas de l'annexion de la Crimée à la FR, à part l'importance géostratégique, portait aussi une très forte signification symbolique. Les communistes voyaient cette reconnaissance comme un repositionnement de la Russie (attendu depuis longtemps) sur la scène internationale (Ziouganov, 2008n) : « Nous considérons que le pays [l'URSS] a été détruit illégalement ; ramasser tous ceux qui veulent vivre ensemble avec nous – est un processus naturel et normal » (Ziouganov, 2008k).

### 2.4.3 Le narratif du LDPR à l'égard de la Géorgie (2008)

Comme noté précédemment, depuis le début de l'année 2008, deux principaux thèmes (liés aux relations russo-géorgiennes : une éventuelle intégration de la Géorgie à l'OTAN, et une éventuelle reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes) dominaient le discours russe à l'endroit de la Géorgie. Ces deux thèmes ont été largement liés l'un à l'autre, l'un constituant pour l'autre une réponse géostratégique.

C'était ainsi que dès le début de l'année, en s'exprimant sur le cas de l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN, Jirinovski suggérait de prendre différentes mesures « sévères », par exemple d'interrompre complètement l'entrée des citoyens de ces deux pays en Russie, mais aussi de reconsidérer l'approvisionnement en électricité ainsi que le commerce et les relations économiques avec les deux États (Jirinovski, 2008a). Juste avant le sommet de Bucarest (durant lequel la Géorgie et l'Ukraine espéraient se doter du MAP), Jirinovski a proposé d'envoyer des troupes russes en Ossétie du Sud et en Abkhazie afin que, le cas échéant, la Géorgie adhère à l'OTAN sans ces deux régions (Jirinovski, 2008b; 2008c). Quant au thème de la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes, plus que tout autre parti politique, le LDPR se montrait très favorable à l'évolution de la situation dans cette direction.

Les premières réactions des représentants du LDPR au moment du déclenchement du conflit étaient de qualifier la situation comme étant une agression contre le peuple de l'Ossétie du Sud et les citoyens russes, mais aussi comme une guerre contre la Russie. Quelques jours plus tard, à l'instar des autres partis politiques, le LDPR qualifia aussi les actions géorgiennes comme étant un génocide contre le peuple ossète (Jirinovski, 2008h; 2008g).

La toute première analogie employée est celle avec la guerre de Crimée (1853-1856). Jirinovski rappelait que la Russie durant cette guerre de Crimée faisait face à une coalition des puissances européennes de l'époque (l'Empire ottoman, l'Empire français, le Royaume-Uni et le Royaume de Sardaigne) qui s'opposaient à l'expansion de l'Empire russe dans l'espace eurasiatique. Plus tard, le LDPR usa également d'analogies avec Hitler et le fascisme (Jirinovski, 2008e). Somme toute, le conflit avait été projeté comme « une réaction d'un nain moral vicieux – l'Occident – contre la renaissance de notre Patrie » (Jirinovski, 2008f). En même temps, comme dans le passé, Jirinovski

continuait à souligner que les conflits dans le Caucase ne finissent jamais parce que dans cette région du monde, les intérêts des grands empires y sont toujours conflictuels (Jirinovski, 2008h).

En fait, la Géorgie avec l'aide de l'OTAN mène une guerre contre la Russie. C'est une nouvelle guerre de Crimée. Auparavant, c'étaient les Turcs, les Français et les Britanniques, maintenant c'est l'OTAN, et au lieu des Turcs – les Géorgiens. Et au lieu de la Crimée, cela se passe au Caucase (Jirinovski, 2008e).

En ce qui concerne les solutions, quelques heures seulement après le début du conflit, dans le but d'arrêter l'agression, Jirinovski en propose quelques-unes sur les ondes de la station radiophonique *Echo Moskvi*. La première solution consiste à bombarder Tbilissi et à changer le régime géorgien. Toutefois, afin d'éviter des pertes civiles, Jirinovski propose d'évacuer les habitants de Tbilissi. La seconde solution envisage d'intervenir militairement dans l'Ossétie du Sud et en Abkhazie (dans les gorges de Kodori), ainsi que de se préparer pour une attaque contre Zougdid (la ville géorgienne occidentale de la région de Mingrélie) afin de « libérer » la Mingrélie du régime fasciste de Saakachvili. Puis, Jirinovski suggère que l'Arménie devrait entrer en Adjarie et se doter d'un accès à la mer Noire, tandis que l'Azerbaïdjan devrait prendre les régions de Gardabani et de Marneouli où la majorité de la population est azerbaïdjanaise. Enfin, Jirinovski suppose que la Tchétchénie, pour sa part, devrait entrer dans les gorges de Pankissi, mais qu'elle devrait aussi lancer une offensive contre Tbilissi. En somme, selon Jirinovski, la « Géorgie devrait cesser d'exister », et tout cela afin de libérer le peuple géorgien du régime fasciste de Saakachvili. Finalement, Jirinovski propose de rompre toutes les relations avec la Géorgie (économiques, diplomatiques, de communications, etc.) et d'expulser tous les commerçants géorgiens de la Russie (Jirinovski, 2008e).

Trois jours plus tard (le 11 août 2008), sur les mêmes ondes radiophoniques d'*Echo Moskvi*, le leader du LDPR a exprimé ses regrets en raison du fait que le gouvernement russe n'avait pas bombardé toute la Géorgie (et cela, encore les 6 et 7 août) afin de prévenir l'attaque contre Tskhinvali (Jirinovski, 2008g).

On retrouve deux principaux protagonistes dans le narratif du LDPR : Saakachvili et les États-Unis (donc, deux acteurs à blâmer). Quant à Saakachvili, rappelons qu'il fut avant tout et maintes fois présenté comme étant un homme terrible et déséquilibré, mentalement malade, un maniaque, etc., qu'il fut régulièrement l'objet d'une kyrielle de qualifications insultantes et porteuses de

discrédit, qu'il fut aussi comparé à Hitler (voire à Pinochet ou à Pol Pot, selon le contexte), et son gouvernement comparé à un régime fasciste, etc., le tout dans l'objectif de souligner sa nature inhumaine, de le présenter comme étant l'ennemi de l'humanité, et qu'il faut donc l'éliminer sans hésitation.

Se référant à Chevardnadze, à quelques reprises, Jirinovski a rappelé que ce dernier avait déjà prédit que « ces gars » (Saakachvili, Jvania et certains autres personnages du même entourage) allaient attirer beaucoup de malheurs à la Géorgie (Jirinovski, 2008e). Saakachvili (de même que son épouse) est également présenté comme étant un agent de la CIA, travaillant pour les intérêts américains (et ce, non sans souligner que Jirinovski décrit de manière similaire Louchtchenko et son épouse).

**Tableau 2.15** Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de la Géorgie (2008)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du LDPR</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Positif.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ossétie du Sud? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	L'agression contre le peuple de l'Ossétie du Sud et les citoyens russes; un génocide contre les Ossètes du Sud; la réaction de l'Occident contre la résurgence de la Russie; une guerre contre la Russie. Caucase : une région très difficile où il y a toujours des conflits. Autre : le pays agresseur, le pays barbare. Analogies/métaphores : Guerre de Crimée (XIXe s.); fascisme.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Saakachvili</b> : un homme terrible et déséquilibré; ennemi de l'humanité. Son régime est un régime fasciste. <b>Raisons</b> : la personnalité de Saakachvili; Saakachvili est une marionnette lequel exécute les ordres de ses maîtres (les États-Unis). <b>États-Unis</b> . Raisons : la doctrine de sécurité américaine; les Américains visent à affaiblir la Russie et son influence dans la région; exercer le contrôle sur le pétrole de la région; l'élection présidentielle américaine.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Occuper l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud avant que la Géorgie intègre l'OTAN; libérer le peuple géorgien du régime fasciste de Saakachvili; Bombarder Tbilissi et changer le régime géorgien; diviser la Géorgie en plusieurs régions; rompre toutes les relations avec la Géorgie; expulser tous les commerçants géorgiens de la Russie; reconnaître l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes.
Justifications		Justifications historiques, morales, légalistes. Les États-Unis cherchent à affaiblir la Russie; défendre sa position et ses citoyens.
Image de soi (Russie)		La Russie est une grande puissance, capable de défendre ses citoyens et ses intérêts nationaux.



Le narratif du LDPR explique principalement les actions de Saakachvili : dans un premier temps comme découlant de sa personnalité, mais aussi du fait que lui-même est présenté comme étant une marionnette étrangère qui exécute les ordres de ses maîtres (les États-Unis) (Jirinovski, 2008e).

Le second protagoniste (les États-Unis) est présenté comme étant le principal responsable du conflit. De ce fait, comme dans le narratif du KPRF, Saakachvili n'est qu'un instrument entre les mains des États-Unis pour réaliser leurs objectifs dans la région. Cela explique également le désir de Jirinovski « d'aider le peuple géorgien » à se libérer du régime Saakachvili et de ce fait (comme Sloutski l'avait suggéré) de chercher les principales explications du conflit d'août dans la doctrine officielle américaine qui depuis des décennies cherche à affaiblir la Russie (Sloutski, 2008).

Le LDPR soutenait également que le complexe militaro-industriel américain (qui avait alors besoin d'élire son candidat John McCain à l'élection présidentielle prévue pour novembre 2008) aurait donc déclenché le conflit en Géorgie (Jirinovski, 2008i). Enfin, en ce qui concerne la gestion du conflit par le Kremlin, il a été unanimement reconnu que la Russie avait agi comme une « grande puissance » et qui continuera à défendre ses citoyens, y compris dans les territoires des « conflits gelés » (Sloutski, 2008).

#### 2.4.4 Le narratif de *Russie juste* à l'égard de la Géorgie (2008)

On se souvient que le parti *Russie juste* a été créé juste avant l'élection législative de 2006 à partir de la fusion de plusieurs partis politiques, le plus important étant alors *Rodina*. On se souvient également que la création de *Russie juste* a été appuyée par l'Administration présidentielle russe, premièrement dans le but de se doter d'un système à deux partis, et en même temps afin de se débarrasser de *Rodina*, un autre « parti de projet » (en référence à la classification de Sakwa, 2008) qui s'était échappé du contrôle du Kremlin. Ce petit rappel sert ici à souligner l'existence de fortes similarités entre le narratif de *Russie juste* et celui du Kremlin, ainsi qu'à expliquer le fort appui au Kremlin exprimé par les leaders de *Russie juste*. Il est également vrai, comme d'ailleurs on le verra plus tard, que les positions de tous les partis politiques durant le conflit étaient forts similaires sur plusieurs points.

Le narratif de *Russie juste* est avant tout un narratif revanchard. Toutefois, il est curieux de remarquer que ce narratif n'est pas autant revanchard à l'égard du gouvernement Saakachvili qu'à l'égard des États occidentaux, reprochant à ceux-ci d'avoir continuellement reconnu l'indépendance du Kosovo et d'avoir ignoré de nombreux rappels des autorités russes sur les éventuelles conséquences néfastes engendrées par cette reconnaissance. En effet, la plupart des comparaisons et explications employées par les représentants de *Russie juste* font référence à cette reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ainsi qu'au fait que la Russie avait prévenu la communauté internationale des conséquences négatives que ladite reconnaissance pourrait entraîner partout dans le monde, et surtout dans l'ancien espace soviétique (Mironov, 2007a; 2007b; 2008a; Babakov, 2008a). Au fond, les représentants de *Russie juste* considéraient que la Russie non seulement avait le droit de reconsidérer, mais qu'elle devait reconsidérer ses relations avec les deux régions sécessionnistes géorgiennes.

On se souvient également que *Russie juste* se montrait catégoriquement à la fois contre le déploiement du système américain de défense antimissile dans les pays de l'Europe de l'Est (qualifiant ce déploiement comme étant une « tentative de démolir » l'équilibre stratégique mondial), mais aussi contre l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN. Mironov considérait qu'avec l'intégration de ces deux États dans l'OTAN, les éléments du système de défense antimissile américain leur seraient aussi imposés (Mironov, 2008b).

En ce qui concerne la responsabilité du déclenchement du conflit, au premier abord celle-ci incombait à la Géorgie et à son gouvernement. On affirmait unanimement que c'était la Géorgie qui avait commencé la guerre contre son propre peuple, tandis que la Russie protégeait ses citoyens. La métaphore la plus commune employée était celle de « l'attaque cruelle contre une ville dormante et pacifique ». Dans le narratif de *Russie juste*, le lieu où se déroule le conflit est un endroit bien spécial : au fond, l'on parle *de jure* du territoire géorgien, mais en même temps d'une région qui *de facto* ne fait pas partie de la Géorgie, et surtout qui aurait dû être reconnue comme un État indépendant. Cette façon de présenter le problème a été la pierre angulaire du narratif de *Russie juste*, lequel comportait d'ailleurs une certaine contradiction : l'on parlait du peuple ossète qui tantôt était présenté comme faisant partie de la Géorgie, tantôt comme étant composé de citoyens russes étant donné qu'ils étaient détenteurs de passeports russes.

Plus tard, à l'instar des autres partis politiques russes (et surtout à l'instar du Kremlin), *Russie juste* compare aussi les actions de la Géorgie en Ossétie du Sud à un génocide du peuple ossète. C'est ainsi que le 11 août, Alexandre Babakov évoqua l'existence de milliers de morts, d'atrocités perpétrées contre les civils et de destruction délibérée de l'infrastructure civile d'Ossétie du Sud. Babakov a également souligné que Saakachvili s'apprêtait à commettre des actes similaires contre le peuple abkhaze (Babakov, 2008c). En somme, on parlait d'une agression « cynique et brutale » contre le peuple de l'Ossétie du Sud, une agression déchaînée par le gouvernement géorgien, provocatrice d'une « catastrophe humaine à grande échelle ».<sup>111</sup>

Largement similaire aux narratifs des autres partis politiques, le narratif de *Russie juste* portait aussi en lui un élément trahissant le désir de punir de manière exemplaire l'agresseur. Sous le slogan « Les auteurs de crime de guerre doivent être punis », l'on suggérait qu'il fallait punir Saakachvili et les autres autorités géorgiennes pour leurs crimes contre l'humanité. À l'instar des autres partis politiques, *Russie juste* proposait aussi de soulever justement cette question de crimes contre l'humanité devant la communauté internationale.<sup>112</sup> En fin de compte, Saakachvili (et le gouvernement géorgien) a été décrit comme un criminel de guerre et ses actes comme étant les actes d'un bandit.<sup>113</sup>

En ce qui concerne l'image et le rôle de la Russie dans le conflit, cette dernière est présentée comme étant celle qui a mis fin à ce génocide « national et culturel » du peuple ossète et qui a sauvé des milliers de vies. En même temps, l'on soulignait fermement que la Russie était une grande puissance avec qui, selon les dires de Mironov, il valait mieux de ne pas parler de position de force ou de l'isoler étant donné que telle attitude était tout autant impossible que dangereuse. On soulignait également les capacités de la Russie de défendre ses intérêts nationaux. Enfin, la Russie était aussi présentée comme étant un État qui savait agir de façon responsable, notamment en ce qui concerne ses actions prises (Mironov, 2008f).

Il convient de se rappeler que bien avant le commencement du conflit, à l'instar des autres partis politiques, *Russie juste* anticipait aussi l'emploi de la force par le gouvernement géorgien pour

<sup>111</sup> Web page de *Russie juste* (12 août 2008), *Zajavlenie partii "Spravedlivaja Rossija" v svjazi s situaciej v Južnoj Osetii*.

<sup>112</sup> Web page de *Russie juste* (12 août 2008), *"Spravedlivaja Rossija": My s narodom Južnoj Osetii!*.

<sup>113</sup> Ibid.

régler le problème avec ses régions séparatistes. Comme l'expliquait Babakov, de telles intentions s'inscrivent dans la logique des erreurs systémiques qui avaient été commises par Saakachvili depuis son accession au pouvoir. Tout cela, toujours selon Babakov, reflétait le désir de Saakachvili de montrer à ses « partenaires d'outre-mer qu'il est toujours utile ». Pour Babakov, Saakachvili (présenté comme une marionnette des États-Unis) était incapable de résoudre les problèmes internes de son pays ni d'établir des relations normales avec la Russie (Babakov, 2007). Par conséquent, la raison du déclenchement du conflit a été principalement expliquée par le fait que Saakachvili avait agi sur l'ordre de ses « patrons », tandis que les motifs des États-Unis dans le déclenchement du conflit sont principalement expliqués par leur désir d'utiliser la situation à leur avantage et de détourner l'attention de leurs citoyens à l'endroit de graves problèmes internes qui sévissaient alors aux États-Unis (Nilov, 2008; Mironov, 2008f; Bashkirev, 2008).

Quant aux actions immédiates, le jour du déclenchement du conflit, *Russie juste* proposa le retrait des civils de la zone du conflit et l'interruption immédiate de l'approvisionnement de la Géorgie en gaz et en électricité. Le même jour, on a proposé de réaliser le même scénario en Géorgie, similairement à celui que les Américains avaient réalisé en Yougoslavie, c'est-à-dire de commencer à bombarder la Géorgie (Nilov, 2008).

Trois jours plus tard, l'on propose de détruire l'infrastructure de l'agresseur afin que celui-ci n'ait plus la possibilité de répéter les mêmes crimes. On a également proposé de continuer d'assister économiquement l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. D'une manière similaire au narratif du Kremlin, *Russie juste* évoqua la nécessité de forcer Saakachvili à rétablir la paix. Babakov proposa également de soutenir le Kremlin dans la réalisation des solutions que celui-ci avait envisagées (Babakov, 2008c).

Le lendemain de la fin du conflit, *Russie juste* suggéra fermement que la Russie devait reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud. C'est ainsi que Levichev avança à son tour que l'idée d'invoquer l'intégrité territoriale de la Géorgie comme comprenant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud était empreinte de « folie et manque de bon sens » (Levichev, 2008).

Enfin, après la fin du conflit, comparant la Géorgie au Japon d'après la Seconde Guerre mondiale, on a proposé d'interdire à la Géorgie de posséder une armée (Bashkirev, 2008). Comme Mironov l'a déclaré le jour de la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud,

« la décision du Président Medvedev de reconnaître l'indépendance de ces régions fut opportune politiquement et légalement, et constitue aussi une importance stratégique pour l'avenir des peuples du Caucase » (Mironov, 2008d).

**Tableau 2.16** Narratif géopolitique de *Russie juste* à l'égard de la Géorgie (2008)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif de Russie juste</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Une décision difficile, mais une décision digne du chef d'État (Medvedev) d'une grande puissance qui est capable de défendre ses intérêts nationaux.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ossétie du Sud? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Une agression « cynique et brutale » contre le peuple de l'Ossétie du Sud; l'attaque cruelle contre une ville dormante et pacifique; une catastrophe humaine à grande échelle; le génocide du peuple ossète. <b>Menace</b> : Saakachvili s'apprêtait à commettre des actes similaires contre le peuple abkhaze. <b>Ossétie du Sud</b> : <i>de jure</i> le territoire géorgien, mais <i>de facto</i> ne fait pas partie de la Géorgie, et qui aurait dû être reconnue comme un État indépendant.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Gouvernement géorgien</b> : Saakachvili (et son gouvernement) est un criminel de guerre et ses actions sont les actions d'un bandit; le gouvernement Saakachvili est une marionnette des États-Unis; Saakachvili a agi sur l'ordre de ses « maîtres ». <b>États-Unis</b> voulaient utiliser la situation à leur avantage afin de résoudre leurs problèmes internes et de détourner l'attention de leurs citoyens des graves problèmes qui persistent à l'intérieur du pays. <b>La Russie</b> qui protège ses citoyens.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Punir l'agresseur de manière exemplaire; bombarder la Géorgie; détruire l'infrastructure de l'agresseur; reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud; interdire à la Géorgie d'avoir une armée.
Justifications		Un passage obligé, une solution forcée par les circonstances, dans laquelle la Russie n'avait pas d'autre choix que d'intervenir d'abord dans le conflit, et puis de reconnaître l'indépendance de ces deux régions sécessionnistes géorgiennes afin de protéger un peuple des actes criminels et du génocide; Le cas du Kosovo est similaire à celui de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.
Image de soi (Russie)		La Russie un État fort et autosuffisant; la Russie est une grande puissance, avec qui il veut mieux de ne pas parler avec une position de force; la Russie est capable de défendre ses intérêts nationaux.

Enfin, l'on affirmait que ce ne pas la Russie qui priva la Géorgie de ses droits sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, mais que c'est la Géorgie qui poussa elle-même ces deux régions hors de ses frontières en raison de sa politique agressive. De ce fait, l'on souligna que la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud fut le résultat final de la nature « agressive » de la politique géorgienne envers ces deux régions sécessionnistes (Mironov, 2008e).

Appuyant la décision du Président russe Medvedev concernant la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, *Russie juste* suggérait que cette décision fut à la fois tout à fait légitime et la seule possible. Au premier abord, l'on soulignait que cette décision fut motivée par la nécessité de sauver la vie de milliers de personnes, parmi lesquelles beaucoup étaient des citoyens russes (Mironov, 2008f). Cette décision de Medvedev fut également qualifiée comme étant à la fois une « solution hautement humaine », mais aussi une décision très difficile et courageuse, comme étant le fruit d'un choix moral du chef d'État qui avait pris la décision de protéger la vie de milliers de personnes, et ce, peu importe le coût politique. En même temps, l'on insistait sur l'idée que cette décision fut la décision d'un État fort et autosuffisant (Mironov, 2008g).

En somme, on avait largement mis l'accent sur le fait que ladite reconnaissance fut un passage obligé, une solution forcée par les circonstances dans lesquelles la Russie n'avait pas d'autre choix que premièrement d'intervenir dans le conflit, puis de reconnaître l'indépendance des deux régions sécessionnistes géorgiennes afin de protéger un peuple contre la perpétration d'actes criminels et d'un génocide à son égard. À son tour, ce devoir de protéger servit pour justifier la dérogation au principe de respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie. En même temps, le précédent du Kosovo fut présenté comme un exemple par excellence relevant de la pratique de la scène internationale.

#### 2.4.5 Le narratif du Kremlin et de son parti à l'égard de la Géorgie (2008)

Bien avant le commencement du conflit, comme on l'a vu précédemment, le thème majeur lié aux relations russo-géorgiennes qui dominait dans les débats publics en Russie était celui de la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. L'occurrence de ce thème s'est notamment accentuée après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (en février 2008).

Le Kremlin considérait la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo de façon fort négative. Les représentants du narratif officiel ne cachaient pas leur mécontentement, déclarant que la Russie était préoccupée par les actions unilatérales de certains États de la communauté internationale, mais aussi par la violation du droit international en lien avec la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (Lavrov, 2008b). Il faut noter ici que dans le passé Poutine avait à quelques reprises évoqué le lien entre une éventuelle reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et une reconnaissance comparable des régions sécessionnistes de l'ancien espace soviétique (avec une claire référence à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud). Dans la foulée de cette seconde reconnaissance, Poutine a souligné que la Russie n'avait pas l'intention d'emboîter le pas à l'égard de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, mais qu'au contraire, la Russie s'attacherait à « préserver la stabilité, éviter le séparatisme et la violation du droit international » (Lavrov, 2008a).

Toutefois, en parallèle, les représentants du narratif officiel commencent à ranimer le thème de l'injustice historique vécue par le peuple ossète, soulignant que d'un seul peuple qu'il était auparavant, il fut divisé en deux par les communistes. Avec cette injustice historique, on a également exposé les raisons du début du conflit ethnique pour lequel les autorités géorgiennes, à deux reprises dans le passé, ont entamé des expéditions punitives. Comme Poutine lui-même l'a souligné, ces expéditions faisaient encore référence à l'extermination des Ossètes de 1919 lorsque l'Ossétie eut déclaré qu'elle voulait demeurer avec la Russie, puis à celle de 1991 lorsque le Président géorgien de l'époque (Zviad Gamsakhourdia) avait décidé d'abolir le statut d'autonomie de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie (Poutine, 2008b).<sup>114</sup> Les autorités russes ont également souligné le fait que la Russie a toujours tenté de régler le conflit par la force.

Le second thème majeur entourant les relations russo-géorgiennes était celui de l'intégration de la Géorgie (et de l'Ukraine) à l'OTAN. Cette question de l'intégration à l'OTAN était à son tour considérée comme étant la « principale irritation », menaçant de se transformer en un problème systémique dans les relations entre la Russie et l'Alliance atlantique. Dans la même veine, l'expansion de l'OTAN était perçue comme découlant de la logique de la guerre froide et comme une nouvelle démarcation de l'Europe, menaçant la sécurité de la Russie (Lavrov, 2008c). Le

---

<sup>114</sup> Il faut noter que c'est le Conseil militaire de Géorgie (porté au pouvoir après avoir évincé Gamsakhourdia) qui en février 1992 annonce l'abolition de la Constitution soviétique de 1978 et rétablit la Constitution de la République démocratique de Géorgie de 1921. Cet événement a été interprété par plusieurs Abkhazes comme une abolition de leur statut d'autonomie.

principal problème pour le Kremlin résidait donc dans le fait qu'en cas d'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, l'installation d'un système antimissile dans ces pays ne deviendrait qu'une question de temps (Poutine, 2008b).

Au moment du déclenchement des opérations militaires en Ossétie du Sud, l'opération a été qualifiée d'acte d'agression perpétré par le gouvernement géorgien contre la population ossète du Sud (Poutine, 2008c; Lavrov, 2008d). Cette première évaluation de la situation, dès son début, prévoyait déjà des « actions-réponses » motivées par un désir certain de punir l'agresseur (Poutine, 2008c). Cela sous-entendait également un autre désir moins prononcé : celui de corriger une injustice à la fois historique, mais aussi morale.

Comme déjà dit, la réaction russe a été quasi immédiate.<sup>115</sup> Le matin du 8 août, les troupes russes sont intervenues dans le conflit. Cette intervention militaire russe a été accompagnée par la diffusion des premières images de la guerre par les médias russes qui présentaient la situation à titre de catastrophe humaine, annonçant le décès d'environ 2000 personnes et la destruction de la ville de Tskhinvali. Très rapidement après les premières évaluations de la situation, les autorités russes la présentent comme étant une « tragédie humaine » (une « catastrophe humaine ») où la Russie vise à mener à sa finalité logique sa mission de paix (Poutine, 2008d). Deux ou trois jours plus tard, le Kremlin requalifie la situation en la présentant cette fois-ci non seulement comme une agression, mais aussi comme un génocide contre le peuple ossète. Des métaphores et expressions comme « nettoyage ethnique », « extermination du peuple », « actes criminels de guerre », etc. ont été régulièrement employées par le Kremlin pour décrire l'état des choses. Une telle requalification des événements est demeurée en vigueur, même lorsqu'il est devenu clair que le nombre de 2 000 morts avait été fortement exagéré.

La requalification du conflit (passant d'agression à génocide) s'explique essentiellement par le fait qu'avec le déclenchement du conflit armé, l'on assistait aussi au déclenchement d'une guerre d'information : d'un côté, la Géorgie (soutenue par la majorité des États occidentaux) tentait de présenter le conflit comme étant une agression russe contre la Géorgie, alors que, d'un autre côté, la Russie tentait de présenter la situation comme étant non seulement une agression géorgienne

---

<sup>115</sup> En effet, la réaction russe fut si rapide qu'il est difficile de croire que l'intervention n'avait pas été planifiée. Même si certains rapports d'enquête affirment que la responsabilité du déclenchement de la guerre peut être attribuée au gouvernement géorgien, la responsabilité réelle du déclenchement de la guerre est sans doute plutôt partagée.



contre le peuple ossète, mais aussi comme une agression contre les citoyens russes et les forces russes de maintien de la paix. Cette attaque contre les forces russes de maintien de la paix avait été particulièrement soulignée et présentée comme étant l'une des principales raisons des actions russes.

L'attaque contre nos postes de maintien de la paix, l'assassinat de nos Casques bleus et de nos citoyens – tout cela, bien sûr, nous l'avons perçu comme une attaque contre la Russie. [...] Nous étions obligés de commencer à éliminer des postes de tir qui se trouvaient en dehors de la zone des hostilités et de la zone de sécurité (Poutine, 2008f).

De ce fait, le nombre de pertes civiles s'avérait, aux yeux des autorités russes, comme étant un moyen crédible pour convaincre les publics interne et externe de la légitimité des actions russes. Cela supposait également de justifier que devant une telle « catastrophe humaine », la Russie n'avait nul autre choix que d'intervenir (Medvedev, 2008a). Plutôt élastique, cette justification – la Russie n'avait nul choix que d'intervenir – sera réemployée par la suite pour justifier la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Le paradigme « [Nous n'avions] nul autre choix » explique également l'éventail d'actions du Kremlin pour régler une crise : d'abord pour justifier l'intervention russe dans le conflit, puis pour justifier les avancées des troupes russes sur le territoire géorgien. Tout cela afin de « forcer les autorités géorgiennes à rétablir la paix » (Medvedev, 2008c; 2008d). Enfin, tout cela prenait également en compte l'image prétendue d'une Russie que le Kremlin tentait de projeter de longue date : l'image d'une Russie garante de la paix et de la stabilité dans la région. Et comme le Président russe Medvedev (durant le conflit) l'a déclaré sur ce point, les forces russes de maintien de la paix demeuraient un facteur dissuasif pour la Géorgie (Medvedev, 2008b). C'est dans une telle perspective qu'il faut aussi comprendre la déclaration du maire de Moscou lorsque le 1er septembre (en s'adressant à Moscou aux étudiants de l'Université internationale), celui-ci a décrit les actions du gouvernement géorgien comme étant un « fait terrible de génocide de masse » et que « les opérations de la Seconde Guerre mondiale semblent pâles, comparativement à tout ce que Saakachvili avait fait » (Loujkov, 2008). Et cela, bien après qu'il fut déjà évident que les pertes civiles étaient en réalité beaucoup moins importantes comparativement à ce qui avait été annoncé au début du conflit.

À la justification évoquant l'aspect humanitaire de l'intervention de la Russie, les autorités russes en ajoutent une autre, autant morale que légaliste, pour expliquer leur décision de reconnaître l'indépendance des deux régions séparatistes de la Géorgie. Selon les autorités russes, les peuples

abkhaze et ossète jouissent des droits moral et juridique de décider de leur destin : demeurer ou de ne pas demeurer avec la Géorgie. Comme les responsables du Kremlin l'ont expliqué à plusieurs occasions, les présidents des républiques séparatistes (ceux-ci se basant sur les résultats des référendums et sur les décisions de leur parlement respectif) avaient plusieurs fois demandé à la Russie de reconnaître la souveraineté de leurs républiques. De ce fait, on a clairement souligné qu'étant donné différentes dispositions de la Charte de l'ONU et d'autres principes fondamentaux du droit international, et aussi étant donné le précédent établi par le Kosovo, la Russie avait alors décidé de soutenir l'indépendance desdites républiques.

En même temps, pour souligner la légitimité de leurs actions, les autorités russes ont fréquemment établi des parallèles avec le précédent du Kosovo. Il faut noter qu'en comparant régulièrement le conflit du mois d'août à l'intervention militaire de l'OTAN menée en Yougoslavie en 1999 durant la guerre du Kosovo, le Kremlin insista sur le fait que contrairement aux forces de l'OTAN (qui avaient bombardé massivement les positions serbes et causé ainsi d'énormes pertes et dommages civils), la Russie s'était abstenue de bombarder Tbilissi et l'infrastructure civile géorgienne, y compris le pipeline BTC. Enfin, comme dans le cas du Kosovo, à l'instar des États occidentaux, Moscou souligna à maintes reprises que la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud était un cas unique, qui n'engage en rien l'avenir. Le Président russe Dmitri Medvedev, lors de son discours à l'Assemblée fédérale en novembre 2008, laissa même entendre que la Russie pourrait reconsidérer sa position si les États occidentaux revenaient sur leur décision à l'égard du Kosovo (Lévesque, 2009 : 92).

Comme déjà dit, le principal protagoniste, Saakachvili (et son gouvernement) est présenté comme une personne imprévisible, déséquilibrée, affligée de plusieurs pathologies, et même comme un consommateur de drogues qui, dès le premier jour de son accession au pouvoir, nourrissait l'objectif de rétablir l'intégrité territoriale de la Géorgie et de régler les conflits en Ossétie du Sud et en Abkhazie (Medvedev, 2008f; Lavrov, 2008e). Et l'on avait aussi souligné à plusieurs fois que Saakachvili n'envisageait donc pas de solution pacifique à ses velléités et qu'il se préparait à une intervention militaire, avec le soutien politique et matériel des États-Unis (Medvedev, 2008c).

Le second protagoniste (les États-Unis) est présenté par les autorités russes comme soutenant le gouvernement géorgien dans ses actions militaires (Lavrov, 2008e; Medvedev, 2008e). Et comme

Poutine l'a expliqué, non seulement l'Administration américaine n'a pu empêcher les dirigeants géorgiens de déclencher le conflit, mais ce sont les États-Unis eux-mêmes qui ont armé et formé l'armée géorgienne (Poutine, 2008e). C'est ainsi qu'après la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, le Kremlin a commencé (avec plus d'assurance et à plusieurs reprises) à accuser les États-Unis d'avoir soutenu délibérément le gouvernement géorgien.

**Tableau 2.17** Narratif géopolitique officiel à l'égard de la Géorgie (2008)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du Kremlin</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Ossétie du Sud? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	<b>Action géorgienne</b> : agression contre le peuple ossète; une catastrophe humaine; un génocide. <b>Action russe</b> : action humanitaire pour forcer l'agresseur de rétablir la paix; prévenir le génocide. <b>Analogies</b> : Kosovo; Saakachvili est comme Hitler, comme Pinochet. <b>Autre</b> : satellite américain; allié de l'OTAN; le gouvernement géorgien est un projet américain. <b>L'Ossétie du Sud</b> : ancien territoire soviétique; fait partie des intérêts privilégiés de la Russie. Le peuple victime qui avait été divisé en deux; les citoyens de la FR.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Saakachvili</b> : un homme imprévisible, déséquilibré, avec plusieurs pathologies; Saakachvili agit sur l'ordre des Américains; la mauvaise situation intérieure en Géorgie. <b>Américains</b> veulent influencer l'élection présidentielle de novembre; tout va mal (crise économique, financière, Afghanistan, Irak, etc.) et les États-Unis ont besoin d'une petite guerre victorieuse.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Forcer les autorités géorgiennes de rétablir la paix; Conserver la paix dans la région; Protéger les peuples abkhaze et ossète d'une éventuelle agression. Intervenir dans le conflit; reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.
<b>Justifications</b>		Justifications : humanitaire (sauver les vies humaines), morale et légaliste (corriger une injustice historique et morale commise dans le passé à l'endroit des peuples ossète et abkhaze); les peuples abkhaze et ossète ont le droit, moral et juridique, de décider s'ils veulent demeurer ou de ne pas demeurer avec la Géorgie; le cas de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est similaire à celui du Kosovo; la Russie n'avait pas d'autres choix.
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie est le garant de la paix et de la stabilité dans la région.

Pour expliquer le soutien américain à la Géorgie, le Kremlin (similairement au LDPR) prétendait que les Américains visaient à créer un conflit pour « aggraver la situation et se donner un avantage concurrentiel pour l'un des candidats au poste de Président des États-Unis » (Poutine, 2008e). Deuxièmement, étant donné leurs problèmes économiques et financiers, ainsi que les difficultés qu'éprouvaient les États-Unis au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Irak, le narratif officiel soutenait que les Américains avaient besoin d'une petite guerre victorieuse, alors que s'ils devaient

échouer, les Américains pouvaient toujours blâmer la Russie et ainsi, « sur [...] fond [de] chauvinisme, rallier à nouveau le pays autour de certaines forces politiques » (Poutine, 2008e).

#### 2.4.6 Bilan de la période (2008)

Comment peut-on expliquer la position du Kremlin, ses réactions et ses évaluations de la situation exprimées dans le narratif officiel ? Qu'est-ce qui explique le fait que la Russie, qui depuis longtemps s'opposait (au moins formellement) à toute atteinte aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États, est allée dans ce cas concret à l'encontre de ce qu'elle-même avait défendu durant des années ? Quels sont les facteurs-clés pour comprendre l'impact de cette reformulation du narratif officiel et, par conséquent, des solutions proposées ? Est-il suffisant de supposer, afin de comprendre les actions du Kremlin, que cette reformulation n'avait pour seul objectif que de défendre les intérêts du Kremlin dans l'ancien espace soviétique ?

On se souvient que certains dossiers majeurs de la scène internationale continuaient à envenimer les relations de la Russie à l'égard des États-Unis, de l'OTAN et, dans une moindre mesure, à l'égard de l'UE. En effet, jumelées à une croissance importante de l'économie russe et avec la consolidation verticale du pouvoir de Poutine, l'accumulation et l'accentuation de méfiance et d'irritation du Kremlin à l'égard des États-Unis et de l'OTAN au cours des quatre années précédentes commencent à « porter ses fruits ». Le Kremlin commence donc à critiquer ouvertement et de manière virulente les États-Unis et l'OTAN. Les trois thèmes majeurs hérités des années précédentes continuaient à causer des irritations non seulement chez les autorités russes, mais aussi chez toute la classe politique russe, comme d'ailleurs leurs narratifs géopolitiques le témoignent. Deux de ces trois thèmes (la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et l'élargissement de l'OTAN vers la Géorgie et l'Ukraine) trouvent leur aboutissement durant l'année 2008, alors que le troisième thème (le système ABM) a continué d'empoisonner les relations de la Russie à l'égard des États-Unis et de l'OTAN durant toute l'année 2008.

Relativement à l'autoproclamation (survenue à la mi-février) de l'indépendance du Kosovo et à la reconnaissance de cette indépendance quelques jours plus tard par la majorité des États occidentaux (avec les États-Unis en tête), ces deux événements interconnectés ont été une source profonde de discordes dans les relations russo-américaines. Cette suite d'événements fut qualifiée

par maintes autorités russes comme étant un précédent « très nuisible et dangereux » (Poutine, 2008a). Les autorités russes (et Poutine lui-même comme auparavant, mais aussi après cette suite d'événements) n'ont pas arrêté de souligner que ce précédent pourrait avoir de graves conséquences sur les autres régions séparatistes partout dans le monde, notamment dans l'ancien espace soviétique.

Le cas du Kosovo (celui d'une région autonome qui proclame son indépendance) n'était pas un cas unique. À titre d'exemple, on se souvient qu'uniquement dans l'ancien espace soviétique, on retrouve plusieurs exemples d'autoproclamation d'indépendance au début des années 1990. Ce furent les cas de la Géorgie (avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud) et de la Moldavie (avec la Transnistrie), mais aussi le cas de la Russie elle-même avec le Tatarstan et de la Tchétchénie. Toutefois, le cas du Kosovo était un cas « unique », unique dans le sens où son indépendance a été soutenue et reconnue par plusieurs États de la communauté internationale, notamment par les États qui entretiennent de bonnes relations avec les États-Unis. Le cas du Kosovo était aussi unique étant donné que c'était la première fois que les États-Unis et certains des États de l'UE reconnaissaient l'indépendance autoproclamée d'une région faisant originalement partie du territoire d'un État souverain membre de l'ONU. Et c'est pour cette raison que l'ONU elle-même n'a pas reconnu l'indépendance du Kosovo.

Il convient également de souligner ici que plusieurs membres de l'OTAN, de l'UE (par exemple l'Espagne), mais aussi tous les États de l'ancien espace soviétique (sauf les pays baltes), notamment les États empreints de fortes tendances sécessionnistes, avaient refusé de reconnaître l'indépendance du Kosovo, et ce, étant donné l'ampleur du caractère choquant de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, cette indépendance s'étant réalisée sans avoir obtenu quelque aval que ce soit de la part de la Serbie, au détriment du droit international et de ses principaux principes.

Le 15 février 2008 (soit deux jours avant l'autoproclamation de l'indépendance du Kosovo), Sergueï Lavrov reçoit ouvertement à Moscou les dirigeants de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Plus tard, le ministère russe des Affaires étrangères annonce que « la proclamation et la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo devront certainement être prises en compte par

rapport à la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud » (Sysoev, 2008).<sup>116</sup> En effet, il y avait là le message très clair (parmi d'autres messages que les autorités russes avaient envoyés durant les mois précédents) que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo allait avoir des conséquences directes sur le futur statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Pourtant, il était déjà certain qu'après l'autoproclamation, la communauté internationale allait reconnaître l'indépendance en soi du Kosovo, et ce, même au prix de la violation de résolutions antérieurement adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ainsi que le 17 février, après la tenue des premières consultations du Conseil de sécurité des Nations unies (convoqué à la demande de la Russie), Johan Verbeke (le représentant permanent belge à l'ONU) a fait savoir qu'un groupe de sept pays (l'Allemagne, la Belgique, la Croatie, les États-Unis, la France, l'Italie et le Royaume-Uni) étaient prêts à reconnaître l'indépendance du Kosovo afin de « préserver la stabilité » dans la région (Sisoev et Gornostaev, 2008).

À son tour, le Parlement russe déclara que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo allait créer les conditions préalables à la construction d'un nouveau format de relations entre Moscou et les républiques séparatistes, y compris dans l'espace postsoviétique.<sup>117</sup> En même temps, Boris Gryzlov (président de la Douma et président du parti *Russie unie*) rencontre les dirigeants de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (à la demande de ces derniers) afin de discuter des implications pour leurs régions suite à la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. C'est ainsi qu'à ce moment-là, il fut souligné que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo créerait toutes les conditions préalables nécessaires à l'établissement d'un nouveau format de relations entre la FR et les États indépendants autoproclamés, notamment ceux l'espace postsoviétique.<sup>118</sup> C'est aussi dans ce contexte qu'il faut avant tout voir le fait que les autorités russes (après la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, et à l'instar des États européens qui avaient reconnu l'indépendance du Kosovo) affirmaient continuellement que les cas de l'Abkhazie

<sup>116</sup> Civil.ge (15 février 2008), *Lavrov Meets Abkhaz, S.Ossetian Leaders Civil Georgia*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17119&search=>>>.

<sup>117</sup> Civil.ge (18 février 2008), *Pro-Putin Party Leader Meets Bagapsh, Kokoity*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17145&search=>>>;

Kommersant (19 février 2008), *Sovet federacii i Gosduma vystupili po Kosovo*. En ligne : <<http://www.kommersant.ru/doc/854574>>>.

<sup>118</sup> Civil.ge (18 février 2008), *Pro-Putin Party Leader Meets Bagapsh, Kokoity*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17145&search=>>>.

et de l'Ossétie du Sud constituaient aussi des cas uniques et exceptionnels, et que la reconnaissance de leur indépendance apporterait la seule solution viable pour préserver la paix et la stabilité dans ces deux régions.

L'irritation accrue de Moscou à l'endroit de Washington et de certains États occidentaux ne s'arrêta pas là. Aux événements décrits précédemment s'en rajouta un autre hérité également des années précédentes et qui jeta de l'huile sur l'irritation et la méfiance grandissante dont s'empregnait la Russie. Cette fois-ci, cela s'exprima par les événements entourant le Sommet de l'OTAN tenu à Bucarest du 2 au 4 avril 2008 et durant lequel il avait été prévu d'intégrer dans l'OTAN l'Albanie, la Croatie et la Macédoine. Il avait également été prévu de soulever la question de l'octroi du MAP à la Géorgie et à l'Ukraine, c'est-à-dire de faire le pas décisif vers l'intégration à l'OTAN de ces deux États postsoviétiques. En effet, comme la pratique le montre, le MAP est pour les États aspirants la dernière et ultime étape à franchir avant d'intégrer l'OTAN. Toutefois, comme on le sait bien, lors de ce sommet, l'octroi du MAP fut refusé à ces deux États. D'ailleurs, on avait aussi refusé à la Macédoine d'intégrer l'OTAN en raison d'un différend avec la Grèce sur son nom.

En fin de compte, il n'y avait rien d'étonnant dans ce refus. On savait déjà d'avance que certains des anciens membres de l'OTAN allaient s'opposer à cette initiative. Par exemple, bien avant la tenue du Sommet de Bucarest, l'Allemagne laissa clairement savoir qu'elle allait utiliser son droit de veto si la question de la délivrance du MAP aux deux États postsoviétiques allait être posée lors du sommet. Le 1er avril, un jour avant le sommet et pour la première fois, l'Allemagne affirma ouvertement sa position. Formellement, Berlin reprochait deux choses à Tbilissi : les problèmes non résolus entourant ses régions sécessionnistes et la répression contre l'opposition. Enfin, à l'aube du sommet, on évoqua aussi une autre raison (d'ailleurs soupçonnée depuis longtemps), laquelle prenait en compte « les préoccupations légitimes de sécurité de la Russie en ce qui concerne l'élargissement possible de l'OTAN ».<sup>119</sup> Mais l'Allemagne n'était pas seule : la France aussi, à son tour, s'opposa à l'octroi du MAP à la Géorgie et à l'Ukraine sous prétexte que cela

---

<sup>119</sup> Civil.ge (1 avril 2008), *Germany to Veto Georgia MAP – FT*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17493&search=>>>.

« [n'était] pas la bonne réponse à l'équilibre des forces en Europe et entre l'Europe et la Russie ». <sup>120</sup>

Finalement, les Pays-Bas, l'Italie, la Grèce, la Norvège, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg et la Hongrie (cette dernière étant le seul État de la « nouvelle Europe ») s'étaient aussi montrés sceptiques à l'égard de cette initiative plusieurs jours avant le Sommet de Bucarest. On reprochait principalement à la Géorgie l'existence de conflits territoriaux non résolus sur son territoire, tandis qu'en Ukraine, on reprochait principalement un manque de consensus à l'intérieur du pays. En effet, contrairement à la Géorgie où quelque 75 % de sa population s'exprima en faveur de l'intégration à l'OTAN, l'on observait le contraire en Ukraine où environ 77 % s'exprimèrent contre l'intégration de leur pays à l'OTAN (Zigar et Soloviev, 2008). Sachant à l'avance que certains États (comme l'Allemagne) allaient s'opposer à l'octroi du MAP à la Géorgie et à l'Ukraine, Poutine se rendit à Bucarest pour participer au Sommet du Conseil OTAN-Russie, ce dernier s'étant tenu un jour après le Sommet de l'OTAN. Et c'est aussi pour cette raison que plusieurs observateurs en Russie (mais aussi ailleurs) avaient déjà prévu des changements dans la position de la Russie à l'égard de l'OTAN, mais aussi à l'égard de Washington (Lévesque et Jolicoeur, 2008: 62-63). Toutefois, la nouveauté qui a vraiment marqué le Sommet de l'OTAN, c'était le texte apparaissant dans le paragraphe n° 23 de la *Déclaration du Sommet de Bucarest*, lequel texte stipulait :

Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays (l'Ukraine et la Géorgie) deviendraient membres de l'OTAN. [...] Le MAP représente, pour ces deux pays, la prochaine étape sur la voie qui les mènera directement à l'adhésion. Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au MAP. Nous allons maintenant entrer dans une période de collaboration intensive avec l'un et l'autre à un niveau politique élevé afin de résoudre les questions en suspens pour ce qui est de leur candidature au MAP. Nous avons demandé aux ministres des Affaires étrangères de faire, à leur réunion de décembre 2008, une première évaluation des progrès accomplis. Les ministres des Affaires étrangères sont habilités à prendre une décision sur la candidature au MAP de l'Ukraine et de la Géorgie [...]. <sup>121</sup>

Au fond, l'inclusion de ce texte (notamment de la dernière phrase) était le fruit du travail acharné du Président américain soutenu résolument par la « nouvelle Europe » (à l'exception de la

<sup>120</sup> Civil.ge (1 avril 2008), *France Against Georgia's MAP*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17496&search=>>>.

<sup>121</sup> Déclaration du Sommet de Bucarest, publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Bucarest le 3 avril 2008. OTAN, Communiqué de presse (2008)049.



Hongrie). En effet, G.W. Bush arriva à Bucarest avant les autres chefs d'État, déterminé qu'il était de persuader l'Allemagne et la France (les deux principaux opposants) de la nécessité d'octroyer le MAP à la Géorgie et à l'Ukraine. C'est dans cet objectif de persuasion que le Président américain, les 1er et 2 avril, a tenu à huit clos deux rencontres informelles avec les représentants de l'Allemagne et de la France (Allenova, 2008b). Il a aussi rencontré Jaap de Hoop Scheffer (secrétaire général de l'OTAN) pour réitérer son appui ferme en faveur de la Géorgie et de l'Ukraine.<sup>122</sup>

On se souvient aussi qu'en mars 2008, Bush avait reçu Saakachvili à la Maison-Blanche et lui avait promis une assistance dans l'intégration de la Géorgie à l'OTAN. Plus tard (le 1er avril), il promit aussi la même chose à Iouchtchenko lors de sa visite à Kiev. Et Bush a aussi appelé Poutine (comme Bush lui-même l'annonça devant les journalistes après sa rencontre avec Iouchtchenko) afin de l'informer qu'il allait se rendre à Bucarest pour soutenir les candidatures de l'Ukraine et de la Géorgie à l'octroi du MAP. Bush aurait aussi sollicité Poutine en lui affirmant qu'il ne fallait pas s'inquiéter, parce que « l'OTAN est une organisation pacifique qui aide les démocraties » (Zigar et Soloviev, 2008). Enfin, l'on se souvient aussi que peu de temps avant le Sommet de Bucarest, le Sénat américain adopta à l'unanimité une résolution en faveur des « aspirations euro-atlantiques » de la Géorgie et de l'Ukraine.

En fait, l'on savait que le Président américain allait soutenir la Géorgie et l'Ukraine lors du Sommet de Bucarest. Mais à Moscou, l'on s'attendait vraisemblablement plutôt à un soutien informel, où Bush allait plutôt sauver la face, mais aussi qu'il allait faire un compromis, donnant la priorité à l'amélioration des relations avec la Russie, des relations qui se situaient d'ailleurs à leur plus bas niveau depuis le début du premier mandat présidentiel de Bush. De plus, tout laissait croire que Washington avait davantage besoin de Moscou que l'inverse pour collaborer sur certains dossiers importants comme ceux de l'Afghanistan et du système ABM. Nonobstant le tout, au grand dam de Moscou, Bush semblait être déterminé à arracher le MAP aux membres de l'OTAN pour les deux États postsoviétiques. Cependant, devant l'opposition très vive de l'Allemagne (soutenue par la France), Bush réussit quand même à faire inclure dans la Déclaration du Sommet de Bucarest que le MAP était pour être octroyé plus tard à la Géorgie et à l'Ukraine. En tout état

---

<sup>122</sup> Civil.ge (3 avril 2008), No MAP Expected for Georgia at Bucharest. En ligne : <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17510&search=>>.

de choses, la grande victoire anticipée par le Kremlin ne s'avéra qu'une simple remise dans le temps de la question. Et c'est dans un tel contexte que lors du Sommet du Conseil OTAN-Russie (tenu immédiatement après le Sommet de l'OTAN), Poutine aurait dit à Bush : « Comprends-tu, George, que l'Ukraine n'est même pas un État [...] Une partie de son territoire, c'est l'Europe de l'Est, mais la plus grande partie, c'est nous qui l'avons offert » (Allenova et coll., 2008) (allocution non confirmée par Poutine, mais désormais rendue célèbre grâce à sa révélation par l'un des participants au sommet, lequel participant aurait écouté Bush et Poutine discuter entre eux). Ayant préféré conserver l'anonymat, la même source révéla que par la suite, Poutine aurait même clairement laissé entendre que l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN ferait en sorte que celle-ci, en tant qu'État, ne pourrait continuer d'exister avec les mêmes frontières.<sup>123</sup>

Enfin, en ce qui concerne le système ABM, lors du sommet à Bucarest, il a été annoncé que l'OTAN avait soutenu la demande des États-Unis visant à créer une architecture commune de défense antimissile pour protéger les pays de l'OTAN non encore couverts par le système américain. En effet, le paragraphe 37 de la *Déclaration du Sommet de Bucarest* souligne que le projet de défense antimissile allait cesser d'être purement américain et deviendrait un projet de l'OTAN. C'est dans un tel contexte que certains des experts russes ont avancé que le thème du MAP a été volontairement gonflé pour d'abord attirer l'attention de Moscou et par la suite échanger le dossier du MAP contre le dossier d'ABM parce que de toute façon, il était déjà clair que ni la Géorgie, ni l'Ukraine n'allaient recevoir le MAP (Allenova, 2008c).

En fin de compte, après avoir constaté une fois de plus que les intérêts de la Russie dans l'ancien espace soviétique sont ignorés, le Kremlin commença à entreprendre des changements dans ses relations avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, tout en renforçant ses troupes de maintien de la paix dans les régions sécessionnistes géorgiennes.

C'est dans un tel contexte qu'éclata le conflit d'août 2008. On se souvient que la solution du problème comprenait deux principales phases : l'intervention militaire dans le conflit et la

---

<sup>123</sup> Ici, il faut rappeler que les propos de Poutine au sujet de l'Ukraine provenaient d'une source non identifiée. De plus, c'est seulement l'hebdomadaire *Kommersant* qui les a rapportés. C'est par la suite que ces propos ont été repris par plusieurs commentateurs comme étant certains. Pourtant, il n'y a aucune assurance que celui qui a rapporté ces propos de Poutine a fidèlement rapporté ce qu'il a entendu. D'un autre côté, il faut aussi prendre en compte que ni Bush ni même Poutine (du moins, à notre connaissance) n'ont confirmé avoir échangé de tels propos.

reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La première phase a été réalisée dans un temps extrêmement court, et le temps manquait donc pour entamer des débats publics quant à la nécessité d'une telle action. De plus, les sondages effectués et opinions exprimées par différents segments de la société russe (y compris des partis politiques) montraient qu'une bonne partie de la société russe avait tendance à soutenir une telle action. Deuxièmement, contrairement à différentes situations précédemment étudiées, cette fois-ci, la décision a été prise dès l'éclatement du conflit armé. Troisièmement, au moment de l'éclatement du conflit, tous les partis politiques ont avancé et soutenu des positions similaires, mais fermes. De plus, plusieurs mois avant le déclenchement du conflit, ces partis politiques anticipèrent déjà la situation et proposèrent aussi des solutions similaires. À cela, nous pouvons également ajouter que l'approche officielle ne différait pas trop d'autres narratifs concurrents. L'événement a été unanimement présenté comme étant un acte d'agression d'abord contre le peuple ossète, puis contre les citoyens russes et, par conséquent, comme étant une agression contre la Russie elle-même.

Comme les narratifs des partis politiques le montrent, la vision du monde et la place que devrait occuper la Russie dans ce monde étaient fort semblables d'un parti politique à un autre. En ce qui concerne la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes, à première vue, cela donne l'impression que la décision a été le résultat d'un consensus entre la position du Kremlin et celles des partis d'opposition. En effet, comme dans le cas précédent et dans ce cas-ci, le Parlement russe s'est montré très actif et agité en réaction à la crise. Le 25 août 2008, le Conseil de la Fédération adopte à l'unanimité un « appel » demandant au Président Medvedev de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Entre autres choses, on lit dans le document :

*Georgia's aggressive actions, which resulted into death of thousands of civilians in South Ossetia, as well as aggravation of the Georgian-Abkhaz conflict, has finally deprived the Georgian leadership of the right to have an ambition for people of South Ossetia and Abkhazia being depended on the adventurous policies.*<sup>124</sup>

Le même jour, la Douma a également unanimement adopté (avec 447 voix) un document similaire appelant la communauté internationale à reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie

<sup>124</sup> Civil.ge (25 août 2008), *Russian Lawmakers Vote for Abkhazia, S.Ossetia Independence*. En ligne: <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=19283&search=>>

du Sud. Le déclenchement de l'opération militaire géorgienne a été qualifié « d'agression barbare effaçant quinze ans d'efforts diplomatiques et de maintien de la paix ». Les députés de la Douma, comme leurs collègues du Conseil de la Fédération, ont considéré comme étant « moralement justifiable et juridiquement valide » le fait de répondre à la volonté des peuples ossète du Sud et abkhaze en reconnaissant leur indépendance. En fin de compte, la reconnaissance de l'indépendance de ces régions fut présentée comme étant la seule solution viable sous prétexte que celle-ci était pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité de ces peuples.

L'argumentation la plus typique caractérisant les débats entourant la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes est celle dont fit usage Nikolai Levichev (leader de la faction *Russie juste*) en comparant Mikheil Saakachvili à une personne malade, atteinte de *delirium tremens*, et qui court avec une hache derrière les membres de sa famille. Dans un tel cas, explique Levichev, on l'isole, on lui retire ses enfants et on le prive de ses droits parentaux. Une telle logique de raisonnement caractérisait largement le climat d'effolement ayant précédé la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Il est à noter que quelques jours avant l'adoption de ces documents, la possibilité de reconnaître l'indépendance de ces régions avait déjà été annoncée par Dmitri Kozak, le ministre du Développement régional. Cependant, en s'appuyant sur ses sources au Kremlin, l'hebdomadaire *Kommersant* avança que dans sa déclaration, Kozak n'exprima que son point de vue personnel (Zigar et coll., 2008). Quant à la Douma, c'était déjà la deuxième tentative où elle demandait au Président russe de reconnaître l'indépendance de ces régions. La première a été menée le 21 mars 2008 lorsque les députés de la Douma avaient unanimement<sup>125</sup> adopté une résolution recommandant au Président russe d'envisager « la possibilité d'accélérer le processus objectif de la souveraineté de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud jusqu'à la reconnaissance de leur indépendance, compte tenu de la volonté de leurs peuples » (Zigar et coll., 2008).<sup>126</sup> Cette résolution, une sorte de réaction de la Douma à la reconnaissance du Kosovo, recommandait également au Président « d'intensifier les efforts visant la protection de la sécurité des citoyens de

<sup>125</sup> 429 voix « pour », aucune voix « Contre », alors que deux députés de *Russie juste* se sont abstenus de voter. Source : Douma via < <http://vote.duma.gov.ru/vote/49294> >.

<sup>126</sup> Voir aussi : Civilge (21 mars 2008), *Duma Tells Kremlin to Consider Abkhazia, S.Ossetia Recognition*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17418>>. Newsru (21 mars 2008), *Gosduma rekomendovala prezidentu i pravitel'stvu obsudit' priznanie Abkhazii i Južnoj Osetii*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/21mar2008/priznat.html>>.

la FR résidant sur les territoires de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud » ainsi que de prendre en considération « la possibilité du renforcement des forces de maintien de la paix dans les zones de conflit géorgien-abkhaze et géorgien-ossète ». Cette résolution était une version révisée d'un projet qui suggérait que la Russie devrait envisager de reconnaître les deux régions séparatistes de la Géorgie au cas où cette dernière recevrait le MAP, ou si elle allait reprendre les hostilités contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.<sup>127</sup> Mais cette résolution comporte une particularité intéressante, laquelle tient au titre même de cette résolution : *La politique russe à l'égard de l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et de la Transnistrie*. Toutefois, durant la session de la Douma, les députés ne demandaient pas de reconnaître l'indépendance de la Transnistrie (se limitant surtout à la nécessité de lui apporter un soutien) et se concentraient principalement sur les régions séparatistes géorgiennes. Comme l'hebdomadaire *Kommersant* le rapporte, les députés ont principalement expliqué leur position par le fait que contrairement à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud, en Transnistrie, il est possible de résoudre le conflit de manière pacifique. Or, comme d'ailleurs *Kommersant* lui-même l'a soulevé, une autre différence majeure entre les cas de la Géorgie et de la Moldavie résidait dans le fait que cette dernière, contrairement à la Géorgie, ne visait pas d'adhérer à l'OTAN (Allenova, 2008a). Au fond, le document insistait sur le fait qu'après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, la Russie devrait réajuster sa politique à l'égard de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et de la Transnistrie, en fonction de la volonté des citoyens qui y vivent.

Ici, il faut noter une autre particularité propre au KPRF. Lors de la session de la Douma en question, les communistes ont insisté sur le changement de formulation de la résolution en exigeant de demander au Président russe de « résoudre ce problème [la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud] sans délai ». Les communistes ont également proposé de retirer du texte le propos selon lequel « la Douma d'État respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et de la Moldavie au sein de leurs frontières internationalement reconnues ». Les communistes auraient aussi proposé de retirer du texte le passage suivant : « La Douma d'État estime que l'aspiration de la Géorgie à joindre l'OTAN est son droit souverain ». Quoi qu'il en soit, les amendements proposés par les communistes ont été rejetés par la majorité

---

<sup>127</sup> Civilge (21 mars 2008), *Duma Tells Kremlin to Consider Abkhazia, S.Ossetia Recognition*. En ligne : <<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17418>>.

des députés.<sup>128</sup> Toutefois, ceux-ci ont quand même décidé de revenir sur le sujet deux semaines plus tard, dépendamment des résultats du Sommet de l'OTAN tenu à Bucarest (c'est-à-dire dépendamment de l'octroi ou du non-octroi du MAP à la Géorgie). Ce petit épisode montre clairement les humeurs et les tendances qui régnaient au sein de la Douma à l'égard du développement du contexte entourant l'indépendance du Kosovo et l'élargissement de l'OTAN dans l'ancien espace soviétique. D'ailleurs, il convient de noter qu'à plusieurs reprises dans le passé, la Douma avait poussé le Kremlin à prendre des décisions appelant à la confrontation.

Parallèlement aux résolutions du Parlement russe adoptées le 25 août, entre les 22 et 24 août, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie lancent au Président russe de nouveaux appels pour la reconnaissance de leur indépendance. Mais cette fois-ci, le 20 août, le Parlement de l'Ossétie du Nord avait également formulé sa demande (non seulement au Président, mais aussi aux deux chambres du Parlement russe) de soutenir la reconnaissance de l'indépendance de ces régions.

Il convient aussi de dire un mot sur la couverture médiatique du conflit présentée par la télévision russe. Comme Paul Goble (2009) l'a noté, la façon dont les grandes chaînes de télévision russe ont couvert les événements en Ossétie du Sud rappelait la couverture médiatique de la deuxième campagne tchétchène et la prise d'otages dans une école de Beslan. Mais cette fois-ci, la seule différence résidait dans la présentation : le rôle des ennemis de la Russie et de toute l'humanité progressiste était incarné par le Président de la Géorgie et les forces géorgiennes (Goble, 2009 : 187).

Un bref survol de la presse russe suffit pour constater l'ampleur de l'euphorie qui régnait à ce moment au sein de différents cercles d'intellectuels et d'observateurs russes, notamment ceux qui représentaient les principaux courants politiques dans le pays. En analysant la presse russe, nous obtenons l'image suivante. La presse dite nationale patriote, celle de gauche et celle proKremlin se sont exprimées favorablement quant à la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes. Pour certains (par exemple Andrej Fefelov, rédacteur en chef de la chaîne de télévision *Den-TV*, et adjoint du rédacteur en chef du journal *Zavtra*), cette reconnaissance était avant tout perçue comme étant le début de la renaissance du grand Empire, portant en elle un

<sup>128</sup> Newsru (21 mars 2008), *Gosduma rekomendovala prezidentu i pravitel'stvu obsudit' priznanie Abkhazii i Južnoj Osetii*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/21mar2008/priznat.html>>.

élément symbolique, comme étant une avancée politique puissante, avec des « conséquences politiques et psychologiques mondiales à long terme », comme la réalisation de la « prophétie du Cinquième Empire », mais aussi comme étant un signe de changement dans la psychologie du Kremlin (Fefelov, 2008).

Nous, la génération, qui avons personnellement observé une éclipse de la Russie, nous avons attendu ce moment depuis vingt ans. Durant ces semaines, durant ces jours et ces heures le pays entra dans une nouvelle période historique (Fefelov, 2008).

Pour sa part, Pavel Zolotarev (major général et professeur à l'Académie des sciences militaires) soutenait avec confiance dans *Nezavisimaja Gazeta* que le principal objectif de la « provocation américaine » exécutée par Saakachvili n'était pas la restauration de l'intégrité territoriale de la Géorgie, mais visait à créer les conditions requises à la réalisation des plans de Washington dans le Caucase, et que l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN constituait la prochaine étape ! D'après Zolotarev, la priorité donnée à l'intégration territoriale géorgienne permettrait aux États-Unis et à l'OTAN de justifier leur présence dans le Caucase du Sud (possiblement sous la forme d'une force de maintien de la paix). De plus, Zolotarev soutenait que la priorité donnée à l'intégration territoriale géorgienne permettrait aussi de présenter la Russie comme étant un agresseur qui violait les principes de base de l'ONU, et ce, dans le but de maintenir l'intensité des présentations narratives sur ce sujet jusqu'au prochain réexamen de la question de l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie (Zolotarev, 2008). Un point de vue très similaire a été exprimé par G. Pavlova dans le journal de gauche communiste *Sovetskaja Rossija* (Pavlova, 2008).

De même, plusieurs experts renommés de la Russie postsoviétique ont exprimé une opinion similaire en approuvant les actions du Kremlin. C'est ainsi qu'un expert bien connu du public russe et proche du Kremlin (nommément Gleb Pavlovski) affirma que la Russie pouvait perdre contre l'Occident si elle ne reconnaissait pas immédiatement l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, étant donné le fait que la Russie ne disposait d'aucune autre option. D'après lui, si la Russie voulait conclure des accords militaires avec les deux républiques, les documents d'entérinement ne pouvaient être signés que par des États indépendants, souverains. Un avis similaire a également été exprimé par Sergey Karaganov (du Conseil de politique extérieure et de défense) qui a lui aussi soutenu que la Russie a montré qu'elle allait fermement défendre ses positions (Lobova et coll., 2008). Le quotidien russe *Kommersant* a aussi expliqué que la

reconnaissance de l'indépendance de ces régions permettra à la Russie de maintenir sa présence militaire dans les deux républiques parce qu'après la guerre, les forces russes de maintien de la paix ne pourront plus y demeurer légalement (Zigar et coll., 2008). Cependant, certains experts ont plutôt soutenu que la reconnaissance de l'indépendance des deux républiques ne devait pas être précipitée étant donné que « la reconnaissance *de jure* est un outil qu'il est préférable de garder non utilisé dans cette situation ». <sup>129</sup>

La reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes a donc été largement applaudie par la majorité des observateurs russes qui se sont exprimés dans les principaux journaux russes. Seul le point de vue libéral était différent, lequel s'est montré critique en exprimant son inquiétude et le mécontentement que suscitait cette reconnaissance. C'est ainsi que la journaliste russe Julia Latynina qualifia le bilan de la guerre russo-géorgienne comme étant un processus de « palestinisation du Caucase » (Latynina, 2008). Pour sa part, bien connu du public, le journaliste et expert russe des questions de défense Pavel Felgenhauer considère que pour ces « gains » (l'invasion, la destruction et l'occupation d'une partie du territoire géorgien), la Russie aura à payer de sommes colossales pour la réhabilitation des régions séparatistes. Comparant l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979, Felgenhauer avance qu'autour de Moscou, comme dans le passé, se forme un « anneau d'isolement hostile ». Felgenhauer rappela qu'en moins d'une décennie, un tel isolement et la course aux armements ont accéléré l'effondrement de l'Union soviétique. En comparaison, la Russie d'aujourd'hui est plus petite et plus faible. Et Felgenhauer alla jusqu'à se demander combien de temps la Russie pourra tenir (Felgenhauer, 2008).

En ce qui concerne l'opinion publique, plusieurs sondages menés durant et après le conflit montrent que le public en général soutenait plutôt la façon dont le Kremlin a géré la crise. Par exemple, les sondages menés les 9 et 10 août 2008 montrent que 71 % des répondants ont affirmé être du côté de l'Ossétie du Sud durant le conflit, contre seulement 2 % du côté de la Géorgie. 46 % des répondants considéraient que l'Ossétie du Sud devait intégrer la Russie contre 34 % qui considéraient que l'Ossétie du Sud devait être indépendante. Seulement 4 % considéraient que l'Ossétie du Sud devait demeurer au sein de la Géorgie. 81 % (contre 13 %) des répondants se sont

---

<sup>129</sup> Newsru (25 août 2008), Sovfed i Gosduma progolosovali za nezavisimost' Abhazii i Južnoj Osetii. En ligne: <<http://www.newsru.com/russia/25aug2008/yufdf.html>>.



exprimés en faveur de l'aide humanitaire et 53 % (contre 36 %) se sont exprimés en faveur de l'aide militaire (Levada Centre, 2008a).

Les sondages menés du 15 au 18 août 2008 (immédiatement après la fin du conflit armé et avant la reconnaissance de l'indépendance) montrent entre autres que 74 % des répondants croyaient que la Géorgie et le peuple géorgien étaient devenus les otages des aspirations géopolitiques des États-Unis contre 14 % qui n'en croyaient rien. En même temps, 70 % des répondants considéraient que le gouvernement russe avait fait tout son possible pour empêcher l'escalade du conflit, tandis que 66 % considéraient que les États occidentaux avaient soutenu la Géorgie dans ce conflit en raison de leur désir d'affaiblir l'influence de la Russie dans le Caucase (Levada Centre, 2008b).

Enfin, les sondages réalisés du 22 au 25 août (juste avant la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud) montrent qu'une large majorité des répondants (87 %) jugeaient comme étant « correcte » l'intervention dans le conflit de la part de la Russie contre 6 % qui ne la jugeait pas « correcte » (Levada Centre, 2008c). Les sondages effectués après la reconnaissance de l'indépendance (entre le 5 et le 8 septembre) montrent aussi qu'une large majorité des répondants (80 % contre seulement 10 %) jugeaient positivement la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Levada Centre, 2008d).

Le survol des sondages de l'opinion publique montre donc qu'une large majorité de citoyens approuvaient et soutenaient les actions du Kremlin, considérant que ce dernier avait convenablement géré le conflit. Le phénomène a été compris comme étant une action normale qu'un État doit prendre dans de telles circonstances. De même, comme les sondages l'ont montré, la popularité du président Medvedev a beaucoup grandi après le conflit et la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

En fin de compte, ce cas concret (comme les autres cas également étudiés précédemment) montre la façon dont le Kremlin percevait les intentions des États-Unis et de l'OTAN et la façon que le Kremlin considérait la meilleure pour s'opposer et faire le contrepoids à la propagation de l'hégémonie américaine dans l'ancien espace soviétique. Tous les partis politiques (y compris le Kremlin) étaient d'accord qu'il fallait absolument intervenir militairement dans le conflit et punir l'agresseur. La principale différence entre les narratifs concurrents faisait référence justement à la façon de punir l'agresseur. Comme nous l'avons vu, certains proposaient de détruire

complètement le potentiel militaire de l'agresseur (KPRF, *Russie juste*), d'autres insistaient sur la nécessité de renverser le gouvernement géorgien (LDPR), etc. Quoi qu'il en soit, tous les partis politiques, y compris le Kremlin, étaient d'accord sur la nécessité et l'importance de protéger les Abkhazes et les Ossètes du Sud.

La « meilleure » solution avancée et soutenue par tous les partis politiques depuis plusieurs mois avant le conflit – pour certains, même depuis plusieurs années – était donc de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, pour ensuite les intégrer ou « soutenir leur intégration » (comme certains politiciens avançaient) dans la Fédération de Russie. À travers l'analyse des narratifs géopolitiques, on constate que ces partis voyaient l'ancien espace soviétique comme faisant partie intégrante et naturelle de la Russie, et que celle-ci jouissait du droit moral et légitime de maintenir son influence dans cette région. Et une telle vision des choses était renforcée par la perception d'éventuelles menaces pour lesquelles on suggérait de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir un éventuel affaiblissement de la Russie, un affaiblissement planifié de longue date et mis en marche par l'Occident avec les États-Unis en tête. Enfin, dans les narratifs concurrents (d'un côté à l'égard de Tbilissi, mais aussi à l'égard de l'Occident en général), on y observe aussi une continuité et une unité remarquables.

## CHAPITRE III

### LES NARRATIFS GÉOPOLITIQUES DE L'ÉLITE POLITIQUE RUSSE À L'ÉGARD DE L'UKRAINE, 2004 - 2014

#### 3.1 Narratifs géopolitiques russes à l'égard de l'Ukraine (2004 - 2005)

##### 3.1.1 Mise en contexte politique

L'un des premiers gestes de Poutine, agissant de « bonne volonté » et exprimant son désir d'approfondir les relations entre la Russie et l'Ukraine, a été la nomination en mai 2001 de Viktor Tchernomyrdine (ancien président du Conseil d'administration de Gazprom et ancien premier Ministre) au poste d'ambassadeur de la Russie en Ukraine. La nomination de Tchernomyrdine n'est pas due à un hasard. Outre le fait que ce dernier était l'ancien grand patron de Gazprom, il était également un vieil ami du Président Koutchma.<sup>130</sup> Et cette nomination a porté rapidement ses fruits : en octobre de la même année, le litige relatif à la dette de gaz naturel de l'Ukraine envers Gazprom a été réglé à l'avantage du côté ukrainien.

Au fond, ce geste de « bonne volonté » de Poutine à l'égard de l'Ukraine faisait partie d'un solide soutien apporté au Président Koutchma qui à cette époque avait déjà commencé à perdre son soutien populaire et qui se trouvait au centre de critiques autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son pays.<sup>131</sup>

<sup>130</sup> Novaja Gazeta (30 janvier 2003), *Viktor Černomyrdin: vsegda legče, kogda dvoe sobirajutsja. I nevažno, kakie otnošenja*; no 7. En ligne: <<http://www.novayagazeta.ru/society/21419.html>>.

<sup>131</sup> Leonid Koutchma a été élu président en 1994 grâce à une plate-forme électorale visant à passer les réformes pro-marché et à rétablir les relations économiques avec la Russie. Toutefois, avec le temps, sous l'influence de l'opposition, Koutchma a commencé à intégrer dans son discours le thème de l'intégration européenne de l'Ukraine. Après sa réélection en 1999, Koutchma s'est plongé dans plusieurs scandales aussi bien à l'intérieur (assassinat commandité d'un journaliste, corruption, etc.) qu'à l'extérieur de son pays (démocratisation, cours européen en péril, vente illégale d'armes à Saddam Hussein, etc.).

La situation délicate dans laquelle se trouvait Koutchma a donné un avantage considérable au Kremlin pour renforcer son influence en Ukraine. Premièrement, comme stratégie, le Kremlin a tenté de disperser toutes les craintes à l'égard de Moscou, notamment en ce qui a le trait à ses « ambitions impériales ». Deuxièmement, Poutine a clairement fait comprendre à Koutchma que son soutien était franc et qu'il n'avait pas l'intention de jouer à l'avantage de ses adversaires politiques (Kuranov et Hanbabjan, 2001).

Toutefois, en contrepartie, Kiev a dû en payer le prix en cédant le contrôle sur certains de ces secteurs énergétiques particulièrement importants sur le plan stratégique, et ce, peu importe lequel : le gaz, le pétrole l'électricité, le raffinage, et même les alumineries ukrainiennes (Breault, Jolicoeur et Lévesque, 2003 : 56).

Un autre geste de « bonne volonté » de Poutine à l'endroit de l'Ukraine (un geste autant visible que symbolique) fut sa visite de Kiev (fin août 2001) pour y participer à la cérémonie commémorative du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine. Plusieurs observateurs ont noté qu'« Eltsine n'aurait jamais pu se permettre » cela (Breault, Jolicoeur et Lévesque, 2003 : 54). Comme on l'a remarqué dans la presse moscovite, le Président Poutine était perçu de façon fort positive par l'élite politique ukrainienne (Kuranov et Hanbabjan, 2001).

En outre, on avait décidé que 2002 serait l'année de l'Ukraine en Russie et que 2003 serait l'année de la Russie en Ukraine. De plus, en janvier 2003, lors du sommet de la CÉI, à la proposition de Poutine, Koutchma a été « unanimement » élu au poste du Président de la CÉI.<sup>132</sup> Il convient de préciser que jusqu'à cet événement, même si les règles le permettaient, la présidence de la CÉI avait toujours été assumée par le Président russe, soulignant ainsi l'ampleur de la valeur symbolique accordée à cette nomination.

Finalement, durant la même année, Moscou et Kiev ont signé rapidement un accord relatif à la frontière terrestre entre l'Ukraine et la Russie, un accord qui depuis longtemps avait été essentiellement retardé par la Russie elle-même. Comme le bihebdomadaire russe *Novaja Gazeta*

---

<sup>132</sup> Toutefois, il faut noter que cette élection « unanime » de Koutchma n'a pas vraiment été unanime. Déjà avant la tenue du sommet de la CÉI, certains leaders des États de l'Asie centrale, mais aussi le président du Belarus se montraient moins chauds pour une telle éventualité, avançant surtout le fait que l'Ukraine n'était même pas membre à part entière de la CÉI. Quoi qu'il en soit, comme d'ailleurs cela a été rapporté par *Nezavisimaja Gazeta*, après son élection, Koutchma se montra beaucoup moins enthousiaste à l'égard de GUUAM (Melikova et Miseljuk, 2003b).

l'a rapporté, cette signature a été présentée dans les médias ukrainiens comme étant une « grande victoire personnelle de Leonid Kouchma », tandis que dans son discours, Kouchma lui-même compara la Russie et l'Ukraine à la Belgique et aux Pays-Bas, ainsi qu'à la Norvège et à la Suède, c'est-à-dire aux États qui, comme la Russie et l'Ukraine appartenaient jadis à un seul et même État, ont fini par cesser de se quereller après leur séparation.<sup>133</sup>

Il est également pertinent de mentionner qu'en 2002, le Kremlin manifesta un grand calme devant la demande de Kiev de joindre l'OTAN, et devant l'envoi de troupes ukrainiennes en Irak en 2003. En fait, cette demande de Kiev pour adhérer à l'OTAN paraissait surtout comme une astuce politique de Kouchma qui visait plutôt à apaiser ses opposants nationalistes.

En fin de compte, il convient aussi d'ajouter que le Kremlin envisageait que le prochain président ukrainien allait maintenir les politiques de Kouchma à l'égard de la Russie (Tsygankov, 2010 : 150-151). À plusieurs reprises durant cette période, les autorités russes ont souligné que la Russie respectait la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, présentées comme deux principaux éléments pour le développement des relations bilatérales mutuellement bénéfiques entre la Russie et l'Ukraine. En effet, le Kremlin se chargeait de rassurer l'Ukraine (ainsi que les autres États de l'ancien espace soviétique) que la Russie n'avait pas « d'ambitions impériales » à son égard.

Durant toute cette période, l'Ukraine a donc été présentée avant tout comme un partenaire stratégique, mais aussi commercial. En conséquence, la stabilité et la prévisibilité dans les relations des deux États furent énoncées comme étant les facteurs requis au développement des relations entre les deux États. C'est dans le cadre d'une telle vision que, lors de sa visite à Kiev durant les festivités du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, Poutine avait insisté sur la fraternité existant entre les deux peuples voisins, soulignant que cette « fraternité entre la Russie et l'Ukraine est l'avenir commun des deux pays européens ». Ensemble, la Russie et l'Ukraine ont donc été présentées comme étant deux puissances européennes présentant un

---

<sup>133</sup> Novaja gazeta (6 février 2003), *Ukraina-2003: god kozy, Rosii i... Kučmy, no 09*. En ligne : <<http://www.novayagazeta.ru/society/21319.html>>; Melikova et Miseljuk (2003a).

« énorme potentiel » de développement, mais partageant aussi une « responsabilité commune pour le maintien de la paix et de la stabilité en Europe ». <sup>134</sup>

L'accent a donc été mis sur « l'eupéanité » des deux États et leur importance dans le développement économique de l'Europe, comme le trait le plus commun et le plus important qui unissait les deux nations. Il est d'ailleurs curieux de remarquer qu'à cette époque, la Russie semblait plus près de répondre aux exigences pour joindre l'UE que l'Ukraine elle-même (Breault, Jolicoeur et Lévesque, 2003 : 57). Quoiqu'il en soit, comme certains observateurs l'ont noté avec raison, Moscou cherchait à rassurer Kiev, affirmant que les deux États allaient développer ensemble leurs relations comme « deux nations européennes qui contribuaient toutes les deux à la stabilité de l'Europe » (Breault, Jolicoeur et Lévesque, 2003 : 119-120). Cette approche (appelée aussi en Ukraine le « retour en Europe ensemble avec la Russie ») a été élaborée à l'aide de la Fondation politique efficace (*Fond Effektivnoï Politiki*) dirigé par Gleb Pavlovski, un célèbre politologue du Kremlin de cette époque (Mankoff, 2009). En même temps, c'est avec une ironie mordante que les nationalistes ukrainiens ont baptisé ainsi cette approche de Koutchma : « Vers l'Europe via Vladivostok » ! (Lévesque, 2005 : 70).

Toutefois, cette sorte de « lune de miel » entre Moscou et Kiev s'acheva brutalement avec le déclenchement des manifestations de novembre 2004 et de la *Révolution orange*, mouvement causé principalement par la tentative de Koutchma de placer son successeur au pouvoir et l'élection frauduleuse qui en a résulté.

Les deux principaux candidats qui se sont affrontés lors de l'élection présidentielle de 2004 ont été le premier Ministre Ianoukovytch (largement soutenu par Léonid Koutchma) et le candidat de l'opposition Victor Iouchtchenko (chef de la faction politique *Notre Ukraine* et ancien premier Ministre de 1999 à 2001) qui est devenu la principale figure de la *Révolution orange*.

Quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, les politiciens russes se rendent en Ukraine, sous différents prétextes, pour soutenir la candidature de Ianoukovytch. Ziouganov (le chef du KPRF) a visité Kiev en même temps que Poutine. Celui-ci a communiqué avec les

---

<sup>134</sup> Korrespondent (24 août 2001), *Putin ob'javil v Rossii god Ukrainy*. En ligne : <<http://korrespondent.net/ukraine/politics/26873-putin-obyavit-v-rossii-god-ukrainy>>.

Ukrainiens à partir de trois chaînes ukrainiennes de télévision, et il a aussi participé à la parade commémorative de la victoire sur l'Allemagne nazie (Nikolaeva, 2004)

Le 30 octobre 2004, juste un jour avant l'élection présidentielle, Poutine demande à Mironov (le président de la Chambre haute du Parlement russe, le Conseil de RF) et à Boris Gryzlov (le président de la Chambre basse, la Douma) d'entamer des consultations avec les députés ukrainiens concernant l'introduction de la double nationalité en Russie et en Ukraine, sous prétexte qu'« à ce moment-là, le signal est venu de l'Ukraine elle-même ». Poutine a rappelé que lors de sa récente visite en Ukraine, les Ukrainiens ont soulevé la question de la double nationalité au cours de la télédiffusion en direct de cette visite (Poutine, 2004b).

En même temps, les résultats du 31 octobre du premier tour tenu des élections ont montré la nécessité de tenir un second tour (Ianoukovytch et Iouchtchenko ont obtenu respectivement 39,3 % et 39,9 %).<sup>135</sup> La tenue de second tour avait été prévue pour le 21 novembre suivant.

À suite du premier tour, plusieurs politiciens russes commencent à passer à l'appel direct pour soutenir la candidature de Ianoukovytch. Le leader du KPRF Ziouganov a souligné à plusieurs reprises, en parlant de Ianoukovytch, que celui-ci était le seul capable d'unir l'Est et l'Ouest de l'Ukraine. Le danger de division du pays a aussi été soulevé par plusieurs politiciens russes, entre autres par Gryzlov (le président de la Douma, de la faction *Russie unie*) qui déclara (lors de sa rencontre du 19 novembre avec le président de la *Verkhovna Rada*)<sup>136</sup> : « [...] quel que soit le résultat des élections présidentielles du 21 novembre, l'État ukrainien doit préserver son intégrité » (Gryzlov, 2004a).

Durant la soirée de la tenue du second tour des élections, peu de temps après la fermeture des bureaux de vote, plusieurs sondages ont montré une avance considérable de Viktor Iouchtchenko. De leur côté, les observateurs russes déclarent qu'il n'y eut aucune fraude majeure lors de l'élection (Gryzlov, 2004b), alors qu'au lendemain, la CÉC de l'Ukraine a annoncé une avance de Ianoukovytch (49,4 % des voix) contre Iouchtchenko (46,7 % des voix) après le décompte de 99 % des bulletins de vote. Le même jour, l'opposition se mobilise et déclenche des manifestations

<sup>135</sup> Le reste des voix fut partagé entre Oleksandr Moroz (Parti socialiste d'Ukraine) et Petro Symonenko (Parti communiste d'Ukraine) : respectivement 5,8 % et 5 %.

<sup>136</sup> Rada suprême d'Ukraine (en français : Conseil suprême d'Ukraine).

massives dans plusieurs grandes villes d'Ukraine. En parallèle, plusieurs conseils municipaux de différentes villes de l'Ukraine occidentale refusent de reconnaître les résultats, déclarant Iouchtchenko vainqueur. En même temps, plusieurs États occidentaux commencent à dénoncer de graves irrégularités relatives à la tenue du second tour des élections. Cependant, sur le fond d'une telle aggravation de la situation, plusieurs politiciens russes (y compris Poutine) commencent à féliciter Ianoukovytch pour sa victoire.<sup>137</sup>

Le 23 novembre, lors de la session parlementaire boycottée par les partisans de Ianoukovytch, Iouchtchenko prête le serment présidentiel, et ce, malgré le fait que le Parlement n'avait pas atteint le quorum pour prêter légalement ce serment. De ce fait, la prestation de serment ne prenait donc qu'une valeur symbolique. Le même jour, Alexeï Ostrovski (LDPR) a proposé à la Douma d'adopter une déclaration concernant la situation en Ukraine : jugée comme étant très critique et la présentant comme étant la conséquence des efforts de l'Occident qui, après avoir investi de l'argent pour rendre victorieux Iouchtchenko, ne voulait pas reconnaître sa défaite. Ostrovski a suggéré que la Douma adresse un appel à la *Verkhovna Rada* pour que celle-ci ne cède pas aux provocations des « agences de renseignement occidentales » et qu'elle reconnaisse la victoire de Ianoukovytch (Ostrovski, dans Ilyukhin, 2004). La proposition d'Ostrovski a été rejetée par la Douma sous prétexte que l'adoption d'une telle déclaration risquait d'être perçue par les Ukrainiens comme une interférence dans les affaires internes de l'Ukraine (Ilyukhin, 2004). Toutefois, au lendemain 24 novembre, la Douma adopte quand même (avec 423 voix) la Déclaration sur la situation en Ukraine. On lit dans le document adopté que « Les députés de la Douma [...] ont exprimé une profonde préoccupation concernant les actions illégales des forces de l'opposition radicale en Ukraine qui peut conduire à des conséquences tragiques pour le peuple fraternel » (Gryzlov, 2004d).

Le 25 novembre, suite à des manifestations massives, la Cour suprême ukrainienne ordonne à la CÉC de l'Ukraine de ne pas publier les résultats des élections tant et aussi longtemps que les accusations de l'opposition concernant la fraude électorale n'auront pas été étudiées. Le même jour, à La Haye, lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet de l'UE-Russie, Vladimir

---

<sup>137</sup> Par exemple, agissant comme observateur lors de l'élection, Gryzlov félicite Ianoukovytch en estimant que les résultats proclamés sont finaux. Gryzlov a été suivi par Vladimir Poutine et, pour sa part, Jirinovski a envoyé un télégramme de félicitations à Viktor Ianoukovytch (Jirinovski, 2004p).



Poutine fait appel aux États occidentaux en leur demandant de « ne pas pousser l'Ukraine vers les émeutes de masse » (Poutine, 2004d). À son tour, le leader du LDPR se prononce pour la division de l'Ukraine en deux États : une partie orientale et une partie occidentale (Jirinovski, 2004r).

Le 27 novembre, la *Verkhovna Rada* déclare comme étant non valides les résultats du deuxième tour de l'élection. La *Verkhovna Rada* adopte aussi un vote de non-confiance à l'égard de la CÉC de l'Ukraine, tandis qu'en se référant à la CÉC de l'Ukraine, le côté russe annonce la victoire de Ianoukovytch (Gryzlov, 2004e). En parallèle, le 28 novembre, devant une telle évolution de la situation, lors de la rencontre<sup>138</sup> des gouverneurs des régions orientales de l'Ukraine où Ianoukovytch et Loujkov (le maire de Moscou) étaient aussi présents, certains gouverneurs soulevèrent la question du séparatisme (Bogdanov, Gorin et Samozhnev, 2004).

Le 1er décembre, la *Verkhovna Rada* adopte une motion de non-confiance à l'égard du gouvernement Ianoukovytch et vote pour la création d'un « gouvernement de confiance nationale ».<sup>139</sup> Le lendemain, Koutchma et Poutine se rencontrent à Moscou pour discuter de la situation en Ukraine, et publient une déclaration qui appelle à tenir une nouvelle élection au lieu de tenir un deuxième tour.<sup>140</sup> Iouchtchenko rejette cette proposition, favorisant la tenue d'un nouveau tour. Et le 3 décembre, la Cour suprême de l'Ukraine ordonne finalement à la CÉC de l'Ukraine de tenir une nouvelle élection le 26 décembre.

Le 7 décembre, lors de sa visite en Turquie, Poutine met en garde contre l'ingérence étrangère dans la nouvelle élection de l'Ukraine et accuse les États occidentaux d'avoir tenté d'imposer à l'Ukraine leur définition de la démocratie. En même temps, le 8 décembre, après plusieurs jours de débats, la *Verkhovna Rada* accepte les mesures de réforme pour modifier les lois électorales permettant de passer d'un régime présidentiel à un régime parlementaire.<sup>141</sup>

---

<sup>138</sup> La rencontre s'est tenue dans la ville de Sievierodonetsk située dans la région de Louhansk (dans l'Est de l'Ukraine).

<sup>139</sup> Newsru (1 décembre 2004), *Verhovnaja Rada otpravljaet v otstavku pravitel'stvo Janukoviča*. En ligne : <<http://www.newsru.com/world/01dec2004/vote2.html>>.

<sup>140</sup> Newsru (2 décembre 2004), *Leonid Kučma provel v Moskve peregovory s Vladimirom Putiny*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/02dec2004/cusk.html>>.

<sup>141</sup> Newsru (8 décembre 2004), *Rada prinjala 3 antikrizisnyh zakonoproekta, Kučma podpisal ih. Ukraina stala parlamentsko-prezidentskoj*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/08dec2004/vote1.html>>.

Le 26 décembre, une nouvelle élection fut donc tenue et, le 10 janvier suivant, la CÉC de l'Ukraine a reconnu officiellement Viktor Iouchtchenko comme en étant le vainqueur. Cependant, la Cour suprême de l'Ukraine suspend temporairement la publication des résultats officiels de l'élection jusqu'à ce que l'appel de Ianoukovytch concernant les résultats soit examiné par la Cour. Ianoukovytch a été conseillé par plusieurs politiciens russes de plaider à la cour en raison d'irrégularités majeures observées lors de la tenue de l'élection. Et ce n'est que le 20 janvier suivant que la Cour suprême de l'Ukraine annonça sa décision de refuser l'appel de Ianoukovytch. Le même jour, Poutine félicite Iouchtchenko pour sa victoire (Poutine, 2005a).

### 3.1.2 Le narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Le leader du KPRF, Guennadi Ziouganov, avant même la tenue du premier tour des élections présidentielles ukrainiennes, visite l'Ukraine sous prétexte de soutenir le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Ukraine (KPU) : Petro Simonenko, également candidat à la présidence. Durant sa visite (réalisée juste après celle de Poutine en Ukraine), Ziouganov a publiquement critiqué le leader de l'opposition Viktor Iouchtchenko en l'accusant d'entretenir des liens avec les agences occidentales de renseignement (Nikolaeva, 2004).

Le narratif du KPRF présente l'élection présidentielle ukrainienne de 2004 comme étant le moment de vérité, le moment historique où se décidera non seulement « le choix du destin de l'État ukrainien pour de nombreuses années à venir », mais aussi où se décidera l'avenir de la Russie et de toute la région (Ziouganov, 2004c).

L'Ukraine choisit son destin historique, nos destins sont étroitement reliés, et c'est seulement ensemble que la Russie et l'Ukraine peuvent sortir du marécage où nous avons été poussés [...]. Il est donc important de ne pas permettre que la république soit divisée en deux. Il est important d'unir ses parties orientale et occidentale, ce que peut faire seulement Ianoukovytch (Ziouganov, 2004b).

Selon les communistes, les fonds occidentaux financent massivement « le projet de division du pays », tandis que les forces nationalistes ukrainiennes tentent de faire peur aux Ukrainiens avec l'ombre du « grand frère » (la Russie) (Melnikov, 2004a). Pour les communistes, les choses sont

claires : le « perfide effondrement de l'Union soviétique » soulève une fois de plus la nécessité de lutter par tous les moyens pour le rétablissement de « l'unité des peuples ». Au fond, les communistes sont convaincus que l'arrivée au pouvoir des « protégés des Occidentaux » en Ukraine repoussera les perspectives de réunification des peuples russe et ukrainien (Ziouganov, 2004c). Les élections ukrainiennes constituent aussi le moment de faire un choix : ou bien de « coucher » sous l'Amérique, de devenir l'une des bases de l'OTAN, ou bien de rétablir « une justice historique », de s'unir (Ziouganov, 2004c). Depuis un bon moment, les communistes militaient pour le rétablissement de « l'Union » (semblable à l'URSS) de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus (incluant aussi le Kazakhstan). L'importance de la réalisation d'une telle union est justifiée par la nécessité de « survivre et de prendre sa place dans le monde contemporain », dans la « collision géopolitique » où se décide non seulement le sort du peuple ukrainien, mais où se décide aussi l'avenir de la Russie, du Belarus et de leur l'union (Ziouganov, 2004d).

Au fond, peu importe les motifs mis de l'avant par les manifestants (la fraude électorale, la corruption, le désir de changements, etc.), pour les communistes, tout ce qui se déroule en Ukraine s'explique par le fait que les Américains sont déterminés à voir « leur candidat » (Iouchtchenko) remporter les présidentielles d'Ukraine. Les manifestants ont été largement associés à la « foule agressive » agissant contre la volonté de la majorité de la population, alors que l'Ukraine était comparée au « Cheval de Troie », la dernière avant-garde de la Russie pour contrer la réalisation des intérêts des Américains et de l'OTAN en Europe (suivant le scénario conçu par des experts comme le politicologue américain Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis lorsque Jimmy Carter en était le Président) (Ziouganov, 2004d).

Quant à l'Ukraine, même si cette dernière occupe dans le narratif géopolitique du KPRF la place d'une civilisation unique ensemble avec la Russie, les communistes soulignent qu'après la « destruction » de l'URSS, l'existence de l'Ukraine dans son ancienne forme devient problématique. Comme les communistes l'expliquèrent à maintes reprises, « l'Ukraine unie », ou l'Ukraine moderne a été établie par le régime soviétique, et c'est seulement dans le cadre de l'URSS qu'elle est devenue le sujet du droit international (Ziouganov, 2004d).

La logique sous-jacente dégagée dans le narratif du KPRF suggère que l'arrivée au pouvoir d'un président proaméricain comme Iouchtchenko pourrait mettre en danger l'unité de l'Ukraine,

provoquant la division du pays. Cette logique s'explique par le fait que le leader « proaméricain » Iouchtchenko ne représente pas les intérêts de tout le pays, et défend seulement les intérêts d'une petite partie de la population. Les communistes ont également mis en garde la population ukrainienne contre une éventuelle dégradation de leur économie en cas de victoire de Iouchtchenko.

Par exemple, lors de la campagne électorale, Ivan Melnikov a clairement souligné que l'arrivée au pouvoir de Iouchtchenko pourrait endommager les intérêts de l'Ukraine et de la Russie, et ce, parce qu'Iouchtchenko ne tient compte ni des intérêts économiques ni du terrain politique (Melnikov, 2004c).

Pour les communistes, derrière tout ce qui se déroule en Ukraine, se terrent les États-Unis (mais aussi la Pologne qui occupe une place éminemment négative dans le narratif du KPRF). En effet, les États-Unis ont investi d'énormes sommes d'argent pour soutenir Iouchtchenko que ceux-ci ont désigné comme étant le meilleur candidat pour la réalisation de leurs objectifs (Ziouganov, 2004d).

Selon les communistes, les principales raisons expliquant la situation en Ukraine se résument dans lignes suivantes. Dans un premier temps, les mêmes forces qui avaient « démoli » l'Union soviétique par les mêmes techniques (utilisées à Prague, à Belgrade et à Tbilissi) continuent d'attaquer la Russie et de s'approprier de l'espace postsoviétique, et ce, afin d'empêcher la réalisation de l'union de peuples slaves (les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses). Toutes les manœuvres de désintégration de l'ancien espace soviétique avaient comme objectif, pour les États-Unis, d'établir dans cette région leurs « installations militaires, leurs agences de renseignement et leurs multinationales » (Ziouganov, 2004d).

On reproche également aux Américains de vouloir attacher l'Ukraine au « principal bastion de l'OTAN en Europe de l'Est » (à la Pologne) et de la considérer comme leur « principal complice » et leur pourvoyeuse de main-d'œuvre pour la guerre américaine menée en Irak. Pour les communistes, le refus de l'Allemagne et de la France de participer à cette « guerre américaine » contre l'Irak a poussé les États-Unis à créer un contrepoids contre la « vieille Europe » en créant de nouveaux satellites en Europe de l'Est, avec la Pologne en tête (Ziouganov, 2004d).

Cette vision du complot occidental contre la Russie figure dans tous les discours majeurs du KPRF liés aux affaires internationales. Pour les communistes (notamment pour Ziouganov et Sloutski), les travaux de Brzezinski demeurent une référence parfaite à pointer et révélant au grand jour les véritables intentions des Américains à l'égard de la Russie et de toute la région eurasiennne. Il faut également noter que plusieurs politiciens (non seulement des communistes et des politiciens du LDPR, mais aussi des politiciens appartenant à d'autres partis politiques, sans parler de plusieurs intellectuels et commentateurs de la radio et de la télévision russes) ont largement été « influencés » par les travaux de Brzezinski, évoquant ses travaux comme étant le reflet évident des véritables objectifs de la politique étrangère américaine.

En ce qui concerne la solution du problème, les communistes sont conscients qu'à court terme, la Russie ne peut pas « regarder tranquillement » les événements qui se déroulent en Ukraine. Il est donc important que le gouvernement russe prenne les mesures requises pour veiller à ce que les canaux de télévision de l'État « couvrent objectivement la situation en Ukraine ».<sup>142</sup> De plus, Ziouganov est persuadé que les États membres de la Communauté économique eurasiennne « sont obligés » d'utiliser toute leur influence pour prévenir la tenue d'événements tragiques en Ukraine, pour que le processus politique se développe en accord avec la Constitution et non selon le scénario des marionnettistes étrangers (Ziouganov, 2004d).

Quant aux intérêts russes à plus long terme, la création de l'union des trois États slaves occupe la première place parmi les principales priorités nationales (Ziouganov, 2004c). Dans un second temps, selon les communistes, il faut s'opposer à l'expansion de l'influence américaine dans l'ancien espace soviétique ; et d'ailleurs, la première priorité est vue comme un moyen d'accomplir la seconde. Ce point conduit également à assister à la principale critique des communistes à l'égard du Kremlin. Comme on l'a vu dans le cas géorgien, les communistes critiquent le pouvoir principalement pour ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour défendre les intérêts nationaux russes (Ziouganov, 2004d). Extrêmement critique à l'égard de la position de la Russie sur la scène internationale, selon le KPRF, la Russie contemporaine (en raison des politiciens incapables de défendre les principaux intérêts nationaux) devint une « semi-colonie » et un « wagonnet de

---

population non seulement ce qui se passe « en réalité », mais aussi les avantages de l'arrivée au pouvoir de

matières premières » pour servir les États occidentaux. En ce qui concerne la critique de la façon par laquelle le Kremlin a géré la crise ukrainienne, le narratif du KPRF évoque plus particulièrement l'échec des politiciens et des « technologues politiques » russes, ainsi que la faiblesse de la politique russe dans son ensemble pour régler la crise ukrainienne (Ziouganov, 2004f).

**Tableau 3.1** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du KPRF</b>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		<b>Le Kremlin ne défend pas les intérêts nationaux de la Russie.</b> Le résultat de l'élection ukrainienne est l'échec des politiciens russes; la faiblesse de la politique russe.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le moment de rétablir « une justice historique »; se décide le choix du destin de l'État ukrainien pour de nombreuses années à venir; les fonds occidentaux financent « le projet de la division du pays ». <b>Menace</b> : la division de l'Ukraine en deux; éventuelle dégradation de l'économie ukrainienne en cas de victoire de Iouchtchenko; la réalisation des projets et des intérêts des Américains et de l'OTAN en Europe. <b>Autre</b> : le cheval de Troie; l'Ukraine avec la Russie fait partie de la civilisation commune; l'Ukraine moderne existe grâce à l'URSS. Le peuple ukrainien - le peuple frère.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>L'Occident/États-Unis et leurs marionnettes</b> (Iouchtchenko et son entourage immédiat) tentent de réaliser le même scénario en Ukraine qui avait été réalisé à Prague, à Belgrade et à Tbilissi. Leur objectif est de prévenir la réalisation de l'union de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus; affaiblir la Russie; l'Occident tente de dominer le reste du monde.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Le moment de rétablir « une justice historique »; fonder l'union de trois États slaves (la Russie, l'Ukraine, le Belarus) et du Kazakhstan; s'opposer à l'expansion américaine dans l'ancien espace soviétique. Veiller à ce que les canaux de télévision russe couvrent objectivement la situation en Ukraine; prévenir les événements tragiques en Ukraine.
Justifications		S'unir pour survivre et pour prendre sa place dans le monde contemporain; cette élection en Ukraine est le choix du destin de l'État ukrainien pour de nombreuses années à venir.
Image de soi (Russie)		La Russie est une civilisation unique, ayant sa morphologie et sa façon de vivre; guider tous les peuples vivant en Eurasie de s'opposer à l'hégémonie américaine et au nouvel ordre mondial.

Au fond, comme on l'a vu précédemment, la présentation de la crise ukrainienne par les communistes reflète largement leur compréhension et leur vision du monde. C'est au travers d'un tel prisme que les communistes, et surtout leur leader Ziouganov, utilisent les arguments géopolitiques, à la fois généraux, mais aussi abstraits, pour expliquer la situation en Ukraine. Une fois de plus (comme ce fut le cas lors de la crise géorgienne), tout ce qui se déroulait en Ukraine a été expliqué par les actions et les intérêts des États-Unis et leurs objectifs « impérialistes » de

dominer le reste du monde. Toute autre option alternative a été éliminée de la description de la situation.

En somme, comme Mäkinen l'a noté, pour les communistes, le modèle à suivre est celui de la restauration d'une union eurasienne ou, au moins, d'une union des États slaves. Les frontières de la Russie sont justifiées avant tout par son histoire et par la volonté de différents peuples de vivre ensemble avec la Russie. Quant aux amis de la Russie, de manière simple et claire, ce sont ceux qui luttent contre le régime oligarchique mondial, contre le nouvel ordre mondial et la globalisation à l'américaine (à l'intérieur de la Russie, ce sont les forces patriotiques, avec le KPRF en tête). La Russie est présentée comme une civilisation unique, présentant une morphologie et une façon de vivre qui lui sont propres. Ce qui est particulièrement souligné dans le narratif du KPRF (ce qui est aussi vrai dans le cas du narratif du parti LDPR), c'est l'importance de construire un État fort dont l'exigence de solidité est justifiée par la géographie (son immensité) et la nature hétérogène de sa population (les Russes). Pour Ziouganov, l'avenir de la Russie devrait être construit sur la base de l'eurasisme. Par conséquent, une telle projection des choses donne une mission, un devoir, à la Russie : guider tous les peuples vivant sur le continent eurasien dans une volonté commune de s'opposer à l'hégémonie américaine et au nouvel ordre mondial (Mäkinen, 2008 : 232-233).

*The Eurasian continent again calls to unity. The ideology of the Russian Renaissance fits into the philosophy of great Eurasianism (Ziouganov cité dans Mäkinen, 2008: 232).*

### 3.1.3 Le narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Au centre du narratif géopolitique du LDPR, on retrouve la maxime selon laquelle la question est de décider si l'Ukraine doit être ou ne pas être avec la Russie. En mars 2002, lors des élections législatives tenues en Ukraine, deux ans avant l'élection présidentielle de 2004, Vladimir Jirinovski écrit un article dans *Nezavisimaja Gazeta* où il a clairement exposé son opinion concernant l'avenir de l'Ukraine. Jirinovski avance que les Américains ont investi d'importantes sommes d'argent pour soutenir Iouchtchenko. Selon Jirinovski, les Américains seraient on ne peut plus intéressés à doter le Parlement ukrainien d'un fort lobby pro-occidental. Il écrit :

[...] le jeu dans lequel l'Ukraine est impliquée aujourd'hui – c'est une lutte pour l'acquisition du potentiel naturel et économique de la Russie, de la région de la mer Caspienne, du Moyen-Orient. Les Américains et les Européens occidentaux se rendent compte que les élections de 2002 et de 2004 vont dépendre de la façon par laquelle l'Ukraine va se comporter au cours des deux prochains termes présidentiels (Jirinovski, 2002b).

Selon le leader du LDPR, en décembre 1999, le vice-président américain Al Gore a avancé au Président Koutchma le nom de Iouchtchenko comme éventuel premier Ministre, et ce, en échange de prêts financiers, lesquels ne se sont jamais concrétisés. Ainsi, dès le début, Viktor Iouchtchenko avait été présenté comme quelqu'un qui en soit « ne représente rien », mais qui est la « matière première pour le grand projet politique américaine » (Jirinovski, 2002b).

Le narratif géopolitique du LDPR présente la situation qui entoure l'élection présidentielle ukrainienne de 2004 avant tout comme une « confrontation entre la Russie et l'Occident » (Jirinovski, 2004m). Selon ce narratif, tout ce qui se déroule à Kiev serait orchestré par différents services de renseignement occidentaux et qu'énormément d'argent serait investi pour organiser toutes sortes de rassemblements et de manifestations (Ostrovski, dans Ilyukhin, 2004). En somme, les Américains, comme auparavant en Yougoslavie et en Géorgie, ont incité certaines forces politiques intérieures de l'Ukraine à provoquer troubles et violence à Kiev (Jirinovski, 2004q). Quant aux plusieurs dizaines de milliers de protestataires dénonçant la falsification des résultats de l'élection, pour le leader du LDPR, ces protestataires sont avant tout des « gens trompés par l'Occident » (Jirinovski, 2004s).

L'Ukraine, en général, est présentée dans ce narratif comme étant un pays « bon voisin », ayant fait État commun avec la Russie durant 300 ans, et le peuple ukrainien comme étant un peuple fraternel, de même culture et de même civilisation (Jirinovski, 2004o ; 2004l). Toutefois, contrairement au narratif du KPRF où l'image de l'Ukraine demeure plutôt intacte, il arrive parfois au leader du LDPR de dévier de cette présentation de l'Ukraine comme étant un bon voisin en usant de déclarations assez déplacées, voire insultantes. Par exemple, le 23 janvier 2005, en organisant une activité de protestation devant l'ambassade d'Ukraine à Moscou, et « célébrant » ainsi l'investiture de Iouchtchenko qui s'est tenue le même jour, Jirinovski lance des slogans comme « Kiev, la ville russe ; Dniepr, la fleuve russe », « Il n'y a pas d'Ukraine », « C'est à Kiev ainsi qu'à Minsk que doit siéger le gouverneur russe » (Jirinovski, 2005b).



À quelques reprises, Jirinovski a aussi remis en cause l'existence de la langue ukrainienne (Jirinovski, 2005e). En effet, Jirinovski suggérait que si l'Ukraine voulait être un « État indépendant à long terme », elle devrait retourner les territoires des autres, territoires qu'elle avait obtenus grâce à l'Empire russe (c'est-à-dire elle doit retourner la Crimée aux Turcs ou aux Criméens, Tchernivtsi à la Roumanie, ses territoires occidentaux à la Pologne, et la Transcarpatie à la Hongrie) (Jirinovski, 2004c).

Pour le LDPR, la principale menace comme telle n'est pas la division de l'Ukraine, mais le fait que les Américains, conjointement avec leurs partenaires européens, visent à réaliser le scénario géorgien (la *Révolution de couleur*) en Ukraine, puis en Moldavie, en Belarus, et enfin en Russie (Jirinovski, 2004d ; Jirinovski, 2004s). Ainsi, dans ce scénario, l'Ukraine ne serait seulement qu'un autre « domino » qui, comme la Géorgie et l'ex-Yougoslavie, finira elle aussi par tomber.

[...] Il faut comprendre que pour nous, l'ennemi, c'est l'Occident, les États-Unis. Ils flirtent avec nous, ils ont aussi flirté avec les tsars russes, avec le PCUS, avec Brejnev, Gorbatchev, Eltsine, et maintenant – avec Poutine. L'Ukraine nous a aidé à comprendre la nature de l'Occident. L'Occident ne veut pas de forces prorusses dans aucune des anciennes républiques soviétiques (Jirinovski, 2004s).

Victor Iouchtchenko, la principale figure de la *Révolution orange*, outre « qu'il ne représente rien en soi », est également présenté comme « Saakachvili pour l'Ukraine » (Jirinovski, 2004h). Jirinovski précise que ni l'un ni l'autre n'est un candidat parfait, mais qu'Ianoukovytch est plus proche de la Russie qu'Iouchtchenko, celui-ci étant définitivement perçu comme étant un candidat pro-occidental et antirusse (Jirinovski, 2004h ; 2004s). De ce fait, soutenir Ianoukovytch et influencer la campagne électorale en Ukraine est la priorité pour le LDPR (Jirinovski, 2004i).

Bien sûr, je souhaite la victoire à Ianoukovytch, parce que je m'oppose aux candidats pro-occidentaux, parce que pour l'Occident, il est rentable d'avoir les kholopes<sup>143</sup>, les domestiques, il [l'Occident] bénéficie de ceux qui lui donnent leurs territoires pour la commercialisation de produits sans valeur, pour les industries dangereuses et pour envoyer dans ces pays le superflu de sa main-d'œuvre (Jirinovski, 2004l).

Ainsi, pour le LDPR, il est tout à fait naturel que l'influence soit forte pour soutenir Ianoukovytch, dans le but de soutenir l'arrivée au pouvoir du candidat qui satisfait à la majorité de la population,

<sup>143</sup> Dans la Russie du Xe au XVIIIe siècles, ce terme se référait à différentes catégories des personnes dépendantes de leur maîtres et dont le statut social et juridique était très proche de celui des esclaves.

au détriment du candidat pro-occidental qui veut intégrer l'Ukraine à l'OTAN, et qui représente seulement les intérêts de l'Ukraine occidentale (Jirinovski, 2004o).

**Tableau 3.2** Narratif géopolitique de LDPR à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Grammaire de géopolitiques		Narratif du LDPR
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Neutre.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	La confrontation entre la Russie et l'Occident; un grand projet politique américain se réalise en Ukraine; la question est de décider si l'Ukraine doit être avec la Russie ou non. <b>Menace</b> : le même scénario (la Révolution des roses) se réalise en Ukraine, puis en Moldavie, au Belarus et enfin en Russie. <b>Autre</b> : l'Ukraine avait obtenu ses territoires grâce à l'empire russe et si elle veut être indépendante, elle doit retourner les territoires des autres; le peuple ukrainien est le peuple fraternel, de même culture et de même civilisation que le peuple russe.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Occident (notamment les États-Unis)</b> : est l'ennemi de la Russie, il veut réaliser le même scénario en Ukraine qu'il a déjà réalisé en Géorgie; l'Occident ne veut pas que les forces pro-russes soient présentes dans les anciennes républiques soviétiques; les États-Unis luttent pour l'acquisition du potentiel naturel et économique de la Russie, de la région de la mer Caspienne, du Moyen-Orient. <b>Iouchtchenko</b> veut intégrer l'Ukraine à l'OTAN; il représente seulement les intérêts de l'Ukraine occidentale. <b>Ianoukovytch</b> est un candidat pro-russe, qui représente les intérêts de la majorité de la population de l'Ukraine.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	En cas de la victoire de Iouchtchenko, il faut suspendre le transit des ressources énergétiques via l'Ukraine, ainsi que d'arrêter la libre entrée des Ukrainiens en Russie; donner à Ianoukovytch l'aide similaire à celle donnée à l'Abkhazie; continuer de soutenir l'arrivée au pouvoir des cercles politiques pro-russes en Ukraine et de ce fait retourner « les anciennes terres russes à la Russie »; diviser l'Ukraine en deux parties.
Justifications		Depuis des décennies les parties orientale et occidentale de l'Ukraine se sont toujours opposé historiquement les unes aux autres. Il serait donc tout à fait approprié et justifié (du point de vue moral et historique) de diviser le pays en deux États.
Image de soi (Russie)		La Russie est un empire; un État fort et centralisé.

En ce qui concerne les solutions envisagées, trois jours avant le premier tour de l'élection, Jirinovski suggérait qu'en cas de victoire de Iouchtchenko, il fallait suspendre le transit des ressources énergétiques russes via l'Ukraine, mettre fin à l'entrée libre des Ukrainiens en Russie, de renvoyer chez eux les Ukrainiens vivant en Russie, etc., et qu'en plus, Ianoukovytch pourrait recevoir une aide de la Russie (une aide similaire à celle que reçoit l'Abkhazie) (Jirinovski, 2004o; 2004s; 2004t).

Jirinovski s'est également prononcé pour la division de l'Ukraine en deux États. Selon lui, depuis des décennies les parties orientale et occidentale de l'Ukraine se sont toujours historiquement opposées l'une à l'autre. Il serait donc tout à fait approprié et justifié (sur les plans moral et historique) de diviser le pays en deux États. Ainsi, Victor Iouchtchenko deviendrait le Président de l'Ukraine occidentale, là où Iouchtchenko a reçu une majorité de voix, tandis que Viktor Ianoukovytch dirigerait la partie orientale de l'Ukraine. En outre, selon Jirinovski, avec le temps, l'Ukraine orientale, avec le Donbass, la Crimée et d'autres territoires russophones, pourrait intégrer la Russie (Jirinovski, 2004r; 2004s).

Finalement, le LDPR avance qu'il n'est pas nécessaire de faire la guerre avec personne et qu'il faut tout faire en usant de mesures économiques. On suggérerait donc de continuer de soutenir l'arrivée au pouvoir des cercles politiques prorusses en Ukraine, tout comme en Abkhazie, et ainsi de retourner « les anciennes terres russes à la Russie » (Jirinovski, 2005a).

### 3.1.4 Le narratif de *Rodina* à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Le narratif de *Rodina* diffère des narratifs du KPRF et du LDPR sur plusieurs points. Pour les représentants de ce narratif, ce qui se déroule en Ukraine est une expression de mécontentement de la population à l'égard de la falsification des élections, une protestation contre les oligarques et le pouvoir (Rogozine et Kapchuk; 2004). De ce fait, la situation n'est pas tant présentée comme une manifestation de soutien à Viktor Iouchtchenko, mais comme une manifestation contre l'injustice, un vif désir que soient apportés de véritables changements politiques et économiques et un penchant favorable pour l'intégration européenne. Le narratif de *Rodina* soutient que la majorité des Ukrainiens se sentaient insultés par l'attitude de la Russie étant donné que certains politiciens et politologues russes tentaient « clairement et brutalement » d'influencer le vote lors de l'élection présidentielle afin de soutenir « leur candidat » : Ianoukovytch (Rogozine, 2004c; Delyagin, dans Delyagin et Mitrokhin, 2004). En effet, *Rodina* soutenait que nonobstant le fait qu'Ianoukovytch n'était pas un candidat idéal, le Président russe souhaitait quand même sa victoire, celui-ci étant persuadé que la victoire de Ianoukovytch serait plus avantageuse pour la

Russie (étant donné les intérêts russes) que celle de son adversaire politique Iouchtchenko (définitivement vu comme une marionnette des Américains). En même temps, l'on soutenait que le Kremlin était persuadé que l'élection présidentielle était destinée à séparer définitivement l'Ukraine de la Russie (Rogozin et Ivanenko, 2004).

Dmitri Rogozine, l'un des principaux leaders de Rodina, soutient que l'Ukraine est devant un réel danger de fédéralisation, voire d'effondrement, ce qui serait également nuisible pour les relations russo-ukrainiennes (Rogozine, 2004c). Pour Rogozine, l'Ukraine entière devrait faire partie d'un espace politique et économique commun avec la Russie, alors qu'en cas de fédéralisation de l'Ukraine, cela ne serait plus possible. En effet, comme le narratif du KPRF, le narratif de Rodina est également en faveur de la « réunification » de l'Ukraine avec la Russie. Toutefois, contrairement au KPRF (qui ne proposait rien de concret), Rodina suggérait d'agir habilement et proposait une approche basée principalement sur l'approfondissement des relations interétatiques avec l'Ukraine et sur l'influence à travers le *business* russe.

C'est dans un tel contexte que les représentants de Rodina suggéraient de ne pas profiter de la faiblesse de l'Ukraine qui, d'après eux, était au bord d'un éclatement en deux parties. C'est dans ce contexte que fut soulignée l'ingérence des politiciens russes dans la campagne électorale en Ukraine, une ingérence qui ne pouvait qu'empirer la situation. On insistait sur le fait que tous les événements ayant cours en Ukraine, y compris sa réunification éventuelle avec la Russie, devaient suivre leur « cours naturel », c'est-à-dire librement et sans ingérence extérieure (Rogozine, 2004b).

Enfin, Rodina évoquait aussi le danger de renforcement du sentiment antirusse et du nationalisme en Ukraine comme étant une menace pour l'approfondissement des relations russo-ukrainiennes (Rogozine, dans Rogozine et Iavlinski, 2004). De ce fait, les représentants du narratif de Rodina critiquaient avant tout les politiciens russes qui sous l'influence de leurs stratèges et politologues se sont directement ingérés dans la campagne électorale ukrainienne, et ce, toujours selon lesdits politiciens russes, parce que la Russie, contrairement à l'Occident, n'a toujours pas appris à « influencer correctement » les processus politiques se déroulant dans l'espace de la CÉI (Rogozin et Ivanenko, 2004).

Nous avons déjà envoyé là-bas [en Ukraine] toute une armée de politologues-fainéants, et maintenant, on ne sait pas comment sortir notre Président de cette « situation ». Il semble que l'Ukraine se dirige

vers la création d'autonomies orientale et méridionale, c'est-à-dire elle se dirige vers la fédéralisation. Et il est peu probable que la Russie pourra influencer ce processus. Notre tâche est de jeter les bases de la réunification de l'Ukraine avec la Russie (Rogozine, 2004d).

**Tableau 3.3** Narratif géopolitique de *Rodina* à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Grammaire de géopolitiques		Narratif de Rodina
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Incompétence du Kremlin d'influencer à sa faveur les événements survenus dans l'ancien espace soviétique; l'interférence brutale du Kremlin dans la campagne électorale en Ukraine.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Ukrainiens ont voté pour un changement de camp politique et économique et pour l'intégration européenne; la Russie clairement et brutalement a tenté d'interférer dans la campagne électorale en Ukraine et d'influencer l'élection présidentielle à l'avantage de Ianoukovytch. <b>Menaces</b> : la fédéralisation et même l'effondrement de l'Ukraine comme État unitaire; très grave confrontation interne en Ukraine, qui peut dégénérer dans une guerre civile; l'augmentation du nationalisme et du sentiment antirusse en Ukraine. <b>Autre</b> : un vaste État européen qui est lié à la Russie avec des liens historiques et paternels.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Kremlin</b> voit Iouchtchenko comme une marionnette des Américains et cette élection présidentielle est vue comme destinée de séparer définitivement l'Ukraine de la Russie. <b>Ianoukovytch et Iouchtchenko</b> – aucun de ces deux candidats est un candidat idéal, ils représentent différents groupes d'oligarques ukrainiens. <b>Occident</b> (les États-Unis et l'UE), comme le Kremlin, a également misé sur la victoire de l'un des deux candidats, Iouchtchenko; Iouchtchenko est vu comme une chance pour assurer l'adhésion de l'Ukraine aux institutions occidentales.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Préserver de bonnes relations avec l'Ukraine; ne pas intervenir dans l'élection présidentielle en Ukraine; fonder les bases pour la réunification de l'Ukraine avec la Russie; expliquer au nouveau président élu qu'il doit prendre en considération les intérêts de la Russie.
Justifications		Intervention directe des politiciens russes ne peut qu'empirer la situation; tous les processus en Ukraine, y compris sa réunification éventuelle avec la Russie, devraient suivre son cours naturel, soit la Russie doit agir habilement, renforçant son influence à travers le business russe.
Image de soi (Russie)		La Russie est un pays immense, fort, puissant, et potentiellement un pays riche, qui peut se permettre de ne pas s'inquiéter réellement des résultats de l'élection de l'Ukraine.

En ce qui concerne l'Ukraine, elle est présentée comme étant un vaste État européen lié à la Russie par des liens historiques et paternels, au point que 40 % des familles en Russie ont des parents en Ukraine (Rogozine, 2004b). Quant aux deux candidats à l'élection présidentielle, selon les représentants de Rodina, comme déjà dit, aucun ne serait un candidat idéal. Ianoukovytch est représenté comme étant le représentant du clan de Donetsk impliqué dans plusieurs affaires suspectes, et qui est en réalité plus pro-Donetsk que pro-ukrainien, ou même Est-Ukrainien,

contrairement à l'opinion largement répandue dans la classe politique russe. Toutefois, comme Rodina le souligne, malgré le fait qu'Ianoukovytch n'est pas un candidat idéal, la classe dirigeante russe considère qu'elle n'a pas d'autre alternative. Quant à Iouchtchenko, Rodina soutient que dans son entourage, il y a aussi des personnes soupçonneuses (comme Ioulia Timochenko) faisant partie des groupes oligarchiques ukrainiens (Rogozin et Ivanenko, 2004).

Enfin, d'après Rodina, l'Occident (le troisième protagoniste), comme le Kremlin, voit en général les choses à travers certains stéréotypes. Ainsi, l'Occident, comme le Kremlin, a aussi misé sur la victoire de l'un des deux candidats : Iouchtchenko. De ce fait, même si Ianoukovytch avait honnêtement remporté l'élection, l'Occident ne reconnaîtrait pas sa victoire, car il voit l'élection de Iouchtchenko comme devant garantir l'adhésion de l'Ukraine aux institutions occidentales (Rogozin et Ivanenko, 2004).

Les représentants du narratif de Rodina soulignent qu'ils ne sont pas indifférents à celui qui sera élu à la présidence de l'Ukraine ; cependant, ce qui leur importe le plus, c'est que la Russie conserve de bonnes relations avec l'Ukraine au lieu de provoquer la montée du sentiment antirusse chez les Ukrainiens. C'est la raison pour laquelle, d'après Rodina, il ne fallait pas intervenir dans l'élection, et que peu importe qui la remportera, il est plus important que l'opinion publique en Ukraine soit tournée vers la Russie. D'après le narratif de Rodina, la Russie, présentée comme un pays immense, fort et puissant, et potentiellement un pays riche, peut se permettre de ne pas s'inquiéter réellement des résultats de l'élection. Pour le Kremlin, ce qui doit donc être essentiel, c'est de faire en sorte que le candidat élu au poste de président prenne en considération les intérêts de la Russie (Rogozine, dans Rogozine et Iavlinski, 2004). De plus, toujours selon le narratif de Rodina, il est nécessaire d'expliquer au nouveau président qu'il est obligé de tenir les promesses données par Victor Ianoukovytch, c'est-à-dire de conserver le russe comme deuxième langue officielle et de permettre aux Ukrainiens d'avoir la double nationalité (Rogozine, 2004b).

### 3.1.5 Le narratif géopolitique du Kremlin et de son parti à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Nous pouvons distinguer trois phases de développement dans le narratif officiel : la période avant le premier tour de l'élection (la phase la plus modeste), la période entre le premier et le deuxième tour de l'élection (la phase active), puis la période après le deuxième tour de l'élection jusqu'à la publication officielle des résultats de l'élection (une phase hyperactive accompagnée d'une certaine hystérie et l'acceptation des résultats comme étant un fait déjà accompli).

La première phase s'est principalement caractérisée par les démarches assez discrètes et les tentatives plutôt indirectes d'influencer la campagne électorale. Il est intéressant de remarquer que durant cette phase (et les autres qui s'ensuivent), les politiciens russes de toutes les factions politiques siégeant à la Douma (à l'exception de Rodina) y ont participé après s'être rendus en Ukraine sous différents prétextes pour soutenir la candidature de Ianoukovytch. En fait, certains politiciens russes ne cachaient même pas leur désir d'intervenir directement dans la campagne électorale. Cela prouve également le haut degré d'importance accordée à l'élection présidentielle en Ukraine par la majorité de la classe politique russe.

Au début, la situation a été présentée plutôt comme une crise politique. Toutefois, après le deuxième tour (surtout lorsqu'Iouchtchenko a prêté serment, profitant du boycottage du parti de Ianoukovytch à la Rada), les autorités russes commencèrent à présenter la situation en Ukraine comme une situation d'urgence, porteuse d'un danger de scission du pays, et dans laquelle une partie de la société ukrainienne montre un penchant pour des actions violentes spécifiques pour résoudre des problèmes d'importance nationale (Loujkov, 2004a).

On présentait les événements entourant l'élection présidentielle comme étant à la fois la tentative des forces radicales de provoquer des troubles dans le pays, la pression par la force de l'opposition sur le gouvernement ainsi que la fraude derrière lesquelles se trouvaient des acteurs externes. Cela expliquait aussi le déclenchement de manifestations massives qui ont duré plusieurs jours, et l'on se mit à évoquer la mise en marche d'un « scénario idéal » pour voir s'effondrer un État indépendant (Gryzlov, 2004d ; 2004f ; Loujkov, 2004c ; Sliska, 2004c).

Poutine lui-même a assimilé la situation à la scission de l'Ukraine (Poutine, 2004e). Dans le narratif officiel, cette métaphore (la « scission de l'Ukraine ») est apparue peu de temps après le

début de la crise, notamment lorsqu'il est devenu clair qu'Ianoukovytch avait peu de chances de gagner sa cause. En somme, les termes ou expressions « crise politique », « scission du pays », « interférence étrangère » et « fraude », etc. ont été régulièrement employées pour décrire ou se référer aux événements qui se déroulaient en Ukraine.

Il est intéressant de noter que le terme « fraude » était exclusivement employé pour décrire les actions de l'opposition de Iouchtchenko et de ses partisans, notamment en référence au serment prêté par ce dernier. À part le fait que l'opposition ukrainienne est associée aux forces radicales qui tentent de déstabiliser le pays dans le but de remporter l'élection, le candidat Iouchtchenko (l'un des principaux protagonistes du narratif officiel) est présenté comme un imposteur et est comparé à Grégorii Otrepiev et Emelian Pougatchev, deux personnages historiques connus du public russe comme étant des imposteurs et des rebelles ayant provoqué des troubles publics (Sliska, 2004a).<sup>144</sup>

L'Occident (le second principal protagoniste, avec en tête les États-Unis et l'Union européenne) a été accusé de soutenir les forces extrémistes (l'opposition) en Ukraine et de ce fait, d'aggraver davantage la situation déjà tendue. À maintes reprises, les représentants du narratif officiel ont fermement mis en garde les États occidentaux contre l'ingérence étrangère dans la campagne électorale en Ukraine en les accusant d'essayer d'imposer à l'Ukraine leur définition de la démocratie (Poutine, 2004f). En effet, « l'ingérence » des « forces externes » était un autre élément qui prédominait le narratif officiel (Loujkov, 2004c).

Les tentatives de présenter la situation en Ukraine comme une solution au problème de savoir avec qui doit demeurer ce pays [l'Ukraine] : avec l'Est ou l'Ouest, avec la Russie ou l'Europe, comme certains représentants de l'UE avaient essayé de le faire, mais de façon strictement incitative (Lavrov, 2004).

En somme, l'opposition a été largement associée aux forces radicales et à l'ingérence des services occidentaux de renseignement dans les affaires internes de l'Ukraine. En même temps, la situation a été décrite comme alarmante et porteuse d'éventuels désordres massifs dans le pays (Gryzlov,

---

<sup>144</sup> Emelian Pougatchev (1742-1775) s'est proclamé « empereur Pierre III » et entame une insurrection. Grégorii Otrepiev (1582-1606, connu aussi comme le « Faux Dimitri »), qui prétendait être le *tsarévitch* Dimitri (le dernier fils et héritier d'Ivan IV le Terrible) monte sur le trône de Russie sous le nom de Dimitri I durant le « Temps des troubles ».



2004d). On soulignait aussi la « violation de toutes les normes et les règles possibles du jeu politique législatif » (Sliska, 2004a).

C'est ainsi que madame Lioubov Sliska, première vice-présidente de la Douma, en réponse à la décision de l'UE d'envoyer ses représentants en Ukraine, l'a qualifié « d'occupation de l'Ukraine » par l'UE en lui demandant d'arrêter les provocations contre l'Ukraine et en rappelant que cette dernière « a sa propre Constitution, ses lois et son système judiciaire » (Sliska, 2004b).

Selon les autorités russes, Ianoukovytch a remporté légitimement l'élection, et les résultats sont finaux, tandis que les accusations des observateurs extérieurs concernant les infractions graves ne sont qu'exagérations (Gryzlov, 2004d).

De ce fait, on évoquait deux niveaux de menaces : premièrement des menaces au niveau local (la menace provenant des forces radicales et la menace de scission du pays), deuxièmement des menaces à un niveau global (la tentative de créer un système de révolutions permanentes dans l'ancien espace soviétique et partout dans le monde, ainsi que l'emploi de doubles standards par les États occidentaux) (Poutine, 2004f).

Je ne considère pas que tout État devrait reconnaître ou de ne pas reconnaître les élections en Ukraine. Ceci ne regarde que le peuple ukrainien. Ces élections ne nécessitent aucune reconnaissance de l'extérieur [...]. Nous sommes prêts à travailler avec tout président que le peuple ukrainien va élire [...]. (Poutine, 2004d)

Cela explique également la place accordée à l'Ukraine dans le narratif officiel qui, à part de présenter l'Ukraine comme étant un bon voisin et un pays fraternel, la présente aussi comme étant un « grand pays européen avec un système juridique développé », et à qui, selon les dires de Poutine, « il ne faut pas apprendre [comment vivre], elle peut apprendre aux autres » (Poutine, 2004c). Une telle présentation de l'Ukraine visait principalement à souligner sa maturité et son autosuffisance en tant que « grand État européen démocratique » dont l'intervention de tout autre État dans ses affaires internes est déplacée et va à l'encontre des principes fondamentaux du droit international, notamment contre le principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un État souverain.

En même temps, l'on souligne le caractère fraternel et amical des relations (« relations spéciales ») entre les deux États, un caractère basé sur l'histoire, la foi et la culture communes qui donne une

certaine légitimité morale aux inquiétudes de Moscou, une légitimité permettant à Moscou d'exercer une « certaine influence » sur le sort du vote en Ukraine, un droit moral que les États occidentaux ne possèdent pas, ou du moins au même niveau (Gryzlov, 2004c).

**Tableau 3.4** Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2004-2005)

Grammaire de géopolitiques		Narratif du Kremlin
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	La crise politique; la scission du pays; l'interférence étrangère; la fraude; un «scénario idéal» de l'effondrement d'un État indépendant. <b>Menaces</b> : les forces radicales tentent de provoquer les émeutes de masse en Ukraine; le pays est sur le bord d'une scission; la création du système des révolutions permanentes; l'emploi de doubles standards par les pays occidentaux. <b>Autre</b> : le pays fraternel; un bon voisin; un grand pays européen démocratique avec un système juridique développé.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Opposition ukrainienne</b> en tête avec leur candidat louchtchenko; la force radicale qui tente de déstabiliser le pays dans le but de gagner l'élection; louchtchenko est un imposteur. <b>Occident</b> s'ingère dans les affaires internes de l'Ukraine; l'Occident impose aux autres États sa définition de la démocratie. <b>Président actuel de l'Ukraine (Koutchma)</b> n'a pas pris les mesures nécessaires pour prévenir l'effondrement d'un État indépendant.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Ne pas permettre la scission de l'Ukraine; Il ne faut pas s'ingérer dans les affaires internes de l'Ukraine (en référence de l'Occident). La victoire de Ianoukovytch permettra d'éviter la scission de l'Ukraine.
Justifications		Aucun État n'a pas le droit moral d'intervenir dans les affaires internes d'un autre État souverain.
Image de soi (Russie)		La Russie respecte la souveraineté des autres États (dans ce cas celle de l'Ukraine); la Russie maintient le principe de la non-ingérence dans les affaires internes des autres États.

Cependant, il convient de noter que dans la pratique (et ce, à plusieurs reprises, durant toute la campagne électorale), les autorités russes qui soutenaient fermement le principe de non-ingérence dans les affaires internes de l'Ukraine n'ont pas hésité à y intervenir directement ou indirectement (via les visites officielles ou non officielles en Ukraine, la participation dans les médias ukrainiens soutenant clairement le candidat progouvernemental, etc.). Toutefois, malgré plusieurs évidences, l'ingérence du Kremlin dans les affaires internes de l'Ukraine a été fortement niée, tandis que pour la même raison, le blâme a été porté contre l'UE (Gryzlov, 2004g).

Il convient aussi de souligner qu'à plusieurs reprises, le Kremlin a affirmé que son attention dans la crise ne se portait essentiellement qu'à la préservation de l'unité de l'Ukraine et à la prévention des émeutes de masse (Gryzlov, 2004a). L'image présentée de la Russie était donc celle d'un ardent défenseur du principe de la souveraineté des autres États, tout en réaffirmant son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres États, ce qui d'ailleurs était l'un des principaux éléments du narratif officiel de cette époque, et ce, à l'égard non seulement de l'Ukraine, mais aussi des autres États (Poutine, 2004d).

Enfin, l'on peut également mentionner que certains représentants du narratif officiel ont même accusé le président Kouchma de ne pas avoir pris les « mesures nécessaires » pour empêcher l'effondrement d'un État indépendant (Sliska, 2004c).

### 3.1.6 Bilan de la période (2004-2005)

Comment peut-on expliquer la position du Kremlin, ses réactions et ses évaluations de la situation exprimées dans son narratif ? Quels sont les facteurs-clés expliquant le fait que les autorités russes et Poutine lui-même se sont rendus en Ukraine pour soutenir Ianoukovytch aussi ouvertement que grossièrement (un fait sans précédent dans les relations russo-ukrainiennes, alors qu'en même temps, ces autorités et Poutine militaient pour les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires d'autres États, et par surcroît en avertissant les États occidentaux de ne pas s'ingérer dans les affaires internes de l'Ukraine) ?

Plusieurs facteurs doivent être considérés pour mieux comprendre ce phénomène. Commençons d'abord par le contexte interne. Comme nous l'avons mentionné précédemment, c'est avec la fin du deuxième tour de l'élection que commence la phase la plus active durant laquelle les politiciens russes de tous les courants politiques (à l'exception de Rodina) n'hésitent pas à tenter d'influencer directement ou indirectement le sort de l'élection. La situation en Ukraine a été largement associée au danger de scission du pays, une situation dont seul Ianoukovytch pouvait changer la donne.

Il ne faut pas non plus oublier qu'un an avant la *Révolution orange*, la *Révolution des roses* a eu lieu en Géorgie : une suite d'événements fort déplaisants pour les élites politiques russes qui présentaient souvent ces deux événements comme faisant partie d'un même scénario organisé et soutenu par les États occidentaux (notamment par les États-Unis) dans le but de saper l'influence de la Russie dans la zone de la CÉI, ainsi que de l'encercler par un cordon de régimes pro-occidentaux et antirusses.

À l'époque, la Russie était aussi aux prises avec d'autres problèmes ayant alors cours sur la scène internationale, problèmes qui ont été largement débattus lors de débats publics, entre autres :

- Au niveau de la CÉI, la question géorgienne (la situation avec l'Ossétie du Sud qui était déjà tendue).
- Au niveau plus global, l'élargissement de l'OTAN (2004) et l'intervention des alliés en Afghanistan (depuis 2001).
- L'intervention des États-Unis en Irak (depuis 2003), une intervention qui, à elle seule, suscitait d'intenses débats publics.
- Enfin, au niveau interne, l'attentat terroriste de Beslan (septembre 2004) qui eut un impact assez négatif sur la confiance du public à l'égard des autorités russes.

De ce fait, étant donné le développement des contextes internes et externes, la réaction de la classe politique russe à l'égard des événements qui se déroulaient en Ukraine devient, avec le temps, de plus en plus intense. La classe politique russe commence à intensifier les visites et les contacts avec les politiciens ukrainiens dits « prorusses » dans le but d'influencer le sort du vote à l'avantage de Ianoukovytch. Mais lorsqu'il est devenu clair qu'Ianoukovytch avait peu de chance de remporter l'élection, c'est alors que le thème de la scission de l'Ukraine réapparut, et c'est ainsi qu'on a donc commencé à insister sur le fait que seul Ianoukovytch était capable de préserver l'unité du pays. Un autre exemple s'est illustré le 23 novembre lorsqu'en profitant de l'absence des députés d'autres factions politiques à la Rada (lors de la session parlementaire boycottée par les partisans de Ianoukovytch), Viktor Iouchtchenko prêta serment (présidentiel). Le lendemain, la Douma a adopté à l'unanimité la Déclaration sur la situation en Ukraine, exprimant sa « profonde préoccupation concernant les actions illégales des forces de l'opposition radicale en Ukraine, actions pouvant entraîner des conséquences tragiques pour le peuple fraternel » (Gryzlov, 2004d). Quelques jours plus tard, lors du forum ukrainien de l'élite régionale tenu à

Sievierodonetsk (dans la région ukrainienne de Louhansk), les gouverneurs des régions du sud-est décident de tenir des référendums pour séparer l'est ukrainien du reste de l'Ukraine. C'est ainsi qu'il fut prévu de tenir le 5 décembre un référendum sur l'attribution du statut de république à la région de Donetsk, et le 12 décembre un référendum semblable à Kharkiv (Bogdanov et coll., 2004).

Après la tenue du deuxième tour, plusieurs politiciens russes commencent à soutenir qu'Ianoukovytch a toute la légitimité requise pour contester les résultats de l'élection dans certaines régions étant donné un nombre important de violations et d'irrégularités qui y ont été commises et constatées par les observateurs russes (Sliska, 2004d). Pour sa part, Jirinovski a vivement conseillé à Ianoukovytch de ne pas reconnaître les résultats du vote (Jirinovski, 2004u). De son côté, Ziouganov souligna que les résultats des élections présidentielles tenues en Ukraine avaient démontré la faiblesse de la politique russe (Ziouganov, 2004f).

En même temps, la campagne électorale ukrainienne avait été intensément couverte par la télévision russe – précisons que les principales chaînes de télévision russes étaient captées en Ukraine – en diffusant des éléments de propagande à l'avantage de Ianoukovytch, tentant par-là de convaincre le public de l'importance d'élire ce dernier. Le principal message diffusé par la télévision russe stipulait que Ianoukovytch avait déjà remporté l'élection et que les protestations de l'opposition concernant la fraude électorale ne pouvait pas changer la situation. Simultanément, dans le but de discréditer Iouchtchenko, ce dernier était souvent associé aux nationalistes radicaux, tandis que la situation était présentée comme étant le désir de l'Occident de transmettre à l'Ukraine le « scénario géorgien » (Rostova, 2004).

D'un autre côté, le thème de la scission de l'Ukraine était employé à son maximum, où plusieurs politiciens et observateurs russes (notamment ceux qui étaient proches du Kremlin) discutaient ouvertement d'une éventuelle scission de l'État ukrainien en deux parties (l'une occidentale, l'autre orientale) et n'excluaient pas une détérioration accrue de la situation en Ukraine. Parmi ces politiciens et observateurs russes, certains soulignaient qu'avec la victoire de Ianoukovytch, la scission de l'Ukraine serait évitée, ou encore qu'Ianoukovytch pourrait toujours mettre fin au « putsch châtaigne » s'il avait la volonté politique d'agir sans tenir compte de l'élite politique de

Kiev (Bogdanov et Kuz'min, 2004).<sup>145</sup> En même temps, sur le fond des manifestations de l'opposition, la situation était qualifiée comme étant le début d'une situation d'urgence, soulignant que l'élection présidentielle en Ukraine a mis le pays devant le danger de division.<sup>146</sup>

Le quotidien proKremlin *Rossijskaja Gazeta*<sup>147</sup>, les opinions exprimées évoquaient aussi la controverse entre l'Ouest et l'est de l'Ukraine, ainsi que le danger de scission du pays, comme étant la réalisation des vellétés des États-Unis (via les *Révolutions de couleur*) pour changer un régime politique qui ne les satisfaisait pas, des vellétés que les États-Unis avaient déjà été appliquées avec succès dans différentes « républiques bananières », puis en Europe de l'Est et en Géorgie. De ce fait, le principal message diffusé suggérait que partout dans l'espace postsoviétique, il fallait s'attendre à une répétition du même scénario. En même temps, la scission de l'Ukraine était considérée comme étant quelque chose d'inévitable. C'est dans un tel contexte que l'obtention de l'autonomie pour la Crimée est présentée comme une solution pour sortir de la crise. De ce fait, la possibilité de récupérer les terres russes (détachées de l'Ukraine et devant être intégrées à la Russie) devient aussi une option (Nikonov, 2004 ; Radzihovskij, 2004). Une éventuelle intégration de ces régions en Russie était considérée de manière plutôt positive, expliquant que les riches régions russes peuplées par des millions de personnes retourneraient à la Russie. On ajoutait aussi qu'une telle réintégration pourrait créer un changement dans la conscience de soi morale de la nation russe. Toutefois, l'on soulignait qu'avant de prendre une telle décision (réintégrer ou ne pas réintégrer ces territoires), il fallait repenser la situation, et le cas échéant, trouver la façon de le faire, c'est-à-dire légalement. Enfin, l'on soulignait aussi que malgré le fait que des dizaines de millions de personnes russes voulaient volontairement se joindre à la Russie, « nous le refusons » sous prétexte d'avoir peur de gâcher les relations avec l'OTAN, l'UE et les États-Unis (Radzihovskij, 2004). En outre, on reprochait aux autorités russes de ne pas

<sup>145</sup> Voir aussi : Newsru (22 novembre 2004). Gorsovety L'vova, Ivano-Frankovska i Vinnicy priznali Jušenko prezidentom. Gorsovet Kieva vyrazil nedoverie CIK. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/22nov2004/screenplays.html>>.

<sup>146</sup> Newsru (22 novembre 2004). CIK Ukrainy: Janukovič pobedil. OBSE, PASE, Evrosojuz i SŠA: itogi vyborov fal'sificirovany. En ligne : <[http://www.newsru.com/arch/world/22nov2004/vote2\\_print.html](http://www.newsru.com/arch/world/22nov2004/vote2_print.html)>.

En ce qui concerne le danger de scission de l'Ukraine, il convient de rappeler brièvement ses bases historiques et sociologiques : les régions occidentales de l'Ukraine sont historiquement antirusses, et ce, depuis environ 300 ans, où il n'y a jamais eu de russification depuis que ces régions ont fait partie de l'Empire russe.

<sup>147</sup> *Rossijskaja Gazeta* (créé en 1990) est un quotidien du gouvernement et qui publie en général divers décrets officiels, les documents, les déclarations des autorités russes, etc. (avec un tirage d'environ 167 000 copies par jour).

avoir une position claire et bien déterminée à l'égard de la situation en Ukraine (Nikonov, 2004; Radzihovskij, 2004).

Exprimé principalement dans l'hebdomadaire *Zavtra*<sup>148</sup>, le point de vue national-patriote ne différait pas beaucoup du point de vue officiel. On présentait aussi les événements entourant l'élection présidentielle ukrainienne comme étant la tentative de l'opposition (avec le soutien de l'Occident) de réviser les résultats officiels de l'élection (Konkov, 2004). À la différence des autres courants politiques, les nationaux-patriotes évoquaient surtout le commencement de la dernière étape de l'effondrement de la Russie en plusieurs États indépendants ainsi que l'isolement de la Russie de l'Europe par le « cordon sanitaire » composé des régimes pro-occidentaux (Kalachnikov, 2005). On comparait l'élite politique ukrainienne à un « veau tendre qui suce deux rênes à la fois » et à un « Ukrainien rusé » (*hitryj hohol*) présentés comme étant le caractère national de l'élite politique ukrainienne « auquel tout est pardonné ». De ce fait, Iouchtchenko et Ianoukovytch sont présentés comme étant les meilleurs candidats pour la mise en place de « ce spectacle », un candidat prorusse et un candidat pro-occidental qui tentent d'obtenir les crédits de leurs protecteurs : respectivement la Russie et l'Occident (Maslov, 2004).

En ce qui concerne le rôle du leader russe dans la régularisation de la crise ukrainienne, il était perçu comme étant faible, de la part de qui il ne fallait pas attendre de « prouesses », et ce, alors que même l'Occident s'en prendra au Blarus (Kalachnikov, 2005). Au fond, l'on reprochait au leader russe le manque de fermeté et de détermination. Poutine était comparé à Nicolas II (avant l'abdication), à Gorbatchev ainsi qu'à « un homme confus et fatigué, à qui il est exigé de rassembler sa volonté, de se sentir dans le rôle du président d'un grand pays, la mission du leader national » (Denisov et coll., 2005). En fin de compte, les métaphores et thèmes-clés employés dans le discours national-patriote faisaient amplement référence à la perte d'influence de la Russie dans la région qui faisait partie de ses intérêts nationaux de premier plan. À son tour, cette perte d'influence était largement associée à la faiblesse de la politique étrangère russe, ainsi qu'au manque de volonté et de détermination du Kremlin.

---

<sup>148</sup> L'hebdomadaire *Zavtra* (publié depuis 1993) est un journal important de courant national-patriote russe et qui combine les points de vue ultranationaliste et communiste, souvent associé à l'extrême droite. Le journal est également connu pour ses critiques sévères de la formation de la Russie postsoviétique, et publie souvent des articles et des interviews de politiciens éminents de l'opposition et des personnalités publiques comme E. Limonov, D. Rogozine, S. Kara-Murza, G. Ziouganov, M. Kalachnikov, etc. Son rédacteur en chef, Alexandre Prokhanov (qui se considère comme étant patriote socialiste), est un journaliste et écrivain russe bien connu du public russe.

Exprimé principalement dans le journal prolibéral *Novaja Gazeta*<sup>149</sup>, le point de vue libéral contrastait radicalement avec le point de vue national-patriote sur plusieurs points. Dans leur lettre ouverte<sup>150</sup> au Président Poutine, les libéraux ont rappelé à ce dernier que l'État russe devait respecter le choix du peuple ukrainien (même si ce choix devait être en contradiction avec les préférences du Kremlin), mettre un terme à la propagande en faveur de Ianoukovytch et ne pas encourager le séparatisme (Khakamada, 2004). On soutenait que la victoire de la démocratie en Ukraine était essentielle pour la protection de la démocratie en Russie.<sup>151</sup> On expliquait que dans son ensemble, la situation dans la CÉI était largement associée par les élites politiques russes à « un camp assiégé » par l'Occident où partout sont présents les agents de l'ennemi, l'opposition (une association utilisée pour décrire l'opposition libérale russe) qui en même temps était considérée comme inévitablement pro-occidentale et antirusse.

Les événements entourant la situation en Ukraine étaient présentés avant tout comme étant une lutte pour le contrôle dans l'espace postsoviétique, alors que la CÉI était présentée comme étant constituée de régimes politiques « imitant la démocratie » et faisant en sorte qu'« il n'y [avait] pas d'alternative » aux régimes en place, où la chute de l'un des régimes pourrait créer un « effet de démonstration » (un précédent) conduisant à la déstabilisation dans les autres pays. Par conséquent, empêcher l'opposition d'arriver au pouvoir, non seulement en Russie, mais aussi dans tout l'espace postsoviétique, était considéré comme étant typiques des efforts déployés par les élites pour préserver leur prédominance (Furman, 2004).

En même temps, certains ont même souligné que sous un autre Président, avec une autre armée et dans une autre Russie, les résultats du vote ukrainien pourraient conduire à une division au sein même de l'Ukraine (entre l'Est et l'Ouest) et à l'introduction de troupes russes dans la partie

<sup>149</sup> Créé en 1993, *Novaja Gazeta* est un bihebdomadaire russe qui s'est imposé comme un tabloïd profondément indépendant, ce qui lui valut plusieurs procès. *Novaja Gazeta* est un journal russe bien connu dans son pays pour sa couverture critique et son investigation des affaires politiques et sociales russes. Depuis 2000, dénonçant la corruption, les atteintes aux droits de la personne et la guerre en Tchétchénie, six de ses journalistes ont été assassinés : Igor Domnikov (1958-2000), Iouri Tchchekotchikhine (1950-2003), Anna Politkovskaïa (1958-2006), Stanislav Markelov (1974-2009), Anastasia Babourova (1983-2009) et Natalia Estemirova (1958-2009).

<sup>150</sup> La lettre a été signée par B. Nemtsov, L. Alekseeva, G. Kasparov, I. Khakamada, E. Kiselev, O. Sysuev, A. Iakovlev, G. Satarov, B. Nadezhdin, V. Chenderovitch, A. Golts, A. Ryklin, V. Kara-Murza.

<sup>151</sup> Newsru (22 novembre 2004), *Gorsoveti L'vova, Ivano-Frankovska i Vinnicy priznali Jušenko prezidentom. Gorsovet Kieva vyrazil nedoverie CIK*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/22nov2004/screenplays.html>>. (page consultée le 13 février 2016)>.



orientale de l'Ukraine. On évoquait également la « popularité imposante » dont jouit la théorie du complot de la CIA contre la Russie, et qu'il suffirait donc de convaincre le leader russe de l'existence d'une telle conspiration pour que ce dernier commence à soutenir Ianoukovytch (Latynina, 2004).

Dans un remarquable article, Lilia Shevtsova présente la situation en Ukraine comme étant le signe d'un phénomène systémique, d'un nouveau type de révolution contre l'imitation de la démocratie, d'une protestation contre le régime bureaucratique autoritaire et le capitalisme clanique. Shevtsova affirmait qu'en soutenant Ianoukovytch, Poutine est devenu un facteur qui avait contribué à unir les nationalistes ukrainiens, les libéraux et les socialistes contre Ianoukovytch et contre le Kremlin. D'après Shevtsova, en soutenant Ianoukovytch, Poutine avait réduit sa marge de manœuvre pour dominer l'espace postsoviétique, mais il avait aussi mis en question son rôle de leader pro-occidental. Shevtsova affirmait que Poutine avait déjà commencé à détruire ce qu'il avait construit avec une telle persistance : la confiance entre la Russie et le monde extérieur (Shevtsova, 2004).

En ce qui concerne l'opinion publique, les sondages du Centre Levada menés en décembre 2004 montrent que 31 % des répondants ont exprimé leur irritation et leur colère en lien avec les manifestations de l'opposition ukrainienne organisées après le second tour des élections. 18 % des répondants se disaient être surpris, et moins de 10 % affirmaient éprouver une admiration ou une approbation. 34 % des répondants voyaient la situation comme étant une lutte entre différents clans économiques, 22 % suspectaient l'interférence de « forces étrangères », 16 % pensaient que ces manifestations s'expliquaient par le mécontentement à l'endroit de la corruption, et 12 % considéraient que la violation induite des règles électorales expliquait ces manifestations. 25 % des répondants considéraient que la victoire de Iouchtchenko était le choix conscient de la majorité de la population de l'Ukraine, contre 54 % qui considéraient que sa victoire était la conséquence de manipulations et de fraudes électorales (Levada Centre, 2005a; 2005b).

En ce qui concerne les déclarations et les actions des autorités russes dans le cadre de la crise politique ukrainienne, 27 % des répondants considéraient ces actions comme étant « très pertinentes, utiles », contre 23 % qui les considéraient comme étant « inadéquates, trop faibles »,

alors que 26 % des répondants les considéraient comme étant une ingérence dans les affaires d'un autre État (Levada Centre, 2004, 2005a).

Presque la moitié des répondants (48 %) étaient d'avis que pour la Russie, il serait plus bénéfique de voir l'Ukraine en pays indépendant entretenant de bonnes relations mutuellement bénéfiques, alors que 38 % des répondants considéraient que l'Ukraine devait être sous le contrôle économique et politique de la Russie (Levada Centre, 2005a).

Il convient de mentionner que 74 % des répondants considéraient que la Russie devrait renforcer ses relations mutuellement bénéfiques avec les pays de l'Occident (70 % en 2003), contre 18 % qui estimaient que la Russie devait prendre ses distances avec l'Occident (16 % en 2003). Selon 59 % des répondants, dans l'avenir, la Russie devrait viser l'adhésion à l'Union européenne, contre 20 % qui n'étaient pas du même avis. De même, 32 % des répondants avaient tendance à soutenir l'adhésion de la Russie à l'OTAN, contre 43 % qui n'étaient pas du même avis. Enfin, en général, 57 % exprimaient un avis positif à l'égard des États-Unis, contre 36 % qui exprimaient plutôt un avis négatif (Levada Centre, 2005a).

En ce qui concerne l'aperçu général de la situation à l'intérieur de la Russie, on note une baisse significative de confiance à l'égard des autorités russes, et ce, à tous les niveaux du gouvernement. Ainsi, la proportion des répondants qui estimaient que « les affaires dans le pays vont dans la bonne direction » est passée de 51 % (2003) à 35 % (2004), tandis que la proportion des répondants qui considéraient que « le pays va dans la mauvaise direction » est passée de 35 % (2003) à 52 % (2004). La proportion des répondants qui approuvaient les activités des représentants du Président dans les districts fédéraux était de 28 %, alors que 52 % les désapprouvaient. Au niveau des gouverneurs, cette proportion était de 41 % contre 54 %, au niveau des assemblées législatives régionales de 29 % contre 60 %, et au niveau des autorités régionales 30 % contre 66 % (Levada Centre, 2005a).

Outre la baisse de confiance à l'égard des différentes structures et instances gouvernementales, nous observons également une baisse significative de confiance à l'égard des hommes politiques. Ainsi, parmi les politiciens jouissant de la plus grande cote de confiance en décembre 2004, Poutine dominait avec 39 % (contre 58 % en 2003), Choïgou avec 10 % (contre 19 % en 2003), Jirinovski avec 8 % (19 % en 2003), alors que Loujkov, Ziouganov et Rogozine ne jouissaient

chacun que de 5 %. En ce qui concerne la Douma de convocation de 2003, elle a été jugée comme étant « opérante » par seulement 26 % des répondants, contre 63 % qui la jugeaient « peu opérante » ou « pas du tout opérante » (Levada Centre, 2005a).

Il faut également noter une autre particularité caractérisant l'opinion publique russe de cette période, cette fois-ci en relation avec « la liste des objectifs à atteindre » : on y observe la dominance de deux sous-groupes. 37 % des répondants considéraient que le pays devrait à long terme viser l'atteinte d'un niveau plus élevé de bien-être (visant le niveau de la moyenne européenne), tandis que le second sous-groupe dominant (31 %) revendiquait « le retour pour la Russie du statut de puissance mondiale ». Le reste était partagé entre ceux qui considéraient qu'il fallait doubler le PIB (8 %), continuer la guerre contre le terrorisme (7 %), réformer l'armée et renforcer les forces armées (5 %), etc. Toutefois, en ne se limitant qu'aux deux options suivantes, on observe que 62 % des répondants estimaient que la Russie devait atteindre un niveau de vie plus élevé (54 % en 2003) contre 34 % qui étaient pour « le retour du statut de grande puissance » pour leur pays (43 % en 2003).

Ces sondages sont à même de mettre en relief l'existence d'une fracture entre la classe politique et la majeure partie du public en général, notamment dans la vision et la conception de ce qui a trait à l'identité nationale russe. Il convient toutefois de se rappeler que les sondages ont montré que l'opinion publique se rangeait plutôt du côté du narratif officiel à l'égard de l'Ukraine, et ce, même si la façon du Kremlin de gérer la crise ukrainienne ne recevait que 27 % d'approbation. Mais il convient d'interpréter ces sondages avec prudence. En effet, l'on peut observer une indifférence marquante du public russe à l'égard des événements ukrainiens (selon les mêmes sondages, en décembre 2004, environ 60 % des répondants affirmaient avoir suivi « sans trop d'attention » ou « ne pas avoir suivi du tout » les événements ukrainiens), alors que selon les mêmes sondages, les Russes se sont montrés davantage préoccupés par la détérioration de leur économie et du bien-être général (l'augmentation des prix, l'augmentation du niveau de chômage, l'effondrement de l'économie, l'appauvrissement de la population, etc. figuraient parmi les menaces les plus importantes pour la Russie). Quant au fait que les sondages montrent que les Russes étaient davantage pour l'intégration à l'Occident, on pourrait soutenir à cet effet que le Kremlin, et surtout Poutine, s'est jamais montré ouvertement anti-européen ou anti-américain, alors que vers la fin de 2006, on assiste à un revirement marquant de Poutine à l'endroit des États-

Unis, et comme plusieurs sondages le montrent, l'opinion publique générale suivra ce revirement anti-américain de Poutine. En ce qui concerne la baisse de confiance à l'égard du gouvernement (à tous les niveaux), elle s'associait avant tout à la corruption galopante et à la détérioration du niveau économique et du bien-être de la population russe. Et à cette baisse de confiance, il faut aussi rajouter les conséquences de l'attentat terroriste perpétré à Beslan en septembre 2004, lequel attentat a grandement affecté l'image des autorités russes, notamment en ce qui a trait à la gestion des opérations de sauvetage des victimes de cet attentat.

La solution du Kremlin pour régler la crise ukrainienne consistait à influencer la campagne électorale en Ukraine à l'avantage de Ianoukovytch tout en militant pour la primauté et la non-violation du principe de non-ingérence dans les affaires internes des États souverains. Le Kremlin (mais aussi l'essentiel de la classe politique russe) était persuadé que la victoire de Iouchtchenko pourrait nuire aux relations russo-ukrainiennes, d'où la propagation étendue de certains stéréotypes et perceptions « négatives » à l'endroit de Iouchtchenko. L'idée dominante de la mentalité de la classe politique russe suggérait, comme le montre notre étude, qu'en cas de victoire de Ianoukovytch (perçu comme le candidat prorusse), les relations russo-ukrainiennes pourraient s'améliorer. C'est ainsi qu'une bonne partie des politiciens et des observateurs russes militaient pour influencer le vote à l'avantage de Ianoukovytch, poussant en quelque sorte le Kremlin à agir davantage en faveur du candidat prorusse. De ce fait, le Kremlin (comme presque toute la classe politique russe) misait sur la victoire de Ianoukovytch, une victoire que le Kremlin considérait comme étant l'occasion d'une sortie de crise à l'avantage de la Russie. Toutefois, étant donné que tout au long de la crise, la position du Kremlin demeurait ferme sur le principe de la non-ingérence dans les affaires internes de l'Ukraine, le Kremlin s'est lui-même limité à annoncer ouvertement sa stratégie d'action comme étant officielle.

En fin de compte, en analysant le point de vue russe à l'égard de l'évolution de la situation dans l'espace postsoviétique depuis l'effondrement de l'URSS, que pouvons-nous constater au bout de treize ans ? Premièrement, l'on constate que les anciens alliés de la Russie faisant partie du Pacte de Varsovie, mais aussi les trois anciennes républiques soviétiques (les États baltes) avaient intégré l'Alliance atlantique, une organisation qui représentait le plus grand adversaire militaro-stratégique de l'URSS, devenu par la suite celui de la Russie contemporaine, et tout cela, au détriment de la promesse donnée à Gorbatchev de ne pas élargir l'OTAN vers l'Est européen lors

de l'unification de l'Allemagne, une promesse grandement et maintes fois soulignée par le côté russe, mais toujours niée par les leaders occidentaux. La majeure partie de la classe politique russe (ainsi que la société russe en général) considérait que l'Occident profitait tout simplement de la faiblesse de la Russie afin d'affaiblir définitivement cette dernière. En effet, eu égard aux troupes américaines déjà présentes en Asie centrale et en Géorgie, il était déjà évident que la Russie avait perdu de son influence dans le reste de l'ancien espace soviétique. Il était dès lors déjà clair que Saakachvili n'allait pas faire de concessions avec les autorités des régions sécessionnistes géorgiennes. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan étant déjà commencée, ce fait était perçu par plusieurs en Russie comme étant une tentative délibérée de l'Occident pour saper davantage l'influence de la Russie dans cette région. Et à cela s'ajoutaient aussi l'intervention des alliés en Afghanistan, l'intervention des États-Unis en Irak, mais aussi l'attentat terroriste de Beslan (septembre 2004) qui, comme déjà dit, eut un impact assez négatif sur la confiance des Russes à l'égard de leurs autorités.

Au fond, les enjeux géopolitiques pour Moscou étaient immenses. En supposant que le Kremlin voulait maintenir son approche pro-occidentale lancée en 2001, les risques politiques auraient été trop grands. La classe politique et une bonne partie de la société russe attendaient du Kremlin des actions plus fermes. Le virage pro-occidental de l'élite ukrainienne de cette époque était largement anticipé comme étant la perte non seulement de l'influence de la Russie en Ukraine (un pays clé du point de vue stratégique), mais aussi comme une éventuelle perte de la Crimée y compris celle de la ville de Sébastopol abritant la base navale de la flotte de la mer Noire (largement perçue comme étant l'une des dernières avant-gardes de la Russie, surtout après avoir déjà perdu plusieurs ports stratégiques à la suite de l'effondrement de l'URSS) et le complexe militaro-industriel de l'époque soviétique. Pour plusieurs en Russie, le danger de perdre la Crimée et la ville de Sébastopol était perçu non seulement comme la perte d'une certaine influence ou la perte d'un site stratégique et historique, mais aussi comme une humiliation. Après avoir « laissé passer » la *Révolution des roses* en Géorgie, le Kremlin ne pouvait tout simplement pas se permettre d'observer de loin le développement de la situation en Ukraine et de ne pas intervenir en Ukraine. C'est à cette époque que le soutien de l'autonomie des régions russophones de l'Ukraine a été mis de l'avant comme un puissant instrument d'influence.

L'étude de cette période nous permet d'observer un certain réalignement du Kremlin voulant que « tout le monde soit contre la Russie », un refrain défendu depuis longtemps par les principaux partis politiques (à la fois les plus anciens, mais aussi les plus radicaux) dans leur vision du monde et de la place que devrait y occuper la Russie (KPRF et LDPR). Comme nous l'avons observé dans le cas géorgien de 1999-2003, ce réalignement du Kremlin commence en 2002, et il devient de plus en plus visible entre la fin de 2002 et la fin de 2006. Au fond, on peut parler d'une période qui a marqué le passage d'un discours pro-occidental donnant largement accès au rapprochement de la Russie avec les États-Unis à un discours ouvertement critique à l'endroit des États-Unis.

En effet, après avoir subi un échec sur le plan rhétorique dû au fait que son discours pro-occidental n'avait pas trouvé un soutien suffisant chez la classe politique russe (y compris chez les « occidentalistes radicaux » russes), Poutine se tourna vers la rhétorique anti-américaine largement pratiquée par plusieurs courants politiques, notamment par la gauche communiste et le courant national-patriote. Ce changement d'orientation du cours politique, et en conséquence de son discours, a également permis au Kremlin de jeter de solides bases pour une consolidation de l'opinion dans la société russe (y compris de trouver un soutien chez la classe politique) concernant la nécessité de restaurer le statut de grande puissance de la Russie, et ce, grâce à une propagande étatique acharnée qui commença à porter ses fruits au fil du temps. Cela explique également le fait qu'à leur base, même avec plusieurs différences, les narratifs géopolitiques (et notamment en ce qui concerne la description de la situation et la catégorisation des protagonistes) du Kremlin, du LDPR et du KPRF partageaient des positions fort similaires, présentant la situation comme étant un soutien délibéré des États occidentaux à l'opposition ukrainienne.

On peut également supposer que la crainte du Kremlin de voir un « semblable Maïdan » survenir à Moscou n'était pas innocente comme on voudrait le croire. En effet, il n'était pas difficile pour le Kremlin de constater que des événements similaires se sont enclenchés d'abord en Serbie contre le régime Milosevic, puis en Géorgie contre le régime Chevardnadze, et enfin en Ukraine contre le régime Koutchma qui tentait de soutenir l'arrivée au pouvoir de son successeur. De plus, il n'était pas un secret non plus que ces événements avaient été financés en bonne partie par les fonds du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, ainsi qu'en partie par les États-Unis à travers l'USAID – un fait qui permettait à plusieurs en Russie de qualifier la situation en Ukraine

comme une « intervention flagrante » dans les affaires internes d'un État souverain par les acteurs externes.

D'un autre côté, il faut aussi parler que depuis son arrivée au pouvoir, et ce, surtout sur le fond de deux mandats d'Eltsine, Poutine a pu redresser avec succès la position et l'influence de son pays dans l'ancien espace soviétique, lesquelles position et influence étaient largement mises en péril depuis l'effondrement de l'URSS. Le plus important de ces succès concernait justement l'Ukraine qui depuis longtemps avait été le chef de file de la résistance à une hégémonie russe dans la région (Lévesque, 2005 : 68). De ce fait, du point de vue du Kremlin, depuis son arrivée au pouvoir, tous les efforts de Poutine concernant la restauration de l'influence russe en Ukraine ont été perdus avec le déroulement des manifestations à Kiev. En effet, comme Andreï Illarionov (un ancien conseiller de Poutine de 2000 à 2005) l'a noté plus tard, la victoire de la « coalition orange », précédée par le déclenchement par les États-Unis de la guerre contre Irak, le refus à la Russie de devenir un membre potentiel de l'UE et de l'OTAN, ainsi que les *Révolutions de couleur* ont gravement déçu Poutine et ont entraîné chez lui des changements radicaux de sa vision de la place de la Russie sur la scène internationale (Interview d'Illarionov, dans Leśenko, 2013).

### 3.2 Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

#### 3.2.1 Mise en contexte politique

Les conflits gaziers russo-ukrainiens ont trait à un certain nombre de différends relatifs aux tarifs, à la fourniture de gaz naturel et à la dette entre les compagnies gazières et pétrolières respectivement ukrainienne (*Naftogaz Ukraine*) et russe (*Gazprom*). Ces différends ont dégénéré du niveau commercial au niveau politique, causant l'interruption de l'approvisionnement en gaz naturel russe dans de nombreux pays européens.

Les relations énergétiques russo-ukrainiennes datent de l'époque soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Ukraine (qui avait conservé des subventions pour l'achat et le transit de gaz naturel) continue à être largement dépendante du gaz naturel russe, tandis que la Russie elle-même devient dépendante de l'Ukraine pour acheminer son gaz naturel vers l'Europe. Cette dépendance mutuelle s'est approfondie davantage durant les années 1990, principalement en raison de la mauvaise situation économique qui régnait alors dans les deux pays. Pour la Russie, les ventes de gaz en Europe étaient une source importante de revenus fiables dans les moments difficiles, alors que pour sa part, l'Ukraine avait du mal à payer le gaz russe.

Mais il y a quelques particularités qu'il faut prendre en compte lors de l'étude des « conflits gaziers » russo-ukrainiens :

- L'une de ces particularités tient au fait qu'au début de la première crise (en 2005), les États de l'UE consommaient environ 25 % du gaz naturel exporté par la Russie. Cependant, il faut noter que certains États de l'UE (notamment les États de l'Europe de l'Est) ont été dépendants du gaz russe dans une proportion oscillant entre 60 et 100 %. Et il faut aussi noter qu'environ 80 % des exportations russes de gaz et de pétrole vers l'Europe passaient à travers l'Ukraine. Quant à l'Ukraine, elle était la plus grande importatrice de gaz naturel russe : entre 47 et 57 milliards de mètres cubes par année, tandis que sa capacité de production oscillait entre 19 et 21 milliards de mètres cubes par année.
- Une autre de ces particularités tient au fait que déjà dans les années 1990, le côté russe avait adopté deux tactiques importantes pour gérer le commerce avec l'Ukraine. Premièrement, le Turkménistan (le deuxième plus grand producteur de gaz naturel de la CÉI) fut incité à vendre son gaz naturel à l'Ukraine. Cette approche permettait à la Russie de réserver le maximum de son gaz afin de le vendre aux pays de l'UE pour un prix beaucoup plus élevé que celui payé par l'Ukraine. Deuxièmement, plusieurs sociétés intermédiaires de commerce ont été créées pour transporter (et souvent pour fournir) le gaz naturel russe à l'Ukraine, par exemple Itera International Group en 1998, Eural Trans



Gas en 2003 et RosUkrEnergo (RUE)<sup>152</sup> en 2005 (Pirani, Stern et Yafimava, 2009: 5 - 11).

Le premier conflit (2005-2006) commence en mars 2005 lorsque l'Administration de Iouchtchenko a demandé à Gazprom de hausser les tarifs de transit de gaz naturel à travers l'Ukraine au niveau des prix « européens ». En réponse, Gazprom demande à l'Ukraine de payer le prix du marché pour le gaz russe.

Au mois de juin 2005, Gazprom propose au gouvernement ukrainien de payer non plus 50 \$<sup>153</sup>, mais 160 \$ par mille mètres cubes de gaz (mmc) à partir du 1er janvier 2006. Il faut noter que les prix payés à cette époque par les anciennes républiques soviétiques pour le gaz russe (entre 50 et 80 \$ par mmc) étaient nettement inférieurs aux prix payés par les États européens (entre 160 et 230 \$ par mmc). À cet égard, il convient de mentionner qu'en juillet 2005, la Douma avait voté à l'unanimité pour que les États de l'ancien espace soviétique (la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et les pays baltes) payent le prix du marché pour le gaz naturel russe (Stern, 2006: 5). Le côté ukrainien a refusé de payer le nouveau tarif, prétendant principalement qu'en 2001, il avait déjà conclu un contrat garantissant le prix de 50 \$ par mmc jusqu'en 2009 (Larsson, 2006 : 204). En même temps, les tentatives de l'Ukraine pour conclure un accord avec le Turkménistan (dans le but de contourner Gazprom) ont échoué.

Vers la fin de l'année 2005, les deux côtés n'ayant toujours pas réussi à conclure un accord, le conflit s'est déplacé du niveau commercial au niveau politique. Et c'est ainsi que dans une conversation téléphonique tenue le 23 novembre avec le premier Ministre russe Mikhaïl Fradkov, Viktor Iouchtchenko souligna le caractère inacceptable des revendications du côté russe.

En décembre 2005, Gazprom augmenta jusqu'à 230 \$ le prix du mille mètres cube de gaz, tout en avançant que si l'Ukraine n'était pas capable de payer le nouveau prix, l'entreprise pourrait lui accorder des prêts. Cette idée a été soutenue par le Président Poutine qui, le 29 décembre 2005, a

---

<sup>152</sup> RUE est détenue à 50 % par Gazprom, à 45 % par un homme d'affaires ukrainien (Dmytro Firtash), et à 5 % par l'homme d'affaires et membre du Parlement ukrainien Ivan Fursin. Jusqu'en 2008, RUE expédiait le gaz vers l'Ukraine.

<sup>153</sup> Pour faciliter les comparaisons, les prix exprimés sont en dollars américains.

proposé un prêt de 3,6 milliards de dollars pour couvrir les coûts associés à la transition vers les prix du marché pour le gaz (Poutine, 2005c).

Le 30 décembre 2005, le côté ukrainien interrompt unanimement les négociations avec Gazprom, tandis que le 1er janvier 2006, Gazprom, en accord avec Vladimir Poutine, interrompt la livraison du gaz à l'Ukraine sous prétexte de l'inexistence d'un contrat. De son côté, l'Ukraine, afin de répondre à sa demande intérieure, commence à détourner le gaz destiné aux pays européens et provoque ainsi des ruptures partielles de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe.<sup>154</sup>

Durant la nuit du 3 au 4 janvier, après trois jours d'interruption des livraisons de gaz russe et de longues négociations, Gazprom et Naftogaz signent un accord d'une durée de cinq ans pour la fourniture de gaz à l'Ukraine pour un prix de 230 \$ par mmc.<sup>155</sup> L'accord prévoit la fourniture du gaz via RosUkrEnergo<sup>156</sup> qui doit revendre le gaz aux consommateurs ukrainiens à raison de 95 \$ par mmc pour l'année en cours, la différence de prix devant être compensée en incluant dans le bilan le gaz provenant de l'Asie centrale dont le coût oscille entre 55 et 65 \$ par mmc, soit environ les deux tiers de toutes les livraisons (Poutine, 2006a).

Jugé satisfaisant par les deux côtés, l'accord a été présenté comme marquant la fin du conflit. En réalité, le conflit était loin d'être résolu. Dans un premier temps, les déclarations ont été faites sur le fond d'une profonde crise politique en Ukraine. Les factions de l'opposition à la Rada ont voté pour la démission du gouvernement d'Iouri Ekhanourov en raison de la signature de l'accord conclu avec la Russie. En fin de compte, c'est cet accord qui avait provoqué la division au sein du camp Iouchtchenko entre ceux qui considéraient que la signature de l'accord équivalait à l'abandon de la souveraineté ukrainienne au profit de la Russie, et ceux qui soutenaient le bien-fondé du même accord.

Ainsi, le premier conflit gazier s'avéra un test de la solidité de la coalition « orange », un test qui a mis en évidence la fragilité et les divisions qui existaient au sein de cette coalition. On reprochait

<sup>154</sup> Newsru (1 janvier 2006). *"Gazprom" ostavil Ukrainu bez rossijskogo gaza*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/finance/01jan2006/gazaend.html>>.

Newsru (1 janvier 2006). *"Gazprom" perekryvaet gaz Ukraine*. En ligne : <<http://www.newsru.com/finance/01jan2006/export.html>>.

<sup>155</sup> Newsru (4 janvier 2006), *"Gazprom" i "Naftogaz" soglasovali cenu za gaz, peresmotrev shemu postavok*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/finance/04jan2006/gas.html>>.

<sup>156</sup> RosUkrEnergo a été créée en 2004, sous la présidence de Leonid Koutchma.

principalement au gouvernement Iouchtchenko d'être corrompu, d'être incapable de gérer adéquatement les affaires étatiques, et de ne pas tenir ses promesses électorales. Avec pour résultat que lors de l'élection législative tenue en mars 2006, le parti de Ianoukovytch a remporté l'élection, alors qu'au mois d'août suivant, la coalition de son parti avec les socialistes lui a permis de devenir premier Ministre. En outre, l'accord conclu entre les deux côtés prévoyait la signature de tous les contrats requis entre Gazprom, Naftogaz, RosUkrEnergo et le côté turkmène avant le 20 janvier. Cependant, cette signature n'a jamais eu lieu en raison du fait que le Turkménistan avait retardé sa décision, ce qui par conséquent a remis en question la validité de l'accord conclu.

Ainsi, le conflit qui semblait être résolu refait surface et, en octobre 2007, un autre conflit éclate autour des dettes de gaz impayées par le côté ukrainien. Toutefois, contrairement au conflit précédent, celui-ci s'acheva sans que soit interrompu l'acheminement du gaz vers l'Europe, et ce, malgré les menaces d'interruption de Gazprom.

Nous pouvons expliquer cette situation principalement par deux phénomènes. Premièrement, il serait tout à fait justifié de croire qu'Ianoukovytch (largement perçu comme étant un candidat prorusse, ainsi que son gouvernement) joua un rôle clé dans le « bon déroulement » des négociations avec Gazprom. Deuxièmement, comme Pirani, Stern et Yafimava l'ont soutenu, Gazprom menaçait déjà (en 2007) de suspendre l'approvisionnement en gaz au Belarus (pour des raisons similaires que celles de l'Ukraine) et ne voulait pas se retrouver simultanément en conflit avec deux principaux pays de transit (Pirani, Stern et Yafimava, 2009: 10).

Cependant, un autre conflit gazier éclata quand même en décembre 2008, principalement en raison du fait que les côtés russe et ukrainien ne parvenaient pas à un accord sur les prix et la fourniture de gaz pour 2009. À cela s'ajoutait aussi la dette impayée du côté ukrainien. Le côté ukrainien proposait le prix de 201 \$ dollars par mmc – plus tard, le montant atteindra presque 235 \$ –, tandis que Gazprom réclamait un prix encore plus élevé : 250 \$ par mmc. En décembre 2008, en dépit du remboursement d'une partie de la dette par l'Ukraine, Gazprom a maintenu sa position, menaçant de couper l'approvisionnement de gaz naturel à l'Ukraine le 1er janvier 2009 si cette dernière ne remboursait pas intégralement le reste de sa dette.

Le 30 décembre 2008, Poutine (alors premier Ministre de la Russie) et Timochenko se sont entendus pour fixer le prix du gaz à 235 \$ par mmc pour l'année 2009, mais sans augmenter le

prix pour le transit de gaz russe. Le 31 décembre 2008, l'on assista à une autre tentative de trouver solution : lors d'une conversation téléphonique entre Iouchtchenko et Medvedev (alors Président de la Russie), le premier a insisté pour un prix de 205 \$ par mmc, tandis que le second en demandait 320. Cependant, n'ayant pu parvenir à un accord, Iouchtchenko demanda à Oleg Dubina (à la tête de la compagnie Naftogaz) de mettre fin aux négociations avec Gazprom. Et c'est ainsi que le 1er janvier 2009, Gazprom mit fin à la livraison de gaz naturel à l'Ukraine, alors qu'en même temps, la compagnie augmenta la fourniture de gaz aux États européens via le territoire ukrainien, et que le Président Iouchtchenko demanda à l'UE que celle-ci intervienne dans le règlement de ce différend.<sup>157</sup>

Le 2 janvier 2009, la direction de Naftogaz déclare officiellement une diminution de 21 millions de mètres cubes du gaz naturel destiné au transit. Et quant aux livraisons de gaz vers d'autres destinations (en particulier à travers le Belarus), les premiers rapports faisant état d'une baisse des volumes de gaz commencent à paraître dans les pays européens.

Le 3 janvier, Gazprom soumet à la Cour internationale d'arbitrage de Stockholm la plainte demandant à Naftogaz d'assurer sans entraves le transit du gaz russe vers l'Europe. Mais le 7 janvier, le transit du gaz russe via l'Ukraine a été complètement interrompu.

Tenue le 17 janvier à Moscou, la conférence internationale sur le gaz n'a pas permis d'en arriver à un accord entre les parties impliquées. C'est seulement le 18 janvier, à la suite de plusieurs heures de discussions, que Poutine et Timochenko ont enfin réussi à parvenir à un accord. L'accord conclu prévoyait que l'Ukraine était pour commencer à payer pour l'année 2009 le prix du marché moins 20 %, alors qu'à partir de 2010, elle était pour devoir payer le plein prix du marché. En contrepartie, l'Ukraine allait maintenir inchangés ses frais de transit pour le gaz russe en 2009. Les deux parties se sont également entendues pour ne pas utiliser d'intermédiaires. Avec pour résultat que le 21 janvier, les livraisons de gaz ont recommencé.

En février 2010, Ianoukovytch remporte l'élection présidentielle, et le 21 avril 2010, à Kharkov, il signe un nouvel accord avec le Président russe Medvedev relatif au coût d'achat et le transit du

---

<sup>157</sup> Newsru (31 décembre 2008), *Rossija i Ukraina obmenjalis' ugrozami: Kiev grozit konfiskovyvat' rossijskij gaz, "Gazprom" - prekratit' postavki*. En ligne : <[http://www.newsru.com/arch/finance/31dec2008/nafto\\_letter.html](http://www.newsru.com/arch/finance/31dec2008/nafto_letter.html)>.

gaz, obtenant la réduction du prix de gaz de 30 % en échange de l'extension jusqu'en 2042 de l'accord de location de la base navale de Sébastopol.

### 3.2.2 Le narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine durant les conflits du gaz naturel entre la Russie et l'Ukraine (2005-2010)

Avant d'entamer une analyse du narratif géopolitique communiste, il convient de souligner quelques particularités caractérisant la position du KPRF à l'égard de l'Ukraine durant cette période.

Dans un premier temps, l'on constate que les communistes russes avaient commenté de manière assez modeste les conflits gaziers russo-ukrainiens. Surtout, ils ont préféré demeurer silencieux concernant le conflit de janvier 2006.

En second lieu, l'on constate que durant toute cette période (de 2005 à 2010), l'accent avait été mis principalement sur l'importance de la fondation de « l'union » entre la Russie, l'Ukraine et le Belarus (auxquelles le Kazakhstan était souvent rajouté). On insistait aussi sur le rapprochement des peuples de l'ex-Union soviétique, et en premier lieu en ce qui concerne le rapprochement des peuples slaves.

Troisièmement, l'on constate que contrairement au KPRF, le leader Simonenko du KPU (le Parti communiste de l'Ukraine) avait activement commenté les conflits gaziers russo-ukrainiens. L'opinion du leader des communistes ukrainiens avait été rendue publique en Russie grâce à la presse communiste russe (*Pravda*, *Sovetskaja Rossija*) et le site Web du KPRF. À cet égard, il convient de mentionner que depuis longtemps, le KPRF et le KPU étaient en étroite collaboration sur plusieurs questions concernant l'avenir commun de la Russie et de l'Ukraine. De plus, l'on peut se rappeler qu'à plusieurs reprises, Ziouganov avait soutenu le KPU et son leader lors des élections ukrainiennes. Cela fut justement le cas de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004, lorsque Ziouganov visita l'Ukraine pour soutenir Simonenko. En outre, il convient de souligner que les deux partis communistes partageaient des points de vue largement similaires sur plusieurs

questions importantes (par exemple la réalisation de « l'union » des trois États slaves de l'ancienne Union soviétique, l'opposition à l'endroit de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN, la méfiance et l'hostilité envers l'Occident et l'OTAN, ainsi que leur attitude très critique envers le gouvernement et les politiciens ukrainiens pro-occidentaux).

On peut donc supposer que le leader du KPRF décida de s'abstenir d'émettre des commentaires concernant le premier conflit gazier russo-ukrainien, notamment en prenant en compte la connotation très négative qu'ont reçue les tentatives des politiciens russes d'influencer le sort de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004. Il semble que le leader du KPRF décida cette fois-ci d'être plus prudent afin de ne pas susciter une fois de plus l'irritation des Ukrainiens en général, et en particulier chez les sympathisants des communistes (surtout si l'on prend en considération la visite de Ziouganov en Ukraine durant la campagne présidentielle de 2004 pour formellement soutenir le leader du KPU ; mais en réalité, sachant que Simonenko avait très peu de chances de remporter cette élection, il avait clairement appuyé la candidature de Ianoukovytch, tout en discréditant celle de Iouchtchenko).

De plus, le KPU critiquait vivement le gouvernement Ianoukovytch en l'accusant de trahir les intérêts nationaux de l'Ukraine. De ce fait, laisser le KPU blâmer le gouvernement Ianoukovytch pour le conflit gazier semblait plus « avantageux » pour le KPRF sur le plan tactique, notamment, si l'on prend en compte les critiques acerbes et une kyrielle d'accusations portées par le KPRF à l'endroit des leaders de la *Révolution orange* durant la campagne électorale ukrainienne de 2004.

À cela, l'on peut aussi ajouter que le KPU se trouvait au plus bas niveau de son soutien populaire chez l'électorat ukrainien.<sup>158</sup> De ce fait, l'association avec le KPRF ne pourrait qu'aggraver davantage l'image du KPU auprès de son électorat.

Enfin, il était clair que le conflit gazier allait désavantager encore plus le gouvernement Iouchtchenko qui avait préféré de prendre le cours euroatlantique au détriment de

---

<sup>158</sup> Rappelons que le leader du KPU, Simonenko, a reçu environ 5 % des votes lors de l'élection présidentielle de 2004. Contrairement à l'élection présidentielle de 1999 où il a reçu quelque 23 % de votes dans le premier tour, soit la seconde place après Koutchma (38 %), passant ainsi au second tour. Au second tour, Simonenko a perdu contre Koutchma avec un score de 58 % contre 39 %. Le parti lui-même a reçu environ 20 % des votes lors de l'élection législative de 2002 (contrairement à environ 25 % des votes lors de l'élection législative de 1998), tandis qu'à l'élection législative de 2006, le KPU a reçu seulement 3,5 % des votes.

l'approfondissement des relations avec la Russie, notamment si l'on prend en considération la profonde crise politique survenue en Ukraine en septembre 2005 (causée par la querelle entre les deux leaders de la *Révolution orange*), laquelle crise avait déjà considérablement endommagé l'image de Iouchtchenko et de son entourage.

En général, les communistes russes (mais surtout le KPU) présentaient les conflits gaziers entre la Russie et l'Ukraine comme une « autre chaîne des activités antiétatiques » déclenchées par Iouchtchenko et les nationalistes ukrainiens en connivence avec certains États occidentaux (avec une claire référence aux États-Unis). Au fond, l'on reprochait aux nationalistes ukrainiens de forger, à propos de la Russie, l'image d'un ennemi, et ainsi de semer la haine entre les peuples russe et ukrainien. Les communistes soulignaient que Moscou était prête à trouver des compromis avec Kiev, alors qu'en guise de réponse, Kiev déclencha une guerre économique au lieu d'approfondir les relations économiques, culturelles et politiques avec la Russie. De ce fait, pour les communistes ukrainiens, la « politique étrangère criminelle » de Iouchtchenko avait transformé l'Ukraine en un État voyou (Simonenko dans Tolokin, 2009 ; Gratch, 2009 ; Litkin, 2009).<sup>159</sup>

Quant à Ziouganov, on trouve dans son discours en lien avec les conflits gaziers une responsabilité plutôt partagée en ce qui concerne le déclenchement des conflits gaziers. Pour Ziouganov, les autorités ukrainiennes ont elles-mêmes poussé la Russie à prendre la décision de suspendre la fourniture de gaz naturel. Ziouganov suggérait que si les autorités ukrainiennes n'étaient pas capables de payer pour le gaz consommé, elles devraient donc diminuer leur consommation de cette source d'énergie.

En même temps, Ziouganov critiquait le Kremlin pour son imprévoyance, considérant que ce dernier devrait avoir une politique plus souple et prévoyante afin de ne pas laisser les Ukrainiens sans gaz naturel en plein hiver. Ziouganov était également très clair en ce qui concerne l'attitude du gouvernement Iouchtchenko, en soulignant que la différence entre la politique gazière russe

---

<sup>159</sup> Au fond, les communistes ukrainiens suggéraient la démission du gouvernement Iouchtchenko et par conséquent le changement du cours géopolitique du pays. On évoquait comme un exemple de sortie de la situation le cas historique lorsque Bogdan Khmelnytsky (Hetman des cosaques Zaporogues) avait conclu le Traité de Pereïaslav en 1654 (approuvant l'établissement de l'Hetmanat cosaque en Ukraine) avec Alexis Ier, le tsar de Moscovie (Gratch, 2009). C'est ainsi qu'en janvier 2009, Simonenko a proposé aux députés de la Rada d'étudier la question de la trahison d'intérêt national par Iouchtchenko et ses partisans, ainsi que de les priver de leurs pouvoirs (Simonenko dans Tolokin, 2009).

menée à l'égard du Belarus (avec qui Moscou continuait à maintenir le bas prix pour son gaz naturel) et celle menée avec l'Ukraine était justement le résultat de la différence d'attitude des gouvernements de ces deux pays à l'égard de la Russie (Ziouganov, 2008r). Soulignons ici que le leader de Moldavie se montrait beaucoup plus proche, voire plus « loyal » envers Moscou, contrairement au leader de l'Ukraine qui ne cessait pas de critiquer et d'accuser ouvertement le Kremlin relativement aux mesures économiques et à la politique exercées contre Kiev.

En ce qui concerne l'Ukraine et les Ukrainiens, comme auparavant, le KPRF les présentait comme étant très proches de la Russie (« ensemble avec le Belarus ») : une nation partageant la même l'histoire, la même religion et la même victoire, une nation qui avec la Russie faisait jadis partie d'un même État qui fut par la suite artificiellement divisé (Ziouganov, 2006f). C'était d'ailleurs pour cette raison que Ziouganov insista pour ne pas introduire le régime de visas contre les anciennes républiques soviétiques, et surtout contre le Belarus et l'Ukraine (Ziouganov, 2007c).

Dans le narratif communiste, le principal protagoniste réside en la personne de Iouchtchenko (et son gouvernement) qui a provoqué les conflits gaziers en connivence avec Washington (le second principal protagoniste). Ziouganov comparait Iouchtchenko à Stepan Bandera (l'un des dirigeants de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, ainsi que le dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale) et à Isaac Mazepa (le premier Ministre de la République populaire ukrainienne durant la période du Directoire d'Ukraine [1919-1920]). Bandera et Mazepa sont deux personnages historiques ukrainiens notamment connus par le public russe pour leurs activités nationalistes, leur attitude antisoviétique et leur collaboration avec l'Allemagne nazie. Ziouganov a même affirmé qu'Iouchtchenko était pire que ces deux personnages historiques. En somme, pour Ziouganov, Kiev était dirigée par des nationalistes ukrainiens, par les héritiers du « traître Mazepa et du serviteur des fascistes Bandera » (Ziouganov, 2008q). C'est dans ce contexte qu'à plusieurs reprises, Ziouganov a souligné la nécessité d'adopter une nouvelle politique à l'égard de Kiev afin d'éviter une régénérescence d'hostilité avec la capitale ukrainienne, mais aussi pour prévenir le rapprochement de l'Ukraine avec l'OTAN (Ziouganov, 2008p).

Ziouganov insistait pour que la Russie ne permette plus aux nationalistes ukrainiens de « briser le destin de millions de Russes » vivant en Ukraine. Pour lui, les alliés naturels de la Russie sont les



peuples de l'ex-Union soviétique. De ce fait, comme dans le passé, Ziouganov continuait à préconiser l'importance de la restauration volontaire d'une union des deux pays. En la présentant comme étant une « question de survie historique », Ziouganov affirmait que la création d'une telle union pourrait permettre à ses membres de se faire respecter par les autres puissances sur la scène internationale. L'importance de la création de cette union a aussi été soulignée en termes économiques : Ziouganov affirmait qu'avec plus de 200 millions d'habitants, une telle union constituerait un énorme marché.<sup>160</sup>

Ziouganov soulignait aussi que la politique de la Russie ne devrait pas se limiter seulement à « l'espace de la CÉI, à la préservation de certaines valeurs “civilisationnelle et culturelle” ainsi qu'à l'amitié personnelle avec les dirigeants de ces pays » (Ziouganov, 2008q).

Le thème de l'union était en général suivi par la critique du Kremlin. Essentiellement, on reprochait au Kremlin de ne pas nourrir la volonté de réaliser de tels grands projets. On reprochait également au Kremlin de ne pas être capable de consolider l'espace postsoviétique (Ziouganov, 2009d). D'après Ziouganov, jouant en faveur de la restauration de l'Union soviétique, on retrouve les lois de la géopolitique, la proximité culturelle et économique des ex-républiques soviétiques, ainsi que la volonté des peuples (Ziouganov, 2006b). Enfin, on reprochait au Kremlin de n'avoir « aucune politique » à l'égard de l'espace de la CÉI et, de ce fait, l'on continuait à accuser Poutine de poursuivre la politique d'Eltsine au lieu de travailler sur la réintégration de certaines parties de l'Union soviétique.

Ziouganov affirmait qu'en raison d'absence d'une politique à l'égard de l'ancien espace soviétique, la Russie s'est retrouvée entourée par un cordon d'États faisant contrepoids géopolitique à la Russie et formant un front uni contre la Russie, avec l'objectif de « rendre irréversibles les résultats du démembrement de l'URSS ». Le leader du KPRF a également exprimé son regret à l'égard de l'attitude du Kremlin envers la Crimée, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie. Selon Ziouganov, depuis longtemps, le Kremlin aurait dû satisfaire la

---

<sup>160</sup> Voici une liste (sans doute non exhaustive) des sources relatant les occasions où Ziouganov a parlé de l'importance de la création de l'union des trois États slaves durant la période à l'étude, et ce, afin de souligner l'importance que Ziouganov accordait à la création de cette union, et par conséquent à l'importance qu'il accordait au maintien de bonnes relations avec l'Ukraine : Ziouganov, 2005a ; 2005b ; 2006f ; 2007a ; 2007c ; 2008a ; 2008d ; 2009a ; 2009d ; 2009b ; 2010.

« volonté » exprimée de ces régions lors de référendums portant sur leur indépendance et leur intégration dans la FR. En même temps, Ziouganov suggérait que la question de la Crimée, c'est-à-dire son intégration à la Russie, pourrait justement être réglée par la création de l'union de la Russie, de l'Ukraine, du Belarus et du Kazakhstan (Ziouganov, 2007c ; 2007b).

**Tableau 3.5** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Grammaire de géopolitiques		Narratif du KPRF
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Le Kremlin n'a pas la volonté d'établir l'union des trois États slaves (et du Kazakhstan); le Kremlin n'est pas capable de consolider l'espace post-soviétique; le Kremlin n'a aucune politique à l'égard de l'espace de la CÉI; le Kremlin ignore la volonté de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud, de la Crimée et de la Transnistrie de devenir indépendantes et puis les intégrer dans la FR.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Les conflits gaziers sont une « autre chaîne des activités antiétatiques »; Kiev déclencha une guerre économique contre la Russie. <b>Menace</b> : le gouvernement de Iouchtchenko veut intégrer l'Ukraine dans l'OTAN. <b>Autre</b> : allié naturel de la Russie; l'Ukraine et les Ukrainiens sont très proches de la Russie; l'Ukraine et la Russie faisaient partie d'un même État, qui furent artificiellement divisé.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Iouchtchenko et son gouvernement</b> en connivence avec Washington ont provoqué les conflits de gaz; Kiev est dirigé par les nationalistes ukrainiens. Leur objectif est d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN et d'empêcher la réalisation de l'union des trois États slaves. La responsabilité partagée dans le déclenchement de conflit gazier : les autorités ukrainiennes ont poussé elles-mêmes la Russie à prendre la décision concernant la suspension de la fourniture de gaz; le Kremlin devrait avoir une politique plus souple et prévoyante à l'égard de Kiev.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Création de l'union de trois États slaves y compris du Kazakhstan; prévenir l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN; veiller sur le sort de 25 millions de Russes qui, contre leur volonté, se sont retrouvés en dehors de la Russie après l'effondrement de l'URSS. Le changement du gouvernement de Iouchtchenko et le changement du cours géopolitique du pays; réviser la politique russe à l'égard de l'Ukraine.
Justifications		Question de la survie historique; la Russie s'est trouvée entourée par un cordon d'États qui font un contrepoids géopolitique à la Russie et qui font un front uni contre elle, avec l'objectif de « rendre irréversible les résultats du démembrement de l'URSS ».
Image de soi (Russie)		La Russie ensemble avec l'Ukraine et le Belarus pourraient devenir une puissance mondiale.

Enfin, Ziouganov avait aussi souligné l'importance de la question des 25 millions de Russes qui, contre leur volonté, se sont retrouvés en dehors de la Russie après l'effondrement de l'URSS (Ziouganov, 2007b).<sup>161</sup>

<sup>161</sup> Il faut noter que ces Russes n'ont pas quitté le territoire de la Russie. Ils étaient déjà localisés dans les anciennes républiques soviétiques hors de la Russie avant 1991. L'effondrement de l'URSS a toutefois redéfini leur

### 3.2.3 Le narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Le narratif du LDPR est un mélange de plusieurs éléments plus ou moins exclusifs :

- Premièrement, il convient de noter que dès le début, ce narratif a clairement souligné que le leader ukrainien pratiquait le sabotage et le vol de la « propriété russe » (Jirinovski, 2006a).
- Deuxièmement, en maintenant une continuité avec son narratif précédent, on soutenait fermement que la « vieille guerre » – tout le monde contre la Russie – menée par l'Occident contre la Russie se poursuivait, mais que cette fois-ci, elle s'exprimait par le sabotage et une guerre gazière pratiquée par le gouvernement ukrainien sous le dictat de l'Occident (Jirinovski, 2005d). La principale analogie employée était celle d'Hitler et à sa guerre contre l'URSS.
- Troisièmement, comme dans le passé, le narratif du LDPR soulignait aussi que tout le monde (surtout les anciennes républiques soviétiques) voulait vivre aux dépens de la Russie.
- Enfin, lors du conflit gazier de 2008-2009, un nouvel élément fut intégré dans le narratif du LDPR et soulignait le haut niveau de corruption dans le gouvernement ukrainien (Jirinovski, 2009a).

Vladimir Jirinovski a toujours fait la distinction entre d'un côté l'Ukraine (et le peuple ukrainien) et de l'autre le régime politique ukrainien. L'Ukraine est donc présentée comme étant « un pays ami » où « habitent de bonnes personnes » (la Russie et l'Ukraine comme étant deux peuples frères, slaves et orthodoxes, avec de forts liens parentaux), alors que pour sa part, le régime politique ukrainien est décrit comme étant un régime « antirusse dans sa pire forme » (Jirinovski, 2006c ; 2008m). Toutefois, comme nous l'avons déjà noté auparavant, de temps à autre, il arrivait au leader du LDPR de dévier de cette présentation de l'Ukraine (comme étant un bon voisin) et des Ukrainiens (comme étant un peuple fraternel) en avançant des déclarations assez draconiennes.<sup>162</sup>

---

statut et ces Russes, autrefois membres d'une population majoritaire dans un ensemble plus grand, sont devenus, contre leur gré, en situation de minorités dans de nouveaux États indépendants.

<sup>162</sup> Par exemple, lors d'une émission radiodiffusée en direct sur les ondes d'*Ekho Moskvi*, Jirinovski a traité les Ukrainiens de deuxième sorte de Slaves, en se corrigeant par la suite en les traitant même de troisième sorte (Jirinovski, 2006e). Jirinovski a aussi plusieurs fois affirmé que l'Ukraine n'avait jamais existé dans l'histoire européenne en tant qu'État, et qu'elle a été intégrée dans la Russie à cause de « la cupidité de Bohdan Khmelnytsky » (Jirinovski, 2009c).

En ce qui concerne les élites politiques ukrainiennes en général, le narratif du LDPR faisait une distinction entre les élites pro-occidentale et prorusse. En même temps, l'on soulignait que ni les unes ni les autres ne se souciaient vraiment de l'Occident, pas plus que de la Russie et des Ukrainiens. Ces élites étaient présentées comme étant des marionnettes utilisant l'argent sale, qu'elles étaient liées aux oligarques et aux criminels, et que pour ces élites, il n'y avait rien de sacré, sauf leurs intérêts propres et ceux de leurs clans familiaux (Jirinovski, 2006e).

Cependant, comme le leader du LDPR l'avait lui-même souligné à plusieurs reprises, il préférait l'élite prorusse parce que contrairement à l'élite pro-occidentale qui maintenait une position antirusse, l'élite prorusse était pour sa part plus proche de la Russie (Jirinovski, 2009f). À cet égard, il convient ici de mentionner brièvement qu'en 2005, à la suite de la *Révolution orange*, Aleksey Mitrofanov (LDPR), vraisemblablement sans en informer le reste du parti, a réalisé un film érotique (intitulé *Ioulia*) dans lequel les principaux personnages du film étaient Ioulia Tymochenko et Mikheil Saakachvili. Par la suite, Mitrofanov fut exclu du parti, toutefois sans avoir précisé si son expulsion du parti a été faite en lien avec le tournage de ce film. Quoiqu'il en soit, ce petit épisode montre le degré d'irritation chez certains politiciens russes (et surtout chez plusieurs du LDPR) envers les coalitions pro-occidentales dans ces deux États de l'espace postsoviétique.

La Russie n'a pas d'émotions négatives à l'égard de l'Ukraine. Au contraire, nous sommes reconnaissants à Iouchtchenko pour une telle ligne. J'ai déjà remercié aussi Saakachvili. Ce sont ses actions stupides qui nous ont conduits à modifier le vecteur de la politique étrangère. Et maintenant, tout le monde sait que si quelqu'un va toucher les intérêts nationaux de la Russie par des moyens militaires, il va recevoir en réponse la même chose [que la Géorgie]. Maintenant, nous devons remercier Iouchtchenko. Pouvez-vous imaginer si maintenant c'était Ianoukovytch, nous allions continuer à vendre le gaz à 100 dollars par mille mètres cubes, et maintenant, nous allons vendre au prix européen. [...] Il [Iouchtchenko] a aidé la Russie à cesser de servir les mendiants qui ne sont pas capables de payer pour rien (Jirinovski, 2009b).

En ce qui concerne les États-Unis (et l'Occident en général), le second principal protagoniste du narratif, on insistait sur le fait que les États-Unis avaient intérêt à aggraver la situation entre Moscou et Kiev (mais aussi partout dans le monde) afin de détourner l'attention du public de leurs

---

Selon Jirinovski, la vraie Ukraine, c'est Kiev, Lviv et la Transcarpatie, tandis que le reste a été donné par les communistes sous Lénine, Staline et Khrouchtchev (Jirinovski, 2006e ; 2008j).

problèmes internes et externes – nommément les États-Unis – causés par la crise financière, la guerre en Irak, etc. (Jirinovski, 2008m ; 2009d).

Les régimes de Tbilissi et de Kiev sont deux régimes formés par les États-Unis. C'est l'objectif principal de l'Amérique, au moyen de ceci (par les régimes de Tbilissi et de Kiev) d'aggraver les relations avec la Fédération de Russie – à l'aide de ces deux pays d'exacerber le conflit avec la Russie. Et l'Amérique a atteint cet objectif. [...] Je prédis que les conflits en Afghanistan et en Irak passeront au second plan, et la principale chose pour les Américains – [sera de] gonfler le conflit entre la Géorgie et l'Ukraine contre la Russie [...] (Jirinovski, 2008k).

Parmi les principales menaces à l'intérieur de l'Ukraine, le LDPR énonce la russophobie et le fascisme qui se développent en Ukraine et qui s'expriment principalement par l'élimination de la langue russe et par l'assimilation forcée de la population russophone (Jirinovski, 2008l). En même temps, l'on soulignait l'existence d'une menace : celle de la possible intégration de l'Ukraine (et de la Géorgie) dans l'OTAN et l'EU. De ce fait, afin de mettre un terme à une telle tendance ou de faire face à ces menaces, le LDPR proposait tout un éventail de solutions, par exemple : l'introduction d'un régime de visas contre les Ukrainiens, l'expulsion de la Russie des citoyens ukrainiens, l'interruption de l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine, ainsi que la division de l'Ukraine afin de « calmer la situation » (cette dernière « solution » envisagée encore durant la *Révolution orange* demeurait des plus vigoureuse dans le narratif du LDPR) (Jirinovski, 2006b ; 2006d ; 2007d ; 2008b).

Il est intéressant de noter qu'en même temps, l'on soulignait que les actions de la Russie ne devraient pas être agressives. On suggérait donc d'établir avec l'Ukraine des relations selon les standards européens (par exemple vendre le gaz russe à l'Ukraine au tarif de 500 \$ par mme). Dans de telles circonstances, comme Jirinovski l'avait expliqué, l'Ukraine ne serait plus en mesure de fonctionner comme un « État normal » et, en conséquence, elle ne pourra pas joindre l'OTAN étant donné que les Occidentaux voudront éviter les ennuis (Jirinovski, 2008d).

Si la Géorgie et l'Ukraine adhèrent à l'OTAN ou à l'Union européenne, et si nous ne pouvons pas arrêter ceci [...] donc [il faut] changer brusquement la politique des prix de l'énergie, et de la main-d'œuvre. Immédiatement, tous ceux qui n'ont pas la citoyenneté russe [renvoyez] les Géorgiens en Géorgie, les Ukrainiens en Ukraine. Et nous allons commencer à acheter tout ce que nous achetons en Géorgie, chez les autres [...] (Jirinovski, 2007e).

Tableau 3.6 Narratif géopolitique de LDPR à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Grammaire de géopolitiques		Narratif de LDPR
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Plutôt satisfait de la façon dont le Kremlin a agi pour gérer la situation. Toutefois, on évoque la nécessité d'adopter les mesures plus sévères.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	(2005-2006) Trois principaux éléments : le gouvernement ukrainien pratique le sabotage et vole la propriété russe (le gaz naturel); la « vieille guerre » se poursuit contre la Russie (cette fois-ci exprime par la guerre du gaz); tout le monde veut vivre aux dépens de la Russie. (2008-2009) Corruption dans le gouvernement ukrainien. <b>Menace</b> : les États-Unis visent à approfondir les conflits existants de l'Ukraine et de la Géorgie contre la Russie. <b>Autre</b> : la Russie et l'Ukraine sont deux peuples frères slaves et orthodoxes, avec des liens économiques étroits.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Élites politiques ukrainiennes</b> (ensemble pro-russes et pro-occidentales) sont les marionnettistes, utilisant l'argent sale, sont liées aux oligarques et aux criminels. <b>Gouvernement ukrainien</b> est similaire aux bolcheviks avec « leur entêtement national et avec leur désir de vivre aux dépens de la Russie; le régime politique ukrainien est un régime antirusse dans sa pire forme; le régime politique ukrainien est formé par les États-Unis. <b>Occident</b> agit comme Hitler contre la Russie; tout ce qui se passe en Ukraine est provoqué par l'Occident; l'Occident a l'intérêt d'aggraver la situation entre Moscou et Kiev.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Ne pas permettre l'intégration de l'Ukraine (ainsi que de la Géorgie) dans l'OTAN et dans l'Union européenne; aider les Russes à vivre de nouveau en Russie, tout en restant sur le territoire où ils vivent. Sanctions économiques et politiques : vendre le gaz naturel à l'Ukraine à un prix du marché; l'interruption de livraison de gaz, y compris l'exportation à travers l'Ukraine; l'introduction du régime de visas pour les citoyens de l'Ukraine; l'expulsion des Ukrainiens de la Russie; la division de l'Ukraine.
Image de soi (Russie)		Image projetée : la Russie est un partenaire fiable. Image désirée : la Russie est un État fort et centralisé.

Il est également intéressant à constater que plusieurs années avant l'annexion de la Crimée par la Russie (2014), le leader du LDPR avait déjà proposé une telle possibilité, et il avait même déjà prédit avec une quasi-justesse la réalisation d'un tel scénario.

Jirinovski – Dans le cas d'une aggravation de la situation en Ukraine et de la partition possible de l'Ukraine, il faut poser la question du retour de la Crimée. [...] d'intégrer dans la Fédération de Russie [...]. Et les Ukrainiens ne vont pas objecter.

Mamontov (animateur d'émission) – C'est-à-dire que vous êtes pour l'expansion territoriale.

Jirinovski – Pas du tout. Seulement volontairement. Seulement s'ils vont le demander eux-mêmes. Seulement par le référendum. Tout sera comme la volonté. Mais aucune force, aucun dictat ne sera jamais dans cette affaire.

Mamontov – D'après vous, quand un tel bonheur va arriver ?

Jirinovski – Au cours des 10 prochaines années. La question sera résolue définitivement. Ou ils s'éloignent de nous pour toujours, et ceci deviendra la Pologne, pas l'Ukraine. Ou ils vont revenir vers nous. [...] N'aider personne, et ne réagir sur rien. Seulement dans le cas de la scission de l'Ukraine, s'ils veulent [...], nous allons les prendre dans la Fédération de Russie (Jirinovski, 2007d).

En fin de compte, les intérêts nationaux russes en relation avec l'Ukraine pour le LDPR se résumait, dans un premier temps, à ne pas permettre l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN et dans l'UE, et dans un second temps, « d'aider les Russes à vivre de nouveau en Russie, tout en demeurant sur le territoire où ils vivent » (c'est-à-dire l'intégration de certaines parties de l'Ukraine dans la FR) (Jirinovski, 2009e).

En ce qui concerne le Kremlin, le leader du LDPR s'est montré plutôt satisfait de la façon dont le Kremlin avait agi pour gérer la situation. Toutefois, comme d'habitude, Jirinovski s'est prononcé sur la nécessité de prendre des mesures plus sévères, et il a aussi exprimé sa satisfaction étant donné que les propositions du LDPR visant à rationaliser les relations économiques de la Russie avec les « régimes hostiles » (comme ceux de Kiev et de Tbilissi) commençaient à être mises en œuvre par les autorités russes (Jirinovski, 2006a).

### 3.2.4 Le narratif de *Rodina* et de *Russie juste* à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Première note à considérer avant d'entamer l'analyse du narratif de *Rodina*, c'est que suite à l'élection législative de 2007, le parti *Rodina* n'est plus présent à la Douma. De ce fait, le parti est demeuré hors du Parlement, et finalement, le parti fut dissous, tandis que ses membres ont intégré différents autres partis politiques (par exemple, Rogozine s'est joint à *Russie unie*, Babakov à *Russie juste*, etc.).

Deuxièmement, il faut également remarquer que déjà en 2006, il était évident que *Rodina* n'avait pas beaucoup de chances pour passer le seuil de passage à la Douma. De ce fait, ses membres (notamment la direction du parti) étaient autant préoccupés par le sort du parti que de leur propre sort.

En somme, différentes scissions provoquées par le Kremlin ont conduit le parti jusqu'à sa réorganisation en 2006 dans un nouveau parti (*Russie juste*) qui, à son tour, a été créé à partir de la fusion de trois partis politiques (*Rodina*, le *Parti russe de la vie* et le *Parti des retraités*).

De ce fait, contrairement aux autres partis politiques, le narratif de *Rodina* à l'égard des conflits gaziers russo-ukrainiens est en quelque sorte incomplet, et ce, étant donné que le parti a disparu de la scène politique avant même la fin de la crise, et que ses membres, en rejoignant d'autres partis politiques, ont dû adapter leur vision de la crise à celle du parti qu'ils venaient d'intégrer.

Le narratif de *Rodina* voit le conflit gazier russo-ukrainien avant tout à travers le prisme de la politique, et que par conséquent, le conflit devait être réglé au niveau politique. Selon le narratif de *Rodina*, l'importance de la question résidait dans le fait que les Ukrainiens étaient devant un choix : ou bien ils allaient payer le prix du marché mondial pour le gaz naturel russe (un prix qui pourrait conduire à l'effondrement de l'économie ukrainienne), ou bien l'Ukraine allait intégrer l'espace économique commun avec la Russie (donc faire partie de la civilisation russe et abandonner l'idée de rejoindre l'OTAN) et payer le prix du marché domestique pour le même gaz russe. En somme, d'après Rogozine, on posait là la « question de la réunification de la même nation qui a été divisée artificiellement en 1991 » (Rogozine, 2005b).

En même temps, Rogozine considérait comme étant une grosse erreur de payer les frais de loyer pour la flotte de la mer Noire à Sébastopol, parce que selon Rogozine, la ville de Sébastopol n'appartenait pas à l'Ukraine et devrait demeurer sous la juridiction de la Fédération de Russie. Par conséquent, la Russie ne devrait pas payer de loyer pour ce qui lui appartenait, tandis que Sergey Glazyev questionnait l'utilité de sacrifier le sort de millions de concitoyens et de compromettre les intérêts communs de coopération à long terme pour des gains, des profits à court terme tirés d'une structure commerciale (Gazprom). Pour Glazyev, il était également « dégoûtant » de voir la spéculation autour de la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol, une situation dans laquelle les politiciens ukrainiens ne cherchent qu'à encaisser de l'argent (Glazev, 2005).

L'élite politique ukrainienne, l'un des principaux protagonistes du narratif de *Rodina*, est divisée en deux : le *Parti des régions* appuyé par le groupe industriel et financier de la région de Donetsk, et la coalition « orange » appuyée par les entreprises des régions occidentales du pays. *Rodina*



soutenait que ces élites politiques menaient la lutte les uns contre les autres depuis plusieurs années. De ce fait, à part de présenter les deux élites politiques comme étant des clans mafieux (les groupes d'oligarques) et leur lutte comme étant une lutte de clans (entre les groupes d'oligarques), on souligne que le principal trait qui les différencie est leur relation avec la Russie. Le *Parti des régions* (parti de Ianoukovytch) est en faveur du développement des relations avec Moscou, et pour cette raison, il profite de l'appui de Moscou, tandis que la coalition « orange » est en faveur d'une orientation pro-occidentale de l'Ukraine visant l'intégration à l'UE et à l'OTAN, mais préconisant aussi l'interdiction de la langue russe en Ukraine à titre de seconde langue (Babakov, 2006b).

Quant au deuxième protagoniste, l'Occident, les représentants de *Rodina* soutiennent que les États-Unis, influencés par les travaux de Zbigniew Brzezinski, tentent de prévenir une nouvelle union entre la Russie et l'Ukraine par la création d'un système de « conflits gérés »<sup>163</sup> entre les deux États slaves. D'après Rogozine, les États-Unis ont clairement fait comprendre à la Russie que l'Ukraine est avant tout une sphère des intérêts vitaux de l'OTAN (Rogozine, 2006b).

Dès le début du premier conflit gazier, *Rodina* suggérait de créer un espace économique commun et une union douanière fournissant à tous leurs sujets des règles communes de tarification, y compris pour le gaz naturel (Glazev, 2005). En même temps, comme auparavant, l'on continuait de souligner que la réunification de la Russie et de l'Ukraine (ainsi que celle du Belarus et du Kazakhstan) était « primordiale », une réunification qui devrait se réaliser de manière pacifique, même si cela pouvait s'étirer dans le temps (Rogozine, 2005b).

Quant à la critique du Kremlin et la manière dont il a géré la crise, en début janvier 2006, Rogozine a estimé qu'avec la résolution de la crise gazière, tout le monde en a profité et que l'élimination du conflit gazier a permis d'éliminer la menace pour la sécurité nationale (Rogozine, 2006a). Cependant, un peu plus tard, après que l'Ukraine eut déclaré son orientation euroatlantique, Rogozine déclara qu'il fallait revoir immédiatement le prix du gaz. Selon Rogozine, en vendant le gaz à un prix peu élevé, la Russie avait elle-même financé la création de l'infrastructure de l'OTAN en Ukraine (Rogozine, 2006b).

---

<sup>163</sup> Expression employée par Rogozine (2006b) en référence aux conflits artificiellement créés par les États-Unis dans la région afin de se doter de certains leviers d'influence contre la Russie.

En ce qui concerne le narratif de *Russie juste*, en général, il présente les événements entourant les conflits gaziers comme étant des tentatives d'influencer la Russie par le chantage et la manipulation (Mironov, 2009b). La situation était présentée comme si l'Ukraine avait délibérément porté la situation du niveau économique au niveau politique (Mironov, 2009b). Il a été également souligné que l'Ukraine siphonnait illégalement le gaz destiné aux consommateurs européens (Mironov, 2009a).

Dans le narratif de *Russie juste*, l'Ukraine occupe la position d'un pays très proche de la Russie et qui affiche beaucoup de choses en commun avec cette dernière. L'Ukraine est aussi vue comme étant l'un des principaux partenaires économiques de la Russie, et qu'il est donc nécessaire de soulever la question de l'intégration des deux économies (Babakov, 2008b).

Dans le narratif de *Russie juste*, comme auparavant dans le narratif de *Rodina*, l'on trouve également les deux principaux protagonistes : l'Occident (avec les États-Unis en tête) qui poussait la Russie et l'Ukraine dans « l'orbite de questions complexes et problématiques », et qui spéculait autour de différents thèmes (par exemple l'intégration dans l'OTAN, la question de l'indépendance du Kosovo, etc.) dans le but de gloser contre la Russie à travers l'Ukraine. Tout cela afin de prévenir le renforcement de la Russie sur la scène internationale.

Qui peut m'expliquer pourquoi le bloc de l'OTAN, dans lequel les États-Unis jouent un rôle de premier plan, est autant intéressé de se rapprocher des frontières de la Russie. Techniquement, cela résout peu. [...] Donc, le problème n'est pas là, mais le but est dans la spéculation et l'agitation artificielle de la tension. Cette tactique émanant des véritables intérêts économiques de certains joueurs (Babakov, 2008b).

On accusait également l'UE d'avoir formulé des promesses au leader ukrainien quant à l'éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, sachant en même temps que l'Ukraine n'allait jamais intégrer ces institutions occidentales en raison du fait que Kiev ne respectait pas leurs normes fondamentales d'adhésion et certains accords relevant du droit international (Ostrovski, dans Babakov, 2008d).

En même temps, l'on insistait que le « seul coupable » dans le conflit gazier, c'était le gouvernement ukrainien qui, violant ses obligations en matière de transit du gaz naturel, siphonnait illégalement le gaz destiné aux consommateurs européens (Mironov, 2009a).

Les représentants du narratif de *Russie juste* soulignaient aussi que la situation politique en Ukraine avait été compliquée par une crise financière et économique importante, et que la confrontation entre différents clans à l'intérieur du pays poussait certains politiciens ukrainiens à prendre des actions irresponsables et dangereuses (Mironov, 2009b).

**Tableau 3.7** Narratifs géopolitiques de *Rodina* et de *Russie juste* à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Grammaire de géopolitiques		Narratifs de <i>Rodina</i> et de <i>Russie juste</i>
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		<b>Rodina</b> : Très critique <b>Russie juste</b> : neutre.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	<b>Rodina</b> : une question politique; une question de la réunification de la même nation qui a été divisée artificiellement en 1991; l'Ukraine doit décider si elle veut participer dans l'espace économique commun avec la Russie. Dans un cas contraire l'Ukraine va payer le prix du marché pour le gaz. <b>Autre</b> : fait partie de la civilisation russe. <b>Russie juste</b> : Ukraine siphonne illégalement le gaz destiné aux consommateurs européens; tentatives d'influencer la Russie par le chantage et la manipulation. <b>Autre</b> : un pays très proche de la Russie; un des principaux partenaires économiques de la Russie.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Rodina</b> : Élite politique ukrainienne, divisée en deux : pro-russe et pro-occidentale; la lutte de clans. Occident/les États-Unis, sous l'influence de travaux de Brzezinski, tentent de prévenir une nouvelle union entre la Russie et l'Ukraine par la création d'un système des «conflits gérés» entre les deux États slaves. <b>Russie Juste</b> : Occident/les États-Unis tentent de prévenir le renforcement de la Russie sur la scène internationale. Élites politiques ukrainiennes : conflits de clans.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	<b>Rodina</b> : création d'un espace économique commun et d'une union douanière avec l'Ukraine. <b>Russie Juste</b> : n/a.
Image de soi (Russie)		<b>Russie Juste</b> : Russie respecte ses engagements commerciaux.

Le détournement du gaz russe destiné pour l'UE a aussi été expliqué par le fait que Kiev avait compté sur « un gain politique » au détriment des intérêts à la fois des consommateurs européens et de ses propres citoyens. Pour sa part, Moscou, qui a pleinement respecté toutes ses obligations concernant les contrats gaziers pour les pays européens, exigeait de Kiev de résoudre le problème gazier via des négociations afin de trouver des solutions mutuellement acceptables qui conviendraient à la fois à la Russie et à l'Ukraine, mais aussi sans porter atteinte aux intérêts des consommateurs européens. Toutefois, comme Mironov l'a souligné, malgré les efforts du côté

russe, Kiev n'avait pas entrepris de mesures équivalentes et n'avait pas signé de contrat avec la Russie sur les livraisons de gaz (Mironov, 2009b ; 2009a).

### 3.2.5 Le narratif géopolitique du Kremlin, de son parti à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

Le narratif officiel se compose de quelques éléments clés auxquels les autorités russes ont eu recours durant toute la période des conflits gaziers russo-ukrainiens.

Parmi les arguments les plus importants, commençons par l'argument selon lequel la Russie désire établir des relations commerciales « civilisées » avec l'Ukraine (des relations basées sur les lois du marché), et ce, uniquement dans le but de surpasser la subvention indirecte accordée à l'économie ukrainienne dans le domaine du commerce du gaz naturel. Tout cela en tenant compte du fait qu'une telle subvention nuisait aux économies européennes, étant donné le fait que la « réception d'une ressource aussi importante dans un pays voisin à un prix inférieur met l'ensemble du secteur de l'économie des pays de l'UE en position non compétitive » (en référence avec la « nouvelle Europe » et en particulier, comme d'un cas d'exemple, à l'industrie roumaine de la chimie) (Poutine, 2009b). Cet argument était primordial pour expliquer l'essence même des mesures et des actions entreprises par le « côté russe » à l'endroit du « côté ukrainien » (Poutine, 2008g ; 2009b). Il convient de noter que l'expression « relations civilisées » comptait parmi les expressions favorites des occidentalistes radicaux russes. De ce fait, Poutine (volontairement ou involontairement) s'est rapproché une fois de plus des néolibéraux russes (depuis qu'il avait exprimé sa volonté, pour la première fois en septembre 2001, de soutenir les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme).

Poutine – [...] Nous espérons beaucoup que les événements d'aujourd'hui vont tous nous pousser à la transition vers les formes de dialogue de marché civilisées (Poutine, 2009b).

[...] S. Scholl (journaliste) – Un moyen de sortir de la situation ne serait-il pas de vendre votre gaz ailleurs, dans une autre direction ?

Poutine – Non. La sortie de la situation, tout le monde doit agir de façon civilisée, dans le cadre des relations de marché et du droit international (Poutine, 2009b).

Est-ce que cet arrangement valait de tels efforts, de telles dépenses ; je pense que oui. Parce qu'il faut un jour passer aux relations normales, civilisées, de marché ; en cela est intéressée la Russie. Nos partenaires en Europe sont intéressés aussi, qui reçoivent le gaz via le transit sur le territoire ukrainien. Curieusement, c'est surtout l'Ukraine qui est intéressée en cela (établir des relations de marché) (Poutine, 2009d).

Quoi qu'il en soit, l'on insistait sur le fait qu'il était temps que l'Ukraine (comme les autres anciennes républiques soviétiques) commence à payer le prix du marché pour le gaz russe. À maintes reprises, Poutine a affirmé que durant les années précédentes, l'Ukraine recevait le gaz naturel russe à des prix bien inférieurs à ceux du marché, tandis que les pays européens le recevaient au prix du marché. Ainsi, selon Poutine, au cours des années et en considérant uniquement l'approvisionnement en gaz naturel, la Russie a littéralement subventionné l'économie ukrainienne à raison de 3 à 5 milliards de dollars par année. Par exemple, le 8 janvier 2009, lors d'une conférence, Poutine déclara que durant les dernières années, la subvention indirecte accordée à l'Ukraine dans le domaine du gaz avait coûté aux contribuables russes environ 47 milliards de dollars. En général, selon Poutine, la subvention relative au prix du gaz naturel russe pour les anciennes républiques de l'Union soviétique s'élevait à environ 75 milliards de dollars (Poutine, 2009b).

Ainsi, dès le début, l'image de la Russie a été présentée dans le narratif officiel comme étant celle d'un État qui tentait de vendre son gaz à l'Ukraine au prix du marché, qui voulait assurer ses livraisons de gaz, conserver son image de partenaire commercial fiable (notamment auprès des pays européens) et garantir que sa marchandise vendue serait payée et ne serait pas pillée. Une telle présentation de la situation excluait définitivement du narratif officiel toute possibilité en ce qui a trait aux pressions de nature politique et économique contre l'Ukraine, mettant fermement et uniquement l'accent sur l'aspect commercial du problème, où le Kremlin a lui-même été impliqué uniquement pour régulariser le problème et pour trouver une solution rapide au problème causé principalement par l'irresponsabilité du côté ukrainien. De ce fait, l'on soulignait que malgré les efforts du côté russe, les autorités ukrainiennes n'étaient pas capables d'organiser le fonctionnement normal et transparent de leur économie conformément aux principes du marché. Cette tendance sera maintenue jusqu'à la fin du narratif.

En même temps, dans le but de souligner le caractère commercial du problème (c'est-à-dire le fait que la crise se situait au niveau commercial et non pas, comme plusieurs en Ukraine et en Occident

le prétendaient, au niveau politique), les autorités russes ont toujours clairement distingué dans leur narratif la Russie (l'État russe), un acteur à part, et le côté russe (Gazprom), une organisation commerciale. Cette distinction s'est aussi étendue à l'Ukraine et au côté ukrainien.

En second lieu, le narratif officiel insistait sur le fait que le côté russe n'avait pas augmenté soudainement et brusquement le prix de son gaz (comme plusieurs l'avaient accusé), mais que l'Ukraine en avait été avertie plusieurs mois à l'avance, laissant ainsi à cette dernière suffisamment de temps pour prendre les mesures nécessaires afin de se préparer pour des changements (Poutine, 2006b).

En ce qui concerne Gazprom, l'entreprise est plutôt présentée comme étant une victime dans toute cette histoire, en argumentant par le fait que le côté ukrainien, non seulement ne veut pas payer ses dettes à Gazprom, mais qu'il vole aussi le gaz destiné à l'Europe.

Lors de la crise de 2009, quelques nouveaux éléments sont apparus dans le narratif du Kremlin. La description de la situation a été reformulée autour de trois principaux éléments. Le premier de ceux-ci était de nature humanitaire. Poutine a souligné qu'étant donné que le partenaire de la Russie était le peuple fraternel ukrainien, le côté russe avait dû prendre en considération la situation difficile en Ukraine. Le deuxième élément était de nature « économique et pragmatique », et tenait compte du fait que les partenaires ukrainiens ne devaient pas être mis dans une position où ils ne seraient plus capables de payer pour les marchandises russes. Enfin, le troisième élément tenait compte du fait que la situation économique de l'Ukraine s'était aussi aggravée par la lutte des clans politiques. De ce fait, la crise était désormais présentée comme tenant non seulement de l'incapacité du côté ukrainien à régler le problème, mais aussi du résultat du conflit des clans en Ukraine (Poutine, 2008h ; 2009c).

En somme, au centre du narratif officiel russe se trouvait l'argument selon lequel, malgré les efforts de Gazprom (durant toute l'année 2008) pour aider les partenaires ukrainiens à élaborer des options pour le remboursement de la dette, non seulement les partenaires ukrainiens n'ont fait aucun effort pour régler cette « question de principe », mais que depuis le début, ils recouraient au chantage, bloquant les approvisionnements en gaz pour les consommateurs européens. De ce fait, l'on justifiait la décision entreprise par Gazprom qui, selon le narratif officiel, n'ayant pas réussi à signer le nouveau contrat pour la fourniture de gaz le 1<sup>er</sup> janvier 2009, a été contrainte de suspendre

les livraisons de gaz pour les consommateurs ukrainiens, tandis que pour les consommateurs européens, le volume de transit a été augmenté (Poutine, 2009b).

À part les partenaires ukrainiens, essentiellement présentés comme étant corrompus, criminels et incapables de régler les problèmes économiques de leur pays (Poutine, 2009c ; 2009d), les partenaires occidentaux (les partenaires américains et ouest-européens) sont surtout critiqués pour avoir opté pour une décision politique ainsi que pour avoir adopté une approche unilatérale visant à miser sur la force politique « pro-occidentale » en Ukraine et de la soutenir, y compris en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie bon marché en provenance de la Russie. Toutefois, comme Poutine l'a souligné, en Ukraine, il n'y avait pas de forces prorusses ou pro-occidentales, et que toutes les forces étaient plutôt pro-ukrainiennes (Poutine, 2006c).

Ces comportements des partenaires occidentaux sont avant tout expliqués par le fait que les Européens sont les otages de la situation qui s'est développée dans le monde après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, ce qui est arrivé avec l'Ukraine (notamment en référence à la *Révolution orange*) est donc avant tout présenté comme étant le résultat des activités de l'ancienne Administration américaine et de l'Union européenne qui les a soutenues. De ce fait, pour une raison quelconque, les partenaires occidentaux ont artificiellement divisé en deux les forces politiques en Ukraine (prorusses versus pro-occidentales), tout en soutenant ces dernières, même dans les activités anticonstitutionnelles. Par conséquent, cela a complètement déstabilisé l'Ukraine, mettant en cause son intégrité territoriale et sa souveraineté (Poutine, 2006d ; 2007b).

La principale solution envisagée et appliquée fut celle d'interrompre les livraisons de gaz pour l'Ukraine. Outre cette principale solution, lors du conflit de 2008-2009, le Kremlin exigeait aussi la formation d'un mécanisme de suivi et l'envoi d'observateurs pour contrôler l'entrée et la sortie du gaz russe en Ukraine. Poutine a aussi insisté pour que le côté ukrainien signe le contrat pour la fourniture de gaz (Poutine, 2009b).

En somme, le narratif officiel tentait clairement de présenter les autorités ukrainiennes comme non fiables et immatures, tandis que le côté russe était présenté comme étant celui qui tentait de trouver des solutions adéquates et raisonnables, et qui se battait pour l'établissement de relations « civilisées » avec leurs partenaires ukrainiens afin d'assurer ses livraisons de gaz. En même temps, il convient de noter que le narratif officiel est totalement différent de ceux des autres partis

politiques qui présentaient les conflits gaziers avant tout sur le plan géopolitique et qui, par conséquent, suggéraient des solutions politiques, au détriment de la position du Kremlin qui insistait sur le caractère éminemment commercial du conflit.

Ainsi, une fois de plus, comme nous l'avons vu précédemment, le Kremlin avait une position qui différait largement de la position du reste des élites politiques. Toutefois, contrairement au passé lorsque le Kremlin était contraint de s'adapter à la position du reste de la classe politique (notamment dans le cas de la Géorgie lors de crise de Pankissi), cette fois-ci, il avait maintenu sa position tout au long de la période à l'étude. Nous en discuterons plus en détail dans les pages qui suivent.

**Tableau 3.8** Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2005-2010)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du Kremlin</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	<b>Début (2005-2006)</b> La Russie désire établir des relations commerciales « civilisées » avec l'Ukraine; l'Ukraine siphonne sans autorisation le gaz naturel russe destiné aux pays européens; l'Ukraine ne veut pas payer ses dettes. <b>(2008-2009)</b> Ce qui se passe en Ukraine en lien avec le conflit de gaz est le résultat du conflit des « clans rivaux » en Ukraine; le vol du gaz russe; une crise politique interne; le chantage. <b>Menaces</b> : la déstabilisation interne de l'Ukraine; la fragilité de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. <b>Autre</b> : plus proche voisin et partenaire de la Russie.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Partenaires ukrainiens</b> : les criminels (volent le gaz russe), les clans rivaux sont incapables de régler les problèmes économiques à l'intérieur de leur pays; se battent pour les avantages personnels. <b>Partenaires occidentaux</b> ont opté pour une décision politique et une approche unilatérale de miser sur un spectre politique en Ukraine (pro-occidental) et de ce fait déstabilisant l'Ukraine et mettant en cause son intégrité territoriale et sa souveraineté.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	<b>Intérêts</b> : établir les relations commerciales civilisées avec l'Ukraine basées sur les lois du marché dans le but de surpasser la dotation de l'économie ukrainienne dans le domaine du commerce du gaz naturel; la stabilité du marché énergétique européen; assurer ses livraisons de gaz; garder son image d'un partenaire commercial fiable. <b>Solutions</b> : interruption de livraison de gaz.
<b>Justifications</b>		Le côté ukrainien a interrompu les négociations; le côté russe a été obligé d'interrompre la livraison du gaz naturel à travers l'Ukraine; le côté russe n'a pas interrompu soudainement la livraison du gaz à l'Ukraine.
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie respecte ses engagements envers ses partenaires commerciaux; la Russie tente de trouver de solutions raisonnables pour sortir de la crise; la Russie est pour des relations commerciales civilisées.



### 3.2.6 Bilan de la période (2005-2010)

Dès le début, le narratif officiel présentait la situation comme étant une tentative de la Russie d'établir des « relations commerciales civilisées » avec l'Ukraine, relations basées sur les lois du marché, afin de cesser de subventionner l'économie ukrainienne dans le domaine du commerce du gaz naturel.

Du début de la *Révolution orange* jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Victor Ianoukovytch et de la signature de l'Accord de Kharkov en avril 2010, toute cette période a été marquée par un nombre très élevé de scandales, de provocations et de reproches réciproques adressés entre la Russie et l'Ukraine, une période éminemment comparable, eu égard à l'intensité des hostilités, aux relations russo-géorgiennes entre 2004 et 2007.

Un bref parcours de la presse russe à propos des conflits gaziers permet de constater que plusieurs observateurs, indépendamment de leurs convictions politiques, partageaient certains éléments de base pour décrire et expliquer ces conflits. Par exemple, l'opinion nationale-patriote était encline à caractériser les conflits gaziers à la fois comme étant une « attaque de gaz » contre l'Ukraine (Sukin, 2006 ; Kon'kov et Nagornyj, 2006), mais aussi comme étant la mise en scène d'un « stratagème frauduleux » (Prokhanov, 2006 ; Olejnik, 2006 ; Filin, 2006 ; Bylevskij, 2006), ou encore comme un « cirque de gaz » (Maslov, 2009) mis en place dans le but de mieux piller le gaz russe, et ce, des deux côtés, à la fois russe et ukrainien (Olejnik, 2006). Les conflits gaziers étaient également présentés comme étant des provocations et une « hystérie de la guerre » (Olejnik, 2006). Mais plus particulièrement, l'on reprochait au Kremlin (et surtout à Poutine) de permettre l'arrivée au pouvoir à Kiev d'« agents d'influence américains » dont le seul objectif était de dégrader davantage les relations entre les peuples russe et ukrainien (Kon'kov et Nagornyj, 2009). Les résultats du premier conflit gazier étaient généralement présentés comme étant un « échec humiliant du Kremlin », tandis que Poutine était présenté d'abord comme un businessman, ensuite comme un homme d'État (Belkovskij et Golyšev, 2006 ; Filin, 2006).

C'est ainsi qu'Alexandre Prokhanov, rédacteur en chef de *Zavtra*, a qualifié de « stratagème frauduleux » et de « stratagème noir » le premier conflit gazier, tout en soulignant l'antipathie grandissante entre les peuples russe et ukrainien en raison de l'approche inadéquate du Kremlin. D'après lui, dans toute cette histoire, Poutine semblait être plutôt au service des États-Unis qu'au

service de son pays. En même temps, Prokhanov regrettait qu'un des principaux résultats du conflit gazier, c'est que celui-ci devienne l'occasion d'établir un « cordon sanitaire » autour de la Russie. Prokhanov affirmait que le conflit gazier a montré que la Russie était gouvernée par une « classe pétrolière et gazière », alors que le Kremlin n'était pas capable d'empêcher la démarche entreprise par l'Ukraine pour intégrer l'OTAN (Prokhanov, 2006). Trois ans plus tard, Prokhanov présentait le conflit gazier de 2009 comme étant le résultat d'une politique délibérée, résultat de la politique anti-impériale de Gorbatchev et d'Eltsine, et résultat d'une impasse idéologique dans laquelle s'était retrouvé le gouvernement russe (Prohanov, 2009).

En ce qui concerne le point de vue libéral, il comprenait trois principaux messages. Premièrement, on évoquait un aspect obscur du conflit gazier, notamment à l'endroit de l'entreprise intermédiaire *RosUkrEnergo*. Plusieurs observateurs mettaient l'accent sur la prédominance des intérêts personnels des élites politiques dans les conflits gaziers (Latynina, 2006, 2009 ; Slejnov, 2009 ; Milov, 2009 ; Vas'kovskaja, 2006).<sup>164</sup> En second lieu, l'on soulignait un aspect politique de la crise ; on évoquait donc la tentative du Kremlin de paver le chemin à un candidat pour la prochaine élection législative ukrainienne, à un candidat dont la candidature serait plus avantageuse pour Moscou.<sup>165</sup> Enfin, l'on évoquait aussi la possibilité de mettre en cause la Russie qui risquerait ainsi de perdre sa réputation de partenaire fiable aux yeux de l'Occident dans la fourniture de ressources énergétiques (Latynina, 2006; Mineev, 2009; Kriger, 2009). Lors de la crise de 2009, l'on a aussi évoqué la pratique du chantage par le Kremlin contre l'UE (Latynina, 2009; Rogov, 2009).

La gauche communiste reprochait principalement au Kremlin de se soumettre à la « dictature du marché capitaliste » et de « refuser officiellement et publiquement » de réunir ses voisins, y compris les peuples slaves.<sup>166</sup> On a également reproché au Kremlin de tenter de convaincre le

<sup>164</sup> Voir aussi : Novaja Gazeta (16 janvier 2006), *Kto ostalsja na trube*. En ligne : <<http://www.novayagazeta.ru/inquests/32310.html>> ;

Novaja Gazeta (5 février 2006), *Rossija i Ukraina zaključili baračnyj kontrakt*; <<https://www.novayagazeta.ru/articles/2006/02/06/30218-rossiya-i-ukraina-zaklyuchili-barachnyy-kontrakt>>.

<sup>165</sup> Novaja Gazeta (26 décembre 2005). *Gazovyj Prezident*, no 97.

<sup>166</sup> Pravda (17-18 janvier 2006), *ČEM PAHNET GAZ?*, №3 (28911). En ligne : <<https://kprf.ru/pravda/issues/2006/3/>>.

public russe que les profits de *Gazprom* et de *Rosneft* sont les profits de la Russie, et non pas ceux des « camarades » de Poutine (Florov, 2009).

Les sondages sur l'opinion publique russe relativement à cette période sont intéressants sur plusieurs points. Par exemple, les sondages de janvier 2006 montrent que l'attitude positive des Russes à l'endroit de l'Ukraine est passée de 79 % (en 2004) à 54 % (en janvier 2006), tandis que l'attitude négative est passée de 13 % à 34 % pour la même période. Les sondages relatifs à la crise gazière de 2009 ont montré que l'attitude positive est passée de 37 % en septembre 2008 à 29 % en janvier 2009, tandis que l'attitude négative est passée de 53 % à 62 % pour la même période (Levada Centre, 2009).

En ce qui concerne les objectifs que la Russie devrait inclure dans sa politique à l'égard de l'Ukraine, on trouve en première place (avec une cote de 53 %) l'option suggérant « la formation des relations normales de marché, y compris l'introduction des prix du marché sur les ressources énergétiques ». Sept premiers choix privilégiés par les répondants méritent d'être mentionnés. Ainsi, en observant le tableau ci-dessous, l'on remarque qu'en seconde place se trouve l'option suggérant « le maintien des relations de bon voisinage avec l'Ukraine » (44 %), tandis qu'à la troisième place (avec 31 %) se trouve l'option suggérant « le retour de la Crimée à la Russie ». En ce qui concerne les options suggérant « l'union de la Russie et de l'Ukraine dans un État d'union », de « prévenir l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN » ou l'« élimination de Viktor Iouchtchenko du pouvoir », elles sont respectivement de 18, 14 et 12 % (Levada Centre, 2006a).

**Tableau 3.9** Quels objectifs la Russie doit inclure dans sa politique envers l'Ukraine (avec un choix multiple possible)? <sup>167</sup>

Objectif	%
1. Formation des relations normales de marché, y compris l'introduction des prix du marché sur les ressources énergétiques	53
2. Maintien des relations de bon voisinage avec l'Ukraine	44
3. Retour de la Crimée à la Russie	31
4. Respect précis de tous les accords, y compris des engagements de fourniture le gaz russe à l'Ukraine au même prix jusqu'en 2009	21
5. Union de la Russie et de l'Ukraine dans un État d'union	18
6. Prévenir l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN	14
7. Élimination de Viktor Iouchtchenko du pouvoir	12

<sup>167</sup> Levada Centre (2006a).

Cette période a aussi été marquée par une série d'événements ayant contribué à envenimer les relations russo-ukrainiennes. Mais pour éviter répéter ce qui a déjà été relaté dans les sections relatives aux cas géorgiens et qui couvre principalement la même période (de 2004 à 2008), nous nous concentrerons dès lors sur les événements qui se sont produits sur la scène internationale après le conflit d'août 2008, et ce jusqu'à la signature des accords de Kharkov en avril 2010.

Ainsi, le premier thème, et sans doute le plus important, est lié à la crainte de Moscou de perdre son influence en Ukraine, crainte perçue strictement dans le cadre d'une concurrence géopolitique entre d'un côté les États-Unis et l'UE, et d'un autre côté la Russie. Cette première préoccupation est directement liée à la seconde, c'est-à-dire de voir l'Ukraine intégrer l'OTAN, et dans une moindre mesure l'UE. Les deux thèmes faisaient régulièrement surface dans les discours publics tenus en Russie faisant ainsi un sujet de débats aigus. D'ailleurs, une brève analyse de la presse moscovite témoigne de cette préoccupation alors que plusieurs observateurs russes voient les conflits gaziers avant tout comme un signe pouvant cacher quelque chose d'autre.

On se souvient que la « lune de miel » entre Moscou et Kiev s'achève avec le commencement de la *Révolution orange*, tandis que l'arrivée au pouvoir de Victor Iouchtchenko, le grand vainqueur de cette révolution, a renforcé davantage chez l'élite dirigeante russe la conviction de l'hostilité de Washington à l'égard de Moscou. Le conflit gazier de janvier 2006 (qui a suivi la *Révolution orange*) raffermi de plus en plus le sentiment de cette hostilité à l'endroit des États-Unis. Lors de ce conflit gazier, il apparaissait qu'au Kremlin, l'on était persuadé qu'après avoir clairement expliqué des raisons de la crise (soigneusement formulées dans le narratif officiel), la responsabilité entière serait attribuée aux autorités ukrainiennes. Cependant, au grand dam du Kremlin, c'est pourtant la Russie qui a été critiquée et présentée comme la principale responsable de la crise. On reprochait principalement à la Russie de provoquer délibérément la crise aux fins d'intimider et d'exercer un chantage contre le gouvernement ukrainien issu de la *Révolution orange*. En même temps, certains membres de l'UE commencèrent à douter de la fiabilité de la Russie en tant que partenaire commercial. En conséquence, au sein de l'UE, on commence à évoquer la nécessité de diversifier les fournisseurs de gaz naturel pour les consommateurs européens.

Quoi qu'il en soit, le compromis auquel les deux côtés en sont arrivés le 4 janvier 2006 (ce qu'on considère d'ailleurs comme un compromis « complexe et obscur ») permit au moins au Kremlin, à un certain point, de sauver la face, dans la mesure où le Kremlin a maintenu son propos d'augmenter le prix de gaz tout en permettant à l'Ukraine de payer un prix moins élevé que le prix du marché international (Lévesque, 2006: 80).

En fait, même si le désir de Moscou de vendre son gaz à l'Ukraine au prix du marché semblait tout à fait raisonnable, son désir d'influencer le sort de l'élection législative qui s'approchait en Ukraine n'était évidemment pas innocent. En effet, tout laisse à croire que l'idée derrière cela était double : premièrement, le Kremlin aurait voulu voir élire un candidat plus favorable à Moscou ; en second lieu, à Moscou, l'on espérait probablement discréditer le gouvernement issu de la *Révolution orange* et miner ses aspirations euro-atlantiques. Quoi qu'il en soit, il était déjà clair que le Kremlin n'allait plus continuer à subventionner un gouvernement qui se montrait ouvertement hostile à l'égard de Moscou et qui semblait déterminé à intégrer son pays dans l'OTAN (Lévesque, 2006: 81).

Ici, en lien avec les aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine, il convient de mentionner un incident qui s'est produit en mai 2006 en Crimée, mais qui a joué à l'avantage du Kremlin. À la fin du mois de mai, environ 200 marines réservistes américains arrivent à Feodosia (une ville portuaire en Crimée). Leur objectif était de déployer les installations militaires pour *Sea Breeze 2006*, un exercice militaire conçu dans le cadre du « Partenariat pour la paix » de l'OTAN et dont la tenue était prévue pour le 17 juillet de la même année. Cependant, mobilisés par les partis politiques locaux (comme le Parti des régions de Ianoukovytch et le Parti socialiste progressiste de Nataliya Vitrenko) et la communauté russe de Crimée, les résidents de Feodosia déclenchent de vives protestations anti-OTAN et forcent ainsi les marines américains à interrompre leurs préparatifs. À cet égard, on se souvient que Ziouganov (leader du KPRF) accompagné d'autres députés communistes ainsi que des leaders du KPU et du Parti communiste de Crimée (Moroz et Gratch) se sont aussi rendus à Feodosia afin de « chasser l'OTAN de la Crimée », avec pour résultat que le 4 juin 2006, les marines américaines commencèrent à plier bagage et que plus tard en juillet, le *Sea Breeze* fut annulé. Comme raison officielle, on invoqua la situation au Moyen-Orient.<sup>168</sup>

<sup>168</sup> The New York Times (11 juin 2006), *U.S. reservists pull out of Ukraine - Americas - International Herald Tribune*. En ligne : <[http://www.nytimes.com/2006/06/11/world/americas/11iht-kyev.1947814.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2006/06/11/world/americas/11iht-kyev.1947814.html?_r=0)>.

Parallèlement, un autre exercice militaire, le *Knot Tight* (un exercice militaire anglo-ukrainien prévu pour le 14 juin de la même année près de Mykolaïv, une ville portuaire au sud de l'Ukraine) fut également annulé. Une fois de plus, toute cette histoire a clairement mis en lumière la forte contradiction qui existait au sein de la population de l'Ukraine à l'endroit de l'OTAN et, par conséquent, elle a mis en doute la faisabilité (au moins à court terme) de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN.

On se souvient que cette période coïncide aussi (d'abord petit à petit, puis avec une allure plus accélérée au début 2007) aux vagues de critiques ouvertes adressées par Poutine à l'endroit des États-Unis. C'est dans de telles circonstances que débute l'année 2008, une année qui sera particulièrement marquante pour les relations russo-ukrainiennes.

Retraçons rapidement les principaux faits qui ont marqué les relations russo-ukrainiennes durant cette année. Ainsi, dès le 5 janvier, Gazprom fait savoir au côté ukrainien qu'elle réduira ses livraisons de gaz au cas où la dette de 1,5 milliard de dollars ne soit pas payée, tandis que le 6 janvier, le gouvernement ukrainien demanda au secrétaire général de l'OTAN d'accorder le MAP à l'Ukraine lors du sommet de Bucarest (prévu pour avril). Un peu plus tard, le 17 janvier, s'est tenue à Moscou la première série de négociations sur les nouveaux principes devant régir les relations gazières entre la Russie et l'Ukraine. C'est durant ces négociations que le côté ukrainien évoqua d'augmenter le taux de transit de gaz russe sur le territoire ukrainien ainsi que de conclure des contrats, directement, sans intermédiaire.

Le 12 février, au cours des pourparlers entre Poutine et Iouchtchenko, ce dernier obtient un accord sur le remplacement des entreprises intermédiaires *RosUkrEnergo* et *UkrGazEnergo* par d'autres intermédiaires. Cette entente prévoyait que l'Ukraine devait rembourser ses dettes pour le gaz naturel consommé en 2007, tandis que le prix de 179,5 dollars/mmc serait préservé pour l'année 2008. Cependant, vers la fin de février, Gazprom menace à nouveau de réduire les livraisons de gaz à l'Ukraine à partir du début mars dans l'éventualité où cette dernière n'effectuerait pas le prépaiement pour l'année 2008. En réponse, le gouvernement ukrainien refusa de payer à l'avance pour 2008 ; cependant, comme on s'en souvient, le déclenchement d'un nouveau conflit gazier fut évité à l'étape de la « pré-crise ».

Parallèlement à ce prélude d'un nouveau conflit gazier, l'Ukraine signa au début de février le protocole de son adhésion à l'OMC. En raison de cette signature, plusieurs observateurs russes commencèrent à anticiper que l'Ukraine allait utiliser son statut de membre de l'OMC pour retarder l'adhésion de la Russie à cette même l'OMC. En même temps, sur la scène internationale et durant le même mois, l'on assista à l'autoproclamation de l'indépendance du Kosovo et à la reconnaissance de cette autoproclamation par plusieurs États de la communauté internationale, c'est-à-dire une suite d'événements qui ont considérablement aggravé l'attitude de la Russie à l'égard des États-Unis (comme discuté précédemment).

Au niveau des relations bilatérales entre la Russie et l'Ukraine, un autre événement fut également taxé par Moscou comme étant un acte d'hostilité ouverte à l'endroit de la Russie posé par le gouvernement ukrainien, un gouvernement pro-occidental et ouvertement antirusse. Ainsi, le 11 mars, le gouvernement Iouchtchenko décida de promulguer un décret relatif à la célébration du 350<sup>e</sup> anniversaire de la victoire d'Ivan Vygotski (Hetman de l'Ukraine entre 1657 et 1659) en alliance avec les Tatars de la Crimée contre le tsar russe durant la bataille de Konotop de juillet 1659. Il convient ici de mentionner que cet événement historique (dont on ne parlait pas dans les manuels d'histoire de l'école soviétique), Iouchtchenko décida de le célébrer en pleine crise de relations russo-ukrainiennes.<sup>169</sup> Pour souligner la valeur symbolique qu'Iouchtchenko accorda à cet événement historique, il suffit de mentionner qu'un mois seulement après leur défaite de 1659, les troupes russes ont à leur tour défait Vygotski avec ses alliés tatars de Crimée. Un autre aspect symbolique de la promulgation du décret instituant la célébration de l'événement réside dans le fait qu'elle a été réalisée seulement trois semaines avant le sommet de Bucarest durant lequel il avait été prévu de décider d'octroyer ou non le MAP à l'Ukraine et à la Géorgie. En tout état de choses, étant donné les actions et les déclarations de Iouchtchenko et de Saakachvili à l'endroit de la Russie, et leur détermination à adhérer à l'OTAN, les deux leaders politiques semblaient certains de leur victoire lors du sommet de l'OTAN du mois avril.

Quoi qu'il en soit, le mois d'avril 2008 s'est avéré encore plus tendu que le mois précédent. Les tensions montèrent cette fois-ci autour de la question de l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie

---

<sup>169</sup> BBC (russian) (29 juin 2009), *Počemu ukraincy i russkie pošli drug na druga?*. En ligne : <[http://www.bbc.com/russian/russia/2009/06/090619\\_konotop\\_battle](http://www.bbc.com/russian/russia/2009/06/090619_konotop_battle)>; Izvestija (12 mars 2008), *Vyigraet li Jušenko bitvu pod Konotopom?*. En ligne : <<http://izvestia.ru/news/334237>>.

dans l'OTAN. On se souvient certainement des résultats du sommet de l'OTAN tenu le 3 avril, d'un côté pour les deux États demandeurs du MAP, mais aussi de l'autre côté pour des relations russo-américaines. Pour faire court, ce sommet fut une fois de plus un événement qui a mis en évidence la position vigoureuse et déterminée de la Russie à l'endroit de l'OTAN, et à toute tentative d'élargissement de l'OTAN près des frontières russes. Désormais, les autorités russes insistèrent des plus fermement sur le fait que l'intégration de ces deux États à l'OTAN était une menace directe à la sécurité de la Russie. Pour souligner l'importance de cette question concernant la sécurité de la Russie, Poutine réitéra sa conviction que si l'Ukraine et la Géorgie intégraient l'OTAN, l'installation du système antimissile américain ne devenait qu'une question de temps (Poutine, 2008b). C'est dans ce contexte que le 13 avril, le général Iouri Balouïevski (nul autre que le chef d'état-major russe lui-même) menaça publiquement l'Ukraine de prendre les mesures militaires en cas de son adhésion à l'OTAN.

Parallèlement, cette fois-ci pour l'Ukraine elle-même, la question de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN activa de nouveau le thème de la division du pays en deux parties : une partie pro-russe et une partie pro-européenne. Par exemple, Natalia Vitrenko, la leader du Parti socialiste progressiste (un parti politique d'opposition marginale, pro-marxiste et prorusse) appela publiquement à la division du pays, tandis que le Parti des régions (le parti politique de Ianoukovytch) lança les manifestations anti-OTAN dans plusieurs villes de l'Ukraine (Fil'chenko, 2008).

Le gouvernement de Iouchtchenko (vraisemblablement convaincu de sa victoire au sommet de Bucarest, comme Saakachvili aussi) décida d'aller au-delà de la prudence et la discrétion nécessaires à l'endroit de Moscou, et tout cela sur le fond d'une montée significative des tensions d'un côté entre l'Ukraine et la Russie, et de l'autre entre la Russie et les États-Unis. Ainsi, le 16 avril, lors de son passage à Moscou, le ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine présenta à son homologue russe un mémorandum sur le calendrier de retrait de la flotte russe de la mer Noire installée à Sébastopol, lequel mémorandum stipulait que la base navale russe en Crimée devait cesser d'exister le 28 mai 2017, soit à la date d'échéance du bail déjà existant. Un peu plus tard, Iouchtchenko souleva personnellement la question de mettre un terme au bail régissant la présence de la flotte russe en Crimée.



Le 4 juin, lors d'une session de la Douma, exprimant leurs préoccupations à l'endroit d'une éventuelle intégration de l'Ukraine à l'OTAN et l'attitude antirusse du gouvernement ukrainien, les députés rédigèrent un appel et suggérèrent au Président et au gouvernement russes deux options afin d'atténuer ces « tendances désagréables ». La première option supposait de continuer à déployer des efforts pour améliorer les relations bilatérales avec l'Ukraine, tandis que la seconde option suggérait d'examiner la question du retrait de la Russie du Traité d'amitié (*Traité d'amitié, de coopération et de partenariat*) conclu avec l'Ukraine dans l'éventualité où celle-ci continuerait à déployer ses efforts pour se joindre à l'OTAN. Les députés expliquaient une telle suggestion par le fait que l'insistance de l'Ukraine à adhérer à l'OTAN entraînerait « *de facto* le retrait unilatéral de l'Ukraine du Traité d'amitié ». Si l'on se fie au quotidien *Kommersant*, le lancement de cette initiative auprès de la Douma avait été encouragé par le Conseil de sécurité de la FR et le ministère des Affaires étrangères (Solov'ev, 2008a). Quoi qu'il en soit, l'appel a été adopté par 408 députés sur 450. Rappelons que selon ce traité signé en mai 1997 entre Moscou et Kiev, et ratifié en février 1999, la Russie reconnaissait l'Ukraine dans ses frontières actuelles, y compris l'appartenance de la Crimée et de la ville de Sébastopol à l'Ukraine. De ce fait, le retrait de la Russie de ce traité signifierait de remettre en question la reconnaissance de l'Ukraine dans ses frontières actuelles et de ses droits sur la Crimée. Mais là aussi, il faut se rappeler que la ratification de ce traité par la Douma avait été l'objet de débats très vifs entre les députés russes.

Lorsque le conflit russo-géorgien éclate au mois d'août, le gouvernement ukrainien soutient ouvertement la cause géorgienne. Celui-ci n'a pas caché non plus qu'il avait livré des armements à la Géorgie.<sup>170</sup> Le 14 août, après le conflit, le Président Iouchtchenko signa un décret interdisant à la flotte russe de la mer Noire (aux navires, ainsi qu'aux avions) de franchir la frontière de l'Ukraine sans l'autorisation de Kiev, et ce, au plus tard 72 heures avant le passage prévu de la frontière. Dans le cas contraire, Iouchtchenko a menacé de refuser le retour de la flotte à Sébastopol. Le chef adjoint de l'état-major russe (le général Anatoliy Nogovitsyn) refusa publiquement d'obéir au décret de Iouchtchenko, sous prétexte que les exigences de Iouchtchenko

---

<sup>170</sup> Newsru (1 novembre 2008), *MID RF: Ukraina, postavljaja oružie v Gruziju, narušila objazatel'stva pered OBSE*. En ligne : <<http://www.newsru.com/russia/01nov2008/mid.html>>.

étaient illégitimes étant donné que la flotte russe de la mer Noire était subordonnée au commandant suprême de la Russie.<sup>171</sup>

Le 1er septembre, après avoir « digéré » le conflit géorgien et après avoir reconnu l'indépendance de ses régions séparatistes, Moscou décida de lancer une sorte de contre-offensive en évoquant la possibilité d'interdire l'importation de certains produits en provenance de l'Ukraine qui avait récemment adhéré à l'OMC, une évocation exprimée sous le prétexte de protéger l'économie russe. En même temps, la Russie s'est mise à interdire l'importation de la viande de volaille américaine sous prétexte de non-conformité aux normes sanitaires russes. D'ailleurs, plusieurs commentateurs ont souligné que les États-Unis s'étaient joints à la Moldavie, à la Géorgie et à la Pologne pour lesquelles la Russie avait déjà interdit l'importation de certains de leurs produits. Il convient de mentionner qu'à cette époque, le marché de la volaille russe rapportait environ huit milliards de dollars par année, dont environ 75 % provenaient des importations américaines. Quant à Poutine, il souligna que ces limitations aux importations n'avaient rien à voir avec la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud, car elles découlaient directement de questions « purement économiques » (Netreba, et coll., 2008).<sup>172</sup>

Au mois de novembre, Kiev lança à son tour une autre vague d'offensives. D'abord, le 1er novembre, l'Ukraine interrompit la diffusion des chaînes de télévision russes sur son territoire sous prétexte que certaines chaînes de télévision n'étaient pas adaptées à la législation locale. Pourtant, cette interruption ne s'appliquait pas sur tout le territoire de l'Ukraine (notamment en Crimée et dans les régions sud-est de l'Ukraine). Cette interruption ne s'appliquait pas non plus à toutes les chaînes : on avait particulièrement ciblé *Pierviy Kanal*, RTR, TVC et REN, c'est-à-dire les principales chaînes d'information russes, tandis que les chaînes de divertissement étaient moins touchées par cette interruption. Quoi qu'il en soit, cette interruption fut alors considérée par plusieurs en Russie comme étant une tentative d'oppression de la langue russe en Ukraine. Par exemple, Loujkov (le maire de Moscou, remarquablement toujours actif sur les questions relevant de l'ancien espace soviétique) ne tarda pas à commenter cet événement en évoquant que Moscou devrait prendre des mesures politique, économique et humanitaire pour protéger les intérêts des

<sup>171</sup> Newsru (14 août 2008), *Genštab RF: ukraïnskij prezident ne možet otdavat' ukazaniya Černomorskomu flotu Rossii*. En ligne : <[http://www.newsru.com/arch/russia/14aug2008/nog\\_flot.html](http://www.newsru.com/arch/russia/14aug2008/nog_flot.html)>.

<sup>172</sup> Newsru (1 septembre 2008). *C 1 sentjabrja načal dejstvovat' zapret na postavki amerikanskikh kur v Rossiju*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/finance/01sep2008/usachickens.html>>.

Russes à l'étranger. Entre autres, Loujkov évoqua les actions de la Russie pendant la guerre en Ossétie du Sud comme étant un bon exemple de défense des intérêts des Russes à l'étranger. De ce fait, une fois de plus, Loujkov encaissa à son compte la colère de Kiev. Et il convient de se rappeler qu'en raison de pareils propos, Loujkov avait déjà été déclaré *persona non grata* en Ukraine en mai de la même année lorsqu'il avait soulevé la question du retour de Sébastopol à la Russie.<sup>173</sup>

Le 17 novembre, le gouvernement ukrainien décida d'aller plus loin. Cette fois-ci, il décida d'organiser différentes activités commémoratives pour rappeler le souvenir des victimes de la famine qui avait sévi de 1932 à 1933. On avait prévu des activités d'une durée de quelques jours durant lesquels des documentaires devaient être projetés et des monuments aux victimes du Holodomor<sup>174</sup> devaient être accessibles. Parallèlement, et ce, depuis la fin du mois d'octobre, la délégation ukrainienne à l'ONU a fait circuler un projet de résolution suggérant à l'Assemblée générale de l'ONU d'étudier la question de la célébration du 75<sup>e</sup> anniversaire du Holodomor. Sans grande surprise, la Russie utilisa son droit de veto, mettant ainsi un terme à l'organisation (encore embryonnaire) de ces activités commémoratives. À son tour, le président Medvedev, invité aux cérémonies, refusa d'y participer. Dans sa lettre ouverte à son homologue ukrainien, Medvedev lui demanda de ne pas exagérer en présentant l'Holodomor comme étant un génocide délibéré jadis perpétré contre les Ukrainiens (Solov'ev, 2008b).

C'est ainsi que suite à ces événements qui se sont déroulés à la fin du mois de novembre, le thème de l'approvisionnement en gaz naturel russe de l'Ukraine fit de nouveau les manchettes. Cette fois-ci, Gazprom commença à menacer l'Ukraine via le tribunal de Stockholm pour non-paiement de ses dettes. Le président Medvedev se chargea personnellement d'insister pour que Gazprom se fasse rembourser, « par tous les moyens légaux », la dette de 2,4 milliards de dollars de l'Ukraine. Comme on le sait déjà, le conflit s'acheva avec des résultats peu reluisants pour personne. Pour éviter de nous répéter, rappelons seulement le fait ici que ce n'est qu'après l'élection de Ianoukovytch au poste de président de l'Ukraine que commença à se calmer le jeu des nerfs entre

<sup>173</sup> Newsru (2 novembre 2008), *Novyj skandal meždu Moskvoy i Kievom - otključeny rossijskie telekanaly*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/02nov2008/tele.html>>; Newsru (31 octobre 2008). *Na Ukraine zaprešajut rossijskie telekanaly. MID RF ozabočen, Lužkov žaždet mesti*. En ligne : <<http://www.newsru.com/russia/31oct2008/ukrainatv.html>>.

<sup>174</sup> En traduisant de l'ukrainien, le terme « Holodomor » signifie littéralement « extermination par la faim ».

Kiev et Moscou, y compris en ce qui concerne les prix du gaz naturel et de son transit, mais il convient quand même de présenter brièvement le contexte dans lequel Ianoukovytch (un « antihéros » de la *Révolution orange*) a été élu Président.

Au fond, la victoire de Ianoukovytch à la présidentielle est directement liée à la campagne de discrédit, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, de l'image des deux principaux « héros » de la *Révolution orange*. Évidemment, cette campagne a eu des répercussions dans les capitales occidentales. À leur tour, ces événements s'expliquent tout d'abord par la dégradation de l'économie ukrainienne et des conditions de vie dans l'ensemble du pays, une dégradation accentuée davantage par la crise financière mondiale, et à cela, l'on peut ajouter les querelles politiques autant importantes que persistantes entre ces deux figures clés de la *Révolution orange* que furent Iouchtchenko et Timoshenko. Et en conséquence de tout cela, plusieurs sondages menés avant l'élection présidentielle en Ukraine montraient que le Président Iouchtchenko n'avait aucune chance de se faire réélire. C'est pour cette raison que sans surprise, au premier tour d'élection, Iouchtchenko n'enregistra qu'un misérable score de 5,5 % des voix.

Sur ce, il faut souligner que, contrairement à Timoshenko qui évita d'accuser la Russie d'agression dans le conflit du mois d'août et qui n'hésita pas non plus à évacuer de son discours la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, le discours de Iouchtchenko avait été singulièrement pro-occidental et antirusse, un élan de nationalisme qui joua cependant à son grand désavantage. Alors qu'Ioulia Tymochenko (qui avait vraisemblablement tiré des leçons de la guerre du mois d'août 2008) tenta de trouver une niche politique, quelque chose entre d'un côté un candidat antirusse et pro-occidental, mais aussi de l'autre côté d'un candidat nettement prorusse, comme Ianoukovytch. On peut estimer qu'elle visa de cette manière à se présenter comme une candidate « acceptable » pour le Kremlin, mais tout en tentant de conserver « au maximum » ses liens avec la *Révolution orange* et ses idéaux. Quoi qu'il en soit, le Kremlin, contrairement à l'élection présidentielle de 2004, décida cette fois-ci de ne pas intervenir dans la campagne électorale en Ukraine (Lévesque et Beaulieu-Brossard, 2010).

Comme les résultats l'ont démontré, Ianoukovytch a été élu Président au second tour de l'élection avec environ 49 % des voix contre Timochenko qui n'a reçu qu'environ 45 % de voix, une élection d'ailleurs reconnue par l'UE et l'OSCE. On se souvient aussi qu'après son élection, Ianoukovytch

réussit à former un gouvernement majoritaire à la Rada. C'est dans une telle perspective qu'on peut voir et expliquer la signature des accords de Kharkov, accords tout à fait surprenants pour le grand public. De plus, il a été décidé de ratifier ces accords le plus tôt possible, fort probablement pour éviter que l'opposition dispose de suffisamment de temps pour se mobiliser et déclencher des manifestations. C'est ainsi que le 27 avril, les deux Parlements, russe et ukrainien, ratifient les accords le même jour. Toutefois, ces ratifications ont été faites dans des climats radicalement différents. Dans le cas de la Douma, les accords ont été ratifiés de manière pacifique, avec 410 voix. Seuls Jirinovski et son parti n'ont pas voté pour la ratification de ces accords. Jirinovski expliqua sa protestation par sa méfiance à l'endroit du gouvernement ukrainien en précisant qu'il ne croyait pas que le côté ukrainien allait respecter ses engagements pris lors de la signature des accords. Contrairement à la Douma, dans le cas de la Rada, les accords ont été ratifiés avec un résultat de 236 voix contre 226, dans un climat extrêmement tendu et sur fond d'affrontements et de coups échangés entre députés et dont les images ont fait le tour du monde (Lévesque et Beaulieu-Brossard, 2010).<sup>175</sup>

Il faudrait également dire un mot sur la position de Washington sur la signature de ces accords ; Washington a plutôt préféré la passer sous silence. On peut estimer que ce silence de la part de Washington s'explique principalement par son désir d'obtenir l'accord de Moscou pour adopter en commun, au Conseil de sécurité de l'ONU, des sanctions contre l'Iran. En fait, au moment de la signature des accords du 21 avril, Washington se trouvait justement dans sa phase finale de négociation avec Moscou sur la question iranienne, un dossier qui pesait lourd sur les États-Unis (Lévesque Beaulieu-Brossard, 2010).

Il faut également mentionner que le dossier du système de défense antimissile qui a continué à entraver les relations entre Moscou et Washington tout au long de l'année 2008 ainsi qu'en 2009. Mais ce système a été abandonné par l'Administration Obama, pour plutôt privilégier le déploiement d'un système de défense flexible (SM3), un changement jugé positivement par les autorités russes. Tout cela se déroulait dans le contexte de l'initiative lancée par la nouvelle Administration américaine de « réinitialiser » les relations russo-américaines qui se trouvaient à leur plus bas niveau depuis l'effondrement de l'URSS. En général, durant cette période, les

---

<sup>175</sup> Newsru (27 avril 2010), *Parlament Ukrainy, nesmotrja na jajca opposicii i dymovuju zavesu, ratificiroval soglasenie po ČF*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/world/27apr2010/eggwar.html>>.

relations russo-américaines connurent certaines améliorations ayant conduit à des résultats positifs, par exemple la signature d'un nouveau traité portant sur les armes stratégiques ainsi que l'accord russe pour transporter des troupes et le matériel de l'OTAN en Afghanistan à travers la Russie. Cependant, comme nous le verrons prochainement, les relations russo-américaines connaîtront de nouveau un déclin rapide en raison du *Printemps arabe* et du renversement du Libyen Muammar Kadhafi, deux événements survenus entre 2010 et 2012.

Quoi qu'il en soit, on mettra un terme aux conflits gaziers par la signature des Accords de Kharkov. En effet, comme on le sait, les Accords de Kharkov, signés le 21 avril 2010 par les Présidents ukrainien et russe, prévoient le prolongement de 25 ans (jusqu'en 2042, avec un autre prolongement possible de cinq autres années) l'utilisation de la base navale de Sébastopol en contrepartie de rabais imposants de 30 % sur le gaz russe. À l'égard de ces accords, il convient de mentionner (comme d'ailleurs plusieurs observateurs l'ont noté) qu'en échange du prolongement du loyer pour la base navale de la mer Noire à Sébastopol, le prix payé par la Russie (en termes de rabais sur le prix de gaz russe) s'élève à une somme pharaonique : 41 milliards de dollars pour les dix années à venir (Lévesque et Beaulieu-Brossard, 2010 : 109).

En fin de compte, si l'on retrace les événements de la *Révolution orange* jusqu'à la conclusion des Accords de Kharkov, il apparaît clairement qu'on assista là à un « conflit géopolitique » aux racines socioculturelles fort complexes et qui dépassait largement la simple volonté du Kremlin « d'établir des relations économiques civilisées » avec l'Ukraine.

Malgré le fait que le Kremlin essayait de régler tous les grands dossiers liés à ses relations avec l'Ukraine sous le prétexte des conflits gaziers (comme d'ailleurs le narratif officiel le montre), ni le public interne ni surtout le public externe n'apparaissaient entièrement convaincus des propos du Kremlin. Les grands dossiers liés aux relations de la Russie avec l'Occident (dossiers dont les problèmes à régler concernant l'Ukraine étaient bien autres que strictement gaziers) ont été discutés beaucoup plus farouchement et avec plus de vigueur par tous les partis politiques russes (sauf le Kremlin et son parti) que les conflits gaziers eux-mêmes. En outre, cette stratégie de couvrir d'autres préoccupations beaucoup plus profondes sous la couverture des conflits gaziers visait sans doute aussi à discréditer l'Ukraine aux yeux des États occidentaux en la présentant comme étant un État à la fois non fiable et irresponsable, et bien sûr un partenaire économique et

commercial, mais aussi comme un État fragile et non stable sur le plan politique, etc., et ce, dans l'objectif possible – on peut le supposer – non seulement d'entraver les relations du gouvernement pro-occidental avec différents États européens, mais aussi de provoquer des divisions et des désaccords au sein de l'UE au sujet de l'Ukraine et de son intégration à l'OTAN.

Enfin, cette période s'apparente sur plusieurs plans à celle que la Russie et la Géorgie ont vécue entre 2004 et 2007, dans le sens que les changements relativement lents, mais manifestes, dans le discours officiel à l'endroit des États-Unis (discuté précédemment) commencé vers la fin de 2006 (et particulièrement marqué à partir de 2007) a également conduit à des changements dans l'attitude de Moscou à l'égard de Kiev, et ce, même si le Kremlin continuait à régler tous les grands dossiers liés à ses relations avec l'Ukraine sous le prétexte des conflits gaziers. Ce changement d'attitude à l'égard des États-Unis et la « consolidation » de cette ligne politique entreprise par Poutine en début 2007, notamment en ce qui concerne la position de la Russie sur la scène internationale, s'est soldé par l'annexion de la Crimée en 2014, un sujet que nous aborderons prochainement.

### 3.3 Narratifs géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

#### 3.3.1 Mise en contexte politique

Le 21 novembre 2013, quelques jours avant le Sommet du Partenariat oriental devant se tenir à Vilnius les 28 et 29 novembre et durant lequel Sommet, il avait été prévu la signature de l'accord concluant l'association de l'Ukraine avec l'Union européenne, Kiev a annoncé sa décision de suspendre les préparatifs pour la conclusion de cet accord. La raison principale évoquée par le gouvernement ukrainien pour expliquer cette suspension faisait référence aux difficultés

économiques (une baisse de la production industrielle) et aux relations avec les pays de la CEI et, par conséquent, il fut annoncé qu'on attendrait un meilleur moment, lorsque le pays serait davantage préparé pour la signature d'un tel accord.

La non-signature de l'accord provoqua toute une série de mécontentements, et c'est ainsi que plusieurs manifestations furent déclenchées par l'opposition. Il faut ici se rappeler que quelques jours plus tard après la suspension des préparatifs ayant dû mener à la conclusion de l'accord, le premier Ministre de l'Ukraine (Mykola Azarov) a reconnu que c'est la Russie qui avait influencé la non-signature de l'accord avec l'UE, tandis que de leur côté, les autorités russes ont accusé l'UE d'avoir provoqué les manifestations.<sup>176</sup>

À cet effet, l'on se souvient que déjà en août 2013, quelques mois seulement avant la date prévue de la signature de l'accord avec l'UE, la Russie, en modifiant sa réglementation douanière sur l'importation de produits ukrainiens, avait déclenché une sorte de guerre commerciale contre l'Ukraine.<sup>177</sup>

Commentant ces situations, il faut aussi dire qu'en Crimée, contrairement à plusieurs villes de l'Ukraine occidentale, les manifestations antigouvernementales n'ont pas trouvé beaucoup d'appuis de la part de la population. Par exemple, contrairement aux régions occidentales de l'Ukraine, le Parlement de Crimée avait appuyé la décision du premier Ministre de l'Ukraine de suspendre les préparatifs ayant dû conduire à la conclusion de l'accord avec l'UE, tout en exprimant sa préoccupation à l'égard des activités de l'opposition.

Dans la nuit du 29 novembre, les forces spéciales ukrainiennes (*Berkout*) commencent à disperser le rassemblement de l'opposition sur la place Maïdan, là où les manifestants protestaient contre la non-signature dudit accord. À la suite de cette dispersion, l'opposition commence à exiger la démission du gouvernement et du Président, tandis qu'auparavant, les manifestants revendiquaient principalement la signature de l'accord avec l'UE. De son côté, l'un des leaders du *Secteur droit*

<sup>176</sup> Libération (26 novembre 2013), L'Ukraine reconnaît avoir été dissuadée par la Russie de signer avec l'UE. En ligne : <[http://www.liberation.fr/planete/2013/11/26/l-ukraine-reconnait-avoir-ete-dissuadee-par-la-russie-de-signer-avec-l-ue\\_962167](http://www.liberation.fr/planete/2013/11/26/l-ukraine-reconnait-avoir-ete-dissuadee-par-la-russie-de-signer-avec-l-ue_962167)>.

<sup>177</sup> Gobert, S. (16 août 2013), *Entre l'Ukraine et la Russie, la guerre commerciale fait rage*, RFI. En ligne : <<http://www.rfi.fr/europe/20130816-guerre-commerciale-ukraine-russie-poutine-kiev>>.



(un parti politique ukrainien ultranationaliste et d'extrême droite), Andreï Tarassenko, déclara que l'objectif de son parti était la « révolution nationale ».

Le 2 décembre, le Parlement de Crimée a demandé au président Viktor Ianoukovytch de prendre des mesures nécessaires pour rétablir l'ordre public dans le pays, tandis que le 3 décembre, le présidium du Conseil suprême de Crimée a suggéré d'envisager la possibilité de joindre l'Ukraine à l'Union douanière de la Communauté économique eurasienne, et plus tard, le 11 décembre, il a lancé un appel à la population de Crimée d'être prête à défendre l'autonomie de la République.

Le 17 décembre, lors de leur rencontre à Moscou, Vladimir Poutine et Viktor Ianoukovytch se sont mis d'accord pour redéfinir les relations économiques russo-ukrainiennes. Le lendemain, le Président russe a annoncé la levée des barrières douanières instaurées en août 2013 entre l'Ukraine et la Russie. Poutine a également exprimé son intention de baisser le prix du gaz naturel russe et d'offrir au gouvernement ukrainien un prêt de 15 milliards de dollars.

Le 16 janvier 2014, après plusieurs jours de négociations, la *Verkhovna Rada* adopte des lois anti-manifestations (un groupe de lois limitant les libertés d'expression et de réunion). L'opposition qualifie ces lois comme étant « dictatoriales » et déclenche des protestations massives dans plusieurs villes en Ukraine.

Ayant duré plusieurs jours, les négociations entre le Président de l'Ukraine et les leaders de l'opposition ont conduit à des concessions des autorités. Lors d'une convocation extraordinaire de la *Verkhovna Rada*, cette dernière a voté pour la suppression d'un certain nombre de lois adoptées le 16 janvier. La Rada a aussi voté pour l'adoption d'une loi d'amnistie pour les personnes qui avaient participé aux événements de novembre 2013 à janvier 2014.

Le 28 janvier, à la suite de l'exigence de l'opposition, le Président Ianoukovytch a accepté la démission de son premier Ministre et de son cabinet. Cependant, l'opposition, n'ayant pas fait en sorte que prennent fin les protestations, a exigé le retour du système parlementaire présidentiel et le retour de la Constitution de 2004.

En parallèle à ces événements, lors du forum des conseils régionaux de toute l'Ukraine et du Conseil suprême de la Crimée tenus le 12 février, Vladimir Konstantinov (président du Conseil

suprême de Crimée) déclare la nécessité de revoir le modèle d'autonomie de la Crimée. Le même jour, le Président Ianoukovytch accepte la formation d'un gouvernement de coalition. Le 18 février, la Rada exige le retour immédiat du régime parlementaire présidentiel et le rétablissement de la Constitution de 2004. Et tout cela se passait sur fond d'affrontements entre manifestants et policiers de Kiev, lesquels affrontements ont causé plusieurs morts.

Le 19 février, un certain nombre de députés du Parlement de Crimée ont appuyé l'initiative du député Nikolaï Kolisnichenko (*Parti des Régions*), qui suggérait de soulever la question de l'intégration de la Crimée à la Russie si, dans un proche avenir, l'Ukraine n'était pas capable de résoudre la crise. Le lendemain (20 février), durant les manifestations tenues à Kiev, plusieurs personnes ont été assassinées par des tireurs d'élite non identifiés.

Le 21 février, après deux jours de négociations entre le Président Ianoukovytch, les chefs des différents partis de l'opposition, les ministres allemand, polonais et français des Affaires étrangères, ainsi qu'un représentant de la Russie (Vladimir Loukine), un accord de sortie de crise fut signé par toutes les parties, à l'exception du représentant russe. Cet accord prévoyait entre autres le retour immédiat à la Constitution de 2004, l'amnistie de tous les manifestants détenus, la tenue de l'élection présidentielle anticipée au plus tard en décembre 2014 et la formation d'un nouveau gouvernement. Cependant, les représentants du Secteur droit ukrainien (composé de mouvements ultranationalistes et d'extrême droite), mécontents de certaines dispositions concernant la réforme graduelle, commencent à exiger la démission immédiate du Président Ianoukovytch, faute de quoi, ils menaçaient de prendre d'assaut l'Administration présidentielle et la *Verkhovna Rada*. Le même jour, Ianoukovytch quitta Kiev alors que le Parlement de Crimée avait appelé à la tenue d'une réunion extraordinaire durant laquelle le *Parti des Régions* du président Ianoukovytch – le parti détenait 80 % des sièges au Parlement de Crimée – n'a pas discuté de la sécession de la Crimée. Au contraire, le parti s'est montré plus favorable à un accord conclu entre le Président Ianoukovytch et les manifestants pour mettre fin à la crise.

Interviewé le lendemain de sa fuite de Kiev, Ianoukovytch déclara qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. Plus tard dans la journée, la Rada adopta une résolution pour démettre Ianoukovytch de ses pouvoirs tout en annonçant la tenue anticipée de l'élection présidentielle (fixée au 25 mai 2014). En guise de réponse, la Russie suspendit immédiatement l'aide financière

à l'Ukraine. Les autorités russes comparaient les membres de l'opposition ukrainienne à des extrémistes armés, tandis qu'on blâmait l'Union européenne de s'être ingérée dans les affaires internes de l'Ukraine et d'avoir incité l'opposition à agir illégalement contre le Président légitime (Medvedev, 2013; Lavrov, 2013b; 2014a; Poutine, 2014a). Et dans la nuit du 22 février, après avoir été expéditivement démis de ses pouvoirs, Ianoukovytch et sa famille ont été évacués vers un lieu sûr en Crimée via une opération spéciale russe.

Le 27 février, Arseni Iatseniouk devient le premier Ministre de l'Ukraine, et un nouveau gouvernement intérimaire fut formé. C'est durant cette période que le nouveau gouvernement ukrainien obtient la reconnaissance officielle des États-Unis et de l'Union européenne.

En parallèle aux événements de Kiev, la situation en Crimée change de manière dramatique. Tard dans la soirée du 24 février, à Simferopol, arrive un groupe de députés de la Douma dirigée par Leonid Sloutski (LDPR) sous prétexte de vouloir tenir une série de réunions avec les représentants des autorités de la Crimée concernant la situation politique dans la péninsule. Selon certaines sources, ce voyage de députés russes visait aussi à sonder le terrain pour l'intégration de la Crimée à la Fédération russe. Ce voyage visait aussi à entamer les préparatifs pour la délivrance de passeports russes aux habitants de la Crimée. Le lendemain, bloquant l'édifice du Parlement de Crimée, plusieurs centaines de manifestants prorusses exigent la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la Crimée, tandis qu'en parallèle à ces événements, le citoyen russe Alexeï Tchali a été élu maire de Sébastopol.

Le 26 février, au cours de rassemblements tenus à Simferopol, plusieurs milliers de personnes s'affrontent, alors que le jour suivant, des troupes ne portant aucun signe d'identification (mais largement soupçonnés d'être des forces russes) saisissent certains édifices gouvernementaux dans la capitale de Crimée, y compris l'édifice du Parlement de Crimée. En même temps, le Parlement de Crimée, occupé par des forces militaires non identifiées, tient une session d'urgence et élit un nouveau premier Ministre : Sergueï Aksionov du parti *Unité* (lequel parti n'avait pourtant obtenu que 4 % des voix lors de la dernière élection). Le Parlement de Crimée vote également pour organiser un référendum devant se tenir le 25 mai et devant accorder une plus grande autonomie pour la Crimée, et ce, malgré le fait que selon la Constitution de l'Ukraine, le premier Ministre de

la Crimée devait être nommé par le Conseil suprême de la Crimée en consultation avec le président de l'Ukraine.

En réponse à ces derniers événements en Crimée, la Rada adopte une résolution appelant la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis à se porter garants de la conclusion de l'accord de 1994 signé à Budapest, lequel accord garantissait l'intégrité territoriale de l'Ukraine en échange de sa renonciation aux armes nucléaires. En même temps, le 28 février, Elena Mizoulina (*Russie juste*)<sup>178</sup> propose à la Douma d'adopter une loi permettant à la Russie d'intégrer de nouveaux territoires via une procédure simplifiée.

Sans trop s'attarder (dès le lendemain 1er mars), le nouveau premier Ministre de Crimée demande au Président Poutine de l'aider à assurer la paix et l'ordre public en Crimée. Pour sa part, le président Poutine demande rapidement et reçoit tout aussi rapidement l'autorisation du Conseil de la FR pour une intervention militaire en Ukraine. Le jour même, la Russie met fin aux subventions gazières pour l'Ukraine, alors que le lendemain, les troupes ne portant aucun signe d'identification (mais présentées comme étant les forces d'autodéfense de la Crimée) commencent à exercer un contrôle complet sur la Crimée (Foxall, 2015: 4).

Le 4 mars, lors d'une conférence de presse, Poutine affirme que la Russie n'avait pas l'attention d'annexer la Crimée (Poutine, 2014a). À cet égard, il faut mentionner que selon la BBC, Poutine affirmera plus tard (dans un documentaire russe) que bien avant le référendum sur l'annexion de la Crimée, il avait ordonné aux chefs des services secrets et au ministre de la Défense de « ramener la Crimée à la Russie ». Cet événement se produisit lors de sa rencontre avec les autorités russes durant la nuit de 22 au 23 février 2014.<sup>179</sup>

*I invited the leaders of our special services and the defense ministry to the Kremlin and set them the task of saving the life of the president of Ukraine, who would simply have been liquidated. [...] We finished about seven in the morning. When we were parting, I told all my colleagues, "We are forced to begin the work to bring Crimea back into Russia". »*<sup>180</sup>

<sup>178</sup> Anciennement membre d'Iabloko (1995-2001) et d'UFD (2001-2003), elle est depuis 2007 membre de *Russie juste*.

<sup>179</sup> BBC (9 mars 2015), *Putin reveals secrets of Russia's Crimea takeover plot*. En ligne : <<http://www.bbc.com/news/world-europe-31796226>> ; Soldatkin, V. et Stamp, D. (9 mars 2015), *Putin says plan to take Crimea hatched before referendum*. Reuters. En ligne : <<http://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-putin-crimea-idUSKBN0M51DG20150309>>.

<sup>180</sup> BBC (9 mars 2015), *Putin reveals secrets of Russia's Crimea takeover plot*. En ligne : <<http://www.bbc.com/news/world-europe-31796226>>.

Poutine aurait également affirmé que lors de décisions concernant « l'intégration » de la Crimée dans la FR, il avait également pris en compte les résultats des sondages secrets effectués au début de mois de mars en Crimée et qui montraient qu'environ 80 % des répondants auraient été favorables à l'intégration de la Crimée dans la Fédération de Russie.<sup>181</sup>

Le 6 mars, le Parlement de Crimée adopte à l'unanimité une motion réclamant son annexion à la Russie et déplace la date du référendum sur l'intégration de la Crimée à la Fédération de Russie pour le 16 mars au lieu de 25 mai comme il avait été auparavant prévu (Foxall, 2015 : 5). Et avec ce changement de date du référendum, la question posée a aussi été changée.<sup>182</sup>

Le 11 mars, le Parlement de la Crimée déclare son « indépendance », alors que le 16 mars, lors du référendum, 96,77 % des votants furent en faveur de l'intégration de la Crimée à la Russie. Deux jours plus tard, soit le 18 mars, le gouvernement russe annonce que la République de Crimée et la ville de Sébastopol sont devenues deux nouveaux sujets de la Fédération de Russie, alors que le 27 mars, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution dénonçant le référendum en Crimée et l'annexion de celle-ci par la Russie. Le lendemain 28 mars, la Russie exprime son intention d'augmenter de 80 % le prix du gaz naturel destiné à l'Ukraine. Le mois suivant, les séparatistes prorusses prennent d'assaut différents édifices dans différentes villes des régions de Donetsk et de Louhansk, et proclament l'indépendance des deux régions respectivement en tant que République populaire de Donetsk et République populaire de Louhansk.

### 3.3.2 Le narratif du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Le narratif géopolitique du KPRF décrit ce qui se déroule en Crimée et en Ukraine en employant un mélange d'expressions ou de termes géopolitiques tantôt classiques, tantôt assez abstraits, par exemple à propos de « l'émergence du fascisme » en Ukraine et partout en Europe. Les principales

---

<sup>181</sup> TASS (10 avril 2014), *Putin: Rossiya ne planirovala prisoeдинjat' Krym*. En ligne : <<http://tass.ru/politika/1111359>>.

<sup>182</sup> Initialement, l'on s'apprêtait à demander aux Criméens (lors de référendum) si la Crimée devait changer le statut de son autonomie au sein de l'Ukraine, alors que la nouvelle question référendaire demandait si la Crimée devait intégrer la FR ou restaurer la Constitution de 1992 à l'intérieur de l'Ukraine.

analogies employées par les communistes font référence à la période de la Seconde Guerre mondiale et aux mouvements pronazis, ainsi qu'à différents personnages historiques ukrainiens associés aux nazis et aux ultranationalistes comme Makhno, Petlioura et Bandera (Ziouganov, 2014b). La situation en Ukraine était aussi comparée à celle de la Russie du début des années 1990. En même temps, comme durant l'élection présidentielle ukrainienne de 2004, la situation en Ukraine a été abordée à travers le prisme de la survie commune de la Russie et de l'Ukraine (Ziouganov, 2013).

Le narratif communiste expliquait donc que le pouvoir en Ukraine était tombé entre les mains ou bien d'une kyrielle d'extrémistes (des nazis, des nationalistes, des antisémites, des bandits, des « *Banderovtsi* »<sup>183</sup>, etc.), ou bien de l'opposition ukrainienne (qui plus tard a formé le gouvernement) associée à autant de segments indésirables de la société ukrainienne (soutenus par les États-Unis et l'UE) qui tentaient d'imposer leur ordre partout en Ukraine et qui n'hésitaient pas à persécuter leurs opposants (Ziouganov, 2014b ; 2014a). Cette assimilation du fascisme et de différents courants extrémistes aux États-Unis, à l'Union européenne et à l'opposition ukrainienne a été largement employée par les communistes pour caractériser l'image de l'ennemi auquel la Russie doit faire face. Ce genre d'assimilation voulait aussi souligner l'importance du danger ainsi que la nécessité de prendre les mesures qui s'imposent. En même temps, l'on affirmait que c'était le « même petit groupe de personnes » qui avait provoqué les troubles en Yougoslavie et en Géorgie, et qui maintenant tentait de déstabiliser l'Ukraine. En même temps, le narratif du KPRF établissait une claire distinction entre « Maïdan » (lieu de regroupement d'une kyrielle d'extrémistes et de malfaiteurs) et le très pacifique et très sage peuple ukrainien.

En somme, tout ce qui se déroulait en Ukraine était présenté comme étant la conséquence des énormes efforts financiers et diplomatiques déployés par les États-Unis et leurs alliés européens, sans parler des activités des services de renseignement des États baltes et polonais qui ont préparé les « *Boeviki* » pour semer les désordres à Maïdan.

Avec une référence claire aux États-Unis et aux États européens, incluant aussi certains anciens membres du Pacte de Varsovie (notamment la Pologne) et les anciens membres de l'URSS (les

---

<sup>183</sup> Les partisans de Stepan Bandera (l'un des fondateurs de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne et dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens).

pays baltes), l'on dénonçait donc les « ennemis de la Russie » qui tentaient d'encercler la Russie et de diviser les peuples slaves avec pour objectif d'expulser la flotte russe de la mer Noire de la Crimée et de déployer les infrastructures militaires de l'OTAN et des États-Unis sur le territoire ukrainien, et tout cela, afin « d'étrangler » l'Ukraine maintenant pour réaliser ensuite le « même Maïdan » à Moscou (Ziouganov, 2014b). En bref, les communistes évoquaient l'existence de ces deux principales menaces : le danger de perdre la flotte de la mer Noire à Sébastopol et de voir le déploiement d'installations militaires de l'OTAN en Crimée et en Ukraine, puis le danger de voir Moscou être l'objet de protestations et de désordres comparables à ceux de l'Ukraine. Et c'est dans une telle perspective qu'on affirma que la guerre contre la Russie était pour se dérouler de « manière sans pitié », en particulier dans les domaines de l'information, de la psychologie et de l'organisation.

Il faut mentionner là-dessus que l'une des particularités du narratif du KPRF réside dans le fait qu'au fond, l'on ne parle que des ennemis et de leurs objectifs, ainsi que de la façon par laquelle ces « ennemis » envisagent d'affaiblir la Russie. Il convient également de noter que ce genre de « manie » à l'égard des ennemis, mais dans une moins mesure comparativement au KPRF, est aussi manifestée par les autres factions politiques des trois dernières convocations de la Douma. En effet, le narratif du KPRF fourmille d'histoires d'horreur, tandis que son leader est bien connu pour ses histoires et ses scénarios d'horreur souvent appelé « *Strašilki Zjuganova* » (les « horreurs de Ziouganov »). Par exemple, en décembre 2013, pour souligner l'importance de créer l'union des États slaves, lors d'une session à la Douma, Ziouganov raconte une histoire où, selon ses dires :

Il y a environ 10 ans, j'ai parlé devant le Conseil des relations étrangères à New York. Il y avait des représentants haut placés de tous les départements d'État des États-Unis. J'étais très surpris quand l'un d'entre eux est venu vers moi et en me regardant dans les yeux m'a dit : notre tâche principale est de faire de sorte que vous [la Russie] ne seriez jamais capable de joindre vos potentiels avec celles de l'Ukraine et du Belarus. Pour être compétitif dans le monde moderne, il est nécessaire d'avoir une population d'environ 300 millions de citoyens, des citoyens bien formés et éduqués, d'avoir une science et une production modernes, bien développées. « Si vous allez unir vos potentiels – dit mon interlocuteur –, vous deviendrez de nouveau une puissance mondiale. Mais nous avons avant tout besoin de la terre de l'Ukraine, ainsi que vos ressources. Tandis que votre rôle à jouer est celui d'oléoduc, de la carrière et de l'abattage des arbres » (Ziouganov, 2013).

Le narratif communiste blâme également les oligarques ukrainiens, y compris Ianoukovytch lui-même en le présentant comme un représentant de l'un des clans de ces oligarques. Pour Ziouganov, la colère des Ukrainiens (un « phénomène raisonnable et objectif ») s'est produite

parce que l'Ukraine, un grand et riche pays, capable de nourrir la moitié de l'Europe, devint pauvre et vit maintenant au jour le jour. Selon Ziouganov, outre le fait que la production de base dans le pays est déjà complètement interrompue, les diplomates américains et européens tentent d'imposer à l'Ukraine des lois qui ruineront complètement l'ensemble de son industrie (Ziouganov, 2014c).

Cependant, il faut noter que l'on commence à critiquer directement Victor Ianoukovytch seulement après l'annexion de la Crimée. C'est ainsi que le 31 mars, dans un interview accordé à la *Pravda*, Ziouganov affirme que le régime oligarchique de l'Ukraine a conduit à la faillite de l'État ukrainien, et ce, aux niveaux politique et économique. Il soutenait qu'Ianoukovytch avait essayé d'évincer ses concurrents et de former sa propre famille oligarchique afin d'obtenir le monopole politique. Cependant, au lieu de cela, Ianoukovytch a créé les conditions pour une ingérence occidentale dans les affaires internes de l'Ukraine, permettant de ce fait à l'Occident de porter au pouvoir leurs protégés aux « comportements fascistes » (Ziouganov, 2014f).

En ce qui concerne la Crimée et l'Ukraine, le narratif du KPRF présentait cette dernière comme étant inséparable de la Russie, tandis que la Crimée était présentée comme un lieu de gloire commune (Ziouganov, 2014b). En même temps, comme auparavant, les communistes continuaient d'insister sur la nécessité d'unir les États slaves afin de « survivre » ! (Ziouganov, 2014a)

Quant aux solutions proposées, au début de la crise, les communistes suggéraient de soutenir et de ne pas laisser tomber le pouvoir en Ukraine entre les mains des nazis. Ils insistaient également d'assurer la sécurité de la population de la Crimée (sans égard à leur ethnie). Les communistes voulaient aussi soutenir l'idée de la fédéralisation des régions de l'Ukraine et la normalisation de la situation. C'est ainsi que lors de son discours à la tribune de Douma (à la mi-décembre 2013), Ziouganov suggérait de ne pas intervenir dans les affaires internes de l'Ukraine et proposait de soutenir cette dernière, y compris de l'aider financièrement (étant donné la situation financière difficile en Ukraine), et tout cela, dans le but de renforcer les liens entre la Russie et l'Ukraine (Ziouganov, 2013).

Toutefois, un peu plus tard, et notamment en février 2014, sur fond d'aggravation de la situation, Ziouganov propose de remplacer l'ambassadeur russe en Ukraine (Mikhaïl Zourabov), de former



des unités d'autodéfense, et de passer à des actions plus efficaces, sans toutefois vraiment spécifier à quels types d'actions il pensait (Ziouganov, 2014a).

**Tableau 3.10** Narratif géopolitique du KPRF à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Grammaire de géopolitiques		Narratif du KPRF
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Plutôt satisfait de l'action du Kremlin.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Enorme effort financier et diplomatique des États-Unis et de ses alliés européens pour empêcher l'union de la Russie et de l'Ukraine; la question de la survie commune de la Russie et de l'Ukraine; La montée de fascisme partout en Ukraine. <b>Menaces</b> : le danger de perdre la flotte de la mer noire et de voir les installations militaires de l'OTAN en Crimée et en Ukraine; le danger de voir le même « Maïdan » à Moscou. <b>Autre</b> : un État fraternel; la claire distinction entre «Maïdan » (toute sorte d'extrémistes) et le pacifique et sage peuple ukrainien.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Protagonistes de premier plan</b> : les ennemis de la Russie (le fascisme, les États-Unis, les États européens, certains des anciens satellites de l'URSS). <b>Protagonistes de second plan</b> : les autorités ukrainiennes associées aux bandits et à toute sorte d'extrémistes. <b>Régime oligarchique ukrainien</b> (gouvernement Ianoukovytch) a conduit à la faillite de l'État. Le but des ennemis de la Russie: expulser la Flotte russe de la mer noire; entrer les forces de l'OTAN et installer les missiles américains sur le territoire de l'Ukraine; « étrangler » l'Ukraine et de faire le même «Maïdan » à Moscou; affaiblir la Russie; encercler la Russie, diviser les peuples slaves et imposer leurs règles sur la vaste étendue de l'Eurasie.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	L'Ukraine (avec le Belarus) reste la priorité numéro un; l'union de trois États slaves et du Kazakhstan. Soutenir et de ne pas laisser tomber le pouvoir en Ukraine dans les mains des nazis; protéger la population de la Crimée (sans la différence de leur ethnie); soutenir l'idée de la fédéralisation des régions de l'Ukraine; remplacer l'ambassadeur russe en Ukraine; former des unités d'autodéfense; passer aux actions plus efficaces.
Justifications		Question de la survie historique et de justice historique; protéger les Criméens; la Russie a été obligée; la seule sortie pacifique de la crise; le désir manifeste chez les peuples de l'ex-Union soviétique de s'unir de nouveau.
Image de soi (Russie)		Image désirée de Russie : un État fort et respecté sur la scène internationale. La Russie est entourée par un cordon d'États qui font un contrepois géopolitique; la Russie ensemble avec l'Ukraine et le Belarus pourraient devenir une puissance mondiale.

Un peu plus tard, avec l'aggravation de la situation, les communistes commencent à insister sur la protection de leurs « compatriotes » et leurs « voisins », réclamant la réunion d'urgence du Comité de sécurité de la FR, et ce, dans le but d'étudier la situation afin d'éviter que « tout cela devienne hors de contrôle ». C'est ainsi que les communistes, mais de manière indirecte, ont soutenu

l'intervention de la Russie en Ukraine sous prétexte de défendre les Ukrainiens (Ziouganov, 2014b; 2014d).

En mars, lorsque la question de l'annexion de la Crimée a été mise sur table, le KPRF s'est montré tout à fait favorable à cette idée, l'interprétant comme « une possible sortie pacifique de la situation », appuyant de ce fait l'idée de la fédéralisation de l'Ukraine. Dans l'état actuel des choses, la fédéralisation de l'Ukraine n'était rien d'autre qu'une division de cette dernière en parties pro-occidentale et prorusse (scénario de Jirinovski) avec la possibilité d'intégrer les parties prorusses à la Russie (Ziouganov, 2014d).

La principale légitimation avancée par les communistes concernant « l'intégration » de la Crimée dans la FR est celle de la justice historique. Ziouganov était persuadé que « l'hystérie » (qui s'emparait des observateurs occidentaux) concernant l'intégration de la Crimée s'expliquait non pas autant par l'acte « d'annexion » lui-même, mais avant tout par le fait que ces événements montraient clairement le désir manifeste chez les peuples de l'ex-Union soviétique de nouveau s'unir (Ziouganov, 2014f).

En ce qui concerne la critique du Kremlin, aussi trivial que cela puisse paraître, ce fut l'un des rares cas, et ce, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, où les communistes, et surtout leur leader, se sont montrés satisfaits de la manière dont le Kremlin avait géré la crise (Ziouganov, 2014e).

### 3.3.3 Le narratif du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

En janvier 2013, lors d'une conférence de presse tenue plusieurs mois avant le déclenchement de la crise en Ukraine, Jirinovski présente sa vision des choses à l'égard de l'Ukraine, mais aussi à l'égard du monde en général. Dans cette vision, Jirinovski expose les principaux éléments faisant partie des priorités géopolitiques de son parti politique, des éléments primordiaux pour saisir sa vision géopolitique dans sa « profondeur ».

Le premier point concerne l'Ukraine elle-même qui pour l'Occident, selon le leader du LDPR, se trouve sur le chemin vers la Russie, vers un riche et vaste pays recelant des ressources inépuisables. De ce fait, pour les Européens, l'Ukraine (tout comme la Pologne) pourrait jouer le rôle d'un espace de vie supplémentaire sur leur chemin vers la Russie, comme ce fut le cas durant les époques de Napoléon et d'Hitler.

Deuxièmement, selon le leader du LDPR, historiquement, l'Occident (l'Europe) empêchait toujours l'unité des peuples slaves, supposant qu'une telle unité pourrait prévaloir sur les autres peuples en Europe. De ce fait, selon le leader du LDPR, l'ancien paradigme demeure en vigueur : empêcher les Slaves de se déplacer vers l'est, maintenant sans avoir à mener une guerre conventionnelle (comme Hitler l'avait fait), mais via une guerre de l'information et la *Révolution orange*. Dans le même ordre d'idées, les ONG sont largement soupçonnées d'entreprendre des actions afin de créer un environnement favorable devant empêcher le rapprochement entre la Russie et l'Ukraine.

Troisièmement, Jirinovski évoque une fois de plus les bienfaits de l'Empire russe en soulignant que la meilleure forme d'existence de tous les peuples de la Russie était celle de l'empire. Toutefois, Jirinovski note que le mot « empire » est généralement mal compris. Selon Jirinovski, le peuple russe n'était jamais le colonisateur, il venait toujours à l'aide. Ainsi, Jirinovski présente l'empire russe comme étant un État « où le peuple central distribuait sa richesse aux périphéries nationales [...] à l'ouest (l'Ukraine, le Belarus, les pays baltes), au sud (le Caucase, l'Asie centrale, le Kazakhstan) » (Jirinovski, 2013a).

De ce fait, Jirinovski exclut l'existence de toute ambition impériale russe et souligne que la formation de la Russie et l'intégration de nouveaux territoires ne se réalisaient qu'à la demande des autres nations (l'Ukraine a demandé l'aide de la Russie, parce qu'elle était sous la menace des Tatars de Crimée, de la Pologne, des Catholiques, etc. ; la Géorgie était menacée par les Turcs et les Persans ; les Kazakhs étaient menacés par les Dzoungar ; etc.). À coup sûr, donc, aucune guerre d'occupation par les Russes : c'est seulement à la demande volontaire des autres peuples que se réalisait la formation du territoire de la Russie.

Quatrièmement, le leader du LDPR est profondément persuadé qu'en Europe, les États d'Europe de l'Est (comme la Pologne, l'Ukraine, la Bulgarie, etc.) ne seront jamais considérés à l'égal des

États de l'Europe occidentale (comme le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni, etc.). Par conséquent, faute de pouvoir former une union des États slaves, le destin des États d'Europe de l'Est est en quelque sorte comparable à celui d'une personne attendant dans le couloir d'un palais étranger pour avoir le droit de travailler dans la cuisine ou quelque part dans la cour.

Enfin, Jirinovski met en garde tout un chacun contre les dangers de la démocratie et de son caractère destructeur. Profondément convaincu de son point de vue, Jirinovski explique que si la Russie était plus démocratique, ni l'Ukraine ni la Russie n'existeraient. Il soutient que la démocratie et les droits de la personne sont conçus dans le but d'affaiblir et de détruire l'Ukraine et la Russie. Donc pour tous les États (et surtout pour la Russie), la démocratie est suicidaire et mortelle, y compris pour l'Europe elle-même : la démocratie étant source de chaos et d'effondrement de l'ensemble du système, non à la démocratie, la sécurité devant primer sur tout le reste (Jirinovski, 2013a).

Au fond, dans le narratif du LDPR, peu de changements se sont opérés à travers le temps en ce qui concerne la description de l'autre. Comme dans le passé, la Crimée occupe une place particulière dans ce narratif. Il est clairement souligné que la Crimée (auparavant annexée par la Russie en 1783) était alors turque et grecque, mais qu'elle n'a jamais été ukrainienne, parce que comme tel, l'État ukrainien n'existait pas. De plus, tous les territoires du sud-est de l'Ukraine (habités principalement par une population ethniquement russe) ont été attachés à l'Ukraine par les communistes. Enfin, le territoire actuel de l'Ukraine, c'est aussi la Russie de Kiev, le premier État russe. De ce fait, dans l'imaginaire du LDPR, la Crimée (ainsi que les territoires du sud-est de l'Ukraine) est définitivement russe. Dans le narratif du LDPR, la véritable Ukraine comprend les territoires de l'ouest de l'Ukraine, c'est-à-dire des territoires qui appartenaient auparavant à la Pologne. Quant à la langue ukrainienne, présentée comme un mélange de « mauvais polonais et de russe », on souligne qu'elle a été inventée sur l'ordre de l'Autriche (Jirinovski, 2013b; 2014c ; 2014f ; 2014g ; 2014b).

Dans la description de la situation du narratif de LDPR, nous trouvons deux principaux éléments :

- Premièrement, la situation est présentée comme un grand scénario préparé à l'avance : une conspiration de l'ensemble de l'Europe contre la Russie où un certain groupe de

renégats, de traîtres, la « Cinquième colonne »<sup>184</sup>, avec l'aide de l'Occident, veut s'emparer du pouvoir et mener la ligne antirusse (Sloutski, 2014c ; Jirinovski, 2014d).

[...] De quelle Crimée nous parlons aujourd'hui et pourquoi nous parlons aujourd'hui de la nécessité de défendre la Crimée ? La situation de janvier, avec ces émeutes dans les rues, avec l'éviction de Ianoukovytch, avec les radicaux à Kiev qui ont pris le pouvoir, tout simplement ont ignoré l'accord du 21 février [...]. Ici, le pouvoir à Kiev a été pris de façon tout à fait illégale et inconstitutionnelle et il [le pouvoir] est pris par des gens agressifs, des gens qui versent du sang. Et ce sang peut être versé en Crimée, qui est devenue maintenant un bastion de la résistance contre ces radicaux dissidents (Sloutski, 2014c).

- Deuxièmement, la Russie est avant tout présentée comme un sauveur, en aucun cas comme un agresseur, ce dont plusieurs l'accusent d'être. La Russie ne divise pas l'Ukraine et n'a pas l'attention de le faire. Elle vient seulement défendre les Russes qui vivent en Ukraine, ce qui est son droit et son obligation, en accord avec la Constitution russe, laquelle d'ailleurs oblige le Président russe à utiliser les forces armées pour protéger sa population. Toutefois, le narratif du LDPR souligne que l'utilisation des forces armées ne peut se faire qu'à la demande du gouvernement de la Crimée et à la demande du Président légitime de l'Ukraine : Ianoukovytch (Jirinovski, 2014f).

Les événements de Maïdan sont largement comparés à des événements du passé concernant les Russes à l'époque tsariste et avant la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est ainsi que des analogies historiques ont été établies entre la situation actuelle en Ukraine et celle de l'Allemagne nazie de 1939 lorsque cette dernière et l'Union soviétique se sont partagé la Pologne, avec pour conséquence, selon Jirinovski, que l'URSS fut poussée à entrer en guerre (Jirinovski, 2014b). Pour sa part, le gouvernement ukrainien a été souvent associé aux nazis, établissant de ce fait un parallèle entre l'Allemagne d'Hitler et le gouvernement actuel de l'Ukraine.

Une autre analogie historique a trait à la situation de l'Ukraine et aux événements de 1917 et 1991 : des années critiques de l'histoire de la Russie alors que cette dernière s'effondrait de l'intérieur. Comme le leader du LDPR l'explique lui-même, Maïdan, ce sont les mois de février et d'octobre 1917, ainsi que les mois d'août et d'octobre de 1991. Selon Jirinovski, comparativement à un certain mois de février 1917 alors que les députés de la Douma s'ingéniaient à persuader le tsar

<sup>184</sup> Appellation des agents du général Franco opérant en République espagnole durant la guerre civile espagnole de 1936-1939. En Russie, l'appellation est largement utilisée pour désigner les différents types d'ennemis internes, lesquels détruisent de l'intérieur les régimes.

Nicolas II d'abdiquer, aujourd'hui, ce sont toutes les factions politiques (sauf le LDPR) qui s'ingénient à persuader Ianoukovytch d'« abdiquer ». La situation de Petrograd de 1917 est donc semblable à celle de Kiev de 2014 (Jirinovski, 2014b ; 2014c ; 2014g).

Nous trouvons plusieurs protagonistes dans le narratif du LDPR. Cependant, dans tout ce qui se déroule en Crimée, le principal coupable est assurément l'Occident qu'on accuse d'avoir encouragé les mouvements radicaux afin que l'Ukraine se tourne vers l'Ouest. Selon ce narratif, tout le monde est donc contre la Russie, alors que les États occidentaux n'ont besoin de l'Ukraine (malgré sa faiblesse économique) que pour une raison pratique : utiliser son territoire pour rapprocher les forces armées de l'OTAN près des frontières russes (Jirinovski, 2014c).

Pour le leader de LDPR, l'Occident a marqué le début de la destruction de l'URSS, agissant contre ce que les communistes ont posé comme fondement de l'Union soviétique : la question nationale. L'Occident a donc commencé à frapper sur ce « fondement » de l'URSS pour provoquer son autodestruction en faisant naître des conflits entre les différentes nations de l'Union soviétique, alors qu'aujourd'hui, on applique le même principe en Ukraine via la suppression de la langue russe.

Comme auparavant, il est soutenu que les Américains n'ont pas l'intention de mener la guerre contre la Russie, mais qu'ils vont essayer de l'affaiblir grâce à la « question nationale ». De ce fait, après l'Ukraine, les États-Unis feront la même chose en Belarus, puis en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, etc. Les « 15 anciennes républiques soviétiques » se sont donc transformées en 15 fronts contre la Russie, raison pour laquelle la Russie doit consacrer beaucoup de ses ressources financières sur l'armement (Jirinovski, 2014a ; 2014b ; 2014e).

Pour sa part, Sloutski avance que les États-Unis sont prisonniers du concept de Zbigniew Brzezinski qui a affirmé que le nouvel ordre mondial avait été créé par l'Amérique sur les ruines de la Russie et contre la Russie. Selon ce concept, la Russie, avec l'Ukraine, est la superpuissance. C'est pourquoi, dès l'apparition de réelles perspectives favorisant l'adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière<sup>185</sup>, les politiciens occidentaux « ont afflué » à Maïdan pour soutenir

---

<sup>185</sup> Comprenant la Russie, le Belarus et le Kazakhstan, l'objectif de l'Union (fondée en 2010) est de créer une alliance économique similaire à l'Union européenne entre les anciennes républiques soviétiques.

l'opposition. C'est en référence à ce paradigme de Brzezinski que la langue russe est extrudée de l'Ukraine dans le but de diminuer et d'affaiblir le monde russe (Sloutski, 2014b ; 2014a ; 2014c).

Le deuxième principal protagoniste (l'élite politique ukrainienne) est divisé en deux : les bandits radicaux (l'opposition) versus le Président légitime Victor Ianoukovytch. Cette dichotomie est très caractéristique de la présentation du protagoniste par le LDPR. Au fond, comme dans le passé, la même métaphore de « veau tendre qui suce deux rênes » est largement employée pour caractériser l'élite politique ukrainienne dans son ensemble. L'opposition ukrainienne est associée à des bandits et à toutes sortes d'extrémistes qui, usant de moyens illégaux (non constitutionnels), tentent de renverser le gouvernement et d'arriver au pouvoir. De plus, les membres de l'opposition sont présentés comme étant définitivement antirusses, tentant de priver de sa langue maternelle la population russe vivant en Ukraine (Sloutski, 2014b).

Pour ce qui est de Victor Ianoukovytch, il demeure le Président légitime qui fut obligé de fuir le pays, laissant de ce fait l'Ukraine entre les mains de bandits et de radicaux nationalistes. On reproche aussi à Ianoukovytch de jouer un double jeu : d'avoir bénéficié de l'aide à la fois de la Russie et de l'Occident, et de plus, d'avoir montré son « inactivité criminelle » et ainsi de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour régler la crise (Sloutski, 2014a ; Jirinovski, 2013b). Cette « inaction » de Ianoukovytch est principalement expliquée par son avidité à recevoir la plus grande aide possible de l'Occident, et de ce fait, de sciemment ne pas avoir pris les mesures requises pour régler la crise.

Finalement, comme dans le passé, le narratif du LDPR n'oublie pas non plus les communistes. Anticomuniste bien connu du public russe, Jirinovski avance qu'il ne faut critiquer ni les Russes ni les Ukrainiens, mais qu'il faut d'abord blâmer les communistes (Lénine, Staline, Khrouchtchev et Brejnev), parce que ce sont eux qui ont attaché les territoires russes à l'Ukraine, avec pour résultat qu'au lieu d'une petite Ukraine, on a obtenu un immense espace (Jirinovski, 2014e).

Tableau 3.11 Narratif géopolitique du LDPR à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Grammaire de géopolitiques		Narratif du LDPR
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Très positif; le président russe est comparé aux tsars russes Nicolas I et Alexandre III.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? En Crimée? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	L'Occident interfère dans les affaires internes de l'Ukraine; un complot de toute Europe contre la Russie; une provocation de l'Occident contre la Russie; la troisième tentative d'envahir la Russie; toute sorte d'extrémistes et de bandits, soutenus par les Occidentaux, a obligé le président légitime ukrainien à fuir le pays; Kiev de 2014 est similaire de Petrograd de 1917; la situation actuelle de l'Ukraine est similaire aux événements russes des années 1917 et 1991. <b>Menaces</b> : éradication de la langue russe et la réduction du monde russe; la Crimée est menacée par les radicaux et les ultranationalistes; l'affaiblissement de la Russie au profit de l'Occident; la menace de voir l'OTAN en Ukraine. <b>Autre</b> est une entité artificielle créée par les Autrichiens contre la Russie; la <b>Crimée</b> était toujours russe (ainsi que le sud-est de l'Ukraine).
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Occident</b> a encouragé les mouvements radicaux pour que l'Ukraine se tourne vers lui; l'Occident a besoin du territoire ukrainien pour rapprocher les forces armées de l'OTAN près des frontières russes; les Américains ont besoin d'aggraver la situation en Europe en raison de la crise économique et afin de relancer leur industrie militaire et de sortir de la crise. <b>Élite politique ukrainienne</b> (ensemble de l'opposition, le président légitime et son entourage) : un veau tendre qui suce deux rênes. <b>Opposition ukrainienne</b> : les bandits et toute sorte d'extrémistes avec les méthodes constitutionnelles tentent de renverser le gouvernement et venir au pouvoir; antirusse. <b>Ianoukovytch</b> : le président légitime qui a montré l'inactivité criminelle dans la régulation de la crise en raison de sa cupidité.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	La non-réaction de la Russie équivaut à sa défaite géopolitique. Ne plus aider l'Ukraine financièrement; donner rapidement la nationalité russe à tous les Ukrainiens et Russes de l'Ukraine; protéger les Russes de l'Ukraine; s'il est nécessaire, d'exiger la division de l'Ukraine; soutenir si « quelqu'un » a besoin de déclarer son indépendance; arrêter de donner le gaz russe gratuitement; envoyer les troupes russes en Crimée pour défendre la flotte de la mer noire; créer une confédération de toutes les régions de l'Ukraine; si le président légitime de l'Ukraine le demande, rétablir l'ordre constitutionnel en Ukraine.
Justifications		Les terres russes reviennent à la Russie; la Russie ne divise pas l'Ukraine, elle défend les Russes vivant en Crimée; selon la constitution russe, le président est obligé d'utiliser les forces armées pour protéger sa population.
Image de soi (Russie)		La Russie redevint une grande puissance.

En ce qui concerne les solutions proposées, le LDPR suggérerait notamment d'octroyer rapidement la nationalité russe à tous les Ukrainiens et Russes de l'Ukraine. On suggérerait également (et surtout) de protéger les Russes vivant en Crimée et la flotte de la mer Noire contre l'agression provenant du « territoire ukrainien ». De plus, la division de l'Ukraine demeurerait une solution tout à fait envisageable, voire désirable, tout en suggérant aussi d'apporter le soutien si « quelqu'un [avait] besoin de déclarer son indépendance » (Jirinovski, 2014e ; 2014d ; 2013c ; 2014c ; 2014a ; Sloutski, 2014c). En fin de compte, le LDPR n'insistait pas autant pour une action militaire comme



telle, mais plutôt pour « venir à l'aide » si le Président légitime (Ianoukovytch) le demandait, si les Russes vivant en Crimée et la flotte de la mer Noire étaient menacés.

Pour les représentants du narratif géopolitique du LDPR, l'ignorance ou l'inaction de la Russie équivaut à sa défaite géopolitique. C'est ainsi que Sloutski avance que la Russie doit gagner aujourd'hui afin de ne pas perdre cette « bataille civilisationnelle et géopolitique », pour que le monde continue d'être multipolaire, tel qu'il a été formé suite à la Seconde Guerre mondiale, avec le rôle dominant de l'Organisation des Nations Unies (Sloutski, 2014a).

De ce fait, la décision concernant l'annexion de la Crimée à la Fédération de Russie a été présentée par le LDPR comme étant un triomphe sans précédent, un acte de gloire, le retour des terres russes à la Russie : un geste posé par une véritable puissance mondiale, un geste posé par un acteur principal des affaires internationales (par la Russie). Jirinovski a comparé l'annexion de la Crimée à l'époque où le tsar russe a déclaré qu'aucun canon en Europe ne pouvait tirer sans sa permission, tandis que le président Poutine était comparé aux tsars Nicolas Ier et Alexandre III (Jirinovski, 2014h).

Cent ans se sont écoulés : la Pologne, la Finlande, certains territoires du Caucase du Sud se sont séparés [de la Russie] ; on entend le bruit dans les États baltes, il y a des émeutes à Tbilissi, et ici comme en 1945, le 9 mai – on a gagné (Jirinovski, 2014h).

### 3.3.4 Le narratif de *Russie juste* à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Dès le début de la crise, le narratif de *Russie juste* a présenté la situation en Ukraine comme une pression sur le peuple ukrainien et comme une interférence dans les affaires internes de l'Ukraine, tout cela étant opéré par l'UE et les États-Unis. À son tour, cette « interférence » dans les affaires internes de l'Ukraine était aussi considérée comme étant un coup direct porté contre l'Union slave et la parenté slave. En même temps, cela était également vu comme un réel processus de « désouverainisation » de l'Ukraine (Mironov, 2013 ; Levichev, 2013). « Scandaleux », « spectacle américain », « ingérence manifeste dans les affaires internes d'un État souverain » : c'est ainsi que Nikolai Levichev (le numéro deux de *Russie juste*) avait qualifié le soutien exprimé

à l'opposition par les sénateurs américains John McCain et Chris Murphy durant leur visite en Ukraine (Levichev, 2013). En même temps, l'on dénonçait le coup d'État et la saisie par la force du pouvoir par une « foule agressive et grossière » (Levichev, 2014a). Les événements en Ukraine ont été également qualifiés de fascisme, de tentative de violer la Constitution et de forcer le président légitime à démissionner (Mironov, 2014b; 2014d).

La situation en Ukraine était comparée à la confrontation politique de Moscou du début des années 1990, lorsque cette confrontation avait presque dégénéré en guerre civile (Mironov, 2014a). On comparait aussi la situation en Ukraine aux événements de la révolution russe de 1917 (Levichev, 2014a). Toutefois, la métaphore la plus typique employée pour décrire la situation en Ukraine était celle d'une « démocratie avec un fusil dans les mains » où des « bandits armés dictent aux députés quoi faire » (Mironov, 2014g). Quant à l'Ukraine, dans le narratif de *Russie juste*, elle occupait la place digne d'un pays frère, et les Ukrainiens du peuple frère (Mironov, 2013; 2014n; Levichev, 2013).

Qu'est-ce que c'est que Maïdan ? Selon certaines informations, c'est 10 000 personnes armées. C'est une division (Levichev, 2014a).

Aujourd'hui, nous sommes témoins de la terrible tragédie du peuple multinational de l'Ukraine. Les actions irresponsables des élites politiques et économiques ukrainiennes, pour lesquelles les ambitions politiques et les avantages commerciaux sont le but principal de leur existence, ont pratiquement plongé le pays dans une phase extrême de la guerre civile (Mironov, 2014p).

Le narratif de *Russie juste* met en avant trois principaux protagonistes, et en conséquence trois principaux acteurs à blâmer pour le dénouement de la crise en Ukraine.

Dans un premier temps, on blâmait particulièrement les États occidentaux pour avoir soutenu les « leaders de Maïdan », et de ce fait d'avoir provoqué les troubles en Ukraine (Mironov, 2014e; Levichev, 2014b).

En second lieu, on critiquait l'opposition ukrainienne, associée largement au *Secteur droit* et à son leader Dmytro Iaroch qui à son tour était présenté comme étant un fasciste, un nationaliste dont le seul but était d'arriver au pouvoir (Mironov, 2014d ; 2014c). De ce fait, l'on dénonçait le fait que le pouvoir réel à Kiev était tombé dans les mains des extrémistes, avec pour résultat que les événements survenus à Kiev ont poussé les habitants de la Crimée à organiser un référendum sur l'adhésion à la Russie afin de prévenir le même « Maïdan » chez eux (Mironov, 2014l). L'opposition ukrainienne était aussi qualifiée de « marionnette », qui ne contrôlait pas la situation

dans le pays et qui avait perdu le « droit moral » de se faire appeler l'opposition (Levichev, 2014a). De ce fait, toute possibilité d'établir le contact avec le gouvernement actuel de Kiev (le gouvernement non légitime) avait été exclue du narratif de *Russie juste* (Mironov, 2014i).

Troisièmement, le protagoniste Victor Ianoukovytch (le président de l'Ukraine *de jure*) est présenté avant tout comme étant davantage préoccupé par sa réputation personnelle et les garanties financières que par des affaires étatiques. À maintes reprises, on lui reproche de ne pas avoir déclaré l'état d'urgence pour rétablir l'ordre public afin d'éviter l'effusion de sang (Levichev, 2014a). Ces appels directs pour le rétablissement de l'ordre public constituent un trait qui rend particulièrement différent des autres narratifs celui de *Russie juste*. Par exemple, le 20 février 2014, profitant de l'occasion offerte lors d'une télédiffusion en direct, Mironov s'est adressé à Ianoukovytch avec un appel direct à prévenir une éventuelle répétition en Ukraine des scénarios libyen ou syrien (Mironov, 2014b). Plus tard, lorsqu'Ianoukovytch a fui Kiev, lors d'une session de la Douma du 25 février, Mironov traite ce dernier de traître, d'« homme petit et insignifiant » qui a trahi le peuple ukrainien ainsi que le monde slave (Mironov, 2014c). Une seconde particularité de ce narratif réside dans le fait qu'il critiquait Ianoukovytch plus que tout autre parti politique. On affirmait que l'une des principales causes du déclenchement des manifestations en Ukraine était la corruption et la criminalité largement présentes dans les hautes sphères du gouvernement et que le système fiscal du pays servait principalement à remplir les « fonds criminels ». Comme Mironov l'a expliqué plus tard, « Maïdan » avait le soutien du peuple dû au fait qu'Ianoukovytch et toute son équipe étaient largement détestés en raison de leurs liens criminels et leur corruption (Mironov, 2014 g).

En ce qui concerne les solutions proposées, dès le début, on a parlé d'une position contradictoire en ce qui concerne la solution de la crise ukrainienne. Dans un premier temps, *Russie juste* soutenait que la Russie ne devrait en aucun cas interférer dans les affaires internes d'un État souverain, mais en même temps, il avait clairement souligné que la Russie ne pouvait pas demeurer indifférente à l'égard de ce qui se déroulait « dans le pays frère et avec le peuple frère », revendiquant ainsi la nécessité d'interférer dans les affaires internes de l'Ukraine (Mironov, 2014a; 2013).

Le 25 février, après la destitution rapide, puis la fuite de Ianoukovytch, Mironov propose trois mesures à prendre en lien avec le développement de la situation en Ukraine. Premièrement, en lien avec le projet de la loi proposé par le LDPR qui visait à accorder la citoyenneté russe à tous les Russes vivant en Ukraine, Mironov proposa d'élargir cette prérogative et d'accorder la citoyenneté russe (sous une forme simplifiée) à tous les Ukrainiens voulant obtenir la citoyenneté russe. Deuxièmement, Mironov proposa de donner immédiatement un emploi à tous les membres de « *Berkut* » voulant travailler pour le ministère de l'Intérieur russe afin de les « protéger » des persécutions exercées à leur endroit par les groupements radicaux ukrainiens. Mironov s'est aussi prononcé pour la convocation d'une session spéciale à huit clos de la Douma, invitant aussi les ministres russes des Affaires étrangères et de l'Intérieur, ainsi que le chef du FSB afin de « réfléchir sur la situation en Ukraine, en Russie et en général dans le monde slave ». Enfin, Mironov a souligné qu'il serait idéal de protéger l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais que si la situation se développe d'une « manière différente », la Russie devait agir de façon responsable « devant ceux qui comptent sur elle » (Mironov, 2014c). Il fut également souligné que l'option idéale pourrait aussi être la fédéralisation de l'Ukraine, mais que tout cela ne serait possible que s'il y avait un pouvoir légitime à Kiev (Mironov, 2014k). En effet, déjà à ce moment, l'annexion de la Crimée avait été envisagée comme étant l'une des solutions possibles, tandis que pour sa part, *Russie juste* se montrait tout à fait favorable à cette option.

Le 6 mars, *Russie juste* présente son mémorandum concernant la situation en Ukraine, où entre autres, il a été clairement souligné que si les groupements extrémistes ukrainiens commençaient à exercer la violence contre les autorités dans les régions principalement habitées par des citoyens ethniquement russes, la Russie serait contrainte de prendre des mesures sévères afin de protéger leurs droits et libertés, y compris le droit à la vie (Mironov, 2014e), alors que quelques jours plus tard, Mironov déclara que les députés de la Douma travailleraient sur le projet de loi requis pour l'intégration de la Crimée dans la Fédération russe dans le cas où les citoyens de Crimée voteraient en faveur de cette intégration (Mironov, 2014f).

Quant à l'annexion de la Crimée, elle était principalement justifiée par la volonté des habitants de la Crimée d'être protégés de l'anarchie et du chaos. À cette justification de nature humanitaire s'ajoutait aussi la volonté des habitants de Crimée d'intégrer la péninsule à la Fédération russe. Comme Mironov l'expliquait, pour les Criméens, c'était une « question de vie et de mort »

(Mironov, 2014h). En même temps, cette « intégration » était aussi présentée comme étant un « exemple frappant » de l'aide fraternelle aux personnes en détresse. La même « intégration » était aussi présentée comme étant un « triomphe de la justice historique » où « la Russie d'aujourd'hui a montré qu'elle était prête à accueillir ses terres et ses gens » (Mironov, 2014j). Enfin, le parallèle avec la reconnaissance du Kosovo était régulièrement évoqué pour à la fois légitimer l'annexion de la Crimée sur le plan moral, mais aussi de la justifier sur le plan de la pratique des relations internationales des dernières années (Mironov, 2014m).

[...] en 1991, on a tout donné, mais maintenant, le processus de rassemblement des terres russes est commencé. Ce ne sont pas les ambitions impériales [...], mais les réalités de la géopolitique moderne (Mironov, 2014g).

**Tableau 3.12** Narratif géopolitique de *Russie juste* à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Grammaire de géopolitiques		Narratif de Russie juste
Image du Kremlin et la façon dont il gère la crise		Très positif.
Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? En Crimée? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Pression sur le peuple ukrainien; une interférence dans les affaires internes de l'Ukraine par l'UE et les États-Unis; un réel processus de « désouverainisation » de l'Ukraine; démocratie avec un fusil dans les mains. <b>Menaces</b> : habitants de la Crimée sont menacés par les extrémistes ukrainiens; un coup direct porté contre l'Union slave et la parenté slave. <b>Autre</b> : le pays frère et le peuple frère. <b>Crimée</b> est russe.
Causalité et typification des protagonistes	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	États occidentaux : ont provoqué les troubles en Ukraine. Opposition ukrainienne : le pouvoir réel à Kiev est tombé dans les mains des extrémistes. Ianoukovytch (le président <i>de jure</i> de l'Ukraine) : plus préoccupé par sa réputation personnelle et les garanties financières que par des affaires étatiques.
Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	Accorder la citoyenneté russe à tous les Ukrainiens voulant obtenir la citoyenneté russe; donner immédiatement un emploi à tous les membres de « <i>Berkut</i> » voulant travailler pour le ministère de l'Intérieur russe; convoquer une session spéciale à huit clos de la Douma; intégrer la Crimée à la Russie.
Justifications		Annexion de la Crimée est justifiée : par la volonté des habitants de la Crimée d'être protégés de l'anarchie et du chaos; par la volonté des habitants de Crimée d'intégrer la péninsule à la Fédération de Russie; un « exemple frappant » de l'aide fraternelle aux personnes en détresse; un « triomphe de la justice historique ».
Image de soi (Russie)		Russie est une grande puissance; Russie d'aujourd'hui a montré qu'elle était prête à accueillir ses terres et ses gens.

### 3.3.5 Le narratif géopolitique du Kremlin, de son parti à l'égard de l'Ukraine (2013-2014)

Le narratif officiel emploie deux principaux éléments interconnectés pour décrire la situation : le coup d'État et l'ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Ukraine, c'est-à-dire un coup d'État orchestré par les États occidentaux, notamment par les États-Unis. Ainsi, en faisant référence tantôt à l'acte anticonstitutionnel, tantôt à la mainmise du pouvoir par la force par les opposants du gouvernement légitime (les antisémites, les antirusse, les « héritiers » de Stepan Bandera, les « combattants » du « secteur droit »), tantôt au renversement du Président légitime, tantôt à la situation de « crise », tantôt à l'anarchie, etc., une kyrielle de termes ont été employés pour décrire et qualifier la situation (Medvedev, 2013; Lavrov, 2013b; 2014a).

En bref, on soutenait que l'anarchie et le chaos dominaient le pays, menaçaient la sécurité de la population ethniquement russe qui résidait en Crimée et dans le sud-est de l'Ukraine, et l'on y rajoutait le danger de leur assimilation forcée et la menace que cette population soit privée de « la mémoire historique russe et de la langue maternelle » (Poutine, 2014a).

On soulignait fermement que le Président légitime Viktor Ianoukovytch avait usé de sa compétence légitime en décidant de ne pas signer l'accord d'association à l'Europe et de le revoir plus tard, parce qu'à ce stade, sa signature n'apparaissait pas profitable pour son pays (Lavrov, 2013b).

On insistait également sur le fait que les États occidentaux, en interférant dans les affaires internes de l'Ukraine, avaient outrepassé les principes fondamentaux du droit international. Comme le ministre des Affaires étrangères russes l'avait souligné, signer ou ne pas signer l'accord était le choix souverain de l'Ukraine (Lavrov, 2013a).

Dès le début, les autorités russes avaient établi une distinction, et cette distinction s'est accentuée avec l'évolution des événements entre l'Ukraine elle-même et la Crimée. La Crimée n'était pas présentée comme faisant partie intégrante de l'Ukraine, mais on soulignait plutôt sa nature et son statut très spécifiques au sein de l'Ukraine. Cet aspect très spécifique de la Crimée au sein de l'Ukraine faisait directement référence à « l'injustice historique » commise durant le passé

soviétique lorsque la Crimée (ainsi que certains territoires au sud-est de l'actuelle Ukraine) a été annexée à l'Ukraine (Poutine, 2014c). Cela voulait aussi souligner que des Russes vivant en Crimée se sont retrouvés contre leur gré dans un autre pays. De ce fait, l'on présentait la Crimée avant tout comme une région russe historique, comme l'ancien Kherson où le Prince Vladimir<sup>186</sup> fut baptisé, comme la légendaire ville de Sébastopol (ville héroïne, patrie de la marine russe de la mer Noire) ou comme tant d'autres lieux historiques russes où trônent autant de « symboles de la gloire militaire russe et du courage sans précédent ». Il convient aussi souligner qu'au moment même de l'annexion de la Crimée, celle-ci était présentée comme étant « le patrimoine commun de la Russie et de l'Ukraine, et un important facteur de stabilité dans la région » (Poutine, 2014c).

Dans le narratif officiel, l'on retrouve deux principaux protagonistes : les élites politiques ukrainiennes et les États occidentaux. On reproche principalement aux États occidentaux de soutenir les mouvements nationalistes en Ukraine, contribuant ainsi à sa déstabilisation. Selon ce narratif, après la disparition de la domination bipolaire du monde, celui-ci n'est plus stable, et donc que la situation en Ukraine reflète largement ce qui, dans le monde entier, se déroule actuellement et ce qui s'est déroulé au cours des dernières décennies. Les partenaires occidentaux de la Russie, avec les États-Unis en tête, guident leurs politiques étrangères par « le droit du plus fort » au lieu de les guider par les normes du droit international, en croyant « qu'ils sont autorisés à décider le sort du monde » et « qu'ils ont toujours raison ». Subséquemment, il a été souligné que les États occidentaux agissent à leur guise en constituant des coalitions sur la base d'une logique selon laquelle « qui n'est pas avec nous est contre nous ». À titre d'exemple sont évoquées les actions des alliés occidentaux en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak et en Libye, mais aussi les *Révolutions de couleur* et le *Printemps arabe*. Comme résultat, au lieu de la démocratie et de la liberté, les États occidentaux ont suscité le chaos, la violence et différents coups d'État à travers le monde entier. En conséquence, l'on soutenait fermement que les actions en Ukraine étaient dirigées contre l'Ukraine et la Russie, mais aussi contre l'intégration (promue par la Russie) de l'espace eurasiatique.

Comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères russes (Sergueï Lavrov), l'UE utilise le régime de visas comme une « carotte attrayante » pour les pays désirant intégrer l'espace

---

<sup>186</sup> Le Prince Vladimir, qui régna entre 980 à 1015, était alors le grand prince de la principauté de Kiev, et il a imposé à son peuple le christianisme.

Schengen, mais en réalité, cette politique est guidée par des considérations politiques et non pas par la réelle volonté d'intégrer ces États. Lavrov accusait également l'UE d'essayer de présenter la situation comme une relation entre des « élèves » (en parlant des pays désirant intégrer l'UE) et leurs « maîtres » (en parlant de l'UE), comme si ceux-là devaient se soumettre à ceux-ci (Lavrov, 2103a). D'après Lavrov, certains partenaires européens sont encore guidés par les phobies du passé, évaluent la situation avec un regard dichotomique simpliste (« ami » versus « ennemi », « avec nous » versus « contre nous », etc.) et désirent conserver les lignes de démarcation, et même de les déplacer vers l'est (Lavrov, 2013d; 2013c).

On reprochait aussi aux États-Unis et à l'UE le fait qu'ils avaient essayé de mettre les Ukrainiens devant un choix à faire entre l'Est (la Russie) et l'Ouest (l'Occident), un peu comme en 2004, sans prendre en considération les réalités socioéconomiques des Ukrainiens, ce qui n'a fait qu'aggraver leurs contradictions internes. Il est intéressant de constater que cette fois-ci, à l'instar des communistes et du LDPR, le ministre russe des Affaires étrangères faisait aussi référence à Zbigniew Brzezinski<sup>187</sup> et à ses travaux, comme à l'évidence de plans vraisemblablement tracés par les États-Unis à l'égard de l'ancien espace soviétique, et plus particulièrement à l'égard de la Russie.

Derrière tout cela est le désir de faire en sorte que l'Ukraine ne soit pas avec la Russie. Rappelez-vous, comme l'avait dit Z. Brzezinski, que la Russie avec l'Ukraine, c'est une puissance, mais sans l'Ukraine, quelque chose de moins (Lavrov, 2014c).

En tant que deuxième principal protagoniste, les élites politiques ukrainiennes (y compris Viktor Ianoukovytch) sont généralement présentées comme étant extrêmement corrompues et ignorantes des besoins élémentaires des Ukrainiens. Ainsi, pour Poutine, même si l'événement déclencheur de cette crise était le refus du Président Ianoukovytch de signer l'accord d'association avec l'UE, la situation de « crise » a commencé à se forger lors de l'effondrement de l'Union soviétique, parce que depuis ce temps, aucun gouvernement de l'Ukraine n'a jamais pensé réellement à la population ukrainienne (pour finir avec la corruption, la pauvreté, etc.), avec pour résultat qu'après avoir connu la déception, la population voulait voir de vrais changements. Toutefois, malgré une telle

---

<sup>187</sup> Politicologue américain – rappelons-le –, ex-conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis lorsque Jimmy Carter en était le Président.



situation, l'on soutenait fermement qu'il ne fallait en aucun cas encourager les mouvements anticonstitutionnels (Poutine, 2014a).

Outre ces caractères communs, les élites politiques ukrainiennes sont divisées. D'un côté, l'on retrouve le gouvernement légitime et le Président légitime, alors que de l'autre côté, l'on retrouve l'opposition soutenue de l'extérieur et comprenant de nombreux extrémistes, ultranationalistes et radicaux. Pour sa part, Viktor Ianoukovytch demeure le seul Président légitime. Quant au Parlement ukrainien, il est en partie illégitime, alors qu'au contraire, le Parlement de Crimée est présenté comme étant tout à fait légitime.

À sa base, le narratif officiel énonce donc l'existence de deux types de menaces et deux principaux intérêts de l'État russe. Premièrement, le narratif avançait que la population ethniquement russe, contre son gré, avait été transférée à l'Ukraine comme un « sac de pommes de terre » (expression employée par le président Poutine) (Poutine, 2014c) et qu'elle était menacée par l'assimilation forcée, la discrimination et « l'anarchie » créée par les regroupements extrémistes, menaçant la population russophone de la priver de sa mémoire historique et de sa langue maternelle. Une telle présentation de la situation impliquait le devoir moral de l'État russe de défendre la population russe sous le prétexte d'une « mission humanitaire ». Très semblable au cas de l'Ossétie du Sud lorsque la Russie, sous prétexte de défendre des citoyens russes, y a envoyé son armée, ladite mission humanitaire consistait à apporter une aide financière et morale, voire (« si nécessaire ») l'usage de la force.

Les autorités russes affirmaient qu'étant donné les droits moraux de l'État russe et les normes du droit international, tous les critères étaient réunis pour la mise en œuvre d'une telle mission humanitaire en Crimée. Premièrement, la Crimée avait elle-même demandé à la Russie une aide humanitaire (volonté de la population exprimée sous forme de référendum, ainsi que par plusieurs demandes adressées par le Parlement de Crimée). Deuxièmement, le président légitime de l'Ukraine (Viktor Ianoukovytch) avait aussi adressé sa demande à la Russie. Quant à l'utilisation de la force, on affirmait que la Russie ne voyait aucune nécessité d'envoyer ses troupes en Crimée. Toutefois, le cas échéant, cette pratique pouvait aussi être tout à fait légitime et correspondre aux normes du droit international et l'engagement de l'État russe de protéger tous ceux qui pouvaient y être liés (historiquement, culturellement, économiquement). De plus, la possibilité d'envoyer

des troupes russes avait été exclue par les dirigeants russes, du fait qu'une partie des troupes russes se trouvait déjà en Crimée (sur la base navale russe de Sébastopol) depuis le commencement de la crise. La seule nécessité évoquée par le Kremlin était de renforcer la protection des installations militaires russes face aux menaces des « *boeviki* », des « organisations nationalistes » ukrainiennes (Poutine, 2014a). Et en même temps, on affirmait fermement que la Russie ne participait pas à la préparation des forces d'autodéfense de la Crimée (Poutine, 2014b).

Deuxièmement, outre ladite mission humanitaire, le narratif officiel évoque également des raisons géopolitiques. Selon ce narratif, la Russie ne peut pas permettre l'installation de l'infrastructure militaire de l'OTAN en Crimée et sur les territoires sud-est de l'Ukraine. Comme déjà mentionné précédemment, cela est motivé par le désir de l'Occident d'affaiblir la Russie et de la priver de lieux géostratégiquement importants.

Avant l'annexion de la Crimée, l'une des principales solutions évoquées par le Kremlin était d'exiger de l'opposition ukrainienne le respect des accords du 21 février (Lavrov, 2014a). Toutefois, plus tard, comme on le sait, la solution optée fut celle de l'annexion pure et simple de la Crimée dans la FR, justifiée principalement par une question de nécessité immédiate, et présentée comme une exigence imposée par l'évolution de la situation.

Les autorités russes justifiaient cette décision d'annexion dans un premier temps par la nécessité de corriger une injustice historique, par la nécessité de protéger le peuple russe (le peuple le plus divisé au monde, en conséquence de l'effondrement de l'URSS) et par le respect de la volonté exprimée librement par la population de la Crimée (volonté exprimée lors du référendum du 16 mars, conformément au droit international). On affirmait que la Russie était obligée d'agir ainsi, que la Russie n'avait pas d'autre choix (Poutine, 2014c; Lavrov, 2014b).

Comparable au cas de la Géorgie (en 2008), cette explication (voulant « que la Russie n'avait pas d'autre choix ») devient la pierre angulaire du narratif du Kremlin, expliquant presque toute la complexité de la situation tout en soulignant que la Russie avait épuisé toutes les autres options disponibles, et qu'ainsi, la Russie se retrouvait devant une situation telle que son inaction serait assimilable à un crime contre son propre peuple, une atteinte morale à la conscience, voire à l'identité même de l'État russe (Lavrov, 2014c; Medvedev, 2014). En même temps, les autorités russes se référaient fréquemment au précédent du Kosovo, comme un exemple parfait des

pratiques de la communauté internationale, mais aussi pour justifier la légalité et la légitimité de l'intervention de la Russie, et pour dénoncer les « doubles standards » pratiqués par l'Occident (Poutine, 2014c; Lavrov, 2014d).

**Tableau 3.13** Narratif géopolitique officiel à l'égard de l'Ukraine (2013 – 2014)

<b>Grammaire de géopolitiques</b>		<b>Narratif du Kremlin</b>
<b>Description de la situation et la spécification de l'emplacement des événements</b>	Qu'est-ce qui se passe en Ukraine? En Crimée? Pourquoi ceci est important pour la Russie? Quel raisonnement analogique est utilisé pour classer et particulariser les événements? Où sont les menaces et comment celles-ci sont imaginées?	Le coup d'État orchestré par les acteurs extérieurs. <b>Menaces</b> : le chaos et l'anarchie en Ukraine; la langue russe est menacée en Crimée et au sud-est de l'Ukraine; l'assimilation forcée et la discrimination de la population ethniquement russe vivant au sud-est de l'Ukraine et à la Crimée; la pratique du droit du plus fort par certains États occidentaux et l'imposition de leur définition de la liberté et de la démocratie aux autres États à travers le monde; l'extrusion de la Russie d'une région stratégiquement très importante; l'affaiblissement du potentiel stratégique de la Russie. <b>Autre</b> : la république voisine fraternelle; un grand, bon, voisin historique; un important partenaire commercial et économique de la Russie. <b>Ukrainiens</b> sont les plus proches parents des Russes; comme leurs « frères » (ou la nation frère). La <b>Crimée</b> : le lieu historique russe, peuplé principalement par une population ethniquement russe; un endroit stratégiquement important pour la Russie; le patrimoine commun (de la Russie et de l'Ukraine); un facteur important de la stabilité dans la région.
<b>Causalité et typification des protagonistes</b>	Quelles sont les parties impliquées? Quelles sont les raisons de la crise? Pourquoi cela se passe-t-il? Qui est en cause? Qui blâmer?	<b>Partenaires occidentaux</b> soutiennent les actions inconstitutionnelles en Ukraine; l'Occident a commencé de détruire l'Ukraine, son intégrité territoriale et sa souveraineté; l'objectif de l'Occident est de détacher l'Ukraine de la Russie; les partenaires occidentaux guident leurs politiques étrangères par « le droit du plus fort » au lieu de la guider par les normes du droit international; au lieu de la démocratie et de la liberté, les États occidentaux ont créé le chaos, la violence et les coups d'État à travers le monde entier; les actions de l'Occident en Ukraine sont dirigées contre l'Ukraine, la Russie et l'intégration de l'espace eurasienn. <b>Partenaires ukrainiens/élites politiques ukrainiennes</b> : extrêmement corrompus et ignorant des besoins de base des Ukrainiens. Président légitime (Ianoukovytch) et l'opposition (soutenue de l'extérieur et comprenant tout sorte d'extrémistes) qui avec les méthodes anticonstitutionnelles tentent de s'emparer du pouvoir.
<b>Intérêts nationaux, calculs stratégiques et solutions proposées</b>	Quels sont les intérêts de la Russie à court terme? À long terme? Action (s) proposée (s) à court terme, à long terme?	<b>Intérêts nationaux</b> : défendre la population ethniquement russe vivant sur le territoire sud-est de l'Ukraine et en Crimée du chaos, de l'anarchie, de l'assimilation forcée et de la discrimination créée par les regroupements extrémistes en Ukraine; ne pas permettre l'installation de l'infrastructure militaire de l'OTAN en Crimée et sur les territoires sud-est de l'Ukraine. <b>Solutions</b> : Mission humanitaire (apporter une aide financière, morale et si nécessaire l'utilisation de la force; annexer la Crimée).
<b>Justifications</b>		Nécessité de corriger l'injustice historique; la nécessité de protéger le peuple russe; respecter la volonté des Criméens; la Russie était obligée d'agir ainsi, elle n'avait pas d'autre choix; le précédent du Kosovo comme la référence aux pratiques de la scène internationale; la sécurité nationale de l'État russe est menacée.
<b>Image de soi (Russie)</b>		La Russie agit en conformité aux principes et normes du droit international.

En second lieu, les autorités russes ont justifié l'annexion de la Crimée par des arguments géostratégiques, évoquant un lien direct à la sécurité nationale de l'État russe. Cette justification

géostratégique est accompagnée par le narratif de la « fausse promesse » donnée par les Occidentaux aux autorités russes (transmises personnellement à Mikhaïl Gorbatchev, le dernier Président de l'ex-URSS) juste avant l'unification de l'Allemagne (en 1990) concernant l'élargissement de l'OTAN. De ce fait, les autorités russes ont à maintes reprises affirmé que le véritable objectif de l'Occident était justement l'affaiblissement du potentiel stratégique de la Russie (Poutine, 2014d; 2014c).

La Crimée est notre patrimoine commun et un facteur important de stabilité dans la région. Et ce territoire stratégique devrait être sous une souveraineté forte, résistante, ce qui en fait aujourd'hui ne peut être que celle [de la Russie]. Sinon [...] nous pouvons perdre la Crimée, et ce, dans une perspective historique non lointaine (Poutine, 2014c).

### 3.3.6 Bilan de la période (2013-2014)

Rappelons que les deux principales locutions interconnectées (« coup d'État » et « interférence étrangère dans les affaires internes de l'Ukraine ») que l'on retrouvait dans le narratif officiel pour décrire ce qui se déroulait en Ukraine entraînèrent justement un coup d'État orchestré par des acteurs externes en prétextant des dangers d'anarchie et de chaos pouvant dominer le pays et menacer la population ethniquement russe habitant la Crimée et le sud-est de l'Ukraine. Ce raisonnement analogique et la catégorisation de la situation dans le narratif officiel comprenaient également la perception de menaces aux niveaux régional et international (par exemple l'imposition de la loi du plus fort par certains États occidentaux et l'imposition de leur définition de la liberté et de la démocratie aux autres nations à travers le monde). Le narratif insistait aussi sur l'exclusion de la Russie d'une région stratégiquement très importante et l'affaiblissement du potentiel stratégique de la Russie.

Quant au choix géostratégique pour régler le problème, comme on le sait, le Kremlin avait promis une « mission humanitaire » qui consistait à apporter une aide financière et morale à la population de la Crimée. Outre la prétendue nécessité de cette mission humanitaire, le narratif officiel évoquait également un impératif géopolitique : la nécessité de ne pas permettre à l'OTAN de déployer son infrastructure militaire en Crimée et sur les territoires sud-est de l'Ukraine (une

nécessité essentiellement justifiée par le désir de l'Occident d'affaiblir la Russie en la privant de territoires et de lieux géostratégiquement importants).

Apparemment, le moment le plus critique lorsque la décision d'annexer la Crimée fut définitivement envisagée, ce fut la fuite de Ianoukovytch de Kiev. On se souvient que l'accord conclu le 21 février entre Ianoukovytch et les leaders de l'opposition ukrainienne (qui prévoyait une sortie de la crise) ne fut pas respecté. Comme on s'en souvient, à la suite des menaces et de l'exigence de démission immédiate du Président Ianoukovytch par les représentants du Secteur droit, Ianoukovytch quitta tout d'abord Kiev pour dès le lendemain déclarer dans une interview qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. Finalement, le même jour, en réponse à cette déclaration de Ianoukovytch, la Rada adopta une résolution pour démettre Ianoukovytch de ses fonctions, à la suite de quoi, durant la nuit du 22 au 23 février, Ianoukovytch fut évacué par les forces spéciales russes vers un lieu sûr en Crimée.

C'est dans un tel contexte que tard dans la soirée le 24 février, Léonid Sloutski (LDPR), accompagné de quelques députés de la Douma, arriva à Simferopol pour formellement y tenir des rencontres avec les représentants des autorités de la Crimée concernant la situation politique dans la péninsule. Cependant, plusieurs sources ont indiqué que le véritable objectif de ce « voyage obscur » était non seulement d'entamer des préparatifs pour la délivrance de passeports russes aux Criméens, mais surtout de tester le terrain en vue de l'intégration de la Crimée à la Russie.<sup>188</sup> En effet, on se souvient que le 25 février, le KPRF et *Russie juste* ont proposé à la Douma d'accorder la citoyenneté russe sous une forme simplifiée à tous les Ukrainiens désireux de l'obtenir. On se souvient également qu'un jour plus tôt, le 24 février, le LDPR avait déjà proposé un projet similaire, mais qui visait uniquement la population ethniquement russe. Toujours lors de la même session de la Douma, le leader du KPRF exigea aussi de réunir le Conseil d'État concernant la situation en Ukraine (Ivanov et Černenko, 2014).<sup>189</sup> C'était lors de ce Conseil d'État tenu le 25

<sup>188</sup> Centr žurnalistiskih rassledovanij (25 février 2014). *Cekov planiruet za dva dnja «rešit' vopros» s Mogilevym*. En ligne : <<http://investigator.org.ua/news/119664/>>.

Centr žurnalistiskih rassledovanij (25 février 2014). *Gosduma gotova podumat' o prisoedinenii Kryma k Rossii*. En ligne : <<http://investigator.org.ua/news/119605/>>.

<sup>189</sup> Newsru (26 février 2014). *Krymskij parlament ne budet rassmatrivat' vopros ob otdelenii ot Ukrainy*. En ligne : <[http://www.newsru.com/arch/world/26feb2014/simf\\_miting.html](http://www.newsru.com/arch/world/26feb2014/simf_miting.html)>.

février que d'après Mironov (*Russie juste*), Poutine aurait annoncé les mesures à prendre pour « gérer la crise » avec l'Ukraine.<sup>190</sup>

Quoi qu'il en soit, le lendemain, plusieurs centaines de manifestants prorusses commencèrent à exiger du Parlement de la Crimée de tenir un référendum sur l'indépendance de la Crimée, tandis qu'en même temps la ville de Sébastopol avait fait élire son nouveau maire : Alexeï Tchali, un citoyen russe.

Le 3 mars, le Président Poutine et la Chancelière allemande Angela Merkel conversèrent par téléphone concernant l'entrée des forces armées russes en Ukraine, et durant laquelle conversation téléphonique Poutine affirma que le comportement de la Russie à l'égard de l'Ukraine était tout à fait adéquat. Quant à Merkel, elle accusa Poutine de non-respect des Accords de Budapest (1994) et de ceux concernant la flotte russe de la mer Noire (1997). Merkel a également souligné que l'intégrité territoriale de l'Ukraine devait être respectée. En commentant sa conversation avec Poutine, Merkel avoua que Poutine semblait avoir perdu le contact avec la réalité, tandis qu'au Kremlin, on a préféré demeurer silencieux sur les détails de cette conversation.<sup>191</sup>

Plus tard, le 4 mars, après plusieurs jours de silence à la suite des événements qui venaient de se produire en Ukraine, Poutine convoqua une conférence de presse pour commenter la situation en Ukraine. Entre autres choses, Poutine a stipulé que Moscou ne reconnaissait pas le nouveau gouvernement de l'Ukraine et le considérait comme étant le produit d'un coup d'État.

Le lendemain 5 mars, lors de la réunion (tenue à Novo-Ogaryovo, en Russie) des chefs d'État du Conseil économique eurasiatique, Poutine déclara que les membres de l'Union économique eurasiatique devront aider l'Ukraine à sortir de la crise, mais, en même temps, il souligna que les membres de l'Union devaient penser à entreprendre les mesures nécessaires pour protéger leurs producteurs et exportateurs en lien avec la situation en Ukraine.<sup>192</sup> Toujours en ce même 5 mars

<sup>190</sup> Web page de Russie juste (4 avril 2014), *Sergej Mironov: "Dva bratskikh slavyanskikh narodov – Rossii i Ukrainy – nikto nikogda ne raz'edinit*. En ligne : <[http://www.spravedlivo.ru/5\\_59106.html](http://www.spravedlivo.ru/5_59106.html)>.

<sup>191</sup> Newsru (3 mars 2014), *V Kremle zamalčivajut detali besedy Putina s Merkel', posle kotoroj kancler rešila, čto glava RF terjaet kontakt s real'nost'ju*. En ligne : <<http://www.newsru.com/russia/03mar2014/phonetalk.html>>.

<sup>192</sup> Newsru (5 mars 2014), *Putin nazval proizoščedšee na Ukraine "vooruzhennym zahvatom vlasti", no otkazalsja vvodit' vojska*. En ligne : <<http://www.newsru.com/russia/04mar2014/putinukr.html>>.  
Newsru (5 mars 2014), *Tamožennyj sojuz dolžen pomoč' Ukraine vyjti iz krizisa, no takže podumat' o zašitnyh merah – Putin*. En ligne : <<http://www.newsru.com/russia/05mar2014/putinn.html>>.

s'est tenue à Paris une réunion multilatérale informelle concernant la situation en Ukraine, alors que le principal thème de discussion était l'accord du 21 février conclu entre Viktor Ianoukovytch et l'opposition ukrainienne. D'après *Kommersant*, lors de cette réunion, Lavrov avait pour la première fois clairement indiqué que Moscou craignait une répétition du scénario ukrainien dans les autres États. Lavrov eut des entretiens séparés avec un certain nombre de diplomates européens et le secrétaire d'État américain John Kerry, lesquels entretiens s'étant déroulés dans une atmosphère assez tendue (Černenko, 2014).

Comme on l'a déjà vu, la question référendaire sur le statut de la Crimée a été modifiée le 6 mars, alors que désormais, il était demandé aux Criméens s'ils voulaient intégrer la Russie. La date du référendum avait aussi été changée (devancée en passant du 30 au 16 mars), tandis qu'à son tour, le Conseil de la Fédération se disait être prêt à intégrer la Crimée dans les trois à cinq jours après le référendum.

En fin de compte, malgré une telle agitation à propos d'une éventuelle intégration de la Crimée, il semblait que jusqu'au dernier moment (c'est-à-dire jusqu'au 18 mars), il n'était pas encore clair quel était pour être le bon moment pour annoncer au grand public l'intégration de la Crimée dans la FR. C'est ainsi que plusieurs journaux moscovites commencèrent à anticiper différents scénarios quant à la date de cette intégration, mais tout le monde était tout au moins certain que le Kremlin n'allait pas tarder à se décider.<sup>193</sup>

Quant à la presse moscovite, elle avait déjà commencé à anticiper l'intégration de la Crimée dans la FR. C'est ainsi que le 7 mars, *Moskovskij Komsomolec* estima que si le Kremlin avait vraiment décidé de corriger « l'injustice de 1954 » (c'est-à-dire de réintégrer la Crimée à la Russie), la corriger maintenant était le meilleur moment pour le faire. Selon le journal, l'État ukrainien se trouvait dans une situation où celui-ci ne pouvait rien faire pour s'opposer à la réintégration de la Crimée dans la Russie, alors que les États-Unis et l'UE ne pouvaient que menacer la Russie par des sanctions (Rostovskij, 2014).

---

<sup>193</sup> Zagolovki.ru (18 mars 2014), *Rossija priznala nezavisimost' Kryma*. En ligne : <<http://www.zagolovki.ru/daytheme/crimea/18Mar2014>>.

Plusieurs observateurs et commentateurs russes de notoriété importante au sein du public russe commencèrent à blâmer publiquement l'UE en utilisant les médias d'État et les journaux auxquels ils avaient accès. On reprochait principalement à l'UE de concevoir le Partenariat oriental de manière à créer une zone hostile pour la Russie, tout en excluant cette dernière de ce partenariat.<sup>194</sup> Cette façon de classer et de présenter les événements a été constamment diffusée dans les médias russes durant et après la crise, et comme nous le verrons plus tard, généralement, l'opinion publique reflétait largement une telle présentation des événements.

En effet, malgré la profonde fracture idéologique entre les différents courants de pensée auxquels appartiennent lesdits observateurs et commentateurs russes, on peut établir plusieurs similarités en ce qui concerne leur vision de la crise. Par exemple, la gauche communiste présentait généralement la situation comme étant un coup d'État en Ukraine et la comparait aux événements survenus en Russie en août 1991 (qui à cette époque était encore l'Union soviétique) et en septembre-octobre 1993 (Simonin, 2014). Aussi, on évoquait la montée des nazis partout en Ukraine (Zaharevič, 2014) et l'on soulignait que la Russie avait une mission consistant à libérer le monde slave de cette montée des nazis (Zadornov, 2014) et que le véritable enjeu entourant les événements en Ukraine était d'empêcher la renaissance de la Russie comme grande puissance qui dans le passé tenait dans la peur tous ses adversaires (Drabkin, 2014). On présentait aussi les événements en Ukraine comme faisant partie d'une opération militaire globale destinée à s'approprier l'espace géopolitique eurasiatique et de ses ressources, une opération menée contre la Russie et contre la civilisation russe, avec comme objectif d'arracher définitivement l'Ukraine à la Russie. En même temps, l'approbation donnée au Président Poutine par le Conseil de la Fédération quant à l'utilisation des forces armées russes sur le territoire de l'Ukraine était considérée de manière tout à fait positive et prometteuse, tandis que toute inaction, fût-elle momentanée, de la part de la Russie était anticipée comme étant une démonstration de sa faiblesse (Ivašov et Gusarov, 2014).

En ce qui concerne la presse libérale, on y trouve un ton moins glorieux et moins prometteur. C'est ainsi que la décision du Conseil de la Fédération d'accorder au Président russe le droit d'utiliser les forces armées russes sur le territoire de l'Ukraine était considérée par Grigori Iavlinski comme

---

<sup>194</sup> Newsru (22 novembre 2013), *Putin obvinil Evropu v šantaže Ukrainy i davlenii na nee*. En ligne : <<http://www.newsru.com/arch/russia/22nov2013/putin.html>>.



étant inquiétante, la qualifiant de grave erreur politique avec des conséquences potentielles extrêmement dangereuses. D'après Iavlinski, une guerre opposant la Russie et l'Ukraine serait assimilable à une guerre civile. Iavlinski soutenait que le Kremlin cherchait à déstabiliser davantage la situation afin de faire apparaître l'Ukraine comme étant un « État défaillant » peu enclin à préserver son intégrité territoriale (Iavlinski, 2014). Quant à l'annexion de la Crimée, la presse libérale évoquait surtout l'existence de nouveaux défis et risques liés à cette annexion, mais aussi l'éventualité d'une nouvelle guerre froide avec l'Occident (Bunimovič, 2014).<sup>195</sup> Enfin, l'on soulignait que le gouvernement russe s'était doté d'un corpus idéologique impérial-nationaliste des plus éclectique, un corpus idéologique déjà populaire chez une grande partie de la population russe et comprenant un ensemble complet de tous les qualificatifs nécessaires, y compris l'image des ennemis : les États-Unis, Bandera, etc.<sup>196</sup>

En ce qui concerne l'opinion publique générale à l'égard de la situation en Ukraine et de l'annexion de la Crimée, des faits tout à fait intéressants s'observaient alors. Par exemple, comme une étude sur le sujet l'a souligné, selon l'idée largement répandue, les sondages d'opinion publique russe montraient généralement une attitude négative des Russes à l'égard de l'Ukraine, mais aussi un niveau élevé de satisfaction sur l'annexion de la Crimée (Levada Centre, 2015). Toutefois, la même étude souligne qu'en observant de plus près les résultats des sondages, on découvre que 64 % des répondants interrogés considéraient que pour la Russie, il serait plus avantageux que l'Ukraine soit un pays indépendant et entretenant de bonnes relations avec la Russie. Selon la même étude, à la fin de 2014, 60 % des répondants entretenaient une attitude neutre à l'égard de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, estimant que l'Ukraine devait décider elle-même si elle voulait intégrer ou non l'UE.

Cette étude montre aussi qu'en 2015, 64 % des répondants considéraient que la Russie ne devait pas garder sous son contrôle les anciennes républiques soviétiques, tandis que 55 % croyaient qu'il lui serait préférable de se concentrer sur ses questions intérieures, et que 31 % étaient d'avis que les intérêts « géopolitiques » et « stratégiques » devaient primer sur les intérêts économiques et sociaux.

---

<sup>195</sup> Voir aussi : Novaja Gazeta (19 mars 2014), *Posle Kryma. My imeem delo s novoj real'nost'ju*. En ligne: <<https://www.novayagazeta.ru/articles/2014/03/19/58822-posle-kryma>>.

<sup>196</sup> Novaja Gazeta (19 mars 2014), *Posle Kryma. My imeem delo s novoj real'nost'ju*. En ligne: <<https://www.novayagazeta.ru/articles/2014/03/19/58822-posle-kryma>>.

La même étude a révélé qu'une grande majorité des répondants (environ 95 %) niaient la responsabilité de la Russie dans les événements en Ukraine. En même temps, les États-Unis et l'UE étaient considérés comme étant les principaux organisateurs des manifestations de la place de l'Euromaïdan. Les répondants considéraient aussi que les États-Unis et l'UE avaient intérêt à ce que le conflit se poursuive en Ukraine et désiraient saboter l'Accord de Minsk, et tout cela, comme l'étude le révèle, dans le but d'affaiblir et d'humilier la Russie.

La même étude révèle aussi qu'environ la moitié des répondants étaient convaincus que la politique de Poutine en Ukraine était une réaction à l'expansion de l'OTAN, tandis que 44 % considéraient que c'était la réaction à la menace à l'égard de la population russophone du Donbass. Comme l'étude le montre, les locutions explicatives du genre « la Russie n'est pas à critiquer », « on était obligés » ou « on se défend » étaient souventes fois utilisées par les répondants (Levada Centre, 2015).

En ce qui concerne la question de l'annexion de la Crimée, la même étude souligne que la justification de cette annexion était essentiellement basée sur la conviction largement répandue au sein de la population russe que la péninsule devait appartenir à la Russie. Et cette conviction était d'autant plus justifiée que 86 % des répondants considéraient que le référendum tenu en Crimée était équitable et que 79 % considéraient qu'il n'y avait pas de pression militaire exercée contre l'Ukraine. Comme ladite étude le montre aussi, pour une large majorité de répondants (environ 80 %) l'annexion de la Crimée était la preuve que la Russie avait retrouvé son statut de grande puissance. Tout compte fait, l'on constate donc que l'opinion publique s'est bien imprégnée par l'idée que l'annexion de la Crimée était des plus légitime (Levada Centre, 2015).

Comme on le sait, en novembre 2013, contrairement aux années précédentes où l'OTAN agissait plutôt comme une source principale d'empoisonnement des relations de la Russie avec le monde occidental, cette fois-ci, c'est l'UE qui a joué ce rôle traditionnellement joué par l'OTAN. En effet, les accords d'intégration à l'UE avaient pour Moscou une dimension géopolitique concurrentielle. Ces accords étaient considérés par Moscou comme étant une tentative de l'UE d'étendre son influence en Ukraine, mais aussi comme la tentative d'un nouvel « élargissement voilé » de l'OTAN.

Rappelons que le Partenariat oriental est une politique de l'UE visant à approfondir ses relations avec certains États postsoviétiques (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine) principalement dans les domaines du commerce et de l'économie, tout en exigeant de ces États une certaine coopération en matière de politique étrangère et de sécurité. Toutefois, cette politique ne promettait pas à ces États leur intégration à part entière dans l'UE.

Initié par la Pologne en coopération avec la Suède et salué par plusieurs États de la « nouvelle Europe », le Partenariat oriental avait été inauguré à Prague le 7 mai 2009. Il convient ici de mentionner que contrairement à la « nouvelle Europe », l'Allemagne et la France (deux des six États fondateurs de l'UE), mais aussi certains États de la « vieille Europe » se sont montrés moins enthousiastes, exprimant leur crainte que ce partenariat entre l'UE et ces États postsoviétiques pourrait être considéré par la Russie comme étant une plate-forme pour leur adhésion à l'UE.

En effet, la Russie n'hésita pas à qualifier la mise en œuvre du Partenariat oriental comme étant une tentative de l'UE de saper l'influence russe dans cette région traditionnellement considérée comme faisant partie de sa sphère d'influence. En effet, l'on se souvient que l'UE baissa ses exigences en matière de démocratisation à l'égard de l'Ukraine et du Belarus afin de leur permettre de se joindre audit partenariat. Il convient de mentionner que plusieurs s'interrogeaient en se demandant à quel point une telle approche était adéquate, notamment à l'endroit du Belarus et de son président Loukachenko qui, comme on le sait bien, était loin de porter le flambeau de la démocratie et des valeurs occidentales.

Au fond, comme ce fut le cas en 2008, lorsque certains États occidentaux, et plus particulièrement les États-Unis et la « nouvelle Europe », avaient sous-estimé l'importance à la fois stratégique, mais aussi symbolique pour la Russie, de l'octroi du MAP à l'Ukraine et à la Géorgie, cette fois-ci aussi, il semblait que les États occidentaux avaient sous-estimé l'importance géostratégique et symbolique que le Kremlin était pour accorder à cet octroi. Contrairement au cas du sommet de Bucarest lorsqu'on parlait de partenariat militaro-stratégique, le fait que le Partenariat oriental encadrait des échanges économique-commerciaux n'a rien changé à la perception de Moscou. En effet, la détermination de la Russie d'empêcher l'intégration de ces pays dans le Partenariat oriental promu par l'UE était des plus manifeste, avec pour résultat qu'à la fin de 2013, à la suite d'un « travail de dissuasion » (essentiellement composé de menaces de représailles économiques, de

pressions politiques indues, de promesses d'aide financière), seulement deux États (la Géorgie et la Moldavie) manifestèrent leur désir de faire partie du Partenariat oriental et ont signé en novembre 2013 un accord d'association avec l'UE. L'Arménie et le Belarus, ainsi que l'Ukraine<sup>197</sup> au dernier moment, ont abandonné leur volonté de se joindre à ce partenariat, préférant plutôt rejoindre l'Union économique eurasiennne.

Afin de mieux saisir toute la complexité de la situation, il convient de souligner l'importance que Poutine et la majorité de l'élite politique russe accordaient à l'Union eurasiatique et à sa dimension géopolitique. Similaire à l'UE, l'Union eurasiatique est un projet russe que le Kremlin lança, mais qui risquait de perdre sa pertinence comparativement au Partenariat oriental qui pouvait s'avérer plus intéressant pour les États postsoviétiques. D'ailleurs, ce projet d'Union eurasiatique portait en lui une dimension géopolitique importante visant à renverser l'ordre international post-bipolaire afin que la Russie trouve sa place en tant que joueur de premier plan dans les affaires européennes et internationales (Lévesque, 2016).

Outre cette perception de menaces à l'endroit de l'Union eurasiatique, on peut aussi estimer qu'au Kremlin, l'on se demandait si la signature d'un tel accord ne servirait pas comme prélude à une révision des accords de Kharkov, eu égard notamment à l'expérience de la *Révolution orange*. Cette dernière donnait une raison solide aux dirigeants russes d'anticiper un scénario selon lequel une nouvelle vague « pro-occidentale » pourrait provoquer la remise sur table de la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, et en conséquence obligerait de revoir l'Accord de Kharkov. À ce sujet, il convient de se rappeler qu'à la suite de l'élection de Ianoukovytch à titre du président de l'Ukraine, ce dernier avait renvoyé habilement aux oubliettes la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Comme certains le suggèrent, peut-on estimer que les accords d'association avec l'UE ont été vus par le Kremlin comme étant des défis directs à la création de l'Union eurasiennne qui, avec l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), avait été vue comme étant équivalente à

---

<sup>197</sup> Sans revenir sur tout ce que nous avons déjà exprimé là-dessus, rappelons que le même accord fut quand même signé en juin 2014 par l'Ukraine, mais non sans avoir dû en « payer un prix » tout à fait exorbitant en conséquence de ses aspirations euro-atlantiques. En effet, deux des trois États (la Géorgie et l'Ukraine) qui avaient signé l'accord avec l'UE en payèrent le prix à coup d'attaques à leur intégrité territoriale, de conflits armés et d'humiliations.

l'UE et à l'OTAN ? (Walker, 2015: 150) À cet égard, il convient de se rappeler que ce fut Poutine qui, encore en 2005, confia que l'effondrement de l'URSS fut la plus grande catastrophe du XXe siècle. Peut-on affirmer que ce propos de Poutine était un véritable cri du cœur ? Ou, afin de maintenir sa popularité, n'était-ce là que des mots doux destinés à son public intérieur en jouant sur les sentiments de nostalgie et la gloire de l'époque soviétique ? Ou encore, ces mêmes mots étaient-ils plutôt destinés, dans une certaine mesure, à son public extérieur afin de faire comprendre à certains que la Russie n'avait pas d'intention de renoncer à l'espace eurasien ? Quoi qu'il en soit, étant donné les actions posées et les déclarations formulées depuis cette période, il est évident qu'au Kremlin, l'on prenait au sérieux le fait de revenir sur les mêmes positions, au fur et à mesure, en référence au passé soviétique.

On se souvient que l'établissement de l'Union eurasiatique était le fruit d'un travail de longue haleine. En effet, en 2000, on avait établi la Communauté économique eurasienne qui regroupait la Russie, le Belarus et le Kazakhstan. Puis, en 2010, l'Union douanière eurasienne fut fondée avec comme vocation de créer un seul espace économique. Et en 2015, on assista à l'établissement de l'Union économique eurasienne. Quoi qu'il en soit, le désir du Kremlin de restaurer son influence sur l'ancien espace soviétique au moyen d'accords, d'unions et de forums était évident. Entre-temps, en avril 2014, Poutine aura évoqué le concept de « Monde russe » (*Russkij Mir*), un concept destiné à unir les gens qui se considèrent comme étant Russes, russophones ou russophiles dans un « espace civilisationnel » commun basé sur la religion orthodoxe, la langue, la culture et la mémoire historique russes.

Il convient ici de mentionner aussi qu'en septembre 2012, en réponse aux protestations de *Bolotnaja* organisées par l'opposition libérale, on a fondé le *Club Izborskij* (*Izborskij Klub*) qui unit plusieurs penseurs et politiciens russes représentant le courant nationaliste et conservateur. Le principal objectif du *Club Izborskij* était de jouer un rôle de *think tank* pour étudier les questions relatives aux politiques internes et externes, mais aussi de développer et de promouvoir différents concepts liés au patriotisme, à l'histoire nationale, à l'identité nationale russe au sein de l'eurasisme, à la *Novorossija*, au « Monde russe », etc., visant ainsi à créer une politique publique patriotique qui serait présente dans toutes les sphères de la vie nationale. Le club était dirigé par Alexander Prokhanov, rédacteur en chef de *Zavtra* (le principal journal national-patriotique russe) et ardent supporteur de l'impérialisme, mais aussi un commentateur fréquent et bien connu du

public russe. Prokhanov était secondé par d'autres figures clés comme Alexandre Dougine (défenseur et promoteur de l'eurasisme contemporain), le désormais fameux Père Tihon (Georgij Aleksandrovic Sevkunoov, un religieux connu pour être le confesseur personnel de Poutine et le rédacteur en chef du portail Web conservateur « Pravoslavie.ru ») et Sergej Glazev (conseiller du Président russe sur les questions d'intégration régionale, et responsable de superviser le projet d'Union eurasiennne) (Laruelle, 2015 : 126). En somme, en plus de disposer de ressources financières considérables et de liens privilégiés avec le Kremlin, le *Club* compte parmi ses membres plusieurs supporteurs ultraconservateurs de Poutine, et reflète les vues de l'élite conservatrice russe. L'un des « réalisations intellectuelles » du *Club* fut de commander en mai 2015 la création de l'« Icône de puissance de la Mère de Dieu » (*Deržavnaja ikona Božiej Materi*) dans laquelle, outre la Mère de Dieu, apparaissent aussi Staline et ses maréchaux soviétiques (Vigiljanskij, 2015).

Il convient également de dire un mot sur les relations russo-américaines et leur état durant et avant la crise ukrainienne. On se souvient qu'en 2009, le Président américain nouvellement élu Barack Obama a tenté de « réinitialiser » les relations russo-américaines avec Dmitri Medvedev (lui aussi Président nouvellement élu). Au début, cette « réinitialisation » apporta des résultats positifs : un nouveau traité de réduction des armes stratégiques fut conclu en 2010, tandis qu'en même temps, la Russie a permis à l'OTAN de transporter à travers son territoire des troupes et du matériel vers l'Afghanistan. Toutefois, très vite, les relations russo-américaines recommencèrent à se détériorer. L'une des principales raisons de cette détérioration fut le renversement (en 2011) du Libyen Muammar Kadhafi, un événement également considéré par le Kremlin comme étant un changement de régime outrepassant les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et que la Russie s'était abstenu d'endosser. À cela s'ajoute aussi le *Printemps arabe* (de 2010 à 2012), que la Russie, une fois de plus, considérait comme étant une tentative de promotion de la démocratie par les États-Unis et par l'OTAN à travers le monde. Moscou s'opposa aussi à toute résolution ou sanction contre la Syrie en utilisant son droit de veto à l'Assemblée générale de l'ONU. Et depuis 2015, la Russie a d'abord livré des armes lourdes et des avions, puis durant la même année, elle est intervenue militairement en bombardant les positions des opposants au gouvernement de Bachar Al-Assad.

L'annexion de la Crimée opérée sans déclencher un conflit armé ouvert et sans effusion de sang a été réussie avant tout étant donné le fait que la population ethniquement russe y était largement majoritaire, tandis que leur attachement à la Russie s'exprimait, comme plusieurs observateurs l'ont souligné, à son niveau le plus élevé. Cela voulait dire qu'une majorité de la population était déjà en faveur de l'intégration de la Crimée dans la Russie. À cet effet, il suffit simplement de se rappeler l'enthousiasme généré par l'émission de passeports russes en Crimée juste avant son annexion par la Russie. Un autre facteur qui a également facilité l'annexion de la Crimée est la présence de troupes russes en Crimée sur les bases militaires de la flotte russe de la mer Noire. En effet, comme Poutine lui-même l'a noté, il n'avait donc nul besoin d'envoyer des troupes russes en Crimée parce qu'elles étaient déjà présentes sur le terrain. Enfin, un autre facteur à prendre en considération, c'est la présence et l'influence de l'Église russe en Crimée, laquelle Église a aussi joué un rôle significatif pour faciliter l'annexion de la Crimée.

En somme, le narratif du Kremlin, comme on le sait, exploita plus à fond certains thèmes (volonté de corriger une injustice historique, désir de la population de la Crimée de faire partie de la Russie, protection de la population russe contre l'assimilation forcée et la propagation du fascisme partout en Ukraine, etc.). Le narratif officiel était façonné de façon à permettre au Kremlin d'appuyer ses actions sous prétexte de patriotisme. En même temps, l'objectif était de présenter la crise ukrainienne comme étant un conflit interne en Ukraine. Ce narratif comprenait aussi des éléments faisant état de la gloire, de la grandeur et de l'importance de la Russie, ainsi que de son retour dans les grands jeux géopolitiques.

Quant aux États occidentaux, il semblait que plusieurs parmi eux avaient sous-estimé l'importance stratégique et symbolique de l'Ukraine pour Moscou. Ils ont également sous-estimé la détermination du Kremlin de transgresser à son tour les règles du système international post-bipolaire et de voir la Russie revivre comme un joueur de premier plan dans les affaires internationales.

Il faudrait aussi dire un mot sur l'erreur stratégique et ses conséquences pour la Russie en ce qui concerne l'annexion de la Crimée. Comme plusieurs observateurs l'ont noté, au lieu de conserver ses options ouvertes à l'endroit du futur statut de la Crimée (et de ce fait de se doter d'un certain pouvoir de négociation), le Kremlin préféra plutôt annexer la Crimée. À son tour, l'annexion de

la Crimée stimula la popularité de Poutine en Russie, une popularité en bonne partie basée sur une bonne croissance économique (notamment soutenue par l'extraction et l'exportation du pétrole et du gaz naturel). Cependant, il faut remarquer que présentement – nous sommes à l'automne 2016 –, le ralentissement de la croissance économique et la dévaluation de la devise russe n'ont pas pour autant affecté la popularité de Poutine, comme plusieurs observateurs l'avaient anticipé. En effet, comme les récents sondages le montrent, la popularité de Poutine demeure plutôt intacte. On peut estimer que le ralentissement de la croissance économique a été compensé par la montée du patriotisme et du chauvinisme, largement soutenus par les médias étatiques et par toute une armée de politologues et commentateurs proches du Kremlin. Désormais, on s'entend pour affirmer que la « véritable Russie », ce n'est pas un État démocratique dans le sens d'une démocratie occidentale, mais avant tout, c'est un État fort et puissant, quelque chose entre un État démocratique et un empire : une vision s'avérant à la fois plus séduisants, mais aussi plus avantageuse pour le Kremlin. Dans un premier temps, cette vision avait contribué à maintenir la popularité de Poutine, mais aussi de consolider la société russe en ce qui concerne la place et le rôle de la Russie sur la scène internationale, en exploitant à son avantage certaines perceptions et humeurs qui persistaient dans la société russe depuis l'effondrement de l'URSS, par exemple la méfiance croissante à l'égard de l'Occident et la nostalgie à l'égard du statut perdu de superpuissance (Levada Centre, 2015).

On ne peut pas exclure non plus la situation à l'intérieur du pays. Poutine n'a pas pu régler certains problèmes de base (la corruption, les droits de la personne bafoués, etc.) qui persistent depuis l'effondrement de l'URSS. De ce fait, en attirant l'attention du public sur des problèmes externes permet au Kremlin de détourner l'attention du public des problèmes internes et de ce fait de maintenir (au moins dans une certaine mesure) la popularité de Poutine au sein du public interne. En somme, Poutine a préconisé une option pour une solution plutôt populaire, faisant ainsi en sorte d'entretenir une certaine nostalgie à l'égard de l'ancienne Union soviétique, de ses moments de gloire, de son statut de superpuissance, mais aussi d'entretenir la volonté populaire de revoir la Russie contemporaine en tant qu'État fort et défendant fermement ses intérêts nationaux partout dans le monde. Fondamentalement, le discours officiel à l'égard de l'Ukraine, comme d'ailleurs pour la Géorgie, reflétait les perceptions et les idées largement répandues dans la société russe, lesquelles perceptions et idées ont à leur tour eu un impact sur les prises de décision, notamment



en matière de politique étrangère. Ces perceptions et idées ont même été renforcées davantage par le Kremlin au cours du temps à travers une féroce propagande étatique, préférant conserver et même consolider le cours de sa politique étrangère, sa volonté de « redressement de la Russie » et de « ferme revendication » des intérêts russes dans l'espace postsoviétique, une volonté ouvertement entreprise au début de 2007 et qui s'exprimait principalement alors par une critique ouverte et particulièrement virulente à l'endroit des États-Unis. Cependant, comme nous l'avons vu, à la différence de 2007 (alors que le Kremlin se limitait à critiquer les États-Unis), en août 2008 et en mars 2014, la Russie décida d'aller plus loin que la simple critique.

## CONCLUSION

### *Retour sur les objectifs*

On se souvient que le principal objectif de ce travail était d'étudier le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine comme étant une pratique discursive, afin d'observer comment les relations de la Russie avec ces deux pays sont représentées dans les narratifs géopolitiques des élites politiques russes sur une période d'environ 15 ans, soit de 1999 à 2014.

On se souvient que dans ce dessein, nous anticipions également de combler une lacune dans la littérature académique concernant le processus de raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'endroit de la Géorgie et de l'Ukraine. En effet, comme déjà dit, la majorité des études se limitent essentiellement à une période assez courte et ne couvrent qu'un seul événement ou un seul conflit en particulier. De ce fait, ces études proposent l'analyse des narratifs géopolitiques qui ne sont « valides » que pour une courte période de temps et pour un contexte particulier, alors que la plupart des études s'intéressent essentiellement à l'analyse du discours officiel et qu'elles n'offrent donc pas la possibilité de voir si le discours officiel fut influencé par l'apport des autres narratifs géopolitiques. Enfin, comme nous l'avons aussi mentionné, peu d'études ont été menées sur la façon par laquelle les actions ont été entreprises pour mettre en relief comment les solutions proposées dérivent d'une culture géopolitique dominante. De ce fait, notre objectif est de fournir une compréhension plus approfondie du rôle des narratifs géopolitiques dans le façonnement des visions géopolitiques et de la culture géopolitique propres aux élites politiques russes, tout en tenant compte des principales idées et convictions largement répandues dans la société russe.

En premier lieu, notre principal objectif était donc de porter une attention particulière à la façon dont les élites politiques russes perçoivent la Russie, sa place et son rôle en général dans les affaires mondiales, principalement en relation avec les États de l'ancien espace soviétique, et plus

précisément à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine. Nous avons également comme objectif d'étudier comment les élites politiques russes comprenaient les événements et leurs causes immédiates pour expliquer leurs implications pour la Russie, et articuler la vision et l'intérêt de l'État russe.

Par nos propos, nous avons donc voulu saisir la façon par laquelle les représentations géopolitiques fonctionnent dans l'imagerie et l'encadrement discursif entourant certains événements particuliers survenus dans ces deux anciennes républiques soviétiques, et ce, notamment lors des moments critiques où en réponse, ces événements ont entraîné des actions. Nous avons observé les motifs permanents, la continuité ou la discontinuité dans leurs positions sur les mêmes questions et les mêmes défis géopolitiques relevant des relations de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine.

En second lieu, notre objectif était d'étudier la façon par laquelle le Kremlin a géré les situations conflictuelles avec la Géorgie et l'Ukraine, et de comprendre comment les géopolitiques ont été instrumentalisés par le Kremlin, comme résultat de la concurrence et de la convergence de différents narratifs géopolitiques.

Dans les lignes qui suivent, nous récapitulerons les principaux résultats de l'examen empirique de notre recherche. Ici, nous ne visons pas à présenter tous les aspects des narratifs géopolitiques de tous les partis, mais surtout à mener une brève récapitulation des principaux résultats et des traits propres à chaque parti, notamment propres à leurs positions à l'égard du Kremlin. Nous discuterons ensuite des résultats plus globaux de notre étude, lesquels témoignent de la particularité de notre étude. Enfin, nous mettrons en lumière les limites de notre étude et nous formulerons quelques suggestions pour de futures études relevant du même domaine.

### *Bref retour sur les principaux résultats de l'examen empirique*

#### *(a) Les deux plus anciens partis politiques : KPRF et LDPR*

Le trait le plus caractéristique du point de vue communiste (notamment à la fin des années 1990 et au début des années 2000) est fort probablement sa façon de voir et d'expliquer tous les phénomènes survenus sur la scène internationale par l'expansion du « globalisme à l'américaine » et par l'expansion de l'hégémonie américaine à travers le monde. Les communistes sont persuadés

que le principal objectif des États-Unis est la domination économique sur le reste de l'humanité et l'exploitation du travail et des ressources naturelles pour leurs seuls intérêts. De ce fait, peu importe qu'il s'agisse de relations conflictuelles de la Russie avec la Géorgie ou l'Ukraine, ou encore d'un autre événement relevant de la scène internationale (par exemple l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, la guerre contre le terrorisme international, etc.), tout serait relié aux Américains et à leur « objectif » de propager leur hégémonie à travers le monde entier, les communistes écartant toute autre explication.

Un autre principal détail caractéristique du raisonnement géopolitique communiste (ce qui est aussi vrai pour le LDPR) réside dans le fait que l'on ne trouve presque aucun changement à travers le temps en ce qui concerne la caractérisation de l'Occident (avec les États-Unis en tête). Les communistes persistent à accuser l'Occident de tenter d'affaiblir et de subjuguier la Russie, et de l'asservir comme une « semi-colonie » pourvue de matières premières afin de rendre irréversibles les résultats du démembrement de l'URSS et afin d'impliquer la Russie dans de nombreux conflits autour de ses frontières.

Cette vision du « complot occidental » contre la Russie figure presque dans tous les principaux discours du KPRF relatifs aux affaires internationales. Pour les communistes, les travaux de Brzezinski demeurent donc une référence parfaite à pointer et révèlent au grand jour les « véritables intentions des Américains et de leurs partenaires de l'OTAN » à l'égard de la Russie, ainsi qu'à l'égard de toute la région eurasiennne.

Une autre particularité du discours communiste réside dans le fait que les relations russo-occidentales sont présentées sur un niveau assez abstrait, soulignant principalement la différence entre d'un côté « l'Occident », « les extrémistes, les racistes et les nationalistes pathologiques, pleins de haine envers la Russie et les Russes », et d'un autre côté la Russie, « civilisation eurasiennne » porteuse de valeurs d'amitié, de fraternité, etc. De ce fait, en présentant la « civilisation eurasiennne » comme une alternative à une oligarchie mondiale agressive, les communistes se donnent une certaine légitimité de prétendre au besoin pressant d'une mission spéciale dont la Russie se doit de se revêtir : assurer sa propre sauvegarde et sauver le monde du « globalisme à l'américaine » (Mäkinen, 2008 : 273-274). Dans le discours communiste, la Russie est donc présentée comme étant une civilisation unique, possédant sa propre forme, sa propre façon

de vivre et ses propres intérêts nationaux qui ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'Occident.

Ce qui est particulièrement souligné dans le narratif du KPRF (ce qui est aussi vrai dans celui du LDPR), c'est l'importance de la construction d'un État fort, une exigence justifiée par l'immensité de son territoire et la nature hétérogène de sa population, tandis que le principal objectif pour les communistes tient à la restauration d'une « union », tout au moins entre États slaves (la Russie, l'Ukraine et le Belarus) dont l'importance est justifiée par la nécessité de « survivre et de prendre sa place dans le monde contemporain », par-delà la « collision géopolitique » où se décide l'avenir de ces États slaves. Dans la conception géopolitique communiste, l'espace postsoviétique n'est nulle autre chose que l'État russe historique qui existait sur ce territoire depuis des siècles. En conséquence, les frontières de la Russie sont justifiées avant tout par son histoire et par la volonté de différents peuples de vivre ensemble avec la Russie. Similairement au narratif du LDPR, les communistes présentent la nation russe comme étant avant tout une nation libératrice, garante de la paix dans la région.

En ce qui concerne les intérêts nationaux russes, on affirme premièrement que le gouvernement russe devrait depuis longtemps et clairement revendiquer que la Russie a des intérêts propres dans tout l'ancien espace soviétique. En conséquence de quoi, il faut empêcher le déploiement de troupes de l'OTAN près des frontières russes.

Il convient ici de souligner que, contrairement à une idée largement répandue, le KPRF est plus proche de l'idéologie nationaliste que celle de gauche (au moins sur le plan rhétorique). Et en ce qui concerne Poutine, celui-ci est généralement présenté comme étant un héritier de Boris Eltsine, et la politique étrangère de Poutine comme étant la continuité de celle d'Eltsine.

En fin de compte, c'est à travers un tel prisme que les communistes utilisent des arguments géopolitiques à la fois communs, généraux, mais aussi abstraits (par exemple la réémergence du fascisme, les mouvements pronazis, l'oligarchie mondiale agressive, etc.) pour expliquer la situation dans la Géorgie et l'Ukraine. Par conséquent, la description de la situation, les raisons de la crise, les intérêts nationaux, les calculs stratégiques et les solutions proposées par les communistes résultaient d'une telle vision des choses. On comprend dès lors pourquoi la Géorgie

et l'Ukraine passent à l'arrière-plan et sont présentées comme faisant avant tout partie d'un problème plus global : la propagation de l'hégémonie américaine à travers le monde entier.

C'est ainsi que sans grande surprise, malgré une présentation de ces deux États postsoviétiques que sont la Géorgie et l'Ukraine comme étant des pays et des peuples amis (partageant la même foi, la même histoire, la même culture, etc.), leur intégrité territoriale fut largement remise en question. Les communistes affirmaient que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud avaient le droit de vivre avec la Russie (comme sujets de la Russie), et ce, en reconnaissant d'abord leur indépendance, puis en les intégrant dans la Fédération de Russie. L'effondrement de l'Union soviétique est évoqué comme étant un exemple d'autodétermination pour chaque peuple qui faisait partie de cette union. En ce qui concerne l'Ukraine, les communistes soulignent qu'après la « destruction » de l'URSS, l'existence de l'Ukraine dans son ancienne forme devient problématique étant donné le fait que « l'Ukraine moderne » avait été établie par le régime soviétique, et que c'est seulement dans le cadre de l'URSS qu'elle était devenue le sujet du droit international. Cela explique justement le fait que la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes et l'annexion de la Crimée étaient vues par les communistes russes comme étant des actions très positives (et attendus depuis longtemps) vers un repositionnement de la Russie sur la scène internationale.

Le principal trait caractérisant tous les discours du LDPR est d'expliquer les principaux événements survenus sur la scène internationale comme étant une confrontation, voire une guerre de l'Occident contre la Russie. À l'instar du KPRF, le LDPR voit également partout un complot de l'Occident contre la Russie, contre les Russes et contre le monde russe en général. Conséquemment, les crises relationnelles de la Russie avec la Géorgie et l'Ukraine ne sont rien d'autre qu'une lutte menée par l'Occident contre la Russie, une lutte où il n'y aura pas d'attaques directes contre la Russie, mais qui vise à affaiblir cette dernière en déclenchant des conflits près de ses frontières.

D'après le LDPR, les Occidentaux ne veulent pas d'un concurrent dans la région, et craignent que la Russie puisse rétablir sa place sur l'échiquier international. De ce fait, de manière assez similaire au narratif du KPRF, dans le narratif du LDPR aussi, la Géorgie et l'Ukraine ne sont rien d'autre que des instruments dans le « grand scénario américain ». C'est ainsi que la possible intégration

de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN et à l'EU est vue par le LDPR comme étant l'une des principales menaces pour la Russie. Pour mettre un terme à une telle tendance, contrairement aux communistes, le LDPR proposa une vaste gamme de solutions, en commençant par des sanctions économiques (introduction du régime de visas, expulsion des Ukrainiens et des Géorgiens de la Russie, interruption des approvisionnements énergétiques, etc.) jusqu'à l'intervention militaire, voire la division de ces États ou carrément leur liquidation. Comme modèle à suivre, le LDPR a souvent proposé d'imiter les Américains, c'est-à-dire de procéder de la même manière que les Américains ont agi en Afghanistan et en Irak.

Contrairement aux communistes (qui voient partout un complot contre l'humanité et que le rôle de la Russie est de la sauver), le LDPR met plutôt l'accent sur l'aspect géopolitique et présente les choses davantage comme une compétition entre les grandes puissances dans le partage des zones d'influence et la distribution des ressources naturelles. De ce fait, suivant la même ligne de pensée du leader du LDPR, il devient donc inutile d'établir de bonnes relations avec l'OTAN, les États-Unis et l'Europe occidentale dont l'objectif fondamental est de démembrer la Russie.

Pour le leader du LDPR, l'image souhaitée de la Russie est celle d'un empire, dans le sens d'un État fort, centralisé, puissant et victorieux. Contrairement au narratif du KPRF (qui présentait la Géorgie et l'Ukraine comme étant des pays amis, et les Géorgiens et les Ukrainiens des peuples fraternels), celui du LDPR maintient sa position et continue de présenter ces deux États et ces deux peuples (surtout leurs élites politiques) de manière fort négative en les traitant de profiteurs, de criminels, d'antirusses, etc. À l'instar du KPRF, le LDPR soutient aussi que Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont le droit de déterminer leur sort, et évoque l'effondrement de l'URSS comme étant le principal argument pour légitimer ses propos, tandis que l'Ukraine est présentée comme étant une entité artificielle.

Enfin, en ce qui concerne le Kremlin, en lien avec la crise de la Géorgie et l'Ukraine, à la différence du KPRF, le LDPR s'est en général montré toujours satisfait, alors que la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes et l'annexion de la Crimée étaient considérées comme étant de grandes victoires de la Russie sur la scène internationale.

*(b) Libéraux et démocrates : UFD et Iabloko*

L'un des principaux messages de l'UFD et celui d'*Iabloko* étaient donc que la politique étrangère russe, avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, était devenue plus claire, transparente et compréhensible. On soutenait que la Russie manifestait désormais sa véritable volonté d'intégrer le monde européen, de changer sa politique intérieure afin de devenir compétitive, et ainsi d'entrer dans le « club des pays riches civilisés ».

Comme on le sait, l'UFD et *Iabloko* (contrairement au LDPR qui n'avait de libéral-démocrate que le nom) sont de véritables partis libéraux et démocrates qui militaient principalement pour une intégration européenne. Les bonnes relations avec les États-Unis et l'Occident sont donc considérées comme étant un facteur d'établissement d'une véritable démocratie et un élément de mise en œuvre du potentiel interne du pays. Cette intégration européenne comprenait en soi la primauté du droit et le respect du principe de la souveraineté. C'est d'ailleurs *Iabloko* qui s'opposa à « l'intervention humanitaire » (en référence aux interventions militaires de l'OTAN et à celles des Américains en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak). En même temps, l'on affirmait que l'élargissement de l'OTAN était inutile et indésirable (*Iabloko*). Cependant, comme le rappellent les pages précédentes, malgré le fait que les libéraux et démocrates voyaient l'arrivée de Poutine au pouvoir comme étant un signe de changement positif vers l'intégration européenne – l'un des premiers actes de Poutine (l'aide proposée aux Américains dans la lutte antiterroriste) était avant tout considéré par les libéraux comme étant le signe d'une telle volonté d'intégration –, ils ont justement par la suite critiqué Poutine pour son « virage pro-occidental », et notamment pour n'avoir pas tiré suffisamment d'avantages en échange de son soutien des États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme international, mais aussi en reprochant au Kremlin de soutenir la propagation de l'hégémonie américaine dans le monde (section 2.2).

Quoi qu'il en soit, de manière fort similaire, l'UFD et *Iabloko* présentaient le problème des « gorges de Pankissi » comme étant le résultat de la guerre de Tchétchénie. Les deux partis avaient également accusé la Douma d'avoir mené une ligne très dure contre la Géorgie en soutenant la position proabkhaze. Les deux partis étaient également comparables dans leur qualification de la situation en présentant les gorges de Pankissi comme étant une enclave géorgienne qui échappa au contrôle de Tbilissi pour devenir un refuge de terroristes tchétchènes. Et pour ce qui est de la Géorgie, elle était présentée dans les narratifs d'UFD et d'*Iabloko* comme étant un État faible et



pauvre, mais aussi un partenaire tactique et stratégique lié à la Russie par de grands liens culturels et historiques. Cependant, l'on soulignait également que le gouvernement géorgien menait une politique à double standard à l'égard de la Russie. Enfin, les deux partis politiques militaient pour la stabilité dans le Caucase du Nord et pour l'intégrité territoriale de la Géorgie (tout en soulignant l'importance des intérêts nationaux et économiques de la Russie dans le Caucase), et les deux partis considéraient comme étant un fait négatif pour la Russie la présence militaire américaine en Géorgie, et que le Kremlin ne devrait en aucun cas l'appuyer (section 2.2).

La principale différence dans les positions d'UFD et d'*Iabloko* tenait aux solutions envisagées pour gérer la crise de Pankissi. Pour l'UFD, la Russie ne devait intervenir militairement en Géorgie qu'après en avoir reçu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. La Russie ne devrait pas non plus se mêler des affaires internes de la Géorgie et utiliser le facteur abkhaze pour désintégrer la Géorgie. On soutenait fermement que le problème devait être réglé au niveau des deux Présidents.

Contrairement à l'UFD, *Iabloko* excluait toute intervention militaire en Géorgie (avec ou sans résolution de l'ONU), considérant que le conflit avec la Géorgie pourrait être désastreux pour la Russie sur les plans international, militaire et humain. D'après *Iabloko*, le problème devait être réglé au niveau des organes juridiques. De plus, l'on soulignait que la Russie devait démontrer qu'elle ne nourrissait pas de mauvaises intentions à l'endroit de la Géorgie, et qu'elle devrait aider la Géorgie à régler pacifiquement la question abkhaze.

### (c) *Rodina*, *Russie juste* et PtR

Durant sa courte existence sur la scène politique russe, le parti *Rodina* s'est montré souvent très critique envers le Kremlin. En lien avec la gestion des affaires avec les anciennes républiques soviétiques, *Rodina* accusait le Kremlin de « n'avoir pas encore appris » comment influencer « correctement » les processus politiques dans l'espace de la CÉI, notamment à travers le *business* russe, mais aussi de ne pas travailler avec l'opposition politique de ces pays. D'après *Rodina*, la Russie devrait imiter l'Occident et sa façon d'influencer les processus politiques dans l'espace de la CÉI.

À l'instar du KPRF, *Rodina* était aussi en faveur de la « réunification » de l'Ukraine avec la Russie. Toutefois, contrairement au KPRF (qui ne proposait rien de concret), *Rodina* suggérait d'agir

habilement et proposait une approche basée principalement sur l'approfondissement des relations interétatiques avec l'Ukraine et sur l'influence à travers le *business* russe.

À l'instar du KPRF et du LDPR, les représentants de *Rodina* soutenaient aussi que les États-Unis, influencés par les travaux de Zbigniew Brzezinski, tentaient de prévenir une nouvelle union entre la Russie et l'Ukraine par la création d'un système des « conflits gérés » entre les deux États slaves.

L'Ukraine et la Géorgie sont présentées comme étant très proches de la Russie, qu'elles sont unies par leurs positions géographiques, qu'elles partagent la même foi religieuse et la même expérience historique. C'est ainsi que d'après *Rodina*, le problème des régions sécessionnistes géorgiennes devrait être réglé au niveau politique et qu'en aucun cas, il ne devait être l'objet d'une solution militaire. Toutefois, l'on insistait sur le fait que la Russie devrait établir de bonnes relations avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, soutenir leur indépendance et trouver les moyens juridiques pour les intégrer dans la Fédération de Russie. On soutenait que la Russie, en tant que successeuse de l'Union soviétique, devrait assumer les droits et devoirs de l'URSS, en que par conséquent, elle devrait protéger les citoyens qui n'avaient toujours pas accepté leur nouvelle nationalité. De même, pour *Rodina*, le fait de payer un loyer afin que la flotte de la mer Noire puisse disposer d'un point d'ancrage à Sébastopol était considéré comme étant une grosse erreur étant donné que la ville de Sébastopol n'appartenait pas à l'Ukraine et qu'elle devrait demeurer sous la juridiction de la Fédération de Russie.

On se souvient que diverses scissions provoquées par le Kremlin ont poussé *Rodina* jusqu'à sa réorganisation en 2006 dans un nouveau parti (*Russie juste*) alors que les membres de *Rodina* avaient intégré différents autres partis politiques. Cette réorganisation (d'un parti qui avait carrément échappé au contrôle du Kremlin, à la faveur d'un parti plus loyal envers le pouvoir) avait commencé très vite à porter ses fruits. En effet, la critique à l'égard du Kremlin y était moindre (contrairement à *Rodina*) et l'on avait commencé à soutenir les positions du Kremlin.

Ainsi, comme on s'en souvient, *Russie juste* se montrait non seulement catégoriquement contre le déploiement du système américain de défense antimissile dans les pays d'Europe de l'Est (en le qualifiant de « tentative de démolir » l'équilibre stratégique mondial), mais aussi contre l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN (avançant qu'avec leur intégration dans l'OTAN, les éléments du système de défense antimissile américain leur seraient aussi imposés),

tandis que les actions du Kremlin (la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et l'annexion de la Crimée) étaient qualifiées comme étant justes et nécessaires.

Enfin, en ce qui concerne *PtR*, on peut constater une certaine confusion dans la position de ce parti. D'un côté, l'on insistait sur la normalisation et le renforcement des relations avec la Géorgie, ainsi que sur le maintien d'une position de reconnaissance de l'intégrité territoriale de la Géorgie, alors que d'un autre côté, l'on prônait une intervention militaire dans les gorges de Pankissi si Tbilissi ne prenait pas les mesures nécessaires. De manière très similaire au Kremlin, *PtR* affirmait aussi qu'il y avait de nombreuses preuves confirmant la présence de combattants tchéchènes dans les gorges de Pankissi, et que cela représentait une véritable menace pour la sécurité de la Russie. De là, la Russie avait tout le droit moral et légal d'éliminer cette menace provenant du territoire géorgien. Et l'on revendiquait aussi haut et fort que la Russie avait des intérêts vitaux dans cette région et qu'il lui fallait les protéger.

En fin de compte, *PtR* ne proposait rien de concret et soutenait presque toutes les positions du Kremlin à l'égard de la Géorgie, démontrant ainsi sa fidélité. Cela s'explique principalement par le fait qu'en décembre 2001, *Unité* et *PtR* se sont unis en un seul parti, créant un nouveau parti du pouvoir : *Russie unie*.

#### *(d) Le narratif officiel*

Enfin, en ce qui concerne le narratif officiel, quelles sont les principales observations que nous pourrions dégager de notre recherche ? Quelle est la relation entre le narratif officiel et les autres narratifs géopolitiques, et par conséquent avec les actions du Kremlin ? Si l'on retrace les relations de la Russie d'un côté avec les deux États postsoviétiques, et de l'autre côté avec le monde occidental, en une rétrospective historique, qu'observe-t-on ?

En ce qui concerne le narratif officiel, le plus intéressant est le fait qu'il a remarquablement évolué durant la période à l'étude (chose qu'on ne peut dire à propos des autres partis politiques). Au fond, en observant le développement du discours officiel à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine entre la fin de 1999 et mars 2014, on peut observer un changement significatif. Ce changement s'est déroulé en trois principales périodes distinguables :

- De 2000 vers la fin de 2002 – **La période du « virage occidental »** de Poutine, suivi par l'isolement de ce dernier par le reste de la classe politique russe, est la période durant laquelle Poutine s'est retrouvé tout seul pour défendre et promouvoir son virage pro-occidental.
- De la fin de 2002 au début 2007 – **La période de transition** exprimée par un revirement lent, mais résolu, du Kremlin à l'égard des États-Unis et de l'OTAN (et plus tard à l'égard de l'UE), une période durant laquelle on assiste à une « convergence unidirectionnelle » des narratifs des élites politiques russes sur le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale.
- De 2007 à 2014 – **Une phase de « consolidation »** de la position de la Russie sur l'échiquier international.

Comme discuté précédemment, l'on peut constater qu'entre la fin de 1999 et la fin de 2002, le narratif officiel donnait plutôt accès à la coopération et au rapprochement de la Russie à l'égard de l'Occident. Toutefois, les années pérestroïkiennes et postpérestroïkiennes (qui furent l'occasion d'un important déclin des positions de la Russie sur l'échiquier international, celle-ci passant de superpuissance à puissance régionale contestée) ont été fort négativement perçues par la société russe, ce qui s'exprima ensuite durant les années 1990 par le sentiment qu'il était nécessaire de renforcer les positions de la Russie sur la scène internationale, ce que réclamaient d'ailleurs plusieurs mouvements sociopolitiques russes.

À cela s'ajoutait le fait qu'en général, les élites politiques et la société russes se sont montrées de plus en plus déçues et inquiètes de l'Occident, le tout étant accompagné par des sentiments (largement répandus dans la société russe de la fin des années 1990) d'humiliation et de trahison de la part de l'Occident, notamment eu égard à l'élargissement de l'OTAN qui alimentait largement ce sentiment d'humiliation et de défaite géopolitique. Accompagné d'un vide idéologique amplifié par les difficultés économiques, cet état émotionnel avait créé une profonde crise identitaire qui poussa les élites politiques russes à réfléchir sur l'avenir de leur pays autrement que dans une perspective pro-européenne et à revendiquer de plus en plus vigoureusement le retour du statut que leur pays avait perdu : celui de superpuissance.

À ce chapitre, il convient de souligner (comme d'ailleurs plusieurs observateurs le notaient encore à cette époque) que les élites politiques russes éprouvaient des difficultés à s'adapter à la nouvelle réalité voulant que la Russie ne fût plus une superpuissance.<sup>198</sup> Le sentiment de faiblesse, d'humiliation, de perte de puissance, ainsi que la nostalgie persistante à l'égard de l'ex-URSS (que plusieurs considéraient comme étant un symbole de grandeur, de gloire et de respect sur l'échiquier international) affectaient largement les élites politiques russes, ce qui les poussait à développer un sentiment de « forteresse assiégée » et d'exprimer une certaine agressivité et une certaine méfiance à l'égard de l'Occident (Bounine, 2002). D'ailleurs, comme *Novaja gazeta* l'a remarquablement noté, les réactions du Kremlin ne dépendaient pas de la personnalité du leader russe, mais relevaient plutôt de la psychologie sociale, soulignant ainsi l'existence d'une fracture entre les habitudes d'agir comme une grande puissance (comme l'URSS) et la réalité sociopolitique de la Russie postsoviétique.<sup>199</sup> Nemtsov (qui durant longtemps a fait lui-même partie des élites politiques russes et qui à titre de gouverneur fut aussi proche du pouvoir à l'époque d'Eltsine) avait aussi noté une certaine combinaison de nostalgie et d'habitudes caractéristiques d'une grande puissance chez les élites politiques russes, ce qui d'après Nemtsov « empêchait de voir les choses autrement » (Nemtsov, dans Nemtsov, Ilyukhin et Savelev, 2006).

Quoi qu'il en soit, il était clair que si Poutine voulait obtenir le soutien populaire afin de mobiliser les masses, il ne pouvait pas choisir des solutions qui n'étaient pas elles-mêmes suffisamment soutenues par la classe politique et la société russes. Par conséquent, Poutine a choisi de jouer sur les humeurs et les sentiments les plus communs et les plus répandus dans le public afin de satisfaire aux appels les plus criants provenant des élites politiques et de la société en général.

Le revirement d'attitude de Poutine à l'égard des États-Unis commence donc vers la fin de 2002, lorsque son « virage pro-occidental » s'est heurté à une critique importante de la part de la classe politique et de la société russes en général, l'accusant entre autres d'un côté d'être l'héritier d'Eltsine et de ne pas tenir compte des intérêts nationaux (KPRF), et d'un autre côté de n'avoir

---

<sup>198</sup> Voir à ce sujet : Le commentaire d'Igor Bounine dans *SShA obespechivaet bezopasnost Rossii na Kavkaze*, *Nezavisimaja Gazeta* (4 mars 2002). En ligne : <[http://www.ng.ru/politics/2002-03-04/2\\_kavkaz.html?print=Y](http://www.ng.ru/politics/2002-03-04/2_kavkaz.html?print=Y)>; *Nezavisimaja Gazeta* (16 janvier 2006), *MY PUGAEM, A SAMIM STRAŠNO*. En ligne : <<http://www.novayagazeta.ru/inquests/32311.html>>; Interview d'Illarionov, dans Lešenko (2013).

<sup>199</sup> *Nezavisimaja gazeta* (16 janvier 2006), *MY PUGAEM, A SAMIM STRAŠNO*. En ligne : <<http://www.novayagazeta.ru/inquests/32311.html>>.

pas défendu le principe de multipolarité et de servir les Américains dans le renforcement de leur hégémonie (libéraux et démocrates).

Ce changement dans le discours du Kremlin explique justement le fait que dans le narratif officiel de cette époque à l'endroit de la Géorgie, l'on retrouve tout un « cocktail » des intérêts et des solutions proposées par les autres partis politiques (section 2.2). En fin de compte, comme nous l'avons noté précédemment, **Poutine et son « virage pro-occidental » ont été sévèrement critiqués dès le début par l'opposition dans tous les grands débats publics relevant de la position de la Russie sur la scène internationale.** Comme notre étude l'a montré, Poutine fut finalement obligé de renoncer à son « virage pro-occidental » afin d'adopter une approche plus « populaire » et plus acceptable pour le reste des élites politiques russes. Poutine fut isolé par le reste de la classe politique russe alors que les risques politiques étaient grands.

C'est ainsi qu'à cette époque, modestement, mais résolument, Poutine commença à tourner la page de son désir d'intégration européenne, adoptant dès lors une position propice à la restauration du statut de grande puissance de la Russie sur la scène internationale. On peut donc parler d'une phase de transition (de passage) où l'on assiste à un revirement (d'abord lent puis en pleine marche) du Kremlin à l'endroit des États-Unis et de l'OTAN, et par conséquent, l'on assiste aux changements importants de ses positions à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine.

En effet, après des années d'affaiblissement des positions de la Russie durant les présidences successives d'Eltsine, Poutine est apparu comme un facteur pouvant unir la plupart des forces politiques majeures du pays. Ne pouvant influencer le recul de l'influence de leur pays non seulement dans le monde, mais aussi dans l'ancien espace soviétique, les élites se sont donc montrées de plus en plus favorables au soutien d'un nouveau leader politique. Toutefois, il semblait que ni les élites politiques ni la société russe en général n'étaient « prêtes » pour un « nouveau virage occidental » (notamment après les échecs des réformes économiques et l'impopularité répandue par les cercles libéraux des années 1990). Fort vraisemblablement, au début, Poutine avait négligé à la fois les positions de l'opposition, les appels de la majeure partie des différents segments actifs de la société russe, ainsi que sa propre position comme nouveau chef d'État. Il semblait que Poutine n'a pas tenu compte du fait qu'avant tout, il était perçu par plusieurs milieux politiques et par la société russe en général comme étant un leader capable de « redresser »

la Russie et de la lui faire restaurer son ancien statut de puissance. En fin de compte, le début du millénaire a montré une certaine fragilité du pouvoir vis-à-vis le reste de la société, un début de millénaire où le Kremlin s'est retrouvé devant un certain risque politique.

En même temps, à l'instar d'Eltsine, comme Poutine était également déçu de l'ignorance de l'Occident envers les efforts du Kremlin de se rapprocher à l'Occident (on a clairement fait comprendre au Kremlin que la Russie ne pouvait pas compter devenir membre de l'UE, pas plus que de l'OTAN), Poutine commence à flirter avec le courant de pensée qui dominait alors dans la société russe. Ce passage d'une position pro-occidentale à une position plus « populaire » comprenait plusieurs éléments des narratifs concurrents des partis de l'opposition (ouvertement antiaméricaine et anti-OTAN) et avait marqué un changement significatif entre 2003 et 2007. Le discours de Poutine prononcé à Munich fut l'expression de l'accomplissement de ce passage (d'ailleurs suffisamment long) d'une position pro-occidentale à une position plus « populaire », mais ce discours fut aussi l'expression du début d'une autre passage dans l'évolution du discours officiel.

Ce revirement du Kremlin à l'endroit des États-Unis explique justement que dans la deuxième moitié de l'année 2006, **les autorités russes commencèrent à intégrer dans leur discours des termes relevant de la géopolitique classique** afin d'expliquer les crises russo-ukrainienne (autour des prix de gaz) et russo-géorgienne (autour du scandale d'espionnage). C'est à cette époque que l'on commence donc à accuser ouvertement les Américains et certains États occidentaux de soutenir les mouvements nationalistes ukrainiens dans la déstabilisation de la situation. De même, contrairement à ses déclarations initiales où il s'est montré plutôt modéré, **le Kremlin commence à se montrer ouvertement opposé à l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN**, en affirmant que la sécurité de la Russie est directement concernée.

Nous pouvons donc observer une certaine convergence dans les narratifs des élites politiques russes en ce qui concerne la vision de la Russie et de sa place dans les affaires mondiales, et par conséquent à l'égard de la Géorgie et l'Ukraine. Toutefois, le fait probablement le plus intéressant à remarquer, c'est que cette convergence était plutôt unidirectionnelle. Les plus anciens et les plus importants partis politiques à la Douma (le KPRF et le LDPR) ont conservé leurs positions en ce qui concerne la place et le rôle de la Russie, en continuant à militer pour restaurer le statut de la

Russie sur la scène internationale. Vers la fin de 2007, l'apparition d'une nouvelle faction politique (*Russie juste*) à la Douma n'a rien changé à la situation, tandis que le Kremlin commença à prendre ses distances avec ses anciennes positions (d'ailleurs très proches de la position libérale-démocrate, au moins formellement) et commença à intégrer dans son discours sur la politique étrangère certains éléments promus par les partis d'opposition, lesquels éléments découlaient à leur tour des idées et des mentalités largement répandues dans la société russe. Le tout eut pour résultat de réduire la vision du Kremlin sur le monde et de la place occupée par la Russie dans ce monde à deux principales composantes : « La Russie se lève de ses genoux » (comme un fait, une réalité) et la Russie ne permettra pas aux « Occidentaux » de repartager injustement le monde (comme une action, une mission naturelle et légitime de la Russie), et le tout étant aussi accompagné par une certaine tendance (comme le KPRF et le LDPR) à se trouver des ennemis (extérieurs et intérieurs) afin de justifier ses positions et ses actions.

Désormais, on s'entend unanimement sur le fait que la « véritable Russie » n'est pas un État démocratique (au sens occidental du terme), mais avant tout un État fort et puissant. C'est d'ailleurs dans un tel contexte qu'en 2006, le concept de « démocratie souveraine » fut introduit par les promoteurs du Kremlin afin de souligner le caractère particulier de l'État russe. À l'instar du KPRF et du LDPR (toutefois, dans un sens beaucoup plus modéré), le Kremlin commence ouvertement à présenter les États-Unis comme voulant repartager injustement le monde et visant à affaiblir la Russie par la détérioration de son influence dans l'ancien espace soviétique, ainsi que par la création de conflits artificiels près de ses frontières.

Un autre fait intéressant observable durant cette période, c'est que même si les partis politiques ne partageaient pas les mêmes fondements idéologiques (ou les mêmes visions du monde), leurs objectifs sont devenus assez proches l'un de l'autre. Comme nous l'avons déjà mentionné, une telle approche s'avérait à la fois plus attrayante, mais aussi plus avantageuse pour le Kremlin. Dans un premier temps, cela permettait (dans une certaine mesure) de consolider la société russe en ce qui a trait à son identité nationale, c'est-à-dire à consolider certains des principaux sentiments et idées qui prédominaient dans la société russe : la méfiance grandissante envers l'Occident et la nostalgie à l'égard du statut de superpuissance que la Russie avait perdu, une méfiance et une nostalgie qui, comme on l'a vu durant notre recherche, se sont dès lors retrouvées et ont été amplifiées dans les narratifs des partis politiques.



On ne peut pas non plus exclure la situation à l'intérieur de la Russie. Poutine n'a pas pu régler les problèmes de base (la corruption, le non-respect des droits de la personne, etc.) qui persistaient depuis l'effondrement de l'URSS. De ce fait, en attirant l'attention du public sur des problèmes externes, cela s'avérait dès lors très utile pour le Kremlin afin de maintenir sa popularité auprès du public.

Toutefois, il convient ici de souligner que ce fut seulement en 2008 que Poutine décida pour la première fois d'aller directement à l'encontre des règles du jeu établies sur la scène internationale après la fin du monde bipolaire, alors qu'après son retour à la présidence en 2012, Poutine commença à promouvoir un nationalisme « civilisationnel » comme première source de légitimation du pouvoir en place (Lévesque, 2016).

Ainsi, l'on peut parler d'une troisième période durant laquelle on assista à une consolidation et à la réaffirmation de la position du Kremlin à l'égard des États-Unis et de l'UE. Cela explique également les changements en ce qui concerne la préférence accordée aux solutions promues : les sanctions économiques, les pressions politiques et les menaces ont cédé leur place à la notion de « mission humanitaire » visant à apporter une aide financière et morale, et éventuellement (si nécessaire) à faire appel à la force. Le tout était justifié par la nécessité de protéger le peuple russe (en Crimée) et les citoyens russes (en Ossétie du Sud), ainsi que de respecter leur volonté (dans le cas de la Crimée de l'inclure dans la FR, et dans le cas des régions séparatistes géorgiennes de reconnaître leur indépendance), y compris la nécessité de corriger « l'injustice historique ».

#### *Quelques mots sur la particularité de notre étude*

Hormis certaines observations découlant directement de résultats empiriques, que pouvons-nous globalement prétendre ? Avons-nous atteint les objectifs visés par notre étude ? Pourrions-nous faire état d'observations prouvant la particularité de notre étude ?

Tout d'abord, il convient à souligner qu'en réalité, les acteurs politiques à l'étude ont livré une « bataille politique » beaucoup plus complexe que la seule défense de la position de leur pays à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine. De même, nous avons observé que le Kremlin, malgré l'idée

largement répandue (notamment chez plusieurs observateurs occidentaux) voulant que Poutine domine la prise de décision (en présentant souvent Poutine comme étant un « pur et flegmatique » dictateur déterminé à restaurer l'ex-URSS), il faut dire qu'en fait, compte tenu de l'influence de facteurs internes et externes particuliers, Poutine fut poussé à consentir certaines concessions et à emprunter aux autres partis politiques certaines de leurs convictions qui lui apparaissaient plus proches des convictions qui animaient la population en général. Au fond, notre recherche montre qu'on est en présence de quelque chose d'autre (plutôt d'un facteur psychologique, que des calculs stratégiques purs et simples) qu'on peut conditionnellement appeler une « culture géopolitique d'ensemble » (les idées et les perceptions dominant dans la société russe, un langage géopolitique globalement partagé en Russie), une culture forcément beaucoup plus imposante qui, au début, a poussé Poutine à réajuster sa politique étrangère afin d'intégrer cette « culture géopolitique de l'ensemble ». Toutefois, il serait prématuré d'affirmer que le discours officiel était un discours purement populiste. Comme d'ailleurs plusieurs observateurs l'ont déjà noté, l'influence est plutôt réciproque entre la société russe et son élite politique.

Quoi qu'il en soit, les narratifs géopolitiques russes étudiés dans ce travail, en incluant les opinions de la société russe à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine, prouvent la présence de liens suffisamment solides unissant les élites politiques et la société russes. **Cela nous conduit à l'une des nos principales hypothèses selon laquelle les élites politiques russes, en général, reflètent la culture géopolitique russe et les mentalités de la société russe.**

Nous pouvons également soutenir que Poutine (au moins au début) n'avait pas une politique claire et bien définie à l'égard de ces deux États postsoviétiques que sont la Géorgie et l'Ukraine. Au lieu de cela, l'on observe plutôt une certaine « compétition », une pratique, discursive et argumentative à leur égard à haut niveau de la politique nationale, impliquant d'un côté le Kremlin, et de l'autre côté le reste de la classe politique et la société russes (notamment ses principaux segments les plus actifs, comme les intellectuels, divers commentateurs et observateurs, etc.).

Notre étude suggère aussi que l'évolution des positions du Kremlin face la Géorgie et à l'Ukraine peut être partiellement comprise en tant que résultat d'un certain compromis d'intérêts entre d'un côté le Kremlin et d'un autre les principales forces d'opposition et la société russe en général. En fin de compte, l'analyse des narratifs géopolitiques des partis politiques à l'égard de deux

anciennes républiques soviétiques pour la période de 1999 à 2014 illustre aussi un processus de construction assez complexe de la rhétorique sur l'identité nationale russe, soit les débats sur le rôle et la place de la Russie sur l'échiquier international. D'ailleurs, comme nous avons pu le constater, la « *derzavnost* » a triomphé sur « l'européanité », créant ainsi un contexte permettant de mieux comprendre les actions de la Russie à l'égard des deux États postsoviétiques, mais aussi de mieux saisir dans sa complexité les changements d'attitudes de la Russie à l'égard du « monde occidental ».

L'étude du processus de raisonnement géopolitique russe révèle donc des éléments clés du discours géopolitique russe et contribue ainsi à une meilleure compréhension des politiques russes en général (et de leur conception), mais surtout à une meilleure compréhension de la façon par laquelle les acteurs impliqués contribuaient aux débats politiques sur les questions majeures relevant de la scène internationale, comment ces acteurs voyaient le monde extérieur, considéraient la place de la Russie au sein de ce monde, et comment ils tentaient de présenter le monde de la manière qu'ils considéraient comme étant la plus adéquate. En même temps, cette étude permet aussi d'observer la façon par laquelle ces conditions sont débattues en relation avec l'identité nationale, les traditions géopolitiques et les processus institutionnels par lesquels la politique étrangère est conçue (Kolossoff et Ó Tuathail, 2007 : 203).

Comme nous l'avons vu, à travers ce processus de raisonnement géopolitique, les élites politiques russes, explicitement ou implicitement, tentaient non seulement de sceller les destins de la Géorgie et de l'Ukraine, mais elles voulaient aussi fixer l'avenir et la place de la Russie dans le système international, ses relations avec les États-Unis et l'UE. En même temps, à travers leurs narratifs géopolitiques, les élites politiques russes ont construit de solides bases justificatrices à partir desquelles le Kremlin a pris d'importantes décisions.

C'est ainsi que les élites politiques russes, à travers le raisonnement géopolitique, ont déployé des efforts considérables pour constituer une réalité propre à leur imagination géopolitique. Comme nous avons pu l'observer, les conflits avec la Géorgie et l'Ukraine furent présentés sous différentes formes, tout en conservant une certaine continuité avec les narratifs précédents. Dans chaque cas, les élites politiques russes ont eu recours à diverses techniques afin de donner une signification et

une dimension spécifique aux conflits avec les deux États postsoviétiques afin que par la suite on puisse réagir par des actions plus concrètes, mais aussi pour pouvoir justifier ces actions proposées.

Mais comme on l'a constaté, la construction de leurs narratifs ne fut pas un exercice tout à fait honnête. Dans un premier temps, cela s'explique par le fait que les élites politiques russes, en s'appuyant sur les convictions et perceptions personnelles, reflétaient largement les fondements idéologiques de leurs partis politiques et présentaient avant tout au grand public leur « propre réalité » et leur compréhension d'un problème donné. Cet exercice de rhétorique concernait également les publics internes et externes, et visait à justifier la prétendue nécessité des positions tenues et des actions entreprises afin de justifier ensuite les décisions prises qui, dans certains cas, auraient pu être compliquées à prendre sans une préparation suffisante du terrain ; et d'ailleurs, les sondages montrent bien cette tendance où la majeure partie des répondants a souvent été en défaveur des actions impliquant la force.

En même temps, tout au long de la période couverte par notre étude, les élites politiques russes, à travers leurs narratifs géopolitiques, cherchaient à trouver une certaine stabilité et une certaine continuité par rapport à leurs narratifs précédents, et de ce fait, elles ont manipulé dans une certaine mesure les faits et les événements historiques afin de pouvoir façonner à leur guise les événements présents et de se doter d'objectifs et de motifs suffisants pour revendiquer la nécessité d'atteindre certains objectifs géopolitiques, tandis que le Kremlin visait à concilier ces différentes revendications et à formuler ainsi des actions plus concrètes. De ce fait, tout au long de ladite période, les relations conflictuelles avec la Géorgie et l'Ukraine ont été abordées sous différents angles afin de dissimuler d'autres défis et objectifs qui ne figuraient pas dans le discours officiel (on peut citer les menaces terroristes, les conflits gaziers, la nécessité de défendre la population russe, etc.). Quoi qu'il en soit, dans les deux cas (celui de la Géorgie et celui de l'Ukraine), par le biais de la propagande, le public semblait généralement plutôt convaincu de la nécessité et de la justesse des actions entreprises par le Kremlin à l'égard des deux États.

Enfin, si l'on constate plusieurs différences, l'on constate aussi des similitudes dans les narratifs géopolitiques russes relatifs à la Géorgie et à l'Ukraine, mais l'aspect le plus intéressant réside dans le fait que l'on retrouve quasiment les mêmes techniques et mêmes stratégies pour structurer les événements et présenter les problèmes afin d'inculquer une certaine crédibilité à ces

explications, comme si un consensus assez fort régnait au sein la société russe et que ce consensus fonctionnait par lui-même au niveau de la conscience sociétale. Quoi qu'il en soit, comme notre étude l'a montré, dans les deux cas, les appels les plus sensibles qui persistaient dans la société russe depuis le milieu des années 1990 ont été incorporés par le Kremlin d'abord dans sa rhétorique, puis dans ses actions.

### *Limites de la recherche et recommandations pour de futures études*

Il est clair que l'étude des narratifs géopolitiques ne permet pas d'établir si les narrateurs exprimaient toujours ce qu'ils pensaient vraiment. Toutefois, l'étude des narratifs géopolitiques permet de dresser une image des principaux motifs des narrateurs ainsi que des actions du Kremlin à l'aide d'une étude comparative des visions géopolitiques des élites politiques russes à l'égard de l'identité nationale, ainsi que leurs implications et leurs principes de fonctionnement.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que cette étude fournit une perspective fraîche relative aux études déjà menées ayant porté sur les élites politiques russes et la conception de leurs narratifs géopolitiques, la présente étude générant ainsi de nouvelles informations sur leur rhétorique et sur leurs positions concernant la controverse à l'égard de la Géorgie et de l'Ukraine, et plus généralement concernant la dynamique de l'évolution du raisonnement géopolitique des élites politiques russes à l'égard de l'identité nationale russe. En même temps, cette étude confirme certains résultats et certaines hypothèses avancées dans différentes études menées antérieurement sur les narratifs géopolitiques russes et, en général, sur les élites politiques russes.

Toutefois, notre étude soulève plusieurs questions qui mériteraient une réflexion plus approfondie. À titre d'exemple, on peut se demander comment pouvoir intégrer dans l'analyse certains facteurs subjectifs (ou psychologiques) qui s'avèrent, selon les cas, cruciaux pour mieux saisir les véritables raisons (ou dans une moindre mesure, pour compléter l'image) qui se trouvent derrière les décisions prises par le Kremlin et les solutions proposées par le reste de la classe politique. Sommes-nous devant un besoin où le modèle pour ce genre de recherche devrait faire œuvre d'emprunt aux concepts (et même au modèle d'analyse entier) provenant d'autres disciplines (par exemple la psychologie sociale) permettant justement prendre en compte plusieurs aspects

d'analyse que les théories traditionnelles des *Relations internationales* ne prennent pas en compte afin de mieux conceptualiser le modèle pour le fait social à l'étude ?<sup>200</sup>

À notre avis, l'une des principales limites de cette étude réside dans le fait qu'elle ne s'étend pas sur une plus longue période. D'ailleurs, il est de notre plus grand regret de n'avoir pas pu étendre notre étude aux mandats présidentiels de Boris Eltsine, ce qui aurait pu nous permettre de forger une image plus complète de l'évolution de la rhétorique des élites politiques russes en matière de politique étrangère et d'identité nationale. À notre avis, la période s'étendant du milieu des années 1990 au début de l'année 2000 offre un terrain particulièrement intéressant pour ce genre d'étude (les partis démocrate et libéral sont présents à la Douma, le pouvoir politique est relativement affaibli, l'on observe de plus en plus de revendications dans la société russe en ce qui a trait à la position de la Russie sur la scène internationale, etc.).

En second lieu, pour étudier la dynamique de l'évolution du raisonnement géopolitique russe et pour obtenir la meilleure image de son évolution, il serait aussi approprié d'élargir l'étude et d'y inclure les narratifs officiels de la Géorgie et de l'Ukraine, mais aussi les narratifs officiels des États-Unis et de l'UE, le tout afin de voir comment ces acteurs, à travers leurs narratifs géopolitiques et par voie de conséquence à travers leurs positions à l'égard de la Russie, affectaient la dynamique de l'évolution des narratifs géopolitiques des élites politiques russes.

En même temps, élargir le nombre de cas étudiés pourrait aussi aider à mieux saisir la dynamique du raisonnement géopolitique des élites politiques russes, notamment sur le fond d'une comparaison des régimes qui se sont montrés ouvertement antirusses (par exemple ceux de Saakachvili et de Iouchtchenko) et des régimes plutôt sympathisants de Moscou (comme le Belarus de Loukachenko ou certains des États d'Asie centrale).

D'autres défis demeurent donc à relever pour de futures recherches, et à notre avis c'est dans cette direction qu'il faudrait les diriger.

---

<sup>200</sup> D'ailleurs, depuis une quinzaine d'années, nous sommes en présence de plusieurs tentatives justement d'intégrer ou de prendre en compte plusieurs facteurs dits subjectifs (par exemple les sentiments de prestige, d'humiliation, d'ignorance sur la scène internationale, etc.) dans le domaine d'études des *Relations internationales*.

## BIBLIOGRAPHIE

## B1 Sources secondaires

## B1.1 Références sur les aspects théoriques

*Livres*

- Agnew, J. (1998). *Geopolitics Re-Visioning World Politics*. Londres : Routledge.
- Burke, K. (1945). *A Grammar of Motives*. New York : Prentice-Hall.
- Campbell, D. (1998). *National Deconstruction : Violence, Identity, and Justice in Bosnia*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Donelan, M. (2007). *Honor In Foreign Policy : A History and Discussion*. Londres : Palgrave.
- Foucault, M. (1972). *The Archaeology of Knowledge*. Londres : Routledge.
- Hajer, M. A. (1995). *The Politics of Environmental Discourse*. Oxford : Clarendon Press.
- Hansen, Lene (2006). *Security as Practice : Discourse Analysis and the Bosnian War*. Londres et New York : Routledge.
- Hopf, T. (2002). *Social Construction of International Politics : Identities and Foreign Policies ; Moscow, 1955 and 1999*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Kuusisto, R. (1999). *Western Definitions of War in the GULF and in Bosnia : the Rhetorical Frameworks of the United States, British and French Leaders in Action*. Finnish society of sciences and letters.
- Lebow, R.N. (2010). *Why Nations Fight : Past and Future Motives For War*. New York : Cambridge University Press.
- Ó Tuathail, G. (1996). *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Ó Tuathail, G. et Dalby, S. (1998). *Rethinking Geopolitics*. Londres : Routledge.
- Renshon, A.S. et Larson, D.W. (2003). *Good Judgment in Foreign Policy : Theory and Application*. Lanham MD : Rowman and Littlefield.

*Chapitres de livres, articles et autres études scientifiques*

- Alker, H.R. Jr. (1987). « Fairy Tales, Tragedies and World Histories. Towards Interpretative Story Grammars as Possibilist World Models ». *Behaviormetrika*, 21, 1-28.
- Ciută, F. (2007). « Narratives of Security : Strategy and Identity in the European Context ». Dans R. Mole (éd). *Discursive Constructions of Identity in European Politics*. Basingstoke : Palgrave.
- Dalby, S. (1991). « Critical Geopolitics : Discourse, Difference, and Dissent ». *Environment and Planning D : Society and Space*, 9 (3), 261– 283.
- Dodds, K.J. (1993). « War stories : British Elite Narratives of the 1982 Falklands/Malvinas War ». *Environment and Planning D : Society and Space*, 11 (6), 619-640.
- Feklyunina, V. (2008a). « Battle for Perceptions : Projecting Russia in the West ». *Europe-Asia Studies*, 60 (4), 605-629.
- Feklyunina, V. (2008b). « The “Great Diversification Game” : Russia’s Vision of the European Union’s Energy Projects in the Shared Neighborhoods ». *Journal of Contemporary European Research*, 4 (2), 130-148.
- Feklyunina, V. (2009). *National Images in International Relations : Putin’s Russia and the West*. Thèse de doctorat, Université de Glasgow.
- Hall, S. (2001). « Foucault : Power, Knowledge and Discourse ». Dans M. Wetherell et coll. (éd.). *Discourse Theory and Practice : A Reader*. Londres : Sage.
- Heller, R. (2010). « Subjectivity matters. Reconsidering Russia’s Relations With the West ». Paper presented at the ICCEES Convention “Prospects for Wider Cooperation”, Stockholm, 26-30 July.
- Klinke, I. (2008). « Geopolitical Narratives on Belarus in Contemporary Russia ». *Perspectives*, 16 (1), 109-131.
- Kolossov, V. (2003). « “High” and “Low” Geopolitics : Images of Foreign Countries in the Eyes of Russian Citizens ». *Geopolitics*, Special Issue : The Critical Geopolitics of Northern Europe. Identity Politics Unlimited, 8 (1), 121–148.
- Kolossov V. et Ó Tuathail, G. (2007). « An Empire’s Fraying Edge ? The North Caucasus Instability in Contemporary Russian Geopolitical Culture ». *Eurasian Geography and Economics*, 48 (2), 202-225.
- Kuusisto, R. (1998). « Framing the Wars in the Gulf and in Bosnia : The Rhetorical Definitions of the Western Power Leaders in Action ». *Journal of Peace Research*, 35 (5), 603-620.
- Müller, M. (2010). « Doing Discourse Analysis in Critical Geopolitics ». *L’Espace politique*, 12 (3). En ligne : < <http://espacepolitique.revues.org/1743> > (consulté le 23 juin 2014).
- O’Loughlin, J. et coll. (2004a). « A “Risky Westward Turn” ? Putin’s 9-11 Script and Ordinary Russians ». *Europe–Asia Studies*. 56 (1), 3-34.



- O'Loughlin, J. et coll. (2004b). « Russian Geopolitical Storylines and Public Opinion in the Wake of 9–11 : A Critical Geopolitical Analysis and National Survey ». *Communist and Post-Communist Studies*, 37 (3), 281-318.
- O'Loughlin, J. et coll. (2005). « Russian Geopolitical Culture and Public Opinion : The Masks of Proteus Revisited ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, 30 (3), 322-335.
- Ó Tuathail, G. (2002). « Theorizing Practical Geopolitical Reasoning : The Case of the United States' Response to the War in Bosnia ». *Political Geography*, 21 (5), 601-628.
- Ó Tuathail, G. (2006). « Thinking Critically About Geopolitics ». Dans G. Ó Tuathail et coll. (éd.). *The Geopolitics Reader* (2e éd.). Londres : Routledge.
- Ó Tuathail, G. (2008). « Russia's Kosovo : A Critical Geopolitics of the August 2008 War over South Ossetia ». *Eurasian Geography and Economics*, 49 (6), 670-705.
- Ó Tuathail, G. et J. Agnew (1992). « Geopolitics and Discourse : Practical Geopolitical Reasoning in American Foreign Policy ». *Political Geography*, 11 (2), 190–204.
- Smith, G. (1999). « The Masks of Proteus : Russia, Geopolitical Shift and the New Eurasianism ». *Transactions of the Institute of British Geographers Transactions*, 24 (4), 481-494.

## B1.2 Références sur la Russie et l'espace postsoviétique

### *Livres*

- Achcar, G. (1999). *La nouvelle Guerre froide : Le monde après le Kosovo*. Paris : Presses universitaires de France.
- Arbatova, N. (2005). *Nacional'nye interesy i vnešnjaja politika Rossii : Evropejskoe napravlenie (1991–1999)*. Moscou : IMEMO, RAN.
- Baranovsky, V.G. et A.D. Bogaturov (2010). *Sovremennye global'nye problemy*. Moscou : Aspect Press.
- Bogaturov, A.D. (2010). *Sovremennaja mirovaja politika. Prikladnoj analiz*. Moscou : Aspect Press.
- Bowker, M. (2007). *Russia, America and the Islamic World*. Londres : Ashgate.
- Braun, A. (éd.) (2008). *NATO-Russia Relations in the Twenty-First Century*. New York : Routledge.
- Bugajski, J. (2004). *Cold Peace : Russia's New Imperialism*. Washington : Center for Strategic and International Studies.
- Bugajski, J. (2008). *Expanding Eurasia ; Russia's European Ambitions*. Washington : The CSIS Press.

- Bunce, V. et coll. (2010). *Democracy and Authoritarianism in the Postcommunist World*. Cambridge, New York : Cambridge University Press.
- Breault, Y., P. Jolicoeur et J. Lévesque (2003). *La Russie et son ex-empire ; reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- De Haas, M. (2010). *Russia's Foreign Security Policy in the 21st Century – Putin, Medvedev and Beyond*. Londres : Routledge.
- Galeotti, M. (2010). *The Politics of Security in Modern Russia*. Farnham, Surrey, Burlington, VT : Ashgate.
- Headley, J. (2008). *Russia and the Balkans. Foreign Policy From Yeltsin to Putin*. New York : Columbia University Press.
- Hill, F. et C.G. Gaddy (2013). *Mr. Putin : Operative in the Kremlin*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.
- Hopf, T. (éd.) (1999). *Understandings of Russian Foreign Policy*. University Park, PA : Pennsylvania State University Press.
- Jackson, N.J. (2003). *Russian Foreign Policy and the CIS. Theories, Debates and Actions*. New York : Routledge.
- Kanet, R.E. (éd.) (2010). *A Resurgent Russia and the West : The European Union, NATO and Beyond*. Republic of Letters Publishing, 2009.
- Larsson, R. (2006). *Russia's Energy Policy : Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier*. FOI-Swedish Defense Research Agency.
- Legvold, R. (2007). *Russian Foreign Policy in the Twenty-First Century and the Shadow of the Past*. New York : Columbia University Press.
- Lévesque, J. (1997). *The Enigma of 1989 : The USSR and the Liberation of Eastern Europe*. Berkeley : University of California Press.
- Levitsky, S. et W. Lucan (2010). *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regimes After the Cold War*. Cambridge, New York : Cambridge University Press.
- Lo, B. (2002). *Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era : Reality, Illusion and Mythmaking*. New York : Palgrave.
- Lo, B. (2003). *Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy*. Oxford : Wiley-Blackwell.
- Lucas, E. (2008). *The New Cold War. How the Kremlin Menaces Both Russia and the West*. Londres : Bloomsbury Publishing PLC.
- Lucas, E. (2009). *The New Cold War ; Putin's Russia and the Threat to the West* (2e éd.). New York : Palgrave & Macmillan.
- Mackinnon, M. (2007). *The New Cold War : Revolutions, Rigged Elections and Pipeline Politics in the Former Soviet Union*. Toronto : Random House.

- Mankoff, J. (2009). *Russian Foreign Policy : The Return of Great Power Politic*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield Publishers.
- Mankoff, J. (2012). *Russian Foreign Policy : The Return of Great Power Politic* (2e éd.). Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- Molchanov, M.A. (2002). *Political Culture and National Identity in Russian-Ukrainian Relations*. College Station : Texas A&M University Press.
- Mourtzen H. et A. Wivel (2012). *Explaining Foreign Policy : International Diplomacy and the Russo-Georgian War*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.
- Neumann, I.B. (1996). *Russia and the Idea of EUROPE. A Study in Identity and International Relations*. Londres et New York : Routledge.
- Ponsard, L. (2007). *Russia, NATO and Cooperative Security : Bridging the Gap*. Londres, New York : Routledge.
- Razoux, P. (2009). *Histoire de la Géorgie : La clé du Caucase*. Paris : Perrin.
- Sakwa, R. (1998). *Soviet Politics in Perspective* (2e éd.). Londres : Routledge.
- Sakwa, R. (2008). *Russian Politics and Society* (4e éd.). Londres : Routledge.
- Smith, A.M. (2006). *Russia and NATO Since 1991 ; From Cold War Through Cold Peace to Partnership ?*. Londres, New York : Routledge.
- Shakleyina, T. (2002). *Rossija i sša v novom mirovom porjadke*. Moscou : Institute SSha i Kanadi.
- Tars, R. (2013). *Russia's Identity in International Relations ; Images, Perceptions, Misperceptions*. Londres : Routledge.
- Tsygankov, A. (2010). *Russia's Foreign Policy : Change and Continuity in National Identity* (2e éd.). New York : Rowman and Littlefield Publishers.
- Tsygankov, A. (2012b). *Russia and the West from Alexander to Putin : Honor in International Relations*. New York : Cambridge University Press.
- Webber, M. (2000). *Russia and Europe : Conflict or Cooperation ?* New York : Palgrave Macmillan.
- White, S., R. Sakwa et H.E. Hale (2010). *Developments in Russian Politics* (7e éd.). Durham : Duke University Press.

*Chapitres de livres, articles et autres études scientifiques*

- Allison, R. (2009). « The Russian Case for Military Intervention in Georgia. International Law, Norms and Political Calculation ». *European Security*, 18 (2), 173-200.
- Averre, D. (2009). « From Pristina to Tskhinvali : The Legacy of Operation Allied Force in Russia's Relations With the West ». *International Affairs*, 85 (3), 575-591.

- Areshidze, I. (2002), « Helping Georgia ? », *Perspective*, 4 (XII). En ligne : <http://www.bu.edu/iscip/vol12/areshidze.html> (consulté le 11 janvier 2013).
- Bordachev, T. (2008). « The Limits of Rational Choice. *Russia in Global Affairs* ». 4 octobre. En ligne : [http://eng.globalaffairs.ru/number/n\\_11896](http://eng.globalaffairs.ru/number/n_11896) (consulté le 13 janvier 2012).
- Byzov, L. (2004). « Rossija na pereput'e ». *Meždunarodnyj institut gumanitarno-političeskikh issledovanij*. En ligne : [www.igpi.ru/info/people/byzov/LB-24.doc](http://www.igpi.ru/info/people/byzov/LB-24.doc) (consulté le 14 novembre 2014).
- Entin, M. et A.V. Zagorskij (2008). « Should Russia Leave the OSCE ? How to Revive the Helsinki Process ». *Russia in Global Affairs*, 6 (3), 19-31.
- Foxall, A. (2015). « Putin's Peninsula : Crimea's Annexation and Deterioration. *Russia Studies Center* », Policy Paper, 4.
- Gel'man, V. (2004). « The Extinction of Political Opposition in Russia ». *PONARS Policy Memo* 340.
- Gel'man, V. (2007). « The Transformation of Russia's Party System ». *Russian Analytical Digest*, 19/07, 12-14.
- Gerrits, A. (2008). « Russia and the OSCE. A Story of High Expectations, Strong Disillusionment and Obstinate Confrontation ». *Security and Human Rights*, 19 (2), 107-109.
- Graham, T. (2010). « Rossija i ostal'noj mir ». *Pro et Contra*, 14 (4-5), 112-127.
- Hale, H.E. (2010). « Russia's Political Parties and Their Substitutes ». Dans S. White, R. Sakwa et H.E. Hale, *Developments in Russian Politics* (7e éd.). Durham : Duke University Press.
- Illarionov, A. (2009). « The Russian Leadership's Preparation for War, 1999-2008 ». Dans Svante E. Cornell et Frederick Starr (dir.), *The Guns of August 2008. Russia's War in Georgia*. Armonk, New York, Londres : M.E. Sharpe.
- Karaganov, S. (2009). « The Magic Numbers of 2009 ». *Russia in Global Affairs*. En ligne : [http://eng.globalaffairs.ru/number/n\\_13036](http://eng.globalaffairs.ru/number/n_13036) (page consultée le 12 décembre 2013).
- Karaganov, S. (2011). « Lucky Russia ». *Russia in Global Affairs*. En ligne : <http://eng.globalaffairs.ru/pubcol/Lucky-Russia-15154> (consulté le 12 décembre 2013).
- Kassianova, A. (2001). « Russia : Still Open to the West ? Evolution of the State Identity in the Foreign Policy and security Discourse ». *Europe-Asia Studies*, 53 (6), 821-839.
- Kynev, A. (2011a). « State Duma Elections 2011 and the Marginal Role of Russian Parties (Part 1) », *Institute for Security Studies*, European Union, le 2 novembre. En ligne : <http://www.iss.europa.eu/publications/detail/article/state-duma-elections-2011-and-the-marginal-role-of-russian-parties-part-1/> (consulté le 28 octobre 2014).
- Kynev, A. (2011b). « State Duma Elections 2011 and the Marginal Role of Russian Parties (Part 2) ». *Institute for Security Studies*, European Union, le 14 novembre. En ligne : <http://www.iss.europa.eu/publications/detail/article/state-duma-elections-2011-and-the-marginal-role-of-russian-parties-part-2/> (page consultée le 28 octobre 2014).

- Kropatcheva, E. (2012). « Russian Foreign Policy in the Realm of European security Through the Lens of Neoclassical Realism ». *Journal of Eurasian Studies*, 3 (1), 30-40.
- Laruelle, M. (2015). « The Ukrainian Crisis and its Impact on Transforming Russian Nationalism Landscape ». Dans A. Pikulicka-Wilczewska et R. Sakwa, *Ukraine and Russia : People, Politics, Propaganda and Perspectives*. Bristol : E-International Relations.
- Legvold, R. (2014). « Managing the New Cold War : What Moscow and Washington Can Learn from the Last One ». *Foreign Affairs*, 93 (4), 74-84.
- Lepri, C. (2007). « Les relations russo-américaines : Les questions stratégiques au cœur de toutes les tensions ». *Revue internationale et stratégique*, 4 (68), 153-163.
- Lévesque, J. (2005). « Insurrection et révoltes dans l'ancien espace soviétique ». Dans *Les conflits dans le monde 2005*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. (2006). « La résurgence de la Russie. Où, comment, et jusqu'où ? ». Dans *Les conflits dans le monde 2006*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. (2009). « Les enjeux et contradictions d'un "nouveau départ" des relations Russie-États-Unis et les effets de la guerre russo-géorgienne ». Dans *Les conflits dans le monde 2009*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. (2016). « Les enjeux stratégiques de la crise ukrainienne pour la Russie. Vers un réaménagement de la Pax americana en Europe ? ». Dans A. Dubien (sous la direction de), *Russie 2016. Regards de l'Observatoire franco-russe*. L'inventaire.
- Lévesque, J. et P. Jolicoeur (2004). « L'ancien espace soviétique et l'Europe de l'Est ». Dans *Les conflits dans le monde 2004*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. et P. Jolicoeur (2008). « La Russie et les Balkans. L'indépendance du Kosovo et la guerre d'Ossétie du Sud ». Dans *Les conflits dans le monde 2008*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. et E. Piskunova (2007). « Les griefs et défis d'une Russie qui jauge ses forces ». Dans *Les conflits dans le monde 2007*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Lévesque, J. et P. Beaulieu-Brossard (2010). « L'espace postsoviétique. Le parcours laborieux des relations Russie-États-Unis et les changements de régime en Ukraine et en Kirghizie ». Dans *Les conflits dans le monde 2010*, Hautes études internationales, Presses de l'Université Laval.
- Light, M. (1996). « Foreign Policy Thinking ». Dans N. Malcolm et coll., *Internal Factors in Russian Foreign Policy*. Oxford : Oxford University Press.
- Light, M. (2005). « Foreign Policy ». Dans S. White et coll., *Developments in Russian Politics* (6e édition). Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Lukyanov, F. (2009). « Rethinking Security in "Greater Europe". Why Russia is Seeking a New Architecture ». *Russia in Global Affairs*, 7(3), 94-102.
- Lynch, C. A. (2001). « The Realism of Russia's Foreign Policy ». *Europe-Asia Studies*, 53 (1), 7-31.

- Lynch, C.A. (2002). « The Evolution of Russian Foreign Policy in the 1990s ». *Communist Studies and Transition Politics*, 18 (1), 161-182.
- Makinen, S. (2008). *Russian Geopolitical Visions and Argumentation Parties of Power, Democratic and Communist Opposition on Chechnya and NATO, 1994-2003*. Thèse de doctorat, Université de Tampere.
- Mankoff, J. (2014). « Russia's Latest Land Grab : How Putin Won Crimea and Lost Ukraine ». *Foreign Affairs*, 93 (3), 60-68.
- Morozova, N. (2009). « Geopolitics, Eurasianism and Russian Foreign Policy Under Putin ». *Geopolitics*, 14 (4), 667-686.
- Neumann, I.B. (2008). « Russia as a Great Power, 1815-2007 ». *Journal of International Relations and Development*, 11, 128-151.
- Nikolenko, K.D. (2013). « KPSS i KPRF : problemy preemstvennosti i poiski novoj političeskoj identifikacii (1991-2012 gg.) ». *Vestnik Permskogo universiteta. Politologija* (3), 137-148.
- Nikonov, V. (2003). « OSCE and RUSSIA. Old Bridges, New Divisions ». *Helsinki Monitor*, 14 (1), 22-27.
- Pipes, R. (2004). « Flight From Freedom : What Russians Think and Want ». *Foreign Affairs*, 83 (3), 9-15.
- Pirani, S., J. Stern et K. Yafimava (2009). *The Russo-Ukrainian Gas Dispute of January 2009 : A Comprehensive Assessment*. Oxford Institute for Energy Studies, NG 27.
- Remington, E.T. (2010). « Parliamentary politics in Russia ». Dans S. White, R. Sakwa et H.E. Hale, *Developments in Russian Politics* (7e éd.). Durham : Duke University Press.
- Rjabov, O.V. et T.B. Rjabova (2008). « Rossiya podnimaetsja s kolen ? : Remaskulinizacija i novaja rossijskaja identičnost ». *Ličnost' . Kul'tura. Obščestvo*, 3-4 (42-43).
- Sakwa, R. (2008b). « New Cold War or Twenty Years' Crisis ? Russia and International Politics ». *International Affairs*, 84 (2), 241-267.
- Shekhovtsov A. et A. Umland (2011). « Vladimir Zhirinovskiy and the LDPR », *Russian Analytical Digest*, 26 septembre, 102.
- Sergunin, A. (2004). « Discussions of International Relations in Postcommunist Russia ». *Communist and Post-Communist Studies*, 37 (1), 19-35.
- Shlapentokh, V. (2009). « Perceptions of Foreign Threats to the Regime : From Lenin to Putin ». *Communist and Post-Communist Studies*, 42 (3), 305-324.
- Smith, A.M. et G. Timmins, (2001). « Russia, NATO and the EU in an Era of Enlargement : Vulnerability or Opportunity ? ». *Geopolitics*, 6 (1), 69-90.
- Stern, J. (2006). « The Russian-Ukrainian Gas Crisis of January 2006 ». *Oxford Institute for Energy Studies*.
- Trenin, D. (2002). « From Pragmatism to Strategic Choice ». Dans C.A. Kuchins (éd.). *Russia After the Fall*. Washington, DC : Carnegie Endowment for International Peace.

- Tsygankov, A. (2003), « Mastering Space in Eurasia : Russia's Geopolitical Thinking After the Soviet Break-Up », *Communist and Post-Communist Studies*, 36 (1), 101-127.
- Tsygankov, A. (2012a). « Change and Continuity in Russia's Foreign Policy ». *Russian Analytical Digest*, 109, 9-11.
- Tumanov, S., A. Gasparishvili et E. Romanova (2011). « Russia-EU Relations, or How the Russians Really View the EU ». *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 27(1), 120-141.
- Zellner, W. (2005). « Russia and the OSCE. From High Hopes to Disillusionment ». *The Cambridge Review of International Affairs*, 18(3), 389-402.
- Walker, W. E. (2015). « Between East and West : NATO Enlargement and the Geopolitics of the Ukraine Crisis ». Dans A. Pikulicka-Wilczewska et R. Sakwa. *Ukraine and Russia : People, Politics, Propaganda and Perspectives*. E-International Relations.
- Willerton, P. J. (2010). « Semi-Presidentialism and the Evolving Executive ». Dans S. White, R. Sakwa et H.E. Hale, *Developments in Russian Politics* (7e éd.). Durham : Duke University Press.

### B1.3 Références sur l'actualité russe provenant de sources russes (provenant principalement de journaux d'actualité russe)

- Allenova, O. (2008a). « Gosduma našla lom protiv priema. Gruzii v NATO ». *Kommersant*, 22 mars, no. 47, p.1. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/869972> > (consulté le 23 juin 2015).
- (2008b). « Gruzija i Ukraina popali v èpicentr NATO. V Buhareste načalsja sammit al'jansa ». *Kommersant*, 3 avril, no 55, p. 9. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/875782> > (consulté le 23 juin 2015).
- (2008c). « Dvučlen vyveli za skobki. NATO promenjal Gruziju i Ukrainu na PRO ». *Kommersant*, 4 avril, no 56, p. 1. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/876273> >.
- Allenova, O. et coll. (2008). « Blok NATO razošelsja na blokpakety ». *Kommersant*, 7 avril, n° 57, p. 9. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/877224> > (consulté le 23 juin 2015).
- Belkovskij, S. et Golyšev, V. (2006). « Gazirovannaja Rossiya ». *Zavtra*, 24 janvier, no 4 (635).
- Bessudnov, A. (2011). « 9 grafikov : kto golosuet za "Edinuju Rossiju", kommunistov i LDPR ? ». *Slon*, 6 octobre. En ligne : < [https://slon.ru/russia/sotsiodemograficheskoe\\_issledovanie\\_karty\\_vyborov-684349.xhtml](https://slon.ru/russia/sotsiodemograficheskoe_issledovanie_karty_vyborov-684349.xhtml) > (consulté le 20 avril 2015).
- Bogdanov, V. et coll., (2004). « Kievskij zastoj ». *Rossijskaja gazeta - Federal'nyj vypusk*, 30 novembre, n° 3642. En ligne : < <http://www.rg.ru/printable/2004/11/30/ukraina-sud.html> > (consulté le 21 janvier 2016).

- Bogdanov, V. et Kuz'min, V. (2004). « Kak ne dat' Ukraine raskolot'sja ; mnenija èkspertov ». *Rossijskaja gazeta - Federal'nyj vypusk*, 23 novembre, n° 3636. En ligne : <http://www.rg.ru/printable/2004/11/23/vybory-raskol.html> (consulté le 21 janvier 2016).
- Bunimovič, E. (2014). « Bez ob''javlenija vojny ». *Novaja Gazeta*, 18 mars 2014. En ligne : <https://www.novayagazeta.ru/articles/2014/03/19/58823-171-bez-ob-yavleniya-voyny-187> (consulté le 14 juin 2015).
- Bylevskij, P. (2006). « Unesënnye gazom ». *Zavtra*, 17 janvier, n° 3 (634).
- Černenko, E. (2014). « Džona Kerri zapisali v "Pravyyj sektor". Glava MID RF i gossekretar' SŠA obsudili Ukrainu v Pariže, *Kommersant*, 6 mars, no 38, p. 4. En ligne : <http://kommersant.ru/doc/2424493> (consulté le 23 juin 2015).
- Černov, D. (2001). « Duma vojuet s Gruziej ». *Nezavisimaja gazeta*, 12 octobre. Disponible sur le web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001\\_10/011012\\_ng\\_dumagruz.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001_10/011012_ng_dumagruz.html) (consulté le 10 janvier 2014).
- Denisov et coll., (2005). « Spasti gosudarstvo rossijskoe! Memorandum pjati ». *Zavtra*, 2 février, 5 (584). En ligne : <http://zavtra.ru/content/view/2005-02-0213/> (consulté le 12 janvier 2015).
- Drabkin, A. (2014). « Ne budet amerikanskoj bazy v Krymu ! ». *Pravda*, 14-17 mars, n° 27 (30089). En ligne : <http://kprf.ru/pravda/issues/2014/27/article-46975/> (consulté le 2 avril 2015).
- Fefelov, A. (2008). « V šest' časov večera posle vojny ». *Zavtra*, 27 août, no. 35 (771). En ligne : <http://zavtra.ru/content/view/2008-08-2711/> (consulté le 12 janvier 2015).
- Felgenhauer, P. (2008). « A trofei kak že ? Zapad predložil vyhod iz krizisa, no Rossija vybrala zonu okkupacii ». *Novaja Gazeta*, 25 août. En ligne : <http://www.novayagazeta.ru/politics/38970.html> (consulté le 19 mars 2015).
- Filin, V. (2006). « Diletant v kremle ». *Zavtra*, 10 janvier, no 2 (633).
- Fil'čenko, N. (2008). « Ukraina zašišet dogovor s Rossiej ot svoego vstuplenija v NATO ». *Kommersant*, 3 avril, n° 55, p. 10. En ligne : <http://www.kommersant.ru/doc/875768> (consulté le 22 juin 2015).
- Florov, A. (2009). « Komediya masok, *Sovetskaja Rossija* ». 13 janvier, n° 1 (13218). En ligne : <http://www.sovross.ru/articles/272/4638> (consulté le 17 juin 2015).
- Furman, D. (2004). « Vožatyje v mini-soclagere ». *Novaja Gazeta*, 28 octobre, n° 80. En ligne : <http://old.novayagazeta.ru/politics/22292.html> (consulté le 12 février 2016).
- Ivanov, M. et Černenko, E. (2014). « Deputaty perešli na ukrainskoe. Gosduma osudila smenu vlasti v Kieve ». *Kommersant*, 26 février, n° 32, p. 3. En ligne : <http://www.kommersant.ru/doc/2416610> (consulté le 22 juin 2015).
- Ivašov, L.G. et Gusarov, E. A. (2014). « U poslednej čerty. Ili Po kom zvonit kolokol Ukrainy ? ». *Sovetskaja Rossija*, 20 mars. En ligne : <http://www.sovross.ru/articles/1043/17903> (consulté le 1 avril 2015).



- Kalašnikov, M. (2005). « Kak razorvat' udavku : Tehnologii protiv geopolitiki ». *Zavtra*, 26 janvier, n° 4 (583). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2005-01-2652/> > (consulté le 11 janvier 2015).
- Kon'kov, N. (2004). « Viktor Janukovič – Prezident Ukrainy ». *Zavtra*, 24 novembre, no 47 (574). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2004-11-2413/> > (consulté le 20 mars 2015).
- Kon'kov, N. et Nagornyj, A. (2006). « Vova-truba ». *Zavtra*, 10 janvier, no 2 (633).
- Kon'kov, N. et Nagornyj, A. (2009). « Gazirovka » dlja Evropy ». *Zavtra*, 22 janvier, no 4 (792).
- Kruger, I. (2009). « Ostavjat gaz – zabrosjat ugol' ». *Novaja Gazeta*, 16 janvier, n° 3. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/politics/46520.html> > (consulté le 18 juin 2015).
- Kuranov, A. et Hanbabjan, A. (2001). « Ukrainskaja nezavisimost' kak rossijskij prazdnik ». *Neza-visimaja Gazeta*, 25 août. En ligne : < [http://www.ng.ru/politics/2001-08-25/1\\_independence.html](http://www.ng.ru/politics/2001-08-25/1_independence.html) > (consulté le 20 juin 2015).
- Latynina, I. (2004). « Moskva postavila na černen'kogo, a Kiev ves' oranževyj. Kto by ni pobedil v Ukraine, Rossija uže v proigryše ». *Novaia Gazeta*, 25 novembre. En ligne : < <http://old.novayagazeta.ru/data/2004/87/00.html?print=201611012042> > (consulté le 12 février 2016).
- Latynina, I. (2006). « Draka s gazovym ključom. *Novaja Gazeta* ». 12 janvier, n° 1.
- Latynina, I. (2008). « Palestinizacija Kavkaza ». *Novaja Gazeta*, 25 août. En ligne : < <https://www.novayagazeta.ru/articles/2008/08/25/36797-palestinizatsiya-kavkaza> > (consulté le 10 février 2016).
- Latynina, I. (2009). « Dopustim, oni menjajut Jušenko ». *Novaja Gazeta*, 19 janvier, n° 4. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/politics/46488.html> > (consulté le 10 février 2016).
- Lešenko, S. (2013). « Eks-radnik Putina Andrij Illarionov : Putin vvažae, šo častina Ukraïni mac naležati Rosii ». *Ukrainskaja Pravda*, 10 octobre. En ligne : <http://www.pravda.com.ua/articles/2013/10/10/6999733/> (consulté le 21 mars 2016).
- Lytkin, P. (2009). « Gazovaja vojna Rossii i Ukrainy, ili novogodnee “mapet-šou” ». *KPRF*, 8 janvier. En ligne : < <https://kprf.ru/international/62643.html/print> > (consulté le 18 juin 2015).
- Lobova, E. et coll. (2008). « O pol'ze i vrede holodnogo duša ». *Novaja Gazeta*, 28 août. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/politics/38933.html?print=1> > (consulté le 7 juillet 2015).
- Maslov, A. (2004). « “Mnogoviktornaja” strategija Kieva. Vtorogo tura prezidentskih vyborov možet ne byt' ». *Zavtra*, 3 novembre, 44 (571). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2004-11-0321/> > (consulté le 13 juin 2015).
- Maslov, A. (2009). « Trubadurstvo ». *Zavtra*, 11 janvier, no 2 (790). En ligne : <http://zavtra.ru/blogs/2009-01-1113> (consulté le 18 juin 2015).
- Melikova, N. et Miseljuk, A. (2003a). « Kiev vstretil Putina, kak Papu Rimskogo ». *Nezavisimaja Gazeta*, 29 janvier. En ligne : < [http://www.ng.ru/cis/2003-01-29/1\\_kiev.html](http://www.ng.ru/cis/2003-01-29/1_kiev.html) > (consulté le 10 juin 2015).

- Melikova, N. et Miseljuk, A. (2003b). « Moskva naznačila “krajnego” ». *Nezavisimaja Gazeta*, 30 janvier. En ligne : < [http://www.ng.ru/politics/2003-01-30/1\\_kiev.html](http://www.ng.ru/politics/2003-01-30/1_kiev.html) > (consulté le 4 février 2015).
- Milov, V. (2009). « Trubočisty ». *Novaja Gazeta*, 12 janvier, no 1. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/politics/46576.html> > (consulté le 21 mars 2015).
- Mineev, A. (2009). « Dva nedobrosovestnyh partnera sdělali Evropu založnicej ». *Novaia Gazeta*, 12 janvier, n° 1. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/politics/46578.html> > (consulté le 21 mars 2015).
- Moukhin, V. (2006). « Krah strausinoj politiki ». *Nezavisimaja Gazeta*, 29 septembre, 209 (3889). En ligne : < [http://www.ng.ru/politics/2006-09-29/3\\_kartblansh.html?print=Y](http://www.ng.ru/politics/2006-09-29/3_kartblansh.html?print=Y) > (consulté le 26 avril 2015).
- Nagornyj, A. (2002). « Krutoj spusk Putina ». *Zavtra*, 4 mars, n° 10 (432). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2002-03-0521/> > (consulté le 3 janvier 2016).
- Netreba, P. et coll. (2008). « Ukraina svoe ottorgovala. Rossija v nedel'nyj srok zakroet rynki dlja sosedja, vstupivšego v VTO ». *Kommersant*, 2 septembre. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/1019500> > (consulté le 16 juin 2015).
- Nikolaeva, A. (2004). « Zjuganov pomagaet Putinu ». *Vedomosti*, 29 octobre, n° 1239. En ligne : < <http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2004/10/29/zyuganov-pomogaet-putinu> > (consulté le 10 janvier 2015).
- Nikonov, V. (2004). « Banany, dollar i kaštany ; Ukrainskij krizis možet povtorit'sja v ljuboj iz stran SNG ». *RG (Federal'nyj vypusk)*, 1er décembre, n° 3643. En ligne : < <http://www.rg.ru/printable/2004/12/01/prognoz-revoljutsia.html> > (consulté le 21 juillet 2015).
- Novikov, V. et Zigar, M. (2005). « Vse na vyvod. Rossija soglasilas' likvidirovat' bazy v Gruzii ». *Kommersant*, 31 mars. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/581643> > (consulté le 13 juin 2015).
- Novikov, V. et coll. (3 octobre 2006). « Vstaet strana ogromnaya ; Rossia nachala blokadu Gruzii ». *Kommersant*, n° 184, p. 1. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/709580> > (consulté le 21 mars 2015).
- Olejnijk, B. (2006). « Provokacija ». *Zavtra*, 10 janvier, n° 2 (633).
- Panfilov, O. (2010). « Sociologija propagandy. Glava iz knigi Olega Panfilova “Rossija - Gruzija : informacionnaja vojna” ». En ligne : < <http://www.apsny.ge/analytics/1293124420.php> > (consulté le 15 novembre 2014).
- Pavlova, G. (2008). « Inogo ne dano ». *Sovetskaja Rossia*, 26 août. En ligne : <http://www.sovross.ru/modules.php?name=News&file=print&sid=3701> (consulté le 3 juillet mars 2015).
- Perevozkina, M. (2008). « Moskva otvetit NATO Abhaziej ». *Nezavisimaja Gazeta*, 14 avril. En ligne : < [http://www.ng.ru/cis/2008-04-14/1\\_abhazia.html?print=Y](http://www.ng.ru/cis/2008-04-14/1_abhazia.html?print=Y) > (consulté le 21 juin 2015).

- Prjanikov, P. (2013). « Kto avtor termina «Rossija podnimaetsja s kolen» ? ». *Moskovskij monitor*, 25 novembre 2013. En ligne :  
 < [http://mosmonitor.ru/articles/polytic/kto\\_avtor\\_termina\\_rossiya\\_podnimaetsya\\_s\\_kolen](http://mosmonitor.ru/articles/polytic/kto_avtor_termina_rossiya_podnimaetsya_s_kolen) > (consulté le 26 juin 2015).
- Prokhanov, A. (2002). « Polkovniku Putinu nikto ne pišet ». *Zavtra*, 5 mars, n° 10 (433). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2002-03-0511/> > (consulté le 12 juin 2015).
- Prokhanov, A. (2006). « Gazovyy puzyr' Putina ». *Zavtra*, 10 janvier, n° 2 (633).
- Prokhanov, A. (2009). « Vosem krestov russkoj slavi ». *Zavtra*, 11 janvier, n° 2 (789).
- Radzihovskij, L. (2004). « Pirrovy pobedy ». *RG (Federal'nyj vypusk)*, 30 novembre, n° 3642. En ligne : < <http://www.rg.ru/printable/2004/11/30/ukraina-raspad.html> > (consulté le 20 janvier 2016).
- Rogov, K. (2009). « Tormoz ! ». *Novaja Gazeta*, 19 janvier, n° 4. En ligne :  
 < <http://www.novayagazeta.ru/politics/46492.htm> > (consulté le 15 juin 2016).
- Rostova, N. (2004). « Rossijskie kanaly i v Ukraine prodolžajut iskat' vnutrennih vragov ». *Novaja Gazeta*, 25 novembre. En ligne :  
 < <http://old.novayagazeta.ru/data/2004/87/09.html?print=201611012048> > (consulté le 11 février 2016).
- Rostovskij, M. (2014). « Krym ždet «referendum sud'by», Rossiju – rešenje veka ». *MK*, 6 mars. En ligne : < <http://www.mk.ru/politics/article/2014/03/06/995047-kryim-zhdet-referendum-sudbyi-rossiyu-reshenie-veka.html> > (consulté le 8 janvier 2016).
- Shevtsova, L. (2004). « Ispytanie Ukrainoj. Vyderžit li ego Putin i sozdannyj im režim ? ». *Novaja Gazeta*, 6 décembre, no 90.
- Sergeev, N et coll. (2006). « Na gruzin ne požaleli zakonodatel'stva ». *Kommersant*, 5 octobre. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/710392> > (consulté le 29 juillet 2015).
- Simonin, V. (2014). « Fašizm ne projdet ». *Pravda*, 13 mars, no 26 (30088).
- Sisoev, G. (2000). « Putin ne vozraždet protiv vstuplenija Rossii v NATO ». *Kommersant*, 7 mars, n° 39.
- Sisoev, G. (2008). « Kosovo perešlo granicu gosudarstvennosti. Kraj ob''javil sebja nezavisimym ». *Kommersant*, 18 février, n° 26, p. 1. En ligne :  
 < <http://www.kommersant.ru/doc/854038> > (consulté le 20 janvier 2016).
- Sisoev, G. et Gornostaev, D. (2008). « Kosovo gotovo k čistoserdečnomu priznaniju. Zapad podbiraet kraju podhodjašuju nezavisimost' ». *Kommersant*, 9 février, n° 27, p. 1. En ligne :  
 < <http://www.kommersant.ru/doc/854644> > (consulté le 12 décembre 2015).
- Solov'ev, V. (2008a). « Ukrainu otgovarivajut ot NATO. Gosduma RF grozit ej razryvom dogovora o družbe ». *Kommersant*, 5 juin. En ligne :  
 < <http://www.kommersant.ru/doc/899901> > (consulté le 20 janvier 2016).
- Solov'ev, V. (2008b). « Dvupoljarnyj mor. Moskva i Kiev vojut za svoju pravdu o golode 30-h godov ». *Kommersant*, 17 novembre. En ligne : <http://www.kommersant.ru/doc/1067923> (consulté le 14 juin 2015).

- Šlejnov, R. (2009). « Pilorama ego prevoshoditel'stva ». *Nezavisimaja Gazeta*, 12 janvier, n° 1. En ligne : < <http://www.novayagazeta.ru/inquests/46590.html> > (consulté le 9 mars 2015).
- Ŝukin, O. (3 janvier 2006). « A u nas v Rossii gaz. Èto raz... ». *Zavtra*, n° 1 (632).
- Shurygin, V. (2002). « Kavkaz : Štat Džordžija ». *Zavtra*, 5 mars, no 10(433). En ligne : < <http://zavtra.ru/content/view/2002-03-0522/> > (consulté le 18 janvier 2016).
- Streltsov, A. (2002a). « Gruzija, kotoruju my poterjali ». *Nezavisimaja Gazeta*, 20 février. En ligne : < [http://www.ng.ru/cis/2002-02-20/1\\_georgia.html](http://www.ng.ru/cis/2002-02-20/1_georgia.html) > (consultée le 29 mai 2015).
- Streltsov, A. (2002b). « Kol'co zapadnogo vlijanija sžimaetsja ». *Nezavisimaja Gazeta*, 20 février. En ligne : < [http://www.ng.ru/cis/2002-02-28/1\\_ring.html](http://www.ng.ru/cis/2002-02-28/1_ring.html) > (consulté le 20 juillet 2015).
- Tolokin (2009). « Na poljah “gazovoj vojny” ». *Novosibirskaja oblastnaja organizacija Kommunističeskoj Partii Rossijskoj Federacii*, 13 janvier. En ligne : < <http://www.kprfnsk.ru/inform/news/9496/> > (consulté le 3 janvier 2016).
- Vas'kovskaja, J. (2006). « Proigryš s krupnym sčetom v banke ». *Novaja Gazeta*, 12 janvier, n° 1.
- Vigiljanskij, V. (2015). « Stalin i Cerkov' ». Eše od na žurnalistskaja kampanija. *Pravoslavie i mir* ; 22 juin. En ligne : < <http://www.pravmir.ru/stalin-i-tserkov-eshe-odna-zhurnalistskaya-kampaniya/> > (consulté le 20 janvier 2016).
- Zadornov, M. (2014). Deržimordy ». *Sovetskaja Rossija*, 20 mars. En ligne : < <http://www.sovross.ru/articles/1043/17897> > (consulté le 4 mars 2015).
- Zaharevič, A. (2014). « Ugnezdilis' pod Vinnicej gitlerovskie orl ». *Pravda*, 14-17 mars, n° 27 (30089). En ligne : < <http://kprf.ru/pravda/issues/2014/27/article-46964/> > (consulté le 24 janvier 2016).
- Zigar, M. et Solovev, V. (2008). « Severoatlantičeskaia blokada. Vladimiru Putinu ne daiut prevratit Buxarest v Miunxen ». *Kommersant*, 2 avril, n° 54, p. 1. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/874821> > (consulté le 27 mai 2015).
- Zigar et coll, (2008). « Sjurpriznanie Rossija gotova k nezavisimosti Abhazii i Južnoj Osetii ». *Kommersant*, n° 150, p. 1. En ligne : < <http://www.kommersant.ru/doc/1016182> > (consulté le 2 mars 2015).
- Zolotarev, P. (2008). « Smena prioriteto v bor'be za Zakavkaz'e ». *Nezavisimaja Gazeta*, 25 août. En ligne : < [http://www.ng.ru/politics/2008-08-25/3\\_kartblansh.html?print=Y](http://www.ng.ru/politics/2008-08-25/3_kartblansh.html?print=Y) > (consulté le 22 juin 2016).

## B2 Sources primaires

### B2.1 Sondages d'opinion publique

- FOM (2002a). *Geoproekt : Gruzija*, 14 mars. En ligne :  
 < [http://bd.fom.ru/report/cat/count\\_/georgia/dd021028/printable/](http://bd.fom.ru/report/cat/count_/georgia/dd021028/printable/) > (consulté le 20 mars 2015).
- (2002b). *O sobytijah v Pankisskom ušel'e. otčet Petrova A.S.*, 15 août. En ligne :  
 < [http://bd.fom.ru/report/cat/count\\_/georgia/of023003](http://bd.fom.ru/report/cat/count_/georgia/of023003) > (consulté le 20 mars 2015).
- (2002c). *Rossija i Gruzija*, 15 août. En ligne :  
 < [http://bd.fom.ru/report/cat/count\\_/georgia/dof023004](http://bd.fom.ru/report/cat/count_/georgia/dof023004) > (consulté le 20 mars 2015).
- (2002d). *Čečenské boeviki v Gruzii*, 26 septembre. En ligne :  
 < [http://bd.fom.ru/report/cat/count\\_/georgia/dd023831](http://bd.fom.ru/report/cat/count_/georgia/dd023831) > (consulté le 20 mars 2015).
- Levada Centre (2004a). *Rossijane ne vmešivajutsja v konflikt meždu Gruziej i Južnoj Osetiej*. Sondages de 25-28 juin. Publié le 1 juillet. En ligne :  
 < <http://www.levada.ru/2004/07/01/rossiyane-ne-vmeshivayutsya-v-konflikt-mezhdu-gruziej-i-yuzhnoj-osetiej/> > (consulté le 7 avril 2015).
- (2004b). *Rossijane o konfliktah meždu Gruziej, Južnoj Osetiej i Abhaziej*. Sondages de 16-19 juillet. Publié le 29 juillet. En ligne : < <http://www.levada.ru/2004/07/29/rossiyane-o-konfliktah-mezhdu-gruziej-yuzhnoj-osetiej-i-abhaziej/> > (consulté le 7 avril 2015).
- (2004c). *Ukrainskie sobytija glazami rossijan*. Sondages de 10-14 décembre. Publié le 16 décembre. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/16-12-2004/ukrainskie-sobytiya-glazami-rossijan> > (consulté le 7 avril 2015).
- (2005a). *Social'no-političeskaja situacija v Rossii (dekabr' 2004)*, 12 décembre. En ligne :  
 < <http://www.levada.ru/old/12-01-2005/sotsialno-politicheskaya-situatsiya-v-rossii-dekabr-2004> > (consulté le 12 avril 2015).
- (2005b). *Rossijane ob itogah vyborov na Ukraine*. Sondages des 21-24 janvier. Publié le 28 janvier. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/print/28-01-2005/rossiyane-ob-itogakh-vyborov-na-ukraine> > (consulté le 12 avril 2015).
- (2006a). *Rossija i Ukraina posle "gazovogo konflikta"*. Sondages des 20-24 janvier. Publié le 27 janvier. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/27-01-2006/rossiya-i-ukraina-posle-gazovogo-konflikta> > (consulté le 14 avril 2015).
- (2006b). *Konflikt s Gruziej : mnenija i ocenki rossijan*. Sondages des 14-17 octobre. Publié le 20 octobre. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/20-10-2006/konflikt-s-gruzieimneniya-i-otsenki-rossijan> > (consulté le 14 avril 2015).
- (2008a). *Rossijsko-gruzinskij konflikt : novye dannye*. Sondages des 9-10. Publié le 11 août. En ligne : < <http://www.levada.ru/2008/08/11/rossijsko-gruzinskij-konflikt-novye-dannye/> > (consulté le 26 avril 2015).

- (2008b). *Mnenie rossijan o konflikte v Gruzii : opros 15-18 avgusta*. Sondages des 15-18 août. Publié le 20 août. En ligne : < <http://www.levada.ru/2008/08/20/mnenie-rossiyan-o-konflikte-v-gruzii-opros-15-18-avgusta/> > (consulté le 26 avril 2015).
- (2008c). *Žiteli krupnejših gorodov Rossii o gruzino-osetinskom konflikte*. Sondages des 22-25 août. Publié le 26 août. En ligne : < <http://www.levada.ru/2008/08/26/zhiteli-krupnejshih-gorodov-rossii-o-gruzino-osetinskom-konflikte/> > (consulté le 26 avril 2015).
- (2008d). *Rossijane o situacii vokrug Abhazii i Južnoj Osetii*. Sondages des 5-8 septembre. Publié le 9 septembre. En ligne : < <http://www.levada.ru/2008/09/09/rossiyan-e-o-situatsii-vokrug-abhazii-i-yuzhnoj-osetii/> > (consulté le 26 avril 2015).
- (2009). *Otnošenje rossijan k SŠA, ES, Ukraine i Gruzii (janvar')*. Sondages des 23-27 janvier. Publié le 30 janvier. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/30-01-2009/otnoshenie-rossiyan-k-ssha-es-ukraine-i-gruzii-yanvar> > (consulté le 30 avril 2015).
- (2015). *Rossijskaja sociologija ukrainskogo konflikta*, 27 août. En ligne : < <http://www.levada.ru/old/print/27-08-2015/rossiiskaya-sotsiologiya-ukrainskogo-konflikta> > (consulté le 12 février 2016).

## B2.2 Partis politiques (*articles de journaux, interviews, sessions de la Douma, déclarations, etc.*)

### *Iabloko*

- Arbatov, A. (2000). Aleksej Arbatov : Zajavlenie i.o. prezidenta o vozmožnom prisoedinenii Rossii k NATO, 6 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. consulté le 22 décembre 2014 de < [www.indem.ru](http://www.indem.ru) >.
- (2002a). Aleksej Arbatov sčitaet, čto pojavlenie voennoslužbaših SŠA v Gruzii možet vyzvat' osložnenija v rossijsko-amerikanskijah otnošenijah, 27 février. *PartArkhiv* [Base de données]. consulté le 22 décembre 2014 de < [www.indem.ru](http://www.indem.ru) >.
- (2002b). Cena slabosti - ustupki : V četverg amerikanskije "voennye sovetniki" čislom do dvuh soten pojavjatsja v Gruzii, "Vremja MN", Evgenij Vasil'ev, 20 mars. Page Web d'*Iabloko*. En ligne : < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_03/020320\\_vrmn\\_arbat.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_03/020320_vrmn_arbat.html) > (consulté le 10 juin 2015).
- (2002c). Aleksej Arbatov v Èho Moskvy, 2 octobre. Page Web d'*Iabloko*. En ligne : < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_10/021003\\_ehom\\_arbatov.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_10/021003_ehom_arbatov.html) > (consulté le 10 juin 2015).
- (2007). Is a New World War Imminent ?, *Russia in Global Affairs*, 8 août, 3. En ligne : < [http://eng.globalaffairs.ru/number/n\\_9127](http://eng.globalaffairs.ru/number/n_9127) > (consulté le 10 juin 2015).

*Iavlinski*

- Iavlinski, G. (2001). V prjamom èfire radiostancii « Èho Moskvyy » Grigorij Javlinskij, lider frakcii “Jabloko” », 22 octobre. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001\\_10/011022\\_echo\\_yavl.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001_10/011022_echo_yavl.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002a). Dver’ v Evropu nahoditsja v Vašington. Obšaja gazeta, 16 mai. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_05/020516\\_og\\_yavlinsky.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_05/020516_og_yavlinsky.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002b). Interv’ju. Ul’timatum Gruzii. Začem ? Polnyj tekst peredači « Svoboda slova » (NTV), Vedušij - Savik Šuster, 13 septembre. Page Web officielle d’Iavlinski. En ligne :  
 < <http://www.yavlinsky.ru/said/interviews/index.phtml?id=410> > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002c). “Zerkalo” s Grigoriem Javlinskim, Nikolaj Svanidze. RTR, 14 septembre. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_09/020916\\_rtr\\_yavlinsky.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_09/020916_rtr_yavlinsky.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002d). Grigorij Javlinskij v programme “Segodnja”. NTV, 16 septembre. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_09/020917\\_ntv\\_yavlinsky.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_09/020917_ntv_yavlinsky.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002e). V èfire radiostancii “Èho Moskvyy” Grigorij Javlinskij, Vladimir Varfolomeev, 18 septembre. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_09/020919\\_ehom\\_yavlinsky.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_09/020919_ehom_yavlinsky.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002f). Simmetričnaja ošibka Gruzii ; O situacii vokrug Pankisskogo ušel’ja. Personal’nyj sajt G.A. Javlinskogo, 21 septembre. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_09/020928\\_yavlinsky\\_gruzia.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_09/020928_yavlinsky_gruzia.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2002g). K sammitu glav gosudarstv SNG : Rossija i Gruzija – G. Ja., « Interfaks », polnyj tekst na personal’nom sajte, 7 octobre. Site web personnel d’Iavlinski. En ligne :  
 < [http://www.yavlinsky.ru/theme\\_of\\_day/index.phtml?id=426](http://www.yavlinsky.ru/theme_of_day/index.phtml?id=426) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2003a). Amerika raskolota, kak nikogda, Grigorij Javlinskij v programme « Vremena », Pervyj kanal, Vladimir Pozner, 23 mars. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003\\_03/030325\\_ort\\_yavl\\_irak.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003_03/030325_ort_yavl_irak.html) > (consulté le 9 juin 2015).
- (2003b). Polnyj tekst on-line interv’ju lidera RDP « Jabloko » Grigorija Javlinskogo, Gazeta.Ru, 5 mai. Page Web d’*Iabloko*. En ligne :  
 < [http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003\\_06/030605\\_gztru\\_yavlinsky.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003_06/030605_gztru_yavlinsky.html) > (consulté le 9 juin 2015).

— (2014). Voina s Ukrainoi nedopustima i prestupna. *Novaja Gazeta*, 13 mars. En ligne : <http://www.novayagazeta.ru/columns/62676.html?print=1> (consulté le 9 juin 2015).

### *Ivanenko*

Ivanenko, S. (2002). Vystuplenie pervogo zamestitelja rukovoditelja frakcii « JaBLOKO » Sergeja Ivanenko pri obsuždenii Postanovlenija po Gruzii, Gosudarstvennaja Duma, 13 septembre. Page Web d'*Iabloko*. En ligne : <http://www.yabloko.ru/Press/Docs/2002/0913Ivan-Georgia.html> (consulté le 15 juin 2015).

### *Loukine*

Loukine, V. (2000). Beseda s Vladimirom Lukinym, Radiostancija «Èho Moskvyy». Le 17 janvier 2000. Web page d'*Iabloko*. En ligne : <http://www.yabloko.ru/Publ/2000/Radio/lukin-e%F1ho-4.html> (Consulté le 12 juin 2015).

— (2001). V prjamom èfire radiostancii "Èho Moskvyy" Vladimir Lukin, vice-spiker Gosudarstvennoj Dumy. Vedušie: Sergej Buntman. Le 2 novembre. Web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001\\_11/011103\\_ehomsk\\_lukin.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2001/2001_11/011103_ehomsk_lukin.html) (Consulté le 12 juin 2015).

— (2003a). Vladimir Lukin o situacii vokrug Iraka, Karèn Agamirov, Radio "Svoboda". Le 26 janvier. Web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003\\_02/030220\\_svob\\_lukin.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003_02/030220_svob_lukin.html) (Consulté le 12 juin 2015).

— (2003b). V èfire "Èho Moskvyy" Vladimir Lukin, vice-spiker Gosdumy RF ot frakcii "Iabloko", Sergej Parhomenko. Le 22 novembre. Web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003\\_11/031124\\_ehom\\_lukin.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003_11/031124_ehom_lukin.html) (Consulté le 12 juin 2015).

Loukine, V. et Dougine, A. (2003). Svobodnaja tema: Vladimir Lukin i Aleksandr Dugin, Mihail Sokolov, Radio "Svoboda". Le 30 novembre. Web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003\\_12/031205\\_svob\\_lukin.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2003/2003_12/031205_svob_lukin.html) (Consulté le 12 juin 2015).

### *Shchekochikhin*

Shchekochikhin, I. (2002). Svoju gruziju ja ne otdam, "Novaja Gazeta". Le 16 septembre. Web page d'*Iabloko*. En ligne : [http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002\\_09/020916\\_novg\\_schekoch\\_gruzia.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2002/2002_09/020916_novg_schekoch_gruzia.html). (Consulté le 17 juin 2015).



## KPRF

### Glazev

- Glazev, S. (1999). KPRF: Proriv v XXI vek. 1 novembre. *Zavtra*, 44(309). En ligne : <http://zavtra.ru/content/view/1999-11-0221/> (Consulté le 10 juin 2014).
- (2003). Interview de Glazev dans Ekho Moskvi. Le 8 décembre. *Ekho Moskvi*. En ligne : <http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/24161/> (Consulté le 10 juin 2014).

### Iliushkin

- Iliukhin, V. (1999). Protiv obshchego vraga. 27 juillet. *Zavtra*, 30(295). En ligne : <http://zavtra.ru/content/view/1999-07-2741/> (Consulté le 12 juin 2014).
- (2001a). V. Iljuhin i L. Švec o teraktah v SŠA. Izdanie frakcii KPRF v Gosudarstvennoj Dume Federal'nogo Sobranija RF. № 36, 19-25 sentjabrja 2001 goda. Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001b). My možem sdelat' šag nazad. *Nezamisimaja Gazeta*, le 20 octobre. En ligne : [http://www.ng.ru/politics/2001-10-20/2\\_step.html](http://www.ng.ru/politics/2001-10-20/2_step.html) (Consulté le 19 mai 2015).
- (2004). Gosduma otkazalas' obsuždat' situaciju na Ukraine. RIA "Novosti". Le 23 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### Melnikov

- Melnikov, I. (2002). Ivan Mel'nikov: NATO gotovitsja k prihodu levyh k vlasti v Rossii. Sajt KPRF v Internetе. Le 21 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004a). Ivan Mel'nikov kommentiruet itogi pervogo tura vyborov prezidenta Ukrainy. Sajt KPRF. Le 1 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Mel'nikov: Osvoboždenie ukraincev ot registracii - iskrennee i svoevremennoe rešenje. Sajt KPRF. Le 10 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Ivan Mel'nikov: Želanie peremen dolžno byt' objazatel'no učteno Viktorom Janukovičem. Sajt KPRF. Le 29 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006). Ivan Mel'nikov o rossijsko - gruzinskom konflikte. Sajt KPRF. Le 28 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 22 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### Seleznev

Seleznev, G. (2002), dans Iavlinski (2002b).

### Ziouganov

- Ziouganov, G. (1999). Otvety Narodu. *Zavtra*, 7 décembre, 49(314). En ligne: <http://zavtra.ru/content/view/1999-12-0721/> (Consulté le 15 novembre 2013).
- (2000a). G.Zjuganov po povodu slov V.Putina o vozmožnosti vstuplenija Rossii v NATO. Le 5 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2000b). Interview de Ziouganov dans Pravda. 21-22 novembre. *Pravda*, 135 (28247).
- (2001a). Interview de Ziouganov dans Pravda. 16-19 février. *Pravda*, no19. Le 15 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001b). Ziouganov dans Ekho Moskvi. Le 12 septembre. *Ekho Moskvi*. En ligne: <http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/15573/#> (Consulté le 14 novembre 2013).
- (2001c). Ziouganov dans Ekho Moskvi. Le 5 octobre. *Ekho Moskvi*. En ligne : <http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/15789/> (Consulté le 14 novembre 2013).
- (2001d). Gennadij Zjuganov podverg rezkoj kritike prezidenta Gruzii Èduarda Ševardnadze. Le 11 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001e). Interv'ju G.A.Zjuganova dlja patriotičeskoj i partijnoj pečati. Le 15 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001f). Interv'ju lidera KPRF Gennadija Zjuganova vedušej programmy "Podrobnosti" Tat'jane Aldošinoj (RTR). Le 5 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001g). Odstupat' Nekuda! Otkrytoe pis'mo prezidentu Rossijskoj Federacii V. V. PUTINU pered ego otletom v SŠA. Le 13 novembre. *Zavtra*, 46(415). En ligne: <http://zavtra.ru/content/view/2001-11-1311/> (Consulté le 13 novembre 2013).
- (2001h). Chelovechestvo pered viborom. Le 18 décembre. *Zavtra*, 51(420). En ligne: <http://zavtra.ru/content/view/2001-12-1821/> (Consulté le 13 novembre 2013).
- (2002a). Zjuganov o situacii v Gruzii, Istočnik. Sajt KPRF. Le 2 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002b). 5 aprilja 2002 goda. Gennadij Zjuganov v prjamom èfire radiostancii "Èho Moskvy". Web page du KPRF. Le 5 avril. En ligne: <http://kprf.ru/personal/zyuganov/zinterview/5502.html> (Consulté le 14 novembre 2013).

- (2002c). Official Kremlin Int'l News Broadcast. Press-konferencija s KPRF LIDER Gennadij Zjuganov. Le 30 avril. *LexisNexis*. [Base de données]. Récupéré le 20 avril 2014
- (2002d). Interv'ju G.Zjuganova gazete "Pravda". Sajt KPRF. Le 13 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002e). Interv'ju G.Zjuganova gazete "Pravda", Pravda, 1 oktjabrja, no 110. Le 3 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002f). Zajavlenie G.Zjuganova "Ostanovit' podgotovku agressii SŠA protiv Iraka", Sajt KPRF v Internete. Le 3 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002g). Sdajut interesy strany Press-služba frakcii KPRF. Pravda, 14 novembre, 126(28447), p.1. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002h). Kuda my idem? Predotvratit' rasshirenie NATO možno Prezidentu Rossijskoj Federacii .V.Putinu, Pravda, le 22-25 novembre, 130(28451), p. 3.
- (2002i). Vystuplenie G.Zjuganova na diskussii po probleme rasshirenija NATO v teleprogramme "Parlamentskij čas", Sajt KPRF v Internete. Le 5 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002j). Interv'ju G.Zjuganova gazete "Pravda", 24-25 dekabrja, № 142. Le 20 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2003a). KPRF – PARTIJa SOCIALIZMA I PATRIOTIZMA, *Zavtra*, le 14 janvier, 3(478). En ligne : <<http://zavtra.ru/content/view/2002-01-1421/>> (Consulté le 20 mars 2015).
- (2003b). Gennadij Zjuganov: Amerikancy proveli v Gruzii uspešnuju operaciju po smene vlasti, «Rosbalt». Le 24 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004a). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii "Èho Moskvy». Sajt radiostancii "Èho Moskvy». Le 12 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Gennadij Zjuganov prognoziruet pobedu Viktora Janukoviča na vyborah prezidenta Ukrainy, Informacionno-političeskij kanal "Polit.ru". Le 1 novembre *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Obrašenie G.Zjuganova k kommunistam Ukrainy i ih storonnikam, Sajt KPRF. Le 5 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004d). Gennadij Zjuganov: Segodnja na Ukraine rešaetsja budušee Rossii, Istočnik: Sajt KPRF. Le 29 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004e). Gennadij Zjuganov. Stroitel' deržavy, Pravda, № 140, 10-15 dekabrja. Le 10 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2004f). G.Zjuganov obvinil Kreml' v "dvojnoj igre" na ukraïnskikh vyborah, Istočnik: Sajt KPRF. Le 27 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005a). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii "Èho Moskvy". Sajt radiostancii "Èho Moskvy". Le 18 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005b). G.Zjuganov: My zainteresovany v maksimal'nom sbliženii s Ukrainoj i Belorussiej. Sajt KPRF. Le 2 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006a). Press-konferencija rukovodstva KPRF v «Interfakse», KPRF. Le 11 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006b). Interv'ju G.Zjuganova pol'skoj gazete "Tribuna", Sajt KPRF. Le 28 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006c). Zajavlenie G.Zjuganova po sobytijam v Gruzii, Sajt KPRF. Le 29 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006d). G.Zjuganov: Saakašvili ne udastsja possorit' narody Rossii i Gruzii, RIA "Novosti». Le 14 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006e). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 1 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006f). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Majak », Sajt radiostancii « Majak ». Le 7 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007a). G.Zjuganov vystupil na radio « Majak », Sajt KPRF. Le 28 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007b). Interv'ju G.Zjuganova o vnešnej politike Rossii, Sovetskaja Rossija, № 95 (12999). Le 12 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007c). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 15 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007d). Interv'ju G.A.Zjuganova radio «Russkaja služba novostej», Sajt KPRF. Le 31 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). Dvenadcat' voprosov Zjuganovu o našej žizni. G.Zjuganov otvetil na voprosy «Pravdy» i «Sovetskoj Rossii», Sajt KPRF. Le 24 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). G.Zjuganov v teledebatah na telekanale «Rossija», Sajt KPRF. Le 17 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2008c). G.Zjuganov: stremlenie Ukrainy v NATO narušat Dogovor o družbe s Rossiej, Sajt KPRF. Le 1 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). Interv'ju G.Zjuganova eženedel'niku « Vestnik Kipra », Sajt KPRF. Le 19 mai. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). G.Zjuganov predlagaet ispolnitel'noj vlasti Rossii priznat' itogi referendumov o nezavisimosti Abhazii i Južnoj Osetii, Sajt KPRF. Le 14 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008f). G.Zjuganov: Rossija dolžna vmešat'sja v situaciju v Južnoj Osetii, Sajt KPRF. Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008g). G.Zjuganov ob itogah vstreči predstavitelej dumskih partij s prezidentom, Sajt KPRF. Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008h). Zajavlenie CK KPRF « Ne ostanavlivat'sja na polputi », Sajt KPRF. Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008i). G.Zjuganov: Vlasti Gruzii davno postavili svoju respubliku vne SNG, Sajt KPRF. Le 13 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008j). G.Zjuganov o neotložnyh zadačah Gosdumy: Glavnoe - v bližajšie dni priznat' Južnuju Osetiju i Abhaziju, Sajt KPRF. Le 20 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008k). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 25 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008l). G.Zjuganov: Bez Rossii v mire ne rešitsja ni odin krupnyj vopros, Sajt KPRF. Le 25 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008m). G.Zjuganov: Nužna volja vsej Rossii v otstaivanii naših nacional'nyh interesov, Sajt KPRF. Le 25 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008n). G.Zjuganov ob ukaze prezidenta o priznanii nezavisimosti Abhazii i Južnoj Osetii : Ja by pošel na ètot šag eše v marte, i togda u Chinvala ne bylo by ètogo « černogo » avgusta », Sajt KPRF. Le 26 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008o). Interv'ju G.Zjuganova «Vestjam », Sajt KPRF. Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008p). Jušenko huže, čem Bandera i Mazepa. *Rosbalt, Ukraina*, 25 novembre. En ligne : <http://m.rosbalt.ru/ukraina/2008/11/25/544590.html> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2008q). G.A.Zjuganov o vnešnepolitičeskom položenii Rossii. Web page officiel du KPRF, 29 novembre. En ligne : [http://kprf.ru/party\\_live/61567.html](http://kprf.ru/party_live/61567.html) (Consulté le 10 janvier 2015).

- (2008r). Zjuganov sovetuet Kievu vovremja platit' za gaz, a Moskve – byt' gibče i dal' novidnee. Web page officiel du *KPRF*, 25 décembre. En ligne : <https://kprf.ru/international/62358.html> (Consulté le 10 janvier 2015).
- (2009a). G.Zjuganov na vstreče v MGIMO: Mir stanovitsja inym, poèтому nado umet' otvečat' na novye vyzovy, Sajt *KPRF*. Le 14 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009b). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 14 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009c). G.Zjuganov vystupil za prisoedinenie k Rossii Abhazii i Južnoj Osetii, IA «Rosbalt ». Le 27 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009d). G.Zjuganov: Povedenie vysših dolžnostnyh lic Rossii v konflikte s Belorussiej sčitaem nedopustimym, Sajt *KPRF*. Le 15 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2010). G.Zjuganov o ratifikacii Dogovora s Ukrainoj: Sdelan pervyj šag v pravil'nom napravlenii, Sajt *KPRF*. Le 27 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2013). G.A. Zjuganov: Dlja našej partii i frakcii otnošenija s Ukrainoj i Belorussiej vseгда byli prioritom nomer odin. Vystuplenie na plenarnom zasedanii Gosdumy; Press-služba frakcii *KPRF* v Gosudarstvennoj Dume. Web page de *KPRF*, le 10 décembre. En ligne : <https://kprf.ru/dep/gosduma/statements/126098.html/print> (Consulté le 23 juin 2015).
- (2014a). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Russkaja služba novostej », Natalija Troickaja. *Russkaja služba novostej*. Le 19 février. En ligne : <http://www.rusnovosti.ru/programms/prog/39970/304527> (Consulté le 15 juillet 2015).
- (2014b). Gennadij Zjuganov v èfire radiostancii « Russkaja služba novostej », Domoj! V studii: Marija Andreeva, Igor' Izmajlov, 25 février. En ligne : <http://www.rusnovosti.ru/programms/prog/299449/305556> (Consulté le 15 juillet 2015).
- (2014c). G.A. Zjuganov: «Nezakonnaja vlast' na Ukraine ne polučala mandata trudjašijsja». Web page du *KPRF*, 5 mars. En ligne : <http://kprf.ru/party-live/cknews/129008.html> (Consulté le 15 juillet 2015).
- (2014d). G.A.Zjuganov na «Rossii-1»: Nelegitimnaja vlast' v Kieve, opponenty presledujutsja, kaznjatsja, rasstrelivajutsja... Poèтому rešenje Kryma o provedenii referendumu absoljutno legitimno. Web page de *KPRF*, 7 mars. En ligne : <http://kprf.ru/international/ussr/129099.html> (Consulté le 15 juillet 2015).
- (2014e). G.A.Zjuganov v programme "Voskresnyj večer s Solov'evym": Glavnyj geroj - èto narod Kryma. A teper' hotim uslyšat' ot Prezidenta o suti strategii na bližajšee vremja. Web page de *KPRF*, 17 mars. En ligne : <http://kprf.ru/international/ussr/129420.html> (Consulté le 15 juillet 2015).

— (2014f). «Vertikal' zašity narodnyh interesov». Interv'ju G.A. Zjuganova v gazete «Pravda». Web page de KPRF, 31 mars. En ligne : <<http://kprf.ru/party-live/cknews/129861.html>> (Consulté le 15 juillet 2015).

Ziouganov G., Gratch, L. et Komoedov, V. (2008). Vozzvanie iniciativnoj gruppy po sozdaniju Edinogo antinativnogo, Sajt KPRF. Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### KPU

Gratch, L. (2009). 2008 god na Ukraine prošel pod znakom ul'tra-rusofobii. Web page de KPRF. Le 13 janvier. En ligne : <<https://kprf.ru/international/62733.html>> (Consulté le 21 juillet 2015).

Simonenko, P., dans Tolokin, V. (2009). Na poljah «gazovoj vojny»: Novosibirskaja oblastnaja organizacija Kommunističeskoj Partii Rossijskoj Federacii. Web page de KPRFnsk, le 13 janvier. En ligne : <<http://www.kprfnsk.ru/inform/news/9496/>> (Consulté le 21 juillet 2015).

### LDPR

#### Jirinovski

Jirinovski, V. (1999a). Situacija na Severnom Kavkaze; formirovanie predvybornyh blokov; političeskaja situacija v strane. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Natella Boltjanskaja. *Ekho Moskvi*, 6 octobre. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/11195/>> (Consulté le 2 novembre 2014).

— (1999b). Situacija na Severnom Kavkaze; — predvybornaja kampanija. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Natella Boltjanskaja. *Ekho Moskvi*, 17 novembre. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/11066/>> (Consulté le 2 novembre 2014).

— (1999c). LDPR po voprosu predstojašego podpisaniya sojuznogo dogovora meždu Rossiej-Belorussiej; — postanovlenie Gosdumy RF v otnošenii ORT, razrešaju. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Natella Boltjanskaja. *Ekho Moskvi*, 24 novembre. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/11042/>> (Consulté le 2 novembre 2014).

— (2000a). Podgotovka k prezidentskim vyboram-2000; situacija na Severnom Kavkaze; raspredelenie postov v Gosdume RF. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Petr Žuravlev. *Ekho Moskvi*, 10 février. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/10686/>> (Consulté le 2 novembre 2014).

— (2000b). SNV i nacional'naja bezopasnost' Rossi. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Aleksej Venediktov. *Ekho Moskvi*, 13 avril. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/10413/>> (Consulté le 2 novembre 2014).

- (2000c). Perspektivy i neobhodimost' sozdanija parlamentskoj komissii po rassledovaniju pričin gibeli APL 'Kursk'. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Irina Merkulova. *Ekho Moskvi*, 22 août. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/11366/>> (Consulté le 2 novembre 2014).
- (2001a). Situacija v Bagdade posle bombardirovok; vozmožnost' vstuplenija Rossii v NATO. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Aleksej Venediktov, Aleksandr Andreev. *Ekho Moskvi*, 20 février. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/13722/>> (Consulté le 3 novembre 2014).
- (2001b). Kommentarij V. Žirinovskogo k zajavleniju I. Ivanova o « prave ljuboj strany SNG samoj rešat' - predostavljat' li ej svoju territoriju NATO », Sajt LDPR v Internet. Le 19 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001c). Načalo voennoj operacii v Afganistane. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Natella Boltjanskaja. *Ekho Moskvi*, 7 octobre. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/15821/>> (Consulté le 3 novembre 2014).
- (2001d). Kommentarij V. Žirinovskogo k sobytijam v Gruzii ot 12 oktjabrja 2001 goda, Sajt LDPR v Internet. Le 12 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001e). Beseda Vladimira Žirinovskogo s žurnalistami o reakcii rossijskih vlastej na dejstvija Gruzii, Sajt LDPR v Internet. Le 17 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002a). Načalo novogo političeskogo goda. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Natella Boltjanskaja. *Ekho Moskvi*, 1 janvier. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/17197/>> (Consulté le 3 novembre 2014).
- (2002b). Ostanetsja li Ukraina s Rossiej? Nezavisimaja Gazeta, 30 mars. En ligne : <[http://www.ng.ru/ideas/2002-03-30/1\\_ukraine.html?print=Y](http://www.ng.ru/ideas/2002-03-30/1_ukraine.html?print=Y)> (Consulté le 5 novembre 2014).
- (2002c). V. Žirinovskij: Rossija dolžna delat' tol'ko to, čto ej vygodno, Server agentstva «Rosbizneskonsalting v Internet » , Novosti. Le 26 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002d). V. Žirinovskij prizval prodavat' Gruzii neft' po mirovym cenam i užestočit' vizovyj režim, Server RIA « Novosti » v Internet. Le 6 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002e). Vladimir Žirinovskij nazval prezidenta Gruzii « gosudarstvennym prestupnikom », Server RIA « Novosti » v Internet. Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002f). Interv'ju Vladimira Žirinovskogo telekanalu NTV na temu « Položenie v Gruzii », Sajt LDPR v Internet. Le 18 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)



- (2002g). Po itogam poezdki v Irak, amerikano-irakskie vzaimootnošenija. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Aleksandr Klimov. *Ekho Moskvi*, 20 septembre. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/19700/>> (Consulté le 7 novembre 2014).
- (2002h). Nacional'nyj press-klub DEN' n'jusmejkerom S Vladimir Žirinovskij, zamestitel' predsedatelja GOSDUMY ROSSII TEMA: Rossijsko-amerikanske otnošenija, irakskij krizis, Bližnij Vostok i zahvata založnikov v moskovskom... Moderator: Piter Hikman, Nacional'nyj press-klub, Vašington, okrug Kolumbija. Federal News Service, 1 novembre. *LexisNexis* [Base de données]. Récupéré le 18 mars 2015.
- (2002i). Voennaja jadernaja programma v Severnoj Koree; proverka meždunarodnymi inspektorami jadernyh ob''ektov v Irake. Vladimir Žirinovskij lider LDPR Vedušij: Aleksej Venediktov. *Ekho Moskvi*, 15 novembre. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/20300/>> (Consulté le 7 novembre 2014).
- (2002j). Programma "Est' takaja partija". Vladimir Žirinovskij lider LDPR. *Ekho Moskvi*, 23 novembre. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/20394/>> (Consulté le 7 novembre 2014).
- (2003a). Interv'ju (po telefonu) Načalo voennoj operacii v Irake. Vladimir Žirinovskij lider LDPR. Vedušij: Aleksandr Andreev. *Ekho Moskvi*, 20 mars. En ligne: <<http://www.echo.msk.ru/programs/beseda/21645/>> (Consulté le 7 novembre 2014).
- (2003b). V.Žirinovskij za prinjatie Abhazii v sostav Rossii, LDPR. Le 2 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2003c). Vladimir Žirinovskij v ěfire radiostancii « Ėho Moskvvy ». Le 3 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004a). Vladimir Žirinovskij v ěfire radiostancii « Ėho Moskvvy », Sajt radiostancii « Ėho Moskvvy ». Le 2 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Vladimir Žirinovskij: V rezul'tate krizisa Gruzija poterjaet i Adžariju, i Abhaziju, i Južnuju Osetiju, Server IA « Regnum ». Le 23 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Press-konferencija s Vladimir Žirinovskij, Official Kremlin Int'l News Broadcast. Le 23 mars. *LexisNexis* [Base de données]. Récupéré le 18 mars 2015.
- (2004d). Otveti V.Žirinovskogo na voprosy žurnala Haralda Neubaulter «Nacional'naja Evropa» (Germanija), Sajt LDPR. Le 25 avrill. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004e). Press-konferencija V.Žirinovskogo, Server RIA, Novosti. Le 29 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004f). Vladimir Žirinovskij: LDPR poedet otdyhat' v Abhaziju, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». 5 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004g). Interv'ju V.V.Žirinovskogo po telefonu TK NTV, Sajt LDPR. Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2004h). Vystuplenie V.V.Žirinovskogo pered žiteljami Suhumi, Sajt LDPR. Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004i). « Abhazija » : situacija glazami Žirinovskogo, « Izvestija », Sajt LDPR. Le 16 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004j). Vystuplenie V. V. Žirinovskogo u posol'stva Gruzii, Sajt LDPR. Le 19 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004k). V. Žirinovskij načinaet bor'bu c tovarami proizvodstva Gruzii, Server IA « Regnum ». Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004l). Interv'ju V.V.Žirinovskogo ukrainskomu TV « 5-j kanal », Sajt LDPR. Le 13 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004m). V. Žirinovskij rešil lično ocenit' predvybornuju situaciju na Ukraine, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 18 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004n). V. Žirinovskij utverždaet, čto Jušenko mogut ustranit', Server IA « Regnum ». Le 19 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004o). V. Žirinovskij dal press-konferenciju, posvjašennuju grjadušim prezidentskim vyboram na Ukraine, Server IA « Regnum ». Le 28 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004p). V. Žirinovskij rad pobede Janukoviča; Istočnik, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 22 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004q). Zajavlenie V.Žirinovskogo v svjazi s situaciej na Ukraine, Sajt LDPR. Le 23 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004r). V.Žirinovskij vyskazalsja za razdelenie Ukrainy na dva gosudarstva, Internet-resurs « Rossiya. Regiony ». Le 25 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004s). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 26 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004t). V. Žirinovskij: Problemy Gruzii i Ukrainy budut rešat'sja v Moskve, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 2 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004u). Žirinovskij predložil Janukoviču ne priznavat' itogi vyborov, Server Nacional'noj informacionnoj služby « Strana.Ru ». Le 27 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005a). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 17 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2005b). Storonniki LDPR proveli miting okolo posol'stva Ukrainy, Server RIA « Novosti». Le 23 jnvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005c). V.Žirinovskij predlaġaet vvesti èkonomičeskie sankcii protiv Gruzii, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 9 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005d). Vladimir Žirinovskij i Sergej Ivanenko v èfire radiostancii « Svoboda », Sajt radiostancii « Svoboda ». Le 25 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006a). Miting LDPR v podderġku pozicii Gazproma, Sajt LDPR. Le 2 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006b). V.Žirinovskij: Ukraina v očerednoj raz obmanula Rossiju, IA « Rosbalt ». Le 4 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006c). V.Žirinovskij prokommentiroval vstreču Vladimira Putina s Viktorom Jušenko v Aстане, Sajt LDPR. Le 11 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006d). V.Žirinovskij kommentiruet otstavku prem'er-ministra Ukrainy Ehanurova, Sajt LDPR. Le 11 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006e). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 21 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006f). V.Žirinovskij o provedenie referendum v Juġnoj Osetii, Sajt LDPR. Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006g). Vladimir Žirinovskij potreboval vvesti v Gruziju rossijskie vojska, Sajt LDPR. Le 29 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006h). V.Žirinovskij: Rossija dolġna okkupirovat' Gruziju, Informacionnoe agentstvo « Rosbalt». Le 2 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006i). V.Žirinovskij predlaġaet "otutġuġit'" Gruziju, RIA « Novosti ». Le 2 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006j). Vladimir Žirinovskij, Aleksandr Babakov i Sergej Baburin v èfire radiostancii « Majak », Sajt radiostancii « Majak ». Le 4 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006k). V.Žirinovskij o predloġenii « Edinoj Rossii » prinjat' zakon o zaprešenii deneġnyh perevodov v Gruziju, Sajt LDPR. Le 9 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2006l). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Majak », Sajt radiostancii « Majak ». Le 27 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006m). V.Žirinovskij: Rossija ne priznaet itogi referendumu v Južnoj Osetii, RIA « Novosti ». Le 13 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007a). Vladimir Žirinovskij: « Gruzinskij fašizm segodnja nalico », Sajt LDPR. Le 11 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007b). Žirinovskij o situacii v Gruzii, IA « Regnum ». Le 7 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007c). V.Žirinovskij sčitaet Saakašvili « novym Pinočetom », RIA « Novosti ». Le 8 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007d). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 12 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007e). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 31 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). Vladimir Žirinovskij: Zadača Saakašvili - obostrenie otnošenij s Rossiej, Server IA « Regnum ». Le 25 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). V.Žirinovskij: Bud' ja prezidentom RF, rasčlenil by Ukrainu, IA « Rosbalt ». Le 2 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). V.Žirinovskij prigrozil Gruzii voennymi dejstvijami, IA « Rosbalt ». Le 16 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). V.Žirinovskij: Esli Rossija načnet dejstvovat', Ukrainu v NATO ne voz'mut, IA « Regnum ». Le 4 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). Voennye dejstvija v Južnoj Osetii. Razvorot, Vedušie: Matvej Ganapol'skij, Irina Vorob'eva. *Ekho Moskvi*, 8 août. En ligne: < <http://echo.msk.ru/programs/razvorot/532568-echo/> > (Consulté le 30 novembre 2014).
- (2008f). Zajavlenie V.Žirinovskogo v svjazi s napadeniem Gruzii na Južnuju Osetiju, Sajt LDPR. Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008g). Vladimir Žirinovskij v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2008h). Vystuplenie na ěkstreennom zasedanii frakcii LDPR v GD 12 avgusta 2008 goda; Ctenogramma ěkstreennogo zasedanija frakcii LDPR v GD 12 avgusta 2008 goda. Web page officiel du LDPR, 12 août. En ligne :  
<[http://ldpr.ru/leader/speech/Speaking\\_at\\_an\\_emergency\\_meeting\\_of\\_the\\_LDPR\\_faction\\_in\\_the\\_Duma\\_on\\_Aug\\_12\\_2008/](http://ldpr.ru/leader/speech/Speaking_at_an_emergency_meeting_of_the_LDPR_faction_in_the_Duma_on_Aug_12_2008/)> (Consulté le 30 novembre 2014).
- (2008i). V.Žirinovskij: Dik Čejni – glavnyj vrag ěeloveěstva, IA « Rosbalt ». Le 25 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008j). Vladimir Žirinovskij i Vladimir Semago v ěfire radiostancii « Ěho Moskvy », Sajt radiostancii « Ěho Moskvy ». Le 30 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008k). V.Žirinovskij: Ukraina opozdala v NATO, IA « Rosbalt ». Le 10 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008l). V. Žirinovskij segodnja prinjal uěastie v mitinge u posol'stva Ukrainy; Istoěnik: Pravda, № 132, 2-3 dekabnja 2008 goda. Le 1 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008m). V.Žirinovskij: Gazovuju vojnu razŹigaet Zapad, IA « Rosbalt ». Le 31 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009a). V.Žirinovskij: Gaz dlja Ukrainy dolŹen stoit' 500 evro, IA « Regnum ». Le 9 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009b). V.Žirinovskij: Evropa ne poluěit gaz v obhod Rossii, Sajt LDPR. Le 19 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009c). V.Žirinovskij: Ukrainy nikogda ne bylo v istorii Evropy, IA « Rosbalt ». Le 23 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009d). V.Žirinovskij: Sevastopol' budet placdarmom dlja napadenija na Rossiju, IA « Rosbalt ». Le 6 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009e). Vladimir Žirinovskij v ěfire radiostancii « Svoboda », Sajt radiostancii « Svoboda ». Le 21 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009f). V.Žirinovskij: Raznoglasija v rossijsko-ukrainskih otnoŹenijah sprovoěirovany Zapadom, Sajt LDPR. Le 1 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2013a). Iz vystuplenija Vladimira Žirinovskogo na press-konferencii v IA «Interfaks-Ukraina». Web page du LDPR, le 28 janvier. En ligne :  
<[http://ldpr.ru/leader/speech/From\\_the\\_speech\\_of\\_Vladimir\\_Zhirinovsky\\_at\\_a\\_press\\_conference\\_in\\_InterfaxUkraine/](http://ldpr.ru/leader/speech/From_the_speech_of_Vladimir_Zhirinovsky_at_a_press_conference_in_InterfaxUkraine/)> (Consulté le 17 janvier 2015).

- (2013b). O zjavenii Gosudarstvennoj Dumy «O situaciji na Ukraine». Vystuplenie na plenarnom zasedanii 10 dekabnja 2013 goda. Web page du *LDPR*, le 10 décembre. En ligne: <[http://ldpr.ru/ldpr\\_talks/deputys\\_word/on\\_the\\_statement\\_of\\_the\\_state\\_duma\\_on\\_the\\_situation\\_in\\_ukraine\\_speech\\_at\\_the\\_plenary\\_session\\_of\\_december\\_10\\_2013/](http://ldpr.ru/ldpr_talks/deputys_word/on_the_statement_of_the_state_duma_on_the_situation_in_ukraine_speech_at_the_plenary_session_of_december_10_2013/)> (Consulté le 17 janvier 2015).
- (2013c). O situaciji na Ukraine, istoričeskikh vozmožnostjah i ošibkah Rossii. Iz vystuplenija V.V.Žirinovskogo na Otkrytoj tribune. Web page du *LDPR*, le 19 décembre. En ligne: <[http://ldpr.ru/leader/speech/on\\_the\\_situation\\_in\\_ukraine\\_historical\\_possibilities\\_and\\_errors\\_of\\_russia\\_from\\_the\\_speech\\_of\\_vladimir\\_zhirinovsky/](http://ldpr.ru/leader/speech/on_the_situation_in_ukraine_historical_possibilities_and_errors_of_russia_from_the_speech_of_vladimir_zhirinovsky/)> (Consulté le 17 janvier 2015).
- (2014a). Vladimir Žirinovskij o finansovoj podderžke Ukrainy/Rossija 1, programma «Večer s Vladimirom Solov'evym», 28.01.2014. Web page du *LDPR*, le 28 janvier. En ligne : <[http://ldpr.ru/leader/The\\_leader\\_in\\_media/vladimir\\_zhirinovsky\\_the\\_financial\\_support\\_of\\_ukraine\\_russia\\_1\\_the\\_program\\_an\\_evening\\_with\\_vladimir\\_solovyov\\_28012014/](http://ldpr.ru/leader/The_leader_in_media/vladimir_zhirinovsky_the_financial_support_of_ukraine_russia_1_the_program_an_evening_with_vladimir_solovyov_28012014/)> (Consulté le 10 janvier 2015).
- (2014b). V.V. Žirinovskij o sobytijah na Ukraine i dejstvijah Rossii/ programma «Poedinok», telekanal «Rossija 1», 30.01.2014. Web page du *LDPR*, le 30 janvier. En ligne : <[http://ldpr.ru/leader/The\\_leader\\_in\\_media/vv\\_zhirinovsky\\_about\\_events\\_in\\_ukraine\\_and\\_russias\\_actions\\_program\\_duel\\_tv\\_channel\\_russia\\_1\\_30012014/](http://ldpr.ru/leader/The_leader_in_media/vv_zhirinovsky_about_events_in_ukraine_and_russias_actions_program_duel_tv_channel_russia_1_30012014/)> (Consulté le 19 janvier 2015).
- (2014c). Iz vystuplenija V.V. Žirinovskogo v Den' zašitnika Otečestva na mitinge LDPR na Puškinskoj plošadi Moskvy. Web page du *LDPR*, le 23 février. En ligne: <[http://ldpr.ru/leader/speech/from\\_the\\_speech\\_of\\_vv\\_zhirinovsky\\_fatherland\\_defenders\\_day\\_at\\_a\\_rally\\_on\\_pushkin\\_square\\_230214/](http://ldpr.ru/leader/speech/from_the_speech_of_vv_zhirinovsky_fatherland_defenders_day_at_a_rally_on_pushkin_square_230214/)> (Consulté le 16 janvier 2015).
- (2014d). V.V. Žirinovskij o sobytijah na Ukraine i v Krymu, Janukoviče i dejstvijah Rossii/ programma «Poedinok», telekanal «Rossija 1», 27.02.2014. Web page du *LDPR*, le 27 février. En ligne : <[http://ldpr.ru/leader/The\\_leader\\_in\\_media/zhirinovsky\\_about\\_events\\_in\\_ukraine\\_and\\_crimera\\_yanukovych\\_and\\_russian\\_activities\\_program\\_duel\\_tv\\_channel\\_russia\\_1\\_27022014/](http://ldpr.ru/leader/The_leader_in_media/zhirinovsky_about_events_in_ukraine_and_crimera_yanukovych_and_russian_activities_program_duel_tv_channel_russia_1_27022014/)> (Consulté le 10 janvier 2015).
- (2014e). Iz vystuplenija V.V. Žirinovskogo na Otkrytoj tribune «Situacija na Ukraine. Po puti mirnogo uregulirovanija». Web page du *LDPR*, le 6 mars. En ligne : <[http://ldpr.ru/leader/speech/from\\_the\\_speech\\_of\\_vv\\_zhirinovsky\\_in\\_the\\_bleachers\\_the\\_situation\\_in\\_ukraine\\_a\\_peaceful\\_settlement/](http://ldpr.ru/leader/speech/from_the_speech_of_vv_zhirinovsky_in_the_bleachers_the_situation_in_ukraine_a_peaceful_settlement/)> (Consulté le 10 janvier 2015).
- (2014f). V.V. Žirinovskij o situaciji na Ukraine i v Krymu, referendum v Respublike /Programma «Pozicija», radio «RSN», 11.03.2014. Web page du *LDPR*, le 11 mars. En ligne: <[http://ldpr.ru/leader/The\\_leader\\_in\\_media/zhirinovsky\\_on\\_the\\_situation\\_in\\_ukraine\\_and\\_crimera\\_the\\_referendum\\_in\\_the\\_republic\\_the\\_position\\_radio\\_pch\\_03112014/](http://ldpr.ru/leader/The_leader_in_media/zhirinovsky_on_the_situation_in_ukraine_and_crimera_the_referendum_in_the_republic_the_position_radio_pch_03112014/)> (Consulté le 10 janvier 2015).

- (2014g). Ob istoričeskoj prinalležnosti Kryma i predstojašem Referendume. Plenarnoe zasedanie. Web page du *LDPR*, le 11 mars. En ligne :  
<[http://ldpr.ru/ldpr\\_talks/deputys\\_word/historically\\_belonged\\_to\\_the\\_crimea\\_and\\_the\\_upcoming\\_referendum\\_plenary\\_session\\_march\\_11\\_2014/](http://ldpr.ru/ldpr_talks/deputys_word/historically_belonged_to_the_crimea_and_the_upcoming_referendum_plenary_session_march_11_2014/)> (Consulté le 10 janvier 2015).
- (2014h). V.V. Žirinovskij o vstuplenii Kryma i Sevastopolja v sostav Rossii; Severnom Kipre, Kosovo; Jugo-vostoke i Zapade Ukrainy; bol'shevikah i kommunistah/ programma «Voskresnyj večer s Vladimirom Solov'evym», telekanal «Rossija 1», 18.03.2014. Web page du *LDPR*, le 18 mars. En ligne :  
<[http://ldpr.ru/leader/The\\_leader\\_in\\_media/program\\_sunday\\_night\\_with\\_vladimir\\_solovyov\\_channel\\_russia\\_1\\_18032014/](http://ldpr.ru/leader/The_leader_in_media/program_sunday_night_with_vladimir_solovyov_channel_russia_1_18032014/)> (Consulté le 10 janvier 2015).

### *Mitrofanov*

- Mitrofanov, A. (2002). Aleksej Mitrofanov: Razdela Gruzii dopustit' nel'zja, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt » v Internete. Le 5 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2003). Aleksej Mitrofanov podgotovil proekt postanovlenija o prinjatii Abhazii i Južnoj Osetii v sostav RF, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 27 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004). Aleksej Mitrofanov: Gruzija zahvatit Južnuju Osetiju i Adžariju, esli my ne vvedem èkonomičeskie sankcii, Server IA « Regnum ». Le 4 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005). A.Mitrofanov prizval bombit' Tbilisi; Istočnik: Informacionnoe agentstvo « Rosbalt ». Le 22 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- Mitrofanov, A. et Tretiakov, V. (2006). Aleksej Mitrofanov i Vitalij Tret'jakov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 30 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Ostrovski*

- Ostrovski, A. (2004), dans Iliukhin (2004)
- Ostrovski, A. (2008), dans Babakov (2008d)

*Sloutski*

- Sloutski, L. (2002a). Leonid Sluckij i lord Džadd v ěfire radiostancii « Ěho Moskvvy », Sajt radiostancii « Ěho Moskvvy » v Internetu. Le 5 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002b). Leonid Sluckij v ěfire radiostancii « Ěho Moskvvy », Sajt radiostancii « Ěho Moskvvy » v Internetu. Le 3 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006). Leonid Sluckij v ěfire radiostancii « Ěho Moskvvy », Sajt radiostancii « Ěho Moskvvy ». Le 28 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008). Sud'ba Južnoj Osetii, Sud'ba Južnoj Osetii, Vedušie: Lev Gul'ko, Ol'ga Žuravleva. *Ekho Moskvi*, 25 août. En ligne: < <http://echo.msk.ru/programs/razvorot/536228-echo/> > (Consulté le 30 novembre 2014).
- (2014a). Vystuplenie na plenarnom zasedanii 26 fevralja 2013 goda o sobytijah na Ukraine. Web page du LDPR, le 26 février. En ligne : <[http://ldpr.ru/ldpr\\_talks/deputys\\_word/speech\\_at\\_the\\_plenary\\_session\\_of\\_26\\_february\\_2013\\_on\\_the\\_events\\_in\\_ukraine/](http://ldpr.ru/ldpr_talks/deputys_word/speech_at_the_plenary_session_of_26_february_2013_on_the_events_in_ukraine/)> (Consulté le 12 janvier 2015).<sup>201</sup>
- (2014b). « Zapad ne ponimaet, čto za ljudi prišli k vlasti ». O tom, kak Rossija namerena vystraivat' otnošenija s novymi ukrainскими vlastjami i podderživajušim ih Zapadom, predsedatel' komiteta gosdumy po delam SNG, evrazijskoj integracii i svjazjam s sootečestvennikami Leonid Sluckij rasskazal korrespondentu """" Marii Efimovoj. Web page officiel de L. Sloutski, le 3 mars. En ligne : <<http://lslutsky.ru/rus/interview/39>> (Consulté le 12 janvier 2015).
- (2014c). Vo čto Rossii obojdetsja Krym?, Bol'šoj Dozor, Ol'ga Byčkova. Web page de «Ěho Moskvvy», le 12 mars. En ligne : <<http://www.echo.msk.ru/programs/dozor/1277002-echo/>> (Consulté le 12 janvier 2015).

*PtR**Kokochin*

Kokochin, A. (2002), dans Khakamada (2002b).

<sup>201</sup> Note: le titre de d'annonce sur le web page du LDPR porte une erreur. Au lieu de 26 février 2014 (la vraie date de publication d'annonce) on lit le 26 février 2013.



### *Kosachev*

Kosachev, K. (2002). V Gosdume sčitajut, čto u Rossii est' vse osnovanija ostavljat' za soboj pravo presledovat' čečenskih boevikov na territorii Gruzii, Server RIA « Novosti » v Internet. Le 12 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Loujkov*

Loujkov, I. (2001). Ju.Lužkov: Nynešnju situaciju v Gruzii možno rascenit' kak « kritičeskuju i daže katastrofičeskuju », Server RIA "Novosti" v Internet. Le 6 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Volodin*

Volodin, V. (2001a). Vjačeslav Volodin: « Gruzija ne kontroliruet situaciju na svoej territorii », Server Nacional'noj informacionnoj služby « Strana.Ru » v Internet. Le 16 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

— (2001b). Vjačeslav Volodin v programme « V centre vnimanija », radiostancija « Majak », Sajt radiokompanii « Majak » v Internet. Le 17 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

— (2002a). Vjačeslav Volodin sčitaet ul'timatum Putina v adres Gruzii vpolne opravdannym i obosnovannym, Sajt dumskoj frakcii « Otečestvo - Vsja Rossija » v Internet. Le 12 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Rodina*

### *Babakov*

Babakov, A. (2006a). Aleksandr Babakov: « Pozicii rossijskoj i gruzinskoj storon praktičeski po vsemu kompleksu obsuždavšijsja voprosov principial'no rashodjatsja », Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 14 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

— (2006b). A.Babakov. « Drugaja Ukraina. Rossii neobhodimo peresmotret' svoj vzgljad na vnutripolitičeskie processy v Kieve », Kommersant'', № 129 (№ 3460) ot 18.07.2006. Le 18 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2006c). A.Babakov: Rešenje gruzinskogo parlamenta ne imeet legitimnoj sily i ne možet služit' osnovaniem dlja vyvoda rossijskih mirotvorcev, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 19 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006d). Aleksandr Babakov: Pravitel'stvo Rossii dolžno rassmotret' vopros o vvedenii polnoj èkonomičeskoj i torgovoj blokady Gruzii, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 28 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Delyagin*

- Delyagin, M. et Mitrokhin, S. (2004). Mihail Deljagin i Sergej Mitrohin v èfire radiostancii « Svoboda », Sajt radiostancii « Svoboda ». *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Glazev*

- Glazev, S. (2005). Otkrytoe pis'mo S.Glaz'eva prezidentam Rossii i Ukrainy, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 28 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Rogozine*

- Rogozine, D. (2004a). Interv'ju D.Rogozina gazete « Trud ». Trud, №129. Le13 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 17 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Dmitrij Rogozin ob ukрупnenii regionov, partijnom stroitel'stve i situacii na Ukraine, Rossijskaja gazeta (Černozem'e), № 3655 ot 16 dekabrja 2004 g. Le 16 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). D.Rogozin: Viktor Jušenko dolžen obretat' doverie na vostoce i juge Ukrainy, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 27 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004d). Internet-konferencija c Dmitriem Rogozinym, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 28 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005a). Dmitrij Rogozin ob interv'ju Dmitrija Medvedeva, Nezavisimaja gazeta, Setevoj vypusk. № 72 (3468), 11 aprelja 2005 g. Le 11 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2005b). Press-konferencija D.Rogozina v « Argumentah i faktah », Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 27 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006a). D.Rogozin: Ot rešenija « gazovogo » voprosa vyigrali vse, Sajt dumskoj frakcii i partii « Rodina ». Le 10 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006b). Interv'ju D.Rogozina gazete « Trud ». Trud, №008. Le 20 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006c). PATRIOTIZM — NE ŠOVINIZM!, Interv'ju predsedatelja partii « Rodina » D.Rogozina gazete « Zavtra », Istočnik: Zavtra, № 5 (637) ot 1 fevralja 2006 g. Le 1 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- Rogozine, D. et Ivanenko, S. (2004). Dmitrij Rogozin i Sergej Ivanenko v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 22 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- Rogozine, D. et Iavlinski, G. (2004). Dmitrij Rogozin i Grigorij Javlinskij v èfire radiostancii « Majak », Sajt radiostancii « Majak ». Le 24 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- Rogozine, D. et Kapčuk, S. (2004). Dmitrij Rogozin i Sergej Kapčuk v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 28 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Russie Juste*

#### *Babakov*

- Babakov, A. (2007). Aleksandr Babakov ne isključaet, čto Saakašvili popytaetsja rešit' problemu Južnoj Osetii i Abhazii silovym putem, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 8 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). A.Babakov: My ne možem zakryvat' glaza na tot fakt, čto podavljajušee čislo žitelej Abhazii i Južnoj Osetii davno progolosovali na referendumah za prisoedinenie k Rossii, « Spravedlivoj Rossii », Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 14 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). Aleksandr Babakov: Neobhodimo stavit' vopros ob integracii èkonomik Rossii i Ukrainy, IA « Regnum ». 4 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). Aleksandr Babakov: fakty genocida nalico, RIA « Novosti ». Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2008d). Babakov: Dlja razrešenija "gazovoj situacii" nužno želanie i Ukrainy, RIA « Novosti ». Le 31 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Bashkirev*

Bashkirev, A. (2008). Anatolij Baškirev: « Spravedlivaja Rossija » predlagaet zapretit' Gruzii imet' armiju, IA « Rosbalt ». Le 15 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Goudkov*

Goudkov, G. (2007). Gennadij Gudkov: gruzinskie vlasti sledujut principu glavnogo piarsika Tret'ego rejha, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 8 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Levichev*

Levichev, N. (2008). Brifing N.Levičeva, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 13 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2013). Nikolaj Levičev prokomentiroval vizit amerikanskih senatorov v Ukrainu. Web page officielle de *Russie juste*. Le 16 décembre. En ligne : [http://special.spravedlivo.ru/5\\_54326.html](http://special.spravedlivo.ru/5_54326.html) (Consulté le 19 janvier 2015).

—— (2014a). Nikolaj Levičev prokomentiroval situaciju na Ukraine. Web page officielle de *Russie juste*. Le 19 février. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_57683.html](http://www.spravedlivo.ru/5_57683.html) (Consulté le 12 janvier 2015).

—— (2014b). Nikolaj Levičev prokomentiroval zavajlenie Viktora Janukoviča o dosročnyh parlamentskih vyborah na Ukraine. Web page officielle de *Russie juste*. Le 22 février. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_57791.html](http://www.spravedlivo.ru/5_57791.html) (Consulté le 12 janvier 2015).

### *Mironov*

Mironov, S. (2007a). Sergej Mironov: Priznanie nezavisimosti Kosovo črevato negativnymi posledstvijami, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 19 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2007b). Sergej Mironov: Priznanie nezavisimosti Kosova črevato nestabil'nost'ju vo vsem mire, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 20 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). Sergej Mironov: Posle provozglašenija nezavisimosti Kosovo Rossija vprave peresmotret' otnošenija s Abhaziej i Južnoj Osetiej, Sajt « Spravedlivoj Rossii » (PartArchive). Le 18 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). S.Mironov o razmešenii PRO SŠA v Evrope, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 9 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). Sergej Mironov: Prezident Gruzii Mihail Saakašvili razvjazal vojnu protiv svoego naroda, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). Sergej Mironov: Priznanie nezavisimosti Abhazii i Južnoj Osetii imeet strategičeskoe značenie, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 26 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). Sergej Mironov: Ne Rossija lišaet Gruziju Abhazii i Južnoj Osetii, a sama Gruzija vytalkivaet ih iz granic svoego gosudarstva, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 26 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008f). Sergej Mironov: Dmitrij Medvedev prinjal edinstvenno vozmožnoe i absoljutno legitimnoe rešenje, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 27 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008g). Sergej Mironov: Priznanie nezavisimosti Abhazii i Južnoj Osetii – èto vysokogumannoe rešenje, Sajt « Spravedlivoj Rossii ». Le 28 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009a). Arbitrom v gazovyh sporah s Ukrainoj mogut vystupat' tol'ko zapadnoevropejskie sudy, IA « Regnum ». Le 6 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009b). Mironov: Ukrainskie politiki soveršajut avantjurnye dejstvija. *Polit Westsib.ru*, 16 janvier. En ligne : <<http://polit.westsib.ru/text/read/3941>> (page consultée le 22 janvier 2015).
- (2013). Sergej Mironov: « Sobytiya na Ukraine ne mogut ne volnovat' nas ». Web page officiel de *Russie juste*, 10 décembre. En ligne : <[http://www.spravedlivo.ru/5\\_53754.html](http://www.spravedlivo.ru/5_53754.html)> (page consultée le 12 janvier 2015).
- (2014a). Sergej Mironov: iz ukrainskih sobytij nado delat' vyvody dlja rossijskoj političeskoj žizni. Web page officiel de *Russie juste*, 27 janvier. En ligne : <[http://www.spravedlivo.ru/5\\_56861.html](http://www.spravedlivo.ru/5_56861.html)> (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014b). Sergej Mironov: « Proishodjašee na Ukraine – èto samyj nastojašij fašizm ». Web page officiel de *Russie juste*, 20 février. En ligne : <[http://www.spravedlivo.ru/5\\_57686.html](http://www.spravedlivo.ru/5_57686.html)> (page consultée le 15 janvier 2015).

- (2014c). Sergej Mironov: neobhodimo zaštitit' interesy Rossii i naših sootečestvennikov na Ukraine. Web page officiel de *Russie juste*, 25 février. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_57841.html](http://www.spravedlivo.ru/5_57841.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014d). Sergej Mironov na Kongresse PES: v Evrope ne ponimajut, čto k vlasti na Ukraine prišli nacisty. Web page officiel de *Russie juste*, 3 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_57973.html](http://www.spravedlivo.ru/5_57973.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014e). Memorandum v svjazi s političeskim krizisom na Ukraine i neobhodimost'ju poiska putej ego skorejšego preodolenija. Web page officiel de *Russie juste*, 6 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58159.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58159.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014f). Sergej Mironov provel brifing dlja parlamentskih žurnalistov. Web page officiel de *Russie juste*, 11 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58214.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58214.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014g). Sergej Mironov: « Rossija – ne ta strana, na kotoruju možno davit' i kotoruju možno zapugivat' ». Politik Sergej Mironov v gostjah u Alekseja Lušnikova v programme « Osobyj vzgljad », Polit.Pro. Web page officiel de *Russie juste*, 13 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_59340.html](http://www.spravedlivo.ru/5_59340.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014h). Sergej Mironov vystupil v programme « Osobyj vzgljad » na telekanale « VOT! », Po materialam istočnikov: Polit.Pro. Web page officiel de *Russie juste*, 14 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58302.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58302.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014i). Sergej Mironov provel brifing dlja parlamentskih žurnalistov. Web page officiel de *Russie juste*, 17 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58412.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58412.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014j). Sergej Mironov: « Krym – èto Rossija », Po materialam istočnikov: Izvestija. Web page officiel de *Russie juste*, 17 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58411.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58411.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014k). Sergej Mironov: « My ne boimsja nikakih sankcij, potomu čto naše delo pravoe ». Web page officiel de *Russie juste*, 18 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58424.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58424.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014l). Sergej Mironov vstretilsja s inostrannymi žurnalistami. Web page officiel de *Russie juste*, 19 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58478.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58478.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014m). Gosduma progolosovala za zakon o prinjatii Respubliki Krym v Rossijskuju Federaciju. Web page officiel de *Russie juste*, 20 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58512.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58512.html) (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014n). Sergej Mironov: « Dva bratskih slavjanskih naroda – Rossii i Ukrainy – nikto nikogda ne raz''edinit », Po materialam istočnikov: Dožd'. Web page officiel de *Russie juste*, 4 avril. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_59106.html](http://www.spravedlivo.ru/5_59106.html) (page consultée le 15 janvier 2015).

- (2014o). Sergej Mironov o sobytijah na Ukraine: Russkie svoih ne brosjut!, Istočnik: « Novaja politika » (Moskva). Web page de *S. Mironov*, le 17 avril. En ligne : <http://mironov.ru/main/publications/10774> (page consultée le 15 janvier 2015).
- (2014p). Pis'mo Sergeja Mironova rukovodstvu Socinterna v svjazi s situaciej na Ukraine. Web page officiel de *Russie juste*, 4 mars. En ligne : [http://www.spravedlivo.ru/5\\_58071.html](http://www.spravedlivo.ru/5_58071.html) (page consultée le 15 janvier 2015).

### *Nilov*

- Nilov, O. (2008). Oleg Nilov: « V pervuju očered' nado podumat' o prostyh ljudjah i vyvodit' iz zony voennyh dejstvij graždanskoe naselenie », Sankt-Peterburgskogo RO « Spravedlivoj Rossii ». Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 21 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *UFD*

### *Khakamada*

- Khakamada, I. (2002a). I.Hakamada kritikuet prezidenta Gruzii; Istočnik, Server informacionno-političeskogo kanala « Polit.ru » v Internete. Monitor. 01.03.02. 13.00. Le 1 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002b). Irina Hakamada na radiostancii « Radio Rossii », Sajt dumskoj frakcii « Sojuz pravyh sil » v Internete. Le 3 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002c). Kak možno v samyh obših čertah obrisovat' sovremennoe položenie Rossii?, Press-konferencija Iriny Hakamada v izdatel'stve « AiF ». Le 5 juin. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002d). Irina Hakamada predložila prezidentam Rossii i Gruzii obsudit' problemy dvustoronnih otnošenij, Sajt dumskoj frakcii Sojuz pravyh sil' v Internete. Le 27 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002e). Irina Hakamada sčitaet, čto Armenija možet stat' èffektivnym sojuznikom Rossii v nalaživanii otnošenij s Gruziej, Sajt dumskoj frakcii « Sojuz pravyh sil » v Internete. Le 17 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004). Otkrytoe pis'mo prezidentu V.Putinu v svjazi s situaciej na Ukraine, Sajt I.Hakamady. Le 30 nvembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru). En ligne : [http://www.indem.ru/scripts/partar2.dll?ViewDocument?cvs=&id=-1157336771&login=guest\\_edqw&psw=loii\\_21uii](http://www.indem.ru/scripts/partar2.dll?ViewDocument?cvs=&id=-1157336771&login=guest_edqw&psw=loii_21uii) (Consulté le 22 décembre 2014).

### *Kovalev*

Kovalev, S. et Iushenkov, S. (2002). Sergej Kovalev i Sergej Jušenkov vnesli al'ternativnyj proekt zajavlenija « O situacii v rossijsko-gruzinskih otnošenijah », Sajt dviženija « Liberal'naja Rossija » v Internetu. Le 15 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Nemtsov*

Nemtsov, B. (2002a). Interv'ju Borisa Nemcova eženedel'niku « Kommersant-Vlast' », Sajt dumskoj frakcii « Sojuz pravych sil » v Internetu. Le 4 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2002b). Boris Nemcov prizyvaet gruzinskoe rukovodstvo k dialogu s Moskvoy, čtoby vyrabotat' sovmestnyj plan po bor'be s meždunarodnymi terroristami, Server informacionno-političeskogo kanala « Polit.ru » v Internetu. Monitor. 12.09.02. 10.00. Le 11 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2002c). B.Nemcov: « My svoimi rukami ukrepim vlast' Ševardnadze », Sajt partii « Sojuz pravych sil » v Internetu. Le 13 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2002d). Èksperiment po perevodu pskovskoj divizii VDV na kontraktnuju službu; voennaja reforma v Rossii, Vedušij: Aleksandr Klimov. Web page de «*Èho Moskvy*», le 27 septembre. En ligne : <<http://echo.msk.ru/programs/beseda/19773/>> (Consulté le 13 janvier 2015).

### *Tchoubaïs*

Tchoubaïs, A. (2002). Argumenty i fakty. Internet-versija, № 34 (1139), 21/08/2002. Le 16 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

—— (2003). Missija Rossii v HHI veke; Anatolij Čubajs. *Nezavisimaja Gazeta*, 1 octobre. En ligne : <[http://www.ng.ru/ideas/2003-10-01/1\\_mission.html?print=Y](http://www.ng.ru/ideas/2003-10-01/1_mission.html?print=Y)> (Consulté le 16 janvier 2015).



*Unité/Russie-Unie*

*Gryzlov*

- Gryzlov, B. (2004a). Boris Gryzlov: Rossiya vseгда budet rjedom s Ukrainoj, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt ». Le 19 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). B.Gryzlov: Otmečennye v hode vyborov prezidenta Ukrainy narušenija ne povlijajut na ih rezul'tat, Server RIA « Novosti ». Le 21 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Press-konferencija B.Gryzlova, Sajt informacionnogo agentstva « Interfaks ». Le 22 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004d). Boris Gryzlov: Gosduma osuždaet dejstvija časti radikal'no nastroennyh oppozicionnyh sil Ukrainy, Server RIA Novosti. Le 24 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004e). B.Gryzlov: CIK Ukrainy ob''javil Viktora Janukoviča pobeditelem prezidentskih vyborov v sootvetstvii s normami zakona; Server RIA « Novosti ». Le 27 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004f). Boris Gryzlov: Ves' poslevybornyj process na Ukraine idet vne pravovyh ramok, Server RIA « Novosti ». Le 8 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004g). Boris Gryzlov: Na prezidentskih vyborah na Ukraine Rossiya oficial'no ne podderživala ni odnogo iz kandidatov, Server RIA « Novosti » Le 15 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 19 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

*Ivanov Igor*

- Ivanov, I. (1999). Interv'ju I.Ivanova, Obšaja gazeta, № 50 ot 16.12.99. Le 10 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2000). I.Ivanov kommentiruet zajavlenie V.Putina po NATO, Sajt informacionnogo kanala « Polit.ru » v Internet. Le 6 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001). Interv'ju I.Ivanova gazete « Moskovskie novosti », Moskovskie novosti, № 30 (1097), 24-30 ijulja 2001 g. Le 20 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2002a). Press-konferencija I.Ivanova po okončanii rossijsko-amerikanskih peregovorov, Server RIA « Novosti » v Internetu. Le 20 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002b). Interv'ju I.Ivanova gazete « Vremja MN », Vremja MN, № 1019, 24 sentjabrja 2002 g. Le 23 septembr. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002c). Press-konferencija I.Ivanova, Sajt « Regiony Rossii » v Internetu. Le 18 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Lavrov*

- Lavrov, S. (2004). S.Lavrov o situacii na Ukraine, Server RIA « Novosti ». Le 30 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007). S.Lavrov nazval pričiny, pobudivšie Rossiju vernut' posla v Tbilisi, RIA « Novosti ». Le 28 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). Press-konferencija S.Lavrova, RIA « Novosti ». Le 23 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). V.Putin oboznačil Saakašvili uslovija normalizacii otnošenij RF i Gruzii, RIA « Novosti ». Le 22 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). Sergej Lavrov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy ». Le 8 avril. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). S.Lavrov: zavjavenija Tbilisi stavjat pod somnenie sostojatel'nost' Gruzii, RIA « Novosti ». Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). Sergej Lavrov v èfire radiostancii « Èho Moskvy », Sajt radiostancii « Èho Moskvy » (PartArchive). Le 14 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2013a). Otveti Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova na voprosy SMI po itogam učastija v zasedanii SMID OBSE, Kiev 5 dekabrja. *Meždunarodnaja žizn'*, le 6 décembre. En ligne : <<https://interaffairs.ru/news/show/10283>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2013b). Interv'ju Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova telekanalu «Rossija 24», 14 dekabrja 2013 goda, 2527-14-12-2013. *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii*, le 14 décembre. En ligne: <[http://www.mid.ru/web/guest/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/84098](http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/84098)> (Consulté le 23 janvier 2015).

- (2013c). Vystuplenie S.V.Lavrova po itogam besedy s ministrami inostrannyh del gosudarstv-členov ES i Vysokim predstavitelem ES po inostrannym delam i politike bezopasnosti/zamestitelem Predsedatelja Evropejskoj komissii K.Ėšton, Brjussel', 16 dekabnja 2013 goda. *Meždunarodnaja žizn'*, le 17 décembre. En ligne : <<https://interaffairs.ru/news/show/10337>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2013d). Interv'ju S.V.Lavrova telekanalu « Russia today », Moskva, 24 dekabnja 2013 goda. *Meždunarodnaja žizn'*, le 25 décembre. En ligne : <<https://interaffairs.ru/news/printable/10370>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2014a). Vystuplenie i otvety na voprosy SMI Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova v hode sovmestnoj press-konferencii po itogam peregovorov s Ministrom inostrannyh del i sotrudničestva Ispanii H.M.Garsia-Margal'o, Madrid. *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii*, 5 mars. En ligne: <<http://www.mid.ru/BDOMP/Ns-reuro.nsf/arh/44257B100055EC1544257C9200480922?OpenDocument>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2014b). Stenogramma zasedanija 20 marta 2014 g. Rossijska gazeta, 20 mars. En ligne : <<http://www.rg.ru/interviews/1618.html>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2014c). Interv'ju Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova programme «Voskresnoe vremja», Moskva, 30 marta 2014 goda. *Meždunarodnaja žizn'*, le 30 mars. En ligne : <<https://interaffairs.ru/news/show/10880>> (Consulté le 23 janvier 2015).
- (2014d). Stat'ja Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova «Vyhod iz ukrainskogo krizisa», opublikovannaja v gazete «The Guardian» 7 aprelja 2014 goda. *Meždunarodnaja žizn'*, le 9 avril. En ligne : <<https://interaffairs.ru/news/show/10943>> (Consulté le 23 janvier 2015).

### *Loujkov*

- Loujkov, I. (2004a). Ju.Lužkov sčitaet krizis na Ukraine bolee opasnym, čem sobytija v Rossii 1993g., Server agentstva Rosbizneskonsalting. Le 23 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Ju.Lužkov prizval V.Jušenko čestno priznat' proigryš, Server RIA «Novosti ». Le 24 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Ju.Lužkov vystupil na Vseukrainskom s''ezde narodnyh deputatov i deputatov mestnyh sovetov vseh urovnej, Server RIA «Novosti». Le 29 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007). Ju.Lužkov predlagaet Rossii priznat' Abhaziju suverennym gosudarstvom, RIA «Novosti ». Le 8 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008). Ju.Lužkov: Istorija Moskvy — predupreždenie Saakašvili, IA «Rosbalt ». Le 7 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 18 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

### *Medvedev*

- Medvedev, D. (2008a). Zajavlenija D.Medvedeva dlja pressy i otvety na voprosy žurnalistov po itogam peregovorov s N.Sarkozi, Oficial'nyj sajt prezidenta RF. Le 12 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). D.Medvedev: Rossiya éffektivno zašitila svoih graždan ot napadenija izvne; RIA «Novosti». *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). Obrašenie D.Medvedeva v svjazi s podpisaniem ukazov o priznanii nezavisimosti Južnoj Osetii i nezavisimosti Abhazii, Sajt gazety «Izvestija». Le 26 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). Dmitrij Medvedev. Pravo na samoopredelenie: Počemu ja byl vynužden priznat' otkolovšiesja regiony Gruzii, Vedomosti, №162 (2184), 29.08.2008. Le 28 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). Interv'ju D.Medvedeva ital'janskomu telekanalu RAI, Oficial'nyj sajt prezidenta RF. Le 2 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008f). D.Medvedev: Saakašvili — nepredskazuemyj narkoman, IA «Rosbalt». Le 14 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 20 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2013). Stenogramma interv'ju Dmitrija Medvedeva pjati telekanalam. *Rossijskaja Gazeta*, 6 décembre. En ligne: <<http://www.rg.ru/printable/2013/12/06/stenogramma-site.html>> (Consulté le 23 décembre 2014).
- (2014). Predsedatel' Pravitel'stva Dmitrij Medvedev o vossoedinenii Kryma i Sevastopolja s Rossiej. Le 21 mars. En ligne : <<http://government.ru/news/11242/>> (Consulté le 23 décembre 2014).

### *Poutine*

- Poutine, V. (2000a). Interv'ju V.Putina gazete Figaro, Sajt « Lenta.ru » v Internet. 26.10.00. Le 24 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2000b). Iz interv'ju Vladimira Putina kanadskim žurnalistam i rossijskoj telekompanii RTR, Trud, №234, 16.12.2000. Le 14 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001a). Beseda s rukovoditeljami predstavitel'stv veduših amerikanskih SMI. *Administracija Prezidenta Rossii*, le 18 juin. En ligne: <<http://news.kremlin.ru/transcripts/21269>> (Consulté le 13 décembre 2014).

- (2001b). Vladimir Putin ne sčítaet NATO vraždebnoj dlja Rossii organizaciej, no ne vidit smysla v rasširenii al'jansa, Server informacionno-političeskogo kanala «Polit.ru » v Internete. Monitor. 03.09.01. 10.00. 1 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2001c). Interv'ju V.Putina britanskoj gazete « Fajnèšl tajms », Server informacionno-političeskogo kanala « Polit.ru » v Internete. Monitor. 17.12.01. 10.00. Le 15 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002a). Zajavlenie dlja pressy posle vstreči s Prezidentom Gruzii Èduardom Ševardnadze, Alma-Ata. *Administracija Prezidenta Rossii*, 1 mars. En ligne : <<http://kremlin.ru/transcripts/21518>> (Consulté le 19 décembre 2014).
- (2002b). Stenografičeskij otčet o press-konferencii dlja rossijskih i inostrannyh žurnalistov, Moskva, Kreml'. *Administracija Prezidenta Rossii*, 24 juin. En ligne : <<http://news.kremlin.ru/transcripts/21651>> (Consulté le 19 décembre 2014).
- (2002c). Vladimir Putin: Esli Gruzija ne položit konec vylazkam banditov s ee territorii, Rossija vospol'zuetsja pravom na samooboronu, Server informacionnogo agentstva « Rosbalt» v Internete. Le 11 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 11 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2002d). Interv'ju sredstvam massovoj informacii Krasnodarskogo kraja. Soči, sanatorij «Dagomys». *Administracija Prezidenta Rossii*, le 17 septembre. En ligne: <<http://kremlin.ru/transcripts/21722>> (Consulté le 13 décembre 2014).
- (2002e). Zajavlenie dlja pressy po okončanii vstreči s Prezidentom Gruzii Èduardom Ševardnadze. *Administracija Prezidenta Rossii*, le 6 octobre. En ligne: <<http://kremlin.ru/transcripts/21742>> (Consulté le 13 décembre 2014).
- (2002f). Vstupitel'noe slovo na sovešanii s členami Pravitel'stva. *Administracija Prezidenta Rossii*, le 9 décembre. En ligne: <<http://news.kremlin.ru/transcripts/24685>> (Consulté le 13 décembre 2014).
- (2004a). Press-konferencija po itogam vstreči s Prezidentom Ukrainy Leonidom Kučmoj. *Administracija Prezidenta Rossii*, le 18 août. En ligne: <<http://news.kremlin.ru/transcripts/22571>> (Consulté le 13 décembre 2014).
- (2004b). Vladimir Putin poprosil Sergeja Mironova i Borisa Gryzlova načat' konsul'tacii s ukraïnskimi deputatami po voprosu o vvedenii dvojnogo graždanstva. Le 20 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). Vladimir Putin vyskazal poziciju Rossii v otnošenii prezidentskih vyborov na Ukraine, Server RIA « Novosti ». Le 23 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004d). Vladimir Putin prizyvaet ne tolkat' Ukraïnu k massovym besporjadkam, Server RIA « Novosti ». Le 25 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2004e). Vladimir Putin: Rossija gotova učastvovat' v uregulirovanii situacii na Ukraine, Server agentstva « Rosbizneskonsalting ». Le 2 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004f). Press-konferencija Vladimira Putina 23 dekabnja 2004 g. Stenogramma, Oficial'nyj sajt prezidenta RF. Le 23 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005a). V.Putin pozdravil Jušenko s pobedoj na vyborah, Server RIA « Novosti ». Le 20 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005b). Interv'ju V.Putina francuzskoj telekompanii «Frans-3», Sajt prezidenta RF. Le 7 mai. (*PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2005c). V.Putin: RF predlagaet Ukraine kredit dlja pokrytija rashodov na gaz, RIA « Novosti ». Le 29 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006a). V.Putin: Gaz dlja Ukrainy možet podeševet', Informacionnoe agentstvo « Rosbalt ». Le 11 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006b). Stenogramma press-konferencii V.Putina dlja rossijskih i inostrannyh žurnalistov, Prodolženie-2, Sajt prezidenta RF. Le 31 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006c). Interv'ju V.Putina telekanalu CDF (Germanija), Sajt prezidenta RF. Le 13 juillet. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006d). Stenografičeskij otčet o vstreče V.Putina s učastnikami 3-go zasedanija Meždunarodnogo diskussionnogo kluba «Valdaj », Informacionno-političeskij kanal «Polit.ru ». Le 9 septembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006e). V.Putin: V Gruzii našla pravopreemstvo politika Lavrentija Pavloviča Berii, Server IA « Regnum ». Le 1 octobre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2006f). Interv'ju germanskoj gazete «Zjuddojče cajtung». *Administracija Prezidenta Rossii*, 10 octobre. En ligne: <<http://kremlin.ru/transcripts/23834>> (Consulté le 23 décembre 2015).
- (2006g). Stenogramma prjamogo tele— i radioëfira («Prjamaja linija s Prezidentom Rossii»). *Administracija Prezidenta Rossii*, 25 octobre. En ligne: <<http://kremlin.ru/transcripts/23864>> (Consulté le 23 décembre 2015).
- (2006h). V.Putin: otnošenija Rossii i Gruzii uhudšaet gruzinskoe rukovodstvo, RIA « Novosti ». Le 7 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2007a). V.Putin: « antirossijskaja karta » nužna SŠA dlja rešenija vnutrennih problem, RIA « Novosti ». Le 13 février. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)

- (2007b). Interv'ju V.Putina žurnalu «Tajm». Prodolženie, Sajt prezidenta RF. Le 12 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008a). V. Putin: Zapad v otstaivanii nezavisimosti Kosovo pohož na byvšij SSSR, RIA «Novosti». Le 8 mars. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 14 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008b). Interv'ju V.Putina francuzskoj gazete Monde. Polnyj tekst, RIA « Novosti ». Le 31 mai. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 15 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008c). Vladimir Putin: Dejstvija gruzinskih vlastej budut vyzyvat' otvetnye dejstvija, Sajt «Edinoj Rossii». Le 8 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008d). Vladimir Putin: Rossija dovedet do logičeskogo zaveršenija svoju mirotvorčeskiju missiju v Južnoj Osetii, Sajt « Edinoj Rossii ». Le 11 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008e). Interv'ju V.Putina telekompanii «Si-Èn-Èn», Portal pravitel'stva RF. Le 28 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008f). Interv'ju prem'er-ministra RF Vladimira Putina telekompanii ARD, RIA « Novosti ». Le 30 août. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008g). Stenogramma teleprogrammy «Razgovor s Vladimirom Putinym », Sajt pravitel'stva RF. Le 4 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2008h). V.Putin: « Gazprom » učityval predefoltnoe sostojanie Ukrainy, RIA « Novosti ». Le 31 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009a). V.Putin: Neobhodimost' «Severnogo potoka» dokazana Ukrainoj, « Rosbalt », Le 7 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009b). Press-konferencija prem'er-ministra RF Vladimira Putina o gazovom konflikte s Ukrainoj, IA « Regnum ». Le 8 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009c). V.Putin: Rossija vpred' ne dopustit vorovstva Ukrainoj tranzitnogo gaza, RIA « Novosti ». Le 10 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2009d). Polnyj tekst interv'ju Vladimira Putina agentstvu Bloomberg, RIA « Novosti ». Le 27 janvier. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 16 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2014a). V. Putin otvetil na voprosy žurnalistov o situacii na Ukraine. *Administracija Prezidenta Rossii*, 4 mars. En ligne: <<http://news.kremlin.ru/news/20366>> (Consulté le 17 décembre 2015).

- (2014b). Poutine dans Latuhina, K., Ukrajinij vybor. Rossija ne sobiraetsja prisoedinjat' Krym i vvodit' vojska na Ukrainu. *Rossijskaja gazeta*, 6325 (53), 6 mars. En ligne : <http://www.rg.ru/printable/2014/03/06/ukrainij.html> (Consulté le 17 décembre 2015).
- (2014c). Obrašenie Prezidenta Rossijskoj Federacii. *Administracija Prezidenta Rossii*, 18 mars. En ligne : <http://news.kremlin.ru/news/20603> (Consulté le 17 décembre 2015).
- (2014d). Prjamaja linija s Vladimirom Putiny. *Administracija Prezidenta Rossii*, 17 avril. En ligne : <http://news.kremlin.ru/news/20796> (Consulté le 17 décembre 2015).

### *Sliska*

- Sliska, L. (2004a). Ljubov' Sliska sčitaet, čto proishodjašie na Ukraine sobytija vyhodjat za ramki pravovogo polja, Server RIA « Novosti ». Le 24 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 27 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004b). Ljubov' Sliska prizvala Evrosojuz prekratit' provokacii v otnošenii Ukrainy; Server RIA « Novosti ». Le 25 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 27 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004c). L. Sliska: krizis na Ukraine - ideal'noe pokazatel'noe vystuplenie po razvalu nezavisimogo gosudarstva; Server RIA « Novosti ». Le 29 novembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 27 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)
- (2004d). L. Sliska: Štab Janukoviča imeet zakonnye osnovanija osparivat' v sudah itogi vyborov po nekotorym territorijam; Sajt dumskoj frakcii « Edinaja Rossija ». Le 27 décembre. *PartArkhiv* [Base de données]. Récupéré le 27 décembre 2014 de [www.indem.ru](http://www.indem.ru)